This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

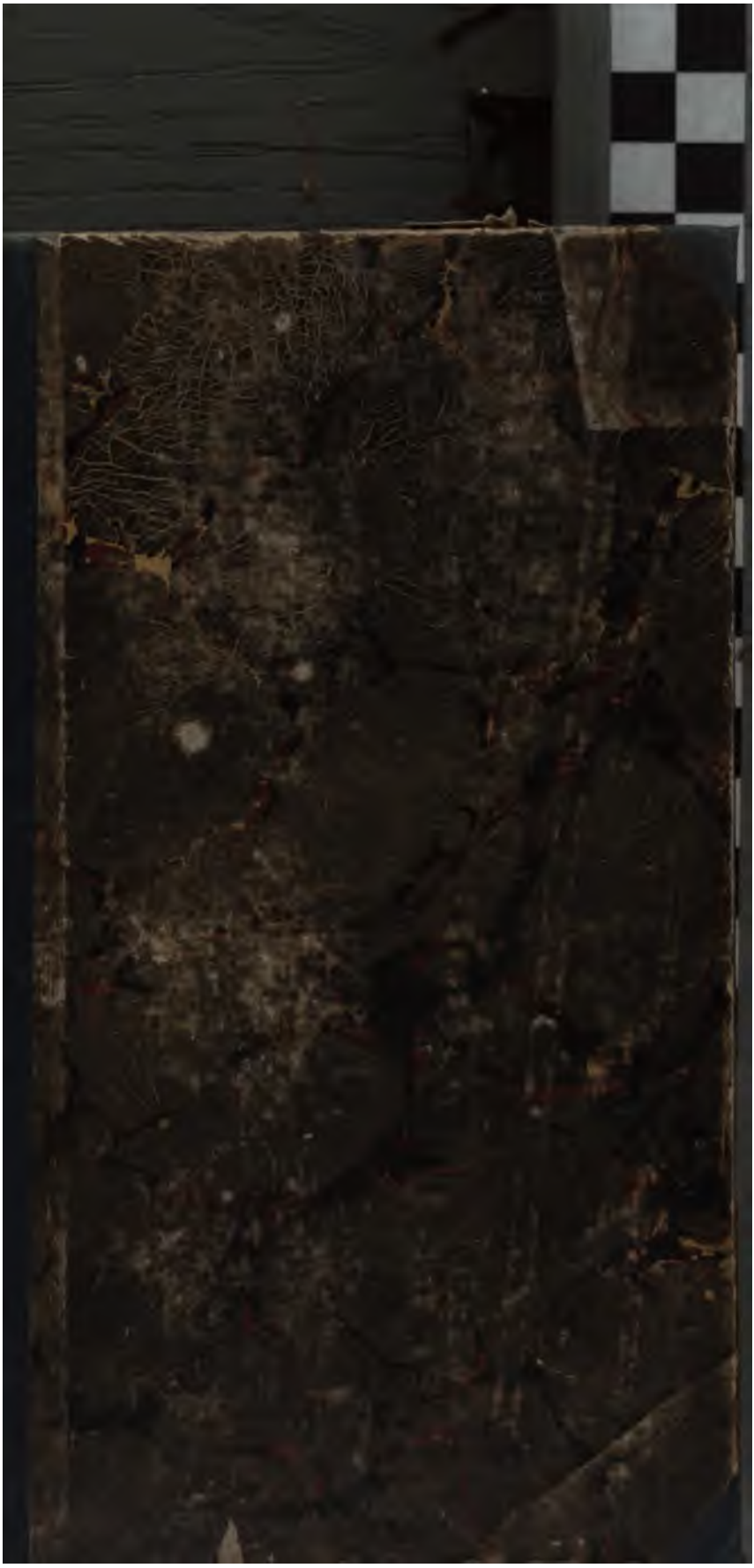
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

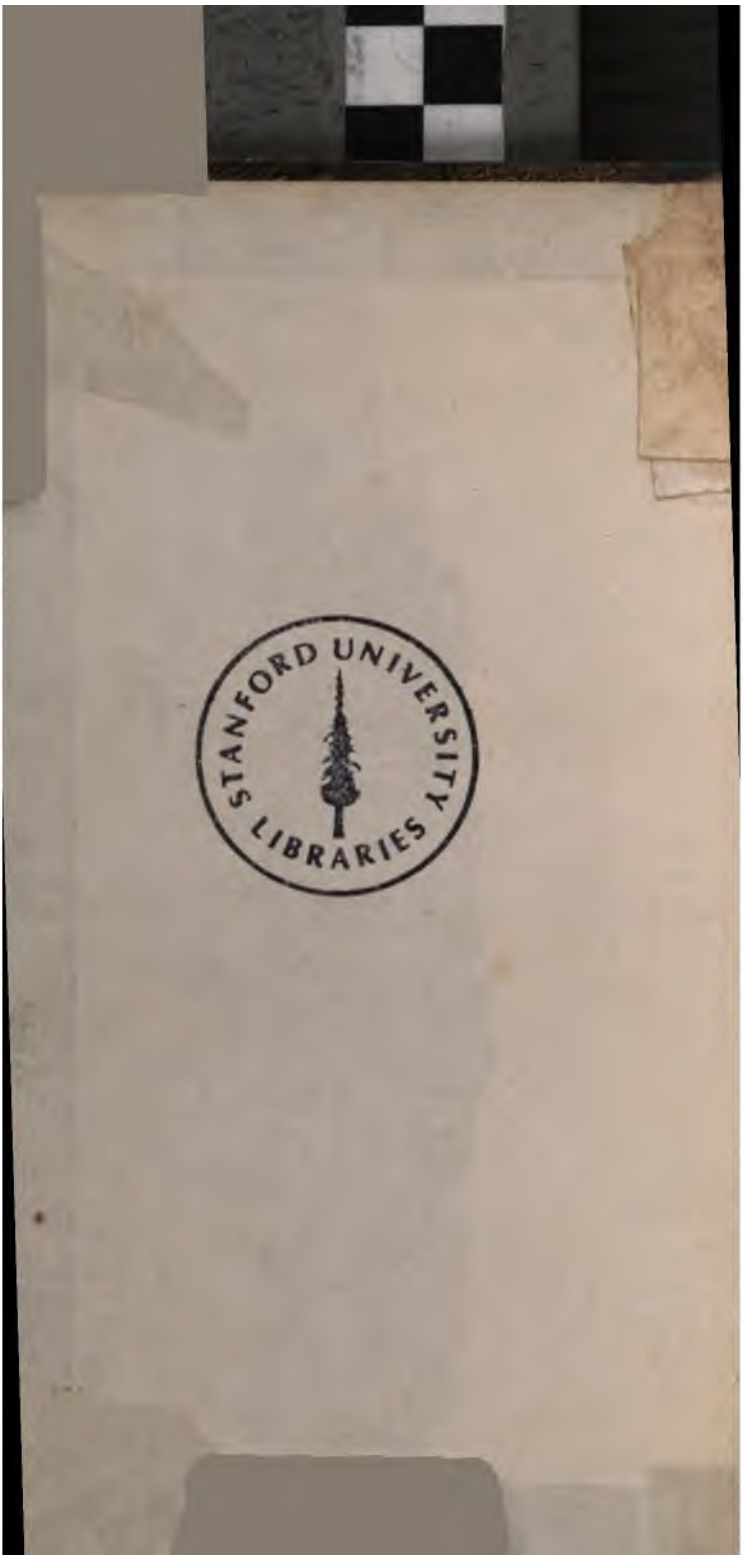
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

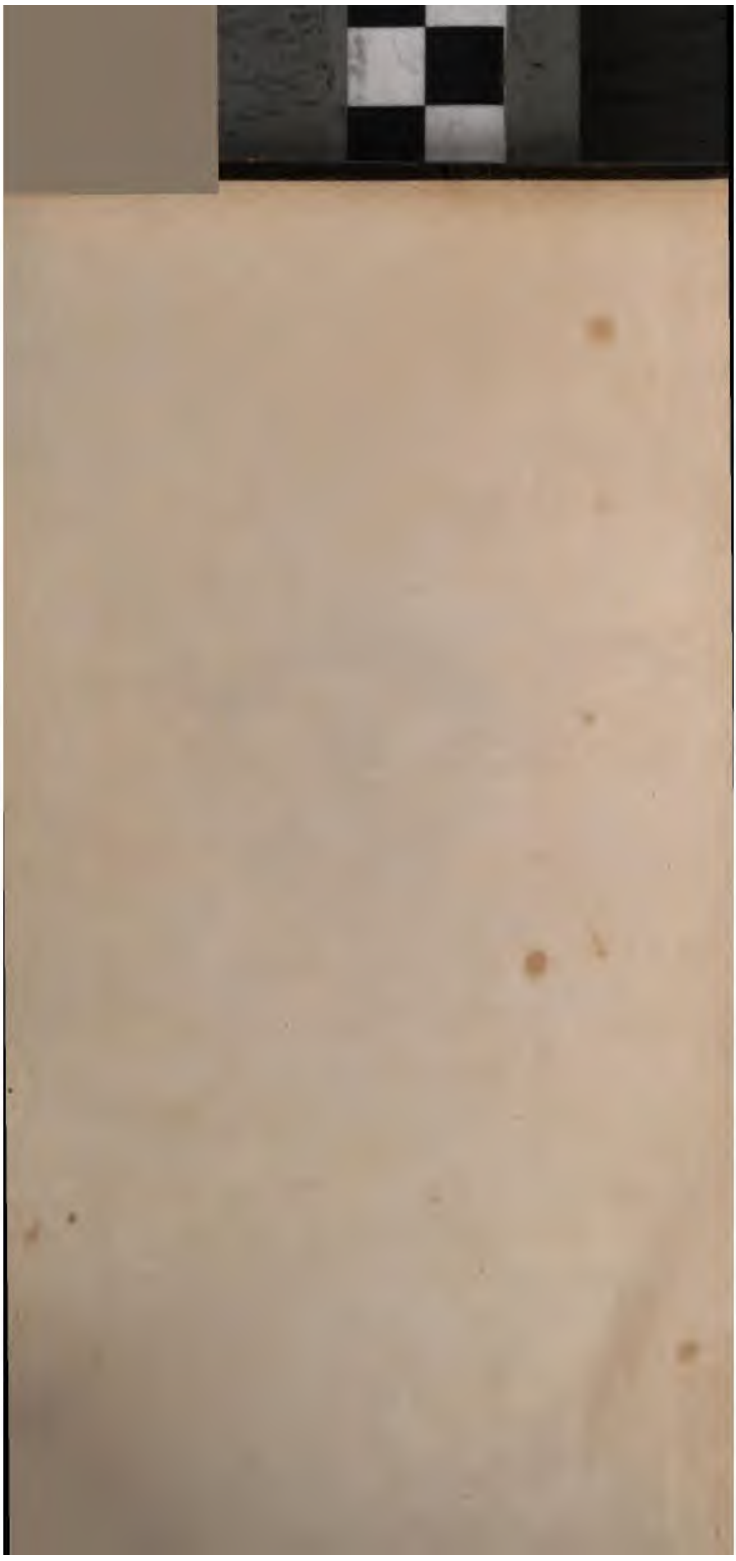
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`



STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES


STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES



MÉMOIRES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DE FRANCE,

SOUS NAPOLÉON,

ÉCRITS A SAINTE-HÉLÈNE,

Par les généraux qui ont partagé sa captivité,

PUBLIÉS SUR LES MANUSCRITS ENTIÈREMENT CORRIGÉS DE LA MAIN DE NAPOLEON.

MÉMOIRES.

TOME TROISIEME.

ÉCRIT PAR LE GÉNÉRAL MONTHOLON.

ÉDITION ORIGINALE.

PARIS, F. DIDOT, PÈRE ET FILS; BOSSANGE, FRÈRES.
BERLIN, G. REIMER.
FRANCFORT S. L. M., DE L'IMPRIMERIE DE J. D SAUERLÄNDER.

1823.

dont Nicolas Bonaparte, prélat romain, est l'auteur: sa relation est assez estimée. Les littérateurs, à qui aucun rapport de circonstance n'échappe, remarquèrent, en 1797, que, depuis Charlemagne, Rome avait été menacée deux fois par de grandes armées étrangères; qu'à la tête de l'une était le connétable de Bourbon, et, à la tête de l'autre, un des arrière-neveux de son historien.

Lorsque l'armée française entra à Bologne, le sénat ne manqua pas de faire présenter son livre d'or au général en chef, par les comtes Marescalchi et Caprara, pour attirer son attention sur le nom de plusieurs de ses ancêtres inscrits parmi les sénateurs qui avaient illustré leur ville.

Dans le quinzième siècle, un cadet de la famille Bonaparte s'établit en Corse (1). Lors de la campagne d'Italie, il ne restait plus, de toutes les branches italiennes, que l'abbé Crégorio Bonaparte, chevalier de St-Etienne et chanoine de San-Miniato. C'était un vieillard très-considéré et fort riche. Napoléon, dans sa marche sur Livourne, s'arrêta à San-Miniato. Il fut reçu dans la maison de son parent avec tout son état-major. Pendant le souper, la conversation roula pres-

(1) *Note de l'éditeur.* — Zopf, dans son Précis de l'Histoire universelle, 20e édition, dit qu'un rejeton de la famille des Comnène, qui avait des droits au trône de Constantinople, se retira en Corse en 1462, et que plusieurs membres de cette famille portèrent le nom de *Calomèros*, parfaitement identique avec celui de Bonaparte, καλὸν μέρος *bona parte*. Il en résulterait que ce nom a été italianisé.

Nous ne croyons pas que cette circonstance ait jamais été connue de Napoléon.

que uniquement sur un capucin, membre de la famille, qui avait été béatifié, un siècle auparavant, et en faveur duquel le chanoine sollicitait le crédit du général en chef, pour faire prononcer sa canonisation. La proposition en fut faite plusieurs fois à l'empereur Napoléon après le concordat, mais on attachait à ces honneurs pieux moins d'importance à Paris qu'à Rome.

Ceux à qui la langue italienne est familière, savent qu'on écrit *ad libitum*, *Buona ou Bona*. Les membres de la famille de Bonaparte ont employé indifféremment l'une ou l'autre orthographe : des frères même ont écrit leur nom avec *u* et sans *u*. Il paraît que la suppression de l'*u* était en usage dans des temps fort reculés : on voit dans l'église de St-François des frères mineurs de la ville de St-Miniato, à droite de l'autel principal, un tombeau dont l'inscription porte : *Jacques de Bonaparte mort en* 1421, *le* 23 *septembre. Nicolas Bonaparte, fit élever ce monument à son père.*

On a également beaucoup disserté sur le nom de baptême de *Napoléon*; il était d'usage parmi les Ursins et les Lomellini : c'est d'eux qu'il est venu dans la famille de Bonaparte. On a disputé en Italie sur la manière de l'écrire. Les uns prétendaient qu'il était grec et signifiait *lion du désert*; les autres qu'il dérivait du latin. La véritable manière de l'écrire est *Napoleone*. Ce nom ne se trouvait pas sur notre calendrier. Les recherches faites dans les martyrologes, à Rome, au moment du concordat, apprirent que saint Napoléon était un martyr grec.

Le bisaïeul de Napoléon eut trois fils, Joseph, Napoléon et Lucien; le premier n'eut qu'un seul fils unique, Charles; le second ne laissa qu'une fille, Élisa-

beth, qui fut mariée au chef de la maison Ornano ; le troisième était prêtre et mourut en 1791, âgé de quatre-vingts ans, archidiacre du chapitre d'Ajaccio. Charles, qui se trouva ainsi unique héritier de son nom, est le père de Napoléon. Il fut élevé à Rome et à Pise, où il reçut ses grades de docteur en droit. Il épousa fort jeune Letitia Ramolino, d'une bonne famille du pays, descendant des Colalto de Naples. Il en eut cinq fils et trois filles. Il avait vingt ans au moment de la guerre de 1768 ; il était ami chaud de Paoli et fort zélé défenseur de l'indépendance de son pays. La ville d'Ajaccio ayant été tout d'abord occupée par les troupes françaises, il se transporta avec sa famille à Corte, dans le centre de l'île. Sa jeune femme, enceinte de Napoléon, pendant la campagne de 1769, suivait le quartier-général de Paoli et l'armée des patriotes corses au travers des montagnes, et séjourna long-temps sur le sommet de Monte-Rotondo dans la piève de Niolo. Cependant sa grossesse avançant, elle obtint du maréchal Devaux un sauf-conduit pour rentrer dans sa maison d'Ajaccio. Napoléon naquit le 15 août, jour de l'Assomption.

Charles Bonaparte suivit Paoli dans sa retraite jusqu'à Porto-Vecchio, et voulait s'embarquer avec lui, mais les instances de sa famille, sa tendresse pour ses enfants et son amour pour sa jeune épouse l'arrêtèrent.

Le gouvernement français donna des états provinciaux à la Corse, et continua la magistrature des douze nobles, qui, comme les élus de Bourgogne, administraient le pays. Charles Bonaparte, fort populaire dans l'île, faisait partie de cette magistrature. Il fut attaché en qualité de conseiller au

tribunal d'Ajaccio: c'était un intermédiaire nécessaire pour arriver au conseil suprême du pays. En 1779, les états le nommèrent député de la noblesse à Paris. Le clergé choisit l'évêque de Nebbio, et le tiers-état un Casabianca. Il mena avec lui ses deux fils Joseph et Napoléon, l'un âgé de onze ans, l'autre de dix; il mit le premier dans le pensionnat d'Autun, et le second entra comme élève à l'école militaire de Brienne. Napoléon resta six ans à cette école. En 1783, le chevalier de Kergariou, maréchal-de-camp, inspecteur des écoles militaires, le désigna pour passer l'année suivante à l'école militaire de Paris, où l'on envoyait tous les ans, sur le choix de l'inspecteur, les trois meilleurs sujets de chacune des douze écoles de province. Napoléon ne resta que huit mois à Paris. Au mois d'août 1785, il fut examiné par l'académicien Laplace, et reçut un brevet de lieutenant en second d'artillerie au régiment de la Fère; il était alors âgé de seize ans. Philipeaux, Pecaduc et Démasis étaient du même examen; tous les trois émigrèrent au commencement de la révolution: le premier a défendu Saint-Jean d'Acre, où il a montré du talent et où il est mort; le second était breton et est parvenu au grade de major dans l'armée autrichienne; le troisième, rentré en France sous le consulat, a été nommé administrateur du mobilier de la couronne et chambellan.

Le régiment de la Fère se trouvait à Valence en Dauphiné; ce fut la première garnison de Napoléon. Quelques troubles s'étant manifestés dans la ville de Lyon, il y fut envoyé avec son bataillon; depuis, ce régiment passa à Douai en Flandres, et à Au-

xonne en Bourgogne. En 1791, Napoléon fut nommé capitaine au régiment d'artillerie de Grenoble, alors en garnison à Valence, où il retourna. Les idées de la révolution commençaient à agiter les esprits. Une partie des officiers émigra. Gouvion, Vaubois, Galbo-Dufour et Napoléon, étaient les quatre capitaines qui, ayant conservé l'opinion des soldats, les maintenaient dans l'ordre.

Napoléon se trouvait en semestre en Corse, en 1792. Il s'empressa d'aller trouver Paoli, dont son père avait été l'ami; Paoli lui témoigna beaucoup d'amitié et ne négligea rien pour le retenir et l'éloigner des troubles qui menaçaient la mère-patrie.

En janvier et février 1793, il fut chargé d'une contre-attaque sur le nord de la Sardaigne, pendant que l'amiral Truguet opérait contre Cagliari.

L'expédition n'ayant pas réussi, il ramena heureusement ses troupes à Bonifacio. Ce fut son premier fait militaire; il lui mérita déjà des marques de l'attachement du soldat et une réputation locale.

Quelques mois après, Paoli, décrété d'accusation par la convention, jeta le masque et s'insurgea. Avant de se déclarer, il fit part de son projet au jeune officier d'artillerie dont il se plaisait souvent à dire; „Vous voyez ce jeune homme; eh bien c'est un „homme de l'histoire de Plutarque." Mais toutes les instances, tout l'ascendant de ce vénérable vieillard, échouèrent. Napoléon convenait avec lui que la France était dans une situation affreuse, mais il lui disait que tout ce qui est violent ne peut durer; que puisqu'il avait une immense influence sur les habitants et était maître des places et des troupes, il devait maintenir la tran-

pilite en Corse et laisser la fureur passer en France; que pour un désordre momentané, fil ne fallait pas rracher cette île à des liaisons naturelles ; qu'elle avait tout à perdre dans une pareille convulsion; que géographiquement elle appartenait à la France ou à l'Italie; que jamais elle ne pouvait être anglaise, et que l'Italie n'étant pas une seule puissance, la Corse devait constamment rester française; le vieillard ne put en disconvenir, mais il persista. Napoléon partit, deux heures après, du couvent de Rostino, où s'était tenue cette conférence. Les affaires empirèrent; Corte déclara l'insurrection; de tout côtés des rassemblements d'insurgés se dirigeaient sur Ajaccio, où ne se trouvaient aucune troupe de ligne, aucun moyen de résistance proportionné à l'attaque. La famille Bonaparte se retira à Nice, *puis en* Provence; ses biens furent dévastés; sa maison pillée servit long-temps de caserne à un bataillon anglais. Napoléon, arrivé à Nice, se disposait à rejoindre son régiment, lorsque le général Dugear qui commandait l'artillerie de l'armée d'Italie le mit en requisition, et l'employa aux opérations les plus délicates. Quelques mois après, Marseille s'insurgea: l'armée marseillaise s'empara d'Avignon; les communications de l'armée d'Italie se trouvèrent coupées; on manquait de munitions, un convoi de poudre venait d'être intercepté: le général en chef était fort embarrassé. Le général Dugear envoya Napoléon auprès des insurgés marseillais, pour tâcher d'obtenir qu'ils laissassent passer les convois, et en même temps pour prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer et accélérer leur marche. Il se rendit à Marseille et à Avignon, eut des entrevues avec les meneurs, leur fit

comprendre qu'il était de leur intérêt de ne pas indisposer l'armée d'Italie, et fit passer les convois. Pendant ce temps, Toulon s'était rendu aux Anglais : Napoléon, nommé chef de bataillon, fut envoyé au siége de Toulon sur la proposition du comité d'artillerie ; il y arriva le 12 septembre 1793.

Pendant le séjour qu'il fit à Marseille, près des insurgés, ayant été à même de voir toute la faiblesse et toute l'incohérence de leurs moyens de résistance, il rédigea une petite brochure qu'il publia avant de quitter cette ville. Il cherchait à dessiller les yeux de ces insensés, et prédisait que leur révolte n'aurait d'autre résultat que de donner des prétextes aux hommes de sang, pour faire périr sur les échafauds les principaux d'entre eux. Cette brochure eut le plus grand effet et contribua à calmer les têtes.

Table des matières.

GUERRE D'ITALIE.

I. L'escadre, l'arsenal, la ville de Toulon sont livrés aux Anglais (24 août 1793) . . . . . Pag. 1
II. Investissement de Toulon par l'armée française . — 7
III. Napoléon commande l'artillerie de siége (12 septembre) . . . . . — 9
IV. Première sortie de la garnison (14 octobre) . — 11
V. Conseil de guerre (15 octobre) . . . . — 12
VI. Travaux contre le fort Murgrave, dit le Petit-Gibraltar . . . . . — 18
VII. Le général en chef anglais Ohara est fait prisonnier (14 novembre) . . . . . — 21
VIII. Le fort Murgrave pris d'assaut (17 décembre, deux heures du matin) . . . . . — 25
IX. Entrée des Français dans Toulon (18 décembre, dix heures du soir) . . . . . — 30
X. Napoléon inspecte et fait armer les côtes de la Méditerranée, depuis les Bouches-du-Rhône . — 38

PRÉCIS DES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES DE L'ARMÉE D'ITALIE, PENDANT LES ANNÉES 1792, 1793, 1794 ET 1795.

I. Précis des événements qui ont eu lieu à l'armée d'Italie, depuis le commencement de la guerre et pendant les années 1792, 1793, jusqu'au siége de Toulon . . . . . — 46
II. Napoléon dirige l'armée dans la campagne de 1794, prise de Saorgio, d'Oneille, du col de Tende, et de toute la chaîne supérieure des Alpes (avril 1794) . . . . . — 50
III. Marche de l'armée au travers de Montenotte (octobre 1794) . . . . . — 57
IV. Expéditions maritimes, combat de Noli (mars 1795) . . . . . — 62
V. Napoléon apaise plusieurs insurrections à Toulon — 70

VI. Il quitte le commandement de l'armée d'Italie, il arrive à Paris (juin 1795) . . . . Pag. 72
VII. Kellermann battu se rallie dans la ligne de Borghetto (juillet 1795) . . . . . — 74
VIII. Bataille de Loano (décembre 1795) . . — 80

TREIZE VENDÉMIAIRE.

I. Constitution de l'an III . . . . . — 83
II. Lois additionnelles . . . . . — 85
III. Résistance armée des sections de Paris . . — 87
IV. Disposition d'attaque et de défense des Tuileries — 91
V. Combat du 13 Vendémiaire . . . . . — 93
VI. Napoléon commandant en chef l'armée de l'intérieur . . . . . — 96
VII. Barras . . . . . — 99
VIII. La Reveillère-Lépeaux . . . . . — 100
IX. Rewbell . . . . . — 101
X. Carnot . . . . . — 102
XI. Le tourneur de la Manche . . . . . — 104

DESCRIPTION DE L'ITALIE.

I. De l'Italie . . . . . — 105
II. Des Alpes . . . . . — 107
III. Des Appennins . . . . . — 112
IV. De la grande plaine d'Italie. De la vallée du Pô et des vallées dont les eaux se jettent dans l'Adriatique, au nord et au sud du Pô . . — 116
V. Frontières de l'Italie du côté de terre . . — 119
VI. Lignes qui couvrent la vallée du Pô . . — 129
VII. Capitales de l'Italie. Moyens maritimes de l'Italie — 133
VIII. Situation des diverses puissances de l'Italie, en 1796 . . . . . — 136

BATAILLE DE MONTENOTTE.

I. Plan de campagne . . . . . — 141
II. État de situation des armées . . . . — 143
III. Napoléon arrive à Nice à la fin de mars 1796 — 145
IV. Bataille de Montenotte (12 avril) . . . — 147
V. Bataille de Millesimo (14 avril) . . . — 149
VI. Combat de Dego (15 avril) . . . . — 151

VII. Combat de Saint-Michel (20 avril); bataille de Mondovi (22 avril) . . . . . Pag. 154
VIII. Armistice de Cherasco (28 avril) . . . — 156
IX. Convient-il de passer le Pô et de s'éloigner davantage de la France? . . . . . — 161

BATAILLE DE LODI.

I. Passage du Pô (7 mai) . . . . . — 168
II. Combat de Fombio (8 mai) . . . . . — 170
III. Armistice accordé au duc de Parme (9 mai) . — 173
IV. Bataille de Lodi (10 mai) . . . . . — 176
V. Entrée à Milan (14 mai) . . . . . — 178
VI. Armistice accordé au duc de Modène (26 mai) — 184
VII. Berthier . . . . . — 186
VIII. Masséna . . . . . — 187
IX. Augereau . . . . . — 188
X. Serrurier . . . . . — 189

RÉVOLTE DE PAVIE.

I. L'armée quitte ses cantonnements pour prendre la ligne de l'Adige . . . . . — 191
II. Révolte de Pavie (24 mai) . . . . . — 192
III. Prise et sac de Pavie (26 mai) . . . . — 194
IV. Causes de cette révolte . . . . . — 197
V. L'armée entre sur le territoire de la république de Venise (28 mai) . . . . . — 198
VI. Bataille de Borghetto; passage du Mincio (30 mai) — 200
VII. L'armée arrive sur l'Adige (3 juin) . . . — 203
VIII. Description de Mantoue . . . . . — 204
IX. Blocus de Mantoue (4 juin) . . . . . — 206
X. Armistice avec Naples (5 juin) . . . . — 207

MARCHE SUR LA RIVE DROITE DU PÔ.

I. Motifs de la marche des Français sur l'Apennin . — 209
II. Insurrection des fiefs impériaux . . . — 211
III. Entrée à Bologne et à Ferrare (19 juin) . — 213
IV. Armistice accordé au pape (23 juin) . . — 215
V. Entrée à Livourne (29 juin) . . . . . — 216
VI. Napoléon à Florence . . . . . — 218
VII. Révolte de Lugo . . . . . — 220

VIII. Ouverture de la tranchée devant Mantoue (18 juillet) . . . . . Pag. 220
IX. Bon état des affaires en Piémont et en Lombardie — 222

BATAILLE DE CASTIGLIONE.

I. Le maréchal Wurmser arrive en Italie, à la tête d'une nouvelle armée . . . . . — 224
II Situation de l'armée française . . . — 225
III. Plan de campagne . . . . . — 227
IV. Wurmser débouche sur trois colonnes (29 juillet), la droite par la chaussée de la Chièse, le centre sur Montébaldo, entre l'Adige et le lac Garda, la gauche par la vallée de l'Adige . — 228
V. Grande et prompte résolution que prend Napoléon; combat de Salo; combat de Lonato (31 juillet) . . . . . — 230
VI. Bataille de Lonato (3 août) . . . . — 233
VII. Reddition des trois divisions de droite de l'ennemi, et d'une partie de son centre . . — 235
VIII. Bataille de Castiglione (5 août) . . . — 237
IX. Second blocus de Mantoue (fin d'août) . . — 240
X. Conduite des différents peuples d'Italie, à la nouvelle des succès des Autrichiens . . . — 242

MANOEUVRES ET COMBATS ENTRE LE MINCIO ET LA BRENTA.

I. Position de l'armée autrichienne dans le Tyrol au 1er septembre . . . . . — 244
II. Bataille de Roveredo (4 septembre) . . — 247
III. Wurmser descend dans les plaines du Bassanais — 249
IV. Combats de Primolano, de Covolo, de Cismone (7 septembre); l'armée française force les gorges de la Brenta . . . . . — 251
V. Combat de Vérone (7 septembre) . . . — 252
VI. Bataille de Bassano (8 septembre) . . . — 253
VII. Wurmser passe l'Adige sur le pont de Porto-Legnago (11 septembre) . . . . . — 254
VIII. Bataille de Saint-Georges (19 septembre); Wurmser est renfermé dans Mantoue (18 septembre) — 257

IX. Troisième blocus de Mantoue . . . Pag. 260

PRÉCIS DES OPÉRATIONS DES ARMÉES DE SAMBRE ET MEUSE, ET DU RHIN, EN ALLEMAGNE, PENDANT L'ANNÉE 1796.

I. Quartier d'hiver en 1796 . . . . . — 263
II. Les armées autrichiennes d'Allemagne détachent 30,000 hommes en Italie . . . . . — 265
III. Marches et combats pendant juin . . . — 269
IV. L'armée du Rhin arrive sur le Necker, le 18 juillet — 270
V. L'armée de Sambre-et-Meuse arrive sur le Mein, le 12 juillet . . . . . — 273
VI. Marche de l'armée de Sambre-et-Meuse, du Mein à la Nahe; position qu'elle occupe au 21 août — 274
VII. Marche de l'armée du Rhin, du Necker au Lech; bataille de Néresheim (11 août); position qu'elle occupe au 23 août . . . — 276
VIII. Manœuvre du prince Charles contre l'armée de Sambre-et-Meuse . . . . . — 279
IX. Bataille d'Amberg (24 août); retraite précipitée de cette armée; bataille de Würtzbourg (3 septembre); elle campe sur le Lahn (le 10 septembre); le 20, elle repasse le Rhin; marches et contre-marches de l'armée du Rhin, pendant septembre; sa retraite; bataille de Biberach — 282
X. Passage du Val-d'Enfer, combat de Waldkirch; l'armée passe le Rhin sur le pont de Huningue et se retire sur Strasbourg . . . . — 287
XI. Siége de Kehl et de la tête de pont de Huningue — 288
XII. Observations . . . . . — 292

BATAILLE D'ARCOLE.

I. Le maréchal Alvinzi arrive en Italie à la tête d'une troisième armée . . . . . — 317
II. Bon état de l'armée française: l'opinion de tous les peuples d'Italie appelle ses succès . . . — 318
III. Bataille de la Brenta (5 novembre); Vaubois évacue le Tyrol en désordre . . . . . — 319
IV. Bataille de Caldiéro (12 novembre) . . — 333
V. Murmures et sentiments divers qui agitent les soldats français . . . . . — 325

VI. Marche de nuit de l'armée sur Ronco ; l'armée y passe l'Adige sur un pont de bâteaux (14 novembre) . . . . . Pag. 328
VII. Bataille d'Arcole . . . . . — 331
VIII. L'armée se replie sur la rive droite de l'Adige ; combat et passage du pont de Ronco . . — 335
IX. Bataille de Legnago . . . . . — 337
X. L'armée française rentre triomphante dans Vérone, par la porte de Vénise, sur la rive droite (18 novembre) . . . . . — 340

NÉGOCIATIONS PENDANT 1796.

I. Avec la république de Gênes . . . . — 342
II. Avec le roi de Sardaigne . . . . — 346
III. Avec le duc de Parme . . . . . — 349
IV. Avec le duc de Modène . . . . — 350
V. Avec la cour de Rome . . . . . — 352
VI. Avec le grand-duc de Toscane . . . — 355
VII. Avec le roi de Naples . . . . . — 356
VIII. Avec l'empereur d'Allemagne . . . — 358
IX. Congrès lombard ; République cispadane . — 362

BATAILLE DE RIVOLI.

I. Affaire de Rome . . . . . — 367
II. Situation de l'armée autrichienne . . . — 369
III. Situation de l'armée française . . . — 370
IV. Plan d'opérations adopté par la cour de Vienne — 370
V. Combat de Saint-Michel (12 janvier) . . — 372
VI. Les troupes se mettent en marche pour Rivoli — 373
VII. Bataille de Rivoli (14 janvier) . . . — 375
VIII. Passage de l'Adige par le général Provéra ; sa marche sur Mantoue (14 janvier) . . . — 379
IX. Bataille de la Favorite (16 janvier) . . — 381
X. Capitulation de Mantoue (2 février) . . — 383

SUPPLÉMENT AUX PIÈCES JUSTIFICATIVES DU PREMIER VOLUME.

Bataille d'Engen . . . . . — 388
Bataille de Moeskirch . . . . . — 396
Bataille de Biberach . . . . . — 404
Combat de Memmingen . . . . . — 407

MÉMOIRES

DE NAPOLÉON.

GUERRE D'ITALIE — Tome I.

Le premier chapitre de ce volume traite du *siége de Toulon*, dont nous avons déjà publié une relation dans le premier volume de ces Mémoires ; mais cette seconde version diffère tellement de la première, et les détails y sont tellement multipliés, que nous nous en devoir la conserver religieusement.

Note des éditeurs.

MÉMOIRES DE NAPOLÉON.

GUERRE D'ITALIE.

CHAPITRE PREMIER.

L'escadre, l'arsenal, la ville de Toulon sont livrés aux Anglais (24 août 1793). — Investissement de Toulon par l'armée française. — Napoléon commande l'artillerie de siége (12 septembre). — Première sortie de la garnison (14 octobre). — Conseil de guerre (15 octobre). — Travaux contre le fort Murgrave dit le Petit-Gibraltar. — Le général en chef anglais Ohara est fait prisonnier (14 novembre). Le fort Murgrave pris d'assaut (17 décembre, deux heures du matin). — Entrée des Français dans Toulon (18 décembre, dix heures du soir). — Napoléon inspecte et fait armer les côtes de la Méditerranée, depuis les Bouches-du-Rhône.

§. Ier.

L'ASSEMBLÉE constituante avait fait trop et pas assez; elle était composée d'hommes doués des plus grands talents, mais n'ayant aucune expérience. Elle fit deux fautes qui pouvaient

entraîner la ruine entière de la nation; la première, de décréter une constitution contraire à l'expérience de tous les siècles et de toutes les nations; et dont tout le mécanisme était dirigé non pour donner des forces à l'ordre social et à la prospérité, mais pour contenir et annuller la force publique qui est celle du gouvernement. Quelque grande que soit cette faute, elle fut moindre et a eu des effets moins déplorables que celle de s'être obstiné à vouloir rétablir Louis XVI sur le trône, après l'événement de Varennes. Que devait donc faire l'assemblée ? envoyer des commissaires extraordinaires à Varennes, non pour ramener le roi à Paris, mais pour lui ouvrir le chemin et le conduire en sûreté au-delà des frontières; décréter, en se fondant sur la constitution, qu'il avait abdiqué; proclamer roi Louis XVII; créer une régence, confier la garde du roi mineur à une princesse de la maison de Condé; composer le conseil de régence et les ministères des principaux membres de l'assemblée constituante. Un gouvernement si conforme aux principes, si national, eût trouvé des remèdes aux inconvénients de la constitution; la force des choses eût bientôt fait adopter les modifications nécessaires; il est probable que la France eût triomphé de ses ennemis intérieurs et extérieurs, et qu'elle n'eût connu ni l'anarchie, ni le gouvernement révolutionnaire. A la majorité du roi, la révolution aurait jeté de telles racines qu'elle eût été à l'abri de toute atteinte. Agir autrement, c'était confier le gouvernement du navire, au milieu de la plus épouvantable tempête, à un pilote

qui ne pouvait plus le gouverner; c'était appeler, au nom du salut public, l'équipage à l'insurrection et à la révolte; c'était appeler l'anarchie.

Les royalistes avaient formé le côté droit de l'assemblée constituante; les constitutionnels, le côté gauche, et marché à la tête du peuple; mais à l'assemblée législative, les constitutionnels formèrent le côté droit, et les girondins le côté gauche; ceux-ci, à leur tour, formèrent à la convention le côté droit, et le parti, dit de la Montagne, forma le côté gauche, dirigeant le parti populaire. Les constitutionnels, à la constituante, avaient demandé l'expulsion des troupes de ligne, proclamant le principe que l'assemblée devait être gardée par la garde nationale, A la législative, ils soutinrent une opinion opposée, et réclamèrent, à grands cris, des troupes de ligne; mais les girondins repoussèrent avec indignation l'emploi de toute armée soldée contre la majorité du peuple. La Gironde, à son tour, réclama la protection d'une armée de ligne contre le parti populaire; ainsi les partis changèrent alternativement d'opinion selon les circonstances.

Les factions de la Gironde et de la Montagne étaient trop acharnées; si elles se fussent maintenues, l'administration eût été entravée, et la république n'eût pas pu lutter contre l'Europe conjurée contre elle. Le bien de la patrie voulait qu'une des deux triomphât. Au 31 mai la Gironde succomba, et la Montagne gouverna sans opposition. Le résultat est

connu: les campagnes de 1793 et 1794 ont sauvé la France de l'invasion étrangère.

Aurait-on obtenu le même résultat, si la Gironde l'eût emporté et que la Montagne eût été sacrifiée au 31 mai? Nous ne le pensons pas. Le parti de la Montagne comprimé, eût toujours conservé une grande influence dans Paris, dans les sociétés populaires et dans les armées, ce qui eût conseillé à la Gironde de conserver plus de ménagement pour les partis ennemis de la révolution, et essentiellement diminué l'énergie de la nation, tout entière nécessaire dans les circonstances. L'on comptait, sans doute, plus de talents dans la Gironde que dans la Montagne; mais la Gironde était composée d'hommes plus spéculatifs, ayant moins de caractère et une volonté moins décidée; ils eussent gouverné avec plus de douceur, et il est probable qu'on n'eût vu sous leur règne qu'une partie des excès auxquels s'est porté le gouvernement révolutionnaire de la Montagne; ils dominaient dans les villes de Lyon, Marseille, Toulon, Montpellier, Nîmes, Bordeaux, Brest, et dans plusieurs provinces. La Montagne avait son foyer dans la capitale, et elle était appuyée par tous les jacobins de France. Elle triompha le 31 mai: vingt-deux députés, chefs de la Gironde, furent proscrits. Soixante-dix départements indignés coururent aux armes; le peuple de Paris avait, disaient-ils, usurpé la souveraineté nationale: ils levèrent des bataillons et commencèrent la guerre civile; mais la Montagne, maîtresse de la convention, soutenue par les sociétés populaires et par les armées, disposant en outre du trésor et de la

planche aux assignats, se joua des vaines menaces des fédéralistes. La petite armée que le Calvados fit marcher sur Paris fut défaite par quelques escadrons de gendarmes; en peu de semaines toute la république fut pacifiée, hormis Lyon, Marseille, Toulon, et quelques villes du Languedoc. Lyon, assiégée par une partie de l'armée des Alpes et par des bataillons de volontaires levés en Bourgogne et en Auvergne, fit une longue et brillante résistance; sa garde nationale était organisée de longue main; 3,000 refugiés des provinces du midi, parmi lesquels se trouvait bon nombre d'anciens officiers, s'y étaient enrôlés. Marseille et Toulon firent marcher 6,000 gardes nationaux; Montpellier et Nîmes 4,000. Ces deux divisions devaient se réunir à Orange, et de là se porter au secours de Lyon. Les représentants du peuple à l'armée des Alpes détachèrent de Grenoble 2,000 hommes d'infanterie de ligne, 500 Allobroges à cheval et deux batteries d'artillerie, sous les ordres du colonel Cartaux. Cette petite colonne descendit la rive gauche du Rhône, rencontra l'avant-garde des Marseillais à Orange, la mit en fuite, se porta sur le Pont-Saint-Esprit, dispersa l'avant-garde des Nimois, occupa le château, et ayant marché sur Avignon, en chassa, le 16 juillet, l'armée marseillaise, qui repassa en toute hâte la Durance. Cartaux s'empara d'Aix le 20 août, attaqua le 24 le camp des fédérés, retranché et armé de vingt pièces de gros canon, le força et entra dans Marseille, qui était en proie à toutes les fureurs de la guerre civile.

Les sections no 9, 11, 12, 13, 14, s'étaient déclarées pour la Montagne; elles avaient som-

mé la municipalité de reconnaître la convention, ce qui avait été rejeté avec indignation; on avait couru aux armes. Le combat durait encore, lorsque les fuyards du camp de Septem annoncèrent la perte de la bataille; au même moment les Allobroges se saisirent de la porte d'Aix; les chefs des fédéralistes épouvantés, se réfugièrent à Toulon, accompagnés d'un millier d'hommes.

L'on avait su à Toulon, le 22 août, l'entrée de Cartaux à Aix; à cette nouvelle, les sections ne gardèrent plus de mesure; elles arrêtèrent et enfermèrent au fort de la Malgue les représentants du peuple Bayle et Beauvais, qui y étaient en mission; les représentants Fréron, Barras et le général Lapoype, se sauvèrent à Nice, quartier-général de l'armée d'Italie. Les autorités de Toulon étaient toutes compromises; elles avaient également pris part à la révolte; la municipalité, le directoire du département, l'ordonnateur de la marine, la plupart des employés de l'arsenal, le vice-amiral Trogoff commandant l'escadre, une grande partie des officiers, tous se sentaient également coupables; et sachant à quels ennemis ils avaient à faire, ils ne virent plus de salut pour eux que dans la trahison. Ils livrèrent l'escadre, le port, l'arsenal la ville, les forts, aux ennemis de la France. L'escadre, forte de dix-huit vaisseaux de ligne et de plusieurs frégates, était mouillée en rade; trahie par son amiral, elle resta fidèle et se défendit contre les flottes anglaise et espagnole; mais abandonnée par la terre, menacée par ces mêmes batteries de côtes qui devaient la protéger, elle céda. Les amiraux anglais et espa-

gnol occupèrent d'abord Toulon avec 5,000 hommes qu'ils détachèrent de leurs équipages; ils y arborèrent le pavillon blanc et en prirent possession au nom des Bourbons; il leur arriva des troupes d'Espagne, de Naples, de Piémont, de Gibraltar: à la fin de septembre la garnison était de 14,000 hommes, 3,000 Anglais, 4,000 Napolitains, 2,000 Sardes et 5,000 Espagnols. Ils désarmèrent alors la garde nationale de Toulon, qui leur était devenue suspecte, licencièrent les équipages de l'escadre française, embarquèrent 5,000 matelots bretons ou normands qui leur donnaient de l'inquiétude, sur quatre vaisseaux de ligne français qu'ils armèrent en flûte et qu'ils envoyèrent à Rochefort et à Brest. L'amiral Hood sentit le besoin, pour assurer son mouillage dans les rades, d'établir des fortifications sur la hauteur du cap Brun qui domine la batterie de côte de ce nom, et sur la sommité du promontoire du Caire, qui commande les batteries de l'Éguillette et de Balaguier, lesquelles maîtrisent la grande et petite rade. La garnison s'étendit d'un côté jusqu'à Saint-Nazaire et au delà des gorges d'Olioules, de l'autre jusqu'à la Valette et Hyères: toutes les batteries de côte depuis celles de Bandol à celles de la rade d'Hyères, furent désarmées et détruites; les ennemis occupèrent les îles d'Hyères.

§. II.

Aussitôt que le général Cartaux fut instruit de l'entrée des Anglais à Toulon, il porta son quartier-général à Cuges et son avant-garde au

Beausset. Les habitants de ces deux petites villes s'armèrent et montrèrent beaucoup de zèle; sa division se montait en tout à 12,000 hommes de bonnes et mauvaises troupes, sur lesquelles il fut obligé d'en laisser 4,000 à Marseille et sur les différents points de la côte; il n'osa point, avec 8,000 hommes qui lui restaient, passer les gorges, il se contenta de les observer. Mais les représentants, Fréron et Barras, arrivés à Nice, requirent le général Brunet, commandant l'armée d'Italie, de détacher 6,000 hommes contre Toulon. Le général Lapoype chargé du commandement de ce détachement plaça son quartier-général à Solliès et ses avant-postes à la Valette; les divisions Cartaux et Lapoype n'avaient aucune communication entre elles, elles étaient séparées par le groupe des montagnes du Faron. Cependant dès que Cartaux se vit soutenu par la division Lapoype, il attaqua les gorges d'Olioules, s'en empara le 8 septembre après un combat de quelques heures, porta son quartier-général au Beausset et son avant-garde au delà des gorges d'Olioules. Le chef de bataillon Dammartin, commandant de l'artillerie, officier distingué, fut dans le combat grièvement blessé. Les divisions de Cartaux et de Lapoype étaient indépendantes: elles appartenaient à deux armées différentes; la première à l'armée des Alpes, la seconde à l'armée d'Italie. Lapoype avec sa droite observait le fort et la montagne de Faron, avec son centre couvrait la chaussée de la Valette, et avec sa gauche observait les hauteurs du cap Brun; il réarma le fort de Brégançon et les batteries de la rade d'Hyères. Car-

taux avec sa gauche bloqua le fort de Pomets, avec son centre les redoutes Rouge et Blanche, avec sa droite le fort Malbosquet: sa réserve occupa Olioules, et un détachement les Six-Fours; il fit réarmer les batteries de Saint-Nazaire et de Bandol. L'ennemi resta maître de toute la montagne de Faron jusqu'au fort Malbosquet, de toute la presqu'île des Sablettes et du promontoire du Caire jusqu'au village de la Seine.

§. III.

La trahison qui avait mis au pouvoir des Anglais la flotte de la Méditerranée, l'arsenal et la ville de Toulon, consterna la convention; elle nomma le général Cartaux commandant en chef l'armée de siége. Le comité de salut public fit demander un ancien officier d'artillerie capable de diriger l'artillerie du siége: Napoléon fut désigné, il était alors chef de bataillon d'artillerie; il reçut l'ordre de se rendre en toute diligence au quartier-général de l'armée devant Toulon pour y organiser le parc et l'artillerie: il arriva au Beausset le 12 septembre et se présenta au général Cartaux dont il ne tarda pas à reconnaître l'incapacité.

De colonel commandant la petite colonne envoyée contre les fédéralistes, cet officier venait d'être promu, dans l'espace de trois mois, aux grades de général de brigade, général de division, et de général en chef; il n'avait aucune notion d'une place et des opérations d'un siége. L'artillerie de l'armée consistait en deux batteries de campagne, que commandait le capitaine

Sugny, venu de l'armée d'Italie avec le général Lapoype; en trois batteries d'artillerie à cheval que commandait le chef de bataillon Dammartin absent, ayant été blessé au combat d'Olioules, et qui étaient alors dirigées par d'anciens sergents d'artillerie, et en huit pièces de canon de 24 tirées de l'arsenal de Marseille. Depuis vingt-quatre jours que Toulon était au pouvoir de l'ennemi, rien n'avait encore été fait pour organiser l'équipage de siége. Le 15 septembre à la pointe du jour, le général en chef conduisit Napoléon à une batterie qu'il avait fait établir pour brûler l'escadre anglaise. Cette batterie était placée au débouché des gorges d'Olioules, un peu à droite de la chaussée sur une petite hauteur à deux mille toises du rivage de la mer; elle était composée de huit pièces de 24, qu'il supposait devoir brûler l'escadre mouillée à quatre cents toises du rivage, c'est-à-dire à une grande lieue de la batterie. Les grénadiers de Bourgogne et du premier bataillon de la Côte-d'Or, disséminés dans les bastides voisines, étaient occupés à chauffer les boulets avec des soufflets de cuisine; il est difficile de s'imaginer rien de plus ridicule.

Napoléon fit parquer les huit pièces de la batterie de 24, prit toutes les mesures pour organiser l'artillerie, et en moins de six semaines, il réunit cent pièces de gros calibre, des mortiers à grande portée, des pièces de 24, abondamment approvisionnés; il organisa des atteliers, fit rappeler plusieurs officiers du corps d'artillerie qui, par les événements de la révolution, s'étaient retirés dans leurs foyers, entre autres le chef de bataillon Gassendi,

qu'il mit à la tête de l'arsenal de Marseille. Il établit deux batteries sur le bord de la mer, dites batteries de la Montagne et des Sans-Culottes; ce qui obligea, après de vives canonnades, les vaisseaux ennemis à s'éloigner et à évacuer la petite rade. Aucun officier du génie n'était attaché au siége dans ces premiers moments. Il était obligé de faire le service de commandant du génie et de l'artillerie, de directeur du parc; il allait tous les jours aux batteries.

§. IV.

Le 14 octobre, les assiégés firent une sortie au nombre de 4,000 hommes pour s'emparer de la batterie de la Montagne et de celle des Sans-Culottes qui inquiétaient leurs escadres. Une colonne déboucha par le fort de Malbosquet, et prit position à mi-chemin de Malbosquet à Olioules; une autre longea la mer pour arriver au cap Brega où étaient placées ces batteries. Napoléon accourut au milieu du feu avec l'aide-de-camp de Cartaux, Almeiras (bon officier, depuis général de division). Il avait déjà inspiré une telle confiance aux troupes, qu'aussitôt qu'elles l'aperçurent, il y eût un cri unanime pour lui demander des ordres. Il fut ainsi investi par le vœu du soldat de l'exercice du commandement, quoiqu'il y eût des généraux présents; le résultat répondit à la confiance de l'armée. La sortie de l'ennemi fut d'abord contenue, ensuite repoussée dans la place, les batteries furent sauvées. Napoléon se forma dès ce moment une idée des troupes coalisées. Les Napolitains, qui composaient une partie

de leur force, étaient mauvais; ils étaient toujours mis à l'avant-garde.

Du côté de l'est, Lapoype avait des escarmouches journalières avec les postes de l'ennemi placés sur le revers du Faron. Le premier octobre, il les avait repoussés, était parvenu sur la montagne, mais avait été arrêté par le fort, et peu d'heures après chassé de la crête et forcé de rentrer dans son camp. Le 15 octobre, il fut plus heureux, il attaqua la hauteur du cap Brun, et l'emporta après un vif engagement.

§. V.

A la fin de septembre, on avait tenu un conseil de guerre à Olioules; de quel côté serait la principale attaque? devait-elle se faire du côté de l'est ou de l'ouest? sur le terrain occupé par la division Lapoype, ou sur celui occupé par la division Cartaux? Les opinions furent unanimes qu'il fallait attaquer par l'ouest, et réunir le grand parc de siége à Olioules: du côté de l'est, Toulon est couvert par le fort Faron et le fort de la Malgue; du côté de l'ouest, il ne l'est que par le fort de Malbosquet, qui n'est qu'un fort de campagne. Un second conseil eût lieu le 15 octobre; on y lut un plan envoyé de Paris sur la conduite du siége, il était approuvé par le comité du génie et rédigé par le général d'Arçon; il supposait l'armée forte de 60,000 hommes, et abondamment fournie de tout le matériel nécessaire. Il voulait qu'elle s'emparât d'abord de la monta- et du fort Faron, des forts Rouge et Blanc,

peu de jours après l'ennemi débarqua 4,000 hommes, chassa le générél Laborde, et commença à élever le fort Murgrave. Pendant les huit premiers jours, le commandant d'artillerie n'avait cessé de demander que l'on renforçât Laborde afin qu'il pût chasser les ennemis de ce point. Il n'avait pu l'obtenir. Cartaux ne se croyait pas assez fort pour s'étendre sur sa droite, ou plutôt n'en comprenait pas l'importance. A la fin d'octobre, les choses étaient bien changées. On ne pouvait plus penser à brusquer l'attaque de cette position; il fallait établir de bonnes batteries de canons et de mortiers, raser les ouvrages et faire taire l'artillerie de ce fort. Toutes ces idées furent adoptées par le conseil; l'artillerie eut ordre de faire toutes les dispositions pour les détails de son arme; elle y travailla sans retard et avec la plus grande activité.

Cependant Napoléon se trouvait journellement contrarié par l'ignorance de l'état-major qui voulait sans cesse le distraire du plan arrêté au conseil, pour employer ses canons dans une direction opposée, soit pour battre sans but des forts, soit pour essayer de jeter quelques projectiles dans la ville et brûler quelques maisons. Un jour le général en chef le conduisit sur une hauteur entre le fort Malbosquet et les forts Rouge et Blanc, et lui proposa d'y établir une batterie qui les battrait à la fois. Il essaya en vain de lui expliquer que c'était en plaçant trois ou quatre batteries contre un fort, de manière que les feux convergeassent, que l'assiégeant avait l'avantage sur le feu des assiégés, et que de pauvres batteries construites en terre et à la hâte l'emportent sur des batteries con-

struites avec soin et ayant le relief de fortifications permanentes; que cette batterie construite entre trois forts serait rasée en un quart-d'heure, et que les canonniers en seraient tous tués. Cartaux, ayant toute la présomption de l'ignorance, insista; mais quelles que soient les rigueurs de la discipline militaire, cet ordre ne fut pas exécuté, parce qu'il n'était pas exécutable. Une autre fois, ce général lui ordonna de construire une batterie, toujours dans la direction opposée au plan général, sur une terrasse en avant d'une bastide où il n'y avait pas le recul nécessaire pour les pièces; les décombres de la maison l'eussent rendue intenable pour les canonniers; il fallut encore désobéir. Les batteries des Sans-Culottes et de la Montagne fixaient l'attention de l'armée et de tout le midi. Le feu y était épouvantable. Plusieurs chaloupes anglaises avaient été coulées bas, plusieurs frégates avaient été démâtées, quatre vaisseaux de ligne avaient été si considérablement endommagés qu'ils avaient dû entrer dans le bassin pour se réparer. Le général en chef, profitant d'un moment où le commandant d'artillerie s'était absenté vingt-quatre heures pour aller visiter l'arsenal de Marseille, et surveiller le départ de quelques objets indispensables, ordonna l'évacuation de cette batterie, sur le prétexte qu'on y perdait beaucoup de canonniers. A neuf heures du soir, l'évacuation commençait lorsqu'il revint; il fallut encore désobéir. Il existait à Marseille une vieille coulevrine qui était un objet de curiosité; on mit dans la tête de l'état-major que la reddition de Toulon tenait à cette coulevrine; qu'elle

qu'elle avait des propriétés merveilleuses; elle portait au moins à deux lieues. L'artillerie s'assura que cette coulevrine, qui était extrêmement pesante, était chambrée et ne pouvait rendre aucun service. Cependant il fallut se donner beaucoup de peine et sacrifier beaucoup de moyens pour traîner cette antiquaille avec laquelle on tira seulement quelques boulets.

Fatigué et tourmenté de tant de contrariétés, Napoléon écrivit au général en chef pour lui demander qu'il lui fît connaître ses idées générales, et qu'il lui en laissât l'exécution pour les détails de son arme. Cartaux répondit que le plan auquel il s'attachait définitivement était que l'artillerie chauffât Toulon pendant trois jours, après quoi il le ferait attaquer par trois colonnes. A côté de cette singulière réponse, Napoléon écrivit ce qu'on devait faire pour s'emparer de Toulon, en répétant ce qu'il avait dit au conseil de guerre; il remit ce mémoire au représentant Gasparin: c'était un homme de beaucoup d'esprit, dont il faisait grand cas et auquel il a eu des obligations pendant le siége; ce plan fut porté à Paris par un courrier extraordinaire, qui rapporta l'ordre à Cartaux de quitter sur-le-champ l'armée de siége et de se rendre à celle des Alpes. Lyon venait d'être pris; le général Doppet, qui y commandait l'armée, fut nommé pour le remplacer. Le général Lapoype, comme le plus ancien général, prit le commandement *par interim*. Il établit, le 15 novembre, son quartier-général à Olioules. Pendant le peu de jours qu'il commanda, il mérita l'estime de l'armée.

§. VI.

L'artillerie fit construire neuf batteries de canons et de mortiers, deux de plein fouet sur deux mamelons parallèles dits des Quatre-Moulins et des Sablettes, éloignés du fort Murgrave, protégeant les trois batteries des Hommes sans peur, des Braves et des Patriotes du midi, placées à cent toises des retranchements du fort, mais dominées; les batteries de Brega battaient l'isthme des Sablettes et l'anse du lazaret. La canonnade était journalière; elle avait pour but de retarder les travaux que l'ennemi faisait pour donner un nouveau degré de force au Petit-Gibraltar. Les batteries assiégeantes ne tardèrent pas à acquérir la supériorité, ce qui décida les assiégés à faire une sortie pour les détruire. Ils débouchèrent, le 8 novembre, sur la batterie des Sablettes et sur la batterie des Moulins; ils furent repoussés à cette dernière, mais ils enlevèrent et enclouèrent la batterie des Sablettes. L'adjudant-général Victor, depuis duc de Bellune, qui commandait cette batterie, la reprit quelques jours après.

Le général en chef Doppet arriva au siége le 10 novembre; il était savoyard, médecin, ayant plus d'esprit que Cartaux, mais aussi ignorant dans tout ce qui tenait à l'art de la guerre; c'était un coryphée de la société des jacobins, ennemie de tout ce qui avait du talent. Peu de jours après son arrivée, une bombe mit le feu au magasin à poudre de la batterie de la Montagne. Napoléon s'y trouvait, il y courut de

dangers, plusieurs canonniers furent
ie rendant le soir chez le général en chef,
ui rendre compte de cet accident, il le
verbalisant, voulant prouver que c'était
stocrates qui avaient mis le feu à ce ma-
Le lendemain, un bataillon de la Côte-
le tranchée au fort Murgrave, indigné
auvais traitements que des Espagnols
nt endurer à un volontaire qu'ils avaient
isonnier, courut aux armes, et marcha
t; le régiment de Bourgogne, le suivit,
a division du général Brûlé fut entraînée;
ouvantable canonnade et une vive fusil-
engagèrent; Napoléon, qui se trouvait au
ier-général, se rendit chez le général en
mais lui-même ignorait la raison de cet
ment; ils y coururent. L'opinion du com-
ant d'artillerie fut que *puisque le vin*
ré, *il fallait le boire*, qu'il en coûterait
pour pousser l'attaque à fond que pour
en retraite. Le général l'autorisa à se
à la tête de l'attaque pour la diriger. Nos
eurs couvraient tout le promontoire, et
t enveloppé le fort; il formait deux com-
s de grénadiers en colonne pour pénétrer
orge, lorsque le général en chef ayant eu
es aides-de-camp tué près de lui, quoique
oin du feu, fit battre la retraite. Les ti-
rs apercevant ce mouvement rétrograde
endant la retraite, se découragèrent,
ne fut manquée. Napoléon arriva près
néral en chef, le visage couvert de sang
légère blessure qu'il avait reçue au front,
n'était pas encore pansée, il lui dit: „*Le*
qui a fait battre la retraite nous fait

manquer Toulon." Les soldats qui venaient de perdre bon nombre de leurs camarades dans la retraite, témoignèrent leur mécontentement; ils parlaient hautement de se porter à des voies de fait contre le général en chef. „*Quand cessera-t-on de nous envoyer des peintres et des médecins pour nous commander?*" Huit jours après, Doppet fut envoyé à l'armée des Pyrénées où il signala son arrivée en faisant guillotiner grand nombre de généraux.

Il avait amené avec lui de Lyon le vieux général de division Duteil pour commander l'artillerie du siége; mais Napoléon avait une mission *ad hoc* du gouvernement; il fut maintenu dans le commandement. Il y avait dans l'artillerie deux généraux de ce nom; l'aîné, qui a long-temps commandé l'école d'Auxonne, était un excellent officier d'artillerie; son école était renommée. En 1788, il y distingua Napoléon alors lieutenant d'artillerie, et pressentit ses talents militaires. Ce général ne partageait pas l'opinion nationale: il était déjà fort âgé, mais bon Français; il refusa cependant d'émigrer, et resta à son poste: il commanda l'artillerie au siége de Lyon, sous Kellermann; après la prise de cette ville, il ne put échapper au comité de surveillance de Collot-d'Herbois et de Fouché; il fut traduit au tribunal révolutionnaire et condamné à mort. Son jugement était motivé sur les retards qu'il avait mis à envoyer l'artillerie pour le siége de Toulon. C'est en vain qu'il produisit les lettres de remercîment que lui écrivait Napoléon, pour le bon ordre et l'activité qu'il avait mis dans l'envoi de ces convois.

Le général Duteil cadet était d'un caractère tout opposé, n'entendant rien à l'artillerie; c'était un bon-homme: arrivé devant Toulon, il fut fort aise de se trouver débarrassé d'une fonction qui lui serait à charge, et que les circonstances rendaient bien chanceuse; il est depuis mort à Metz, commandant d'armes.

Le vœu du soldat fut enfin exaucé: le brave Dugommier prit, le 20 novembre, le commandement de l'armée; il avait quarante ans de services; c'était un des riches colons de la Martinique, officier retiré; au moment de la révolution, il se mit à la tête des patriotes et défendit la ville de Saint-Pierre; chassé de l'île, lorsque les Anglais y entrèrent, il perdit tous ses biens. Il était employé comme général de brigade à l'armée d'Italie, lorsque les Piémontais, voulant profiter de la diversion du siége de Toulon, méditèrent de passer le Var et d'entrer en Provence; il les battit au camp de Gillette, ce qui les décida à reprendre leur ligne. Il avait toutes les qualités d'un vieux militaire, extrêmement brave de sa personne, il aimait les braves et en était aimé; il était bon, quoique vif, très-actif, juste, avait le coup d'œil militaire, du sang-froid et de l'opiniâtreté dans le combat.

§. VII.

L'armée de Lyon fut partagée entre les armées des Alpes, des Pyrénées et de Toulon. Ce secours ne fut pas aussi considérable qu'il aurait pu l'être; l'armée de siége, après l'avoir

canonniers répondirent qu'ils étaient prêts, que leurs canons feraient un excellent effet; les représentants les autorisèrent à tirer. Le commandant d'artillerie, qui se trouvait au quartier-général, étonné d'entendre le feu, ce qui était contraire à ses projets, se rendit chez le général en chef pour se plaindre. Le mal était fait, il était sans remède; le lendemain, à la pointe du jour, Ohara sortit de la place à la tête de 7,000 hommes, passa le ruisseau de l'As, sous le fort Saint-Antonie, culbuta tous les postes qui défendaient la batterie de la Convention, s'en empara et l'encloua: la générale battit à Olioules, où l'alarme fut très-vive; Dugommier se porta dans la direction de l'attaque, rallia les troupes, et envoya des ordres pour faire avancer ses réserves.

L'artillerie plaça, sur les différentes positions, des canons de campagne pour protéger la retraite et retarder le mouvement de l'ennemi, qui menaçait le parc d'Olioules. Ces dispositions faites, Napoléon se rendit sur une hauteur vis à vis la batterie. Il avait fait creuser un boyau de cette hauteur au pied de l'épaulement, au travers du vallon qui les séparait pour l'approvisionnement de la batterie; une grande quantité de branches d'olivier le recouvrait: l'armée ennemie était rangée en bataille sur la droite et sur la gauche, et un groupe d'officiers d'état-major était sur la plate-forme; il prit le bataillon qui se trouvait là en position, se glissa dans le boyau; arrivé au pied de l'épaulement, sans avoir été aperçu par l'ennemi, il ordonna une décharge sur les troupes de la droite, une autre sur celles de la gauche;

c'était les Napolitains de ce côté et de l'autre les Anglais; les Napolitains firent feu sans voir d'ennemi, croyant que les Anglais avaient tiré sur eux: au même moment, un officier, portant l'uniforme rouge, qui se promenait froidement sur la plate-forme, monta sur l'épaulement pour voir d'où venait cet accident; un coup de fusil parti du boyau, lui cassa le bras, il tomba au pied du talus, les soldats le tirèrent à eux et le portèrent dans le boyau: c'était le général en chef Ohara; il disparut ainsi au milieu de son armée sans qu'elle s'en aperçût; il remit son épée, fit connaître son grade au commandant d'artillerie, qui le garantit de toute insulte. Au même moment, Dugommier, après avoir rallié les troupes, avait débordé la droite de l'ennemi et menaçait de couper ses communications avec la ville, ce qui le décida à la retraite; elle devint bientôt une fuite; il fut poursuivi l'épée dans les reins jusque dans Toulon et sur le chemin couvert de Malbosquet. Dugommier reçut deux blessures dans cette journée, mais elles furent légères. Napoléon, à cette occasion, fut promu au grade de colonel. Le général Muret voulut mal à propos profiter de l'élan des troupes pour escalader le fort Malbosquet, ce qui n'était pas faisable. Suchet, depuis maréchal de France, alors chef de bataillon des volontaires de l'Ardèche, s'y fit remarquer.

§. VIII.

Un corps d'élite de 2,500 chasseurs et grénadiers, que Dugommier avait demandés à

l'armée d'Italie, était arrivé. Tout prescrivait de ne plus perdre un moment pour s'emparer du promontoire du Caire; on se résolut à donner l'assaut au Petit-Gibraltar. Les députés de la convention en Provence, se réunirent à Olioules, le 14 décembre; les batteries françaises commencèrent à faire un feu roulant de bombes et de boulets, avec quinze mortiers et trente pièces de canon de gros calibre, il continua toute la journée jour et nuit du 15 au 17, jusqu'au moment de l'assaut, et eut les plus heureux effets; les pièces ennemies, plusieurs fois démontées, avaient été autant de fois remplacées; les palissades, les épaulements avaient été désorganisés: la grande quantité de bombes qui tombait dans la redoute, avait obligé la garnison à en sortir et à prendre position en arrière. Le général en chef ordonna de marcher à la redoute, à une heure du matin; il espérait y arriver avant que la garnison, avertie de l'attaque, n'eût le temps d'y entrer, ou du moins en même temps qu'elle. Toute la journée du 16, la pluie tomba par torrents, ce qui contraria divers mouvements des colonnes. Dugommier, augurant mal de ces contrariétés, voulait remettre l'attaque au lendemain; mais pressé d'un côté par les représentants, qui formaient un comité et se montraient animés de toute l'impatience révolutionnaire, et de l'autre par les conseils de Napoléon qui jugea que le mauvais temps n'était pas une circonstance défavorable, il continua ses dispositions: à minuit tout étant réuni au village de la Seine, il forma quatre colonnes: deux, faibles, prirent position sur les flancs du promontoire, pour

observer les deux redoutes de Balaguier et de l'Éguillette; la troisième, composée de troupes d'élite, commandée par Laborde, marcha droit au Petit-Gibraltar; la quatrième resta en réserve. Dugommier se mit à la tête de l'attaque, arriva au pied du promontoire; les tirailleurs s'engagèrent: l'ennemi avait eu la précaution d'embarrasser les chemins, de manière qu'il eut le temps de prendre les armes à son camp, de rentrer dans le fort, et de garnir les parapets. Il avait plus de tirailleurs qu'on ne l'avait supposé; une partie de la colonne française s'éparpilla pour les repousser; la nuit était fort obscure, une fois le mouvement ralenti, la colonne se désorganisa, on arriva cependant au pied du fort, on se logea dans plusieurs flèches; trente ou quarante grénadiers pénétrèrent même dans le fort, mais ils furent repoussés par le feu d'un réduit en bois, et obligés d'en ressortir. Dugommier, désespéré, se porta à sa colonne de réserve; Napoléon marchait à sa tête: il se fit précéder par un bataillon qu'il confia au capitaine d'artillerie Muiron, qui connaissait parfaitement les localités. A trois heures du matin, Muiron escalada le fort à une embrâsure, par laquelle entrèrent le général Dugommier et Napoléon; Laborde et Guillon entrèrent par un autre côté. Les canonniers se firent tuer sur leurs pièces; la garnison se rallia à sa réserve, sur un mamelon à une portée de fusil du fort, elle s'y reforma, et fit trois attaques pour le reprendre. Vers cinq heures du matin, elle amena des pièces de campagne; mais déjà l'artillerie avait fait venir des canonniers, et tourner les piè-

ces du fort contre l'ennemi. Au milieu de l'obscurité, de la pluie, d'un vent épouvantable et du désordre des cadavres, et des cris des blessés et des mourants, on eut beaucoup de peine à organiser six pièces; aussitôt qu'elles commencèrent le feu, l'ennemi renonça à ses attaques et battit en retraite. Peu de moments après le jour parut. Ces trois heures furent trois heures d'anxiété et d'inquiétude: ce ne fut qu'au jour, et lorsqu'on était maître du fort depuis long-temps, que les représentants vinrent, le sabre à la main, d'un air décidé et luron, complimenter les soldats. A la pointe du jour, on aperçut des bataillons anglais en position sur les mamelons qui dominent l'Éguillette et Balaguier; ils étaient à une portée de canon du Petit-Gibraltar, qui, par sa position sur le sommet du promontoire, les domine. L'armée victorieuse passa les deux premières heures du jour à se rallier. Quelques batteries de campagne arrivèrent, et à dix heures on descendit sur l'ennemi, qui s'embarqua avec précipitation sous la protection de ses bâtiments de guerre; à midi il était entièrement chassé du promontoire, et les Français en étaient maîtres.

Ces deux forts ne sont que des batteries en maçonnerie, tout-à-fait au bord de la mer, ayant à leur gorge une grosse tour, servant de logement et de réduit, dont la plate-forme même est dominée à vingt toises par les mamelons du promontoire. Ils n'étaient point destinés à faire une défense du côté de terre, contre un ennemi qui aurait du canon. Soixante bouches à feu de 24 et vingt mortiers étaient

jués sur leurs porte-corps et leurs ca-
ns, à une portée de canon, au village de
eine, parce qu'il était important de les
tre sur-le-champ en action; cependant le
mandant d'artillerie se refusa à se placer
s les deux batteries, parce que les parapets
ent en pierre, et que la tour qui servait
orge était tellement près, que les ricochets
boulets et les débris de la tour auraient tué
canonniers; il traça des batteries sur les
teurs, il fallut le reste du jour pour les
struire. Quelques pièces de 12 et quelques
siers commencèrent le feu contre les cha-
es, lorsqu'elles voulaient passer de la petite
grande rade. La plus grande alarme régnait
la rade; les vaisseaux avaient levé l'ancre, le
ps était brumeux, et menaçait de sauter au
cio, vent qui dure trois jours et souffle
: force; ce qui eût empêché, pendant ce
ps, les escadres coalisées de sortir des ra-
, et eût entraîné leur entière destruction.
assaut coûta 1,000 hommes tués ou bles-
à l'armée républicaine. Napoléon eut un
val tué par la batterie du Petit-Gibraltar;
eille de l'attaque, il avait été jeté à terre,
neurtri. A l'entrée du village de la Seine,
natin, au moment de l'assaut, en escaladant
une embrâsure, il reçut d'un canonnier
ais un coup de lance, qui le blessa legère-
t au mollet. Le général Laborde et le ca-
ine Muiron furent blessés grièvement. La
e de l'ennemi, en tués, blessés ou prison-
s s'éleva à 2,500 hommes.

§. IX.

Après avoir tracé les batteries, et donné tous les ordres nécessaires au parc, Napoléon se porta à la batterie de la Convention, pour attaquer le fort Malbosquet; il dit aux généraux: *Demain ou après, au plus tard, vous souperez dans Toulon*, ce qui devint, sur-le-champ, un objet de discussion: quelques-uns l'espéraient; le plus grand nombre n'y comptait pas, quoique tous fussent fiers de la victoire que l'on avait obtenue. Aussitôt que l'amiral anglais eut connaissance de la prise du Petit-Gibraltar, il envoya ordre aux troupes de tenir aux forts de l'Éguillette et de Balaguier, afin que les renforts qu'il allait envoyer de la ville, pussent débarquer, et le reprendre, la sûreté de son mouillage en dépendant. A cet effet, il se rendit à Toulon, et demanda que l'on débarquât 6,000 hommes, pour reprendre ce fort, ou, si l'on ne pouvait le reprendre, pour se retrancher sur les deux mamelons au-dessus de Balaguier et de l'Éguillette, afin de gagner huit ou dix jours, temps où étaient attendus les renforts. Mais lorsqu'on lui fit signal à midi que le pavillon tricolore flottait sur les batteries, et que les troupes alliées s'étaient rembarquées, il craignit de se trouver renfermé dans les rades; il ordonna à son escadre de lever l'ancre, d'appareiller, de sortir des rades, et de croiser hors de la portée du canon des côtes. Le conseil de guerre, pendant ce temps là, se réunit; les procès-verbaux sont tombés dans les mains de Dugommier, qui les compara aux procès-verbaux du conseil

français, tenu à Olioules, le 15 octobre; il trouva que Napoléon avait tout prévu; ce vieux et brave général se plaisait à le raconter. En effet, ces procès-verbaux disaient; „Que le conseil „avait demandé aux officiers d'artillerie et du „génie, s'il y avait un point de la grande rade „et de la petite rade, où l'escadre pût mouiller, sans être exposée aux bombes et boulets „rouges des batteries de l'Éguillette et de Balaguier; que ces deux corps avaient répondu „que non. Si l'escadre quitte les rades, combien faut-il qu'elle laisse de garnison à Toulon? „Combien de temps cette garnison pourra-t-elle „se défendre? Réponse: 18,000 hommes, qui „pourront se défendre au plus quarante jours, „s'ils ont des vivres. Troisième question: N'est-„il pas conforme aux intérêts des alliés d'a-„bandonner de suite la ville, en mettant le feu „à tout ce que l'on ne peut pas emporter? „Le conseil de guerre opine unanimement à „l'évacuation: la garnison qu'on laisserait dans „Toulon, serait sans retraite, elle ne pourrait „plus recevoir de secours, elle manquerait de „plusieurs approvisionnements indispensables; „d'ailleurs, quinze jours plus tôt ou plus tard, „elle serait obligée de capituler, et alors forcée de restituer l'arsenal, la flotte et les établissements intacts."

La nouvelle se répandit, dans Toulon, que le conseil de guerre avait décidé l'évacuation; la surprise et l'alarme furent au dernier point. Les habitants ne s'étaient point aperçus de la prise du Petit-Gibraltar. Ils avaient su qu'il y avait eu une attaque dans la nuit, mais ils n'y avaient attaché aucune importance; et au

moment où ils se flattaient d'être délivrés par l'arrivée des secours qui étaient attendus, ils devaient songer à quitter leurs maisons et leur patrie! Le conseil de guerre avait ordonné de faire sauter les forts de Pomets et de la Malgue. Le fort Pomets sauta dans la nuit du 17 au 18. Les forts de Faron, de Malbosquet, de la redoute Rouge, de la redoute Blanche, de Sainte-Catherine, furent évacués dans la même nuit, Le 18, tous ces forts furent occupés.

Le 17, avant le jour, pendant qu'on attaquait le Petit-Gibraltar, Lapoype avait gravi la montagne du Faron, après un combat assez chaud, et avait bloqué le fort. Laharpe, depuis général de division, tué à l'armée d'Italie, alors colonel d'Auvergne, se distingua à cette affaire. L'état des choses était si peu connu, que lorsque l'armée apprit que le fort Pomets avait sauté, le bruit se répandit que c'était par accident que le feu avait pris au magasin à poudre. Maîtresse du fort Malbosquet et de tous les forts environnants Toulon, hormis la Malgue que l'ennemi occupait encore l'armée s'avança dans la journée du 18 sous les remparts; plusieurs mortiers jouèrent tout le jour contre la ville.

L'escadre anglaise-espagnole était parvenue à sortir, et croisait hors des rades; la mer était couverte de chaloupes et de petits bâtiments qui se rendaient à bord de l'escadre. Il fallait passer près des batteries françaises; plusieurs bâtiments, bon nombre de chaloupes, furent coulés bas. Dans la soirée du 18, une épouvantable explosion annonça la destruction du magasin-général; au même moment, le feu se mani-

manifesta à quatre ou cinq endroits de l'arsenal, et une demi-heure après, la rade se couvrit de flammes; c'était l'incendie de neuf vaisseaux de haut bord et quatre frégates françaises; l'horizon, à plusieurs lieues, en était en feu, on y voyait comme en plein jour. Ce spectacle était sublime mais déchirant, on s'attendait, à chaque instant, à l'explosion du fort la Malgue, mais la garnison craignant de se trouver coupée de la ville, ne se donna pas le temps de charger les mines; dans la nuit même les tirailleurs français y entrèrent. La terreur était dans Toulon, la plus grande partie des habitants s'était embarquée en toute hâte; ce qui en restait s'était barricadé dans leurs maisons par la crainte des traînards; l'armée assiégeante était rangée en bataille sur les glacis.

Le 18, à dix heures du soir, le colonel Cerroni jeta une porte à terre et entra à la tête d'une patrouille de 200 hommes. Il parcourut toute la ville, il y régnait le plus grand silence; le port était encombré de bagage que les habitants n'avaient pas eu le temps d'embarquer. Il courut un bruit que des mèches étaient placées pour faire sauter les magasins à poudre: des piquets de canonniers furent envoyés pour s'en assurer. Immédiatement les troupes destinées à la garde de la ville entrèrent. Le désordre était extrême à l'arsenal de la marine: on 900 galériens travaillaient, avec la plus grande ardeur, à éteindre le feu. Ces forçats avaient rendu les plus grands services; ils en avaient imposé à l'officier anglais, Sidney Smith, forcé de brûler les vaisseaux et l'arsenal cet

officier s'acquitta fort mal de cette tâche; la république lui dut les trésors bien précieux qu'elle y retrouva. Napoléon s'y rendit avec tout ce qu'il y avait de canonniers et d'ouvriers disponibles; il réussit, après plusieurs jours, à éteindre le feu et à conserver l'arsenal. Les pertes que la marine avait faites étaient considérables, mais il lui restait encore des ressources immenses; on sauva tous les magasins, hormis le magasin-général. Il y avait trente-un vaisseaux de guerre à Toulon, lors de la trahison: quatre vaisseaux avaient été employés pour porter 5,000 matelots à Brest et à Rochefort; les coalisés en brûlèrent neuf en rade; ils en laissèrent treize désarmés dans les bassins; ils en emmenèrent quatre, dont un fut brûlé à Livourne. On avait craint qu'ils ne fissent sauter le bassin et plusieurs des jetées; ils n'en eurent pas le temps. Les treize vaisseaux ou frégates qui brûlèrent dans la rade formèrent des écueils qui la rétrécirent; on essaya, pendant huit ou dix ans, divers moyens pour les retirer; enfin, des plongeurs napolitains sont venus à bout de tout retirer morceau par morceau, en sciant les carcasses. L'armée fit son entrée le 19; depuis soixante-douze heures elle était sous les armes au milieu de la boue et de la pluie; elle se livra, dans la ville, à des désordres qui semblaient autorisés par les promesses faites au soldats pendant le siége.

Le général en chef rétablit l'ordre en déclarant que toutes les propriétés de Toulon étaient propriétés de l'armée; il fit vider les magasins

particuliers et les meubles des maisons abandonnées, dans des magasins centraux. Depuis, la république se saisit de tout, moyennant une année de solde en gratification, qui fut accordée à chaque officier ou soldat. L'émigration de Toulon fut très-considérable; les vaisseaux anglais, napolitains et espagnols en étaient encombrés, ce qui les obligea à mouiller dans la rade d'Hières, et à faire camper les refugiés dans les îles de Porquerolles et du Levant. Il est dit que le nombre de ces émigrés était de 14,000. Dugommier donna l'ordre de laisser flotter le pavillon blanc sur tous les forts et bastions de la rade, ce qui trompa un grand nombre de bâtiments de guerre et de commerce, chargés pour le compte des ennemis. Pendant les trente jours qui suivirent la prise de la ville, il n'en est pas un où l'on n'ait pris des bâtiments richement chargés. Une frégate anglaise avait déjà mouillé sous la grande tour, elle portait plusieurs millions; on la considérait comme prise, lorsque deux officiers de marine l'abordèrent avec un petit bâteau, en déclarant au capitaine qu'ils amarinaient la frégate comme leur prise; le capitaine les fit mettre à fond de cale, coupa ses câbles, et eut le bonheur d'échapper sans éprouver aucune avarie majeure. A la fin de décembre, à huit heures du soir, le commandant d'artillerie étant sur le quai, vit aborder un canot anglais, l'officier lui demanda le logement de lord Hood; c'était le capitaine d'un beau brick qui venait porter des dépêches et annoncer l'arrivée des renforts; on prit le bâtiment et on lut ses dépêches.

Les représentants établirent un tribunal ré-

volutionnaire, selon les lois du temps; mais tous les coupables étaient échappés, ils avaient suivi l'ennemi; tout ce qui s'était résolu à rester se sentait innocent. Cependant ce tribunal fit arrêter plusieurs personnes qui, par divers accidents, n'avaient pu suivre l'ennemi, et les fit punir en expiation de leurs forfaits. Mais huit ou dix victimes étaient peu; on eut recours à un moyen affreux qui caractérise l'esprit de cette période: on fit publier que tous ceux qui avaient eu de l'emploi dans l'arsenal du temps des Anglais, eussent à se rendre au Champ-de-Mars, afin de donner leurs noms; on leur insinua que c'était pour les réemployer; à peu près deux cents personnes, chefs-ouvriers, petits commis et autres gens subalternes, s'y rendirent de bonne foi; on prit leurs noms, on constata qu'ils avaient conservé leurs emplois sous le gouvernement anglais, et aussitôt le tribunal révolutionnaire, en plein champ, les condamna à mort. Un bataillon de sans-culottes et de Marseillais, commandé à cet effet, les fusilla. Cette action n'a pas besoin de commentaire; mais c'est la seule exécution que l'on ait faite à Toulon: il est faux qu'on ait mitraillé qui que ce soit, le commandant d'artillerie et les canonniers de ligne ne s'y fussent pas prêtés. A Lyon, ce furent les canonniers de l'armée révolutionnaire qui commirent ces horreurs. Depuis, un décrêt de la convention donna au port de Toulon le nom de *Port de la Montagne*, et ordonna que tous les édifices publics fussent démolis, excepté ceux jugés nécessaires pour la marine et le service public. Ce décrêt extravagant fut mis à exécution,

teries de première classe doivent être composées de douze pièces de 36, quatre pièces de 16 ou de 18, en bronze, avec un gril à boulets rouges, quatre mortiers de douze pouces à la Gomer: total, vingt bouches à feu, indépendamment de huit pièces de campagne, trois de 6, trois de 12, et deux pour défendre la gorge et la plage voisine et flanquer la batterie. Ces batteries doivent avoir, à la gorge, une tour du modèle n° 1, armée de quatre caronnades de 24 ou quatre pièces de 12 sur sa plus plate-forme, et contenant un logement pour 60 hommes, un magasin de vivres capable de contenir le biscuit, la farine, les légumes, le vin, sa viande salée, l'huile, le tabac pour 120 hommes pendant vingt jours; un magasin à poudre, capable de contenir les poudres et gargousses pour quatre mille coups de canon, ou deux cents coups par pièce; un petit atelier pouvant contenir une forge, le charbon, les outils, les fers, les pièces de rechange, pour réparer les affûts. Cette tour doit avoir deux étages, au moins vingt-quatre pieds de haut, un fossé, une contrescarpe, un chemin couvert avec places d'armes, dans l'une desquelles un puits ou citerne.

2° Les batteries de seconde classe doivent être composées de quatre pièces de 24, deux de 16, un gril, deux mortiers; total, huit bouches à feu, indépendamment de deux pièces de campagne au moins; elles doivent avoir une tour du modèle n° 2, qui porte deux caronnades de 18 sur sa plate-forme, ou deux pièces de 6, et qui contienne un logement pour 24

hommes; un magasin de vivres pour 48 pendant dix jours; un magasin à poudre pour seize cents coups; un petit atelier sans forge, mais contenant les pièces de rechange en fer et en bois, pour la réparation des affûts; un fossé sans contrescarpe avec chemin couvert, puits ou citerne.

Les batteries de troisième classe doivent être composées de deux pièces de 18, indépendamment d'un obusier à grande portée; elles doivent avoir une tour du modèle n° 3, à un étage, portant sur sa plate-forme un obusier ou une petite pièce, et contenant un logement pour 10 hommes; un magasin de vivres pour 20 hommes pendant dix jours: un magasin à poudre pour quatre cents coups. Cette tour ne doit avoir ni fossé, ni chemin couvert, ni la batterie de gril à boulets rouges.

1° Les pièces de campagne, attachées aux batteries, sont pour leur défense du côté de terre, et pour la défense des anses et plages contre les débarquements. — 2° Les tours sont placées, ou moins celles n° 1, à soixante toises de la plate-forme; celles n° 2, à quarante; celles n° 3, à vingt, — 3° Les pièces sont éloignées l'une de l'autre de quatre à six toises, à moins que les localités ne s'y opposent. — 4° Les parapets sont en terre, au-dessus des genouillères; la maçonnerie ne doit pas être plus élevée. — 5° La plate-forme des mortiers, séparée par une traverse des pièces de canon. — 6° La batterie à boulets rouges, séparée également par une traverse. — 7° La batterie de douze

pièces, partagée en deux par une traverse, et si les localités s'y prètent, les deux plates-formes, sur différents plans de sept à huit toises de différence. — 8° On construit trois plates-formes pour deux mortiers, et quatre pour deux mortiers à plaque. — 9° On fait une traverse parallèle à la batterie, à cinq toises du heurtoir, pour quatre pièces de canon; cette traverse à vingt-quatre pieds de longueur sur six de hauteur, et neuf pieds de largeur; derrière elle on met les seize gargousses, quatre par pièce. Ces gargousses sont dans les gargoussiers ou dans une caisse de bois; à mesure de la consommation on les remplace du magasin de la tour. — 10° Vis à vis des plates-formes de mortiers, on fait parallèlement à l'épaulement et à cinq toises, une traverse de douze pieds pour deux mortiers; on y place derrière, quatre bombes par mortier, que l'on remplace, à mesure de la consommation, par le magasin de la tour. — 11° Le gril ou four à boulets rouges est placé à trois pieds, au plus, du revêtement intérieur, vis à vis un merlon au lieu d'une pièce; il est ainsi à l'abri des boulets et des accidents du feu. — 12° On place plusieurs tonneaux ou gabions pleins de terre; on construit des traverses rondes en gazon, de deux pieds de diamètre, pour servir d'abri aux canonniers contre les éclats de bombes et d'obus. — 13° Le tir à boulets rouges a lieu avec des pièces en bronze du calibre de 12, au plus de 18; le boulet doit être rouge-cerise. — 14° Les gargousses sont de trois ou quatre livres de poudre, au plus, pour tirer à boulets rouges. Pour une pièce de 18, on met deux gargousses

l'une sur l'autre, chacune de trois livres; pour le 24, de quatre livres; pour le 36, quatre gargousses de quatre livres. On a grand soin de la faire entrer dans l'ame sans frottement; si la poudre touche les parois de l'ame il y a accident.

Les vaisseaux ne mouillent jamais dans des endroits où ils soient exposés à recevoir des boulets ou des bombes, pas plus qu'une armée ne campe à portée du feu d'une batterie. Avec des mortiers à la Gomer, qui ne portent qu'à quinze cents toises, ou des pièces de 36, sur affûts de côtes, qui ne permettent de tirer qu'à 17° et ne donnent au canon qu'une portée de huit ou neuf cents toises, on ne peut empêcher une escadre ennemie de mouiller dans la rade d'Hyères, où elle mouille à deux mille toises éloignée de toute terre. Il faut, dans ce cas, instaler les affûts de côtes de manière que les pièces puissent tirer sous l'angle de 45°, et lancent les obus ou les boulets à deux mille et deux mille trois cents toises, et avoir des mortiers à plaque, qui jettent la bombe à deux mille cinq cents à trois mille toises. Depuis que les batteries d'Hyères ont été ainsi armées, les Anglais n'y sont plus revenus; la même chose a eu lieu pour la Spezzia, et sur l'océan pour l'île d'Aix, la Gironde, l'Escaut, et les rades de Brest. Les canons des vaisseaux tirent sur affûts marins, c'est-à-dire sous l'angle de 25°; la bande du vaisseau fait qu'ils tirent souvent sous celui de 45°. Il n'est donc pas étonnant que les boulets des vaisseaux arrivent à terre, et que ceux des batte-

ries de terre n'arrivent pas à la hauteur des navires ; on se récrie alors sur la mauvaise qualité de la poudre, ce qui donne lieu à des soupçons de trahison et de négligence. Il est donc bon que dans chaque batterie il y ait un ou deux affûts qui permettent de tirer sous l'angle de 45°, quoique ce tir soit incertain et de nul effet dans les cas ordinaires.

Sur les côtes de la Méditerranée il n'y a que neuf bons mouillages pour les vaisseaux de ligne : 1° Le Bouc, qui est défendu par un fort ; l'entrée en est très-étroite ; c'est le port du Rhône : il doit être le chantier de construction de la Méditerranée ; Toulon et la Spezzia doivent en être les ports d'armement. — 2° Le mouillage de l'Estisat, au fond de la baie de Marseille, mauvais, que les escadres ne prennent que bien rarement. Deux batteries sont cependant nécessaires, mais on peut ne les armer qu'à moitié ; le besoin arrivant, en vingt-quatre heures l'armement serait complété. — 3° Toulon..... 1° Trois batteries réunies en une seule au cap Cepet, et défendues par la tour de la Croix-des Signaux ; par ce moyen, si l'ennemi s'empare de cette presqu'île, il ne peut pas se servir des pièces contre la rade, puisque le fort est à l'abri d'un coup de main ; cela dispense d'avoir, en temps de guerre, un camp dans cette presqu'île. 2° Une batterie au cap Balaguier. 3° Une à celui de l'Éguillette ; ce qui fait cinq batteries ou cent bouches à feu, indépendamment de quarante pièces de campagne, quinze de 6, quinze de 12, et dix obusiers de campagne à grande portée, pour la côte ouest des

rades. Une batterie au pied du fort la Malgue, une à la grosse tour, une au cap Brun: ce qui fait trois batteries ou soixante bouches à feu, indépendamment de neuf pièces de 6, neuf de 12, et six obusiers de campagne à grande portée, pour la côte est. Total: cent soixante bouches à feu, On ne parle pas des batteries sur les jettées, cela regarde l'armement de la place. — 4° Iles d'Hyères; le mouillage pour des vaisseaux de guerre est à l'île de Porteros; il y faut deux batteries. — 5° Fréjus, deux batteries pour appuyer le flanc de la rade. — 6° Le golfe Juan, trois batteries. — 7° Villefranche, deux batteries. — 8° Gênes, défendue par la ville. — 9° La Spezzia, quatre batteries de première classe.

En déterminant de même le nombre des batteries de deuxième et de troisième classe, en construisant les tours, on n'aura plus besoin de construire à la hâte des corps-de-garde et des magasins qui tombent en ruine en temps de paix. Les pièces, les boulets, les affûts, les armements seront renfermés dans les tours. En quarante-huit heures, toutes les côtes de France pourront être armées ou désarmées. Toutes les batteries pourraient même n'être armées qu'au tiers ou à la moitié, selon la nature de la guerre où l'on sera engagé, selon que l'ennemi serait plus ou moins maître de la mer; ce système serait permanent et fixe.

Les pièces de 48 sont avantageuses pour la dé[illegible] des rades comme Toulon, la Spezzia... en mettre un tiers, c'est-à-dire que,

es douze pièces de 36 qui composent une
rie, il est avantageux d'avoir quatre pièces
3; ce qui ferait trente-deux pièces de 48
la défense de la rade de Toulon. Il n'est
rai que le calibre de 24 fasse contre les
aux un même effet que celui de 36, ni
elui de 36 fasse le même effet que celui
.

CHAPITRE II.

PRÉCIS

DES

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES DE L'ARMÉE D'ITALIE, PENDANT LES ANNÉES 1792, 1793, 1794 ET 1795.

Précis des événements qui ont eu lieu à l'armée d'Italie, depuis le commencement de la guerre et pendant les années 1792, 1793, jusqu'au siége de Toulon — Napoléon dirige l'armée dans la campagne de 1794, prise de Saorgio, d'Oneille, du col de Tende, et de toute la chaîne supérieure des Alpes (avril 1794). — Marche de l'armée au travers de Montenotte (octobre 1794). — Expéditions maritimes, combat de Noli (mars 1795) — Napoléon apaise plusieurs insurrections à Toulon. — Il quitte le commandement de l'armée d'Italie, il arrive à Paris (juin 1795). — Kellermann battu se rallie dans la ligne de Borghetto (juillet 1795). — Bataille de Loano (décembre 1795).

§. Ier.

La guerre de la première coalition commença en 1792. Le général Montesquiou,

commandant l'armée du midi, était chargé de la défense de toute la frontière, depuis Genève jusqu'à Antibes. La campagne s'ouvrit en septembre. De son camp de Cessieux, il se porta sur l'Isère, au fort Barreau, s'empara, en peu de semaines de Chambéry et de toute la Savoie; les Piémontais se retirèrent au-delà des Alpes. Le lieutenant-général Anselm e commandant une division de 10,000 hommes, était chargé de défendre le Var, depuis le camp de Tournoux, près du col d'Argentière, jusqu'à Antibes; l'amiral Truguet, avec neuf vaisseaux de guerre portant 2,000 hommes de débarquement, croisait entre Antibes et Monaco. Le Var est une mauvaise ligne de défense: l'escadre française en menaçait les derrières; cela décida la cour de Turin à faire prendre à son armée une ligne de défense au revers des Alpes maritimes; la droite appuyée au Var et à ses affluents; le centre sur Lantosque, et la gauche à la Roya, en avant de Saorgio. Le 25 septembre, le général Anselme instruit par l'amiral français que l'embossement de son escadre devant Nice en avait fait décider l'évacuation, et que l'armée piémontaise avait commencé son mouvement, passa le Var à la tête de 4,000 hommes, s'empara de Nice, du fort Montalban et de Villefranche sans éprouver aucune résistance. Ces deux dernières places étaient parfaitement armées et munies d'une belle artillerie; leurs garnisons furent faites prisonnières de guerre: il avait passé le Var à gué; le surlendemain ce torrent grossit, il se trouva dans Nice, séparé pendant huit ou dix jours du reste de son armée. L'ennemi ignora cette circonstance, ou

ne sut point en profiter, Anselme poussa une avant-garde en avant de Lascarène sur la chaussée de Turin. L'escadre se rendit devant Oneille, port qui appartenait au roi de Sardaigne: l'amiral somma le commandant de la rendre; son parlementaire fut massacré, les troupes de débarquement s'emparèrent de la ville. Le général Anselme n'avait pas su maintenir la discipline parmi les troupes, il fut même accusé d'avoir participé aux désordres dont se plaignait la ville de Nice; il fut rappelé.

Au commencement de 1793, le gouvernement sépara l'armée des Alpes de l'armée d'Italie, dont il confia le commandement au général Biron, le 15 février 1793. Divers combats eurent lieu sur les hauteurs de Lascarène, de Sospello, de Lantosque; l'une et l'autre armée s'en emparèrent successivement; mais enfin Sospello resta pour toujours à l'armée française. L'avant-garde s'établit entre Sospello et Bréglio au camp de Brouis. Le 11 avril, Biron s'empara de Lantosque et des hauteurs jusqu'a Belvedère; il fit beaucoup de prisonniers, prit quelques pièces de canon. Quelque temps après, il fut appelé au commandement de l'armée de la Vendée; le général Brunet lui succéda. L'armée avait reçu des renforts; elle comptait alors 30,000 hommes sous les armes; ce qui, avec les troupes qui étaient en garnison en Provence, les dépôts et les malades, portait ses états de situation à 68,000 hommes. L'ennemi s'était aussi renforcé de ses propres levées et d'une belle division autrichienne; il avait fortifié sa position par un grand nom- de batteries et d'ouvrages; sa droite était

appuyée

: de toutes les Alpes maritimes, chasser
emi au-delà du col de Tende, et placer
rmée sur le sommet des Alpes au pendant
aux, ce qui lui donnerait une position
coup plus forte, qui exigerait moins de
le pour la garder: ce projet était fort rai-
able; il avait assez de force pour l'exécuter;
il n'avait pas les talents militaires pour di-
une opération de cette importance. Le 8
1795, il attaqua sur toute la ligne: tout
u'il était possible de faire, les soldats fran-
le firent; toutes les positions qu'il était
ble d'enlever, ils les enlevèrent; mais les
s des Fourches et de Raus qu'occupait l'en-
étaient imprenables; Brunet s'entêta en
rant, le 12 juin, des efforts inutiles qui
èrent de la gloire à l'armée piémontaise,
ent périr l'élite des grenadiers de l'armée;
positions des Piémontais passèrent pour
pugnables; ils continuèrent à s'y fortifier.
le mois d'août la trahison de Toulon né-
ta un détachement de l'armée d'Italie pour
er l'armée de siége; mais, quoique affai-

son, et d'avoir favorisé l'insurrection de Marseille, fut traduit au tribunal révolutionnaire de Paris, et périt sur l'échafaud.

Après la prise de Toulon, Napoléon passa les deux premiers mois de 1794 à armer les côtes de la Méditerranée; il arriva à Nice, en mars, y prit le commandement en chef de l'artillerie; le général Dumorbion commandait l'armée. Ce général, vieux capitaine de grenadiers, avait obtenu les grades de colonel, de général de brigade et de division dans la campagne de 1792 et 1793, à l'armée d'Italie; il en connaissait toutes les positions, et avait commandé une attaque sous Brunet, au mois de juin: c'était un homme de soixante ans, d'un esprit droit, brave de sa personne, assez instruit, mais rongé de goutte et constamment au lit; il était des mois entiers sans pouvoir bouger. Le général Gautier était son chef d'état-major; Deyssantier son ordonnateur en chef; Haller, administrateur des finances et munitionnaire; le général Déjar, commandant l'artillerie en second; le colonel Gassendi était directeur du parc; le général Vial commandait le génie; les généraux Macquart, d'Allemagne, Masséna, etc. commandaient les divers corps; le quartier-général était à Nice depuis deux ans, où rien ne se ressentait de la guerre, étant éloigné de dix lieues des avant-postes.

§. II.

Napoléon passa une partie de mars à visiter la position qu'occupait l'armée, et à s'instruire

les différents combats qui avaient eu lieu en 1792. Il demeura plusieurs jours au camp de Brouis qu'occupait le général Macquart; il se convainquit de toute la force des positions de l'ennemi et de l'imprudence des attaques des 8 et 12 juin, qui avaient été désastreuses pour l'armée. Dans les montagnes, on trouve partout un grand nombre de positions extrêmement fortes par elles-mêmes, qu'il faut bien se garder d'attaquer. Le génie de cette guerre consiste à occuper des camps, ou sur les flancs ou sur les derrières de ceux de l'ennemi, qui ne lui laissent que l'alternative ou d'évacuer ses positions sans combattre pour en prendre d'autres en arrière, ou d'en sortir pour vous attaquer. Dans la guerre de montagnes, celui qui attaque a du désavantage; même dans la guerre offensive, l'art consiste à n'avoir que des combats défensifs, et à obliger l'ennemi à attaquer. Les positions de l'ennemi étaient bien liées: la droite était solidement appuyée, mais la gauche l'était mal: de ce côté le pays était beaucoup plus facile. Napoléon conçut alors un plan d'opérations qui, sans engager l'armée dans des affaires difficiles, devait la rendre maîtresse de la chaîne supérieure des Alpes, et obliger l'ennemi à abandonner lui-même les camps si redoutables de Raus et des Fourches; il consistait à tourner la gauche de l'ennemi en passant la Roya, la Nervia et la Taggia, à occuper le mont Tanardo, Rocca-Barbena, Tanarello; et à intercepter la chaussée de Saorgio, ligne de communication de l'ennemi, derrière le mamelon de Marta.

Un grand nombre de corsaires étaient station-

nés à Oneille, d'où ils interceptaient les communications de Nice à Gênes; ce qui nuisait à l'armée et encore plus à l'approvisionnement de la Provence où régnait la disette. La même opération remédiait à ce mal, lorsque l'armée serait sur le Monte-Grande; elle dominerait les sources du Tanaro et toute la vallée d'Oneille; cette ville, Ormea, Garessio et Loano tomberaient en son pouvoir; ainsi ce plan de campagne aurait trois grands résultats; 1° placer la défensive du comté de Nice dans sa position naturelle sur la crête supérieure des Alpes; 2° porter la droite dans un pays où les montagnes, beaucoup moins élevées, offriraient plus d'avantages; 3° couvrir une portion de la rivière de Gênes, et détruire le repaire des corsaires qui empêcheraient les communications entre Gênes, le grand centre du commerce, l'armée et Marseille. On ne pouvait pas craindre que l'ennemi profitât pour prendre l'offensive, du détachement que l'armée française aurait fait par sa droite: un pareil mouvement dans un pays de mamelons ne serait à redouter qu'autant qu'on perdrait du temps pour frapper les coups décisifs; car si on a gagné quelques marches sur l'ennemi, on est arrivé sur ses flancs, et alors il n'est plus à temps de prendre l'offensive; dans la guerre de montagnes, obliger l'ennemi à sortir de ses positions pour attaquer les vôtres, c'est ce que nous avons dit être dans le génie et dans la bonne conduite de cette guerre: en effet, les positions aux [illegible] de Beolet, de Brouis, de Perus, moins peut-être que celles des Piémontais,

l'étaient cependant extrêmement; leur supériorité numérique leur eût été inutile, et enfin, ces positions forcées, l'ennemi qui eût été arrêté aux positions du col de Braous, de Castiglione, et de Luceram, encore assez fortes, pouvait prendre le parti d'attaquer les positions du mont Tanardo et du Tanarelle aussitôt qu'il verrait les Français les occuper; mais ces positions étaient bonnes par elles-mêmes, et on rentrait encore dans les mêmes principes de la guerre de montagnes: on obligeait l'ennemi à attaquer, dans ce cas; d'ailleurs toutes les troupes françaises restées au camp de Brouis pouvaient, en traversant la Roya et le mont Jove, se porter à leur secours; et enfin l'opération sur les sources du Tanaro et sur Ormea était elle-même une seconde diversion qui détournerait l'ennemi de s'engager dans de mauvaises affaires de montagnes, très-hasardeuses, et le déterminerait à faire repasser son armée dans la plaine pour couvrir la capitale.

Ce plan fut renvoyé à un conseil où se trouvèrent les deux représentants du peuple, commissaires à l'armée, le général Dumorbion, le général d'artillerie, le général Masséna, le général Vial, commandant le génie, et le général de brigade Rusca, officier des troupes légères, né dans ces montagnes, dont il avait une connaissance spéciale. La réputation dont jouissait l'auteur lui évita de longues discussions. On se souvenait de ses prédictions de Toulon; son plan fut adopté.

Il y avait une objection politique, il fallait emprunter le territoire de la république de

Gênes; mais les alliés l'avaient eux-mêmes emprunté six mois avant, lorsque 2,000 Piémontais traversèrent le territoire génois et s'embarquèrent à Oneille pour Toulon; ils ne devaient le faire que par de petits détachements désarmés, ils l'avaient fait en masse, armés et tambour battant; d'ailleurs on se souvenait de la catastrophe de la Modeste; cette frégate était mouillée dans le port de Gênes et amarrée au quai; le 15 octobre 1793 trois vaisseaux et deux frégates anglaises mouillèrent dans le port. Un vaisseau anglais de 74 se plaça à côté de la Modeste. Le maître d'équipage pria honnêtement l'officier de quart de la frégate de déranger une chaloupe qui gênait la manœuvre du vaisseau anglais, ce que les Français firent avec empressement; une demi-heure après, le capitaine anglais requit le commandant de la Modeste d'arborer le pavillon blanc, disant qu'il ne savait pas ce que c'était que le pavillon tricolore; les coalisés étaient alors maîtres de Toulon. L'officier français répondit à cette insulte comme l'honneur le prescrivait; mais les Anglais avaient trois ponts volants de préparés, ils les jetèrent sur la frégate et l'abordèrent; au même moment des hunes et du pont, ils commencèrent une vive fusillade: l'équipage de la Modeste n'était préparé à rien; partie se jeta à l'eau, les Anglais poursuivirent les fuyards avec des chaloupes, les tuèrent ou blessèrent. La colère du peuple génois fut alors à son comble; Drake, cet agent de l'Angleterre fut hué et menacé, il courut quelques dangers, mais Doria était doge; le sénat fit des excuses, la frégate ne fut pas restituée. Les représentants du peuple à Mar-

seille mirent embargo sur les bâtiments génois; ils s'attendaient que la convention déclarerait la guerre; mais la famine désolait la France, et surtout le midi; le pavillon génois était nécessaire pour approvisionner la Provence; la convention dissimula, déclara qu'il fallait tout attribuer à la faiblesse des Génois et que les relations continueraient comme à l'ordinaire. Cependant il n'était pas moins vrai que l'indépendance et la neutralité de cette république avaient été violées.

Le 6 avril une division de 14,000 hommes, formant cinq brigades, passa la Roya, et s'empara du château de Vintimille, une brigade sous les ordres de Masséna marcha sur le mont Tanardo et y prit position; la seconde brigade, après avoir passé la Taggia, prit position à Monte-Grande; les trois autres, sous le commandement immédiat de Napoléon, se portèrent sur Oneille et culbutèrent une division autrichienne, qui était placée sur les hauteurs de Saint-Agata; le général de brigade français Brulé y fut tué; le lendemain, l'armée entra dans Oneille où elle trouva douze pièces de canon. Les populations de la ville et de la vallée s'étaient toutes entières sauvées: douze autres pièces furent prises près du col de Saint-Silvestre; les Piémontais voulaient les évacuer sur Ormea, mais elles tombèrent dans les mains de la deuxième brigade, qui débouchait par le col Mezzaluna; l'armée marcha sur Ponte-di-Nave: le reste de la division autrichienne y était en position; elle fut attaquée, battue, précipitée des hauteurs du mont Ariol dans le Tanaro; la place d'Ormea capitula le même jour; elle

avait 400 hommes de garnison, une salle d'armes de plusieurs milliers de fusils et une vingtaine de pièces de canon; une manufacture de draps, dont les magasins étaient remplis, servit à l'habillement du soldat. Le lendemain 18, l'armée prit possession de Garessio, établit ses communications par les monts Saint-Bernardo et Rocca-Barbena avec Loano, autre petite ville située au bord de la mer et qui appartenait au roi de Sardaigne.

L'alarme fut vive dans tout le Piémont; l'ennemi, comme on l'avait prévu, se dépêcha d'évacuer tous les revers des Alpes; mais il le fit trop tard et ne put emmener son artillerie. Masséna, de Tanarelle, déboucha sur les derrières de Saorgio, coupant ainsi la chaussée et la retraite de l'ennemi derrière le mamelon de Marta. Saorgio capitula le 29 avril, ce fort aurait pu tenir plus long-temps; il avait des magasins considérables en munitions de guerre et de bouche. Le 8 mai, Masséna se porta sur le col de Tende par le col Ardente, dans le temps que le général Macquart attaquait de front; l'attaque réussit: l'armée fut maîtresse de toute la chaîne supérieure des Alpes maritimes; sa droite placée en avant d'Ormea communiquait avec le col de Tende par le col de Termini, et, du col de Tende, elle occupait la chaîne des Alpes jusqu'au col d'Argentière, où était le premier poste de l'armée des Alpes. L'exécution de ce plan valut 3 ou 4,000 prisonniers, soixante ou soixantedix pièces de canon, deux places fortes et la possession de toutes les hautes Alpes jusqu'aux premiers mamelons des Apennins. L'armée couvrait

ainsi plus de la moitié de la rivière du Ponent, et quoiqu'elle s'étendit de quinze lieues sur sa droite, sa position en était plus forte et exigeait moins de troupes pour la garder. Rien ne put plus empêcher le cabotage entre Gênes et la Provence. La perte de l'armée fut légère. La chute de Saorgio et de toutes ces grandes positions pour lesquelles on avait fait tant de projets et versé beaucoup de sang, accrut dans l'armée la réputation de Napoléon, et déjà l'opinion l'appelait au commandement en chef.

§. III.

L'équipage d'artillerie de montagnes avait été perfectionné. Le lieutenant-colonel Faultrier, sous-directeur du parc, officier d'ouvriers, en avait soigné les détails; les pièces de 3 piémontaises, trouvées dans l'arsenal de Nice et dans les places d'Ormea et de Saorgio ou dans les camps abandonnées par l'ennemi, étaient assez légères pour pouvoir être portées à dos de mulets; mais ce calibre ne pouvait pas satisfaire à tous les besoins; il avait été construit, dans la guerre de Corse en 1768, des affûts traineaux et des leviers porte-corps, qui avaient servi aux transports des pièces de 4 à la suite des colonnes; ce moyen fut adopté pour les pièces de 8, de 12 et les obusiers de 6 pouces. On imagina aussi une forge de montagnes, transportable à dos de mulets. Aux expéditions d'Oneille, d'Ormea et de Saorgio, un train d'artillerie de vingt-quatre pièces de canon suivit l'armée dans toutes ses opérations dans les montagnes;

elles furent fort utiles surtout pour l'effet moral qu'elles produisirent sur les troupes et sur l'ennemi.

Cependant l'armée piémontaise, campée dans les plaines et sur les mamelons du pied des Alpes, était dans la plus grande abondance; elle se remettait de ses fatigues et réparait ses pertes; elle se renforçait tous les jours par l'arrivée de nouveaux bataillons autrichiens, tandis que les armées françaises, campées sur les crêtes de la chaîne supérieure des Alpes sur une demi-circonférence de soixante lieues. d'étendue, depuis le Mont-Blanc jusqu'aux sources du Tanaro, périssaient de misère et de maladies. Les communications étaient difficiles, les vivres rares et fort coûteux, les chevaux souffraient ainsi que tout le matériel de l'armée. L'air, les eaux crues de ces régions élevées occasionaient beaucoup de maladies; les pertes qu'éprouvait l'armée dans les hôpitaux, tous les trois mois, auraient pu suffire à la consommation d'une grande bataille; cette défensive était plus onéreuse pour les finances et plus périlleuse pour les hommes qu'une campagne offensive. La défensive des Alpes, outre ces désavantages, en a qui tiennent à la nature de la topographie du pays. Les divers corps campés sur ces sommités ne peuvent se secourir, ils sont isolés; pour aller de la droite à la gauche il faut vingt jours, tandis que l'armée qui défend le Piémont est dans de belles plaines, occupe le diamètre et peut, en peu de jours, se réunir en force sur le point qu'elle veut attaquer. Le comité de salut public desi-

qu'on prit l'offensive. Napoléon eut des

conférences à ce sujet à Colmar avec des officiers de l'armée des Alpes: mais on ne tomba pas d'accord; il fallait au préalable que les deux armées fussent soumises à un seul général en chef.

En septembre une division autrichienne se réunit sur la Bormida; elle forma des magasins à Dego. Une division anglaise devait débarquer à Vado, et les deux armées réunies occuper Savone et forcer la république de Gênes, privée de toutes communications par terre et par mer, de se déclarer contre la France. La rade de Vado avait remplacé celle d'Oneille; elle était le refuge des croisières anglaises et des corsaires; ils interceptaient le commerce de Gênes à Marseille. Le général d'artillerie proposa d'occuper les positions de Saint-Jacques, de Montenotte et de Vado, la droite de l'armée serait ainsi aux portes de Gênes. Le général Dumorbion partit lui-même à la tête de trois divisions formant 18,000 hommes, avec un train de vingt pièces d'artillerie de l'équipage de montagnes; Napoléon dirigea l'armée, qui déboucha par le col de Bardinetto et pénétra dans le Montferrat par la chaussée qui longe la Bormida; il campa le 4 octobre sur la hauteur de Biestro, et le 5 descendit dans la plaine; il concevait l'espérance de tomber sur les derrières de l'armée autrichienne; mais celle-ci s'en aperçut et opéra sa retraite sur Cairo et Dego; le général Cervoni la poursuivit vivement à la tête de l'avant-garde qu'il commandait; la canonnade dura toute la soirée du 5, elle durait encore à dix heures du soir; l'armée autrichienne se replia sur Acqui, abandonnant ses

magasins et ses prisonniers; elle perdit un millier d'hommes.

Le général Dumorbion n'avait ni l'ordre, ni le projet d'entrer en Italie; sa cavalerie était sur le Rhône par défaut de subsistance; en poursuivant l'ennemi il eût fait une pointe; il eût attiré à lui toutes les forces autrichiennes et sardes. Il se contenta donc de cette reconnaissance, se replia par Montenotte sur Savone et prit position sur les hauteurs de Vado, conservant un poste dans la vallée de Savone. L'artillerie arma les côtes de manière que cette rade pût offrir une protection à une escadre française; le génie construisit de fortes redoutes sur les hauteurs de Vado, qui communiquaient par Saint-Jacques, Melogno, Settepani, Bardinetto, Saint-Bernado, avec les camps placés sur les hauteurs du Tanaro. Ce prolongement de la droite de l'armée affaiblissait sa position, mais il avait bien des avantages: 1° il la rendait maîtresse de toute la rivière du Ponent, de toutes les côtes, et empêchait l'armée austro-sarde de pouvoir communiquer et agir de concert avec les flottes anglaises; 2° il assurait la navigation de Gênes avec Marseille, puisque maîtresse de tous les ports de la côte, l'armée pouvait établir des batteries pour protéger le cabotage; 3° dans cette position, elle était en mesure de soutenir les partisans des Français dans Gênes et de prévenir l'ennemi sous les murs de la ville, s'il voulait s'y porter, comme il pouvait en avoir le projet. Cette opération, qui déjouait les projets des ennemis et assurait de la neutralité de Gênes, retentit dans l'Italie [illegible] usa de vives alarmes. Les avant-postes

de l'armée se trouvaient ainsi à dix lieues de Gênes, et quelquefois les reconnaissances et les coureurs s'en approchaient jusqu'à trois lieues.

Napoléon employa le reste de l'automne à faire armer de bonnes batteries de côtes les promontoires depuis Vado jusqu'au Var, afin de protéger la navigation de Gênes à Nice. En janvier, il passa une nuit sur le col de Tende d'où, au soleil levant, il découvrit ces belles plaines qui déjà étaient l'objet de ses méditations. *Italiam! Italiam!* Pendant l'hiver, il fit plusieurs courses à Toulon et à Marseille pour inspecter les arsenaux et les batteries des côtes. Ce fut dans une de ces tournées que, la ville de Marseille étant fort agitée, le représentant du peuple Maignier lui témoigna quelques inquiétudes que la société populaire ne se portât aux magasins à poudre et aux magasins d'armes renfermés dans les forts Saint-Nicolas et Saint-Jean: ces forts avaient été démolis par le peuple dans la révolution. Sur la demande de ce représentant, il fit un projet pour construire une muraille crénelée fermant ces forts du côté de la ville; ce plan fut envoyé à Paris et dénoncé à la convention comme projet liberticide pour relever les forts contre les patriotes de Marseille; la convention manda par un décret spécial le commandant d'artillerie de Marseille à la barre; ce commandant d'artillerie était le colonel Sugny; il s'y rendit; mais, dès le premier interrogatoire, il prouva que ce n'était pas lui qui avait redigé ce projet; l'ordre fut alors adressé au général d'artillerie de l'armée de se rendre à la barre. Dans ce temps

de terreur une accusation équivalait à un jugement; Napoléon eut beaucoup de peine à s'y soustraire et à faire révoquer le décret. Il y parvint toutefois, parce que, l'ennemi faisant des mouvements, les représentants du peuple écrivirent que sa présence était nécessaire à l'armée, et décidèrent les députés des Bouches-du-Rhône à se désister de leur dénonciation.

§. IV.

Pendant les années 1792 et 1793, les flottes françaises avaient été maîtresses de la Méditerranée. Après la prise d'Oneille, l'amiral Truguet mouilla dans le port de Gênes, où il séjourna long-temps, et d'où il expédia pour Naples le contre-amiral Latouche-Tréville, avec dix vaisseaux de ligne. Le capitaine du port alla à la rencontre de cette escadre, offrit l'entrée à six vaisseaux, déclarant que le roi ne pouvait pas en recevoir un plus grand nombre sans violer la neutralité. Le contre-amiral passa outre, jeta l'ancre devant les fenêtres du palais, débarqua le 16 décembre 1792 le citoyen Belleville qui, en habit de la garde nationale, fut présenté au roi par le chevalier Acton: il était porteur d'une lettre de l'amiral qui demandait: 1° que le roi proclamât sa neutralité; 2° qu'il désavouât la note de son ministre à Constantinople qui, pour engager la Porte à ne pas recevoir comme ambassadeur de France, Sémonville, s'était permis des réflexions outrageantes à la nation; il obtint tout ce qu'il demandait; la cour de Naples s'estima fort heu-

reuse d'être quitte à si bon marché de cette désagréable visite.

Dans le mois de janvier 1793 l'amiral Truguet appareilla de Gênes et mouilla dans le port d'Ajaccio, île de Corse; il y embarqua 2,000 hommes de troupes de ligne que Paoli, commandant la 23e division militaire, mit sous ses ordres. Avec ces troupes il se rendit aux îles Saint-Pierre, dont il s'empara, mit garnison dans le fort et mouilla devant Cagliari, capitale de la Sardaigne, le 12 février. Au même moment, 800 hommes partis de Bonifacio, sous les ordres du colonel César Colonne et sous l'escorte d'une corvette, opéraient une contre-attaque dans le nord de la Sardaigne. L'expédition de Sardaigne était annoncée depuis six mois; les Sardes s'étaient préparés; ils reçurent à coup de fusil le parlementaire que l'amiral expédia pour sommer Cagliari, le bombardement commença, il durait encore quand l'amiral fut enfin rejoint par le convoi qui portait les troupes de débarquement envoyées de Nice et qui se composaient de la fameuse phalange marseillaise, forte de 3,200 hommes environ. Le débarquement fut immédiatement opéré. Dans ce temps le contre-amiral Latouche-Tréville rallia l'escadre avec ses dix vaisseaux. Tout présageait un succès complet, mais rien ne put arrêter la déroute de la phalange marseillaise; elle s'était d'abord refusée à attaquer de jour pour enlever une position importante qui domine la ville. Dans la nuit les colonnes firent feu les unes contre les autres, le désordre fut à son comble, le cri de trahison se fit entendre de *toutes parts. Le général Casa-Bianca* supplia

l'amiral de rembarquer les troupes; il fallut céder. L'escadre avait obtenu, par le bombardement, des résultats assez importants, mais elle perdit le vaisseau le Léopard qui toucha, s'étant trop approché des batteries. L'expédition ayant ainsi échoué, l'amiral renvoya en Italie les diverses troupes qui lui avaient été confiées et se borna à occuper solidement la relâche si importante des îles St.-Pierre. La déclaration de guerre contre l'Angleterre et l'Espagne étant survenue, il reçut l'ordre de rentrer à Toulon, et de renoncer ainsi au deuxième but de son expédition, qui consistait à se présenter devant Constantinople pour raffermir la Porte dans l'alliance de la France et en imposer à la Russie. Les troupes marseillaises étaient des troupes levées à la hâte, dirigées par des clubs; dans tous les pays amis ou neutres où elles débarquèrent, elles portaient la terreur, cherchaient partout des aristocrates ou des prêtres, avaient soif de sang et de crimes. Les équipages de l'escadre étaient complets et formés de matelots expérimentés; mais constamment réunis en société populaire, occupés à rédiger et signer des pétitions, chaque vaisseau était en proie à l'anarchie la plus épouvantable. Le général Casa-Bianca, qui commandait le débarquement, était un très-brave homme: il s'était distingué à la conquête de la Savoie; mais il n'avait aucune habitude du commandement en chef; d'ailleurs, il avait sous ses ordres de mauvaises troupes et aucun état-major; il ne pouvait pas réussir. C'est le même qui depuis a été sénateur.

Au

Au mois de mars 1793, l'Espagne ayant déclaré la guerre à la France, les flottes combinées anglaise, espagnole, dominèrent dans la Méditerranée et croisèrent sur les côtes de Gênes et de Provence. La trahison de Toulon avait anéanti la marine française de la Méditerranée. Cependant, à la reprise de cette ville, on retrouva dix-huit vaisseaux et partie des magasins. La flotte espagnole, mécontente des Anglais, rentra dans ses ports; le contre-amiral Martin, avec dix vaisseaux, sortit de Toulon et prit la mer en 1794; poursuivie par une escadre anglaise supérieure, il mouilla dans le golfe Juan, où le général d'artillerie établit de grosses batteries pour le protéger; il profita, peu de temps après, d'un coup de vent pour rentrer dans Toulon. Cette escadre fut successivement augmentée dans l'automne par les armements qui sortirent de l'arsenal de Toulon.

Au commencement de 1795, l'amiral Hotham, avec quinze vaisseaux de guerre, dont quatre à trois ponts, deux napolitains, croisait entre la Corse et l'Italie. L'amiral Martin, avec une escadre de seize vaisseaux de guerre et cent transports sur lesquels étaient embarqués 10,000 hommes, était mouillé en rade de Toulon; les opinions étaient partagées sur la destination de l'armement. Lorsque le conventionnel Letourneur, de la Manche, arriva avec des pouvoirs extraordinaires, et fit connaître que l'intention du comité de salut public était d'occuper Rome, et punir cette cour des insultes qu'elle commettait tous les jours, et venger le sang de Basseville. Basseville, agent français auprès du

pape, avait arboré la cocarde tricolore, ainsi que les artistes de l'école de Rome qui siégeaient à l'académie. Grand nombre d'émigrés français qui étaient dans cette capitale, agitaient le peuple. Le 3 janvier 1793, la canaille assaillit à la promenade la voiture de Basseville à coups de pierres; son cocher change de direction et le ramène à son hôtel; les portes sont enfoncées, Basseville reçoit un coup de baïonnette dans le bas ventre; en chemise, tenant ses entrailles dans les mains, il est traîné dans la rue et enfin déposé dans un corps-de-garde sur un lit de camp où il expira le lendemain.

Azara, ambassadeur d'Espagne qui s'était entremis pour protéger les artistes français, courut lui-même des dangers. Cet attentat avait indigné toute la France; le moment était arrivé d'en tirer vengeance, de débarquer à l'embouchure du Tibre, de s'emparer de Rome, où on avait de nombreux partisans. Un conseil de guerre fut réuni à Toulon dans le courant de février 1795, pour aviser aux moyens d'exécution du projet. Napoléon fut d'opinion que cette expédition compromettrait l'armée d'Italie et se terminerait elle-même par un désastre; que si cependant on la voulait entreprendre, il fallait en même temps surprendre le mont Argentare, Orbitello, et la place de Civita-Vecchia, et y débarquer l'armée; mais 10,000 hommes lui paraissaient une force trop faible pour tenter un pareil coup de main: il était d'ailleurs impossible de le faire sans cavalerie; il fallait au moins embarquer 1,500 chevaux de chasseurs ou de hussards

ui, avec 500 chevaux d'artillerie et d'état-
r, formerait une augmentation considérable
nvoi. L'armée, à peine débarquée, aurait
mbattre 25 ou 30,000 Napolitains, dont
0 de bonne cavalerie; elle aurait aussi
indre une division autrichienne qui ac-
rait de la Lombardie; elle ne pouvait
compter sur des partisans à Rome, puis-
cette opération ne pourrait pas être de
ne durée et qu'après avoir vengé le sang
Basseville et mis la ville à contribution,
audrait songer à se rembarquer; que,
re de la mer, cette opération était ha-
euse entreprise avec 10,000 hommes seu-
ent; mais que sans être maître de la
r, ce serait conduire ce corps d'armée
e destruction certaine; qu'il fallait donc
l'escadre française sortît seule, qu'elle battît
adre anglaise, la chassât de la Méditerranée;
lors le convoi prendrait la mer; qu'après
r débarqué l'armée, l'escadre et le convoi
orteraient devant Naples pour inquiéter
e cour et l'obliger à garder ses forces à sa
re défense. Le représentant du peuple fut
tant plus mécontent de la désapprobation
elle que donnait à ses projets le général
illerie, qu'il entraînait l'avis de tous les
iers généraux. Les marins déclarèrent qu'il
dangereux pour le salut de l'escadre que
onvoi sortît en pleine mer, tant qu'une
e ennemie croiserait dans ces parages. Il
résolu que le contre-amiral Martin sortirait
pour donner chasse aux Anglais.

Il appareilla le 1er mars; arrivé près de
t-Florent, il captura un vaisseau anglais

§. V.

Depuis le 9 thermidor (27 juillet 1794), le midi était fort agité. Le tribunal révolutionnaire de Marseille avait fait périr sur l'échafaud toute l'élite du commerce de cette ville. Les jacobins composant la société populaire avaient encore la haute main; ils gémissaient de la ruine de la Montagne et frémissaient des lois modérées qui régnaient alors; d'un autre côté, le reste du parti des sections, quoique fort affaibli par l'émigration et les pertes de toutes espèces, l'agitait; il était animé par un esprit violent de vengeance. La population de Toulon, tous les ouvriers de l'arsenal, les équipages de l'escadre, tenaient au premier parti; ils voyaient avec défaveur les représentants Mariette et Cambon, qu'ils accusaient d'être du parti des rétracteurs. Dans ces circonstances, un corsaire français amena à Toulon une prise espagnole; elle avait à bord une vingtaine d'émigrés: la plus grande partie de la famille Chabrillant. Un rassemblement tumultueux eût lieu à l'arsenal et dans les rues: on se porta aux prisons pour égorger ces malheureux. Les représentants se rendirent à l'arsenal; après avoir harangué dans une salle les officiers de l'administration, ils haranguèrent les ouvriers dans les chantiers, leur promirent de traduire les émigrés à une commission extraordinaire et de les faire juger dans les vingt-quatre heures; mais ils étaient eux-mêmes suspects, ils n'avaient aucune influence sur l'opinion, leurs discours furent mal interprétés.

voix se fit entendre : *A la lanterne les pro-eurs des émigrés.* La journée était anvancée, commençait à allumer les reverbères. Le ge devenait horrible, la foule tumultueuse; rde accourut et fut repoussée. Dans cette onstance, Napoléon reconnut parmi les s du tumulte plusieurs canonniers qui ent servi sous lui au siége de Toulon; il nta sur un chantier, les canonniers firent pecter leur général et imposèrent silence; ut le bonheur de faire effet, de calmer les ions de cette aveugle multitude; les repré-tants sortirent sains et saufs de l'arsenal; s le désordre était plus grand encore dans rues. Aux portes des prisons, la résistance la garde commençait à mollir; il s'y rendit, peuple fut contenu; il promit que le lende-n au jour les émigrés seraient traduits et és; il n'eût pas été aisé de persuader ce qui endant était de toute évidence, que ces igrés n'étaient pas dans le cas de la loi, squ'ils n'avaient pas violé leur ban. Dans la t, il les fit placer dans des caissons de parc les fit sortir de la ville comme un convoi tillerie; un bateau les attendait dans la rade yères où ils s'embarquèrent et furent ainsi vés. La fermentation alla à Toulon en aug-ntant, et enfin le 30 mai on y courut aux es; la canaille se déclara en insurrection, ta ou mit en fuite les représentants qui se uvaient dans la ville. Mais ceux-ci prirent lessus à Marseille et marchèrent contre Tou-. Les Toulonnais sortirent avec 3,000 hom-s et deux pièces de canon à leur rencontre. combat eut lieu sur les hauteurs de Cuges.

La victoire se déclarait pour les Toulonnais, lorsque le général Pacthod arriva avec un corps de troupes de ligne; quelques jours après Toulon fut soumis. Lors de cet évènement, Napoléon avait quitté la Provence depuis un mois.

§. VI.

Les comités de gouvernement présentèrent le tableau des officiers-généraux qui devaient être employés pendant la campagne de 1795. Un grand nombre d'officiers, qui avaient été éloignés depuis la fin de 1792 pendant 1793 et 1794, reçurent du service; il se trouva beaucoup de généraux d'artillerie qu'on ne pouvait employer. Napoléon, âgé alors de vingt-cinq ans, était le plus jeune de tous; il fut porté sur le tableau des généraux d'infanterie pour être employé dans l'artillerie lorsqu'il y aurait des inspections vacantes. Il dut quitter l'armée d'Italie, comme Kellermann venait d'en prendre le commandement. Il conféra avec ce général à Marseille, lui donna tous les renseignements qu'il pouvait desirer et partit pour Paris. Il apprit à Châtillon-sur-Seine, chez le père du capitaine Marmont, son aide-de-camp, la journée du premier prairial, ce qui le décida à y séjourner quelques jours pour attendre que la tranquillité fût rétablie dans la capitale. Arrivé à Paris, il se présenta chez Aubry, membre du comité de salut public, qui avait fait le rapport sur le travail militaire; lui observa qu'il avait commandé l'artillerie du siége de Toulon et celle de l'armée d'Italie depuis deux ans;

qu'il avait armé les côtes de la Méditerranée, et qu'il lui était pénible de quitter un corps où il servait depuis son enfance. Ce représentant objecta qu'il y avait un grand nombre de généraux d'artillerie et qu'il était le plus jeune; qu'aussitôt qu'il y aurait des places vacantes il y serait appelé. Mais Aubry, six mois avant, était encore capitaine d'artillerie; il n'avait pas fait la guerre depuis la révolution, et cependant il s'était porté sur le travail comme général de division inspecteur d'artillerie. Peu de jours après, le comité de salut public fit expédier à Napoléon l'ordre de se rendre à l'armée de la Vendée pour y commander une brigade d'infanterie; en réponse il donna sa démission. Cependant le travail d'Aubry excitait beaucoup de réclamations; les officiers déplacés se rendaient en foule à Paris: beaucoup étaient des officiers distingués, le plus grand nombre étaient sans mérite et s'étaient avancés par les clubs; mais tous trouvant dans Napoléon un homme qui jouissait d'une réputation intacte, s'attachaient dans leurs réclamations et pétitions à le nommer comme une preuve de l'injustice et de la partialité de ce travail.

Huit jours après que Napoléon eût donné sa démission, et pendant qu'il attendait la réponse du comité de salut public, Kellermann se fit battre, perdit sa position de Saint-Jacques, et écrivit que si on ne lui envoyait pas de prompts renforts, il serait obligé de quitter même Nice. L'alarme fut grande, le comité de salut public convoqua tous les députés qui avaient été à l'armée d'Italie pour avoir des renseignements;

ceux-ci unanimement désignèrent Napoléon comme connaissant mieux les positions qu'occupait l'armée et comme le plus capable d'indiquer le parti à prendre; il reçut une requisition de se rendre au comité; il eut plusieurs conférences avec Siéyes et Doulcet-Pontécoulant, Letourneur, Jean-de-Brie. Il rédigea les instructions que le comité adopta; il fut requis par un décret spécial, en qualité de général de brigade d'artillerie, pour être spécialement attaché, jusqu'à nouvel ordre, à la direction des opérations militaires. C'est dans cette position qu'il passa deux ou trois mois jusqu'au 13 vendémiaire.

§. VII.

Lorsque Kellermann avait pris, le 19 mai 1795, le commandement de l'armée d'Italie, l'armée était dans les positions où l'avait mise Napoléon au mois d'octobre de l'année précédente, après le combat de Cairo; cette position était la suivante: la gauche, forte de 5000 hommes, depuis le col d'Argentière jusqu'au col de Sabion; le centre, commandé par le général Macquart, occupait le col de Sabion, le col de Tende, le *monte* Bertrando, le Tanarelle; il était de 8,000 hommes: la droite occupait le col de Termini, les hauteurs d'Ormea, le col Saint-Bernardo, de Bardinetto, de Sette-Pani, de Melogno, de Saint-Jacques, de la Madone, de Vado; elle était de 25,000 hommes, sous les ordres des généraux de division Ser-
, Laharpe, Masséna.

La cour de Vienne avait été vivement alarmée du résultat de l'affaire de Cairo et de la position que l'armée française avait prise à la fin de 1794. Elle menaçait Gênes, dont la perte eût ouvert la porte du Milanais : le conseil aulique réunit, pour la campagne de 1795, sous les ordres du général Devins, une armée de 30,000 Autrichiens, pour agir de concert avec l'armée piémontaise. L'escadre anglaise croisa sur les côtes de Savone et Vado pour seconder les opérations du général autrichien, qui porta successivement son quartier-général à Acqui, à Dego, et de là manœuvra contre les hauteurs de Savone dont il s'empara le 25, ce qui le mit en communication avec l'escadre anglaise.

Le général Devins partagea son armée en trois corps qui débouchèrent le 23 juin; la droite divisée en cinq colonnes attaqua la gauche de l'armée française, depuis le col de Termini jusqu'aux hauteurs d'Ormea; le centre marcha sur trois colonnes principales qui se subdivisèrent en un grand nombre d'autres, et attaqua toutes les positions, de Bardinetto à Saint-Jacques; la gauche attaqua la droite aux positions de Vado. Le 25 et le 26, on se battit partout avec acharnement. L'armée française conserva ses positions, hormis la redoute de Melogno, le col de Spinardo et la crête de Saint-Jacques; par la possession de la redoute de Melogno, l'ennemi menaçait le centre de l'armée. Cette position n'est éloignée de Finale, sur le bord de la mer, que de deux lieues. Le 27, *Kellermann fit attaquer*, sentant toute

l'importance de la reprendre, mais il échoua. Le 28, il battit en retraite, évacua Saint-Jacques, Vado, Finale, et prit une position provisoire. Enfin, le 7 juillet, aussitôt qu'il eut reçu les ordres du comité de salut public qui répondait à ses courriers des 24, 25, 26, 27 et 28; il s'établit à la position de Borghetto.

Kellermann était brave soldat, extrêmement actif, avait beaucoup de bonnes qualités; mais il était tout-à-fait privé des moyens nécessaires pour la direction d'une armée en chef. Dans la conduite de cette guerre, il ne fit que des fautes; le comité lui observa: „que l'armée ne s'était „étendue en 1794 au-delà des hauteurs du Ta„naro et n'avait prolongé sa droite par Bardi„netto, Melogno, Saint-Jacques, que pour em„pêcher l'armée autrichienne de se concerter „avec l'escadre anglaise et pour pouvoir ac„courir au secours de Gênes, si l'ennemi se „portait sur cette ville, soit par mer, soit par „le col de la Bocchetta; qu'elle n'occupait pas „Vado comme une position défensive, mais „comme une position offensive, mais pour être „à portée de déboucher sur l'ennemi s'il se „présentait dans la rivière; qu'aussitôt que „les Autrichiens s'étaient portés sur Savone, il „aurait dû marcher pour les combattre, „pour empêcher qu'ils ne s'emparassent de „cette ville et ne lui interceptassent sa com„munication avec Gênes; mais que puis„qu'il ne l'avait pas pu faire, 1° il eût dû „évacuer Vado pour appuyer sa droite sur „Saint-Jacques; 2° que lorsque, par le résul-

journée du 25, l'ennemi s'était emparé

„de Melogno et de la crête de Saint-Jacques, „il devait dans la nuit profiter de l'avantage „qu'avait obtenu à sa droite le général Laharpe, „pour évacuer Vado, et se servir des troupes „de Laharpe pour renforcer l'attaque sur Saint-„Jacques et Melogno; elle eût été couronnée „d'un plein succès; 3° que lorsque, le 27, il „avait résolu d'attaquer Melogno, il était en-„core temps de ployer sa droite, pour qu'elle „se trouvât à cette attaque, profitant du nou-„vel avantage qu'elle avait obtenu le 26 sur la „gauche de l'ennemi; cette manœuvre eût en-„core décidé de la victoire." Ces dépêches, qui étaient écrites de main de maître, étonnèrent beaucoup l'état-major, qui cependant devina bientôt qui les avait dictées.

Il y a dans la rivière du Ponent trois lignes qui couvrent le comté de Nice et barrent la rivière; la droite appuyée à la mer et la gauche à la crête supérieure des montagnes. La première de ces lignes est celle de Borghetto, la deuxième est celle de Monte-Grande, la troisième est celle de la Taggia. Napoléon avait reconnu depuis long-temps ces trois lignes, accompagné de l'adjudant-général Saint-Hilaire, brave et excellent officier qui, depuis, s'est couvert de gloire dans cent batailles, et est mort général de division sur les champs d'Essling. La ligne de Borghetto appuie sa droite sur la mer, au village de Borghetto, à une lieue de Loano, sur un mamelon qui domine toute la plaine de Léoano; et sa gauche à un grand rocher isolé. Masséna fit construire sur ce rocher une redoute que l'armée appela le Petit-Gibraltar, en

mémoire du fort Murgrave à Toulon. Elle était vis-à-vis le Champ-des-Prêtres; de là on communique par des montagnes escarpées jusqu'aux hauteurs qui dominent Ormea, Loano, Rocca-Barbene; le *monte* Saint-Bernardo, Garessio, sont hors de cette ligne et appartiennent naturellement à l'ennemi; mais Ormea est couvert: cette ligne est extrêmement forte, son étendue est considérable, cinq ou six lieues: mais presque partout elle est inabordable: elle ne peut être attaquée que par la gorge de Sucarello où est le château de ce nom, qu'on arma; ce fut un excellent poste de bataille. Dans le courant de juillet, août et septembre, Devins projeta plusieurs fois d'attaquer cette ligne; il ne l'osa jamais sérieusement. De Sucarello, une ligne aboutit à Albenga, passant derrière le petit ruisseau de l'Arosoia; c'est une bonne position dans le cas où la partie de la ligne de Sucarello à Borghetto serait forcée.

La position de Monte-Grande, qui s'attache au col de Pizzo et au col de Mezza-Luna et s'appuie à la mer derrière Saint-Lorenzo, est une ligne beaucoup moins bonne, mais encore très-forte. Celle qui appuie sa droite à l'embouchure de la Taggia, son centre à Monte-Ceppo, et sa gauche à Monte-Tanarda et au col *Ardente*, d'où elle communique avec le col de Tende, est moins forte que celle de Borghetto, mais plus forte que celle de Monte-Grande. La première ligne couvre Oneille et toutes les positions de la rivière, d'Oneille à [illegible]*tto.* La deuxième découvre Oneille et

Ormea et tous les débouchés du Tanaro. La troisième découvre toute la partie de la rivière du Ponent, d'Oneille à Saint-Rémo: cette ligne a cela de particulier qu'elle peut défendre Saint-Rémo, et que, si on y est forcé, on peut évacuer cette ville et s'appuyer à Ospitaletto entre elle et Bordeghera, sans que la ligne soit moins bonne. L'ennemi peut tourner la première ligne en débouchant par la vallée du Tanaro, et en s'emparant du Monte-Ariol et menaçant alors de tomber sur le Monte-Grande et sur Oneille; mais Ormea et le Monte-Ariol sont si près de la ligne, que les réserves peuvent servir à la défense de ces positions. Elle peut aussi être tournée par le col de Tende; mais ce serait changer le théâtre de la guerre; l'ennemi ne pourrait faire un si grand mouvement sans qu'on en fût instruit, ce qui indiquerait de choisir le moment où ses troupes seraient en marche, pour attaquer et détruire ce qu'il aurait laissé devant la ligne de Borghetto. La deuxième ligne et surtout la troisième ont cela d'avantageux qu'elles ne peuvent pas être tournées par la vallée du Tanaro qui est en dehors; qu'elles se rattachent au col Ardante, c'est-à-dire jusqu'au col de Tende; que le col Ardente et la Tanarda, non-seulement concourent à la défense du col de Tende, mais même, le col de Tende forcé, prennent de revers, avant le défilé de Saorgio, la route qui conduit à Nice. A ne considérer donc que la seule défense du comté de Nice, la ligne de la Taggia serait la meilleure, parce que toutes les troupes seraient con-

centrées et à portée de défendre le col de Tende.

§. VIII.

Le gouvernement jugea le commandement de l'armée d'Italie au-dessus des forces de Kellermann; il l'envoya en septembre commander l'armée des Alpes, et confia l'armée d'Italie au général Schérer qui commandait l'armée des Pyrénées-Orientales, devenue inutile par la paix conclue avec l'Espagne. Schérer mena en Italie un renfort de deux divisions de bonnes troupes. L'armée autrichienne avait été également renforcée; elle n'avait pas rempli dans la campagne de 1795 l'espérance de sa cour: mais cependant elle avait eu des succès importants; elle s'était emparée de la position de Saint-Jacques et de Vado, interceptait Gênes et était en communication avec l'escadre anglaise. Au commencement de novembre, l'armée française occupait toujours la ligne de Borghetto avec cinq divisions; celle de gauche, sous les ordres du général Serrurier, était à Ormea; deux, sous les ordres des généraux Masséna et Laharpe, étaient à Sucarello et à Castel-Vecchio; et deux, sous les ordres des généraux Augerau et Soret, étaient vis-à-vis de Borghetto, ce qui formait une force active de 35 à 36,000 hommes. L'armée autrichienne avait son quartier-général à Finale; sa droite, composée de Piémontais, était à Garessio; son centre, commandé par Argen-
Rocca-Barbene, et sa gauche, toute
d'Autrichiens, en avant de Loano,
où

elle avait construit beaucoup de redoutes r défendre la pleine. Ses forces en ligne ient de 45,000 hommes; les maladies de tomne lui faisaient éprouver des pertes con- rables, ainsi qu'à l'armée piémontaise. L'ar- française avait beaucoup de peine à vivre; aison déjà avancée lui faisait desirer de ndre ses quartiers d'hiver. Schérer se décida quer une bataille qui les rendit sûrs et ré- it la communication avec Gênes, en obli- nt l'ennemi à hiverner au-delà des monta- s.

Le 21 novembre au soir, Masséna se mit en uvement avec sa division et celle de Laharpe; à pointe du jour, il attaqua le centre de nemi placé à Rocca-Barbène, le culbuta, oursuivit l'épée dans les reins, le jeta dans ormida, s'empara de Melogno et vint finir urnée en bivouaquant son avant-garde sur hauteurs de Saint-Jacques; le 22 à la pointe our, il escarmoucha avec la droite de l'enne- t tint en respect toute l'armée piémontaise; ereau déboucha par Borghetto, attaqua la che, et s'empara de toutes les positions. nemi précipita sa retraite sur Finale, et ntinua sur Savone en toute hâte, lorsqu'il t prévenu par Masséna sur le sommet de t-Jacques. Serrurier, qui par ses bonnes uvres avait contenu des troupes doubles siennes sans éprouver d'échecs notables, enforcé de deux brigades dans la journée 3. Le 24, il attaqua sérieusement à son r et rejeta l'armée piémontaise dans le camp nché de Ceva. Les armées autrichienne et le firent des pertes très-considérables; la

plus grande partie de leur artillerie, des
gasins, des bagages et 4,000 prisonniers. I
mée française se couvrit de gloire dans c
journée. L'armée autrichienne abando
toute la rivière de Gênes et alla prendre
quartiers d'hiver au-delà de l'Apennin. L'
et l'autre armée entrèrent dans leurs quart
d'hiver. Les communications des Français
rent libres. Le quartier-général retourna à N
Ainsi finit l'année 1795.

CHAPITRE III.

TREIZE VENDÉMIAIRE.

Constitution de l'an III. — Lois additionnelles. — Résistance armée des sections de Paris. — Disposition d'attaque et de défense des Tuileries. — Combat du 13 Vendémiaire. — Napoléon commandant en chef l'armée de l'intérieur. — Barras. — La Reveillère-Lépeaux. — Rewbell. — Carnot. — Letourneur de la Manche.

§. Ier.

La chûte de la municipalité du 31 mai, de Danton, de Robespierre, amena la fin du gouvernement révolutionnaire. Depuis, la convention fut successivement gouvernée par des factions qui ne surent acquérir aucune prépondérance; ses principes varièrent chaque mois. Une épouvantable réaction affligea l'intérieur de la république; les domaines cessèrent de se vendre, et le discrédit des assignats accrut chaque jour; les armées se trouvèrent

sans solde, les requisitions et le maximum y avaient seuls maintenu l'abondance; le pain même du soldat ne fut plus assuré: le recrutement, dont les lois avaient été exécutées avec la plus grande rigueur sous le gouvernement révolutionnaire, cessa; les armées continuèrent d'obtenir de grands succès, parce que jamais elles n'avaient été plus nombreuses; mais elles éprouvaient des pertes journalières qu'il n'y eut plus de moyen de réparer.

Le parti de l'étranger, qui s'étayait du prétexte du rétablissement des Bourbons, acquérait chaque jour de nouvelles forces, les communications étaient devenues plus faciles à l'extérieur; la perte de la république se tramait publiquement; la révolution était vieille; elle avait froissé bien des intérêts; une main de fer avait pesé sur les individus; bien des crimes avaient été commis: ils furent tous relevés avec acharnement pour exciter tous les jours davantage l'animadversion publique contre ceux qui avaient gouverné, administré ou participé d'une manière quelconque aux succès de la révolution. Pichegru s'était vendu; les prosélytes des ennemis de la république ne furent cependant pas nombreux dans l'armée; elle resta fidèle aux principes pour lesquels elle avait versé tant de sang et remporté tant de victoires. Tous les partis étaient fatigués de la convention; elle l'était d'elle-même; elle vit enfin que le salut de la patrie, le sien propre, exigeaient que, sans délais, elle remplit sa mission. Elle décréta, le 21 juin 1795, la constitu- nue sous le nom de constitution de qui confiait le gouvernement à cinq

personnes, sous le nom de *Directoire;* la législature à deux conseils dits des *Cinq-cents* et des *Anciens.* Cette constitution fut soumise à l'acceptation du peuple réuni en assemblées primaires.

§. II.

L'opinion était généralement répandue qu'il fallait attribuer le peu de durée de la constitution de 91 à la loi de la constituante, qui avait exclu ses membres de la législature. La convention ne tomba pas dans la même faute; elle joignit à la constitution deux lois additionnelles, par lesquelles elle prescrivit que les deux tiers de la législation nouvelle seraient composés des membres de la convention, et que les assemblées électorales des départements n'auraient à nommer, pour cette fois, qu'un tiers seulement des deux conseils. Ces deux lois additionnelles furent soumises à l'acceptation du peuple. Le mécontentement fut général; le parti de l'étranger voyait tous ses projets déjoués: il s'était flatté que les deux conseils seraient composés en majorité, d'hommes mal disposés pour la révolution, ou même par ceux qui en avaient été victimes; il se flattait d'arriver à la contre-révolution par l'influence même de la législature. Ce parti ne manquait pas de très-bonnes raisons pour déguiser les véritables motifs de son mécontentement. Il alléguait que les droits du peuple étaient méconnus, puisque la convention, qui *n'avait eu de mission que pour* proposer une

constitution, usurpait les pouvoirs d'un corps électoral. Quant à la constitution en elle-même, elle était préférable sans doute à ce qui existait, et sur ce point, tous les partis étaient d'accord. Les uns, il est vrai, eussent voulu un président au lieu de cinq directeurs; les autres auraient desiré un conseil plus populaire; mais en général, on vit cette nouvelle constitution avec plaisir. Les comités secrets que dirigeait le parti de l'étranger, n'attachaient aucune importance à des formes de gouvernement qu'ils ne voulaient pas maintenir; ils n'étudiaient dans la constitution que les moyens d'en profiter pour opérer la contre-révolution, et tout ce qui tendait à ôter l'autorité des mains de la convention et des conventionnels conduisait à ce but. Les quarante-huit sections de Paris se réunirent; ce furent quarante-huit tribunes qu'occupèrent les orateurs les plus virulents, la Harpe, Serizi, Lacretelle jeune, Vaublanc, Régnault de Saint-Jean-d'Angely. Il fallait peu de talents pour exciter les esprits contre la convention, et plusieurs de ces orateurs en montrèrent beaucoup. La capitale fut mise en fermentation.

Après le 9 thermidor, la ville de Paris avait organisé sa garde nationale; elle avait eu en vue d'en éloigner les jacobins; elle était tombée dans l'excès contraire, et les contre-révolutionnaires s'y trouvaient en assez grand nombre. Cette garde nationale était de 40,000 hommes armés et habillés; elle partagea toute l'exaspération des sections contre la convention. Celles-ci ayant rejeté les lois additionnelles, se succédaient à la barre de la con-

n pour y déclarer hautement leur
n. La convention cependant croyait en-
ue toute cette agitation se calmerait
t que les pouvoirs auraient manifesté
pinion par l'acceptation de la constitu-
t des lois additionnelles; elle compa-
tort cette agitation de la capitale à ces
otions si communes à Londres, et dont
avait si souvent donné l'exemple au
des comices. Elle proclama, le 23 sep-
e, l'acceptation de la constitution et des
ditionnelles, par la majorité des assem-
primaires de la république; mais, dès
lemain, les sections de Paris, sans tenir
e de cette acceptation, nommèrent des
s pour former une assemblée centrale
teurs qui se réunit à l'Odéon.

§. III.

s sections de Paris avaient mesuré leurs
; elles méprisaient la faiblesse de la
ıtion. Cette assemblée de l'Odéon était
nité d'insurrection. La convention se ré-
elle annulla l'assemblée de l'Odéon, la
a illégale, et ordonna à ses comités de la
dre par la force. Le 10 vendémiaire, la
ırmée se porta à l'Odéon, et exécuta cet
Quelques hommes rassemblés sur la
de l'Odéon firent entendre des murmu-
: permirent quelques injures, mais n'op-
nt aucune résistance. Cependant le dé-
ui fermait l'Odéon excita l'indignation
ctions: celle *Lepelletier*, dont le chef-
ait au couvent des filles Saint-Thomas,

était la plus animée, Un décret de la convention ordonna qne le lieu de ses séances fût fermé, l'assemblée dissoute, et la section désarmée. Le 12 vendémiaire (3 octobre) à sept ou huit heures du soir, le général Menou, accompagné des représentants du peuple, commissaires près de l'armée de l'intérieur, se rendit avec un corps nombreux de troupes au lieu des séances de la section Lepelletier, pour y faire exécuter le décret de la convention; infanterie, cavalerie, artillerie, tout fut entassé dans la rue Vivienne, à lextrêmité de laquelle est le couvent des filles Saint-Thomas. Les sectionnaires occupaient les fenêtres des maisons de cette rue. Plusieurs de leurs bataillons se rangèrent en bataille dans la cour du couvent, et la force militaire que commandait le général Menou se trouva compromise. Le comité de la section s'était déclaré représentant du peuple souverain dans l'exercice de ses fonctions; il refusa d'obéir aux ordres de la convention, et après une heure d'inutiles pourparlers, le général Menou et les commissaires de la convention se retirèrent, par une espèce de capitulation, sans avoir désarmé ni dissous ce rassemblement. La section, demeurée victorieuse, se constitua en permanence, envoya des députations à toutes les autres sections, vanta ses succès, et pressa l'organisation qui pourrait assurer sa résistance. Elle prépara ainsi la journée du 13 vendémiaire.

Napoléon, attaché depuis quelques mois à la direction du mouvement des armées de la république, était au spectacle au théâtre Feydeau lorsque, instruit de la scène singulière

qui se passait si près de lui, il fut curieux d'en observer les circonstances; voyant les troupes conventionnelles repoussées, il courut aux tribunes de la convention pour juger de l'effet de cette nouvelle, et suivre les développements et la couleur qu'on y donnerait. La convention était dans la plus grande agitation. Les représentants auprès de l'armée, voulant se disculper, se hâtèrent d'accuser Menou; ils attribuèrent à la trahison ce qui n'était dû qu'à la malhabileté; Menou fut décrété d'arrestation: alors divers représentants se montrèrent successivement à la tribune; ils peignirent l'étendue du danger. Les nouvelles qui à chaque instant arrivaient des sections, ne faisaient voir que trop combien il était grand: chacun proposa le général qui avait sa confiance pour remplacer Menou; les thermidoriens proposaient Barras; mais il était peu agréable aux autres partis. Ceux qui avaient été à Toulon, à l'armée d'Italie, et les membres du comité de salut public, qui avaient des relations journalières avec Napoléon, le proposèrent comme plus capable que personne de les tirer de ce pas dangereux, par la promptitude de son coup d'œil, l'énergie et la modération de son caractère. Mariette, qui était du parti des modérés et un des membres les plus influents du comité des quarante, approuva ce choix. Napoléon qui entendait tout du milieu de la foule où il se trouvait, délibéra près d'une demi-heure avec lui-même sur ce qu'il avait à faire. Il se décida enfin et se rendit au comité, auquel il peignit vivement l'impossibilité de pouvoir diriger *une opération aussi importante* avec trois

représentants qui, dans le fait, exerçaient le pouvoir et gênaient toutes les opérations du général; il ajouta qu'il avait été témoin de l'événement de la rue Vivienne, que les commissaires avaient été les plus coupables, et s'étaient pourtant montrés au sein de l'assemblée des accusateurs triomphants. Frappé de ces raisons, mais dans l'impossibilité de destituer les commissaires sans une longue discussion dans l'assemblée, le comité, pour tout concilier, car il n'avait pas de temps à perdre, prit le parti de proposer, pour général en chef, Barras, en donnant le commandement en second à Napoléon. Par là on se trouva débarrassé des trois commissaires sans qu'ils eussent à se plaindre. Aussitôt que Napoléon se vit chargé du commandement des forces qui devaient protéger l'assemblée, il se transporta dans un des cabinets des Tuileries où était Menou, afin d'obtenir de lui les renseignements nécessaires sur les forces, la position des troupes et de l'artillerie. L'armée n'était que de 5,000 hommes de toutes armes. Le parc était de quarante pièces de canon, alors parquées aux Sablons, sous la garde de vingt-cinq hommes. Il était une heure après minuit; le général expédia aussitôt un chef d'escadron du 21e de chasseurs (Murat) avec trois cents chevaux, en toute diligence aux Sablons, pour en ramener l'artillerie dans le jardin des Tuileries; un moment plus tard il n'eût plus été temps. Cet officier arriva à trois heures aux Sablons, il s'y rencontra avec la tête d'une colonne de la section Lepelletier, qui venait saisir le parc; mais il était à cheval

plaine; les sectionnaires jugèrent toute

résistance inutile; ils se retirèrent; et à cinq heures du matin, les quarante pièces de canon entrèrent aux Tuileries.

§. IV.

De six heures à neuf heures, Napoléon plaça son artillerie à la tête du pont Louis XVI, du Pont-Royal et de la rue de Rohan, au cul-de-sac Dauphin, dans la rue Saint-Honoré, au pont tournant, etc., etc.; il en confia la garde à des officiers sûrs. La mêche était allumée, et la petite armée distribuée aux différents postes, ou en réserve au jardin et au carrousel. La générale battait dans tous les quartiers; dans ce temps les bataillons de garde nationale prenaient position aux débouchés des rues, cernant le palais et le jardin des Tuileries; leurs tambours portaient l'audace jusqu'à venir battre la générale sur le carrousel et sur la place Louis XV: le danger était imminent; 40,000 gardes nationaux bien armés, organisés depuis long-temps, étaient sous les armes, fort animés contre la convention; les troupes de ligne chargées de la défendre étaient peu nombreuses, et pouvaient facilement être entraînées par le sentiment de la population qui les environnait. La convention, pour accroître ses forces, donna des armes à 1500 individus, dits les patriotes de 89; c'étaient des hommes, qui, depuis le 9 thermidor, avaient perdu leurs emplois et quitté leurs départements où ils étaient poursuivis par l'opinion; elle en forma trois bataillons

sous les ordres du général Berruyer. Ces hommes se battirent avec la plus grande valeur; ils entraînèrent la troupe de ligne, et furent pour beaucoup dans le succès de la journée. Un comité de quarante membres, composé des comités de salut public et de sûreté générale, dirigeait toutes les affaires, discutait beaucoup, ne décidait rien, pendant que le danger devenait à chaque instant plus pressant. Les uns voulaient qu'on posât les armes, et qu'on reçût les sectionnaires, comme les sénateurs romains avaient reçu les Gaulois; d'autres voulaient qu'on se retirât sur les hauteurs de Saint-Cloud au camp de César, pour y être joints par l'armée des côtes de l'océan; d'autres proposaient qu'on envoyât des députations aux quarante-huit sections, pour leur faire diverses propositions. Pendant ces vaines discussions, un nommé Lafond déboucha sur le Pont-Neuf, venant de la section Lepelletier, à deux heures après-midi, à la tête de trois ou quatre bataillons dans le temps qu'une autre colonne de même force venait de l'Odéon à sa rencontre. Ces colonnes se réunirent sur la place Dauphine. Le général Cartaux, qui était placé au Pont-Neuf avec 400 hommes et quatre pièces de canon, ayant l'ordre de défendre les deux côtés du pont, quitta son poste et se re- sous les guichets du Louvre. En même ps un bataillon de garde nationale occupa ardin des Infants. Il se disait fidèle à la ution, et pourtant saisissait ce poste sans ; d'un autre côté, Saint-Roch, le Théâtre- is et l'hôtel de Noailles, étaient occupés ces par les gardes nationales. Les postes

conventionnels n'en étaient séparés que de douze à quinze pas. Les sectionnaires envoyaient des femmes pour corrompre les soldats; les chefs mêmes se présentèrent plusieurs fois sans armes et les chapeaux en l'air, pour fraterniser, disaient-ils!!

§. V.

Les affaires empiraientd'une manière étrange; Danican, général des sections, envoya un parlementaire sommer la convention d'éloigner les troupes qui menaçaient le peuple et de désarmer les terroristes. Ce parlementaire traversa, à trois heures après midi, les postes, les yeux bandés, avec toutes les formes de la guerre; il fut introduit ainsi au milieu du comité des quarante qu'il émut beaucoup par ses menaces; mais il n'obtint rien. La nuit approchait, les sectionnaires en auraient profité pour se faufiler de maison en maison jusqu'aux Tuileries déjà étroitement bloquées: à peu près à la même heure, Napoléon fit apporter dans la salle de la convention huit cents fusils, des gibernes et des cartouches pour armer les conventionnels eux-mêmes et les bureaux, comme corps de réserve; cette mesure en alarma plusieurs qui comprirent alors la grandeur du danger. Enfin, à quatre heures un quart des coups de fusil, furent tirés de l'hôtel de Noailles, des balles tombèrent sur le perron des Tuileries et blessèrent une femme qui entrait dans le jardin. Au moment même la colonne de Lafond déboucha par le *quai Voltaire*, marchant sur le pont-

royal en battant la charge; alors des batteri
tirèrent; une pièce de 8 au cul-de-sac Da
phin commença le feu et servit de signal. Apr
plusieurs décharges Saint-Roch fut enlevé. L
colonne Lafond, prise en tête et en écharpe pa
l'artillerie, placée sur le quai à la hauteur d
guichet du Louvre et à la tête du pont-royal
fut mise en déroute; la rue Saint-Honoré, l
rue Saint-Florentin et les lieux adjacents furen
balayés. Une centaine d'hommes essayèrent d
résister au Théâtre de la république, quelqu
obus les délogèrent; à six heures du soir to
était fini. Si l'on entendit de loin en loin que
ques coups de canon pendant la nuit, ce f
pour empêcher les barricades que quelques h
bitants avaient cherché à établir avec des to
neaux. Il y eut environ 200 tués ou blessés d
côté des sectionnaires et presque autant du cô
des conventionnels, la plus grande partie d
ceux-ci aux portes de Saint-Roch. Trois repr
sentants Fréron, Louvet et Sièyes, montrèrer
de la résolution; la section des Quinze-Vingt
faubourg Saint-Antoine, est la seule qui a
fourni 250 hommes à la convention, tant s
dernières oscillations politiques lui avaient i
disposé le peuple. Toutefois, si les faubourg
ne se levèrent pas en sa faveur, ils n'agire
pas non plus contre elle. La force de l'armé
de la convention était de 8,500 hommes, en
comprenant les représentants eux-mêmes.

Il existait encore des rassemblements da
la section Lepelletier. Le 14 au matin, des c
lonnes débouchèrent contre eux par les bo
levards, la rue de Richelieu et le Palais-Roya
des canons avaient été placés aux principal

avenues, les sectionnaires furent promptement délogés et le reste de la journée fut employé à parcourir la ville, à visiter les chefs-lieux de section, ramasser les armes et lire des proclamations; le soir, tout était rentré dans l'ordre et Paris se trouvait parfaitement tranquille. Lorsque après ce grand événement, les officiers de l'armée de l'intérieur furent présentés en corps à la convention, elle nomma par acclamation Napoléon général en chef de l'armée de l'intérieur, Barras ne pouvant cumuler plus long-temps le titre de représentant avec des fonctions militaires. Le général Menou fut traduit à un conseil de guerre; les comités voulaient sa mort, Le général en chef le sauva en disant aux juges que si Menou méritait la mort, les trois représentants qui avaient dirigé les opérations et parlementé avec les sectionnaires, la méritaient aussi; que la convention n'avait qu'à mettre en jugement les trois députés, et qu'alors on condamnerait Menou; l'esprit de corps fut plus puissant que la voix des ennemis de ce général; il fut acquitté. La commission condamna plusieurs individus à mort par contumace entres autres Vaublanc; Lafond fut seul exécuté. Ce jeune homme avait montré beaucoup de courage dans l'action; la tête de sa colonne sur le Pont-Royal se reforma trois fois sous la mitraille, avant de se disperser tout-à-fait. C'était un émigré, il n'y eût pas moyen de le sauver, quelque désir qu'en eussent les officiers; l'imprudence de ses réponses déjoua constamment leurs bonnes intentions. Il est faux qu'on ait fait tirer à *poudre au commencement* de l'ac-

tion; cela n'eût servi qu'à enhardir les sectionnaires et à compromettre les troupes; mais il est vrai que le combat une fois engagé, le succès n'étant plus douteux, alors, en effet, on ne tira plus qu'à poudre.

§. VI.

Après le 13 vendémiaire, Napoléon eut à réorganiser la garde nationale, qui était un objet de la plus haute importance, comptant alors 104 bataillons. Il forma en même temps la garde du directoire et réorganisa celle du corps législatif. Ces mêmes éléments se trouvèrent précisément, dans la suite, une des causes de son succès, à la fameuse journée du 18 brumaire. Il avait laissé de tels souvenirs parmi ces corps, qu'à son retour d'Égypte, bien que le directoire eût recommandé à sa garde de ne point lui rendre d'honneurs militaires, il ne put l'obtenir et empêcher de battre au champ dès qu'il paraissait.

Le peu de mois qu'il commanda l'armée de l'intérieur se trouvèrent remplis de difficultés et d'embarras, attachés à l'installation d'un gouvernement nonveau, dont les membres étaient divisés entre aux, et souvent en opposition avec les conseils; cette fermentation sourde parmi les anciens sectionnaires, qui étaient encore puissants dans Paris, la turbulence active des jacobins, qui s'étaient réunis en assemblée patriotique sous le nom de société du Panthéon, les agents des étrangers qui fomentaient partout la discorde, le discrédit des finances et du papier mon-

monnaie qui mécontentait les troupes à l'extrême; mais plus que tout cela encore, l'horrible famine qui, à cette époque, désola la capitale, dix ou douze fois les faibles distributions journalières, que le gouvernement faisait, manquèrent. Il fallait une activité, une dextérité peu communes pour surmonter tant d'obstacles et maintenir le calme dans la capitale en dépit de circonstances si fâcheuses et si graves. La société du Panthéon donnait chaque jour plus d'inquiétudes au gouvernement; la police n'osait aborder cette société de front; le général en chef fit mettre le scellé sur le lieu où elle tenait ses séances; les membres ne bougèrent plus, tant qu'il demeura présent; ce ne fut qu'après son départ, qu'ils parurent sous l'influence de Babœuf, Antonelle et autres, et éclatèrent au camp de Grenelle. Il eut souvent à haranguer à la halle, dans les rues, aux sections et dans les faubourgs; et une remarque curieuse, c'est que de toutes les parties de la capitale, le faubourg Saint-Antoine est celui qu'il a toujours trouvé le plus facile à entendre raison et à recevoir des impulsions généreuses.

Ce fut pendant qu'il commandait à Paris, que Napoléon fit la connaissance de madame de Beauharnais. On avait exécuté le désarmement général. Il se présenta à l'état-major un jeune homme de dix ou douze ans, qui vint le supplier de lui rendre l'épée de son père, qui avait été général de la république. Ce jeune homme était Eugène de Beauharnais, depuis vice-roi d'Italie. Napoléon, touché de la nature de sa demande et des grâces de son âge, lui accorda ce qu'il demandait; Eugène se mit à pleurer

en voyant l'épée de son père; le général e fut touché et lui témoigna tant de bienveillanc que madame de Beauharnais se crut obligé d se rendre chez lui le lendemain, pour lui e faire des remerciments. Chacun connait l grâce extrême de l'impératrice Joséphine, se manières douces et attrayantes. La connais sance devint bientôt intime et tendre, et il ne tardèrent pas à se marier.

On avait reproché à Schérer, commandan l'armée d'Italie, de ne pas avoir su profiter d la bataille de Loano: on était peu satisfait d sa conduite. Son quartier-général de Nic comptait beaucoup plus d'employés que de mi litaires. Il demandait sans cesse de l'argent pou solder ses troupes et réorganiser les différent services, ainsi que des chevaux pour remplace ceux qui étaient morts faute de fourrage. Le gouvernement ne pouvant donner ni l'un ni l'autre, faisait des réponses dilatoires, et l'amusait par de vaines promesses. Schérer s'en aperçut et fit connaître que si l'on tardait davantage, il serait obligé d'évacuer la rivière de Gênes, de revenir sur la Roya et peut-être de repasser le Var. Le directoire consulta le général de l'armée de l'intérieur qui lui remit un mémoire sur cet objet.

Un jeune homme de vingt-cinq ans ne pouvait rester plus long-temps à la tête de l'armée de Paris; le sentiment de ses talents et la confiance que l'armée d'Italie avait en lui, le désignèrent comme le seul capable de la tirer de la fâcheuse situation où elle se trouvait: tout cela décida le gouvernement à nommer Napo*léon général* en chef de l'armée d'Italie; il

ta Paris le 4 mars 1796. Le général Hatry, de soixante ans, employé à l'armée de Sam-et-Meuse, le remplaça à l'armée de Paris, avait perdu son importance depuis que la des subsistances était passée et que le vernement se trouvait assis.

§. VII.

Barras était officier au régiment de l'île-de nce à la révolution; il fut élu député à la vention nationale par son département, ce-du Var; après le 31 mai, il fut, ainsi que on, nommé commissaire en Provence, r de la guerre civile. De retour à Paris, il ta dans le parti thermidorien; menacé par espierre, ainsi que Tallien, ils se réunirent qui restait des amis de Danton, et firent urnée du 9 thermidor. Au moment de la e, la convention le nomma pour marcher commune qui s'était insurgée pour Robes-re, il réussit; cet événement lui donna une de célébrité. Les thermidoriens, après la te de Robespierre, devinrent les hommes la France. Le 12 vendémiaire, lors de l'ar-ation de Menou, les comités imaginèrent, r se défaire des trois commissaires près l'ar-de l'intérieur, de réunir dans sa personne pouvoirs des commissaires et ceux de com-dant de cette armée. Mais les circonstances ent trop graves pour lui; il n'avait point la guerre. Les événements de thermidor et endémiaire le portèrent au directoire. Il avait l'habitude du travail; cependant il fit mieux

que l'on ne s'y était attendu. On lui reprocha sa dépense, ses liaisons avec des hommes d'affaire, la fortune qu'il fit pendant les quatre ans qu'il fut en place, qu'il ne prenait pas la peine de dissimuler, ce qui contribua à la corruption de l'administration à cette époque. Barras était d'une haute stature; il parla quelquefois dans des moments d'orage, et sa voix couvrait alors toute la salle; ses facultés morales ne lui permettaient pas d'aller au-delà de quelques phrases; la passion avec laquelle il parlait l'aurait fait prendre pour un homme de résolution. En fructidor, il forma avec Rewbell et la Réveillère la majorité contre Carnot et Barthélemy. Après cette journée, il fut en apparence l'homme le plus considérable du directoire, mais en réalité c'était Rewbell qui faisait les affaires; il soutint toujours, depuis le 13 vendémiaire, en public, le rôle d'un ami chaud de Napoléon, quoiqu'ils fussent brouillés, Napoléon ayant amèrement critiqué les mesures qui suivirent le 18 fructidor, et spécialement la loi du 19. Il montra de la dextérité au 30 prairial, an VII, et ne partagea pas la disgrâce de ses collègues.

§. VIII.

La Réveillère-Lépeaux, député de Maine-et-Loire à la convention, fut un des soixante-treize arrêtés au 31 mai; bossu, de l'extérieur le plus désagréable qu'il soit possible, il avait le corps d'Ésope; il écrivait passablement; son *esprit était* de peu d'étendue; il n'avait ni l'ha-

des affaires, ni la connaissance des hom-
l fut alternativement dominé, selon les
, par Carnot et Rewbell; le jardin des
s et la théophilantropie faisaient toute
cupation; il était fanatique par tempé-
t, du reste, patriote, chaud et sincère,
a probe, bien intentionné; il entra pau-
directoire et en sortit pauvre. La nature
avait accordé que les qualités d'un ma-
subalterne.

§. IX.

wbell était un des meilleurs avocats de
r; il avait beaucoup de cet esprit qui ca-
ise un bon praticien; il prenait facilement
éventions contre les individus, croyait
la vertu, était d'un patriotisme assez
. Quoi que l'on en ait dit, il ne s'est
enrichi au directoire; il était, il est
environné de fournisseurs, mais par la
ire de son esprit, il se plaisait dans la
rsation d'hommes actifs et entreprenants;
issait de leurs flatteries sans leur faire
les complaisances qu'il avait pour eux;
t une haine particulière contre le système
nique et la noblesse immédiate de l'em-
ll a montré de l'énergie dans les assem-
soit avant soit après sa magistrature;
ait à faire; il avait été membre de la
tuante et de la convention; commissaire
ence pendant le siége, il ne fit pas ce
devait attendre de lui; il ne s'opposa
la reddition de la place qui pouvait

encore se défendre; il avait, comme les praticiens, un préjugé d'état contre les militaires, qu'il ne pouvait pas dissimuler.

§. X.

Carnot était entré très-jeune dans le génie; il soutint dans le corps le système de Montalembert; il passait pour original parmi ses camarades; il était chevalier de Saint-Louis lors la révolution qu'il embrassa chaudement; il fut nommé à la convention et membre du comité de salut public avec Robespierre, Barrère, Couton, Saint-Just, Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois; il montra constamment une grande exaltation contre les nobles, ce qui occasionna plusieurs quérelles singulières avec Robespierre qui, sur les derniers temps, en protégeait un grand nombre. Il était travailleur, sincère dans tout ce qu'il faisait, sans intrigue et facile à tromper. Il était près de Jourdan, comme commissaire de la convention au déblocus de Maubeuge; il y rendit des services importants. Au comité de salut public, il dirigea les opérations de la guerre, il y fut utile, sans mériter les éloges qu'on lui a donnés. Il n'avait aucune expérience de la guerre; ses idées étaient fausses sur toutes les parties de l'art militaire, même sur l'attaque et la défense des places et sur les principes des fortifications qu'il avait étudiés dès son enfance. Il a imprimé sur ces matières des ouvrages qui ne peuvent être avoués que par un homme qui n'a aucune pratique de la guerre; il montra du courage moral. Après ther-

*lors*que la convention mit en arrestation

les membres du comité de salut public, té lui, il voulut partager leur sort. Cette ite fut d'autant plus noble, que l'opinion que était violemment prononcée contre mité, et qu'effectivement Collot-d'Herbois llaud-Varennes, avec qui il voulait s'asso- étaient des hommes affreux. Il fut nommé bre du directoire après vendémiaire; mais s le 9 thermidor, il avait l'ame déchirée s reproches de l'opinion publique qui at- it au comité tout le sang qui avait coulé s échafauds; il sentit le besoin de plaire: laissa entraîner par les meneurs du parti tranger; alors il fut porté aux nues, mais mérita pas les éloges des ennemis de la e; il se trouva placé dans une fausse po- et succomba au 18 fructidor. Après le 18 aire, il fut rappelé et mis au ministère guerre par le premier consul; il y montra le talents, et eut avec le ministre des finan- t le directeur du trésor, Dufresne, beau- de querelles dans lesquelles il avait le plus nt tort; enfin il quitta le ministère, per- é qu'il ne pouvait plus aller faute d'argent. bre du tribunat, il vota et parla contre pire; mais sa conduite toujours droite ne a point d'ombrage au gouvernement. L'em- ur lui accorda une retraite de 20,000 francs; que les choses prospérèrent, il ne dit mot et t dans son cabinet; mais après la campagne ussie, lors des malheurs de la France, il nda du service; la ville d'Anvers lui fut ée; il s'y comporta bien.

§. IX.

Letourneur, député du département de la Manche, avait été officier du génie. On a peine à expliquer comment il fut nommé au directoire; ce ne peut être que par une de ces bizarreries attachées aux grandes assemblées; il avait peu d'esprit, était d'un petit caractère. Il y avait à la convention cent députés qui valaient mieux que lui. Du reste, il était probe et honnête homme, et bien intentionné.

CHAPITRE IV.

DESCRIPTION DE L'ITALIE.

De l'Italie. — Des Alpes. — Des Appennins. — De la grande plaine d'Italie. — De la vallée du Pô et des vallées dont les eaux se jettent dans l'Adriatique, au nord et au sud du Pô. — Frontières de l'Italie du côté de terre. — Lignes qui couvrent la vallée du Pô. — Capitales de l'Italie. — Moyens maritimes de l'Italie. — Situation des diverses puissances de l'Italie, en 1796.

§. Ier.

L'ITALIE est environnée par les Alpes et par la mer. Ses limites naturelles sont déterminées avec autant de précision que si c'était une île. Elle est comprise entre le 36e et le 46e dégré de latitude; le 4e et le 16e de longitude de Paris; elle se divise naturellement en trois parties, la continentale, la presqu'île et les îles. La première est séparée de la seconde par l'isthme

de Parme. Si de Parme, comme centre, vous tracez une demi-circonférence du côté du nord avec un rayon égal à la distance de Parme aux bouches du Var, ou aux bouches de l'Isonzo (60 lieues), vous aurez tracé le développement de la chaîne supérieure des Alpes qui sépare l'Italie du continent. Ce demi-cercle forme le territoire de la partie dite continentale, dont la surface est de cinq mille lieues carrées. La presqu'île est un trapèze compris entre la partie continentale au nord, la Méditerranée à l'ouest, l'Adriatique a l'est, la mer d'Ionie au sud; dont les deux côtés latéraux ont deux cents à deux cent dix lieues de longueur, et les deux autres côtés de soixante à quatre-vingts lieues. La surface de ce trapèze est de six mille lieues carrées. La troisième partie ou les îles, savoir: la Sicile, la Sardaigne, la Corse qui, géographiquement, appartient plus à l'Italie qu'à la France, forme une surface de quatre mille lieues carrées, ce qui porte à quinze mille lieues carrées la surface de toute l'Italie. On a considéré ici les limites naturelles sans entrer dans aucune division politique. Ainsi on n'a compris ni la Savoie qui est au-delà des Alpes, ni la Dalmatie, ni l'Istrie, et l'on a compris la partie des baillages suisses, italiens, qui sont en-deça des Alpes, et toute la partie du Tyrol qui verse ses eaux dans l'Adige, et est en-deça du Brenner; tout cela d'ailleurs forme peu de changement. Du côté de l'est, on a placé la borne à l'Isonzo, quoique la division naturelle des montagnes passerait entre Laybach et l'Isonzo, comprendrait une partie de la Carniole et de l'Istrie, et joindrait l'Adriatique à Fiume. Mais à l'Isonzo

es montagnes des Alpes s'abaissent et devien-ent d'une moindre considération.

L'Italie n'a que cent cinquante lieues de rontières avec le continent de l'Europe, et ces ent cinquante lieues sont fortifiées par la plus orte barrière que l'on puisse apposer aux ommes, les plus hautes montagnes de l'Eu-ope, que défendent des neiges éternelles et des oches escarpées. La population de la conti-entale est de 7,000,000 d'ames; celle de la pres-qu'île de 8,000,000; et celle des îles est 2,300,000. La population totale de l'Italie est de 17 à 18 mil-ons d'habitants. Les anciens divisaient l'Italie en rois parties: la Gaule cisalpine, qui comprenait oute la partie continentale; elle était bornée ar le Rubicon du côté de l'est, et par la Magra u côté de l'ouest. L'Italie, proprement dite, ui contenait la Toscane, les états romains et ne partie du royaume de Naples. Enfin la Grande-Grèce, ou la partie méridionale de la presqu'île. La première partie a été habitée par es Gaulois: ceux d'Autun ont fondé Milan six ents ans avant Jésus-Christ; ceux de la Loire, Crémone et Mantoue. La deuxième partie était abité par les Italiens proprement dits, et la roisième par les colonies grecques; sous Au-uste, on comptait 4,600,000 citoyens romains abitants de l'Italie.

§. II.

Les Alpes sont les plus grandes montagnes e l'Europe; elles séparent l'Italie du continent. Grand nombre de cols les traversent. Cepen-

dant un petit nombre sont seuls pratiqués par les armées, les voyageurs et le commerce. A quatorze cents toises d'élévation, on ne trouve plus de trace de végétation; à une plus grande élévation les hommes respirent et vivent péniblement; au-dessus de seize cents toises, sont les glaciers et les montagnes de neiges éternelles d'où sortent des rivières dans toutes les directions, qui se rendent dans le Pô, le Rhône, le Rhin, le Danube ou l'Adriatique. La partie des Alpes qui verse ses eaux dans le Pô et l'Adriatique appartient à l'Italie; celle qui les verse dans le Rhône appartient à la France; celle qui les verse dans le Rhin et le Danube appartient à l'Allemagne. Le Rhône reçoit les eaux de tous les versants des Alpes du côté de la France et de la Suisse, depuis le Saint-Gotthard jusqu'au col d'Argentières, et les porte dans la Méditerranée. Lacagna et l'Arce, qui s'y jettent près d'Hyères, ne prennent pas leurs sources dans les Alpes, mais dans les collines de la Provence. Toutes les eaux des Alpes sont arrêtées par la Durance et ses affluents, qui se jettent dans le Rhône.

La Suisse est tout entière dans les Alpes, entre le Rhin, le Rhône et le Jura; c'est une surface de deux mille sixcents lieues couverte de grandes montagnes, remplie de lacs et de vallées, dont les deux principales sont celles de l'Aar et de la Limmat. Les eaux de la Suisse coulent dans le Rhin ou le Rhône, aucune d'elles dans le Danube. La Suisse est séparée de la vallée du Pô par deux chaînes, celle qui sépare la vallée du Pô de la vallée du Rhône,

qui est la haute chaîne, et celle qui sépare cette dernière de la vallée du Rhin.

Les eaux des Alpes cadoriques, juliennes et noriques coulent dans le Danube, soit par des vallées perpendiculaires, telles que celles de l'Ill, du Lech, de l'Iser, de l'Inn et de l'Ens, soit par des vallées transversales: après avoir coulé parallèlement au Danube, elles finissent par s'y jeter, telles que la Drave et la Muer; il s'ensuit que les plaines de l'Allemagne sont séparées des plaines de l'Italie, ou la vallée du Danube de la vallée du Pô, 1° par les hautes chaînes des Alpes qui dominent l'Italie et d'où s'écoulent les eaux qui coulent d'un côté dans le Pô et l'Adriatique, et de l'autre dans la Drave; 2° par la chaîne qui sépare la vallée de la Drave de la vallée de la Muer; 3° par la chaîne qui sépare la vallée de la Muer de la vallée du Danube.

Toutes les vallées tombent perpendiculairement du sommet des Alpes dans le Pô ou l'Adriatique, et sans qu'il y ait aucune vallée transversale ou parallèle; d'où il résulte que les Alpes du côté de l'Italie forment un amphithéâtre qui se termine à la chaîne supérieure. En gardant le débouché de toutes ces vallées on garde toute la frontière. Le mont qui domine le col de Tende est élevé de quatorze cents toises; le Mont-Viso de quinze cent quarante-cinq toises, le Mont-Genèvre de dix-sept cents toises; le pic de Gletscherberg sur le Saint-Gotthard de dix-neuf cents toises et le mont Brenner de douze cent cinquante toises. Ces sommités dominent la demi-circonférence de la haute chaîne des Alpes, et vues de

près, elles se présentent comme des géants de glace placés pour défendre l'entrée de cette belle contrée.

Les Alpes se divisent en Alpes maritimes, cottiennes, grecques, pennines, rhétiennes, cadoriennes, cadoriques, noriques, juliennes. Les Alpes maritimes séparent la vallée du Pô de la mer. C'est une deuxième barrière de ce côté; le Var et les Alpes cottiennes et grecques séparent l'Italie de la France; les Alpes pennines de la Suisse; les Alpes rhétiennes du Tyrol; les Alpes cadoriennes et juliennes de l'Autriche. Les Alpes noriques sont une seconde ligne et dominent la Drave et la Muer.

Les Alpes maritimes commencent au Mont-Ariol, à huit lieues de la Méditerranée près de Savone; elles longent parallèlement la mer jusqu'au col d'Argentières où commencent les Alpes cottiennes. Le comté de Nice est assis sur leur revers du côté de la mer. Leurs cols principaux et les plus fréquentés sont le col Ardente et le col de Tende. Ce dernier est élevé de huit cent quatre-vingt-dix-sept toises au-dessus de la mer. Les torrents qui découlent des Alpes maritimes sont l'Aroscica qui descend de Monte-Grande, et se jette dans la mer près d'Albenga; la Taggia qui descend du col Ardente et a son embouchure près de San-Remo; la Roya qui descend du col de Tende et finit à Ventimille, après douze lieues de cours; et le Var qui descend du Mont-Pélouse, près le col d'Argentières, serpente vingt-deux lieues et arrive à la mer entre Nice et Antibes, formant la limite de la France et de l'Italie. Les cols d'Argentières, du Mont-Genèvre, du Mont-

Cénis, sont dans les Alpes cottiennes; celui du petit Saint-Bernard, dans les Alpes grecques; ceux du grand Saint-Bernard, du Simplon, du Saint-Gotthard, dans les Alpes pennines; le Splugen, le Brenner, dans les Alpes rhétiennes; Tarvis, dans les Alpes carniques, qu'on appelle aussi Alpes juliennes.

Le Mont-Blanc est le point le plus élevé; il domine toute l'Europe. De ce point central, les Alpes vont toujours en diminuant d'élévation, soit du côté de l'Adriatique, soit du côté de la Méditerranée. Dans le système de montagnes qui dominent le Mont-Viso, prennent leurs sources: le Var qui se jette dans la Méditerranée; la Durance qui se jette dans le Rhône, et le Pô qui traverse toutes les plaines de l'Italie en recueillant toutes les eaux de cette pente des Alpes et d'une portion de l'Apennin; dans le système de montagnes qui dominent le Saint-Gotthard, prennet leurs sources: le Rhin, le Rhône, l'Inn un des plus gros affluents du Danube, et le Tésin un des plus gros affluents du Pô. Dans le système de montagnes qui dominent le mont Brenner, prennent leurs sources: l'Adda qui se jette dans le Pô, et l'Adige qui va à l'Adriatique. Enfin dans les Alpes cadoriennes, la Piave, le Tagliamento et l'Isonzo, la Brenta et la Livenza ont leurs sources au pied de ces montagnes. Le Pô, le Rhône et le Rhin ont cent vingt à deux cents lieues de cours; ce sont, pour la largeur, la profondeur et la rapidité de leurs eaux, de très-gros fleuves; mais le Danube qui a cinq cent cinquante-cinq lieues de cours, et reçoit *cent vingt rivières navigables*, est le pre-

mier fleuve de l'Europe. Le Nil en Afrique est plus considérable encore. Il a huit cents lieues de cours.

§. III.

Les Apennins sont des montagnes du second ordre beaucoup inférieures aux Alpes; ils traversent l'Italie et séparent les eaux qui se jettent dans l'Adriatique, de celles qui se jettent dans la Méditerranée. Ils commencent où finissent les Alpes, aux collines de Saint-Jacques, près du Mont-Ariol, le dernier des Alpes. Saint-Jacques et le col de Cadibone, près de Savone, sont plus bas encore, de sorte que ce point est à la fois la partie la plus basse des Alpes, et la partie la plus basse des Apennins. Depuis le premier col, celui de Cadibonne, les Apennins vont toujours en s'élevant par un mouvement inverse à celui des Alpes, jusqu'au centre de l'Italie. Ils se divisent en Apennins liguriens, Apennins étrusques, Apennins romains, et Apennins napolitains.

Les Apennins liguriens commencent aux monts Saint-Jacques à la source de la Bormida, près Savone; ils finissent au mont Saint-Pellegrino sur les confins de la Toscane. Ils ont cinquante lieues: ils séparent les états de Gênes du Montferrat et du duché de Parme. La crête supérieure est éloignée de trois à douze lieues de la mer, et de douze à vingt du Pô. Le mont Saint-Pellegrino s'élève a huit cents toises au-dessus de la mer. Les eaux des Apennins liguriens descendent d'un côté dans la Méditer-

ranée

par des torrents extrêmement rapides, forment un grand nombre de petites val- et de l'autre côté dans la vallée du Pô les torrents dont la rapidité est moindre. eux qui vont à la Méditerranée, la Magra plus considérable; il s'y jette près de ezia, et a douze lieues de cours. Lors campagne de 1796, il n'y avait, pour sui- bord de la mer, aucun chemin praticable tillerie; pour se rendre de Nice à Gênes, it obligé de transporter les pièces sur af- le montagnes, et lors de l'ouverture de mpagne, les équipages durent arriver par à Savone, d'où ils pénétrèrent en Italie e col de Cadibone qu'on rendit facile- praticable aux voitures. Il n'y avait alors ne seule chaussée qui permît de se rendre mer dans l'intérieur de l'Italie: c'était de Gênes, dite de la Bocchetta. Mais en le chemin de Nice à Gênes, appelé che- de la Corniche, était ouvert pendant e lieues; il permet aux voituriers une fa- communication entre ces deux villes. La ssée de Savone à Alexandrie par Cadi- , et celle de la Spezia à Parme, ont ouvert autres débouchés des ports de Savone et Spezia au Pô; Savone est à vingt lieues ô, Gênes à quinze, et la Spezia à vingt- e.

es Apennins étrusques commencent à la agne de Saint-Pellegrino et se terminent ont-Cornaro; ils ont trente lieues d'éten- ils s'élèvent graduellement et s'approchent Adriatique. Le Mont-Cornaro est à dix de Rimini, port de l'Adriatique, et à

quarante lieues d'Orbitello, port de la Méditerranée. Ces montagnes séparent la Toscane des duchés de Parme et de Modène, des légations de Bologne et de la Romagne. L'Arno et l'Ombrone sont les principales rivières qui coulent du haut de ces montagnes dans la Méditerranée. Elles ne coulent pas perpendiculairement à la mer, elles serpentent et sont considérables; de l'autre côté, les eaux se versent dans l'Adriatique par des torrents rapides et de peu de cours. Lors de la campagne d'Italie, en 1796, il y avait deux chaussées qui traversaient les Apennins et communiquaient de la Méditerranée à l'Adriatique: celle de Modène, appelée la Grafignana, débouchait sur Lucques et traversait le Mont-Cimone, élevé de mille toises au-dessus de la mer. En 1812, on avait tracé et commencé les travaux d'une chaussée de Florence à Rimini.

Les Apennins romains commencent au Mont-Cornaro et se terminent au Mont-Vellino; leur étendue est de soixante lieues; ils partagent la péninsule par le milieu entre les deux mers. Leur distance n'en est jamais de plus de douze à quinze lieues, la presqu'île en ayant alors trente de large. Le Mont-Vellino est le point le plus élevé des Apennins, il a treize cents toises au-dessus de la mer. Arrivés à ce point, les Apennins vont en baissant jusqu'à l'extrémité du royaume de Naples; ce mont est couvert de neige tout l'été. Ainsi dans l'espace de cent trente lieues, depuis le col de Cadibone, les Apennins se sont élevés progressivement jusqu'à treize cents toises. Le Mont-Vellino est ...nt culminant et central de la presqu'île

talie. Il est situé à dix-huit lieues de Rome, dix-huit lieues de Pescara, point opposé Adriatique. Le mont Saint-Genèvre, [illegible] e, a six cents soixante-quinze toises d[illegible] n; le mont Reticosa quatre cent cin[illegible]tecinq toises. Des eaux des Apennins, [illegible]ins qui coulent dans la Méditerranée, la [illegible]cipale rivière est le Tibre, qui reçoit [illegible]nte-deux torrents, et dont le cours est [illegible]inquante lieues. Il serpente parallèle[illegible]t aux Apennins et prend sa source sur [illegible]ommet des Apennins étrusques. Les [illegible]nins romains versent leurs eaux dans [illegible]iatique par de petites vallées perpendi[illegible]ires à la mer. Trois chaussées traversent Apennins romains et communiquent de Méditerranée à l'Adriatique: 1° celle de [illegible]o à Perrugia et Rome; 2° celle d'Ancône [illegible]oligno, à Spoleto et à Rome; 3° celle de [illegible]cara à Terni et à Rome.

Les Apennins napolitains ou du Vésuve cou[illegible]t soixante-dix lieues entre l'Adriatique et la [illegible]diterranée et partagent presque également [illegible]presqu'île depuis le Mont-Vellino jusqu'au [illegible]nt-Caruso. Le Vésuve à cinq cent quatre[illegible]t-quatre toises. Ces montagnes vont tou[illegible]n en s'abaissant. La crête supérieure des [illegible]nins napolitains passe à quinze lieues [illegible]Naples et à dix-huit de l'Adriatique. Les [illegible]es serpentent; les principales rivières sont [illegible]ecco et le Volturno. Depuis le Mont-Caruso, [illegible]Apennins se divisent en deux branches; [illegible]e entre en Calabre, et les eaux de leurs som[illegible]s coulent d'un côté dans la Méditerranée et [illegible]autre dans le golfe de Tarente. La sommité

de cette chaîne s'approche de la Méditerranée et vient mourir près de Reggio, après avoir parcouru un espace de cinquante lieues. L'autre branche entre dans les pays de Bari et d'Otrante, elle sépare les eaux qui coulent dans l'Adriatique de celles qui coulent dans le golfe de Tarente, et parcourt trente lieues. Toutes ces montagnes suivent la loi constante et vont toujours en s'abaissant; ainsi on peut parcourir pendant l'espace de deux cent quatre-vingts lieues la crête supérieure des Apennins, depuis Cadibone jusqu'à la mer de Sicile. Ceci est le tracé de la chaîne supérieure des Apennins, ou pentes qui versent les eaux d'un côté dans la Méditerranée, et de l'autre dans l'Adriatique. Différentes ramifications courent et rencontrent les deux mers, mais elles sont toutes subordonnés à la chaîne principale.

§. IV.

La grande plaine de l'Italie septentrionale est comprise entre les Alpes, les Apennins et l'Adriatique. Elle est composée de la vallée du Pô et des vallées qui débouchent dans l'Adriatique au nord et au midi du Pô. Les eaux de toutes ces vallées communiquent ou peuvent communiquer entre elles. Cette plaine comprend de Piémont, la Lombardie, les duchés de Parme et de Modène, les légations de Bologne, Ferrare et la Romagne et tous les états de la république de Venise. Elle est une des plus riches du monde; couverte de grandes et nombreuses villes, elle nourrit une population de six millions d'habitants.

Pô, appelé Éridan par les Grecs, est
er par le grand nombre de rivières dont
it les eaux. Sur la rive gauche, toutes
qui tombent de la crête des Alpes rhé-
s, pennines et cottiennes; sur la rive
toutes celles qui coulent des Alpes ma-
s et des Apennins liguriens. A Turin la
qui prend sa source au Mont-Genèvre;
asso, la Dora-Baltea qui descend du
aint-Bernard; entre Casal et Valenza, la
ui descend du Simplon; à Pavie, le Té-
i sort du Saint-Gothard; entre Plaisance
mone, l'Adda qui descend du Brenner;
e Borgo-Forte, l'Oglio; un peu plus loin,
cio. Sur la rive droite, il reçoit le Ta-
ui prend sa source au col de Tende et
ant d'arriver près de Bassignana entre
a et Alexandrie a reçu la Stura, qui des-
du col d'Argentières, et la Bormida qui
d des hauteurs de Bardinetto et de Saint-
es; il reçoit au-dessus de Castel-Novo la
a qui descend du col de la Borghetta;
e Plaisance, la Trébia qui prend sa source
de Toriglio à trois lieues de Gênes; près
orno, le Tarro; près de Guastala, le Gros-
près de la Mirandola, le Panaro; vis-à-vis
ue, la Secchia; près de Ferrare, le Reno;
s qui toutes ont leurs sources dans les
ins liguriens. Le Pô se jette dans l'Adria-
par sept bouches à dix lieues de Ferrare, à
eues de Venise, à deux lieues des bouches
dige, à huit lieues de Ravennes; il a cent
à cent trente-cinq lieues de cours; sa
r est de cent trente toises vis-à-vis Turin,
ux *cents toises vis-à-vis* Plaisance, de

trois cents toises à Borgo-Forte, de six cents toises à Ponte-de-Lagoscuro, vis-à-vis Ferrare. Élevé au-dessus du sol, sa pente est d'un pied sur mille toises. Il est encaissé par des digues qui, à certains endroits, ont jusqu'à trente pieds d'élévation: cette belle plaine qu'il traverse est menacée comme la Hollande d'être submergée par ses eaux. Les rivières qui entrent dans le Pô par la rive droite, surtout depuis le Tarro, y causent de fréquentes inondations, et occasionnent grand nombre d'accidents et de désordres, ce qui donne lieu à de grandes questions d'hydraulique, et a rendu les ingénieurs italiens plus experts dans cette science que tous les autres savants de l'Europe. Le système des eaux a souvent donné lieu à des guerres entre Parme, Modène, Bologne et Ferrare. Lorsque les eaux du Pô s'élèvent rapidement à plus de trois pieds de leur niveau ordinaire, des populations toutes entières se portent sur les digues pour veiller à leur conservation. Ces alertes ont souvent lieu deux ou trois fois par année, et parfois plusieurs années se passent sans qu'il y en ait. Les affluents des deux rives du Pô diffèrent en ce que ceux de la rive gauche sont des rivières, et ceux de la rive droite des torrents, parce que ceux de la rive gauche descendent des Alpes, où il y a des glaciers, et dès-lors qu'ils ne tarissent jamais, et que ceux de la rive droite descendent des Apennins, montagnes du second ordre très-inclinées, d'où les eaux coulent rapidement pendant la saison des pluies.

Les rivières au nord du Pô, qui se jettent dans l'Adriatique, sont: l'Adige, qui prend sa

urce au pied du Brenner; la Brenta, qui
nd sa source dans les derniers mamelons
s Alpes, du côté de Trente; la Piave, la Lia-
na et le Tagliamento, qui prennent leurs
urces dans les Alpes cadoriennes, et enfin
enzo, qui prend sa source au pied du col de
rvis. Toutes ces rivières se jettent dans l'A-
iatique ou dans les lagunes de Venise.
dige seule demeure constamment une ri-
re, tandis que les autres sont des torrens.

Les vallées du midi du Pô comprennent ensuite
ivement du nord au midi: le Senio, le
nco, el Savio, le Luxo ou Rubicon, et for-
nt dans leur réunion les provinces de la Ro-
gne. Ces torrents de peu d'importance sont
ables presque toute l'année, hormis la sai-
n des grandes eaux: ils prennent leurs
urces dans les Apennins étrusques, et se
ent dans l'Adriatique aux environs de
gnano, Bavenne, Faenza, Césène et Ri-
ni. Tous les lacs du Comacchio, sur la
e droite du Pô, sont des déversements et
ations du Pô, dont les eaux s'étendent
qu'à Ravenne.

§. V.

La France borne l'Italie depuis l'embouchure
Var sur la Méditerranée jusqu'au petit
nt-Bernard. Depuis le pied du Saint-Bernard
côté de la France, au village de Scez, jus-
à la vallée de Barcelonnette, il y a trente
es; du côté de l'Italie il n'y en a que dix-
it, mesurées de la vallée d'Aoste à la vallée

de la Stura, vis-à-vis le col d'Argentière Mais de la Stura il faut franchir la hau chaîne des Alpes pour descendre dans comté de Nice et suivre les bords de la ri gauche du Var. Une armée qui, d'Itali franchit le Var, est entrée en France; ma une armée qui, de France, franchit le Va n'est pas entrée en Italie: elle n'est que s le revers des Alpes maritimes. Aussi lon temps qu'elle n'a pas franchi la haute cr des Alpes pour descendre en Italie: l'obstac reste tout entier.

Le Var est un torrent guéable une partie l'année. Il coule dans des montagnes où to les chemins sont impraticables à l'artilleri Une armée ne pourrait donc entrer en Itali en passant le Var, que par le bas de cette r vière pour s'emparer d'abord de Nice. Po que le Var fût une ligne de quelque consid ration, il faudrait un fort à l'embouchure, q barrât les eaux, détruisît les gués ou donn des inondations. Le Var passé, et l'arm maîtresse du comté de Nice, il faut pour e trer en Italie passer le col de Tende, ou co tinuer à longer la mer jusqu'à Oneille, po passer les Alpes à Ponte-di-Navo et gagner Tanaro, ou longer la mer jusqu'à Savone Gênes, pour les passer à Cadibone et à la Bo chetta. Pour s'opposer à tous ces projets, meilleure ligne à prendre est celle de la Roy la droite de cette ligne s'étend du col de Ten à Saorgio; le centre de Saorgio, à Briglio, et gauche, de Briglio à la mer. La place de Saorg et un petit fort sur les hauteurs de Briglio se viraient d'appui à cette ligne et garderaient

chaussée qui conduit à Tende. Cette ligne forcée, la rivière de Gênes en offre plusieurs autres, telles que les rameaux du Monte-Grande, qui couvrent San-Remo. Mais alors le col de Tende reste en-dehors de la ligne et doit être défendu par la place de Coni et par un corps placé en Piémont. La place de Gênes est importante comme point d'appui de cette frontière, et comme grand port maritime.

Si une armée française veut entrer en Italie par les Alpes cottiennes et grecques, elle doit passer par un des cinq cols, d'Argentières, élevé de neuf cents toises, de la Croix, du Mont-Genèvre, du Mont-Cénis, élevé de mille soixante toises, ou du petit Saint-Bernard, élevé de onze cent cinquante toises. Si cette crête supérieure appartient au roi d'Italie, des tours casematées doivent être construites sur les pitons pour protéger les petites places qui défendraient ces cols. Du col d'Argentières, une armée française doit déboucher dans les trois vallées de la Stura, de la Maira et de Blino; du col de la Croix, dans les vallées de Saint-Martin, de Pragelato; du col du Mont-Genèvre, dans les vallées de Pragelato et de Suze; du Mont-Cénis, dans la vallée de Suze; du petit Saint-Bernard, dans la vallée d'Aoste. Le roi de Sardaigne avait les forts de Démonte, Château-Dauphin, Exilles, Fenestrelles, la Brunette et de Bard, qui fermaient en seconde ligne tous ces débouchés, tout comme les places de Coni, d'Ormea, de Ceva, fermaient les débouchés des Alpes maritimes. Les frontières des états sont, ou des chaînes de montagnes, ou de grands fleuves, ou d'arides et grands déserts.

La France est ainsi défendue par le Rhin; l'Italie par la chaine des Alpes: l'Égypte par les déserts de la Libye, de la Nubie et de l'Arabie. De tous ces obstacles, les déserts sont sans doute les plus difficiles à franchir, les montagnes tiennent le second rang, les larges fleuves n'ont que le troisième.

Sur les frontières de la Suisse, quatre cols principaux servent de communication aux deux états: ceux du Saint-Bernard, élevé de douze cent quarante toises, du Simplon, élevé de mille cinquante toises, du Saint-Gothard, élevé de mille soixante toises, et du Splugen, élevé de neuf cent quatre-vingt huit toises. Le Simplon débouche sur la rive droite du lac Majeur et du Tésin. De Domo-d'Ossola au lac Majeur, il est plusieurs positions faciles à fortifier, entre autres le château d'Arona: le Tésin forme une dernière ligne contre les agressions de la France, et aussi contre une armée qui déboucherait par le Simplon; la droite s'appuie au lac Majeur et aux montagnes, la gauche au Pô et aux défilés de la Stradella, qui communiquent sans interruption avec l'Apennin ligurien. Le Tésin est rapide, large; le pont de Pavie, retranché et bien gardé, et un bon fort au défilé de la Stradella, couvriraient l'Italie du côté de la France. Le col du Saint-Gothard est impraticable à l'artillerie. Du Saint-Gothard au lac de Lugano, et entre les lacs Majeur et de Como, il est un grand nombre de positions qui offrent de bonnes lignes, et où quelques forts de peu de valeur seraient d'un grand effet; ils ont jadis *existé*. Dans tous les cas, on doit être maître

par des barques armées de tous les lacs. Le quatrième col, celui du Splugen, débouche dans la Valteline; la Valteline appartient, sans doute géographiquement, à l'Italie; ses eaux appartenant à la vallée du Pô où elles coulent par l'Adda; l'Adda forme le lac de Como, mais ce lac est environné de montagnes impraticables, comme toutes celles du Bergamasque et du Brescian.

Du côté de l'Autriche, l'Italie confine avec le Tyrol, la Carinthie et la Carniole; cette frontière est la plus faible; elle est aussi la plus étendue. Du côté du Tyrol est le col du Brenner, élevé de sept cent trente toises, qui conduit à Trente. De Trente, trois chaussées débouchent en Italie, une sur la Chièse, le lac d'Idro, et arrive sur Brescia; la place de la Rocca-d'Anfo la ferme parfaitement: l'autre longe la rive gauche de l'Adige, et débouche sur Vérone; l'Adige sert de ligne contre ce débouché: la troisième suit la Brenta, et débouche à Bassano, sur la rive gauche de la Brenta. Du côté de la Carinthie est le col de Tarvis; enfin, du côté de la Carniole, se trouve la ligne de l'Isonzo.

En 1796, on pouvait de la France traverser les Alpes pour entrer en Italie, 1° par la chaussée du col de Tende; on trouvait à son débouché la place forte de Coni; 2° par le col d'Argentières, mais aucun chemin n'était praticable pour l'artillerie; la position du pas de Suze et le fort Demonte défendaient la vallée de la Stura; 3° de Grenoble et de Briançon, par le Mont-Genèvre, mais ce chemin était impraticable à l'artillerie, *et à son* débouché en Pié-

mont étaient Fenestrelles et Exilles; 4° par la Savoie, Chambéry et le Mont-Cénis, mais de Lansbourg à la Novalèse les routes étaient impraticables aux voitures, et la vallée était fermée par les forteresses de Suze et de la Brunette; 5° par la Tarentaise, on arrivait au pied du petit Saint-Bernard; 6° par le Valais, à celui du grand Saint-Bernard; mais le passage de ces deux montagnes n'était pas praticable aux voitures et le fort de Bard qui fermait la vallée, interceptait le passage dans la plaine; 7° par le Valais une route arrivait jusqu'à Brig, où elle cessait d'être praticable aux charrois: le passage du Simplon n'était pas possible, non plus que celui du Saint-Gothard, ni du Splugen. En 1812, toutes ces forteresses étaient démolies, Coni, le Demonte, la Brunette, Suze, Bard, Exilles et quatre grandes chaussées avaient ouvert les Alpes à toute espèce de voitures, sans qu'elles fussent même obligées d'enrayer: savoir celle de la Corniche, du Mont-Genèvre, du Mont-Cénis, du Simplon; ces chaussées, qui ont coûté tant de millions et d'années de travaux, sont considérées comme les plus beaux ouvrages de ce genre qui soient sortis de la main des hommes.

Les lignes qu'une armée italienne ou française doit prendre pour s'opposer à une invasion du côté de l'Allemagne, sont celles qui suivent la rive droite des rivières qui se jettent dans l'Adriatique, au nord du Pô; ces lignes couvrent toute la vallée du Pô, et dès-lors ferment la péninsule, et couvrent la haute, moyenne et basse Italie. Ce sont les meilleures lignes de défense: celles qui suivent les rivières qui se jettent dans le Pô, coupent la

vallée du Pô, découvrent la moyenne et la basse Italie, et dès-lors nécessitent deux armées manœuvrant sur les deux rives du Pô.

Les lignes de défense qui couvrent la vallée du Pô, sont celles de l'Isonzo, du Tagliamento, de la Livenza, de la Piave, de la Brenta et de l'Adige. La ligne de l'Isonzo couvre toute l'Italie, puisqu'elle en est la limite. De Tarvis à Caporetto, cette rivière coule dans des montagnes impraticables. A Caporetto est la chaussée qui, par Cividal, se rend à Udine; dans la troisième partie de cette ligne de Gorizia à l'embouchure de l'Isonzo, dans la mer, on compte les débouchés de Gradisca, de Gorizia, de Monte-Falcone; la place vénitienne de Palma-Nova sert de dépôt et de réserve à la défense de cette ligne; mais cette ligne est tournée par la chaussée de la Ponteba, qui descend sur Osopo et le Tagliamento: il faut donc occuper par une bonne place une position près de Tarvis, qui intercepterait les deux chaussées, celle de la Ponteba et celle de l'Isonzo. La ligne de Livenza peut être tournée par sa gauche de Sacile, aux montagnes: la Livenza n'est pas guéable, quoique peu large, elle est marécageuse; la ligne de la Piave est défendue par la forêt de Montello, d'où, jusqu'à la mer, elle est couverte par des marais impraticables; mais elle est fréquemment guéable. Pour rendre cette ligne de quelque importance, il faudrait resserrer le lit de la Piave de manière qu'elle ne fût jamais guéable et y pratiquer des inondations; cette ligne à l'avantage de couvrir Venise. La ligne de la Brenta, sur la gauche de Bassano, est fermée par des gorges faciles à défendre; de Bassano

à Brontolo, la Brenta est guéable. La grande chaussée de Munich à Vérone, qui traverse le Brenner, et passe l'Adige, tourne ces cinq lignes; de sorte que si l'ennemi avait un corps d'armée dans la Bavière et le Tyrol, il arriverait par cette route sur la rive droite de l'Adige, et couperait de l'Italie, l'armée occupant une de ces lignes.

L'Adige est la sixième et dernière ligne qui couvre la vallée du Pô; c'est sans comparaison la meilleure. Cette rivière est large, rapide et profonde, jamais guéable; elle a soixante toises de largeur à Vérone. Cependant cette ligne laisse à découvert le pays vénitien et la ville de Venise; en occupant le lac de Garda par quelques chaloupes canonnières, et la chaussée de la Chiese, par le fort de la Rocca-d'Anfo, la ligne de l'Adige couvre parfaitement le reste de l'Italie. Les montagnes du Brescian, du Bergamasque, du Milanais, sont impraticables: l'ennemi ne pourrait pénétrer que par le Simplon, s'il était maître de la Suisse. Cette ligne se divise en trois parties: la première entre le lac de Garda et le plateau de Rivoli; la deuxième, depuis Rivoli jusqu'à Legnago; la troisième, depuis Legnago jusqu'à la mer. La première est défendue par les hauteurs de Montebaldo et la position de la Corona; l'ennemi ne peut y pénétrer avec de l'artillerie, il faut qu'il soit maître du plateau de Rivoli, pour pouvoir recevoir son artillerie, que, dans ce cas, il ferait descendre par la chaussée qui longe la rive gauche de l'Adige. Depuis Roverdo, les forts de Vérone, et la partie de la ville sur la rive gauche, doi-

vent nécessairement être occupés comme têtes de pont. La petite place de Legnago sert de tête de pont au centre de la ligne. De Legnago à la mer, il y a beaucoup de marais; on peut, en profitant des eaux de l'Adige, de la Brenta et du Pô, se ménager un moyen de communiquer avec la place de Venise. En coupant une digue de l'Adige, plus bas que Porto-Legnago, on inonde tout le terrain entre cette rivière et le Pô: on réunit leurs eaux à celles de la Molinella; alors tout le pays de Legnago à la mer est impraticable. En ouvrant l'écluse de Castagnaro, le canal Blanc se remplit par les eaux de l'Adige; ce canal se jette dans le Pô; il forme alors une seconde ligne. En cas que l'ennemi ait passé l'Adige, entre Castagnaro et la mer, la meilleure manière de défendre l'Adige est de camper sur la rive gauche, sur les hauteurs de Caldero, derrière l'Alpon; la droite appuyée aux marais d'Arcole, avec deux ponts à Ronco; la gauche appuyée à de belles hauteurs qu'il serait facile de retrancher en peu de semaines: alors toute la partie de la ligne de Rivoli à Ronco est couverte, et si l'ennemi veut passer l'Adige entre Arcole et la mer, on est en position de tomber sur ses derrières.

Le Mincio est la première ligne qui coupe la vallée du Pô; cette ligne exige que l'on soit maître du lac de Garda et de la forteresse de la Rocca-d'Anfo. Le Mincio est une rivière de très-peu de largeur, c'est un léger obstacle en lui-même; mais en bouchant tous les canaux d'irrigation qui l'appauvrissent, il cesse d'être guéable. Les places de Peschiera et de Mantoue

font la principale force de cette ligne. Mantou défend le Serraglio et la partie du Mincio jus qu'au Pô. Les collines de Monzambano et d la Volta, sur la rive droite, dominent la riv gauche; celles de Salionze et de Valeggio, su la rive gauche, dominent la rive droite. Un petite citadelle sur la rive gauche au mame lon de Valeggio, une autre sur le mamelo de Salionze, le rétablissement de la petit place de Goïto, couverte par des inondation rendraient cette ligne assez bonne; cepen dant l'armée qui l'occuperait serait obligé d'avoir un corps détaché sur la rive droit du Pô.

L'Oglio est souvent guéable; il a l'inconvénient, du côté de sa source et de sa gauche, de s'approcher de l'Adda; de sorte qu'une armée qui serait placée sur la rive droite de cette rivière, serait facilement coupée de Milan, ce qui est fréquemment arrivé dans les guerres de Venise et des Visconti. Mais si la retraite de cette armée pouvait se faire par la rive droite du Pô, cette ligne pourrait être dans ce cas de quelque utilité. L'Adda est quelquefois guéable; des fortifications permanentes ou de campagne sont nécessaires à Lecco, à Trezzo, à Cassano, à Lodi, ainsi que des barques armées sur le lac de Como. La place de Pizzighettone appuie le bas de la ligne; une place à Plaisance avec un pont sur le Pô, serait le complément de cette ligne; au défaut de cette place il faut une deuxième armée sur la rive droite du Pô.

Le Tésin est une bonne ligne; ce fleuve est large, profond, rapide, mais il est nécessaire

d'occuper

d'occuper Pavie comme tête de pont: une place à la Stradella serait le complément de cette ligne pour arrêter l'enemie sur la rive droite du Pô; au défaut de cette place il faut une armée sur la rive droite du Pô. La Stradella est le point le plus étroit de la vallée du Pô; un fort la boucherait en entier. Là viennent aboutir les derniers mamelons des Apennins liguriens. La vallée n'a pas la largeur d'une portée de canon; le Pô coule jusqu'à leurs pieds. Le canon de la Stradella battrait partout; plus haut, plus bas que ce point, la vallée a deux ou trois lieues de large, et un fort tel que celui de la Stradella ne la fermerait pas.

§. VI.

L'Italie, isolée dans ses limites naturelles, séparée par la mer et par de très-hautes montagnes du reste de l'Europe, semble être appelée à former une grande et puissante nation; mais elle a dans sa configuration géographique un vice capital, que l'on peut considérer comme la cause des malheurs qu'elle a essuyés, et du morcellement de ce beau pays en plusieurs monarchies ou républiques indépendantes: sa longueur est sans proportion avec sa largeur. Si l'Italie eût été bornée par le Mont-Vellino, c'est-à-dire à peu près à la hauteur de Rome, et que toute la partie du terrain comprise entre le Mont-Vellino et la mer d'Ionie, y compris la Sicile, eût *été jetée entre* la Sardaigne,

la Corse, Gênes et la Toscane, elle eût un centre, près de tous les points de la conférence, elle eût eu unité de rivi de climat, et d'intérêts locaux. Mais c côté, les trois grandes îles qui sont un t de sa surface, et, qui ont des intérêts, positions, et sont dans des circonstances lées; d'un autre côté, cette partie de la ninsule au sud du Mont-Vellino, et qui fo le royaume de Naples, est étrangère aux térêts, au climat, aux besoins de toute vallée du Pô. Ainsi, pendant que les G lois passaient les Alpes cottiennes, 600 a Jésus-Christ, et s'établissaient dans la va du Pô, les Grecs débarquaient sur les c méridionales par la mer Ionienne, et daient les colonies de Tarente, de Sale de Crotone, de Sabargte, états qui fu connus sous le nom générique de Gra Grèce. Rome, qui subjugua et la Gaul la Grèce, rangea toute l'Italie sous ses Quelques siècles après Jésus-Christ, lors le siége des empereurs fut transporté à C stantinople, les barbares passèrent l'Isonz l'Adige et fondèrent divers états; le trône la puissante monarchie des Lombards s'éta à Pavie. Les flottes de Constantinople, m tinrent la domination impériale sur les c de la partie méridionale. Plus tard, les rois France pénétrèrent souvent en Italie par Alpes cottiennes; et les empereurs d'Allema par les Alpes cottiennes et rhétiennes; les pa sèrent ces princes les uns aux autres e rtinrent par cette politique dans une esp dépendance, et aussi à la faveur des d

sions et de l'anarchie qui s'établirent dans les villes. Mais quoique le sud de l'Italie soit, par sa situation, séparé du nord, l'Italie est une seule nation; l'unité de mœurs, de langage, de littérature doit, dans un avenir plus ou moins éloigné réunir enfin ses habitants dans un seul gouvernement. Pour exister, la première condition de cette monarchie sera d'être puissance maritime, afin de maintenir la suprématie sur ses îles et de défendre ses côtes.

Les opinions sont partagées sur le lieu qui serait le plus propre à être sa capitale. Les uns désignent Venise, parce que le premier besoin de l'Italie c'est d'être puissance maritime: Venise, par sa situation à l'abri de toute attaque, est le dépôt naturel du commerce du Levant de l'Allemagne: c'est commercialement parlant le point le plus près de Turin, de Milan, plus que Gênes même; la mer la rapproche de tous les points des côtes: d'autres sont conduits par l'histoire et d'anciens souvenirs, à Rome; ils disent que Rome est plus centrale, qu'elle est à portée des trois grandes îles de Sicile, de Sardaigne et de Corse; qu'elle est à portée de Naples, la plus grande population de l'Italie; qu'elle est dans un juste éloignement de tous les points de la frontière attaquable: soit que l'ennemi se présente par la frontière française, la frontière suisse, ou la frontière autrichienne, Rome est à une distance de cent vingt à cent quarante lieues; que la frontière des Alpes forcée, elle est garantie par la frontière du Pô, et enfin par la frontière des Apennins; que la France et l'Espagne sont de *grandes puissances* maritimes,

qu'elles n'ont pas leur capitale placée dans un port; que Rome, près des côtes de la Méditerranée et de l'Adriatique, est à même de pourvoir rapidement avec économie par l'Adriatique, et, partant d'Ancône et de Venise, à l'approvisionnement et à la défense de la frontière de l'Isonzo et de l'Adige; que par le Tibre, Gênes et Ville-Franche, elle peut pourvoir aux besoins de la frontière du Var et des Alpes cottiennes; qu'elle est heureusement située pour inquiéter, par l'Adriatique et la Méditerranée, les flancs d'une armée qui passerait le Pô et s'engagerait dans l'Apennin sans être maîtresse de la mer; que de Rome, les dépôts que contient une grande capitale pourraient être transportés sur Naples et Tarente pour les soustraire à un ennemi vainqueur; qu'enfin Rome existe; qu'elle offre beaucoup plus de ressources pour les besoins d'une grande capitale qu'aucune ville du monde; qu'elle a surtout pour elle la magie et la noblesse de son nom: nous pensons aussi, quoiqu'elle n'ait pas toutes les qualités désirables, que Rome est, sans contredit, la capitale que les Italiens choisiront un jour.

L'Italie par sa population et ses richesses peut entretenir 400,000 hommes de toutes armes; indépendamment de la marine. La guerre d'Italie exige moins de cavalerie que celle d'Allemagne; 30,000 chevaux lui seraient suffisants; l'arme de l'artillerie devrait être nombreuse pour pourvoir à la défense des côtes et des établissements maritimes. *Les chevaux* sont rares en Italie, cependant

d'Elbe, des Alpes et de tout l'Apennin; ses escadres domineraient les mers de Corse et de Sardaigne, et auraient pour refuge les rades de Porto-Ferrajo, de Saint-Florent, d'Ajacio, de Porto-Vecchio, de Saint-Pierre de Sardaigne, de Vado et de Ville-Franche. Tarente est merveilleusement située pour dominer la Sicile, la Grèce, le Levant et les côtes d'Égypte et de Syrie; il a été fait, sous l'empire, des projets pour ses fortifications de terre et ses établissements maritimes: les plus grandes flottes y sont à l'abri des vents et de toute attaque d'un ennemi supérieur. Enfin, à Venise tout ce qui est nécessaire existe déjà. Les Vénitiens n'avaient que des vaisseaux d'un tirant dix-huit pieds d'eau; mais, sous l'empire, grand nombre de vaisseaux, du modèle français, y ont été construits, et moyennant les travaux faits au canal de Malamoco, et par le secours des chameaux, des vaisseaux tout armés, du modèle français de 74, en sont sortis et se sont battus avec gloire peu d'instants après leur sortie. Une commission d'ingénieurs des ponts-et-chaussées, présidée par Proni, avait arrêté un plan, qui moyennant quelques millions et quelques années de travaux, permettait aux vaisseaux de sortir tout armés sans le secours des chameaux. La Sicile, Malte, Corfou, l'Istrie, la Dalmatie, et spécialement Raguse, offrent des ports et des refuges aux plus grandes escadres. Les ports de Gênes, de Castelmare, de Bari, d'Ancône, où peuvent entrer des vaisseaux du premier rang, seraient quatre ports secondaires, soit pour construire, soit pour armer et réparer ou ravitailler de petites escadres. L'Italie peut lever et

avoir pour le service de sa marine, même en la prenant dans une époque de décadence, 120,000 matelots; les marins génois, pisans, vénitiens ont été célèbres pendant plusieurs siècles, L'Italie pourrait entretenir trois à quatre cents bâtiments de guerre, dont 100 à 120 vaisseaux de ligne de 74; son pavillon lutterait avec avantage contre ceux de France, d'Espagne, de Constantinople et des quatre puissances barbaresques.

§. VIII.

Le roi de Sardaigne possédait la Savoie, le comté de Nice, le Piémont, le Montferrat. La Savoie et le comté de Nice lui avaient été enlevés dans les campagnes de 1792, 1793, 1794, et 1795, et l'armée française occupait la crête supérieure des Alpes. Le Piémont et le Montferrat compris entre le Tésin, les états de Parme, la république de Gênes et les Alpes, formaient une population de 2,000,000 d'habitants, qui avec les 500,000 de la Sardaigne, et les 400,000 de la Savoie et du comté de Nice, portaient le nombre de ses sujets à environ 3,000,000. En temps de paix, le roi de Sardaigne entretenait 25,000 hommes sous les armes; il avait vingt-cinq millions de revenu. Au moment de la campagne de 1796, il avait, moyennant les subsides de l'Angleterre, et des efforts extraordinaires, 60,000 hommes sous les armes, de troupes nationales aguerries par une longue guerre; les places de la Brunette, de Suze, de Fenestrelles, de Bard, de Tortone, de Chérasco,

l'Alexandrie, de Turin, étaient en bon état, bien armées et parfaitement approvisionnées; ses forteresses, situées aux défilés de toutes les montagnes, faisaient considérer sa frontière comme inexpugnable.

La république de Gênes, au midi du Piémont, et composée des rivières du ponent qui a trente lieues de côtes, et du levant qui en a vingt-cinq, comptait 500,000 habitants. Elle ne mettait que 3 à 4,000 hommes sous les armes; mais en cas de besoin, tous les citoyens génois devenaient soldats, et 8 à 10,000 hommes des fiefs impériaux et des vallées de la Fontana-Bona étaient enrégimentés pour la défense de la capitale. La ville de Gênes est très-bien fortifiée. L'enceinte a quatre lieues d'étendue, mais un petit nombre de points seulement sont attaquables. La petite forteresse de Gavi défend le défilé de la Bocchetta.

La république de Lucques, petit pays qui s'étend le long de la mer de Toscane, avait 130,000 ames de population, et deux millions de revenu. Le duché de Parme, Plaisance et Guastalla comptait 500,000 habitants. Il confinait à la république de Gênes, au Pô, aux états de Modène; son état militaire était de 3,000 hommes, ses revenus de quatre millions.

La Lombardie autrichienne séparée des états du roi de Sardaigne par le Tésin, de la Suisse par les Alpes, du duché de Parme par le Pô, et confinant, à l'est, aux états de la république de Venise, formait une population de 1,200,000 ames. Milan était la capitale, et avait une citadelle en bon état. Cette partie de l'Italie appar-

tenant à l'Autriche, n'avait aucun état militair
et payait même un impôt pour être exempte
recrutement. L'Autriche n'avait qu'un régime
italien, le régiment de Strasoldo. Pavie, Mila
Como, Lodi, Crémone, Mantoue, formaient l
subdivisions de la Lombardie autrichienne; l
fortifications de Pizzighettone sur l'Adda étaie
en mauvais état; Montoue, quoique négligé
était une bonne place.

La république de Venise avait, à l'ouest, l
Lombardie autrichienne, au nord, les Alpes ca
doriennes qui la séparaient du Tyrol et de la Ca
rynthie; à l'est, la Carynthie, la Carniole, l'Is
trie, la Dalmatie; sa population était de 3,000,00
d'habitants. Elle pouvait mettre 50,000 hom
mes sous les armes; sa flotte dominait l'Adria
tique. Elle avait treize régiments d'esclavons
bons soldats. Le Bergamasque, le Brescian, l
Crémasque, la Polesina, le Véronais, le Vi
centin, le Padouan, le Bassanais, le Trévisin
le Cadorin, le Feltrin, le Bellunais, le Frioul
formaient ses états sur la rive droite de l'I
sonzo; l'Istrie et la Dalmatie ceux sur les bords
de l'Adriatique.

Le duché de Modène comprenait les duché
de Reggio, Modène et la Mirandola. Il confi
nait au Pô, au duché de Parme, à la légation
de Bologne et aux Apennins toscans. Il était
gouverné par le dernier rejeton de la maison
d'Est: la femme de l'Archiduc Ferdinand d'Au
triche, sa fille, était son héritière. Le duc de
Modène était tout autrichien; son état mili
taire était de 6,000 hommes: il avait un arse
nal, un dépôt d'artillerie et un grand trésor.

population de ses états s'élevait à 400,000 es.

La Toscane, bornée par la Méditerranée, les ennins, les républiques de Gênes et de ques et les états du Pape, avait un million population; l'archiduc Ferdinand, frère de mpereur, y régnait; son état militaire était 6,000 hommes, ses revenus de quinze mil- ns de francs. Il avait un port de grand com- rce, Livourne. Le grand duc de Toscane it reconnu la république en 1795; il était utre et en paix; la Toscane et la république Venise étaient les seules puissances d'Italie i fussent en paix avec la France.

Les états du pape étaient bornés par le Pô, Toscane, l'Adriatique et la Méditerranée et royaume de Naples. Ils avaient 2,500,000 mes de population, dont les trois légations de logne, Ferrare et la Romagne 900,000 ames, s Marches et le patrimoine de Saint-Pierre, y mpris Rome, 1,600,000 ames. Le port d'An- ne sur l'Adriatique avait une mauvaise forte- esse; Civita-Vecchia sur la Méditerranée était gulièrement fortifiée. Le pape entretenait 4 à 000 hommes de troupes.

Le royaume de Naples, borné par les états u pape et par la mer, avait une population 6,000,000 d'ames, dont 4,500,000 sur le con- inent, et 1,500,000 ames en Sicile. L'armée apolitaine était de 60,000 hommes. La cava- erie était excellente: la marine se composait de ois vaisseaux de ligne et quelques frégates.

La Corse appartenait à la France depuis le ilieu du siècle dernier: sa population était de

180,000 ames ; elle était alors au pouvoir des Anglais. L'île de Malte avait une population de 100,000 ames ; elle était à l'ordre de Saint-Jean de Jerusalem.

Ainsi l'état militaire des puissances de l'Italie était de 160,000 hommes sous les armes, et en peu de temps il pouvait être porté facilement à 300,000. L'armée italienne était beaucoup plus forte en infanterie qu'en cavalerie. Tout ce qui n'était pas Piémontais ou Esclavon était de peu de valeur.

CHAPITRE V.

BATAILLE DE MONTENOTTE.

Plan de campagne. — État de situation des armées. — Napoléon arrive à Nice à la fin de mars 1796. — Bataille de Montenotte (12 avril). — Bataille de Millesimo (14 avril). — Combat de Dégo (15 avril). — Combat de Saint-Michel (20 avril); bataille de Mondovi (22 avril). — Armistice de Cherasco (28 avril). — Convient-il de passer le Pô et de s'éloigner davantage de la France?

§. Ier.

Le roi de Sardaigne, que sa position géographique et militaire a fait appeler le portier des Alpes, avait en 1796 des forteresses à l'issue de toutes les gorges qui conduisent en Piémont. Pour pénétrer en Italie en forçant les Alpes, il fallait s'emparer d'une ou plusieurs de ces forteresses; les routes ne permettaient pas le transport de l'artillerie

de siége ; les montagnes sont couvertes d
neige, les trois quarts de l'année, ce qui n
laisse que très peu de temps pour les siéges d
places. Napoléon conçut l'idée de tourn e
toutes les Alpes et d'entrer en Italie préci-
sément au point où cessent ces hautes mon-
tagnes, et où les Apennins commencent,
comme on l'a vu dans le chapitre IV. Le Mont-
Blanc est le point le plus élevé des Alpes, d'où
la chaîne de ces montagnes va en s'abaissan t
du côté de l'Adriatique, comme du côté de
la Méditerranée jusqu'au mont Saint-Jac-
ques où elles finissent, et où commencent
les Apennins qui s'élèvent graduellement jus-
qu'au mont Velino près de Rome. Le mon t
Saint-Jacques est donc tout à la fois le poin t
le plus abaissé des Alpes et des Apennins
celui où finissent les unes et où commence n
les autres. Savone, port de mer et place forte
se trouvait placée pour servir de dépôt et d e
point d'appui : de cette ville à la Madone, i l
y a trois milles ; une chaussée ferrée y con-
duisait, et de la Madone à Carcare il y a six
milles, qu'on pouvait rendre praticables à
l'artillerie en peu de jours. A Carcare on trouve
des chemins pour les voitures, qui conduisent
dans l'intérieur du Piémont et du Montferrat ;
ce point était le seul par où l'on pût entrer en
Italie sans trouver de montagnes : les éléva-
tions du terrain y sont si peu de chose, qu'on
a conçu plus tard, sous l'empire, le projet d'un
canal qui aurait joint l'Adriatique à la Méd
terranée par le Pô, le Tanaro, la Bormida
un système d'écluses depuis cette rivière jusqu
vone. En pénétrant en Italie par Savone, Ca-

dibone, Carcare et la Bormida, on pouvait se flatter de séparer les armées sardes et autrichiennes, puisque de là on menacerait également la Lombardie et le Piémont; on pourrait marcher sur Milan, comme sur Turin. Les Piémontais avaient intérêt à couvrir Turin et les Autrichiens intérêt à couvrir Milan.

§. II.

L'armée ennemie était commandée par le général Beaulieu, officier distingué qui avait acquis de la réputation dans les campagnes du Nord. Elle était munie de tout ce qui pouvait la rendre redoutable. Elle se composait d'Autrichiens, de Sardes, de Napolitains. Elle était double en nombre de l'armée française; et devait s'accroître successivement des contingents de Naples, du Pape, de Modène et de Parme. Elle se divisait en deux grands corps: l'armée active autrichienne, composée de quatre divisions d'infanterie de quarante-deux bataillons, quarante-quatre escadrons et cent-quarante pièces de canon, forte de 45,000 hommes, sous les lieutenants-généraux d'Argenteau, Mélas, Wukassowich, Liptay, Sebattendorf. L'armée active de Sardaigne, composée de trois divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie, en tout 25,000 hommes et soixante pièces de canon, était commandée par le général autrichien Colli, et par les généraux Próvera et Latour; le reste des forces sardes tenait garnison dans les places, ou défendait la frontière opposée à l'armée française des Alpes, *sous le commandement* du duc

d'Aoste. L'armée française était composée de quatre divisions actives d'infanterie et deux de cavalerie, sous les généraux Masséna, Augereau, Laharpe, Serrurier, Stengel et Kilmaine; en tout 25,000 hommes d'infanterie, 2,500 de cavalerie, 2,500 d'artillerie, sapeurs, administation, etc. Total 30,000 hommes présents sous les armes. L'effectif de l'armée se montait sur les états du ministère à 106,000 hommes, mais 36,000 étaient prisonniers, morts ou désertés. Depuis long-temps on attendait de passer une revue régulière pour les effacer des états de situation: 20,000 étaient dans la 8e division militaire à Toulon, Marseille, Avignon, depuis les bouches du Rhône jusqu'à celles du Var; ils ne pouvaient être employés qu'à la défense de la Provence dépendant du ministère. Il restait un effectif de 50,000 hommes sur la rive gauche du Var, dont 5,000 aux hôpitaux, 7,000 formaient les dépôts des corps d'infanterie, de cavalerie (celui-ci était de 2,500 hommes non montés) et d'artillerie; il restait 33,000 hommes présents sous les armes, prêts à entrer en campagne: 8,000 hommes d'infanterie et d'artillerie, étaient employés aux garnisons de Nice, Ville-Franche, Monaco, des côtes de Gênes, de Saorgio, et à la garde de la crête supérieure des Alpes, du col d'Argentière au Tanaro. La cavalerie était dans le plus mauvais état, quoiqu'elle eût été long-temps sur le Rhône pour se refaire; mais elle y avait manqué de subsistances. Les arsenaux de Nice et d'Antibes étaient bien pourvus en artillerie, mais manquaient de moyens de transport; tous les chevaux de trait avaient péri de misère. La pé-

nurie

nurie des finances était telle que malgré tous ses efforts, le gouvernement ne put donner que deux mille louis en espèces au trésor de l'armée pour l'ouverture de la campagne, et un million en traites qui, furent en partie protestées. L'armée manquait de tout et ne pouvait rien espérer de la France; elle devait tout attendre de la victoire; ce n'était que dans les plaines d'Italie qu'elle pouvait organiser ses transports, atteler son artillerie, habiller ses soldats, monter sa cavalerie. Cependant elle ne comptait que 30,000 hommes présents sous les armes et trente pièces de canon; on lui en opposait 80,000 et deux cents pièces de canon. Si elle eût eu à lutter dans une bataille générale, sans doute l'infériorité du nombre, son infériorité en artillerie et cavalerie, ne lui eussent pas permis de résister; elle dut donc suppléer au nombre par la rapidité des marches, au manque d'artillerie par la nature des manœuvres, à l'infériorité de sa cavalerie par le choix des positions: car le moral des soldats français était excellent; ils s'étaient signalés et aguerris sur le sommet des Alpes et des Pyrénées; les privations, la pauvreté, la misère, sont l'école du bon soldat.

§. III.

Napoléon, arriva à Nice le 27 mars; le tableau de l'armée, qui lui fut présenté par le général Schérer, se trouva pire encore que tout ce qu'il avait pu s'imaginer. Le pain était mal assuré; depuis long-temps on ne faisait plus de distributions de viande. Il n'y avait

que 500 mulets pour les transports; on ne devait pas songer à conduire plus de trente pièces de canon; chaque jour la position empirait, il ne faillait pas perdre un instant; l'armée ne pouvait plus vivre où elle était; il fallait avancer ou reculer. Il donna des ordres pour qu'elle avançât et pour surprendre l'ennemi dès le début de la campagne, l'étourdir par des succès éclatants et décisifs. Le quartier-général n'avait jamais quitté Nice depuis le commencement de la guerre; il le fit mettre en marche pour se rendre à Albenga. Depuis long-temps toutes les administrations se regardaient comme à poste fixe, et s'occupaient bien plus des commodités de la vie que des besoins de l'armée. En passant la revue des troupes, il leur dit: „Soldats, vous êtes nus, mal nourris; le gou„vernement vous doit beaucoup, il ne peut „rien vous donner. Votre patience, le cou„rage que vous montriez au milieu de ces „rochers, sont admirables; mais ils ne vous „procurent aucune gloire, aucun éclat ne „réjaillit sur vous. Je veux vous conduire „dans les plus fertiles plaines du monde. De „riches provinces, de grandes villes seront en „votre pouvoir; vous y trouverez honneur, „gloire et richesses. Soldats d'Italie, manque„riez-vous de courage ou de constance?“ Ce discours d'un jeune général de vingt-six ans sur lequel rejaillissait le souvenir des opérations de Toulon, de Saorgio, de Cairo, fut accueilli par de vives acclamations.

En voulant tourner les Alpes et entrer en Italie par le col de Cadibone; il fallait que toute *l'armée se* rassemblât sur son extrême droite;

opération dangereuse si les neiges n'eus
pas alors couvert les débouchés des Alpes.
passage de l'ordre défensif à l'ordre
est une des opérations les plus délicates. Serru-
rier prit position à Garessio avec sa division,
pour observer les camps de Colli, près de
Ceva; Masséna et Augereau à Loano, Finale
et Savone. Laharpe était placé pour menacer
Gênes; son avant-garde, commandée par le
général de brigade Cervoni, occupait Voltri.
Le ministre de France demanda au sénat de
Gênes le passage par la Bocchetta, et les clefs
de Gavi, annonçant que les Français voulaient
pénétrer en Lombardie, et appuyer leurs opé-
rations sur Gênes. La rumeur fut extrême dans
cette ville; le sénat, les conseils se mirent en
permanence. Le contre-coup s'en fit ressentir
à Milan.

§. IV.

Beaulieu, alarmé accourut en toute hâte, au
secours de Gênes. Il porta son quartier-gé-
néral à Novi, partagea son armée en trois
corps; la droite composée de Piémontais, et
commandée par Colli, ayant son quartier-gé-
néral à Ceva, fut chargé de défendre la Stura
et le Tanaro. Le centre sous les ordres de d'Ar-
genteau établit son quartier-général à Sasello,
et marcha sur Montenotte pour couper l'armée
française, pendant sa marche sur Gênes, en
tombant sur son flanc gauche, et lui inter-
dire à Savone la route de la Corniche. De
sa personne Beaulieu, avec sa gauche, mar-

cha par la Bocchetta sur Voltri pour couvrir Gênes.

Au premier aspect, ces dispositions paraissaient bien entendues; mais en étudiant mieux les circonstances du pays, on découvrit que Beaulieu divisait ses forces, puisque toute communication était impraticable entre son centre et sa gauche, autrement que par derrière les montagnes, tandis que l'armée française, au contraire, était placée de manière à pouvoir se réunir en peu d'heures, et tomber en masse sur l'un ou l'autre des corps ennemis, et l'un d'eux défait, l'autre était dans l'absolue nécessité de se retirer. Le général d'Argenteau, commandant le centre de l'armée ennemie, campa à Montenotte inférieur, le 10 avril; le 11 il marcha sur Montelegino pour déboucher par la Madone sur Savone. Le colonel Rampon, qui était chargé de la garde des trois redoutes de Montelegino, ayant eu avis de la marche de l'ennemi, poussa une forte reconnaissance à sa rencontre; elle fut ramenée depuis midi jusqu'à deux heures, qu'elle rentra dans les redoutes; d'Argenteau essaya de les enlever d'emblée. Il fut repoussé dans trois attaques consécutives par Rampon; et comme ses troupes étaient fatiguées, il prit position, ayant le projet de tourner les redoutes le lendemain pour les faire tomber. Beaulieu de son côté déboucha le 10 sur Gênes; le même jour il attaqua le général Cervoni en avant de Voltri; celui-ci défendit sa position toute la journée, prit position le 11 sur le mont de la Fourche, se re*ploya* dans la soirée et la nuit, et rejoignit sa *division*, celle de Laharpe, qui le 12, avant

le jour, était en position derrière Rampon sur Montelegino. Dans la nuit, Napoléon marcha avec les divisions Augereau et Masséna, celle-ci par le col de Cadibone, et par Castellazzo, déboucha par derrière Montenotte. A la pointe du jour du 12, d'Argenteau, enveloppé de tous côtés, fut attaqué en tête par Rampon et Laharpe, en queue et en flanc par la division Masséna; la déroute fut complète; tout fut tué, pris, ou se débanda; quatre drapeaux, cinq pièces de canon, 2,000 prisonniers, furent les trophées de cette journée. Dans le même temps Beaulieu se présentait à Voltri, mais il n'y trouvait plus personne; il s'y aboucha, sans obstacle, avec Nelson, amiral anglais; ce ne fut que dans la journée du 13 qu'il apprit la perte de la bataille de Montenotte et l'entrée des Français dans le Piémont. Il lui fallut alors replier, en toute hâte, ses troupes sur elles-mêmes et repasser les mauvais chemins où les dispositions de son plan l'avaient forcé de se jeter. Ce détour fut tel, qu'une partie seule de ses troupes put arriver à Millesimo deux jours après, et qu'il lui fallut douze jours pour évacuer ses magasins de Voltri et de la Bocchetta, ce qui l'obligea à laisser des troupes pour les protéger.

§. V.

Le 12, le quartier-général de l'armée arriva à Carcare; les Piémontais s'étaient retirés sur Millesimo et les Autrichiens sur Dégo. Ces deux positions étaient liées par une brigade piémontaise, *qui occupait les* hauteurs de Biestro; à

Millesimo les Piémontais étaient à cheval sur le chemin qui couvre le Piémont; ils furent rejoints par Colli, avec tout ce qu'il put tirer de la droite. A Dégo les Autrichiens occupaient la position qui défend le chemin d'Acqui, route directe du Milanais: ils y furent rejoints par Beaulieu avec tout ce qu'il put ramener de Voltri. Dans cette position ce général se trouvait en mesure de recevoir tous les renforts que pourrait lui fournir la Lombardie: ainsi les deux grands débouchés du Piémont et du Milanais étaient couverts; l'ennemi se flattait d'avoir le temps de s'y établir et de s'y retrancher; quelque avantageuse qu'eût été la bataille de Montenotte pour les Français, il avait trouvé dans la supériorité du nombre de quoi réparer ses pertes; mais le surlendemain 14, la bataille de Millesimo ouvrit les deux routes de Turin et de Milan. Augereau, formant la gauche, marcha sur Millesimo, Masséna avec le centre se porta sur Biestro et Dégo, et Laharpe avec la droite chemina sur les hauteurs de Cairo: l'armée française occupait ainsi quatre lieues de terrain de la droite à la gauche; l'ennemi avait appuyé sa droite en faisant occuper le mamelon de Cossaria, qui domine les deux branches de la Bormida. Mais le 13, le général Augereau, dont les troupes n'avaient pas donné à la bataille de Montenotte, poussa la droite de l'ennemi avec tant d'impétuosité, qu'il lui enleva les gorges de Millesimo et cerna le mamelon de Cossaria. Le général autrichien Provéra, avec son arrière-garde forte de 2,000 hommes, fut coupé: dans une position aussi désespérée, il paya d'audace. *Ce général* se refugia dans un vieux castel ruiné

et s'y barricada. De cette hauteur, il voyait la droite de l'armée sarde qui faisait des dispositions pour la bataille du lendemain; il espérait être dégagé. Napoléon sentait l'importance de s'emparer dans la journée même du 13, du château de Cossaria; mais ce poste était trop fort, plusieurs attaques échouèrent; le lendemain, les deux armées furent aux mains: Masséna et Laharpe enlevèrent Dégo, après un combat opiniâtre, Menard et Joubert les hauteurs de Biestro. Toutes les attaques de Colli pour dégager Cossaria furent vaines; dans toutes il fut battu et poursuivi l'épée dans les reins; Provéra désespéré posa les armes. L'ennemi vivement poursuivi dans les gorges de Spigno sur la route d'Acqui, par 400 hommes des 22^e^ de chasseurs, 7^e^ hussards et 15^e^ de dragons, y laissa une trentaine de pièces de canon attelées et soixante caissons, quinze drapeaux et 6,000 prisonniers parmi lesquels deux généraux et vingt-quatre officiers supérieurs. Le général en chef se trouva partout dans les moments les plus importants.

La séparation des deux armées autrichiennes et sardes, fut dès lors bien marquée: Beaulieu porta son quartier-général à Acqui, route du Milanais; et Colli se porta à Céva pour s'opposer à la jonction de Serrurier et couvrir Turin.

§. VI.

Cependant la division de grenadiers autrichiens de *Wukassowich*, qui avait été dirigée

çais: ces grenadiers enlevèrent
village et l'alarme fut grande au
néral français, où l'on avait peine
comment les ennemis pouvaient
lorsque les avant-postes, placé
d'Acqui, n'étaient pas inquiétés.
marcha; après deux heures d'un
chaud, Dégo fut repris, et la divi
fut presque entièrement prisonn
L'adjudant général Lanusse, dep
division, mort sur le champ de
lexandrie en Égypte (en 1801),
victoire, un moment incertaine, à
bataillons de troupes légères; i
gauche du mamelon de Dégo; de
grenadiers hongrois accoururent
pêcher de monter; les deux colon
et rétrogradèrent trois fois; mais
Lanusse mettant son chapeau a
épée, s'avança audacieusement
victoire. Cette action qui se pass
du général en chef, lui valut le

la plus grande part à tous les évènements. Après le combat de Dégo, les opérations furent dirigées contre les Piémontais; l'on se contenta de tenir les Autrichiens en échec. Laharpe fut placé en observation au camp de San-Benedetto sur le Belbo; Beaulieu affaibli, ne s'occupa plus qu'à rallier et organiser les débris de son armée. La division Laharpe, obligée de demeurer plusieurs jours dans cette position, souffrit par le défaut de subsistances, le manque de transports et l'épuisement d'un pays, où avaient séjourné tant de troupes; elle se livra à quelques désordres.

Serrurier, instruit à Garessio des batailles de Montenotte et de Millesimo, s'empara de la hauteur de Saint-Jean de Murialto, entra dans Ceva le même jour qu'Augereau arrivait sur les hauteurs de Montezemoto. Le 17, après une vaine résistance, Colli évacua le camp retranché de Ceva, repassa le Tanaro, et se retira derrière la Corsaglia, occupant par sa droite la Madona-de-Vico. Le même jour, le quartier-général fut porté à Ceva: l'ennemi y avait laissé l'artillerie du camp, qu'il n'avait pas eu le temps d'emmener, et s'était contenté de mettre garnison dans le fort.

Ce fut un spectacle sublime que l'arrivée de l'armée sur les hauteurs de Montezemoto: de là elle découvrit les immenses et fertiles plaines du Piémont; le Pô, le Tanaro, une foule d'autres rivières serpentaient au loin; cette ceinture blanche de neige et de glace, d'une prodigieuse élévation, cernait à l'horizon ce riche bassin de la terre promise. Ces gigantesques barrières qui *paraissaient les limites d'un* autre monde, que

la nature s'était plu à rendre si formidables, auxquelles l'art n'avait rien épargné, venaient de tomber comme par enchantement: „Anni„bal a forcé les Alpes, dit Napoléon en fixant „ses regards sur ces montagnes, nous, nous „les avons tournées!" Phrase heureuse qui exprimait en deux mots la pensée et l'esprit de la campagne. L'armée passa le Tanaro; pour la première fois elle se trouvait en plaine, la cavalerie devenait nécessaire; le général Stengel, qui la commandait, passa la Corsaglia à Lezegno, et battit la plaine pour éclairer le pays. Le quartier-général arriva au château de Lezegno sur la rive droite de cette rivière, près de l'endroit où elle se jette dans le Tanaro.

§. VII.

Le général Serrurier, le 20, passa le pont de Saint-Michel pour attaquer la droite de l'armée de Colli, en même temps que Masséna passait le Tanaro pour tourner sa gauche; mais Colli, jugeant le danger de sa position, l'avait abandonnée pendant la nuit, et marchait lui-même sur sa droite pour prendre position à Mondovi. Il se trouva, par une circonstance fortuite, avec ses forces, précisément devant Saint-Michel, comme le général Serrurier débouchait du pont; il fit halte, lui opposa des forces supérieures et le força de se replier. Serrurier se fût pourtant maintenu dans Saint-Michel, si un de ses régiments d'infanterie ne se fût livré au pillage. Serrurier dé*le* 22 par le pont de Torre, Masséna

par celui de Saint-Michel, le général en chef par Lezegno. Ces trois colonnes se portèrent sur Mondovi: Colli y avait déjà élevé quelques redoutes et y avait pris position, sa droite à Notre-Dame de Vico et sa gauche à la Bicoque. Serrurier enleva la redoute de la Bicoque et décida de la bataille de Mondovi. Cette ville et tous ses magasins tombèrent au pouvoir du vainqueur. Le général Stengel, qui s'était trop éloigné en plaine avec un millier de chevaux, à la poursuite de l'ennemi, fut attaqué par la cavalerie piémontaise qui était brave et en très-bon état.

Il fit toutes les dispositions qu'on devait attendre d'un général consommé; il opérait sa retraite sur ses renforts lorsque, dans une charge, il tomba blessé à mort d'un coup de pointe. Le colonel Murat, à la tête de trois régiments de cavalerie, repoussa les Piémontais, les poursuivit à son tour pendant quelques heures. Le général Stengel, alsacien, était un excellent officier de hussards; il avait servi sous Dumouriez et aux autres campagnes du nord, il était adroit, intelligent, alerte; il réunissait les qualités de la jeunesse à celles de l'âge mur: c'était un vrai général d'avant-poste; deux ou trois jours avant sa mort, lorsqu'il était entré le premier dans Lezegno, le général en chef y arriva quelques heures après, et quelque chose dont il eût besoin, tout était prêt: les défilés, les gués avaient été reconnus, des guides étaient assurés, le curé et le maître de poste avaient été interrogés, des int
étaient déjà liées avec les habitan

pions étaient envoyés dans plusieurs directions, les lettres de la poste saisies, et celles qui pouvaient donner des renseignement militaires, traduites et analysées; toutes les mesures étaient prises pour former des magasins de subsistances pour rafraîchir les troupes; malheureusement Stengel avait la vue basse, défaut essentiel dans sa position, et qui lui fut funeste.

La perte des Piémontais fut de 3,000 hommes à cette bataille, huit pièces de canon, dix drapeaux, 1,500 prisonniers, dont trois généraux. Après la bataille de Mondovi, le général en chef marcha sur Cherasco; Serrurier se porta sur Fossano et Augereau sur Alba. Beaulieu avait d'Acqui marché sur Nezza-della-Paglia avec la moitié de son armée pour faire une diversion favorable aux Piémontais, mais trop tard; il se replia sur le Pô, aussitôt qu'il apprit le traité de Cherasco.

§. VIII.

Ces trois colonnes entrèrent à la fois dans Cherasco, Fossano et Alba. Le quartier-général de Colli était à Fossano; Serrurier l'en délogea. Cherasco, à l'embouchure de la Stura et du Tanaro, était une place forte, mais mal armée et point approvisionnée, parce qu'elle n'était pas frontière. Cette acquisition était importante; on ne perdit pas un moment pour la mettre en état de défense; ses magasins d'artillerie étaient remplis de tout ce qui était nécessaire pour en compléter l'armement. L'armée française passa la Stura et se porta en avant

de la petite ville de Bra. La jonction de Serrurier avait permis de communiquer avec Nice par Ponte-di-Nave; il en arriva des renforts d'artillerie et tout le matériel qu'on avait pu y organiser. L'armée s'était enrichie dans tous ces combats de beaucoup de canons et de chevaux, on en leva grand nombre dans la plaine de Mondovi: peu de jours après l'entrée à Cherasco, l'artillerie put fournir soixante bouches à feu approvisionnées et bien attelées. Les soldats qui avaient été sans distribution durant les dix jours de cette campagne, en reçurent de régulières: le pillage et le désordre, suite ordinaire de la rapidité des mouvements, cessèrent; on rétablit la discipline; l'armée changea promptement de face au milieu de l'abondance et des ressources qu'offrait ce beau pays; les pertes d'ailleurs n'avaient pas été aussi grandes que l'on pourrait le croire. La rapidité des mouvements, l'impétuosité des troupes et surtout l'art de les opposer à l'ennemi au moins en nombre égal, et souvent en nombre supérieur, joint aux succès constants qu'on avait obtenus, avaient épargné bien des hommes. D'ailleurs, ces pertes étaient réparées, les soldats arrivaient par tous les débouchés de tous les dépôts et de tous les hôpitaux de la rivière de Gênes au seul bruit de la victoire et de l'abondance qui régnait. La misère avait été telle jusque-là dans l'armée française, qu'on oserait à peine le décrire; les officiers, depuis plusieurs années, ne recevaient que huit francs par mois de solde, et l'état-major était entièrement à pied. Le maréchal Berthier a conservé dans ses papiers un ordre du jour d'*Albenga, qui accordait* une gratification

de trois louis à chaque général de division. Cherasco est à dix lieues de Turin, quinze d'Alexandrie, dix-huit de Tortone, vingt-cinq de Gênes, vingt de Savone. La cour de Sardaigne ne savait plus à quoi se résoudre; son armée était découragée et en partie détruite; l'armée autrichienne n'avait plus d'autre pensée que de couvrir Milan. Les esprits étaient fort agités dans tout le Piémont; la cour ne jouissait nullement de la confiance publique; elle se mit à la discrétion de Napoléon et sollicita un armistice; bien des personnes eussent préféré que l'armée eût marché sur Turin; mais Turin était une place forte, il fallait du gros canon pour en enfoncer les portes. Le roi avait encore un grand nombre de forteresses, et malgré les victoires qu'on venait de remporter, le moindre échec, le plus léger caprice de la fortune pouvait tout renverser; les deux armées ennemies réunies étaient encore, malgré leurs revers, supérieures à l'armée française; elles avaient une artillerie considérable et surtout une cavalerie qui n'avait pas souffert. L'armée française, en dépit de ses victoires, avait de l'étonnement; elle était frappée de la grandeur de l'entreprise; le succès paraissait problématique quand on considérait la faiblesse des moyens, les esprits se fussent exagéré le moindre revers. Des officiers, même des généraux, ne concevaient pas qu'on osât songer à conquête de l'Italie, avec aussi peu d'artil- une si mauvaise cavalerie, et une armée faible que les maladies et l'éloignement France affaibliraient tous les jours. On s traces de ces sentiments de l'armée

dans la proclamation que le général en chef adressa à ses soldats à Cherasco: „Soldats, vous „avez remporté en quinze jours six victoires, „pris vingt-et-un drapeaux, cinquante-cinq „pièces de canon, plusieurs places fortes, et con„quis la partie la plus riche du Piémont; vous „avez fait 15,000 prisonniers, tué ou blessé plus „de 10,000 hommes. Vous vous étiez jusque ici „battus pour des rochers stériles, illustrés par „votre courage, mais inutiles à la patrie; vous „égalez, aujourd'hui, par vos services, l'armée „de Hollande et du Rhin. Dénués de tout, vous „avez suppléé à tout. Vous avez gagné des ba„tailles sans canons, passé des rivières sans „ponts, fait des marches forcées sans souliers, „bivouaqué sans eau-de-vie et souvent sans pain. „Les phalanges républicaines, les soldats de „la liberté étaient seuls capables de souffrir ce „que vous avez souffert; grâces vous en soient „rendues, soldats! La patrie reconnaissante „vous devra sa prospérité, et si, vainqueurs de „Toulon, vous présageâtes l'immortelle campa„gne de 1793, vos victoires actuelles en présa„gent une plus belle encore. Les deux armées „qui naguères vous attaquaient avec audace, „fuient épouvantées devant vous; les hommes „pervers qui riaient de votre misère et se ré„jouissaient dans leurs pensées des triomphes „de vos ennemis, sont confondus et tremblants. „Mais, soldats, vous n'avez rien fait puisqu'il „vous reste à faire. Ni Turin, ni Milan, ne sont „à vous; les cendres des vainqueurs de Tar„quin sont encore foulées par les assassins „de Basseville! On dit qu'il en est parmi vous „dont le courage mollit, qui préféreraient re-

res seraient disséminées dans les garnisons de manière à ce qu'elles ne donnassent aucun ombrage à l'armée française.

Désormais les Autrichiens isolés pouvaient être poursuivis jusque dans l'intérieur de la Lombardie. Les troupes de l'armée des Alpes, devenues disponibles, allaient en partie descendre en Italie. La ligne de communication avec Paris était raccourcie de moitié; enfin on avait des points d'appui et de grands dépôts d'artillerie pour former des équipages de siége et pour assiéger Turin même, si le directoire n'agréait pas la paix.

§. IX.

L'armistice conclu, et les places de Coni, Tortone et Ceva occupées, on se demanda s'il fallait aller en avant, et jusqu'où? On concevait que l'armistice qui avait fait tomber toutes les places fortes et séparé l'armée piémontaise de l'armée autrichienne était utile; „mais ne se„rait-il pas désormais plus avantageux de pro„fiter des moyens acquis pour révolutionner „entièrement le Piémont et Gênes avant d'aller „plus loin? Le gouvernement français avait le „droit de refuser les négociations proposées et „de déclarer sa volonté par un *ultimatum*. Ne „serait-il pas impolitique de s'éloigner de la „France, de passer le Tésin, sans être sûr de „ses derrières? Les rois de Sardaigne qui ont „été si utiles à la France, tant qu'ils ont été „fidèles, ont le plus contribué à ses revers dès „qu'ils ont changé de *politique*. Aujourd'hui

„la disposition des ennemis de cette cour ne „saurait permettre la moindre illusion. Les „nobles et les prêtres la dominent; ils sont „ennemis irréconciliables de la république. Si „on avance et qu'on éprouve une défaite, que „n'aura-t-on pas à redouter de leur haine et de „leur vengeance? Gênes même devra donner de „grandes inquiétudes. Le système de l'oligar„chie y domine toujours, et quelque nom„breux que puissent s'y trouver les partisans „de la France, ils demeurent sans influence „dans leurs décisions politiques. Les bourgeois „de Gênes peuvent bien déclamer, mais là se „borne tout leur pouvoir. Les oligarques gou„vernent, ils commandent aux troupes et dis„posent de 8 à 10,000 paysans des vallées de „Fontana-Bona et autres, qu'ils appellent à „leur secours quand ils en ont besoin. Enfin „doit-on s'arrêter après avoir passé le Tésin? „doit-on passer l'Adda, l'Oglio, le Mincio, „l'Adige, la Brenta, la Piave, le Tagliamento, „l'Isonzo? Est-il sage de laisser sur ses der„rières de si nombreuses populations si mal „disposées? Le moyen d'aller vite n'est-il pas „d'aller doucement et de se faire des appuis „dans tous les pays que l'on occupe, en chan„geant le gouvernement et confiant l'adminis„tration à des personnes de mêmes principes „et de mêmes intérêts que nous? Si l'on se „portait dans le pays de Venise, n'obligerait„on pas cette république, qui peut disposer de „50,000 hommes, à prendre partie pour l'en„nemi? On répondait à cela: L'armée fran„çaise doit profiter de sa victoire, elle ne doit „*s'arrêter* qu'à la meilleure ligne de défense

„contre les armées autrichiennes qui ne tarde-„ront pas à déboucher du Tyrol et du Frioul. „Cette ligne c'est l'Adige: elle couvre toutes „les vallées du Pô; elle intercepte la moyenne „et la basse Italie; elle isole la place de Man-„toue; et probablement cette place sera prise „avant que l'armée ennemie ne soit refaite et „en position de la secourier. C'est pour avoir „méconnu ce principe que le maréchal de „Villars manqua tout le but de la guerre en „1733. Il était à la tête de 50,000 hommes „réunis au camp de Vigevano en octobre; „n'ayant pas d'armée devant lui, il pouvait se „porter où il voulait. Il se borna à se tenir en „observation sur l'Oglio à cheval sur le Pô; „ayant ainsi perdu l'occasion, il ne la retrouva „plus. Trois mois après, Mercy arriva dans „le Seraglio avec une armée. Le maréchal de „Coigny, quoique à la tête d'une armée très-„supérieure pendant toute la campagne de „1734, et victorieux dans deux batailles ran-„gées, celles de Parme et de Guastalla, ne sut „tirer aucun parti de tant d'avantages; il ma-„nœuvra alternativement sur les deux rives du „Pô. Si ces généraux avaient bien connu la „topographie de l'Italie, dès le mois de novem-„bre, Villars eût pris position sur l'Adige, in-„terceptant ainsi toute l'Italie; et Coigny eût „profité de ses victoires pour s'y porter à tire-„d'aile.

„Sur l'Adige on a le moyen de pourvoir à „toutes les dépenses de l'armée, parce qu'on „en fait partager le poids à une grande popu-„lation; à celles du Piémont, de la Lombardie,

„aux légations de Bologne et de Ferrare, aux „duchés de Parme et de Modène. On craint de „voir Venise se déclarer contre la France? Le „meilleur moyen de l'empêcher, c'est de por„ter en peu de jours la guerre au milieu de ses „états; elle n'est point préparée à un pareil „événement; elle n'a point eu le temps de faire „des levées et de prendre des résolutions; il „faut empêcher le sénat de délibérer. Si l'armée „reste sur la rive droite du Tésin, les Autri„chiens forceront cette république de faire „cause commune avec eux, ou elle-même se „jettera dans leurs bras, influencée par l'esprit „de parti. Le roi de Sardaigne n'est plus à „craindre; ses milices sont congédiées; les „Anglais vont cesser leurs subsides; les affaires „intérieures y sont dans le plus mauvais „état. Quelque parti que prenne la cour, les „mécontents s'accroîtront; après la fièvre vient „la faiblesse. Quinze à dix-huit mille hommes „sont toutes les forces qui lui restent; dissé„minés dans un grand nombre de villes, ils „suffiront à peine à maintenir la tranquillité „intérieure. D'un autre côté, le mécontente„ment de la cour de Vienne contre le cabinet „de Turin ira en croissant; elle lui reprochera „qu'à la première bataille perdue, il a dése„péré de la cause commune. Ce n'est pas ainsi „qu'en avait agi, en 1705, Victor-Amédée, „après la victoire que Vendôme remporta à „Cassano, où le prince Eugène fut acculé sur „les bords du lac d'Iseo, où trois armées fran„çaises envahirent tous ses états, même le „comté de Nice; il ne lui restait plus que Tu-

„rin, et cependant il tint ferme, persista dans „son alliance avec l'Autriche. Il en fut récom- „pensé l'année suivante par la bataille de Tu- „rin, où il reconquit tous ses états, en consé- „quence de cette marche si audacieuse du „prince Eugène que la fortune se plut à cou- „ronner d'un si grand succès.

„Les oligarques de Gênes ne sont pas à „craindre ; la meilleure garantie contre eux, „ce sont les profits immenses qu'ils recueillent „de leur neutralité. On veut protéger les prin- „cipes de la liberté en Piémont et à Gênes, „mais pour cela il faut allumer la guerre civile, „soulever le peuple contre les nobles et les „prêtres; et c'est devenir responsable des excès „qui accompagnent toujours une pareille lutte. „Arrivée au contraire sur l'Adige, l'armée sera „maîtresse de tous les états de la maison d'Au- „triche en Italie et de tous ceux du pape en- „deça de l'Apennin; elle sera en position de „proclamer les principes de la liberté et d'ex- „citer le patriotisme italien contre la domina- „tion étrangère. On n'aura pas besoin d'exciter „les divisions parmi les diverses classes des „citoyens; nobles, bourgeois, paysans, tous „seront appelés à marcher d'accord pour le „rétablissement de la patrie italienne. Le mot „*Italiam! Italiam!* proclamé à Milan, à Bolo- „gne, à Vérone produira un effet magique. „Proclamé sur la droite du Tésin, les Italiens „diront: *Pourquoi n'avancez-vous pas?*“

Le colonel Murat, premier aide-de-camp, fut expédié pour Paris avec vingt-un drapeaux et le *traité d'armistice de Chérasco*. Son arrivée

à Paris, par le Mont-Cenis, avec tant de trophées et l'acte de soumission du roi de Sardaigne causa une grande joie dans la capitale et y excita le plus vif enthousiasme. L'aide-de-camp Junot, qui avait été expédié après la bataille de Millésimo par la route de Nice, arriva après Murat.

La province d'Alba, que les Français occupèrent en entier, était de tout le Piémont le pays le plus opposé à l'autorité royale, celui qui contenait le plus de germes révolutionnaires; il y avait déjà éclaté des troubles; plus tard encore il en éclata de nouveaux. Si on eût voulu continuer la guerre avec le roi de Sardaigne, c'est là que l'on eût trouvé le plus de secours et le plus de disposition à l'insurrection. Ainsi au bout de quinze jours, le premier point du plan de campagne était atteint. De grands résultats étaient obtenus; les forteresses piémontaises des Alpes étaient tombées; la coalition était affaiblie d'une puissance qui lui fournissait 60 à 70,000 hommes, plus importante encore par sa position. Depuis le commencement de cette campagne, dans le courant d'un mois, la législature décréta cinq fois que l'armée d'Italie avait bien mérité de la patrie, dans les séances des 21, 22, 24, 25 et 26 avril et chaque fois pour de nouvelles victoires.

Conformément aux conditions de l'armistice de Chérasco, le roi de Sardaigne envoya à Paris le comte de Revel pour traiter de la paix *définitive*. Il la conclut et signa le 15 mai

1796. Par ce traité, les places d'Alexandrie et de Coni furent remises à l'armée d'Italie; Suse, la Brunette, Exilles, démolies et les Alpes ouvertes; ce qui mit le roi à la disposition de la république, n'ayant plus d'autres points fortifiés que Turin et le fort de Bard.

CHAPITRE VI.

BATAILLE DE LODI.

Passage du Pô (7 mai). — Combat de Fombio (8 mai). — Armistice accordé au duc de Parme (9 mai). — Bataille de Lodi (10 mai). — Entrée à Milan (14 mai). — Armistice accordé au duc de Modène (20 mai). — Berthier. — Masséna. — Augereau. — Serrurier.

§. Ier.

Les portes des places de Coni, Tortone et Ceva furent ouvertes aux Français dans les premiers jours de mai. Masséna marcha avec sa division à Alexandrie, et y prit de nombreux magasins appartenant à l'armée autrichienne. Le quartier-général arriva à Tortone, en passant par Alba, Nizza-della-Paglia et le couvent de Bosco. Tortone était une

très-belle forteresse; elle se trouvait abondamment pourvue d'artillerie et de toutes sortes de munitions de guerre. Beaulieu, consterné, s'était retiré au-dela du Pô, pour couvrir Milan; il comptait défendre le passage du Pô, vis-à-vis de Valence, et celui-ci forcé, celui de la Sessia et du Tésin. Il plaça ses troupes sur la rive gauche de la Cogna, au camp de Valleggio; il y fut renforcé par une division de réserve de dix bataillons, ce qui lui donnait une armée égale à l'armée française. Dans toutes les dispositions politiques et militaires, Valenza avait été désigné comme le lieu où les Français devaient opérer le passage du Pô. Dans les conférence de Chérasco, on avait laissé percer mystérieusement cette intention. Dans la conclusion de l'armistice, un article prescrivait la remise de cette ville aux Français, pour qu'ils y effectuassent le passage du fleuve. Masséna, à peine arrivé à Alexandrie, poussa des partis dans la direction de Valenza. Augereau partit d'Alba, et campa à l'embouchure de la Scrivia. Serrurier se rendit à Tortone où Laharpe était arrivé par la route d'Acqui. Les grenadiers de l'armée y avaient été rassemblés au nombre de 3,500; ils formaient dix bataillons: avec ces troupes d'élite, la cavalerie et vingt-quatre pièces de canon, Napoléon se porta à marches forcées sur Plaisance, pour y surprendre le passage du Pô; le passage une fois démasqué, toutes les divisions françaises abandonnèrent leurs positions, et marchèrent, en toute hâte, sur Plaisance. Le 7 mai, à neuf heures du matin, il arriva devant cette ville, *ayant fait seize lieues* en trente-six heu-

res. Il se rendit au bord de la rivière, où il demeura jusqu'à ce que le passage fut effectué, et l'avant-garde sur la rive gauche. Le bac de Plaisance portait 500 hommes, ou cinquante chevaux, et faisait la traversée en une demi-heure. Le colonel d'artillerie, Andréossy, directeur des ponts, et l'adjudant-général Frontin avaient pris sur le Pô, de Castel-Saint-Joane à Plaisance, dix bateaux chargés de 500 blessés et de la pharmacie de l'armée autrichienne. Le colonel Lannes passa le premier avec 900 grenadiers. Deux escadrons de hussards ennemis tentèrent vainement d'empêcher le débarquement. Peu d'heures après, toute l'avant-garde était de l'autre côté. Dans la nuit du 7 au 8, toute l'armée arriva; le 9, le pont fut achevé. Le soir même du 7, le général Laharpe, commandant les grenadiers, établit son quartier-général à Émetri, entre Fombio et le Pô. Ce fleuve à Plaisance est très-rapide; sa largeur est de deux cent-cinquante toises. Les passages des rivières de cette importance sont les opérations les plus critiques de la guerre.

§. II.

La division autrichienne de Liptay, forte de huit bataillons et huit escadrons, partie de Pavie, arriva dans la nuit à Fombio, à une lieue ont de Plaisance. Le 8, après midi, on ut que les clochers et les maisons du étaient crénelés et remplis de trou- le les chaussées, qui traversaient des , étaient occupées par du canon: il

devenait de la plus haute importance de déloger l'ennemi de Fombio. Il pouvait recevoir de grands renforts; il eût été par trop dangereux d'être obligé de livrer bataille avec une aussi grande rivière à dos. Napoléon ordonna les dispositions qu'exigeait la nature du terrain. Lannes attaqua par la gauche; Lanusse sur le centre; Dallemagne sur la droite: en une heure de temps le village fut enlevé; la division autrichienne, qui le défendait, fut culbutée; elle perdit ses canons, 2,500 prisonniers, trois drapeaux. Les débris se jetèrent dans Pizzighetone, et y passèrent l'Adda. La forteresse de Pizzighetone n'était pas armée; peu de jours auparavant, elle était encore si loin du théâtre de la guerre et de tout danger, que l'ennemi n'y avait pas songé; mais Liptay eut le temps de lever les ponts-levis, de placer du canon de campagne sur les remparts. L'avant-garde française s'arrêta au rivage de Malleo, à la nuit close, à une demi-portée de canon de Pizzighetone. Laharpe rétrograda pour se placer en avant de Codogno, couvrant les routes de Pavie et de Lodi. On savait, par les prisonniers faits à Fombio, que Beaulieu était en marche, pour camper avec son armée derrière Fombio. Il se pouvait donc que quelques-uns de ses corps, ignorant ce qui s'était passé dans l'après-midi, se portassent sur Codogno, pour y cantonner; les troupes en furent prévenues. Après avoir ordonné la plus grande surveillance, le général en chef retourna à Plaisance, où était son quartier-général. Pendant la nuit, Masséna passa le Pô, et se plaça en réserve *à la tête du pont*, pour soutenir

Laharpe, en cas de besoin. Ce qui avait été prévu arriva; la marche des troupes depuis Tortone à Plaisance, quelque rapide qu'elle eût été, n'avait pas été assez secrète pour que Beaulieu n'en eût eu connaisance. Il mit toutes ses troupes en marche pour occuper le pays entre le Tésin et l'Adda, espérant arriver à temps vis à vis Plaisance, pour empêcher le passage du fleuve; il savait que les Français n'avaient point d'équipages de pontons. Un des régiments de cavalerie qui précédaient la colonne où il était, se présenta aux avant-postes du général Laharpe, venant par la route de Pavie; il y donna l'alarme. Les bivouacs prirent les armes; après quelques décharges il n'entendirent plus rien: cependant Laharpe, suivi d'un piquet et de quelques officiers, se porta en avant pour vérifier ce que cela pouvait être, et interroger lui-même les habitants des premières métairies sur la route, qui lui dirent que cette alarme avait été donnée par un régiment de cavalerie, qui ignorait que les Français eussent passé le Pô, et qu'il avait pris à gauche pour gagner Lodi. Laharpe retourna dans son camp. Mais au lieu de revenir par la chaussée d'où les troupes l'avaient vu partir, il prit malheureusement un sentier voisin. Les soldats étaient au guet; ils accueillirent leur général par un feu de file très-vif; Laharpe tomba mort; il fut tué par ses propres soldats! il était Suisse, du canton de Vaud. Sa haine contre le gouvernement de Berne, lui ayant attiré des persécutions, il s'était refugié en France; c'était un officier d'une bravoure distinguée. Grenadier, par la taille et par

le cœur, conduisant avec intelligence ses troupes, dont il était fort aimé, quoique d'un caractère inquiet. On a remarqué que, pendant le combat de Fombio, tout le soir qui a précédé sa mort, il avait été fort préoccupé, très-abattu, ne donnant point d'ordres, privé, en quelque sorte, de ses facultés ordinaires, tout-à-fait dominé par un pressentiment funeste. Ce triste événement parvint à quatre heures du matin au quartier-général. Berthier fut sur-le-champ envoyé à cette division d'avant-garde; il y trouva les troupes désolées.

§. III.

En entrant dans les états de Parme, Napoléon reçut, au passage de la Trébia, des envoyés du prince, pour lui demander la paix et sa protection. Le duc de Parme n'était d'aucune importance politique; il n'y avait aucun avantage à saisir ses états. Il lui laissa le soin de les administrer, en lui imposant, pour condition de l'armistice, tous les sacrifices dont ils étaient susceptibles. On recueillit ainsi tous les avantages, et on se délivra de tous les embarras du gouvernement. Ce parti était le plus sage, le plus simple. Le 9 au matin, l'armistice fut signé à Plaisance. Le duc paya deux millions en argent, versa dans les magasins de l'armée une grande quantité de bled, d'avoine, etc.; fournit seize cents chevaux d'artillerie ou de cavalerie, et s'engagea à défrayer toutes les routes militaires et les hôpitaux qui seraient établis dans ses états. C'est dans cette occasion que Napoléon imposa une

contribution d'objets d'art pour le Musée de Paris. C'est le premier exemple de ce genre, qu'on rencontre dans l'histoire moderne. Parme fournit vingt tableaux, au choix des commissaires français; parmi eux se trouva le fameux Saint-Jérôme. Le duc fit proposer deux millions pour conserver ce tableau; les agents de l'armée étaient fort de cette opinion. Le général en chef dit qu'il ne resterait bientôt plus rien des deux millions qu'on lui donnerait, tandis que la possession d'un pareil chef-d'œuvre, à Paris, ornerait cette capitale pendant des siècles, et enfanterait d'autres chefs-d'œuvre.

La ville de Parme est située à trente lieues du golfe de Rapalo sur la Méditerranée, à même distance des bouches du Pô sur l'Adriatique; à soixante lieues des bouches du Var, frontière ouest de l'Italie du côté de la France; à soixante lieues de l'Isonzo, frontière est de l'Italie et sa limite avec l'Allemagne; et à soixante lieues sud du col du Saint-Gotthard, limite de la Suisse; à deux cent dix lieues de la mer d'Ionie; à vingt lieues de la Spezia; à quatre lieues du Pô. Sa population était de 40,000 ames. Sa citadelle était en mauvais état. Les duchés de Parme, Plaisance, Guastalla, furent possédés par la maison de Farnèse. Elisabeth, femme de Philippe V, héritière de cette maison, porta ces uchés dans la maison d'Espagne. Dom Carlos, s, les possédait en 1714; depuis ayant elé au trône de Naples, ces duchés it à la maison d'Autriche en 1748 par d'Aix-la-Chapelle; l'infant dom Philippe investi; depuis, son fils Ferdinand lui

succéda en 1762. C'est le fameux élève de Condillac; il est mort en 1802. Il habitait le château de Colorno, environné de moines et livré à toutes les pratiques les plus minutieuses de la religion.

§. IV.

L'armée leva dans la ville de Plaisance quatre cents chevaux d'artillerie. Le 10, elle marcha de Casal-Pusterlengo sur Lodi, où Beaulieu avait réuni les divisions de Sebottendorf et Roselmini, et avait dirigé sur Milan et Cassano, Colli et Wukassowich. La destinée de ces dernières troupes dépendait désormais de la rapidité des marches. On pouvait les couper de l'Oglio et les faire prisonnières, mais à une lieue de Casal l'armée française trouva une forte arrière-garde de grenadiers autrichiens avantageusement postée, défendant la chaussée de Lodi. Il fallut manœuvrer; on y mit toute l'ardeur, et elle, toute l'opiniâtreté que requéraient les circonstances; enfin, le désordre se mit dans ses rangs; elle fut poursuivie l'épée dans les reins jusque dans Lodi. Cette place avait des murailles; l'ennemi voulut en fermer les portes, mais les soldats français y entrèrent pêle-mêle avec les fuyards qui se rallièrent derrière la ligne de bataille que Beaulieu avait prise sur la rive gauche de l'Adda. Ce général démasqua vingt-cinq à trente pièces de canon pour défendre le pont; les Français lui en opposèrent sur-le-champ un pareil nombre. La ligne autrichienne était de 12,000 hommes d'infanterie et de 4,000 de cavalerie, ce qui

joint aux 10,000 qui se retiraient sur Cassano, à 8,000 qui avaient été battus à Fombio, et dont les débris étaient retirés à Pizzighetone, et aux 2,000 de la garnison du château de Milan, formaient 35 à 36,000 hommes, seuls restes de son armée.

Napoléon dans l'espoir de couper la division qui marchait par Cassano, résolut de passer le pont de l'Adda ce même jour sous le feu des ennemis, et de les étonner par une opération si hardie. En conséquence, après quelques heures de repos dans Lodi, sur les cinq heures du soir, il ordonna au général Beaumont, commandant la cavalerie, de passer l'Adda à une demi-lieue au-dessus, où se trouvait un gué praticable en ce moment, et aussitôt qu'il serait sur l'autre rive, d'engager la canonnade avec une batterie d'artillerie légère sur le flanc droit de l'ennemi; en même temps il plaça au débouché du pont et sur la rive droite toute l'artillerie disponible de l'armée, la dirigeant sur les pièces ennemies qui enfilaient le pont: il forma les grenadiers en colonne serrée derrière le rempart de la ville qui borde l'Adda, où elle se trouvait plus près des batteries ennemis que la ligne même de l'infanterie autrichienne, qui s'était éloignée de la rivière pour profiter d'un pli de terrain qui la mettait en partie à l'abri des boulets des batteries françaises, et dès qu'il vit le feu de l'artillerie de l'ennemi se rallentir que la tête de la cavalerie française commençait à se former sur la rive gauche, que cette manœuvre inquiétait l'ennemi, il fit battre la charge; la tête de la colonne par un simple à gauche se trouva sur le pont, qu'elle

qu'elle traversa en peu de secondes au pas de course, et s'empara sur-le-champ du canon de l'ennemi; la colonne n'était exposée au feu de l'ennemi qu'au moment où elle convergeait, par un à gauche, pour passer le pont. Aussi en un clin d'œil fut-elle à l'autre bord, sans essuyer de perte sensible; elle tomba sur la ligne ennemie, l'enfonça, la contraignit de se retirer sur Crema dans le plus grand désordre avec la perte de son artillerie, de plusieurs drapeaux, et 2,500 prisonniers. Une action si vigoureuse exécutée sous un feu si meurtrier, mais conduite avec toute la prudence convenable, a été regardée par les militaires comme une des actions les plus brillantes de la guerre. Les Français ne perdirent pas plus de 200 hommes; les ennemis furent écrasés. Mais Colli et Wukassowick avaient passé l'Adda à Cassano, et se retiraient par la chaussée de Brescia, ce qui décida la marche des Français sur Pizzighetone; ils mettaient de l'importance à chasser de suite l'ennemi de cette forteresse pour qu'il n'eût pas le temps de l'armer et de l'approvisionner; à peine fut-elle cernée qu'elle se rendit; il y avait 300 hommes, que l'ennemi sacrifia pour favoriser sa retraite. Napoléon, dans sa ronde de nuit, rencontra un bivouac de prisonniers où était un vieux officier hongrois, bavard; il lui demanda comment allaient leurs affaires: le vieux capitaine ne pouvait disconvenir que cela n'allât très-mal; „mais, ajouta-t-il, il n'y a plus moyen d'y rien comprendre, nous avons à faire à un jeune général, qui est tantôt devant nous, tantôt sur notre queue, tantôt sur nos flancs; *on ne sait jamais* comment il faut

se placer. Cette manière de faire la guerre est insupportable, et viole tous les usages." La cavalerie française entra à Crémone après une assez brillante charge, et poursuivit l'arrière-garde autrichienne jusqu'à l'Oglio.

§. V.

Aucune troupe française n'était encore entrée à Milan, quoique cette capitale fût à plusieurs journées sur les derrières de l'armée qui avait des postes à Crémone. Mais les administrations autrichiennes l'avaient évacuée, et s'étaient refugiées dans Mantoue. La ville était gardée par les gardes nationales. La municipalité et les états de Lombardie envoyèrent à Lodi une députation, à la tête de laquelle était Melzi, pour protester de leur soumission et implorer la clémence du vainqueur. C'est en souvenir de cette mission que le roi d'Italie institua depuis le duché de Lodi en faveur de Melzi. Le 15 mai, le vainqueur fit son entrée dans Milan sous un arc de triomphe, au milieu d'un peuple immense, et de la nombreuse garde nationale de la ville, habillée aux trois couleurs, vert, rouge et blanc. A sa tête était le duc de Serbelloni qu'elle s'était choisi pour chef. Augerau rétrograda pour occuper Pavie; Serrurier occupa Lodi et Crémone; la division Laharpe, Como, Cassano, Lucco, et Pizzighetone, qui fut armée et approvisionnée.

Napoléon dit à ses soldats, par l'ordre du *jour:* „*Soldats*, vous vous êtes précipités

„comme un torrent du haut de l'Apennin. „Vous avez culbuté, dispersé tout ce qui „s'opposait à votre marche. Le Piémont, dé„livré de la tyrannie autrichienne, s'est livré à „ses sentiments naturels de paix et d'amitié „pour la France. Milan est à vous et le pavil„lon républicain flotte dans toute la Lombar„die. Les ducs de Parme et de Modène ne doi„vent leur existence politique qu'à votre „générosité. L'armée qui vous menaçait avec „orgueil ne trouve plus de barrière qui la „rassure contre votre courage; le Pô, le Té„sin, l'Adda, n'ont pu vous arrêter un seul „jour; ces boulevards vantés de l'Italie ont été „insuffisants; vous les avez franchis aussi rapi„dement que l'Apennin. Tant de succès ont „porté la joie dans le sein de la patrie, vos „représentants ont ordonné une fête dédiée à „vos victoires, célébrée dans toute les com„munes de la république. Là vos pères, vos „mères, vos épouses, vos sœurs, vos amantes „se réjouissent de vos succès et se vantent „avec orgueil de vous appartenir. Oui, sol„dats, vous avez beaucoup fait..... Mais ne „vous reste-t-il donc plus rien à faire?..... „Dira-t-on de nous que nous avons su vaincre, „mais que nous n'avons pas su profiter de la „victoire? la postérité nous reprochera-t-elle „d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie?... „Mais je vous vois déjà courir aux armes, un „lâche repos vous fatigue, les journées per„dues pour la gloire le sont pour votre bonheur... „Eh bien! partons, nous avons encore des „marches forcées à faire, des ennemis à sou„mettre, *des lauriers à cueillir*, des injures à

„venger. Que ceux qui ont aiguisé les poignards „de la guerre civile en France, qui ont lâche„ment assassiné nos ministres, incendié nos „vaisseaux à Toulon, tremblent.... L'heure de „la vengeance a sonné: mais que les peuples „soient sans inquiétude; nous sommes amis „de tous les peuples, et plus particulièrement „des descendants des Brutus, des Scipion, „et des grands hommes que nous avons pris „pour modèles. Rétablir le Capitole, y pla„cer avec honneur les statues des héros qui le „rendirent célèbre, réveiller le peuple romain „engourdi par plusieurs siècles d'esclavage, „tel sera le fruit de nos victoires; elles feront „époque dans la postérité: vous aurez la gloire „immortelle de changer la face de la plus belle „partie de l'Europe. Le peuple français libre, „respecté du monde entier, donnera à l'Europe „une paix glorieuse, qui l'indemnisera des sa„crifices de toute espèce qu'il a faits depuis „six ans. Vous rentrerez alors dans vos foyers, „et vos concitoyens diront, en vous montrant: „*Il était de l'armée d'Italie.*“ L'armée employa six jours de repos à l'amélioration de son materiel; rien ne fut épargné pour compléter les équipages d'artillerie. Le Piémont, le Parmésan, avaient fourni de grandes ressources, mais il s'en trouva de bien plus considérables en Lombardie, ce qui mit à même de faire la solde, de pourvoir à tous les besoins, de régulariser les services.

Milan est situé au milieu d'une des plus hes plaines du monde, entre les Alpes, le t l'Adda; à trente-deux lieues du sommet *Alpes*. au col du Saint-Gotthard; à huit

lieues du Pô, à six du Tésin, à six de l'Adda, à quarante-trois du Mont-Cénis, à vingt-huit de Gênes, à vingt-huit de Turin, à vingt-neuf de Parme, à cinquante-six de Venise. Sa population était de 120,000 ames; l'enceinte de dix mille toises; elle avait dix portes; cent quarante couvents d'hommes ou de femmes, et cent confréries. La cathédrale est la plus belle et la plus vantée de l'Italie, après Saint-Pierre de Rome; elle est revêtue en marbre blanc; commencée par Galéasse en 1300, elle fut terminée en 1810 par Napoléon. L'hôpital, la bibliothèque ambroisienne et grand nombre de beaux palais embellissent cette ville. Le Raviglio sert à sa communication avec le Tésin et l'Adda; leurs eaux se réunissent dans Milan par six écluses. Un autre canal a été construit, pendant le royaume d'Italie, pour joindre Pavie et Milan, établir une communication directe avec le Pô, et favoriser les communications avec Gênes. Le transport des marchandises de Gênes se faisait par roulage jusqu'à Cambio sur le Pô, où, embarquées sur ce fleuve, elles arrivaient par le bas Tésin à Pavie, et y étaient déchargées pour Milan; moyennant le nouveau canal, elles continuent leur navigation jusqu'à Milan, et de là partent sur l'Adda.

Milan a été fondé par les Gaulois d'Autun, l'an 580 avant Jésus-Christ. Cette ville a été assiégée quarante fois, prise vingt fois, entièrement détruite quatre fois. Sa citadelle a été construite sur les ruines du palais des Visconti; tout y est plein du souvenir des archevêques saint Ambroise, et saint Charles Borromée. Sous l'empire romain, Milan était la capitale de la Gaule-Cis-

alpine. Elle a été depuis, la capitale du royaume des Ostrogoths; elle a été à la tête de la ligue des républiques lombardes, dans le XI^e^ siècle; depuis, le chef-lieu du parti des Guelfes pendant les XII^e^ et XIII^e^ siècles. Othon Visconti un de ses archevêques, favorisé par les Gibelins, usurpa la souveraineté; les Visconti la conservèrent jusqu'en 1450, que cette maison s'éteignit. L'héritière naturelle Valentine Visconti, épouse du duc d'Orléans qui fut assassiné par le duc de Bourgogne, aïeul de Louis XII, porta ce duché dans la maison de France. Le condotière François Sforce succéda aux Visconti. Louis XII s'empara de Milan en 1508, qui resta sous la domination de la France jusqu'en 1526, que Charles-Quint s'en saisit et en investit Philippe II. Les rois d'Espagne la possédèrent jusqu'en 1714 qu'elle passa à la maison d'Autriche, à qui elle appartenait encore en 1796.

Milan était la capitale de la Lombardie autrichienne, qui se divisait en sept provinces: celles de Milan, Pavie, Varèse, Como, Lodi, Crémone et Mantoue. La Lombardie avait ses priviléges particuliers: l'empereur d'Autriche y tenait un prince du sang comme gouverneur-général, et confiait les principales affaires à son ministre dirigeant. Elle avait des états composés des députés des sept provinces; ces états étaient assez souvent opposés au gouverneur-général et au ministre autrichien. Le comte de Melzi était, ami ces députés, le plus accrédité par ses ères, son patriotisme et sa probité. Il a été s président de la république italienne,

et chancelier du royaume d'Italie; il était plein d'amour de son pays, et tout dévoué à l'idée de l'indépendance de l'Italie. Il comptait à Milan parmi les familles nobles et aisées du pays. Les couleurs verte, blanche et rouge devinrent les couleurs nationales de l'Italie libre; ses gardes nationales se formèrent dans toutes les villes. Serbelloni, le premier colonel de celle de Milan, était le plus grand seigneur du pays, jouissant d'une très-grande popularité, et d'une grande fortune. Il a été, depuis, fort connu a Paris, où il a demeuré long-temps en qualité d'ambassadeur de la république cisalpine. A Milan, comme dans toutes les grandes villes d'Italie, et peut-être dans toutes celles de l'Europe, la révolution française avait excité d'abord le plus vif enthousiasme et parlé à tous les sentiments; mais plus tard, les hideuses scènes de la terreur avaient changé ces bonnes dispositions. Toutefois les idées de la révolution conservaient encore à Milan de chauds partisans; la masse du peuple était remuée par l'attrait de l'égalité. Les Autrichiens, malgré leur longue domination, n'avaient pas inspiré d'attachement à ces peuples, hormis quelques familles nobles; ils déplaisaient à cause de leur morgue et de la brutalité de leurs manières. Le gouverneur-général, l'archiduc Ferdinand, n'était ni aimé ni estimé; on l'accusait d'aimer l'argent, d'influer sur l'administration pour favoriser les déprédations, de spéculer sur les bleds, et autres reproches de ce genre, toujours très-impopulaires. Il était marié à la princesse Béatrix d'Est, fille héritière du dernier duc de Modène, alors régnant. La citadelle de Milan était bien ar-

mée et bien approvisionnée; Beaulieu y avait laissé 2,500 hommes de garnison. Le général français Despinois fut chargé du commandement de Milan, et du blocus de la citadelle. L'artillerie forma l'équipage de siége, en tirant les pièces et les munitions de guerre des places du Piémont qui avaient garnison française, Tortone, Alexandrie, Coni, Ceva, Cherasco.

§. VI.

Les trois duchés de Modène, Reggio, et la Mirandola sur la rive droite du Pô inférieur, étaient gouvernés par le dernier prince de la maison d'Est, vieillard avare, dont l'unique plaisir était d'entasser l'or. Il était méprisé de ses sujets; à l'approche de l'armée, il dépêcha le commandeur d'Est, son frère naturel, pour solliciter un armistice et la protection de Napoléon. La ville de Modène avait une enceinte bastionnée, un arsenal bien pourvu; son état militaire était de 4,000 hommes. Ce prince n'était, du reste, d'aucune considération politique; il fut traité comme le duc de Parme, sans égard, d'ailleurs, à ses liaisons de sang avec la maison d'Autriche. L'armistice fut conclu et signé à Milan, le 20 mai. Il paya dix millions, donna des chevaux, des subsistances de toute espèce, et un certain nombre de chefs-d'œuvre. Il envoya des plénipotentiaires à Paris, pour traiter de la paix; mais elle ne fut point conclue, les négociations languirent, et enfin furent rompues.

Voulant mettre son trésor à l'abri, il se refugia à Venise, où il mourut en 1798. En lui s'éteignit la maison d'Est, si célèbre dans le moyen âge, et chantée avec tant de grâce et de génie par l'Arioste et le Tasse. Sa fille, la princesse Béatrix, épouse de l'archiduc Ferdinand, était la mère de l'impératrice d'Autriche, morte en 1816.

Les nouvelles successives du passage du Pô, de la bataille de Lodi, de l'occupation de la Lombardie, des armistices des ducs de Parme et de Modène, enivrèrent le directoire, qui adopta le plan funeste de diviser l'armée d'Italie en deux armées. Napoléon, avec 20,000 hommes, devait passer le Pô, marcher sur Rome et Naples; et Kellermann, avec les 20,000 autres, commanderait sur la rive gauche du Pô, et couvrirait le siége de Mantoue. Napoléon, indigné d'une telle ingratitude, envoya sa démission, se refusant à être l'instrument de la perte de l'armée d'Italie, et de ses frères d'armes; il dit que tous les hommes qui s'enfonceraient dans le fond de la presqu'île, seraient perdus; que l'armée principale, confiée à Kellermann, serait insuffisante pour se maintenir, et serait obligée de repasser les Alpes en peu de semaines. Un mauvais général, disait-il, vaut mieux que deux bons. Le gouvernement ouvrit les yeux et rapporta ses mesures liberticides. Il ne s'occupa plus de l'armée d'Italie que pour approuver ce que Napoléon avait fait ou projeté.

§. VII.

Berthier était âgé d'environ 42 ans. Son père, ingénieur-géographe, avait eu l'honneur de voir quelquefois Louis XV et Louis XVI, parce qu'il était chargé de lever les plans des chasses, et que ces princes, à leur retour de la chasse aimaient à relever les fautes qu'ils y avaient aperçues. Berthier, jeune encore, fit la guerre d'Amérique comme lieutenant, adjoint à l'état-major de Rochambeau; il était colonel à l'époque de la révolution, et commanda la garde nationale de Versailles, où il se montra fort opposé au parti de Lecointre; employé dans la Vendée comme chef-d'état-major des armées révolutionnaires, il y fut blessé. Après le 9 Thermidor, il fut chef d'état-major du général Kellermann, à l'armée des Alpes, et le suivit à l'armée d'Italie. C'est lui qui fit prendre à l'armée la ligne de Borghetto qui arrêta l'ennemi. Lorsque Kellermann retourna à l'armée des Alpes, il l'emmena; mais lorsque Napoléon prit le commandement de l'armée d'Italie, Berthier demanda et obtint la place de son chef d'état-major; il l'a toujours suivi en cette qualité dans les campagnes d'Italie et d'Égypte: depuis, il a été ministre de la guerre, major-général de la grande armée, prince de Neufchâtel et de Wagram. Il a épousé une princesse de Bavière, et a été comblé des bienfaits de Napoléon. Il avait une grande activité; il suivit son général dans toutes ses reconnaissances et dans toutes ses courses, sans que cela ralentit en rien son travail des bureaux.

Il était d'un caractère indécis, peu propre à commander en chef, mais possédant toutes les qualités d'un bon chef d'état-major. Il connaissait bien la carte, entendait bien la partie des reconnaissances, soignait lui-même l'expédition des ordres; était rompu à présenter, avec simplicité, les mouvements les plus composés d'une armée. Au commencement, on voulut lui attirer la disgrâce de son chef, en le désignant comme son mentor, et publiant que c'était lui qui dirigeait les opérations; on ne réussit pas. Il fit tout ce qui dépendait de lui pour faire cesser des bruits qui le rendaient ridicule dans l'armée. Après la campagne d'Italie, il eut le commandement de l'armée chargée d'aller s'emparer de Rome, et y proclama la république romaine.

§. VIII.

Masséna, né à Nice, était entré au service de France, dans le régiment de Royal-Italien; il était officier au moment de la révolution. Il avança rapidement et devint général de division. A l'armée d'Italie, il servit sous les généraux en chef Dugommier, Dumorbion, Kellermann et Schérer. Il était fortement constitué, infatigable, nuit et jour à cheval parmi les rochers et dans les montagnes; c'était le genre de guerre qu'il entendait spécialement. Il était décidé, brave, intrépide, plein d'ambition et d'amour-propre; son caractère distinctif était l'opiniâtreté; il n'était jamais découragé. Il négligeait la discipline, soignait mal l'administra-

tion, et, par cette raison, était peu aimé du soldat. Il faisait assez mal les dispositions d'une attaque. Sa conversation était peu interessante; mais au premier coup de canon, au milieu des boulets et des dangers, sa pensée acquérait de la force et de la clarté. Était-il battu, il recommençait comme s'il eût été vainqueur. A la fin de la campagne d'Italie, il reçut la commission d'aller porter au directoire les préliminaires de Léoben. Lors de la campagne d'Egypte, il eut le commandement en chef de l'armée d'Helvétie, et sauva la république par le gain de la bataille de Zurich. Depuis il a été maréchal, duc de Rivoli et prince d'Essling.

§. IX.

Augereau, né au faubourg Saint-Marceau, était sergent au moment de la révolution. Ce devait être un sous-officier distingué, puisqu'il fut choisi pour aller à Naples instruire les troupes napolitaines. Il servit d'abord dans la Vendée. Il fut fait général dans l'armée des Pyrénées-Orientales, où il commanda une des principales divisions. A la paix avec l'Espagne, il conduisit sa division à l'armée d'Italie, et y fit toutes les campagnes sous Napoléon, qui l'envoya, pour le 18 fructidor, à Paris. Le directoire ensuite lui donna le commandement en chef de l'armée du Rhin. Il était incapable de se conduire, il n'avait point d'instruction, point d'étendue dans l'esprit, peu d'éducation, mais maintenait l'ordre et la discipline parmi les soldats, il en était aimé. Ses attaques régulières et faites avec ordre; il divi-

sait bien ses colonnes, plaçait bien ses réserves, se battait avec intrépidité: mais tout cela ne durait qu'un jour; vainqueur ou vaincu, il était le plus souvent découragé le soir, soit que cela tînt à la nature de son caractère, ou au peu de calcul et de pénétration de son esprit. Ses opinions politiques l'attachaient au parti de Babœuf, à celui des anarchistes les plus prononcés. Il était entouré d'un bon nombre d'entre eux. Il fut nommé député au corps-législatif en 1798, se mit dans les intrigues du manége, il y fut souvent ridicule. Les gens de ce parti n'étaient point sans instruction, personne n'était moins propre que lui aux discussions politiques et aux affaires civiles dont il aimait à se mêler. Il fut, sous l'empire, duc de Castiglione et maréchal de France.

§. X.

Serrurier, né dans le département de l'Aisne, était major d'infanterie au commencement de la révolution, il avait conservé toutes les formes et la rigidité d'un major: il était fort sévère sur la discipline, et passait pour aristocrate, ce qui lui a fait courir bien des dangers au milieu des camps, surtout dans les premières années. Il a gagné la bataille de Mondovi et pris Mantoue: il a eu l'honneur de voir défiler devant lui le maréchal Wurmser. Il était brave, intrépide de sa personne, mais peu heureux. Il avait moins d'élan que les deux autres, mais il les dépassait par la moralité de son carac-

tère, la sagesse de ses opinions politiques, et la sûreté de son commerce. Il eut l'honorable mission de porter au directoire les drapeaux pris au prince Charles. Il a depuis été fait maréchal de France, gouverneur des Invalides et sénateur.

CHAPITRE VII.

RÉVOLTE DE PAVIE.

L'armée quitte ses cantonnements pour prendre la ligne de l'Adige. — Révolte de Pavie (24 mai). — Prise et sac de Pavie (26 mai). — Causes de cette révolte. — L'armée entre sur le territoire de la république de Venise (28 mai). — Bataille de Borghetto; passage du Mincio (30 mai). — L'armée arrive sur l'Adige (3 juin). — Description de Mantoue. — Blocus de Mantoue (4 juin). — Armistice avec Naples (5 juin).

§. Ier.

A l'ouverture de la campagne, la ville de Mantoue était désarmée. La cour de Vienne espérait que son armée prendrait et conserverait l'offensive: elle comptait sur des victoires et non sur des défaites: ce ne fut qu'après le traité de Chérasco *qu'elle* ordonna l'armement

et l'approvisionnement de Mantoue et des places de la Lombardie. Des militaires ont pensé que si, au lieu de prendre des cantonnements dans le Milanais, l'armée française eût continué sa marche pour rejeter Beaulieu au-delà de l'Adige, Mantoue aurait été surprise: mais il était contre tout principe de laisser derrière soi un si grand nombre de grandes villes et une population de plus d'un million d'habitants sans en avoir pris possession et s'être assuré de leurs disposition. Les Français ne séjournèrent que sept à huit jours dans la Lombardie. Dès le 22 mai, tous les cantonnements étaient levés; ce peu de jours furent bien employés: les gardes nationales formées dans toutes les villes de la Lombardie, les autorités renouvelées et le pays organisé, assurèrent la domination française. Le général Despinois prit le commandement de Milan; une brigade investit la citadelle; les divisions d'infanterie et de cavalerie formèrent de petits dépôts de convalescents et d'hommes fatigués qui tinrent garnison dans les points les plus importants; le dépôt de la division Augereau, fort de 300 hommes, se réunit dans la citadelle de Pavie, ce qui paraissait suffisant pour sa garde et celle du pont du Tésin.

§. II.

Le quartier-général arriva le 24 à Lodi. Il y avait deux heures que le général en chef y était, lorsqu'il apprit l'insurrection de Pavie et de tous les villages de cette province, que la

la division Augereau avait quittée depuis le 20. Une légère commotion s'était même fait sentir à Milan. Il repartit aussitôt pour cette capitale avec 300 chevaux, six pièces d'artillerie et un bataillon de grenadiers; il y arriva le soir même et trouva le calme rétabli: la garnison de la citadelle qui avait fait une sortie pour favoriser cette révolte, était rentrée dans ses remparts; les groupes étaient entièrement dissipés. Il continua sa route sur Pavie; se faisant précéder par l'archevêque de Milan, et envoyant des agents dans toutes les direction avec des proclamations, pour éclairer les paysans. Cet archevêque était un vieillard de quatre-vingts ans, de la maison Visconti, respectable par son âge et son caractère, mais sans esprit ni réputation; sa mission n'eut aucun succès: il ne persuada personne. Les insurgés de Pavie qui devaient se joindre à la garnison du château de Milan, avaient poussé une avant-garde de 800 hommes jusqu'à Binasco. Lannes l'attaqua; Binascofut pris, pillé, brûlé; on espérait que l'incendie, qui pouvait se voir des murs de Pavie, en imposerait à cette ville; il n'en fut rien: 8 à 10,000 paysans s'y étaient jetés et s'en étaient rendus maîtres; ils étaient conduits par des hommes turbulents et des agents de l'Autriche, auxquels les maux du pays importaient peu; en cas de non-succès, ils s'étaient ménagé les moyens de gagner la Suisse. Le soir on publia la proclamation suivante dans Milan; elle fut affichée dans la nuit aux portes de Pavie: „Une „multitude égarée, sans moyens réels de ré„sistance, se porte aux derniers excès dans „plusieurs *communes*, méconnaît la républi-

„que et brave l'armée, triomphante des rois; „ce délire inconcevable est digne de pitié; l'on „égare ce pauvre peuple pour le conduire à „sa perte. Le général en chef, fidèle aux prin- „cipes qu'a adoptés sa nation de ne pas faire „la guerre aux peuples, veut bien laisser une „porte ouverte au repentir; mais ceux qui „sous vingt-quatre heures n'auront pas posé „les armes, seront traités comme rebelles; „leurs villages seront brûlés. Que l'exemple „terrible de Binasco leur fasse ouvrir les yeux! „sont sort sera celui de toutes les communes „qui s'obstineront à la révolte."

§. III.

Le 26, la colonne française quitta Binasco, arriva à Pavie à quatre heures de l'après-midi; les portes étaient fermées. La garnison française avait capitulé; depuis plusieurs heures les insurgés étaient les maîtres de la citadelle: ce succès les avait enhardis. Il paraissait difficile de s'emparer d'une ville de 30,000 ames en insurrection, fermée d'un mur et même d'une ancienne enceinte bastionnée, en très-mauvais état, il est vrai, mais à l'abri d'un coup de main, avec seulement 1,500 hommes et six pièces de campagne. Le tocsin sonnait dans toutes les campagnes environnantes; le moindre pas rétrograde eût augmenté le mal et obligé à rappeler l'armée, déjà sur l'Oglio. Dans une pareille circonstance, la prudence prescrivait érité; Napoléon brusqua l'attaque. Les es d'artillerie tirèrent long-temps pour

enfoncer les portes, elles ne purent y parvenir; mais du moins la mitraille et les obus débusquèrent les paysans postés sur la muraille, et permirent aux grenadiers d'enfoncer les portes à coups de hache. Ils entrèrent au pas de charge, débouchèrent sur la place, et se logèrent dans les maisons qui faisaient la tête des rues. Un peloton de cavalerie se porta sur le pont du Tésin et fit une charge heureuse; les paysans craignirent d'être coupés, ils quittèrent la ville, gagnèrent la campagne; la cavalerie les poursuivit et en sabra un grand nombre. Alors les magistrats, les notables, ayant à leur tête l'archevêque de Milan et l'évêque de Pavie vinrent demander grâce. Les 300 français qui avaient été faits prisonniers dans la citadelle se délivrèrent eux-mêmes pendant ce tumulte et arrivèrent sur la place, désarmés, en mauvais état. Le premier mouvement du général fut de faire décimer cette garnison. „Lâches, leur „dit-il, je vous avais confié un poste essentiel „au salut de l'armée, vous l'avez abandonné „à de misérables paysans, sans opposer la „moindre résistance!" Le capitaine commandant ce détachement fut arrêté. C'était un homme sans esprit, qui voulait se justifier sur un ordre du général Haquin. Celui-ci venait de Paris; il avait été arrêté par les insurgés comme il changeait de chevaux à la poste; ils lui avaient mis le pistolet sous la gorge, le menaçant de la mort s'il ne faisait rendre la citadelle; il persuada à la garnison du fort de se rendre. Mais quelque coupable que fût le général Haquin, cela ne pouvait justifier le commandant du fort qui n'était nullement sous

ses ordres, et y eût-il été, ne le devait plus reconnaître dès l'instant qu'il était prisonnier; aussi ce capitaine fut-il livré à un conseil de guerre et passé par les armes. Le désordre était extrême dans la ville. Des feux étaient allumés pour incendier divers quartiers; la compassion l'emporta. Toutefois le pillage dura quelques heures et fit plus de peur que de mal; il ne s'exerça que sur quelques boutiques d'orfévrerie; mais la renommée se plut à accroître les pertes de la ville, ce qui fut une leçon salutaire pour toute l'Italie. Des colonnes mobiles envoyées dans les campagnes, opérèrent un désarmement général. On prit des ôtages dans toute la Lombardie; le choix tomba sur les principales familles, même sans qu'elles fussent suspectes. On jugea que le voyage en France des personnes les plus influentes, serait utile. Elles revinrent en effet peu de mois après; plusieurs avaient voyagé dans toutes nos provinces, elles s'y étaient francisées.

La ville de Pavie est située à sept lieues de Milan, sur le Tésin, à deux lieues de son embouchure dans le Pô. Elle a huit cent cinquante toises de large et deux mille cinq cents de tour; elle a un pont de pierre sur le Tésin, le seul qui existe sur ce fleuve; elle est fermée par une enceinte bastionnée, en ruine; elle fut la capitale de la monarchie des Lombards; très-puissante et rivale de Milan, dans les XI^e^ et XII^e^ siècles, elle était le centre du parti des gibelins, c'est-à-dire des empereurs et des nobles, dans le temps que Milan était guelfe, *du* parti des papes et du peuple. En 1517, I^er^ perdit, par sa faute, la célèbre

lle de Pavie où il fut fait prisonnier; l'u-
sité de Pavie est renommée; les Volta, les
anzani, les Marcotti, les Fontana, y ont
ssé.

§. IV.

n attribua ce soulèvement à la contribution
ordinaire de vingt millions qui venait
e frappée, aux réquisitions nécessaires à
ée; peut-être à quelques vexations par-
ières. Les troupes étaient nues, ce qui
ait le titre de bandits et de brigands que
donnaient les ennemis. Les Lombards,
aliens ne se regardaient pas comme vain-
c'était l'armée autrichienne qui avait été
e; aucun corps italien n'était au service
Autriche; le pays payait même une con-
tion pour être exempt du recrutement:
t un principe reconnu par la cour de
ne, qu'il était impossible de faire de bons
ts des Italiens. Cette circonstance, d'être
é de vivre des ressources locales, retarda
coup l'esprit public d'Italie. Si, au con-
e, l'armée française avait pu être entre-
des deniers de la France, dès les pre-
s jours on eût pu lever des corps nom-
x d'Italiens. Mais vouloir appeler une
n à la liberté, à l'independance, vouloir
l'esprit se forme au milieu d'elle, qu'elle
des troupes, et lui enlever en même
s ses principales ressources, sont deux
contradictoires, et c'est dans leur con-
ion que consiste le talent. Néanmoins,

dans le commencement, il y eut mécontentement, murmures, conjurations. La conduite d'un général dans un pays conquis est environnée d'écueils: s'il est dur, il irrite et accroit le nombre de ses ennemis; s'il est doux, il donne des espérances qui font ensuite ressortir davantage les abus et les vexations inévitablement attachées à l'état de guerre. Quoi qu'il en soit, si une sédition dans ces circonstances est calmée à temps, et que le conquérant sache y employer un mélange de sévérité, de justice et de douceur, elle n'aura eu qu'un bon effet, elle aura été avantageuse et sera une nouvelle garantie pour l'avenir.

§. V.

Pendant ce temps, l'armée avait continué de marcher sur l'Oglio, sous les ordres de Berthier; son général la rejoignit à Soncino, et le 28 il entra avec elle à Brescia, une des plus grandes villes de la terre-ferme vénitienne; ses habitants étaient mécontents de la domination des nobles vénitiens. Brescia est à onze lieues de Crémone, quinze de Mantoue et vingt-huit de Venise, vingt-quatre de Trente, quatorze de Milan; elle fut soumise à la république de Venise en 1426. Elle a 50,000 habitants, toute la province compte 500,000 ames, partie habitant les montagnes, partie les riches plaines. La proclamation suivante fut affichée: „C'est pour „délivrer la plus belle contrée de l'Europe du „joug de fer de l'orgueilleuse maison d'Autri-

que l'armée française a bravé les ob-

„stacles les plus difficiles à surmonter. La vic-„toire, d'accord avec la justice, a couronné „ses efforts; les débris de l'armée ennemi se „sont retirés au-delà du Mincio. L'armée fran-„çaise passe, pour les poursuivre, sur le ter-„ritoire de la république de Venise; mais „elle n'oubliera pas qu'une longue amitié unit „les deux républiques. La religion, le gou-„vernement, les usages, les propriétés seront „respectés. Que les peuples soient sans in-„quiétude, la plus sévère discipline sera main-„tenue; tout ce qui sera fourni à l'armée sera „exactement payé en argent. Le général en „chef engage les officiers de la république de „Venise, les magistrats et les prêtres à faire „connaître ses sentiments aux peuples, afin „que la confiance cimente l'amitié qui, depuis „long-temps, unit les deux nations. Fidèle dans „le chemin de l'honneur comme dans celui de „la victoire, le soldat français n'est terrible „que pour les ennemis de sa liberté et de son „gouvernement."

Le sénat envoya des provéditeurs au-devant de l'armée pour protester de sa neutralité. Il fut convenu qu'il fournirait toutes les subsistances nécessaires, sauf à en compter par la suite. Beaulieu avait reçu, sur le Mincio, beaucoup de renforts; à la première nouvelle des mouvements de l'armée, il avait porté son quartier-général derrière le Mincio, qu'il voulait défendre pour empêcher l'investissement de Mantoue qui, chaque jour, augmentait ses fortifications et ses approvisionnements. Sans avoir égard aux *protestations* des Vénitiens, il

força les portes de la forteresse de Peschiera, et y appuya sa droite que commandait le général Liptay; il appuya son centre à Valeggio et Borghetto, où il plaça la division Pittony; la division Sebottendorf prit position à Pozzoulo, Colli à Goïto; la garnison de Mantoue établit des postes dans le Séraglio. La réserve sous Mélas, forte de 15,000 hommes, campa à Villa-Franca pour se porter sur le point qui serait menacé.

§. VI.

Le 29 mai, l'armée française était placée, la gauche à Dezenzano, le centre à Montechiaro, la droite à Castiglione, négligeant tout-à-fait Mantoue qu'elle laissa sur sa droite. Le 30 à la pointe du jour, elle déboucha sur Borghetto, apres avoir trompé l'ennemi par divers mouvements qui lui firent croire qu'elle passerait le Mincio à Peschiera et y avoir attiré la réserve de Villa-Franca; aux approches de Borghetto, l'avant-garde française trouva 3,000 hommes de cavalerie autrichienne et napolitaine dans la plaine, et 4,000 hommes d'infanterie retranchés dans le village de Borghetto et sur les hauteurs de Valeggio. Le général Murat chargea la cavalerie ennemie; il obtint dans ce combat des succès importants: c'était la première fois que la cavalerie française, vu le mauvais état où elle avait été, se mesurait avec avantage avec la cavalerie autrichienne; elle prit neuf pièces de canon, deux étendards et [illegible]hommes, parmi lesquels le prince de

Cuto, commandant la cavalerie napolitaine. Depuis ce temps, la cavalerie française rivalisa avec l'infanterie. Le colonel Gardanne, qui marchait à la tête des grenadiers, entra au pas de charge dans Borghetto; l'ennemi en brûla le pont, qu'il était impossible de rétablir sous le feu de la hauteur de Valeggio. Gardanne se jeta à l'eau. Les Autrichiens crurent voir la terrible colonne de Lodi; ils battirent en retraite: Valeggio fut enlevé; il était dix heures du matin. A midi le pont étant rétabli, les divisions françaises passèrent le Mincio. Augerau remonta la rive gauche, se portant sur Peschiera, occupa les hauteurs de Castel-Novo; Serrurier suivit les troupes qui évacuaient Valeggio sur Villa-Franca. Le général en chef marcha avec cette division tant que l'ennemi fut en vue; mais comme celui-ci évitait de combattre, il rentra à Valeggio où avait été marqué le quartier-général. La division Masséna qui devait le couvrir, faisait la soupe sur la sive droite du Mincio et n'avait pas encore passé le pont. La division Sebottendorf ayant entendu la canonnade de Valeggio, s'était mis en marche, remontant la rive gauche de la rivière. Ses coureurs arrivèrent près de Valeggio sans rencontrer aucune troupe; ils entrèrent dans le bourg, et parvinrent jusqu'au logement où était le général en chef; son piquet d'escorte n'eut que le temps de fermer la porte cochère et de crier aux armes, ce qui lui donna le temps de monter à cheval et de sortir par les jardins de derrière. Les soldats de Masséna culbutèrent leurs marmites, passèrent le pont. Le bruit des tambours *mit en fuite les hussards* autrichiens. Sebot-

tendorf fut suivi et mené battant toute la soirée; il perdit beaucoup de monde.

Le danger qu'avait couru Napoléon lui fit sentir la nécessité d'avoir une garde d'hommes d'élite stylés à ce service, et chargés de veiller spécialement à sa sûreté. Il forma un corps auquel il donna le nom de Guides. Le chef d'escadron Bessières fut chargé de l'organiser. Ce corps eut dès ce moment l'uniforme qu'on a connu aux chasseurs de la garde dont il a été le noyau; il était composé d'hommes d'élite de dix ans de service au moins, et a rendu de grands services dans les batailles: 30 ou 40 de ces braves, lancés à propos, ont toujours amené les plus grands résultats. Les Guides étaient alors pour une bataille, ce que les escadrons de service ont été depuis sous l'empereur; ce qui s'explique facilement, parce que les uns et les autres étaient sous sa main, et qu'il les lançait à propos dans les moments importants. Bessières, né en Languedoc, commença à servir dans le 22e de chasseurs, à l'armée des Pyrénées orientales. Il était d'une bravoure froide, calme au milieu du feu; il avait de très-bons yeux; il était fort habitué aux manœuvres de cavalerie, et propre surtout à commander une réserve. On le verra, dans toutes les grandes batailles, rendre les plus grands services. Lui et Murat étaient les premiers officiers de cavalerie de l'armée, mais de qualités bien opposées; Murat était un officier d'avant-garde, aventureux et bouillant; Bessières était un officier de réserve, plein de vigueur, mais et circonspect. Il fut, dès le moment

de la création des guides, chargé exclusivement de la garde du général en chef et de celle du quartier-général. Il a été, depuis, duc d'Istrie, maréchal de l'empire, et l'un des maréchaux de la garde.

§. VII.

Pour couvrir le siége de Mantoue et l'Italie, il était nécessaire que l'armée française occupât la ligne de l'Adige et les ponts de Vérone et de Legnago. Toutes les insinuations du provéditeur Foscarelli pour s'opposer à la marche sur Vérone furent vaines. Le 3 juin, Masséna s'empara de cette ville, située à trente deux lieues de Milan, vingt-cinq de Venise, seize de Trente; elle a trois ponts de pierre sur l'Adige. Le Ponte-Vecchio a soixante toises de long et trois arches; cette ville a 60,000 habitants, elle est belle, grande, riche, très-saine. Elle fut soumise aux Vénitiens en 1405: son enceinte à cheval sur la rivière a six mille toises; ses forts sont situés sur les hauteurs qui dominent la rive gauche. Porto-Legagno fut armé, et l'armée d'observation occupa Montebaldo par sa gauche, Vérone par son centre, la basse Adige par sa droite; elle couvrait ainsi le siége de Mantoue. On avait atteint le but; le drapeau tricolore flottait sur les débouchés du Tyrol; il fallait actuelment forcer Mantoue et enlever ce boulevard à l'Autriche; on se flattait de réussir avant l'arrivée de la nouvelle armée autrichienne; mais que de combats, que d'événements, que de dangers on devait *surmonter*!

§. VIII.

Mantoue est située au milieu de trois lacs formés, par les eaux du Mincio, qui sort du lac de Garda à Peschiera et se jette dans le Pô, près de Governolo. Elle communiquait à la terre-ferme par cinq digues; la première, celle de la Favorite, qui séparait le lac supérieur du lac du milieu, a cent toises de long; elle est en pierre, les moulins de la ville y sont adossés; elle a des vannes pour le déchargement des eaux: au débouché est la citadelle de la Favorite, pentagone régulier assez fort et dont plusieurs fronts sont favorisés par des inondations; c'est par cette chaussée que l'on sort de Mantoue pour aller à Roverbella et de là à Vérone ou Peschiera. La chaussée de Saint-George a soixante toises de long; elle débouche dans le faubourg de Saint-George; c'est le chemin de Porto-Legnago: cette chaussée était fermée par une porte en pierre, et au milieu du lac par des ponts-levis. La troisième digue est la chaussée de Pietoli; le lac inférieur n'a là que quatre-vingts toises de large, mais le terrain qui existe entre le lac et la place, est occupé par un camp retranché sous la place avec des fossés pleins d'eau. La quatrième digue est celle de la porte de Cérèse, qui conduit à Modène; elle était fermée par une porte en pierre: le lac, là, était assez large. Enfin, la cinquième digue ou chaussée était celle de Pradella; elle a deux cents toises de long; c'est la route de Crémone, défendue par un ouvrage à cornes placé au milieu du lac. Ainsi des cinq chaussées, celle de

la Favorite ou de Roverbella était seule défendue par une citadelle; les quatre autres étaient sans défense, de sorte que l'assiégeant, venant se placer sur l'extrémité de ces chaussées, pouvait avec une poignée de monde bloquer la garnison. Sous le royaume d'Italie voulant perfectionner cette grande place, on sentit l'importance d'occuper par des ouvrages les débouchés de toutes les digues; l'ingénieur Chasseloup fit construire un fort permanent en avant de la chaussée de Pradella; de sorte que pour bloquer Mantoue aujourd'hui, il faut bloquer les quatre forts placés aux quatre débouchés.

Le Seraglio est l'espace compris entre le Mincio, Mantoue, le Pô et la Fossa à Maestra, canal qui, du lac de Mantoue se jette dans le Pô près de Borgo-Forte: c'est un triangle de cinq à six lieues quarrées; c'est une île. Mantoue exige une garnison d'au moins 12,000 hommes; cette garnison doit se maintenir le plus longtemps possible dans le Seraglio pour jouir des ressources qui s'y trouvent, son territoire étant très-fertile, pour se maintenir maîtresse du cours du Pô, et tirer des ressources de la rive droite de ce fleuve; Governolo était jadis fortifié. L'abbaye de Saint-Benedetto, chef-lieu des Bénédictins, est sur la rive droite du Pô, vis-à-vis l'embouchure du Mincio; les garnisons de Mantoue s'en servent en temps de paix pour y établir un hôpital de convalescence; l'air y est meilleur.

§. IX.

L'assiégé qui sentait toute l'importance de se maintenir à la tête des cinq chaussées, travaillait avec une très-grande activité à y élever des retranchements; mais on ne lui en donna pas le temps. Le 4 juin, le général en chef se porta lui-même au faubourg de Saint-George, l'enleva après un combat assez vif, et rejeta l'ennemi dans la place; l'ennemi n'eût pas le temps de relever les ponts-levis de la digue; s'il eût tardé quelques minutes le salut de la place était compromis. Augereau s'empara de la porte de Cérèse après une vive résistance; l'ennemi évacua Pietoli et se retira dans l'ouvrage à cornes. L'assiégeant maître ainsi des têtes de quatre digues, l'assiégé ne pouvait plus faire de sortie que par la citadelle de la Favorite, de sorte que la garnison fut contenue par une armée assiégeante d'une force inférieure. Serrurier fut chargé du blocus; il établit son quartier-général à Roverbella, comme au point le plus près de la citadelle de la Favorite, qu'il fit observer par 3,600 hommes; 600 hommes prirent position à Saint-George, 600 à Pietoli, 600 à Cérèse, 1,000 à Pradella; 2,000 hommes, artillerie, cavalerie, infanterie, formèrent des colonnes mobiles autour des lacs, une douzaine de barques armées de canons et montées par des marins français, croisèrent dans les lacs. Avec 8,000 hommes de toutes armes, présents sous les armes, Serrurier bloquait ainsi une garnison, qui comptait 14,000 hommes *effectifs* et plus de 10,000 sous les armes. On

ne jugea pas devoir établir des lignes de circonvallation, et l'on fit une faute; mais les ingénieurs donnaient l'espérance que la place serait rendue avant que l'armée autrichienne fût en position de venir la secourir; sans doute que ces lignes n'eussent été d'aucune utilité contre Wurmser, lorsqu'il ravitailla la place, la veille de la bataille de Castiglione: Napoléon qui alors leva le blocus et abandonna son équipage de siége, eût également abandonné les lignes de circonvallation; mais lorsque Wurmser fut jeté dans Mantoue après la bataille de Bassano; il est probable que s'il y eût eu des lignes de circonvallation, il n'eût pas pu les forcer et aurait été obligé de poser les armes, c'était le troisième blocus. Lorsque l'on travailla à des lignes de circonvallation autour de Saint-George; on leur dut la reddition du corps du général, le succès de la bataille de la Favorite, en janvier 1797.

§. X.

Le roi de Naples voyant l'Italie supérieure au pouvoir des Français, envoya le prince Belmonte au quartier-général demander un armistice, qui fut signé le 5 janvier. La division de cavalerie napolitaine de 2,400 chevaux quitta l'armée autrichienne. Un plénipotentiaire napolitain se rendit à Paris pour conclure la paix définitive avec la république. Comme le roi de Naples pouvait mettre 60,000 hommes sur pied, cet armistice était un événement important, d'autant plus que ce prince éloigné du théâtre de la guerre, est, par sa position géographique,

hors de l'influence de l'armée qui domine l'Italie supérieure; du Pô à l'extrémité de la presqu'île il y a deux cents lieues.

Ce ne fut pas sans peine que le général en chef parvint à faire adopter sa politique au gouvernement français qui, sans calculer les distances, les chances, et les forces, voulait révolutionner Rome, Naples et la Toscane. Il s'était fait de fausses idées sur les localités, l'esprit de ces peuples et la puissance des révolutionnaires. Les principes de guerre qui dirigeaient le cabinet étaient mauvais et contraires aux règles.

Le colonel Chasseloup commandait le génie à l'armée d'Italie, il fut fait général; c'était un des meilleurs officiers de son corps, d'un caractère inégal, mais connaissant bien toutes les ressources de son art.

Lespinasse, commandant l'artillerie, était un vieil officier, brave de sa personne et fort zélé.

Dammartin, Sugny, Songis, étaient des officiers de mérite. Le général d'artillerie Dujard, envoyé pour armer les côtes de Nice et de Provence, fut assassiné au col de Tende par les Barbets.

Beaulieu, après tant de désastres, tomba dans la disgrâce de son maître; il fut rappelé, et Mélas prit par intérim le commandement de l'armée autrichienne, dont le quartier-général était à Trente. Le maréchal Wurmser fut appelé du commandement de l'armée du Haut-Rhin à celui de l'armée d'Italie.

CHAPITRE VIII.

MARCHE SUR LA RIVE DROITE DU PÔ.

Motifs de la marche des Français sur l'Apennin. — Insurrection des fiefs impériaux. — Entrée à Bologne et à Ferrare (19 juin). — Armistice accordé au pape (23 juin). — Entrée à Livourne (29 juin). — Napoléon à Florence. — Révolte de Lugo. — Ouverture de la tranchée devant Mantoue (18 juillet). — Bon état des affaires en Piémont et en Lombardie.

§. Ier.

L'ARMÉE avait atteint sa destination. Elle occupait la ligne de l'Adige, elle couvrait le siége de Mantoue et la moyenne et basse Italie; elle était en mesure de s'opposer aux armées autrichiennes, soient qu'elles débouchassent par le Tyrol: soit qu'elles débouchassent par le Frioul,

elle ne pouvait plus avancer sans avoir pris Mantoue, et désarmé les princes de la rive droite du Pô. Mais pour assiéger Mantoue, il fallait un équipage de siége; celui de l'armée avait été laissé à Antibes; celui qui avait été formé avec les gros canons tirés des places de Tortone, de Coni et de Céva, était occupé au siége de la citadelle de Milan. Il fallait donc avant tout activer la reddition de cette forteresse.

Le ministre d'Autriche à Gênes, Gérola, avait insurgé les fiefs impériaux, organisé des compagnies franches, composées des prisonniers autrichiens qui s'étaient échappés et s'échappaient tous les jours, des déserteurs piémontais, ou de Piémontais devenus contrebandiers par le licenciement des troupes légères de l'armée piémontaise. L'oligarchie de Gênes voyait avec plaisir tout ce que ce ministre tramait contre la sûreté de l'armée. Le mal n'était plus tolérable, les routes de l'armée par Gênes, Savone et Nice, étaient presque interceptées, au point qu'un bataillon de 600 hommes avait dû se battre plusieurs fois pour arriver à l'armée. Il fallait un remède prompt et efficace.

La cour de Rome armait; si son corps de troupes venait à être renforcé de 6,000 anglais qui étaient en Corse, cela opérerait une diversion fâcheuse sur la rive droite du Pô, au moment où l'armée autrichienne serait en mesure de reprendre l'offensive. Il fallait donc repasser le Pô, jeter l'armée du pape au-delà de l'Apennin, forcer cette cour à signer une

istice, passer l'Apennin, occuper Livourne,

en chasser la factorerie anglaise, réunir les 500 à 600 refugiés corses dans cette ville, les envoyer insurger la Corse, ce qui retiendrait la division anglaise à sa propre défense. Le maréchal Wurmser, qui avait quitté le Rhin avec 30,000 hommes d'élite, était en marche pour l'Italie. Il ne pouvait pas y être arrivé avant le 15 juillet, il y avait donc trente ou quarante jours pendant lesquels on pouvait faire sans inconvénients les détachements nécessaires pour qu'ils fussent de retour sur l'Adige avant la mi-juillet.

§. II.

Napoléon se rendit à Milan, fit ouvrir la tranchée devant la citadelle, de là se rendit à Tortone, dirigea une colonne de 1200 hommes, sous les ordres du colonel Lannes, sur les fiefs impériaux. Le colonel Lannes entra de vive force dans Arquata, fit passer par les armes les brigands qui avaient égorgé un détachement de 150 Français, fit raser le château du marquis de Spinola, sénateur génois, principal moteur de ces rassemblements. En même temps l'aide-de-camp Murat se rendit à Gênes, fut introduit dans le sénat par le ministre de la république Faypoult, demanda et obtint la destitution du gouverneur de Novi, l'expulsion de Gênes des agents autrichiens et de l'ambassadeur Gérola, l'établissement de colonnes de troupes génoises aux diverses étapes, chargées de purger les routes, d'escorter les convois français er de rétablir la sûreté des communications.

Le général Augereau, avec sa division, passa le Pô, le 14 juin à Borgo-Forte, se rendit en quatre marches à Bologne et à Ferrare et s'empara de ces deux légations qui appartenaient au pape. Le général Vaubois réunit à Modène une brigade de 4,000 hommes et 700 chevaux. De Tortone, Napoléon traversa Plaisance, Parme, Reggio, et arriva le 19 à Modène. Sa présence électrisa le peuple de ces deux villes qui appelaient à grands cris la liberté: mais l'armistice était scrupuleusement exécuté par la régence. Il employa toute son influence pour maintenir ces peuples dans l'obéissance qu'ils devaient à leur souverain, et comprimer leur effervescence. Il reçut à Modène les fêtes que la régence lui offrit, s'étudia à lui inspirer de la confiance et à la revêtir aux yeux des peuples de toute la considération dont elle avait besoin; depuis long-temps le vieux duc s'était refugié à Venise avec ses trésors. La chaussée de Modène à Bologne passe sous les glacis du fort Urbin, appartenant au pape; ce fort avait d'anciens bastions et des ouvrages avancés; il était armé, approvisionné et défendu par une garnison de 800 hommes. Les troupes de la division Augereau, entrées le même jour à Bologne, n'avaient pas eu le temps de s'en emparer ou de le bloquer. Le colonel Vignoles, sous-chef d'état-major, s'y porta avec 200 guides et fit capituler la garnison; elle se rendit prisonnière de guerre. Le fort était armé de soixante pièces de canon; la moitié fut mis en chemin pour Borgo-Forte, où était le parc de siége.

§. III.

La division Augereau trouva à Bologne un cardinal et 400 hommes qu'elle fit prisonniers. Le cardinal obtint la permission de se rendre à Rome sur sa parole; quelques mois après, comme il se comportait fort mal, le général Berthier lui signifia l'ordre de revenir au quartier-général; il répondit, dans un style très-spécieux, qu'un bref du saint-père le dégageait de sa parole, ce qui fit rire beaucoup l'armée. On trouva dans la citadelle de Ferrare cent quatorze bouches à feu bien approvisionnées, dont quarante furent envoyées au parc de Borgo-Forte.

Bologne est surnommée la *Dotta*. Elle est située au pied de l'Apennin, sur le Reno; elle a 50 à 60,000 habitants. Son académie, dite Institut des sciences, est la plus renommée de l'Italie; ses belles rues sont ornées de portiques en arceaux pour le service des piétons; un canal lui sert à communiquer avec Venise; elle exerce une grande influence sur les trois légations qui étaient mécontentes de la domination des papes, domination bâtarde, déshonorante pour tous les séculiers. Quoi de pis, disaient-ils, que d'être gouvernés par des prêtres? Nous n'avons aucune patrie, nous sommes régis par des célibataires qui appartiennent à la chrétienté, et considèrent les affaires sous un point de vue faux; ils sont accoutumés dès l'enfance aux études théologiques qui n'apprennent *rien moins qu'à juger* des

monde. Bologne surtout brûlait du désir de la liberté; elle renfermait, avec Brescia, les partisans les plus ardents et les plus disposés à faire triompher la cause de l'Italie. Dans aucun lieu on ne témoigna aux Français une affection plus sincère. Cette ville a persisté dans ces sentiments; l'entrée de l'armée fut un triomphe; Caprara, Marescalchi et Aldini, députés du sénat, en firent les honneurs; les deux premiers étaient des meilleures familles du pays; Caprara, alors sénateur, a été depuis grand écuyer du roi d'Italie, et Marescalchi ministre des relations extérieures; Aldini était le meilleur avocat de Bologne; c'était l'homme de confiance du sénat; il a été ministre secrétaire d'état du royaume d'Italie. Il y avait alors à Bologne 3 ou 400 jésuites espagnols; ils étaient dans la crainte; les plus aisés et les plus jeunes s'étaient refugiés à Rome; l'état-major les rassura et ordonna qu'on eût pour eux tous les égards convenables. Il y avait parmi eux des hommes d'un mérite distingué. Pendant le peu de jours que Napoléon s'arrêta à Bologne, cette ville changea entièrement de physionomie. Jamais une révolution générale ne s'opéra plus promptement sur les mœurs et les habitudes d'un peuple. Tout ce qui n'était pas prêtre endossa l'habit militaire et l'épée: bon nombre de ceux-ci même furent entraînés par l'esprit qui animait le peuple. La ville et les particuliers donnèrent un grand nombre de fêtes qui portaient un caractère de popularité et de grandeur qu'on voyait pour la première fois en Italie. Le général français se montra *constamment* au milieu du peuple, sans garde,

et affecta d'aller tous les soirs au théâtre sans autre escorte que les Bolonais.

§. IV.

Cependant l'alarme gagna le Vatican. Azara, ministre d'Espagne, muni des pouvoirs du pape, accourut en toute hâte pour signer le 23 juin un armistice qui rassura le pape. Le saint-père s'engagea à envoyer un ministre à Paris pour y traiter de la paix définitive avec la république ; que l'armistice durerait jusqu'à la conclusion de la paix ; que Bologne et Ferrare resteraient à l'armée française ; qu'elle mettrait garnison à Ancône, que le pape paierait vingt-un millions en argent, chevaux et denrées nécessaires à l'armée ; qu'il livrerait cent objets d'art au choix des commissaires français pour être envoyés au musée de Paris. Les circonstances militaires étaient telles qu'il ne pouvait entrer dans l'esprit de Napoléon de marcher sur Rome. Toutefois les philosophes et les ennemis du saint-siége virent avec peine cette suspension d'armes ; les peuples de Bologne surtout s'inquiétaient de retourner sous la domination du pape ; mais il fut facile de leur faire comprendre que, maître désormais des conditions de la paix ; elle ne se ferait pas sans garantir leur liberté ; ils en requirent la promesse et armèrent aussitôt des gardes nationales,

§. V.

Cette importante affaire, qui assurait la tranquillité des flancs de l'armée et contribuait à nous concilier l'esprit des peuples, terminée, Napoléon passa l'Apennin et rejoignit à Pistoia, le 26 juin, la division Vaubois. Il logea chez l'évêque ; c'était celui qui avait fait tant de bruit pour des opinions religieuses conformes à celles des prêtres constitutionnels. Manfredini, premier ministre du grand duc de Toscane, alarmé du bruit que les troupes françaises devaient traverser Florence, accourut au quartier-général; il y fut rassuré, et se convainquit que les Français avaient à cœur de cultiver l'amitié du grand-duc, et qu'elles ne passaient sur son territoire que pour se rendre à Sienne. Le 29 juin, en sortant de Firenzuola, Murat, commandant l'avant-garde, tourna brusquement sur Livourne, et y arriva huit heures après, espérant surprendre les négociants anglais qui avaient dans le port cent bâtiments chargés ; mais ils furent prévenus à temps et se refugièrent dans les ports de Corse.

L'enceinte de Livourne a été tracée pour 8 à 10,000 habitants; le commerce a fait de tels progrès que la population s'est accrue jusqu'à plus de 60,000 ames, ce qui a obligé de bâtir d'immenses faubourgs qui obstruent les glacis. On entre dans le port avec difficulté. La rade est éloignée de terre et peu sûre; tous les ans il y arrive quelque accident. Elle à succédé au *port* de Pise, qui était situé à l'embouchure

de l'Arno, principale rivière de la Toscane. C'est le port de Florence; il est très-fréquenté par les Anglais, qui y ont établi une factorerie pour l'entrepôt des produits de leurs manufactures, des marchandises des Indes et de leurs colonies. L'occupation de Livourne et la destruction de la factorerie fut très-sensible au commerce de Londres. Les réfugiés corses qui étaient en France au nombre de 600 s'y réunirent. La communication avec la Corse, par les plages de Fiumorbo et de la Rocca, ne pouvait être interceptée. Une foule d'agents avec des proclamations pénétrèrent dans l'intérieur de l'île. Le vice-roi Elliot ne tarda pas à s'en ressentir. Plusieurs insurrections eurent lieu; les refugiés étaient des personnes considérables: leur voisinage et leur correspondance remuèrent la population guerrière des montagnes. Des affaires sanglantes se succédèrent; les Anglais perdaient beaucoup de monde chaque jour; ils ne furent plus assez nombreux pour se maintenir dans le pays; on n'eut plus à craindre qu'ils inquiétassent les côtes de l'Italie. Enfin, dans le mois d'octobre, Gentili et les refugiés corses débarquèrent en masse dans l'île, la soulevèrent, et en chassèrent les Anglais. Spannocchi, commandant toscan de Livourne, était connu pour son extrême partialité pour les Anglais; quelques inconvenances qu'il se permit comblèrent la mesure: il fut arrêté et conduit à Florence, où il fut mis à la disposition du grand-duc. Le consul français Belleville eut le maniement des affaires contentieuses des marchandises anglaises. Le trésor de l'armée, malgré une nuée de voleurs

qui accoururent de Marseille et de Gênes, en reçut douze millions. Vaubois fut laissé pour commander la ville avec 2,000 hommes de garnison, le reste des troupes repassa l'Apennin et le Pô pour rejoindre l'armée sur l'Adige.

§. VI.

Le général en chef se rendit de Livourne à Florence pour répondre à l'invitation du grand-duc. Il y arriva sans aucune escorte et descendit chez le ministre de France, où l'attendait un bataillon des gardes du prince comme garde d'honneur; il fut très-satisfait de l'archiduc, et visita avec curiosité tout ce qui mérita de fixer son attention dans cette ancienne et importante capitale. Les troupes françaises traversèrent deux fois le grand-duché, mais elles passèrent loin de Florence, observèrent la plus exacte discipline et ne donnèrent lieu à aucune réclamation. Le ministère toscan convenait que les Anglais étaient plus maître que lui à Livourne, et se plaignait de l'arrogance du général anglais.

C'est en dînant chez le grand-duc que Napoléon reçut la nouvelle de la prise du château de Milan, qui avait capitulé le 29 juin. De grosses tours, restes du palais des Visconti, dominaient la campagne; quelques pièces plongeaient sur les tranchées, et avaient retardé le cheminement de quelques jours. La garnison, forte de 2,500 hommes, fut faite prisonnière de guerre; on trouva dans ce château cent

bouches à feu. L'équipage de siége fut embarqué immédiatement sur le Pô pour Mantoue, ce qui compléta, avec les pièces tirés du château d'Urbin et de Ferrare, deux cents bouches à feu bien approvisionnées, jugées suffisantes pour le siége de cette place. Après le dîner, le grand-duc conduisit son hôte dans la célèbre galerie de Florence, pour y considérer les chefs d'œuvre des arts; il admira la Vénus de Médicis. L'anatomiste Fontana, lui fit voir de superbes modèles en cire; il en commanda de pareils pour Paris. Manfrédini, majordome et premier ministre du grand-duc, avait été précepteur de ce prince ainsi que de l'archiduc Charles; il était de Padoue dans l'état de Venise; il était propriétaire du régiment autrichien de Manfrédini. C'était un homme éclairé, qui était aussi près de toutes les idées philosophiques de la révolution, qu'il était éloigné de leurs excès; il avait constamment résisté aux prétentions de la cour de Rome, qui, après la mort de Léopold, avait cherché à faire revenir sur les actes de ce prince. C'était un homme d'un sens droit, généralement estimé, qui avait d'ailleurs un secret penchant pour l'indépendance de l'Italie. Il n'était point dans ce pays de cœurs généreux ou d'ames bien nées qui ne se sentissent involontairement entraînées, quel que fût d'ailleurs leur rang et leur position dans le monde, à sacrifier leurs plus chères affections à l'indépendance et à la restauration de la belle Italie.

§. VII.

Après un court séjour à Florence, Napoléon se rendit à Bologne, où il employa quelques jours à régulariser l'élan public vers la liberté. Lugo s'était révolté, des excès y avaient été commis contre de faibles détachements français; le général Bérand y marcha avec sa brigade; il y trouva de la résistance, 4 à 5,000 paysans s'y étaient jetés; il les attaqua, les battit, et prit la ville de vive force; elle fut pillée. L'évêque d'Imola, depuis Pie VII, dans le diocèse duquel se trouvait l'insurrection, fit un mandement pour ouvrir les yeux à la populace égarée; *rendez à César ce qui est à César, disait-il, Jésus-Christ ordonne d'obéir à celui qui a la force;* il envoya même à Lugo, l'évêque d'Édessa, alors son grand-vicaire, et depuis son aumônier; il échoua dans sa mission; les rebelles l'accueillirent avec respect, mais n'obéirent point à ses ordres. Ils ne se soumirent qu'à la force. L'armée passa le Pô; il ne fut laissé sur la rive droite que quelques piquets de gendarmerie et quelque dépôts. Le pays était si bien disposé que les gardes nationales étaient suffisantes; si la régence de Modène était toute dévouée à l'ennemi, elle était impuissante; les patriotes de Reggio et de Modène étaient de beaucoup les plus forts.

§. VIII.

Mantoue était commandée par le général Canto d'Irlès, qui avait sous lui les généraux

Roccavina, Roselmini et Wukassowich 12,000 hommes d'infanterie, 500 de cavalerie, 600 d'artillerie, 150 mineurs, 100 marins, total, 14,000 hommes. Le grand quartier-général se porta de Bologne à Roverbella, où était Serrurier qui commandait le blocus; plusieurs chaloupes françaises étaient sur le lac inférieur. Le colonel Andréossy avait réuni un assez grand nombre de bâteaux; il espérait surprendre la place. Déjà 100 grenadiers étaient embarqués; ils devaient débarquer à deux heures du matin sous la batterie et le bastion du palais, s'emparer de la porte de la poterne, baisser les ponts-levis de la chaussée de Saint-George, par où l'armée fût entrée dans la ville: ce projet semblait immanquable. Le colonel Lahoz, natif de Mantoue, devait marcher à la tête de la colonne, ainsi que plusieurs patriotes du pays. Mais le Pô ayant considérablement diminué, et les eaux du lac inférieur s'étant écoulées avec rapidité, il ne se trouva plus assez d'eau pour les bâteaux, obligés de prendre au milieu des roseaux, pour n'être point aperçus de la place; ils s'y engravèrent dans la nuit; il fut impossible de les dégager. La nuit suivante, les eaux diminuèrent encore; cette expédition fut abandonnée. Il fut agité alors si l'on ouvrirait la tranchée ou non. L'orage du Tyrol paraissait prêt à crever. Mais Chasseloup promit de prendre la place en quinze jours de tranchée; elle était mal armée, et la garnison était fort affaiblie; le général en chef s'y résolut. Les généraux Murat et Dallemagne passèrent le bras du lac inférieur à Pietoli, où il est très-étroit, et s'emparèrent, après un combat assez

vif, du terrain non inondé, de Pietoli au palais du T et du camp retranché de Migliazetto; le 18 juillet, tous les obstacles naturels étant franchis, on n'avait devant soi qu'un simple bastion et un large fossé plein d'eau. Le général de génie Chasseloup ouvrit la tranchée; le siége n'était plus qu'un siége ordinaire. Le 22 la tranchée était à cinquante toises du chemin couvert; l'ennemi tenta plusieurs sorties pour retarder l'acheminement; les escarmouches furent meurtrières, mais il fut toujours repoussé avec perte. Le colonel Dupont à la tête d'un bataillon de grenadiers se distingua; c'est le même qui depuis se fit remarquer lors de la reddition du Caire en Égypte.

§. IX.

Le moment approchait où les Autrichiens seraient en mesure de reprendre l'offensive. Napoléon, tranquille sur les travaux du siége de Mantoue, voulut donner une nouvelle activité à l'organisation intérieure de la Lombardie, afin d'être assuré sur ses derrières pendant la lutte qui allait commencer; il se rendit à Milan afin d'être de retour pour le moment de l'offensive. Le roi de Sardaigne s'était mis absolument à la disposition de la république; il avait livré toutes ses places; Suze, Exilles, Demonte, étaient en démolition; Alexandrie était entre les mains de l'armée d'Italie. Le chevalier Borgues résidait à Milan, comme chargé des affaires courantes de Sardaigne; mais le roi ...rait fréquemment au quartier-général le

comte de Saint-Marsan, soit pour donner des explications particulières, soit pour demander l'assistance nécessaire pour maintenir la paix dans le pays; ses affaires ne pouvaient pas être en de meilleures mains; son caractère et sa personne plaisaient au général en chef. Le comte de Saint-Marsan, d'une des meilleurs familles du Piémont, avait vingt-cinq à trente ans; homme froid, doux, éclairé, il ne se laissait dominer par aucun préjugé, voyait par conséquent les choses telles qu'elles étaient. Il était personnellement prévenu contre la politique autrichienne, sentiment qu'il tenait de ses ancêtres et de sa propre expérience.

CHAPITRE IX.

BATAILLE DE CASTIGLIONE.

Le maréchal Wurmser arrive en Italie, à la tête d'une nouvelle armée. — Situation de l'armée française. — Plan de campagne. — Wurmser débouche sur trois colonnes (29 juillet), la droite par la chaussée de la Chièse, le centre sur Montébaldo, entre l'Adige et le lac Garda, la gauche par la vallée de l'Adige. — Grande et prompte résolution que prend Napoléon; combat de Salo; combat de Lonato (31 juillet). — Bataille de Lonato (3 août). — Reddition des trois divisions de droite de l'ennemi, et d'une partie de son centre. — Bataille de Castiglione (5 août). — Second blocus de Mantoue (fin d'août). — Conduite des différents peuples d'Italie, à la nouvelle des succès des Autrichiens.

§. Ier.

Lorsque la cour de Vienne apprit l'arrivée is sur les confins du Tyrol, et le blo-

cus

cus de Mantoue, elle renonça à l'offensive qu'elle avait projeté de prendre en Alsace, détacha le maréchal Wurmser à la tête de 30,000 hommes de l'armée du Haut-Rhin pour l'envoyer en Italie, ce qui, réuni à l'armée de Beaulieu que l'on avait récrutée pendant deux mois, et à la garnison de Mantoue, porta cette armée à 80,000 hommes, sans compter les malades de Mantoue. L'armée française avait rempli sa tâche en détruisant celle de Beaulieu; si les armées du Rhin en eussent fait autant, cette grande lutte eût été terminée: cependant le bruit des préparatifs de la maison d'Autriche retentissait dans le pays vénitien; les lettres du commerce se plaisaient à les exagérer encore; avant la fin d'août elle serait maîtresse de Milan; les Français perdraient la péninsule; ils ne pourraient gagner les Alpes, le proverbe se vérifierait de nouveau cette année, que *l'Italie était leur tombeau.*

§. II.

Napoléon suivait attentivement tous ces préparatifs, et en concevait de vives alarmes. Il faisait sentir au directoire qu'il était impossible que 40,000 hommes pussent soutenir seuls l'effort de toute la puissance autrichienne; il demandait qu'on lui envoyât des renforts, ou que les armées du Rhin entrassent en campagne sans délai. Il rappelait la promesse qu'on lui avait donnée à son départ de Paris, qu'elles commenceraient à opérer le 15 avril; cependant deux mois s'étaient écoulés

dige et le lac de Garda; la droite de 20,000 hommes, sous Quasdanowich, le prince de Reuss et Ocskay, devait pénétrer par la Chiese, se porter sur Brescia et tourner toute l'armée française qui, séparée de Milan, aurait sa retraite coupée; son entière destruction devait être l'effet de cette savante combinaison. Fier de sa grande supériorité, Wurmser ne songeait pas à vaincre, mais à profiter de la victoire et à la rendre décisive et fatale à son ennemi.

§. IV.

Il y avait à peine quelques jours que Napoléon était arrivé à Milan, qu'il apprit les mouvements du Tyrol; il se rendit en toute hâte à Castel-Novo, où il plaça son quartier-général; dans ce petit bourg il était à portée des montagnes, de Monte-Baldo et de Vérone. Le 29 au matin il apprit que la Corona était attaquée par une armée; que les troupes légères de la division Mezaros débouchaient sur les hauteurs de Vérone sur sa rive gauche de l'Adige; que des colonnes nombreuses descendaient par la Rocca d'Anfo. Dans le courant de la nuit les nouvelles se succédèrent à toutes les heures: on sut que Joubert, attaqué à la Corona, avait résisté tout le jour, mais que le soir il s'était replié sur le plateau de Rivoli que Masséna occupait en force; que les lignes nombreuses des feux des bivouacs autrichiens couvraient le pays entre le lac de Garda et l'Adige; que sur les hauteurs de Vérone, toute la division de

vallée de la Chiese; Masséna placé à Bussalengo occupait la Corona et Montebaldo par la brigade Joubert; le reste de sa division campait sur le plateau de Rivoli; la brigade Dallemagne de la division Despinois gardait les ponts de Vérone; l'autre brigade de cette division, l'Adige jusqu'à Porto-Legnago; la division Augereau, Porto-Legnago et le bas Adige. Le général Guillaume commandait à Peschiera, où six galères sous les ordres du capitaine de vaisseau Lallemand maîtrisaient le lac de Garda; Serrurier était au siége de Mantoue; Kilmaine commandait la cavalerie de l'armée, Dammartin l'artillerie; le quartier-général fut porté à Castel-Novo, à portée de l'Adige, de la Chiese et de Mantoue.

§. III.

Wurmser porta son quartier-général à Trente, et réunit toute son armée dans le Tyrol italien; il la divisa en trois corps, celui de gauche sous les ordres des généraux Davidowich, Mezaros et Metroski, fort de 20,000 hommes, était destiné à déboucher par la vallée de l'Adige; Mezaros devait suivre la chaussée de la rive gauche et pénétrer dans Vérone par les hauteurs; Davidowich et Metroski, la cavalerie et l'artillerie, devaient passer l'Adige sur un pont construit vis-à-vis de la Dolce, et se porter sur Cassario; le centre fort de 30,000 hommes, sous Wurmser, formant quatre divisions sous les généraux Melas, Sébottendorf, Bayalitsch, Liptay, devait pénétrer par Montebaldo, et le pays entre l'A-

§. V.

Le plan de Wurmser se trouva alors dévoilé; il avait pris et comptait garder l'initiative: il supposait l'armée fixée autour de Mantoue, et qu'en cernant ce point fixe, il cernerait l'armée française. Pour déconcerter ses projets il fallait de soi-même reprendre cette initiative, rendre l'armée mobile en levant le siége de Mantoue, sacrifiant les tranchées et l'équipage du siége, pour se porter rapidement avec toute l'armée réunie sur un des corps de l'ennemi, et successivement contre les deux autres. Les Autrichiens étaient deux et demi contre un; mais si les trois corps étaient attaqués séparément par toute l'armée française, celle-ci aurait, sur le champ de bataille, l'avantage du nombre; la droite sous Quasdanowitch, qui avait débouché sur Brescia, était la plus engagée. Napoléon marcha d'abord contre elle. La division Serrurier brûla ses affâts de siége, ses plates-formes, et jeta ses poudres à l'eau, enterra les projectiles, encloua les pièces, et leva le siége de Mantoue dans la nuit du 31 juillet au premier d'août. La division Augereau se porta de Legnago sur le Mincio, à Borghetto; les troupes de Masséna défendirent, toute la journée du 30, les hauteurs entre l'Adige et le lac de Garda. La brigade Dallemagne se dirigea sur Lonato; Napoléon se rendit sur les hauteurs en arrière de Dezenzano, fit remarcher Soret sur Salo pour dégager le général Guyeux, compromis dans le mauvais poste où ce général l'avait laissé; cependant il s'y

était battu quarante-huit heures contre toute une division ennemie, qui cinq fois lui avait livré l'assaut, et cinq fois avait été repoussée; Soret arriva au moment même où l'ennemi tentait un dernier effort; il tomba sur ses flancs, le défit entièrement, lui prit des drapeaux, des canons et des prisonniers. Dans le même moment, la division autrichienne du général Oskay s'était portée de Gavardo sur Lonato, pour prendre position sur les hauteurs, et opérer sa jonction avec Wurmser sur le Mincio. Napoléon mena lui-même contre elle la brigade Dallemagne. Elle fit des prodiges de valeur, la 32e en faisait partie. Oskay fit mis en déroute et éprouva une grande perte; les débris de ces deux divisions, battues par Soret et Dallemagne, se rallièrent à Gavardo. Soret craignit de se compromettre; il revint prendre une position intermédiaire entre Salo et Dezenzano. Pendant ce temps, Wurmser avait fait passer l'Adige à son artillerie et à sa cavalerie. Maître de tout le pays entre l'Adige et le lac de Garda, il plaça une de ses divisions sur les hauteurs de Peschiera pour masquer cette place et garder ses communications; il en dirigea deux autres avec une partie de sa cavalerie sur Borghetto, pour s'emparer du pont du Mincio et déboucher sur la Chiese, afin de se mettre en communication avec sa droite. Enfin, avec ses deux dernières divisions d'infanterie et le reste de sa cavalerie, il marcha sur Mantoue pour faire lever le siége de cette place; mais déjà depuis vingt-quatre heures il était levé; il trouva les tranchées et les batteries encore entières, les pièces renversées et enclouées;

partout des débris d'affûts, de plates-formes et de munitions de toute espèce. La précipitation qui semblait avoir présidé à ces mesures dut le réjouir; tout ce qu'il voyait autour de lui semblait bien plus le résultat de l'épouvante, que les suites d'un plan calculé.

Masséna, après avoir contenu l'ennemi toute la journée du 30, passa dans la nuit le Mincio à Peschiera et continua sa marche sur Brescia. La division autrichienne qui se présenta devant Peschiera trouva la rive droite du Mincio garnie de tirailleurs, fournis par la garnison et par l'arrière-garde de Masséna, commandée par Pigeon, qui avait ordre de disputer le passage de ce fleuve, et, lorsqu'il y serait forcé, de se concentrer sur Lonato. Augereau, en se portant sur Brescia, avait passé à Borghetto, coupé le pont, et laissé une arrière-garde pour border la rive droite, avec ordre de se concentrer à Castiglione, lorsque elle serait forcée. Toute la nuit du 31 juillet au premier août Napoléon marcha avec les divisions Augereau et Masséna sur Brescia, où il arriva à dix heures du matin. La division ennemie, instruite que l'armée française débouchait sur elle par toutes les routes, se retira en toute hâte. En entrant dans Brescia, elle y avait trouvé 500 malades, mais elle y resta si peu et fut contrainte d'en sortir si précipitamment, qu'elle n'eut pas le temps de reconnaître ses prisonniers ni d'en disposer. Le général Despinois et l'adjudant-général Herbin, chacun avec quelques bataillons, se mirent à la poursuite de l'ennemi sur St.-Ozetto et les débouchés de la *Chiese;* alors Napoléon avec les deux divisions

Augereau et Masséna retourna, par une contre-marche rapide, du côté du Mincio sur la Chiese d'où ces deux divisions étaient parties pour soutenir leurs arrière-gardes qui, par cette contre-marche, devinrent leurs avant-gardes.

§. VI.

Le 2 août Augereau, à la droite, occupa Montechiaro; Masséna, au centre, campa à Ponte-di-St.-Marco, se liant avec Soret qui, à la gauche, occupa une hauteur entre Salo et Dezenzano, faisant face en arrière pour contenir la droite de Quasdanowitch déjà désorganisée; cependant les arrière-gardes qu'Augereau et que Masséna avaient laissées sur le Mincio s'étaient retirées devant les divisions ennemies, qui avaient forcé le passage de cette rivière. Celle d'Augereau, qui avait ordre de se réunir à Castiglione, quitta ce poste avant le temps, et revint en désordre joindre son corps. Le général Valette, qui la commandait, fut destitué devant les troupes, pour n'avoir pas montré plus de fermeté dans cette occasion. Quant au général Pigeon, avec l'arrière-garde de Masséna, il gagna en bon ordre Lonato et s'y établit. L'ennemi profitant de la faute du général Valette s'empara de Castiglione le 2 et s'y retrancha. Le 3 eut lieu la bataille de Lonato; elle fut donnée par les deux divisions de Wurmser qui passèrent le Mincio sur le pont de Borghetto, celle de Liptay en était, et par la division de Bayalitsch qu'il avait laissée devant Peschiera, ce qui, avec la cavalerie, for-

mait un corps de 30,000 hommes; les Français en avaient 20 à 23,000. Le succès ne fut pas douteux. Wurmser avec les deux divisions d'infanterie et la cavalerie qu'il avait conduite à Mantoue; non plus que Quasdanowitch, qui était déjà en retraite, ne purent s'y trouver.

A l'aube du jour l'ennemi se porta sur Lonato qu'il attaqua vivement; c'est par là qu'il prétendait faire sa jonction avec sa droite sur laquelle, du reste, il commençait à concevoir des inquiétudes. L'avant-garde de Masséna fut culbutée, Lonato pris. Le général en chef qui était à Ponte-di-St.-Marco, se mit à la tête des troupes. Le général autrichien s'étant trop étendu, toujours dans l'intention de gagner sur la droite, afin d'ouvrir ses communications avec Salo, fut enfoncé par le centre, Lonato repris au pas de charge, et la ligne ennemie coupée. Une partie se replia sur le Mincio, l'autre se jeta sur Salo; mais prise en front par le général Soret qu'elle rencontra, et en queue par le général St.-Hilaire, tournée de tout côté, elle fut obligé de mettre bas les armes. Si les Français furent attaqués au centre, ils attaquèrent à la droite. Augereau aborda la division Liptay qui couvrait Castiglione, et l'enfonça après un combat opiniâtre, où la valeur des troupes suppléa au nombre. L'ennemi éprouva beaucoup de mal, perdit Castiglione et se retira sur Mantoue, d'où lui arrivèrent les premiers renforts, mais seulement quand la journée fut finie. La division Augereau perdit beaucoup de braves dans cette affaire

opiniâtre; l'armée regretta particulièrement le général Beyrand et le colonel Pourailles, officiers très-distingués.

§. VII.

Quasdanowitch eut nouvelle, dans la nuit, de l'issue de la bataille de Lonato; il en avait entendu tout le jour le canon: sa position en était très-embarrassante; sa jonction avec le corps principal de l'armée devenait impossible. Il croyait d'ailleurs que les divisions françaises qui avaient manœuvré contre lui le 2 étaient toujours à sa suite, ce qui lui faisait paraître l'armée française immense, il la voyait partout. Wurmser avait, de Mantoue, dirigé une partie de ses troupes vers Marcaria, à la poursuite de Serrurier: il lui fallut perdre du temps pour les faire revenir sur Castiglione. Le 4 il n'était pas en mesure: il employa toute la journée à rassembler ses corps, à réorganiser ce qui avait combattu à Lonato. et à réapprovisionner son artillerie. Napoléon, sur les deux ou trois heures après-midi, reconnut la ligne de bataille que prenait l'armée autrichienne: il la trouva formidable; elle présentait encore 25 ou 30,000 combattants. Il ordonna de retrancher Castiglione; il rectifia la position qu'avait prise Augereau, qui était vicieuse, et partit pour Lonato, afin de veiller en personne au mouvement de toutes ses troupes qu'il devenait de la plus haute importance de réunir dans la nuit autour de Castiglione. Toute la journée, Soret et Herbin d'un côté, Dallemagne et St.-Hilaire

de l'autre, avaient marché à la suite des trois divisions ennemies de la droite, et de celles coupées du centre à la journée de Lonato, et les avaient poursuivies sans relâche, faisant des prisonniers à chaque pas; des bataillons entiers avaient posé les armes à St.-Ozetto, d'autres à Gavardo, d'autres enfin erraient incertains dans les vallées voisines. 4 à 5,000 hommes instruits par des paysans qu'il n'y avait que 1,200 Français dans Lonato, y marchèrent dans l'espoir de s'ouvrir un chemin vers le Mincio. Il était cinq heures du soir, Napoléon y entrait de son côté, venant de Castiglione; on lui amena un parlementaire; il apprit en même temps que des colonnes ennemies débouchaient par Ponte-di-St.-Marco, qu'elles voulaient rentrer dans Lonato et sommaient cette ville de se rendre; cependant il était toujours maître de Salo et de Gavardo; dès-lors il était évident que ce ne pouvait être que des colonnes perdues qui cherchaient à se frayer un passage. Il fit monter à cheval son nombreux état-major, se fit amener l'officier parlementaire, et lui fit débander les yeux au milieu de tout le mouvement d'un grand quartier-général. „Allez dire à votre général, lui „dit-il, que je lui donne huit minutes pour „poser les armes; il se trouve au milieu de „l'armée française, passé ce temps ils n'auraient „rien à espérer." Harassés depuis trois jours, errants, incertains, ne sachant que devenir, persuadés qu'ils avaient été trompés par les paysans, ces 4 ou 5,000 hommes posèrent les armes. Ce seul trait peut donner une idée du dé[illegible] et de la confusion de ces divisions

autrichiennes qui, battues à Salo, à Lonato, à Gavardo, poursuivies dans toutes les directions, étaient à peu près détruites. Tout le reste du 4 et la nuit entière se passèrent à rallier la totalité des colonnes et à les concentrer sur Castiglione.

§. VIII.

Le 5, avant le jour, l'armée française, forte de 20,000 hommes, occupa les hauteurs de Castiglione; excellente position. La division Serrurier, forte de 5,000 hommes, avait reçu ordre de partir de Marcaria, de marcher toute la nuit, et de tomber, au jour, sur les derrières de la gauche de Wurmser; son feu devait être le signal de la bataille: on attendait un grand succès moral de cette attaque inopinée, et, pour la rendre plus sensible, l'armée française feignit de reculer; mais aussitôt qu'elle entendit les premiers coups de canon du corps de Serrurier, qui, étant malade, était remplacé par le général Fiorella; elle marcha vivement à l'ennemie, et tomba sur des troupes déjà ébranlées dans leur confiance, et n'ayant plus leur première ardeur. Le mamelon de Medole, au milieu de la plaine, était l'appui de la gauche ennemie. L'adjudant général Verdier, fut chargé de l'attaquer. L'aide-de-camp Marmont y dirigea plusieurs batteries d'artillerie. Le poste fut enlevé; Masséna attaqua la droite; Augereau le centre; Fiorella prit la gauche en revers; la cavalerie légère surprit le quartier-général, et faillit de prendre Wurmser. Partout

l'ennemi se mit en retraite; l'excessive fatigue des troupes françaises pût seule sauver l'armée de Wurmser, qui gagna en désordre la rive gauche du Mincio, espérant s'y rallier et s'y maintenir; il y trouvait l'avantage de rester en communication avec Mantoue: mais la division Augereau marcha sur Borghetto et celle de Masséna sur Peschiera. Le général Guillaume, commandant de cette place, n'ayant que 400 hommes, avait muré les portes; il fallut perdre quelques heures pour les désencombrer. Les troupes autrichiennes, qui bloquaient Peschiera, étaient fraîches; elles soutinrent long-temps le combat contre la 18e de ligne, que commandait le colonel Suchet; elles furent enfin enfoncées, perdirent dix-huit pièces de canon et beaucoup de prisonniers. Le général en chef marcha avec la division Serrurier, sur Vérone, où il arriva le 7, dans la nuit. Wurmser en avait fait fermer les portes, voulant gagner la nuit pour faire filer ses bagages; mais elles furent enfoncées à coups de canon, et l'on s'empara de la ville. Les Autrichiens perdirent beaucoup de monde. La division Augereau, éprouvant des difficultés à opérer son passage à Borghetto, passa sur le pont de Peschiera. Wurmser, ayant perdu la ligne du Mincio, essaya de conserver la position importante de Montebaldo et de la Rocca d'Anfo. Le général Saint-Hilaire attaqua Quasdanowitch par la vallée de l'Ydro, le 12, s'empara de la Rocca d'Anfo, de Lodrone, de Riva, et lui fit beaucoup de prisonniers, ce qui obligea les Autrichiens à brûler la flottille du lac. Masséna marcha sur Montebaldo, et reprit la Corona,

le 11. Augerau remonta la rive gauche de l'Adige, en suivant les crêtes des montagnes, et arriva jusqu'à la hauteur d'Alla. Les combats et les manœuvres de ces trois divisions valurent 200 prisonniers et quelques pièces de canon. Après la perte de deux batailles, comme celles de Lonato et de Castiglione, Wurmser dut comprendre qu'il ne pouvait plus disputer ce qu'il convenait aux Français d'occuper; il se retira à Roveredo et à Trente. L'armée française avait elle-même besoin de repos; l'armée autrichienne, après sa défaite, était encore de 40,000 hommes, mais avec cette différence, que désormais un bataillon de l'armée d'Italie, en mettait quatre des ennemis en fuite, et que partout elle ramassait du canon, des prisonniers et des effets militaires.

Wurmser avait, il est vrai, ravitaillé la garnison de Mantoue; il en avait retiré les brigades de Rocca Vina et de Wukassowich; mais il ne ramenait que la moitié de sa belle armée. Du reste, rien ne saurait être comparable au découragement et à la démoralisation de cette armée, après ses revers, si ce n'est l'extrême confiance dont elle était animée au commencement de la campagne. Le plan du général autrichien, qui pouvait réussir dans d'autres circonstances, ou contre un autre homme que son adversaire, devait avoir l'issue funeste qu'il a eue; et bien qu'au premier coup d'œil, la défaite de cette grande et belle armée, en si peu de jours, semble ne devoir être attribuée qu'à l'habileté de Napoléon, qui improvisa sans cesse des manœuvres contre un plan général arrêté à l'avance, on doit con-

venir que ce plan reposait sur de mauvaises bases; c'était une faute que de faire agir séparément des corps qui n'avaient entre eux aucune communication, vis à vis d'une armée centralisée, et dont les communications étaient faciles; la droite ne pouvait communiquer au centre que par Roveredo et Ledro. Ce fut une seconde faute encore de subdiviser le corps de la droite, et de donner des buts différents à ses différentes divisions. Celle qui fut à Brescia ne trouva personne contre elle, et celle qui atteignit Lonato eut affaire aux troupes qui, la veille, étaient à Vérone, devant la gauche, laquelle dans ce moment entrait en Véronais, et n'avait plus personne devant elle. L'armée autrichienne comptait de très-bonnes troupes, mais elle en avait aussi de médiocres: tout ce qui était venu du Rhin, avec Wurmser, était excellent; mais les cadres de l'ancienne armée de Beaulieu, battus dans tant de circonstances, étaient découragés. Aux combats et batailles, depuis le 29 juillet au 12 août, l'armée française fit 15,000 prisonniers, prit soixante-dix pièces de canon et neuf drapeaux, tua ou blessa 25,000 hommes; la perte de l'armée française a été de 7,000 hommes, dont 1,400 prisonniers; 600 tués, 500 blessés, dont la moitié légèrement.

§. IX.

La garnison de Mantoue employa les premiers jours de la levée du siége, à défaire les [illegible] des assiégeants, à faire entrer les piè-

pièces et les munitions qu'ils avaient abandonnées; mais les prompts revers de Wurmser ramenèrent bientôt les Français devant la place. La perte de leur équipage d'artillerie ne laissait plus de moyens d'en reprendre le siége. Cet équipage formé à grande peine de pièces recueillies dans les différentes places de l'Italie, était une perte bien sensible. D'ailleurs l'ouverture et le service de la tranchée, eussent été trop dangereux pour les troupes, au moment où la malignité du climat allait exercer tous ses ravages pendant la canicule; Napoléon ne songea pas à rassembler un second équipage qui n'eût été prêt qu'au moment même où de nouveaux événements pouvaient l'exposer à le perdre de nouveau, en le forçant de lever le siége une seconde fois. Il se contenta d'un simple blocus. Le général Sahuguet en fut chargé; il attaqua Governolo et fit attaquer Borgo-Forte par le général Dallemagne; le vingt-quatre août il était maître de tout le Serraglio, avait rejeté l'ennemi dans la place, et resserré étroitement le blocus. Il s'occupa de multiplier les redoutes et les ouvrages sur la ligne de contrevallation. Tous les jours les troupes diminuaient par le ravage de la fièvre, et l'on prévoyait avec effroi que ce ravage ne ferait que s'accroître pendant l'automne. Il est vrai que la garnison était soumise aux mêmes maux; cependant elle était mieux abritée dans les maisons et jouissait de plus de commodités que les assiégeants.

§. X.

Aux premiers bruits des revers de l'armée française, les peuples d'Italie démasquèrent leurs dispositions secretes. Le parti ennemi se montra le plus fort à Crémone, à Casal-Major, à Pavie; mais en général la Lombardie conserva un bon esprit: à Milan surtout, le peuple témoigna une grande constance, ce qui lui mérita dès lors la confiance de Napoléon, qui lui donna des armes qu'il ne cessait de demander avec instance et dont il fit depuis un bon usage. Il écrivit peu après aux Milanais: „Lorsque l'armée française battait en retraite, „que les partisans de l'Autriche et les ennemis „de la liberté de l'Italie la croyaient perdue sans „ressource, lorsqu'il était impossible à vous-„mêmes de soupçonner que cette retraite n'était „qu'une ruse, vous avez montré de l'attachement „pour la France, de l'amour pour la liberté; „vous avez déployé un zèle et un caractère qui „vous ont mérité l'estime de l'armée et vous „mériteront la protection de la république. „Chaque jour votre peuple se rend davantage „digne de la liberté; il acquiert chaque jour „de l'énergie, il paraîtra sans doute un jour „avec gloire sur la scène du monde. Recevez „le témoignage de ma satisfaction, et du vœu „sincère que fait le peuple français pour vous „voir libres et heureux.“ Les peuples de Bologne, Ferrare, Reggio, Modène, montrèrent un vif intérêt pour la cause des Français; les ·lles de leurs défaites étaient mal re-celles de leurs victoires au contraire

étaient accueillies avec enthousiasme. Parme demeura fidèle; la régence de Modène se mit en hostilité. A Rome, les Français furent insultés dans les rues, on suspendit l'exécution des conditions de l'armistice. Le cardinal Mattei, archevêque de Ferrare, témoigna sa joie à la levée du siége de Mantoue, et appela les peuples à l'insurrection. Il prit possession de la citadelle de Ferrare et y arbora les couleurs de l'église; le pape y envoya aussitôt un légat; on croyait déjà les Français au-delà des Alpes. Après la bataille de Castiglione, le cardinal Mattei fut mandé à Brescia; introduit devant le général en chef, il ne répondit que par ce seul mot *peccavi*, ce qui désarma le vainqueur qui se contenta de le tenir trois mois dans un séminaire. Depuis, ce cardinal a été plénipotentiaire du pape à Tolentino. Il était d'une famille princière de Rome; c'était un homme borné, de peu de talent, mais qui passait pour être d'une dévotion sincère: il était minutieusement attaché aux pratiques du culte. Après la mort du pape Pie VI, la cour de Vienne s'agita beaucoup au conclave de Venise, pour le faire nommer pape; elle ne réussit pas: Chiaramonti, évêque d'Imola, l'emporta et prit le nom Pie VII.

C'est en récompense de la bonne conduite qu'Augereau tint à la bataille de Lonato, où il commanda la droite et fut chargé de l'attaque de Castiglione, qu'il fut depuis duc de ce nom. Cette journée est la plus belle de la vie de ce général. Napoléon n'a jamais voulu depuis l'oublier.

CHAPITRE X.

MANOEUVRES ET COMBATS ENTRE LE MINCIO ET LA BRENTA. (SEPTEMBRE.)

Position de l'armée autrichienne dans le Tyrol au 1er septembre. — Bataille de Roveredo (4 septembre). — Wurmser descend dans les plaines du Bassanais. — Combats de Primolano, de Covolo, de Cismone (7 septembre); l'armée française force les gorges de la Brenta. — Combat de Vérone (7 septembre). — Bataille de Bassano (8 septembre). — Wurmser passe l'Adige sur le pont de Porto-Legnago (11 septembre). — Bataille de Saint-Georges (15 septembre); Wurmser est renfermé dans Mantoue (18 septembre). — Troisième blocus de Mantoue.

§. Ier.

L'ARMÉE de Sambre-et-Meuse, celle du Rhin-et-*Moselle*, avaient enfin passé le Rhin; elle

s'avancèrent rapidement dans le cœur de l'Allemagne; la première était arrivée sur la Rednitz, la seconde sur le Lech. Wurmser, recruté de 20,000 hommes, était dans le Tyrol; il commençait son mouvement pour se porter avec 30,000 hommes, de Trente au secours de Mantoue, en marchant par les gorges de la Brenta, Bassano et le bas Adige, et laissant Davidowich avec 25,000 hommes à la garde du Tyrol. Napoléon sentait l'importance d'occuper l'armée autrichienne, afin de l'empêcher de faire aucun détachement contre l'armée du Rhin, qui s'approchait des plaines de Bavière; aussitôt qu'il eût pénétré le projet de Wurmser, il résolut de prendre l'offensive, de battre Wurmser en détail, en le surprenant en flagrant délit, et d'achever la destruction de cette armée, qui lui avait donné tant de soucis, qu'elle n'avait pas suffisamment expiés par ses désastres de Lonato et de Castiglione.

Le général Kilmaine, avec un corps de 2,500 à 3,000 hommes de toutes armes, fut chargé de garder l'Adige pour couvrir le blocus de Mantoue, qui était commandé par le général Sahuguet. Kilmaine occupait les plaines de Vérone et de Porto-Legnago; la partie de l'enceinte de Vérone, sur la rive gauche de l'Adige, avait été relevée et les forts mis en état de soutenir un siége; dans les instructions qu'il reçut, tous les événements qui ont eu lieu étaient prévus *).

*) Ces instructions, qui doivent se trouver dans les mains des héritiers de Kilmaine, sont un vrai monument historique.

Au premier septembre, Wurmser avec son quartier-général était encore à Trente; Davidowich avait le sien à Roveredo, couvrant le Tyrol par la division Wukassowich, qui était campée à Saint-Marc, ayant son avant-garde à Serravalle et ses avant-postes à Alla, par la division Reuss, campée à Mori, sur la rive droite de l'Adige, ayant son avant-garde au pont de Séréa et ses avant-postes sur Lodrone, sa réserve dans l'excellente position de Calliano, derrière Roveredo; les trois divisions et les réserves de cavalerie avec lesquelles Wurmser voulait agir sur l'Adige, étaient en marche entre Trente et Bassano; la division Mezaros, près cette ville; la division Sebottendorf, à Rovigo et Magano; la division Quasdanowich, à Lavis. La division Vaubois, formant la gauche française, partit le même jour, 1er septembre, de Lodrone et remonta la Chièse, suivant la chaussée qui conduit à Trente. La division Masséna, la réserve de cavalerie et le quartier-général passèrent l'Adige sur le pont de Pola, se dirigeant par la chaussée de la rive gauche. La division Augereau, partie de Vérone, marcha en seconde ligne sur cette même chaussée, occupant par son infanterie légère la crête supérieure des montagnes qui dominent la vallée sur la rive gauche de l'Adige.

Le Tyrol est une des plus anciennes possessions de la maison d'Autriche; le peuple lui est entièrement affectionné. Le Trentin, qui est la partie méridionale appelée le Tyrol italien, était sous la domination d'un évêque, souverain de Trente. Trois chaussées conduisent de Trente en Italie; une à Bassano, sui-

vant la Brenta; une à Vérone par Roveredo, suivant la rive gauche de l'Adige; une à Brescia en traversant la Sarca, doublant le lac de Garda, suivant la Chièse et passant la Rocca-d'Anfo. Une route de traverse joint la chaussée de Vérone à celle de Bassano, sans qu'il soit besoin de remonter jusqu'à Trente, embranchement commun.

§. II.

Le prince de Reuss voulut défendre le pont de la Sarca; mais le général Saint-Hilaire, commandant l'avant-garde de la division Vaubois, l'attaqua avec furie, enleva le pont au pas de charge, fit un bon nombre de prisonniers et le poussa l'épée dans les reins, jusque sur son camp de Mori; de son côté le général Pigeon, commandant l'avant-garde de Masséna, culbuta l'avant-garde Wukassowich à Serravale, la poursuivit jusqu'au camp Saint-Marc et lui fit quelques centaines de prisonniers. Les deux armées se trouvèrent en présence à cheval sur les deux rives de l'Adige, le 4 septembre, à la pointe du jour. L'attaque fut impétueuse, la résistance fut opiniâtre; aussitôt que Napoléon vit de l'hésitation dans la ligne autrichienne, il fit charger le général Dubois avec 500 chevaux; la charge fut heureuse, mais Dubois tomba mort percé de trois balles. C'était un brave officier qui s'était distingué dans les campagnes précédentes sur le Rhin. L'armée entra dans Roveredo pêlemêle avec l'ennemi, qui ne put se rallier qu'au défilé en

avant de Calliano, position très-forte; l'Adige y est encaissée entre des montagnes à pic. Le défilé n'a pas quatre cents toises de largeur, des fortifications et une muraille soutenue par plusieurs batteries, en barraient l'entrée; le général Davidowich avec une réserve y était en position; le général Dommartin plaça une batterie d'artillerie légère qui prenait la gorge en écharpe. Les tirailleurs s'engagèrent et obtinrent quelques avantages sur les montagnes. Neuf bataillons en colonne serrée se précipitèrent dans le défilé, abordèrent l'ennemi, le culbutèrent; artillerie, cavalerie, infanterie, tout ce trouva pêle-mêle. Quinze piéces de canon, sept drapeaux, sept cents hommes furent pris. De son côté, le général Vaubois força le camp de Mori et poursuivit vivement l'ennemi, en remontant la rive droite de la rivière dans la direction de Trente. Lemarrois, aide-de-camp du général en chef, fut blessé grièvement dans une charge audacieuse et brillante à Roveredo. Ce jeune homme s'était distingué en vendémiaire à Paris, et avait beaucoup d'ardeur; il était du département de la Manche. L'armée continua de marcher une partie de la nuit. Le 5 au jour, elle entra dans Trente. Le soir la division Vaubois, continuant sa marche, prit position sur le Lavis, à trois lieues de Trente; les débris de Davidowich étaient en position derrière cette rivière. Napoléon ordonna au général de cavalerie de passer au gué avec trois escadrons, de couper la ligne ennemie et de prendre à dos les troupes qui défendaient le pont, en temps qu'il les faisait aborder au pas

de charge. L'ennemi, mis dans le plus grand désordre, abandonna sa position, et le général Vaubois s'établit sur les rives du Lavis

§. III.

La perte de la bataille de Roveredo, au lieu d'arrêter le mouvement de Wurmser sur Bassano, ne fit que l'accélérer; en effet, coupé de Trente et du Tyrol, il devait se hâter de sortir des gorges et de réunir son armée à Bassano, pour prendre sa ligne d'opérations par le Frioul; mais un autre motif le détermina; il se laissa persuader que Napoléon voulait se porter à Inspruck, pour se joindre à l'armée du Rhin arrivée alors en Bavière, et sur cette fausse donnée, il fit marcher la division Mézaros sur Mantoue. Le 7 septembre, elle était déjà arrivée devant Vérone, dans le temps que son quartier-général, avec les divisions Sebottendorf et Quasdanowich et ses réserves, arrivait à Bassano; et que son arrière-garde prenait position à Primolano, pour défendre les gorges de la Brenta. Dans la nuit du 5 au 6 septembre, on reçut à Trente la nouvelle que donnait le général Kilmaine de Vérone, que la division Mézaros avait passé la Brenta et marchait sur l'Adige, et qu'il était probable qu'elle attaquerait, le 7 septembre, Vérone. Napoléon conçut, sur-le-champ, le projet de renfermer Wurmser entre la Brenta et l'Adige, ou, si à son approche il se repliait sur la Piave, de cerner et prendre la division Mézaros, qui déjà était compromise et trop av[illegible]e pour se retirer,

Il confia la garde du Tyrol italien au général Vaubois qui, de sa position du Lavis, était à même de se porter jusqu'au Brenner, à la rencontre du général de Mézaros, si sa droite arrivait sur Inspruck. Il organisa, dans la nuit, l'administration du pays et fit afficher la proclamation suivante :

„Tyroliens ! vous sollicitez la protection de „l'armée française ; il faut vous en rendre di„gnes : puisque la majorité d'entre vous est bien „intentionnée, contraignez ce petit nombre „d'hommes opiniâtres à se soumettre. Leur „conduite insensée tend à attirer sur leur pa„trie les fureurs de la guerre ; la supériorité „de mes armées est aujourd'hui constatée. Les „ministres de l'empereur, achetés par l'or de „l'Angleterre, se trahissent. Ce malheureux „prince ne fait pas un pas qui ne soit une „faute. Vous voulez la paix ? Les Français „combattent pour elle. Nous ne passons sur „votre territoire que pour obliger la cour de „Vienne de se rendre au vœu de l'Europe dé„solée, et d'entendre le cri de ses peuples ! „nous ne venons pas ici pour nous agrandir ; „la nature a tracé nos limites au Rhin et aux „Alpes, dans le même temps qu'elle a posé „au Tyrol les limites de la maison d'Autriche. „Tyroliens, quelle qu'ait été votre conduite „passée, rentrez dans vos foyers, quittez des „drapeaux tant de fois battus et impuissants „pour vous défendre ; ce n'est pas quelques „ennemis de plus que peuvent redouter les „vainqueurs des Alpes et de l'Italie, mais c'est „quelques victimes de moins que la généro„sité de ma nation m'ordonne de chercher à

„épargner. Nous nous sommes rendus redou-„tables dans les combats; mais nous sommes „les amis de ceux qui nous reçoivent avec „hospitalité. La religion, les habitudes, les „propriétés des communes qui se soumettront, „seront respectées; etc."

Le 6, à la pointe du jour, Napoléon se mit en marche avec les divisions Augereau en tête, Masséna et la réserve, par les gorges de la Brenta, pour ce porter à tire-d'ailes sur Bassano. Il fallait faire ces vingt lieues, de chemin difficile, en deux jours au plus. Le soir, le quartier-général et l'armée occupèrent Borgodi-Val-Sugana.

§. IV.

Le 7, à l'aube du jour, il se remit en marche; son avant-garde ne tarda pas à se rencontrer avec celle de Wurmser, en position derrière Primolano; il paraissait impossible de l'en déposter; rien ne résista à l'armée française: la 5e d'infanterie légère en tirailleurs, soutenue par les trois bataillons de la 4e de ligne en trois colonnes serrées, enfonça la double ligne autrichienne. Le 5e de dragons, commandé par le colonel Milhaud, coupa la chaussée. L'avant-garde ennemie presque entière posa les armes; artillerie, drapeaux, équipages, tout fut pris. Le petit fort de Covolo, qui est une espèce de Chiusa, voulut en vain résister: il fut tourné, pris. A la nuit, l'armée française bivouaqua au village de Cismone; Napoléon y prit son quartier-général sans suite, sans bagages, mourant

de faim et de lassitude, il passa la nuit. Un soldat (qui l'en fit ressouvenir, au camp de Boulogne, en 1805 lorsqu'il était empereur), partagea avec lui sa ration de pain. Des parcs de caissons, douze pièces de canon, cinq drapeaux, 4,200 hommes furent pris.

§. V.

Ce même soir la division Mézaros attaquait Vérone qu'elle espérait occuper sans résistance. Mais tout le terrain en avant de Vérone avait été mis en défense, une forte demi-lune avait été construite en avant de la porte de Vicence. Le général Kilmaine attendait Mézaros. Il défendit les approches de la ville par quelques escadrons de cavalerie qui, se reployant derrière les fortifications, permirent à trente bouches à feu des remparts de mitrailler la colonne autrichienne. Après quelques vaines tentatives, Mézaros jugeant impossible de prendre la ville de vive force, se campa à St.-Michel, demanda du renfort et un équipage de pont pour passer l'Adige et cerner la ville; mais Wurmser se trouvant dans ce moment surpris et menacé dans Bassano même, lui ordonna de se replier sur lui en toute hâte. Il espérait réunir l'armée à temps pour arrêter l'armée française devant Bassano. Il était trop tard. La division Mézaros n'était encore qu'à Montebello le 8, jour que se donnait la bataille de Bassano.

§. VI.

Le 8 septembre, avant le jour, Napoléon était aux avant-postes; à six heures, l'avant-garde attaqua et culbuta six bataillons qui étaient en position dans les gorges sur les deux rives de la Brenta; leurs débris se reployèrent sur la ligne de bataille qui était d'environ 20,000 hommes, mais qui ne fit qu'une faible résistance. La division Augereau attaqua la gauche, la division Masséna la droite; l'ennemi fut enfoncé sur tous les points et rejeté sur Bassano. La 4e de ligne, en colonne serrée, passa le pont comme à Lodi. A trois heures, l'armée entra à Bassano et prit 6,000 prisonniers, huit drapeaux, deux équipages de pont, deux cents voitures de bagages, trente-deux pièces de canon, cent voitures de parcs de toute espèce, toutes ces voitures attelées à quatre chevaux. Wurmser se retira en désordre sur Vicence, ne pouvant plus se retirer sur la Piave; il y rallia la division Mézaros. Il se trouvait ainsi coupé des états héréditaires et de ses communications avec l'Autriche. Le général Quasdanowich avec 3,000 hommes, coupé de Bassano, se replia sur le Frioul. Le 9 la division Masséna marcha sur Vicence, celle d'Augereau sur Padoue, interceptant ces deux grandes routes, dans le cas où Wurmser essaierait de revenir sur la Brenta pour gagner la Piave. Battu à Roveredo, dans les gorges de la Brenta, à Bassano et devant Vérone, il n'avait plus sous ses ordres que des troupes découragées; il en avait perdu l'élite; il lui restait,

d'une armée de 60,000 hommes, 16,000 hommes réunis sous ses ordres. Jamais position ne fut plus critique; il désespérait de son salut. Les Français se flattaient à chaque instant de le voir poser les armes.

§. VII.

De ces 16,000 hommes, 6,000 étaient de cavalerie, bonne et non démoralisée, qui n'avait point éprouvé de pertes, n'avait pas été battue; elle inonda tout le pays pour chercher un passage sur l'Adige; deux escadrons passèrent sur la rive droite de l'Adige au bac d'Albarado, pour connaître la position des Français et obtenir quelques nouvelles de Mantoue. Il était impossible à Wurmser de passer l'Adige sur ce bac, talonné comme il l'était par l'armée française et ayant perdu à Bassano son équipage de pont. Sa position était désespérée, lorsque les Français évacuèrent Legnago sans rompre le pont. Cette faute d'un chef de bataillon le sauva. Kilmaine, lorsqu'il fut attaqué à Vérone par la division Mézaros, avait appelé à lui les 400 hommes qui gardaient Legnago, et ordonné à Suhuguet de les remplacer par un détachement tiré du blocus de Mantoue. Le chef de bataillon qui commandait ce détachement ayant eu quelques hommes sabrés sur la route de Legnago à Mantoue, se laissa persuader que toute l'armée autrichienne avait passé à Albarado et allait lui couper la retraite. Il ajouta foi au bruit répandu par l'ennemi des *désastres* de l'armée française, qui aurait péri

dans le Tyrol. Il se crut coupé, perdit la tête et évacua la place, se retirant vers Mantoue. Wurmser, instruit de cette heureuse circonstance, se dirigea à l'heure même sur Legnago, y entra sans tirer un coup de fusil, profita du pont pour passer l'Adige. Au même moment le général en chef arrivait à Arcole. A cette fâcheuse nouvelle il s'empara du bac de Ronco, fit passer de suite Masséna sur la rive droite, et ordonna à Augereau de marcher de Padoue sur Legnago; il concevait encore l'espoir de cerner de nouveau le maréchal en arrivant avant lui sur la Molinella. Kilmaine, avec tout ce qu'il avait pu trouver de disponible, s'était placé sur cette rivière, interceptant la route de Mantoue; mais il était faible, il fallait arriver à lui avant l'ennemi. Wurmser perdit un temps précieux à Legnago; soit que l'excès des fatigues l'obligeât de donner quelque repos à ses troupes, soit que, croyant les Français sur le chemin de Vicence à Ronco, il hésitât, dans l'espérance de rouvrir ses communications naturelles par la route de Padoue. Comme il avait beaucoup de cavalerie, il pouvait s'éclairer très au loin. Ses coureurs lui apprirent que les Français étaient à Montagnana déjà devant lui, venant par le chemin de Padoue, et qu'ils s'approchaient de Legnago par les deux chaussées. Il se mit alors en route sur Mantoue.

De Ronco deux chemins conduisent vers Sanguinetto où on voulait intercepter l'ennemi: l'un à gauche en suivant l'Adige et allant couper à Céréa le chemin de Legnago à Mantoue; l'autre conduisant directement de Ronco à Sanguinetto. Le général Pigeon, avec l'avant-

garde de Masséna, marcha droit sur Sanguinetto; mais Murat, envoyé en reconnaissance avec la cavalerie légère, avait pris la route de Céréa comme le rapprochant davantage de l'ennemi. Il engagea bientôt la canonnade. Pigeon entendant le canon, appuya sa gauche sur Céréa, y arriva, et rangea la 4e légère en bataille derrière le ruisseau pour barrer le chemin. Wurmser était coupé, il était perdu s'il ne parvenait à s'ouvrir un passage, Il attaqua Céréa, déploya toute son armée et cerna cette faible avant-garde; elle fut bientôt rompue; 3 à 400 hommes demeurèrent entre ses mains. Maître du champ de bataille, il continua en toute hâte sa marche sur Sanguinetto. Ce fut à l'échaufourée de Céréa que le général en chef, arrivant au galop dans le village au moment où son avant-garde était mise en déroute, n'eût que le temps de tourner bride et de se sauver en toute hâte. Wurmser arriva quelques minutes après à la place même où il s'était trouvé; instruit de cette circonstance par une vieille femme, il le fit poursuivre dans toutes les directions, recommandant surtout qu'on l'amenât vivant. Arrivé à Sanguinetto, Wurmser marcha toute la nuit. Instruit qu'il était attendu à la Molinella par les réserves de Sahuguet et de Kilmaine, il quitta la grande route, prit sur la gauche et arriva le 12 à Villa-Impenta, où se trouvait un petit pont faiblement gardé; sa cavalerie le surprit. Le général Charton, qui accourut du blocus de Mantoue avec 500 hommes de la 12e légère pour défendre ce pont, ne put arriver à temps; il se plaça alors e[illegible]ur le chemin et fit une vigoureuse résis-

résistance; mais il fut sabré par les cuirassiers autrichiens et resta mort sur le champ de bataille. Ce détachement fut perdu. Le 14, à Due-Castelli, un autre succès semblable à ceux de Céréa et de Villa-Impenta vint jeter quelque adoucissement sur les désastres du vieux maréchal: un bataillon d'infanterie légère y fut coupé et rompu par deux régiments de cuirassiers et perdit 300 hommes. L'armée était extrêmement fatiguée, elle mettait de la négligence dans le service.

§. VIII.

Les petits succès obtenus par l'armée autrichienne aux combats de Céréa, de Villa-Impenta, de Due-Castelli, l'encouragèrent à tenir la campagne. La garnison de Mantoue sortit, et Wurmser campa son armée entre Saint-Georges et la citadelle; il avait alors 33,000 hommes sous ces ordres: 5,000 étaient aux hôpitaux; il laissa 5,000 hommes à la garde de la place, et il fit camper 25,000 hommes, dont 5,000 de cavalerie; il espérait, occupant ainsi la campagne, trouver l'occasion de gagner Legnago et de repasser l'Adige; mais le général Bon, qui commandait la division Augereau, entra dans Legnago le 13 septembre, fit 1,700 prisonniers, prit vingt-quatre pièces de canon attelées, et y délivra 500 Français qui avaient été pris à Céréa et dans d'autres petites rencontres. Le 16 il arriva à Governolo, formant la gauche de l'armée; Masséna, qui était à Due-Cast formait le centre; Sahuguet, avec les

du blocus, était à la Favorite, formant la droite; Kilmaine avait réuni toute la cavalerie. Les marches forcées faites pendant ces derniers quinze jours avaient fort affaibli les régiments: l'armée, le 16 au soir, comptait 24,000 hommes sous les armes, dont 3,000 de cavalerie. Les armées étaient égales en force, mais leur moral était bien différent. La cavalerie ennemie avait seule conservé le sien.

Le 19 septembre le général Bon se mit en marche de Governolo, appuya sa gauche au Mincio, se dirigeant sur St.-Georges. Le combat devint fort vif; les Autrichiens y envoyèrent leur réserve. Bon fut non-seulement arrêté, mais même perdit un peu de terrain. Sahuguet s'engagea de son côté sur la droite; l'ennemi croyait que toute la ligne était aux prises, quand Masséna déboucha en colonne sur le centre et porta le désordre dans l'armée ennemie qui se jeta en toute hâte dans la ville, après avoir perdu 3,000 prisonniers, dont un régiment de cuirassiers tout monté, trois drapeaux, onze pièces de canon. Après la bataille de St.-Georges, Wurmser se répandit dans le Serraglio; jeta un pont sur le Pô et fit entrer des vivres dans la place. Le 21 septembre il attaqua Governolo; il fut repoussé avec perte de 1,000 hommes et six pièces de canon; s'il se fût emparé de ce point, il voulait essayer de se porter sur l'Adige. Enfin, le premier octobre Kilmaine, qui commandait le blocus entra dans le Serraglio, s'empara de Pradella, de Cérèse, et bloqua entièrement la place. Cette opération, qui donna lieu à des combats très-vifs, faite avec peu de monde, fit hon-

neur au général. Depuis le premier juin jusqu'au 18 septembre, l'ennemi avait perdu 27,000 hommes, dont 18,000 prisonniers, 3,000 tués, 6,000 blessés, soixante-quinze pièces de canon, vingt-deux drapeaux et étendards, trente généraux, quatre-vingts employés du quartier-général, 6,000 chevaux; 16,000 hommes avec le maréchal avaient été obligés de se jeter dans Mantoue: 10,000 hommes de cette armée se sauvèrent sous Davidowich, dans le Tyrol, et sous Quasdanowitch dans le Frioul. L'armée française avait perdu 7,500 hommes, dont 1,400 prisonniers, 1,800 tués, 4,300 blessés.

Marmont, que le général en chef envoya porter à Paris les drapeaux pris aux batailles de Roveredo, de Bassano, de St.-Georges, aux combats de Primolano et de Cismone, était un de ses aides-de-camp: il l'avait trouvé sous-lieutenant d'artillerie à Toulon et se l'était attaché. Il a été depuis duc de Raguse et maréchal de France. Il est du département de la Côte-d'Or.

§. IX.

L'armée n'ayant plus pour le moment aucun ennemi devant elle, les troupes prirent quelque repos. Vaubois occupa Trente et se retrancha sur les bords du Lavis; la division Masséna occupa Bassano, observant le passage de la Piave. La division Augereau occupa Vérone; Kilmaine commanda le blocus de Mantoue. Les batailles de Roveredo, de Bassano et de St.-Georges, les combats intermédiaires, les maladies du blocus, avaient affaibli l'armée.

La garnison de Mantoue fit d'abord de nombreuses et fortes sorties; mais les échecs et les maladies calmèrent bientôt son ardeur. A la fin d'octobre elle comptait encore 17,000 hommes sous les armes, 10,000 aux hôpitaux; trente mille bouches à nourrir, ce qui donnait l'espoir qu'elle ne tarderait pas à rendre la place; mais le vieux maréchal fit saler la plus grande partie des chevaux de sa cavalerie, ce qui, joint aux vivres de toute espèce qu'il avait recueillis des lieux voisins et surtout de la régence de Modène qui, pendant les deux levées du siége, avait fait entrer des convois préparées à l'avance, mirent la place en état de résister plus long-temps qu'on ne le croyait. Contre toute probabilité, contre la croyance de toute l'Italie, l'armée française était encore destinée à remporter des victoires plus sanglantes et plus glorieuses, et l'Autriche devait lever encore et perdre deux armées nouvelles avant que les destins de ce boulevard de l'Italie ne fussent accomplis.

Kilmaine, d'origine irlandaise, était un excellent officier de cavalerie: il avait du sang-froid, du coup d'œil; il était très-propre à commander des corps d'observation détachés, à toutes les commissions délicates qui exigent du discernement, de l'esprit et une tête saine. Il avait été employé, en prairial, contre le faubourg Saint-Antoine. Lors de la campagne d'Italie il avait environ cinquante ans. Il rendit des services importants à l'armée dont il eût été un des principaux généraux sans la faiblesse de sa santé. Il avait une grande connaissance des troupes autrichiennes; familier avec

leur tactique, il ne s'en laissait point imposer par les faux bruits qu'elles sont dans l'habitude de répandre sur les derrières d'une armée, ni par ces têtes de colonnes qu'elles jettent sur les communications dans toutes les directions, pour faire croire à la présence de grandes forces où elles ne sont pas. Ses opinions politiques étaient très-modérées.

CHAPITRE XI.

PRÉCIS

DES OPÉRATIONS DES ARMÉES DE SAMBRE-ET-MEUSE ET DU RHIN, EN ALLEMAGNE, PENDANT L'ANNÉE 1796.

Quartier d'hiver en 1796. — Les armées autrichiennes d'Allemagne détachent 30,000 hommes en Italie. — Marches et combats pendant juin. — L'armée du Rhin arrive sur le Necker, le 18 juillet. — L'armée de Sambre-et-Meuse arrive sur le Mein, le 12 juillet. — Marche de l'armée de Sambre-et-Meuse, du Mein à la Nahe; position qu'elle occupe au 21 août. — Marche de l'armée du Rhin, du Necker au Lech; bataille de Néresheim (11 août); position qu'elle occupe au 23 août. — Manoeuvre du prince Charles contre l'armée de Sambre-et-Meuse; bataille d'Amberg (24 août); retraite précipitée de cette armée; bataille de Wurtzbourg (3 septembre); elle campe sur le Lahn (le 10 septembre); le 20, elle repasse le Rhin; marches et

contre-marches de l'armée du Rhin, pendant septembre; sa retraite. — Bataille de Biberach (le 2 octobre). — Siége de Kehl et de la tête de pont de Huningue. — Observations.

§. Ier.

La Prusse avait conclu sa paix avec la république, en avril 1795. Une convention, signée le 17 mai suivant, avait réglé la conduite que les armées belligérantes tiendraient dans les provinces prussiennes qu'elles seraient obligées de traverser. Mais cette convention ayant donné lieu à beaucoup de discussions, il fut stipulé, le 5 août 1796, à Berlin, que partant de Wesel sur le Rhin, une ligne suivrait les frontières des montagnes de la Thuringe; qu'aucune armée belligérante ne pourrait la traverser; que les pays du roi de Prusse et des princes allemands qui auraient adhéré à cette confédération prussienne, et qui étaient situés au sud de cette ligne, seraient neutres; que cependant les armées belligérantes pourraient les traverser en payant les fournitures qu'elles exigeraient, mais sans qu'elles pussent y construire aucun retranchement.

Pendant l'été de 1795, les Autrichiens agirent sur le Rhin avec deux armées: l'une dite du Bas-Rhin, sous le commandement du feld-maréchal Clairfait; l'autre dite du Haut-Rhin, sous le commandement du maréchal Wurmser. A la première, les Français opposèrent l'armée de Sambre-et-Meuse, commandée par le général

Jourdan. A la deuxième, ils opposèrent l'armée du Rhin, commandée par Pichegru, qui occupait des lignes de circonvallation autour de Mayence. Malgré la défection de la Prusse, cette campagne se termina à l'avantage des Autrichiens. En octobre, ils forcèrent les lignes de contrevallation de Mayence, y prirent une grande quantité d'artillerie de campagne, et repoussèrent Pichegru dans les lignes de Weissembourg. Les hostilités se terminèrent par une suspension d'armes, signée le 23 décembre 1795, par laquelle il fut stipulé: 1° que l'armée de Sambre-et-Meuse occuperait la place de Dusseldorf, ayant ses avant-postes trois lieues en avant sur la rive gauche de la Wipper; que de là sa ligne suivrait la rive gauche du Rhin jusqu'à l'embouchure de la Nahe, près de Bingen, d'où elle remonterait la rive gauche de la Nahe jusqu'aux montagnes, gagnerait les frontières de l'Alsace, suivrait les lignes de Weissembourg, d'où le Rhin formerait la limite jusqu'à Bâle; 2° que les Autrichiens auraient leurs avant-postes sur la rive gauche de la Sieg, rivière qui débouche dans le Rhin vis à vis Bonn; que les pays entre la Wipper et la Sieg seraient neutres; que de l'embouchure de la Sieg, la ligne autrichienne suivrait la rive droite du Rhin jusqu'à l'embouchure de la Nahe, d'où elle passerait le Rhin près de Bingen, et remonterait la rive gauche de la Nahe jusqu'aux montagnes; les Autrichiens occupant aussi Mayence et tous les pays sur la rive gauche du Rhin jusqu'à Weissembourg, d'où leur ligne repasserait sur la rive droite et la suivrait jusqu'à Bâle. Ces arrangements convenus, Jourdan porta

son quartier-général dans le Hundsrück; Pichegru à Strasbourg; Clairfait à Mayence, et Wurmser à Manheim.

La France et l'Autriche n'oublièrent, pendant l'hiver, rien de ce qu'il fallait faire, pour recruter, habiller et mettre dans le meilleur état possible leurs armées. Les succès de la campagne passée avaient fait naître de grandes espérances au cabinet de Vienne. Il rappela Clairfait et le remplaça par l'archiduc Charles. Le général Pichegru donnait des inquiétudes au gouvernement français: les opérations qui avaient causé les malheurs de la fin de la campagne étaient si fausses, qu'on les attribuait à la trahison; cependant le directoire n'en avait pas de preuves; il n'osait se fixer sur une pensée si affligeante, mais il saisit la première occasion pour ôter ce général de l'armée, il le nomma ambassadeur en Suède; Pichegru refusa cette mission diplomatique et se retira dans ses terres. Moreau fut nommé général en chef de larmée du Rhin et en prit le commandement le 23 mai 1796.

§. II.

Cependant la campagne s'était ouverte en Italie dès le mois d'avril; les batailles de Montenotte, de Millésimo, de Mondovi, avaient décidé le roi de Sardaigne à signer la convention de Cherasco, et à quitter la coalition. Ces nouvelles étonnèrent d'autant plus le conseil aulique, qu'il avait plus compté sur les talents et la réputation du général Beaulieu. Il ordonna

alors à l'archiduc de dénoncer l'armistice et de commencer les hostilités sur le Rhin, soit pour empêcher les Français de renforcer leur armée au-delà des Alpes, soit pour faire dans l'esprit des peuples une diversion qui détournât l'attention des désastres d'Italie. En partant de Paris, à la fin de février, Napoléon avait reçu la promesse que, dans le courant d'avril, les armées de Sambre-et-Meuse entreraient en campagne, cependant, à la fin de mai, elles étaient encore dans leurs quartiers d'hiver. Toutes les victoires que remportait l'armée d'Italie, tous les pas en avant qu'elle faisait, rendaient plus urgente et faisaient sentir davantage la nécessité que les armées françaises du Rhin entrassent en action. Sous divers prétextes, on en éloignait le moment; mais enfin l'imprudence de l'ennemi fit ce que le gouvernement français n'avait pas eu la sagesse d'ordonner. Moreau, qui était à Paris, n'eut que le temps de se porter à Strasbourg. Toutes les troupes cantonnées sur la Moselle, la Sarre et la Meuse, se mirent en mouvement, et le premier juin, les hostilités recommencèrent. Sur ces entrefaites, les nouvelles de la bataille de Lodi, du passage du Mincio, de la bataille de Borghetto, de l'investissement de Mantoue, de l'arrivée du quartier-général de l'armée française à Vérone, ayant ses avant-postes sur les montagnes du Tyrol, firent changer les dispositions de la cour de Vienne. Cette armée, disait-on, cheminait à vol d'oiseau, aucun obstacle ne l'arrêtait; il était important de réprimer son audace. Wurmser reçut ordre de se porter en Italie avec 30,000 hommes de l'armée du Haut-Rhin, afin

de servir de réserve aux débris de l'armée de Beaulieu, qui se reformait dans le Tyrol, la Carinthie et la Carniole; de pouvoir marcher au secours de Mantoue, avant que cette place n'eût succombé; et de reconquérir les états héréditaires de la Lombardie, dont la conservation importait davantage que des conquêtes hasardeuses en France. L'empereur réunit, sous le commandement de l'archiduc, ses deux armées du Rhin, lui ordonna de ne pas commencer les hostilités, de laisser subsister l'armistice. Mais cet ordre vint trop tard, seulement deux heures avant que les hostilités commençassent. L'archiduc, affaibli du détachement de Wurmser, renonça à tous les projets de conquêtes qu'il avait conçus, et borna son ambition à défendre le passage du Rhin et à couvrir l'Allemagne. Il avait sous ses ordres: 1° l'armée du Bas-Rhin, sous le général d'artillerie Wartensleben, et les feld-maréchaux-lieutenants Kray, Werneck, Hotze, Graber, Colloredo-Mels, Staader et Lindt; sa force était de cent un bataillons, 71,000 hommes d'infanterie, cent trente-neuf escadrons, 22,700 hommes de cavalerie; total 93,700 hommes, avec lesquels il devait fournir aux garnisons d'Ehrenbreitstein, de Mayence, de Mannheim; 2° l'armée du haut Rhin sous le commandement du général d'artillerie Latour, après le départ de Wurmser, et sous ceux des feld-maréchaux-lieutenants Starray, Frœlich, le prince de Fürstemberg, Reuss, Riesch et le prince de Condé. Sa force était de cinquante-huit bataillons, 65,000 hommes d'infanterie; cent vingt escadrons, 18,000 hommes de ca-

valerie, total 83,000 hommes: les forces totales de l'Autriche, sur le Rhin, étaient ainsi de 176,700 hommes au mois de mai; mais le départ de 30,000 hommes de cette armée pour l'Italie, sans compter le premier détachement de 6,000 hommes, réduisirent à 150,000 hommes l'armée de l'archiduc. Les deux armées françaises réunies comptaient plus de 150,000 combattants. Celle de Sambre-et-Meuse était de 65,000 hommes d'infanterie, 11,000 de cavalerie, total 76,000 hommes; celle de Rhin-et-Moselle, 71,000 hommes d'infanterie; 6,500 de cavalerie, total 77,500 hommes. La première était divisée en trois corps, la gauche sous Kléber, formée par les divisions Collaud et Lefebvre, était sur la droite du Rhin, à Düsseldorf; le général en chef Jourdan était dans le Hundsrück, avec le centre formé par les divisions Championnet, Grenier et Bernadotte; la droite sous les ordres de Marceau, était composée de sa division et de celle de Poncet; le général Bonnaud commandait la réserve. L'armée de Rhin-et-Moselle était formée en trois corps; Desaix commandait la gauche, il avait les divisions Baupuis et Delmas, Saint-Cyr commandait le centre, divisions Duhesme et Taponnier; Ferino commandait la droite, division Laborde et Tharreau; le général Bourcier commandait la réserve de cavalerie

§. III.

Le premier juin, Kléber partit de Düsseldorf avec son corps d'armée, fort de vingt-quatre bataillons et de vingt escadrons, arriva le 2 sur la Sieg, passa cette rivière après un combat d'avant-garde, enleva la position de Ukerath; le 4, il attaqua le prince de Würtemberg, campé avec un corps de 15,000 hommes sur les hauteurs d'Altenkirchen, le battit, lui prit 2,000 hommes, quatre drapeaux, douze pièces de canon et se porta sur la Lahn. Le général en chef Jourdan passa le Rhin à Neuwied et joignit sa gauche sur la Lahn. Marceau leva son camp de Birkenfeld et se porta devant Mayence. Le prince Charles tira un détachement de 8,000 hommes du haut Rhin et marcha sur l'armée de Sambre-et-Meuse, Il attaqua le 15 juin, battit à Wetzlar la division Lefebvre, lui prit un drapeau et sept canons; Jourdan abandonna le projet qu'il avait annoncé de livrer bataille le 17 juin, il se mit de tous côtés en retraite. Il repassa le Rhin sur les ponts de Cologne et de Neuwied, avec une partie de son armée, dirigeant Kléber sur Düsseldorf. Poussé vivement par l'ennemi, ce général fut obligé de recevoir, le 19 juin, à Altenkirchen, un combat dont il se tira avec honneur; et sans éprouver une perte sensible, il regagna sa position de Düsseldorf.

Lorsque Wurmser avait mis en marche son détachement pour l'Italie, il avait resserré sa position, placé sa gauche au Rhin, à la petite ville de Frankenthal qu'il avait retranchée,

et sa droite aux montagnes. Moreau le fit attaquer par Desaix et Saint-Cyr, le premier manœuvra entre le Rhin et les montagnes; le second par Hombourg et Deux-Ponts. Le 15 juin, après un combat assez chaud, l'arrière-garde autrichienne fut culbutée et obligée de se retirer dans la tête du pont de Manheim; elle perdit un millier d'hommes, mais ce petit succès n'équivalait pas à l'échec qu'éprouvait, pendant ce temps, l'armée de Sambre-et-Meuse.

§. IV.

Le gouvernement français sentit enfin que les manœuvres de Moreau sur la rive gauche du Rhin, n'étaient d'aucun secours à l'armée de Sambre-et-Meuse; il lui ordonna de passer le Rhin: le 24 juin, à deux heures du matin, Desaix, avec 2,500 hommes, s'empara de l'île d'Erlhen-Rhin, et dans le courant de la matinée, enleva Kehl; il prit 800 hommes et douze pièces de canon. Le soir, il commença à construire un pont de bâteaux, qui fut achevé le 15 à midi. Dans cette journée, ces deux divisions, la réserve de cavalerie, le quartier-général et une division de Férino, passèrent sur la rive droite; total 40,000 hommes. Le général Saint-Cyr, avec ses deux divisions, resta sur la rive gauche, vis à vis la tête de pont de Manheim; une division de Férino sur le haut Rhin. Le général Starray, avec vingt-six bataillons, dont faisait partie l'armée du Condé et le contingent de Souabe, était chargé de la garde du

Rhin, depuis la Suisse jusqu'à Rastadt; Latour, avec vingt-deux bataillons, était à Manheim; il gardait de Rastadt au Mein, et occupait, sur la rive gauche, la tête du pont de Manheim. Les troupes de Starray étaient disséminées le long de la rive droite. Il avait deux petits camps, chacun de 6,000 hommes, placés à peu de lieues de Kehl, l'un à Wilstentt, l'autre près d'Offenbourg: Le 26, Férino remonta le Rhin, se porta sur le champ de Wilstentt, le 28, sur celui d'Offenbourg: l'ennemi les évacua. Dans le même temps, Desaix, avec son corps et la réserve de l'armée, se portait sur le Renchen, où le général Starray était en position avec 10,000 hommes. Il l'attaqua vivement, le força, lui prit dix pièces de canon, 1,200 hommes, et le poursuivit jusqu'à Rastadt, où le général Latour venait d'arriver de Manheim avec 25,000 hommes, et de prendre position derrière le Murg. Mais aussitôt que Saint-Cyr fut instruit du mouvement de l'ennemi, de Manheim sur le haut Rhin, il le suivit sur la rive gauche, passa le pont de Kehl, se porta sur Freudenstadt, enleva les redoutes, placées sur le mont Kniebis, et força le passage de la Murg, après un combat fort vif qui dura toute la journée. Le 15 juillet, le général Latour se replia sur l'Alb, ayant perdu 1,000 hommes. Le quartier-général français fut porté à Rastadt. Pendant ce temps, Férino s'emparait de la Kintzig, remontant le Rhin, et à mesure qu'il avançait, les brigades qui étaient en position sur la rive gauche, passaient ce fleuve et grossissaient son corps d'armée.

L'archiduc ayant appris le 24 juin, le pas-

sage du Rhin à Kehl, partit à la tête de vingt-quatre bataillons et deux escadrons pour se porter au secours de son armée du haut Rhin, laissant, pour observer Jourdan, 36,000 hommes sous les ordres de Wartensleben, et 26,000 au camp retranché de Hechtsheim, pour couvrir Mayence. Il rallia le général Latour derrière l'Alb; ils se trouvait avoir sous ses ordres quarante-cinq bataillons et quatre-vingts escadrons: savoir, à sa gauche, dans les montagnes, sous le général Keim, dix-neuf bataillons, dix-neuf escadrons; au centre, devant Ettlingen, treize bataillons, vingt-huit escadrons; à sa droite, sous le général Latour, dix bataillons, vingt-neuf escadrons; et trois bataillons, quatre escadrons en observation. Avec des forces si considérables, il avait le projet d'attaquer, le 10, l'armée française et de la jeter dans le Rhin; mais le général Moreau le prévint. Le 9, Saint-Cyr força le Rotensohl, battit Keim, jeta les Saxons sur le Necker. L'archiduc prévenu, fit marcher son centre et sa droite contre Desaix. Celui-ci soutint les efforts de l'archiduc; il paya d'audace, se maintint la plus grande partie du jour, fit sa retraite le soir sur une position un peu en arrière. Cette vigoureuse résistance en imposa à l'ennemi qui, craignant d'être coupé par le général St.-Cyr qui déjà était arrivé à Neuenbourg, battit en retraite, le 10, sur Pforzheim, après avoir détaché dix bataillons pour compléter les garnisons de Philipsbourg et de Manheim. Le lendemain, il continua sa route sur Stuttgard, où il passa le Necker, poursuivi par le général Saint-Cyr. De son côté, le général Ferino avait forcé la position

sition de Biberach sur la Kintzig, traversé la Forêt-Noire et était arrivé à Willingen; l'ennemi avait entièrement évacué tout le pays entre le Rhin et les montagnes Noires; les villes forestières avaient reçu garnison française.

§. V.

Aussitôt que l'on sut au quartier-général de Sambre-et-Meuse que l'armée du Rhin avait effectué son passage, le général Kléber partit de nouveau le 29 juin de Düsseldorf; il fut rejoint par la division Grenier, qui passa le Rhin à Cologne: il eut un combat à Limbourg; le 8 juillet, il passa la Lahn. Le général en chef Jourdan, avec le reste de l'armée, le joignit par le pont de Neuwied, poussa le général Wartensleben, eut des affaires d'avant-garde d'une médiocre importance, et passa la Lahn sur trois colonnes sur les ponts de Giessen, de Wetzlar et de Leun. Il eut un combat fort vif à Friedberg, battit l'ennemi, passa la Nidda, déboucha dans les pleines du Mein, prit position devant Francfort, et accorda à Wartensleben une suspension d'armes de quelques jours, pour traiter de la reddition de Francfort, qui ouvrit ses portes; mais cela donna à l'ennemi le temps de gagner deux marches, et d'arriver sur le haut Mein. Francfort était bien armée, bien approvisionné en munitions de guerre et de bouche. Le fort de Königstein, situé à une marche de Francfort sur la grande chaussée de Cologne, se rendit le 21 juillet; il

quatre-vingt-treize pièces de canon et 500 hommes de garnison.

§. VI.

Jourdan ayant reçu ses instructions du gouvernement, laissa Marceau avec 30,000 hommes devant les places; et seulement avec six divisions, formant 50,000 hommes, il s'avança dans le cœur de l'Allemagne. Il suivit la lisière des montagnes de la Thuringe, qui bordent la Saxe, et s'éloigna ainsi du Danube. Le 21 juillet, son avant-garde entra dans Schweinfurt. Le quartier-général y arriva le 26. Würtzbourg et sa citadelle, occupées par 3,000 hommes des troupes du prince-évêque, capitulèrent le 3 août. Le général Wartensleben, avec 31,000 hommes, se retira sur Bamberg, sans opposer de résistance. L'armée de Sambre-et-Meuse le suivit, passa la Rednitz à Bamberg, le battit au combat de Forcheim, le 6 août, ce qui le décida à se retirer derrière la Wils. Le quartier-général français s'établit, le 11 août, à Lauf. Le fort de Rothemberg, placé sur la chaussée de Bayreuth à Amberg, capitula: il y avait quarante-trois bouches à feu. Le 15 août, les Français marchèrent sur Sulzbach et Amberg; ils se battirent toute la journée, quatre divisions furent engagées; l'ennemi évacua ses positions de la Wils et se retira derrière la Naab à Schwartzenfeld, s'éloignant toujours davantage de l'armée de l'archiduc. Le 19, l'armée française était au-delà de la Wils; le général Bernadotte fut détaché à Neumarckt sur la chaussée de Ratisbonne à Nuremberg, à dix

lieues de Ratisbonne: les deux armées étaient maîtresses de la rive gauche du Danube, elles pouvaient se considérer comme réunies. Le 20, le général en chef, avec cinq divisions, se porta sur la Naab; l'ennemi soutint un combat très-chaud sur les hauteurs de Wolfering, mais il les évacua dans la nuit. Le 21 août, la position de l'armée de Sambre-et-Meuse était la suivante: le quartier-général à Amberg; cinq divisions (40,000 hommes) bordaient la Naab, ayant devant elles l'armée de Wartensleben; sur la droite, à dix lieues, était détachée la division Bernadotte (7,000 hommes), observant la route de Ratisbonne. Marceau avec trois divisions (30,000 hommes), bloquait Mayence, Ehrenbreitstein, et gardait le Mein. La Naab est une petite rivière qui se jette dans le Danube à une lieue au-dessus de Ratisbonne. La ligne d'opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse était par Lauf, Nuremberg, Bamberg et Würtzbourg; elle n'avait aucune communication avec l'armée du Rhin, quoique les deux armées fussent maîtresses de la rive gauche du Danube, et qu'elles fussent placées entre l'armée de l'archiduc et de celle de Wartensleben: elle était à une marche des frontières de la Bohême. Les combats d'Amberg et de Wolfering avaient été très-meurtriers. Le champ de bataille était resté aux Français; du reste, les pertes des deux armées avaient été à peu près égales; le nombre des prisonniers de part et d'autre n'avait pas dépassé 2 à 300 hommes. C'étaient les seuls événements, et par eux mêmes insignifiants, qui eussent eu lieu depuis le départ de Francfort.

lonnes du centre qui formaient l'attaque principale, dirigée par l'archiduc en personne, étaient fortes de dix-neuf bataillons et de vingt-quatre escadrons; elles débouchèrent d'Aufhausen, culbutèrent les postes de St-Cyr qui ne s'attendait pas à une attaque aussi brusque et occupait encore la position où il s'était trouvé la veille au soir en terminant le combat d'Églingen. Il les rallia sur les hauteurs de Dunstelkingen; tous les efforts de l'archiduc furent vains pendant tout le reste de la journée pour forcer ces positions. De part et d'autre, la perte fut de 6 à 7,000 hommes. A la nuit, l'archiduc reploya sa droite sur le chemin entre Nördlingen et Donauwerth au camp de Mœrdingen et sa gauche à Dillingen sur le Danube. Le centre coucha sur son champ de bataille; une petite colonne française reprit Heidenheim et rétablit les communications de l'armée, ce qui décida Moreau à rester sur le champ de bataille pour ramasser ses blessés, préparer sa retraite, où marcher en avant, suivant les renseignements ultérieurs qu'il recevrait. Il était vainqueur, l'armée de Sambre-et-Meuse avait déjà passé la Rednitz et paraissait se diriger par Amberg sur Ratisbonne; elle avait plusieurs marches sur le prince Charles, qui, n'ayant pas réussi, dans la journée du 11, à culbuter l'armée française et à la jeter dans les défilés des montagnes de l'Alb, n'avait plus un moment à perdre pour ne pas se trouver enveloppé; il fit sa retraite dans la nuit, regardant la jonction des deux armées comme faite, et renonçant à s'y puisqu'il leur abandonna la rive

gauche du Danube, la Warnitz, l'Altmühl, et repassale Danube et le Lech; la campagne paraissait perdue pour les Autrichiens.

Pendant ce temps le général Férino, avec vingt-trois bataillons et dix-sept escadrons, le tiers de l'armée, après avoir traversé les montagnes de la forêt-Noire, s'était emparé de Lindau et de Bregenz sur le lac de Constance, où il avait laissé sept bataillons et trois escadrons, sous les ordres du général Laborde, pour observer les débouchés du Tyrol, et s'était avancé par Stockach, avec seize bataillons et quatorze escadrons, sur Memmingen. Le 15, le général Abattuci, qui commandait son avant-garde, attaqua le corps de Mindelheim et en détruisit plusieurs régiments; après quoi il rejoignit l'armée du Rhin et forma sa droite sur le Lech.

§. VIII.

Le général Moreau resta plusieurs jours sur son champ de bataille de Néresheim; il marcha enfin sur Donauwerth: mais il rétrograda sur Hochstet sans même envoyer un parti de cavalerie sur l'Altmühl, pour essayer d'opérer sa jonction avec l'armée de Sambre-et-Meuse. Cette hésitation, ces fausses manœuvres inspirèrent confiance à l'archiduc; il vit qu'il pouvait encore, ce qu'il n'espérait plus, s'opposer à la réunion des deux armées. Il laissa de
le Lech le général Latour avec trente
lons, pour contenir et retarder les mou
de l'armée du Rhin, et avec un dé
de 30,000 hommes, infanterie, cav.

tillerie, il passa le Danube et se porta sur la chaussée de Nuremberg. Le 22 août, il attaqua Bernadotte dans sa position en avant de Neumarckt, le poursuivit dans Lauf et Nuremberg, le jeta sur Forcheim. Le général Wartensleben se mit sur le champ en mouvement, et repassa la Naab. L'armée de Sambre-et-Meuse se retira sur Amberg et Sulzbach; mais attaqué dans cette position, en front par Wartensleben, en flanc et sur les derrières par un détachement de l'armée du prince Charles, son général ne jugea pas devoir risquer une affaire sérieuse. Sa retraite était devenue fort difficile; il avait perdu sa ligne de communication, la chaussée de Lauf à Nuremberg; il manœuvra à travers des montagnes et des chemins à peine praticables aux voitures; son artillerie, ses charrois en furent fort désorganisés. Ces marches précipitées et sans ordre influèrent sur la discipline de l'armée, qui le 26, arriva à Forcheim, la gauche à Ébermanstadt, où elle séjourna le 28. Son général médita plusieurs opérations offensives; mais que la rapidité de la marche du prince Charles, les démonstrations offensives qu'il faisait sur ses derrières, ne lui permirent pas d'exécuter: car déjà l'ennemie avait jeté une division sur Bamberg, avait porté l'alarme au quartier-général, mis le désordre dans les parcs et dans les administrations, intercepté la route de Bamberg à Schweinfurth, où l'armée ne put arriver, le 31 août, qu'en faisant pendant trois jours des marches forcées, et après s'être ouvert le chemin à la baïonnette; elle séjourna dans cette ville, elle en avait besoin. [illegible]zbourg était occupé par le général

Hotze qui avec sa division bloquait la citadelle, où était enfermé le général Bellemont, commandant de l'artillerie, avec 800 hommes; il était soutenu par la division Starray. L'archiduc avec le reste de l'armée était à une marche en arrière. Jourdan profita de cette dissémination de l'armée ennemie, et résolut de s'ouvrir la route de Würtzbourg. Le 2 septembre avant midi, il se mit en marche; il attaqua, le lendemain 3, le prince Charles. Kray et Wartensleben arrivèrent pendant la bataille; ils lui opposèrent 40,000 hommes et 12,000 de cavalerie. Les Français n'étaient que 30,000; ils perdirent la bataille. Ils avaient laissé la division Lefebvre à Schweinfurth. Jourdan fit sa retraite sur Arnstein et la Lahn, où il arriva le 10 septembre, ses troupes harassées de fatigue et fort-démoralisées; il établit son quartier-général à Wetzlar. Depuis le 22 août il avait eu à combattre les armées de Wartensleben et de l'archiduc qui offraient 68,000 combattants; il n'en avait que 44,000. Arrivé sur la Lahn, il fit sa jonction avec Marceau et une division de 10,000 hommes, qui lui arriva de la Hollande; il se trouva alors supérieur à son ennemi. En quinze jours il avait perdu toutes ses conquêtes en Allemagne par le seul résultat des manœuvres de son ennemi, et par celui de la perte de la bataille de Würtzbourg; mais tout pouvait se réparer encore, tout portait à croire que le sort de la campagne devait changer et se terminer en notre faveur. Il conçut bien ce qu'il avait faire, mais il manqua d'activité et de résoluti Il se laissa prévenir sur la Lahn et rejeter au-d du Rhin. Le brave Marceau fut tué au comb

d'Altenkirchen; Kléber et Colaud avaient été renvoyés de l'armée pour insubordination. Il dissémina l'armée; partie passa le Rhin, la division Lefebvre occupa le camp de Düsseldorf. Peu après Jourdan quitta le commandement; mais par une singularité difficile à expliquer, le directoire le remplaça par Beurnonville, homme à peine capable de remuer un bataillon. L'archiduc quitta les bords de la Lahn, avec 12,000 hommes, pour se porter contre l'armée de Rhin-et-Moselle, qui était toujours en Bavière, laissant le général Werneck avec 50,000 hommes pour observer l'armée de Sambre-et-Meuse.

§. IX.

Le 23 août, douze jours après la bataille de Néresheim, l'armée française de Rhin-et-Moselle passa enfin le Danube, et se porta sur le Lech. Le général Desaix, formant la gauche, arrive vis-à-vis Rain à l'embouchure du Lech; le centre, sous les ordres de Saint-Cyr, était à Augsbourg, et la droite, commandée par Férino, était vis-à-vis Landsberg. Le lieutenant-général Latour, chargé de défendre le passage du Lech, avait placé trois bataillons dans Ingolstadt, une division de huit bataillons, vingt escadrons, vis-à-vis Rain, défendant le bas Lech, et s'était placé, avec quinze bataillons, sur les hauteurs de Friedberg vis-à-vis Augsbourg; le corps de Condé formait la gauche vis-à-vis Landsberg. Le 24, le général Férino força le passage au gué de Hanstetten; Saint-Cyr passa au

gué de Lech-Hausen en avant d'Augsbourg, et Desaix au gué de Langwied. Les ponts d'Augsbourg furent sur le camp réparés, et après une vive résistance, le général Latour fut chassé des belles positions de Friedberg; il laissa dix-sept pièces de canon et 1,500 prisonniers dans les mains du vainqueur. Après le passage du Lech, la droite de l'armée française se porta sur Dachau à trois lieues de Munich, ayant son avant-garde sous les murs de cette ville; le centre sur Pfaffenhoffen et Geisenfeld, avec un corps d'observation sur Ingolstadt; le général autrichien porta son quartier-général à Landshut sur l'Iser, où il réunit son principal corps d'armée; la division du général Nauendorf (8,000 hommes), que l'archiduc avait détachée pour observer le Danube, après la bataille d'Amberg, occupait Abensberg, et couvrait Ratisbonne. Le corps de Condé occupait Münich; il attendit dans cette position, plusieurs jours, le mouvement que ferait le général français; mais voyant qu'il n'en faisait aucun, il soupçonna qu'il avait passé sur la rive gauche du Danube pour suivre le prince Charles; en conséquence, le 1^er^ septembre, il se porta avec toute son armée en plusieurs colonnes sur Geisenfeld, attaqua la gauche française, et arriva jusqu'à la Paar, mais ne tarda pas à être repoussé et à apprendre par les prisonniers que l'armée n'avait pas bougé, et était tout entière sur la rive droite du Danube; il rentra alors dans ses positions: les pertes furent égales de part et d'autre dans ce combat. L'ennemie laissa un obusier au pouvoir des Français. Le 7 septembre, le général Moreau se décida, sans avoir aucun projet,

à marcher en avant. Le 9, la gauche se porta à Neustadt, appuyée au Danube, vis-à-vis Abensberg, le centre sur Mainbourg et la droite à Mosbourg. Münich et Freysing étaient tombés au pouvoir des Français; mais l'ennemi était en position sur la rive gauche de l'Iser. Moreau éprouva peu d'obstacles dans ce mouvement; il y fit 5 à 600 prisonniers. L'ennemi s'attendait à ce qu'il se porterait sur Ratisbonne; mais le 8 et le 9 il ne bougea pas, et le 10 il battit en retraite pour reprendre ses positions, et détacher le général Desaix, avec 12,000 hommes à la recherche de l'armée de Sambre-et-Meuse, qui alors était à plus de quatre-vingts lieues de lui. Desaix passa le Danube, dans la nuit du 10 au 11 à Neubourg et arriva le 12 à Eichstett, poussa le 14 à Heydeck, à demi-chemin de Nuremberg; là, il apprit en détail les événements qui s'étaient passés depuis long-temps, et que déjà l'armée de Sambre-et-Meuse était repoussée sur le Rhin: il rétrograda; le 16, il rejoignit l'armée sur le Danube. Cependant le général Latour, instruit du mouvement de Desaix, se porta en avant, engagea sur tous les points des combats de peu d'importance; mais ayant acquis des renseignements sur la faiblesse du détachement de Desaix et la supériorité sur lui des forces sur la rive droite du Danube, il agit avec circonspection.

En abandonnant le Rhin, l'archiduc avait laissé dans les places de Mayence, 15,000 hommes d'infanterie et 1,200 de cavalerie; d'Ehrenbreitstein 300 d'infanterie; de Mannheim 8,800 d'infanterie, 300 de cavalerie; de Philipsbourg 2,500 d'infanterie, 300 de cavalerie. Jour-

dan avait laissé les divisions Marceau, Poncet, Bonnard (26,000), sur le Mein pour bloquer Mayence et Ehrenbreitstein. Mais Moreau n'avait laissé contre Mannheim et Philipsbourg qu'une colonne mobile de 2,800, infanterie, cavalerie, artillerie, sous les ordres du général de brigade Scherb, qu'il avait tirée de la garnison de Landau. L'archiduc, aussitôt son arrivée sur la Lahn, ordonna au général Pétrasch de tirer 9 bataillons de Mannheim et de Philipsbourg, d'attaquer le général Scherb et d'enlever les têtes de pont de Kehl et d'Huningue. Le général Scherb était toujours à Bruchsal; prévenu à temps par des déserteurs, il battit en retraite le 13 septembre et se retira sur Kehl qui n'était pas encore entièrement rétabli. Pétrasch l'y suivit et l'attaqua, le 18, avec des forces quadruples; mais il échoua et perdit beaucoup de monde. Ce succès des Français fut dû en partie au zèle que montra la garde nationale de Strasbourg.

Moreau fut vivement alarmé d'un combat qui avait failli lui enlever sa retraite; il sentit la nécessité de s'approcher du Rhin; il commença sa retraite. Il repassa le Lech le jour même que Jourdan repassait le Rhin; il prit position, le 20, derrière la Schmutter, le 21 derrière la Mindel, le 22 derrière la Gunz: il marchait sur trois colonnes; Férino commandait la gauche, Saint-Cyr le centre, et Desaix la droite, en le prenant dans le sens de la retraite. Le général Frœlich suivait Férino, Latour suivait Saint-Cyr et le général Nauendorf suivait la rive gauche du Danube à la hauteur de Desaix. La place forte d'Ulm, qui n'avai

aucune garnison, fut heureusement occupée par un détachement sous les ordres de Montrichard, vingt-quatre heures avant que le général Nauendorf eût pu y entrer. Le 24, l'armée française prit position sur l'Iser, appuyée à Férino sur Memmingen et à Desaix dans Ulm. Les 25, 26 et 27, elle continua sa retraite; Desaix, suivant la rive gauche du Danube, se dirigeait sur Ehingen; six heures après qu'il eût abandonné Ulm, les Autrichiens y entrèrent. Le 27, l'armée arriva sur le Feder-Sée; là, elle apprit que le général Pétrasch occupait les débouchés des montagnes Noires et que les villes frontières étaient occupées par une nuée de paysans insurgés. Le 28, le général Latour attaqua sur tous les points et fut partout repoussé; le général Nauendorf, qui jusque là, avait fait la droite de l'armée autrichienne, la quitta, se porta sur Tubingen et se joignit à Pétrasch dans la position de Rothweil, s'assurant ainsi en force des vallées de la Kintzig et de la Renchen, dans le temps que le prince Charles, avec un corps de 12,000 hommes, arrivait au village de Renchen, envoyant des coureurs sur la Kintzig près Kehl. Le général Latour, ainsi affaibli, n'avait plus que 25,000 hommes; il se trouvait compromis: cependant il était campé à Steinhausen, ne paraissant rien redouter; le général Moreau sentit la nécessité de l'éloigner pour pouvoir forcer les gorges; le 2 octobre, il l'attaqua avec vigueur à Biberach; quelque résistance que voulussent opposer les Autrichiens, ils furent accablés par le nombre et mis dans la plus complète déroute, laissant deux drapeaux,

plusieurs pièces de canon et 4 à 5,000 prisonniers dans les mains du vainqueur.

§. X.

Après cette bataille, Moreau continua sa retraite; les bagages, les embarras, les blessés, furent dirigés par les villes frontières sur Huningue; il attaqua les gorges et s'empara des villages de Rothweil et Willingen, le 10 octobre; par une contre-marche l'armée se porta sur les gorges du Val-d'Enfer; Saint Cyr arriva le 12 à Freybourg dans la vallée du Rhin. L'armée employa les 13, 14 et 15 à passer cet affreux défilé; elle prit position derrière la petite rivière d'Eltz, couvrant Freybourg. Cependant le prince Charles était arrivé à Ettenheim, où il fut successivement rejoint le 15 octobre par Pétrasch, le 18 par Nauendorf, le 20 par Latour. Les corps de Condé et de Frœlich suivaient l'armée française en queue dans les gorges du Val-d'Enfer et sur les villes frontières; ainsi les Français étaient réunis dès le 15, en communication avec la France par les ponts de Vieux-Brisach et de Huningue; le moral et le matériel étaient améliorés, et cependant ils restèrent oisifs. Le 18, l'ennemi marcha à eux, avec 36,000 hommes, sa droite, appuyée au Rhin, commandée par Pétrasch, son centre commandé par Wartensleben et sa gauche par Latour; on se battit avec vigueur, avec des pertes et des succès égaux. Frœlich et le corps de Condé étant entrés dans Waldkirch par la vallée de la forêt Noire, le général en chef jugea

devoir se rapprocher de Freybourg, refusant sa droite, mais couvrant toujours cette ville et Neu-Brisach. Le 21, Desaix passa le Rhin à Neu-Brisach, descendit par la rive gauche sur Strasbourg. L'armée évacua Freybourg, prit position : la droite appuyée à Kaudern, la gauche au Rhin, à Schliengen. Elle y fut attaquée le 23; affaiblie du corps de Desaix, elle se trouvait fort inférieure en nombre, mais occupant une belle position; elle défendit son terrain, et le 26 octobre, repassa le Rhin sur le pont d'Huningue avec un peu de désordre. Férino resta sur le haut Rhin; le reste de l'armée se porta sur Strasbourg. Ainsi, après avoir nourri la guerre quatre mois dans l'Allemagne, désarmé et détaché de la cause de l'empereur, le margrave de Bade, le duc de Würtemberg et l'électeur de Bavière, et leur avoir accordé des armistices et imposé des contributions qu'elle n'eut pas le temps de recevoir, avoir remporté plusieurs victoires sans avoir éprouvé de défaites importantes, l'armée française repassa le Rhin ; il ne leur restait plus sur la rive droite que la place de Düsseldorf, la tête de pont de Kehl et celle d'Huningue.

§. XI.

Düsseldorf, étant fort au nord, ne fixa pas l'attention des Autrichiens; mais la place de Kehl et la tête du pont d'Huningue permettaient à une partie de l'armée française d'hiverner sur la rive gauche, et d'inquiéter l'Allemagne; ils résolurent de s'emparer de ces deux

deux places. Le 28 octobre, 40,000 hommes les investirent et élevèrent des lignes de contrevallation devant Kehl; elles étaient formées par quinze redoutes appuyées, la droite et la gauche, au Rhin, liées ensemble par des retranchements, ayant, à peu près, trois mille cinq cents toises de développement, et investissant complètement, sur la rive droite, tout le système de fortification de Kehl. De leur côté, les Français travaillèrent avec la même activité à palissader et armer le fort et les ouvrages à cornes du haut et du bas Rhin, à garnir de batteries toute la rive gauche, et s'établirent solidement dans toutes les îles, spécialement dans celles de Ehrlen-Rhin et Touffue; en avant de cette dernière, à quinze cents toises de Kehl, ils construisirent un bonnet de prêtre, en forme de tête de pont. La distance de ce bonnet de prêtre à la Kintzig, était de mille toises. Perpendiculairement au Rhin, ils établirent un camp retranché de mille toises de développement, et une tête du pont à l'île d'Ehrlen-Rhin. De Kehl, à l'embouchure de la Kintzig, en descendant le Rhin, il y avait cinq cents toises. Ces ouvrages étaient gardés par seize bataillons, qui se relevaient toutes les vingt-quatre heures. Malgré ces préparatifs formidables de défense, le prince Charles persista à assiéger une place qu'il ne pouvait bloquer que sur une rive, qu'il ne pouvait pas séparer de Strasbourg et de toute la France. Le 21 novembre, il ouvrit la tranchée sur les ouvrages de Kintzig. Le 22 novembre, à la pointe du jour, Desaix sortit du camp *retranché* de Kehl, à la tête de 16,000

hommes d'infanterie et de 3,000 hommes de cavalerie; il força les lignes de contrevallation, et s'empara du village de Sunheim, situé à une lieue du Rhin, et derrière le camp de l'ennemi. Mais il avait des forces trop peu considérables ; il fut obligé de rentrer dans ses ouvrages après avoir défait plusieurs redoutes de la ligne de contrevallation, encloué quinze pièces de canon, en avoir pris six et fait quinze cents prisonniers. Le 28 novembre, l'ennemi démasqua, à la fois, toutes ses batteries. Le cheminement sur les ouvrages de la Kintzig n'avait été qu'une fausse attaque; la principale se dirigeait sur le bonnet de prêtre, en avant de l'île Touffue, et contre l'île d'Ehrlen-Rhin. Le projet de l'ennemi était de détruire les ponts du Rhin. Le 6 décembre, il s'empara de l'Ile Touffue et du bonnet de prêtre. Le 9 décembre, il s'empara de tout le dehors des retranchements, se logea dans l'ancienne église de Kehl. Le 18, il s'empara de la droite des retranchements français et de la redoute du Trou-de-Loup. Le 3 janvier, il s'empara de toute l'île d'Ehrlen-Rhin. Le 6, il attaqua la corne du haut Rhin, détruisit les ponts, et le 10 janvier, il entra dans Kehl, par capitulation. Les Français évacuèrent ce fort, et emportèrent tout sur la rive de Strasbourg. Les pertes de part et d'autre furent très-considérables, la consommation des munitions, immense. L'artillerie française était supérieure par le grand nombre de batteries qu'elle avait construites sur la rive gauche. Les frimas de novembre, de décembre et janvier firent beaucoup souffrir *les deux* armées.

Pendant ce temps, le prince de Fürstemberg était resté vis à vis Hüningue, avec treize bataillons. La droite de l'armée du Rhin, sous les ordres de Férino, était restée dans cette place. Le général Abbatucci, commandait dans la tête du pont, et à mesure que l'ennemi faisait des préparatifs et annonçait la volonté d'assiéger la tête du pont, ce jeune officier n'oubliait rien de ce qu'il fallait faire pour se préparer à la plus vigoureuse défense. Les batteries de l'ennemi furent prêtes le 25 novembre. Il canonna vivement la tête du pont; le 29, le pont fut rompu. Le 30 novembre, les Autrichiens donnèrent l'assaut avec 6,000 hommes. Le combat fut vif et opiniâtre. L'ennemi fut repoussé, laissant le tiers de son monde sur le champ de bataille, ou prisonnier. Le jeune Abbatucci, général de vingt-quatre ans, de la plus belle espérance, sortit à la tête de la garnison pour chasser les Autrichiens d'une lunette où ils voulaient se loger; il y réussit, mais il tomba blessé à mort. Le résultat de cet assaut fit suspendre le siége; mais le 19 janvier, après la prise de Kehl, l'ennemi rouvrit la tranchée, et le 19 février, la garnison capitula et repassa le Rhin. Le succès de ces deux opérations permit au prince Charles, de prendre ses quartiers d'hiver, le long de la rive gauche, dans le Brisgau et le pays de Bade, et de détacher de puissants renforts pour l'armée qui se réunissait derrière la Piave, et dont il prit le commandement en février. Elle était déstinée à venger Beaulieu, Wurmser, Alvinzi, et à reconquérir Mantoue, la Lombardie et l'Italie.

§. XII.

1re *Observation.* — La mauvaise issue de cette campagne doit être attribuée au plan d'opérations adopté par le gouvernement. Le but de cette invasion en Allemagne, était 1° faire une diversion qui empêchât le cabinet de Vienne de tirer de nouveaux détachements de ses armées du Rhin, pour en renforcer son armée d'Italie; 2° détacher les princes du corps germanique de l'empereur, soumettre les princes de Bade, de Würtemberg, de Bavière, accroître la confédération de la neutralité prussienne, de la Saxe et des princes du nord qui n'y avaient pas encore adhéré; 3° nourrir la guerre en Allemagne, en tirer des contributions et des chevaux, afin de réorganiser l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie, et employer les ressources de la république à créer une armée de réserve; 4° s'emparer des forteresses d'Ehrenbreitstein, de Mayence, de Manheim et de Philipsbourg, pour assurer les frontières du Rhin, et rendre disponibles, pour la fin de la campagne et pour la suivante, les troupes des blocus de ces places; 5° assurer les quartiers d'hiver des troupes françaises en Allemagne, et leurs positions, en s'emparant d'Ingolstadt et d'Ulm, afin de pouvoir, après la prise de Mantoue, et au printemps de 1797, attaquer, de concert, du côté de l'Italie et de l'Allemagne, les états héréditaires.

Pour cela, il y avait deux choses à faire: 1° bloquer strictement les places d'Ehrenbreitstein et de Philipsbourg, assiéger Mayence et

Manheim; 2° couvrir les siéges et blocus par une forte armée, qui portât la guerre au milieu de l'Allemagne, et menaçât les états héréditaires. Cette forte armée aurait dû être de quatre corps, chacun de trois divisions d'infanterie, plusieurs brigades de chasseurs et hussards et une réserve de grosse cavalerie, formant 140 à 150,000 hommes.

L'armée d'observation sur le Rhin devait être forte de trois corps, de sept divisions d'infanterie, de plusieurs brigades de cavalerie, en tout 60,000 hommes, garder, avec son premier corps, fort de deux divisions, la Hollande, Düsseldorf, et bloquer Ehrenbreitstein; avec son deuxième corps, fort de trois divisions, assiéger Mayence; avec son troisième corps de deux divisions, bloquer Philipsbourg et Manheim, garder Kehl et la tête du pont d'Hüningue. Total général des deux armées, 200 à 210,000 hommes; ces troupes existaient. Les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, au commencement de la campagne, étaient de 160,000 hommes; l'armée de Hollande, de 30,000. On pouvait tirer 20,000 hommes de la Vendée et de l'intérieur de la France, où ils n'étaient pas nécessaires. Total 210,000 hommes.

La tranchée devant Mayence devait être ouverte le lendemain du jour où la place aurait été bloquée; juin, juillet, août, septembre, étaient suffisants pour prendre cette place, et il était même possible qu'avec le même équipage de siége, on eût encore le temps de prendre Manheim. Les places d'Ehrenbreitstein et Philipsbourg n'auraient pas pu résister à ce

mois de blocus et auraient capitulé pendant l'hiver. La réunion de la grande armée aurait dû se faire sous les murs de Strasbourg, par la rive gauche du Rhin, dans le courant de février, mars et avril, par des mouvements masqués. On pouvait concevoir de grandes espérances d'une armée aussi considérable, qui eût passé le Rhin à l'improviste et se fût portée dans toutes les directions avec rapidité, écrasant les troupes dispersées pour la défense du fleuve; les armées ennemies eussent abandonné le Rhin et se fussent concentrées sur le Danube. L'armée française eût occupé Ulm; de ce point, comme centre d'opérations, elle aurait manœuvré dans le Würtemberg sur la Warnitz, sur le Lech et dans la Bavière, n'ayant qu'une ligne d'opérations sur Kehl, Neu-Brisach et Hüningue; elle aurait tout écrasé par sa masse; elle aurait pris ses quartiers d'hiver sur les frontières de la monarchie autrichienne, après avoir soumis et désarmé les princes du corps germanique.

Le plan de campagne, adopté à Paris, fut conçu dans un esprit opposé: 1° les places ne furent point bloquées, ni assiégées, mais seulement observées de loin; 2° deux armées, sous les ordres de deux généraux indépendants l'un de l'autre, entrèrent en Allemagne par deux lignes d'opérations directement opposées; elles marchèrent au hasard, sans concert, sans communications; elles furent repoussées sans avoir été battues en bataille rangée: cela provenait des faux principes militaires qui prévalaient alors. On avait observé que dans la campagne
l, où les ennemis étaient maîtres des

places de Condé, Valenciennes, Landrecy et le Quesnoy; les Français avaient échoué dans diverses attaques directes sur le centre, et avaient réussi lorsqu'ils divisèrent leur armée en armées du Nord, et de Sambre-et-Meuse, en dirigeant l'une, celle de Pichegru, sur la droite de l'ennemi par Menin le long de la mer; et l'autre, celle de Jourdan, sur sa gauche par la Sambre. Le résultat du plan d'opérations avait été la conquête de ces places et de la Belgique; l'ennemi avait été rejeté au-delà de la Roer et du Rhin; peu après les places de Flandre avaient successivement capitulé.

Mais les principes qu'on se fit sur ces observations sont faux. Les succès de cette campagne, bien loin de devoir être attribués au plan de campagne, ont au contraire eu lieu malgré le vice du plan, et par la seule cause de la grande supériorité des troupes que la république avait sur cette frontière; de sorte que, quoique divisées en deux armées séparées, chacune des armées de la république était presque aussi forte que l'armée autrichienne; à la bataille de Fleurus, le général Clairfait avait une armée aussi forte que celle de Jourdan, mais celle de Jourdan n'était qu'une portion des troupes que la France avait au nord, et Clairfait avait réuni la plus grande partie de ses forces; s'il eût donné la bataille à fond et qu'il eût été vainqueur, il eût après battu Pichegru, et malgré le grand nombre des bataillons français, et par l'effet du vice du plan, les Français eussent été confondus. Si au lieu d'avoir deux armées, l'une sur la droite, l'autre sur la gauche, toute l'armée française se fût trouvée réunie sur la Sam-

bre, sur les champs de Fleurus, en laissant un corps d'observation sur Dunkerque, l'armée de Jourdan, double de celle de Clairfait, n'aurait éprouvé aucune résistance, aurait débordé comme un torrent sur la gauche de l'ennemi, et lui eût coupé sa retraite du Rhin, elle aurait eu un succès certain et décisif; mais les inconvénients, résultant de tels principes militaires, devenaient bien plus dangereux dans une guerre d'invasion en pays étranger. Les deux armées françaises avaient, en 1794, leurs flancs appuyés, l'une aux places de Charlemont, de Givet, de Philippeville, l'autre à la place de Dunkerque et à la mer; et leurs autres ailes étaient appuyées à des places ou à une partie du territoire français. La communication des deux armées était gênée par la position centrale de l'ennemi, mais elle avait lieu un peu plus en arrière. Dans la campagne de 1796, la gauche, la droite et les derrières des deux armées étaient également en l'air: en Flandre toutes les vingt-quatre heures, les deux armées étaient réaccordées par des ordres de Paris. En 1796, aucune direction centrale n'était plus possible, et tout devait partir d'un seul général en chef; or, il y en avait deux; il est donc vrai de dire qu'en 1794, les faux principes du plan de campagne empêchèrent les Français d'avoir des succès décisifs, mais qu'en 1796, ils furent cause de la perte et des désastres des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle.

La république voulait la paix et la frontière du Rhin pour limite. On n'avait pas droit d'exiger cette frontière tant que l'ennemi occupait

Mayence. Il fallait assiéger Mayence, siége d'autant moins dangereux que cette place est sur la rive gauche. Une armée qui marche à la conquête d'un pays a ses deux ailes appuyées à des pays neutres ou à de grands obstacles naturels, soit à de grands fleuves, soit à des chaînes de montagnes, ou elle n'en a qu'une ou point du tout; dans le premier cas, elle n'a plus qu'à veiller à n'être point percée sur son front; dans le second cas, elle doit s'appuyer à l'aile soutenue; dans le troisième cas, elle doit tenir ses divers corps bien appuyés sur son centre, et ne jamais se séparer; car, si c'est une difficulté à vaincre que d'avoir deux flancs en l'air, cet inconvénient double, si on en a quatre, triple si on en a six, quadruple si l'on en a huit, c'est-à-dire si on se divise en deux, trois ou quatre corps différents. La ligne d'opérations d'une armée, dans le premier cas, peut appuyer indifféremment du côté de la gauche et de la droite; dans le second cas, elle doit appuyer à l'aile soutenue; dans le troisième cas, elle doit être perpendiculaire sur le milieu de la ligne de marche de l'armée. Dans tous les cas, il faut, toutes les cinq ou six marches, avoir une place forte ou une position retranchée sur la ligne d'opérations pour y réunir des magasins de bouche et de guerre, y organiser les convois et en faire un centre de mouvement, un point de repère qui raccourcisse la ligne d'opérations. Ulm est le premier pivot naturel de l'invasion en Allemagne; cette place, assise sur le Danube, donne à celui qui l'occupe des facilités pour manœuvrer sur les deux rives. C'est un point unique pour conte-

nir de grands dépôts sur la plus grande rivière de l'Europe, rivière qui baigne les murs d'Ingolstadt, de Ratisbonne, de Passau, de Vienne; du côté de la France, cette place est au débouché des montagnes Noires.

2e *Observation.* — (JOURDAN). — 1° au début de la campagne, le général de l'armée de Sambre-et-Meuse a manœuvré à la fois sur les deux rives du Rhin, sa gauche séparée par ce fleuve de son centre et de sa droite. Si à Altenkirchen, le 7 juin, Kléber eût été attaqué par 30,000 hommes, au lieu de l'être par 15,000 hommes, il aurait été compromis. Au 1er juin, toute l'armée eût dû être réunie à Düsseldorf et marcher sur la Sieg, la Lahn, le Rhin, prendre là une bonne position sur les hauteurs, s'y retrancher, attendre que l'armée du Rhin eût passé sur la rive droite du Rhin.

2° L'arrivée, sur la Lahn, de l'archiduc avec un détachement, n'obligeait pas le général Jourdan à disloquer son armée: il pouvait d'abord se maintenir sur la Lahn, en se retranchant dans une bonne position, et s'il était décidé à se rapprocher de ses dépôts, il le devait faire en tenant toute son armée réunie sur la rive droite du Rhin; il en eût ainsi imposé par sa contenance, l'ennemi n'aurait pas pu s'affaiblir devant lui, détacher vingt-quatre bataillons pour se porter contre l'armée de Rhin-et-Moselle.

3° Dans les premiers jours de juillet, l'armée de Sambre-et-Meuse se reporta en avant. Le passage du fleuve, effectué par l'armée du Rhin, avait obligé l'archiduc d'accourir sur le haut *Rhin;* il n'avait laissé à Wartensleben que 36,000

hommes, ils devaient être écrasés; mais le principe de ce temps-là était de marcher sur tous les chemins comme pour une battue. L'arrière-garde ennemie n'étant suivie que par des forces égales, n'étant pas en même temps débordée par sa droite, par sa gauche, percée par son centre, elle n'était jamais compromise, elle faisait autant de mal qu'elle en recevait.

4° Du Mein, le général de l'armée de Sambre-et-Meuse se porta sur Schweinfurth et Bamberg, sa gauche appuyée aux montagnes de la Saxe qui venait d'adhérer à la neutralité prussienne, et dont en conséquence le contingent avait quitté l'armée autrichienne, et sa droite en l'air; par cette direction, il augmentait l'intervalle qui le séparait de l'armée du Rhin, puisqu'il s'éloignait du Danube, tandis que celle-ci passait sur la rive droite de ce fleuve. Les deux armées agissaient en sens inverse de ce qu'elles auraient dû faire; l'une appuyait sur sa gauche, l'autre sur sa droite, tandis que la première eût dû appuyer sur sa droite, et la seconde sur sa gauche, afin de se réunir dans une masse compacte.

5° L'armée de Sambre-et-Meuse passa la Rednitz à Bamberg, le 8 août, marcha sur Nuremberg et Lauf, et de là faisant un crochet à gauche, se porta sur la Naab par Sulzbach et Amberg, prêtant ainsi pendant trente lieues, le flanc droit aux débouchés de la Bohême et le flanc gauche aux débouchés du Danube, dont l'ennemi était maître, puisqu'il occupait encore la Bavière, la rive droite du Lech et la rive gauche de la Warnitz; elle était donc en colonne sur l'épaisseur d'un ruban de trente lieues,

environnée de tous côtés d'ennemis. Ainsi, si la marche de trente lieues, de Francfort à Bamberg, était contraire au but que l'on devait se proposer, la réunion des deux armées, la marche de Bamberg à Amberg était téméraire et compromettait évidemment le salut de l'armée; cette partie de la Bavière sur la rive droite de la Rednitz, est un pays de défilés, formés par les premiers mamelons des montagnes de la Bohême, pays ingrat, difficile, et n'ayant pour communiquer que la chaussée de Nuremberg à Amberg. Pour couvrir cette chaussée, Jourdan envoya la division Bernadotte à Neumarckt, à dix lieues de lui, menacer Ratisbonne. L'armée de Sambre-et-Meuse, de Francfort devait suivre la rive gauche du Mein, se porter sur Mergentheim, assurer son flanc droit en se réunissant à la gauche de l'armée du Rhin, et pirouettant alors sur sa droite, porter sa gauche sur Ratisbonne. Arrivée à Würtzbourg, elle était encore à temps de prendre sa ligne droite sur Nuremberg; son général devait marcher par la route de Neumarckt et s'approcher de Ratisbonne; dans tous les cas, il aurait manœuvré de manière à faire sa retraite, si elle devenait nécessaire, sur la gauche du Rhin, en remontant la Rednitz, jamais en la descendant.

6° Le général de l'armée de Sambre-et-Meuse apprit en même temps que le prince Charles marchait sur lui, qu'il avait battu Bernadotte, qu'il était maître de Lauf et de Nuremberg, et que toutes les communications de son armée étaient coupées: c'est que sa ligne d'opérations était mauvaise et qu'il manœuvrait contre toutes *les règles* de la guerre.

7° Mais Bernadotte battu, que pouvait faire le général en chef dans la fausse position où il était? Il devait forcer le passage de la Naab avant l'arrivée de l'archiduc sur Amberg, se porter sur Ratisbonne, dont il n'était éloigné que de peu de lieues, et y opérer sa jonction avec l'armée du Rhin. Le premier mouvement de vigueur eût obligé le prince Charles à se concentrer, à rappeler tous ses détachements, ce qui eût éclairci et dissipée cet orage imaginaire qui a toujours été en augmentant, parce que le général français y a constamment cédé. Les Autrichiens sont très-habiles à répandre de faux bruits, à créer une fausse opinion parmi les habitants; ce sont de grands maîtres pour semer l'alarme sur les derrières d'une armée; mais si vous tirez du fourreau l'épée de Renaud, l'enchantement se dissipe aussitôt.

8°—1° A la bataille de Würtzbourg, Jourdan laissa mal à propos le quart de ses forces à Schweinfurth; la division Lefebvre de plus lui eût pu donner la victoire; 2° s'il fut parti de cette ville à deux heures du matin le 2 septembre, il serait arrivé sur le champ de bataille à dix heures; s'il eût attaqué, tête baissée, il aurait écrasé les vingt bataillons de Hotze et de Starray, se fût emparé de Würtzbourg et eût pu s'y faire joindre par Marceau. L'archiduc avait maladroitement disséminé ses forces; il ne put les réunir que fort tard dans la journée du 3; mais arrivé dès midi, le 2, Jourdan donna dix-huit heures à l'archiduc pour rallier son armée; le 3 à neuf heures du matin, il avait en ligne 45,000 hommes; 3° Jourdan occupa un champ de bataille triple de ce

qu'il fallait ; il se trouva obligé de se placer sur une seule ligne : quelque intrépides que fussent ses troupes, elles devaient être rompues.

9° La Lahn, de Coblenz à Giessen, à vingt-quatre lieues de cours ; elle est à trente lieues de Düsseldorf ; si Jourdan eût réuni toutes ses divisions sur son extrême gauche à Wetzlar, il eût battu et rejeté son ennemi sur le Mein, peu après sur le Danube ; la supériorité de ses forces était grande après la jonction du corps de Marceau et de la division de Hollande. Il annonça cette résolution, mais il perdit à la projeter le temps qu'il eût dû employer à l'exécuter ; son armée formait le cordon le long de la Lahn ; il fut percé à Limbourg par la retraite du corps de Marceau ; il reploya alors, en toute hâte, ses colonnes sur Altenkirchen ; 2° là, il était encore temps de reprendre l'offensive, de tout réparer, il manqua de résolution ; 3° lorsqu'il ordonna la retraite, il devait au moins la faire, s'il la jugeait indispensable, toute son armée réunie, jusqu'au camp retranché de Düsseldorf, tant qu'elle resterait en masse sur la rive droite du Rhin, l'archiduc ne pourrait pas se dégarnir, puisqu'il aurait toujours à redouter le mouvement offensif d'une armée aussi importante. Mais tout fut perdu, lorsque d'Altenkirchen, Jourdan disloqua son armée, que la gauche seule continua son mouvement sur Düsseldorf, et que le reste repassa le Rhin, comme si la rive gauche et le Hundsrück avaient quelque chose à craindre : c'était contre l'armée de Rhin-et-Moselle, qui était encore au cœur

de l'Allemagne, que voulait aller l'archiduc. Alors seulement l'armée de Rhin-et-Moselle fut abandonnée.

10° La conduite de l'armée de Sambre-et-Meuse, renforcée des troupes de Hollande, pendant octobre, novembre, décembre et janvier, est inexplicable.

3° *Observation.* — (MOREAU). — Le passage du Rhin a eu lieu le 24 juin; il aurait dû être fait du premier au 4 de ce mois, au moment où l'armée de Sambre-et-Meuse se mettait en mouvement. Le 24 juin, le jour du passage, les premières troupes arrivèrent sur la rive droite à trois heures du matin; le pont aurait dû être achevé à midi, et l'armée entière être passée et rangée en bataille avant la pointe du jour du 25. Le pont ne fut fait que le 25 à midi; c'était vingt-quatre heures trop tard. Les opérations comme le passage d'une rivière de la nature du Rhin, sont si délicates, que les troupes ne doivent pas rester exposées si longtemps sans communication.

2° Le 26, l'armée du Rhin n'avait que 40,000 hommes, sur la rive droite; Saint-Cyr, avec 20,000 hommes, resta dans le palatinat sur la rive gauche, et Laborde, avec 10,000 hommes, sur le haut Rhin. Les trois corps et la réserve, formant toute l'armée forte de 60,000 hommes, devaient, le 26 à midi au plus tard se trouver sur la rive droite, en marche pour surprendre et écraser les divisions ennemies disséminées le long du fleuve. Le 27 juin, l'armée devait entrer à Rastadt, le 30, à Pforzheim, ayant isolé Philipsbourg, Manheim, et coupé l'ennemi du Neckar, sur lequel elle de-

vait être du premier au 4 juillet; son général eût gagné quinze jours, se fût épargné plusieurs combats insignifiants, et eût à leur place remporté plusieurs victoires éclatantes qui eussent encore affaibli son adversaire, alors si inférieur à lui, et avant que le prince Charles ne pût opérer son retour des bords de la Lahn. Les indécisions du général français donnèrent le temps au général ennemi de réunir son armée à Ettlingen, à trois marches de Kehl, treize jours après le passage du Rhin. Que pouvait craindre le général français pour le territoire de la république, lorsqu'il prénait l'offensive avec 70,000 hommes?

3° Après le passage du Rhin, avant d'avoir fait sa jonction avec l'armée de Sambre-et-Meuse, ce Général détache sa droite, faisant près du tiers de son armée (20,000 hommes), sous Férino, qui remonte la rive du Rhin, traverse les montagnes Noires, et se porte sur le lac de Constance, dans le temps que le centre et la gauche se portent sur le Neckar; l'armée se trouvant ainsi coupée en deux parties, séparées par les Alpes würtembergeoises, les montagnes de la forêt Noire et le Danube, tandis qu'au contraire le général Starry, qui était opposé à Férino, après avoir disputé les débouchés des montagnes Noires, se centralise sur le Neckar, rejoint la gauche du prince Charles; les deux tiers de l'armée du Rhin arrivent sur le Neckar, forts de 50,000 hommes; ils avaient devant eux la majorité des troupes ennemies. Jourdan sur le Mein, et Férino sur le lac de Constance, n'avaient en tête que des for-

forces très-inférieures. Ainsi, dans cette marche, les Français formaient trois corps séparés, n'ayant rien de commun, ayant trois lignes d'opérations, et six flancs, dont cinq en l'air. Puisque les flancs sont la partie faible, il les faut appuyer, et lorsqu'on ne le peut pas, en avoir le moins possible.

4° La marche de l'armée du Rhin sur Stuttgard, au travers des Alpes würtembergeoises, est conforme à l'esprit de cette guerre; mais son général devait faire occuper Ulm, place si importante, qu'il est impossible, sans sa possession, d'organiser la guerre dans le bassin du Danube, qui s'étend des montagnes du Tyrol et de la Suisse à celles de la Thüringe et de la Saxe: il devait appuyer sa droite au Danube; alors, arrivé à Néresheim, il ne se fût pas trouvé en l'air. Mais, quoique tourné à la bataille de Néresheim, par sa droite, par sa gauche, n'ayant aucun appui central, il soutint l'honneur des armes, il y montra du sang-froid et de la constance.

5° Après la bataille de Néresheim, il eût dû se porter à tire-d'aile sur la Warnitz et l'Altmühl se joindre à Jourdan, placer son quartier-général à Ratisbonne, fortifier ce point, le plus important pour lui après celui d'Ulm, et manœuvrer sur les deux rives. La jonction des deux armées eût pu s'opérer dans la journée du 15 au 16 août; le succès de la campagne eût été décidé: au lieu de cela, il fit ce que pouvait désirer son ennemi; il resta douze jours sans rien faire dans le moment décisif de la campagne, se résolut enfin à passer le Danube et le Lech, après quoi il resta de nouveau seize

jours inactif; on eût dit qu'il ignorait qu'une armée française existait sur sa gauche. Ce ne fut que le 10 septembre, un mois après la bataille de Néresheim, et lorsque l'armée de Sambre-et-Meuse était déjà sur la Lahn, à quatre-vingts lieues de lui, qu'il se résolut de détacher la division Desaix sur la rive gauche du Danube, pour avoir des nouvelles de Jourdan. Le 19 septembre, il commença sa retraite, et repassa le Lech; alors l'armée de Sambre-et-Meuse était hors de combat sur la rive gauche du Rhin, et il avait contre lui toutes les forces de l'ennemi. Il resta ainsi trente-deux jours en présence du général Latour, qui avait des forces moitié des siennes, sans l'entamer, lui livrer bataille et l'écraser; il ne lui fit au contraire éprouver aucun mal. La seule affaire importante de cette campagne est la bataille de Biberach, due à la nécessité dans laquelle se trouvait l'armée d'assurer sa retraite; bataille qui aurait eu des résultats plus importants, si le lendemain on avait continué à agir, en poursuivant le général Latour avec une partie de l'armée, pendant que le reste manœuvrait pour rouvrir les débouchés des montagnes Noires. C'est dans cette retraite qu'on sentit l'importance d'Ulm, cette clef du Danube.

6° Arrivé le 14 octobre à Freybourg et Vieux-Brisach, il y avait deux partis à prendre; repasser le Rhin le même jour, et donner du repos à l'armée pour se réaccorder avec l'armée de Sambre-et-Meuse, ou marcher de suite contre le prince Charles pour profiter du moment où il n'était pas en force, le jeter au-delà

a Renchen et de la Murg, empêcher sa

jonction avec Latour; on se fût maintenu dans le pays de Bade et le Brisgau. Au lieu de cela, le général français resta en position sur Freybourg, laissant le prince Charles rallier tous ses détachements; et ce qui est plus extraordinaire encore, après avoir détaché le tiers de son armée sous le général Desaix sur la rive gauche du Rhin, il persista encore dans la même irrésolution, exposant les deux autres tiers à une destruction totale. Cette faute fut importante, l'armée rentra en France en désordre et dans l'attitude d'une armée vaincue et forcée, attitude qu'elle n'avait pas avant le 20, fière des succès de Biberach, et qu'elle n'eût pas eu si elle fût rentrée plutôt.

7° Une circonstance particulière de cette campagne est que les généraux français, malgré leurs fautes, n'éprouvèrent aucune perte sensible, et furent toujours en mesure de tout réparer. Moreau, après la bataille de Biberach, était encore maître du destin de la campagne. Il suffisait pour cela qu'il marchât sur Rothweil, écrasât Pétrasch et Nauendorf qui, réunis, n'avait pas 15,000 hommes, après quoi il fallait se porter contre l'archiduc, qui était à l'embouchure de la Rench avec moins de 9,000 hommes. Le 15 octobre même, lorsque Moreau fut arrivé dans la vallée du Rhin, il pouvait encore tout réparer en remontant rapidement sur Kehl, il eût chassé l'archiduc de la Rench, et eût empêché sa jonction avec les corps de Nauendorf et de Latour; en communication avec l'armée de Sambre-et-Meuse, il l'eût infailliblement décidée à marcher en avant. Enfin, il pouvait encore tout réparer, même pendant

le siége de ses têtes de pont. S'il eût débouché par le camp retranché de Kehl avec 50,000 hommes, il eût écrasé l'armée de siége du général Latour, qui était au plus de 35,000 hommes, et eût pu prendre encore ses quartiers d'hiver sur le Danube.

4e *Observation.*— 1° Les armées françaises et autrichiennes étaient égales en nombre, mais l'archiduc avait 20,000 hommes de cavalerie de plus que son ennemi. Cet avantage eût été décisif chez une autre nation. Mais les Allemands ne savent pas se servir de leur cavalerie; ils craignent de la compromettre, ils l'estiment audelà de ce qu'elle vaut réellement; ils la ménagent trop. L'artillerie à cheval est le complément de l'arme de la cavalerie. Vingt mille chevaux et cent-vingt bouches à feu d'artillerie légère équivalent à 60,000 hommes d'infanterie ayant cent-vingt bouches à feu. Dans les pays de grandes plaines, comme en Égypte, dans les déserts, en Pologne, il serait difficile d'assigner qui finirait par avoir la supériorité: 2,000 hommes de cavalerie avec douze pièces d'artillerie légère équivalent donc à 6,000 hommes d'infanterie avec six pièces d'artillerie; en ligne de bataille, ces divisions occupent une ligne de cinq cents toises, douze fantassins, ou quatre chevaux par toise. Un coup de canon qui tuerait tout ce qui existe sur une toise de solidité, tuerait donc douze fantassins, ou quatre cavaliers et quatre chevaux. La perte de douze fantassins est bien plus considérable que celle de quatre cavaliers et quatre chevaux, puisque *une* perte de huit fantassins, plus seule-

ment quatre chevaux. L'équipage de quatre cavaliers et de leurs chevaux n'équivaut pas à l'équipage de douze fantassins; ainsi sous le point de vue même des finances, la perte de l'infanterie est plus coûteuse que celle de la cavalerie. Si l'archiduc eût commandé une nation qui fût dans les habitudes d'employer hardiment la cavalerie, et eût eu des officiers dressés à l'encourager et la faire battre, il eût été impossible à une armée française de pénétrer en Allemagne avec une infériorité de 20,000 hommes de cavalerie. On s'en convaincra, si l'on songe à ce que fit Napoléon avec de la cavalerie contre de l'infanterie russe et prussienne, à Vauchamp, Nangis, etc.

2° L'archiduc, lorsqu'il apprit en juin que l'armée française avait passé le Rhin à Kehl, partit des bords de la Lahn pour secourir le général Latour; il laissa le général Wartensleben avec 36,000 hommes sur le bas Rhin, et 26,000 hommes au camp retranché d'Hechtsheim devant Mayence. L'archiduc eût dû laisser seulement 8,000 hommes en garnison à Mayence avec quelques milliers de malingres, et seulement 25,000 hommes à Wartensleben, et se porter alors avec 60,000 hommes au secours de son armée du haut Rhin; il eût réuni sur l'Alb 90,000 à 100,000 hommes. Qui eût pu lui résister? Le 9 juillet, il eût battu Desaix, l'eût rejeté sur la rive gauche du Rhin et se fût emparé de Kehl et du pont du Rhin; il n'avait rien à redouter de l'armée de Sambre-et-Meuse, puisqu'elle était disloquée; mais quand bien même elle eût repris l'offensive, et fût arrivée sur le Mein du 10 au 15 juillet, qu'est-ce que

cela lui eût fait, si alors il se fût trouvé maître de Kehl et que l'armée de Moreau eût été rejetée en Alsace ?

3° S'il eût réuni, dans un seul camp sur sa droite, les 50,000 hommes qu'il avait sur l'Alb, qu'il eût, le 9 juillet, débouché en trois colonnes sur la Murg, il eût tourné Desaix par sa droite, par sa gauche, l'eût percé par le centre ; il l'eût écrasé, jeté en Alsace, et se fût emparé du pont de Kehl. Saint-Cyr, coupé du Rhin, eût été rejeté sur le Necker, et Férino sur Huningue. Quand deux armées sont en bataille, l'une contre l'autre ; que l'une, comme l'armée française, doit opérer sa retraite sur un pont : que l'autre, comme l'armée autrichienne, peut se retirer sur tous les points de la demi-circonférence, tous les avantages sont à cette dernière ; c'est à elle à être audacieuse, à frapper de grands coups, à manœuvrer les flancs de son ennemi ; elle a les as, il ne lui reste plus qu'à s'en servir.

4° L'archiduc devait armer, approvisionner jeter une bonne garnison dans Ulm, cette clef du Danube.

5° La bataille de Néresheim était la seule ressource qui lui restât pour empêcher la réunion des deux armées françaises sur l'Altmühl ; vainqueur, il eût jeté l'armée de Rhin-et-Moselle dans les Alpes würtembergeoises et sur le Necker ; ayant battu l'armée principale, celle de Sambre-et-Meuse, qui n'était que secondaire, aurait été obligée de se retirer sur le Mein : à la bataille de Néresheim, l'armée française [illegible] disséminée sur une ligne de huit lieues [illegible] pays difficile, ses flancs étaient en l'air

l'archiduc était maître de tout le cours du Danube, toute son attaque eût dû être par la gauche; il eût dû prendre une ligne de bataille parallèle au Danube: sa retraite était assurée sur Ulm, le pont de Güntzbourg et celui de Dillingen; s'il eût manœuvré ainsi, il eût obtenu un grand succès. Les Français eussent payé cher la sottise de ne pas appuyer leur droite au Danube, et de ne pas avoir fait occuper Ulm par Férino.

6° N'ayant pas réussi à la bataille de Néresheim, l'archiduc renonça à s'opposer à la jonction des armées françaises; s'il eût voulu l'empêcher encore, il eût opéré sa retraite sur la Warnitz et l'Altmühl, se maintenant sur la rive gauche du Danube, en laissant 30,000 hommes sous le général Latour, derrière la Warnitz, il eût gagné les cinq, six marches dont il avait besoin pour se porter contre Jourdan; au lieu de cela, il passa le Danube, la Warnitz et l'Altmühl. Wartensleben, de son côté, manœuvra pendant tout le mois d'août pour s'éloigner du Danube et couvrir la Bohême. Rien ne s'opposait donc plus à la réunion des deux armées françaises.

7° En passant le Danube et le Lech après la bataille de Néresheim, l'archiduc n'eut plus en vue, quoique l'on en ait dit, que de couvrir la Bavière; sa position était délicate: l'armée de Rhin-et-Moselle était de 60,000 hommes, celle de Sambre-et-Meuse de 50,000; c'était donc 111,000 hommes qu'il pouvait considérer déjà comme réunis devant Ratisbonne, à cheval sur le Danube; il n'avait à leur opposer que 90,000 hommes. La bataille de Néresheim avait em-

piré sa position; elle avait été avantageuse aux Français. Il fut rassuré lorsqu'il sut que Moraeu, qui était resté plusieurs jours inactif, montrait la plus grande hésitation, se portait sur Donauwerth, rétrogradait sur Aichstett, n'envoyait pas même des coureurs sur l'Altmühl; qu'enfin les généraux français manœuvraient comme s'ils eussent réciproquement ignoré qu'il existait une autre armée française en Allemagne; que les 400 hussards hongrois qui observaient l'Altmühl y étaient toujours, et envoyaient des partis jusqu'aux portes de Nuremberg et sur la Warnitz. C'est alors qu'il conçut l'idée de son beau mouvement, passa, le 17 août, le Danube avec 28,000 hommes, et se porta contre l'armée de Sambre-et-Meuse. On rapporte que lorsqu'il en parla au général Latour qu'il laissait avec 30,000 hommes sur le Lech, ce général, effrayé des dangers qu'allait courir ce faible corps, lui fit quelques observations: „comment lui serait-il possible de faire „tête à une armée française victorieuse et dou„ble de la sienne?" à quoi le prince répondit: Qu'importe que Moreau arrive sous Vienne, si pendant ce temps je bats l'armée de Jourdan? Il avait raison, mais il eût dû rassurer ce général en le postant en avant de Ratisbonne, avec ordre de se placer sur la rive gauche du Danube; par ce moyen Moreau n'eût rien pu tenter sur la rive gauche.

8° L'archiduc n'attaqua Bernadotte à Neumarckt que le 22 août, c'est-à-dire cinq jours après avoir passé le Danube; il l'attaqua mollement et ne lui fit aucun mal, c'était mal exécuter une belle pensée; Bernadotte aurait dû

être cerné, attaqué vingt-quatre heures après le passage du Danube avec une telle impétuosité et supériorité de forces, que sa ruine totale en eût été le résultat.

9° Il se porta sur Amberg le 24 août, mais avec peu de troupes; il employa la plus grande partie de ses 28,000 hommes à des objets secondaires; il n'eût dû envoyer que quelques escadrons à la suite de Bernadotte, et tomber sur les derrières de Jourdan avec tout son corps, l'attaquant tête baissée ; il eût décidé de la campagne sur les bords de la Naab.

10° Lorsque, le 20 septembre, Jourdan disloqua son armée ; et repassa sur la rive gauche du Rhin, l'archiduc eût dû se porter sur Ulm avec 40,000 hommes, ordonner au général Latour de passer sur la rive gauche du Danube au pont d'Ingolstadt pour le venir joindre à tire-d'aile. Il serait arrivé à Ulm en même temps que l'armée française, qui alors eût dû faire tête à 70,000 hommes; sa retraite fût devenue vraiment difficile. Mais au lieu de cela, l'archiduc ne ramena sur le haut Rhin que 12,000 hommes, laissant sans raison beaucoup de troupes sur le bas Rhin au général Werneck ; il employa mal une partie de ces 12,000 hommes à des objets secondaires, de sorte qu'il n'arriva près de Kehl qu'avec 8 à 9,000 hommes.

11° Il eût dû ordonner à Latour, Frœlich et Nodasti de manœuvrer sur la rive gauche du Danube, débordant l'armée en retraite ; ils eussent été là en position de recevoir Petrasch et tous les détachements.

12° L'archiduc a manœuvré, cette campagne,

sur de bons principes, mais timidement, comme un homme qui les entrevoit, mais ne les a pas médités : il n'a pas frappé de grands coups, et jusqu'au dernier moment, comme nous l'avons dit, les généraux français ont toujours pu rétablir leurs affaires, tandis que dans le combat de la Murg l'archiduc eût dû décider de la campagne.

5e *observation.* A la fin de décembre les armées françaises étaient en repos depuis deux mois ; elles étaient réorganisées, récrutées, parfaitement remises et supérieures aux armées autrichiennes qui leur étaient opposées. Cependant le prince Charles osa, devant elles, ouvrir la tranchée à la fois devant les têtes de pont de Kehl et de Huningue. Si toute l'armée du Rhin, renforcée d'un détachement de Sambre-et-Meuse, eût débouché par Kehl ou par Huningue, elle pouvait, à la pointe du jour, attaquer les camps du prince Charles avec des forces doubles des siennes, enlever toutes les lignes de contrevallation ; prendre toute l'artillerie, les parcs, les magasins, obtenir une victoire éclatante qui eût réparé les désastres de la campagne ; rétabli l'honneur des armes françaises, compromis la sûreté de l'Allemagne et lui eût permis d'hiverner sur la rive droite du Rhin. Si l'armée française n'avait été composée que de soldats de nouvelles levées et sans instruction ni moral, supposition qui est juste l'opposé de ce qui existait, sans doute que le général français n'eût pu hasarder de faire lever des siéges par une bataille ; mais alors même, ayant plus de bras, plus de moyens, une position plus avantageuse qu[illegible]

l'ennemi, il devait entasser ouvrages sur ouvrages, batteries sur batteries; cheminer par des lignes de contre-attaque appuyées par les positions de la rive gauche et par les îles; et alors même ces siéges devaient tourner à la confusion de l'ennemi, entraîner la ruine de ses équipages et de ses troupes, et l'obliger par lassitude à entrer dans ses quartiers d'hiver,

Ces deux siéges ne font pas honneur à la prudence du prince Charles, mais sont extrêment glorieux et témoignent de la bravoure et du bon esprit de son armée; ils seront toujours considérés par les militaires comme des faits peu honorables aux armées françaises. La possession des deux têtes de pont était en effet très-importante pour la France; le Rhin est un grand obstacle; elle obligeait l'ennemi à abandonner toute la vallée du Rhin, jusqu'aux montagnes Noires, à l'armée française, ce qui eût été à la fois avantageux sous les points de vue militaires et des finances; les alarmes de l'Allemagne n'eussent pas permis aux Autrichiens de porter tant de troupes en Italie. Les officiers français ont dit, pour leur excuse, que le gouvernement les laissait dans le plus grand dénuement, que la solde n'était pas payée, qu'ils étaient mal nourris; que le génie et l'artillerie n'avaient aucun fonds pour pourvoir à leurs besoins. Mais ces raisons n'ont point été goûtées; les privations ne prouvaient que davantage la nécessité de confondre l'ennemi par un coup de tonnerre et une bataille décisive où toutes les chances étaient en faveur des Français; il y avait plus d'espace qu'il n'en fallait pour

qu'une armée de 50,000 hommes pût se déployer dans les îles et dans le terrain compris entre le bonnet de prêtre et la Kintzig. De leur côté, les officiers autrichiens qui ont voulu justifier l'imprudence et l'inconsidération de ces siéges de le part du prince Charles, ont dit qu'il était instruit de l'esprit de découragement qui existait dans l'armée française, de l'étonnement que l'issue de la campagne avait produit sur les chefs, et que c'est surtout sur leur irrésolution qu'il avait compté pour mener à bien une entreprise aussi dangereuse, qu'il croyait nécessaire au succès de la campagne qu'il méditait pour l'Italie. D'autres ont dit que ces siéges avaient été entrepris par des ordres de Vienne et contre son avis. Cela est possible.

CHAPITRE XII.

BATAILLE D'ARCOLE.

Le maréchal Alvinzi arrive en Italie à la tête d'une troisième armée. — Bon état de l'armée française; l'opinion de tous les peuples d'Italie appelle ses succès. — Bataille de la Brenta (5 novembre); Vaubois évacue le Tyrol en désordre. — Bataille de Caldiero (12 novembre). — Murmures et sentiments divers qui agitent les soldats français. — Marche de nuit de l'armée sur Ronco; l'armée y passe l'Adige sur un pont de bâteaux (14 novembre); elle rentre triomphante dans Vérone, par la porte de Venise, sur la rive droite (18 novembre).

§. Ier.

Tous les couriers qui portaient à Vienne les nouvelles des succès du prince Charles, étaient

suivis par les couriers de Wurmser, qui ne rendaient compte que de ses désastres. La cour passa tout le mois de septembre dans ces alternatives de joie et de tristesse. La satisfaction qu'elle éprouvait de ses triomphes, ne compensait pas la consternation qu'elle avait de ses défaites. L'Allemagne était sauvée; mais l'Italie était perdue; l'armée qui gardait cette frontière avait disparu. Son nombreux état-major, son vieux maréchal et quelques débris, n'avaient trouvé de salut qu'en s'enfermant dans Mantoue, qui, réduite aux abois, manquant de tout, en proie aux fièvres de l'automne, allait être contrainte d'ouvrir ses portes au vainqueur. Le conseil aulique sentit le besoin de faire des efforts extraordinaires; il rassembla deux armées; la première dans le Frioul, l'autre dans le Tyrol, les mit sous les ordres du maréchal Alvinzi, et lui ordonna de marcher pour sauver Mantoue, et délivrer Wurmser.

§. II.

Le contre-coup des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, devait se faire sentir promptement en Italie. Si ces deux armées ne se maintenaient pas sur la rive droite du Rhin, il était urgent qu'elles fissent de puissants détachements pour renforcer l'armée d'Italie. Le directoire promettait beaucoup, mais tenait peu; il envoya cependant douze bataillons, tirés de l'armée de la Vendée, qui arrivèrent à Milan, dans le courant de septembre et d'oc-

tobre; on avait eu soin de les faire marcher en douze colonnes. On accrédita l'opinion que chacune de ces colonnes était d'un régiment, et au grand complet, ce qui eût été un renfort très-considérable. Il est vrai que le soldat français n'avait pas besoin d'être rassuré; il était plein de confiance dans son chef et dans sa propre supériorité; il était bien payé, bien habillé, bien nourri; l'artillerie était belle et nombreuse; la cavalerie bien montée. Les peuples d'Italie s'étaient associés aux intérêts de l'armée; leur liberté, leur indépendance, y étaient attachées; ils étaient aussi convaincus de la supériorité du soldat français sur les soldats allemands, que de celle du général, vainqueur de Beaulieu et de Wurmser, sur le maréchal Alvinzi. Depuis le mois de juillet dernier, l'opinion était bien changée. Alors, à l'annonce de l'arrivée de Wurmser, toute l'Italie s'était attendue à son triomphe: aujourd'hui, personne ne mettait en doute celui de l'armée française. L'esprit public des peuples transpadans, de Bologne, Modène et Reggio était tel, qu'ils pouvaient se suffire à eux-mêmes pour repousser l'armée du pape, si elle avançait sur leur territoire, comme elle en faisait la menace.

§. III.

Au commencement d'octobre, le maréchal Alvinzi était encore avec son armée devant l'Isonzo; mais à la fin de ce mois, il porta son quartier-général à Conégliano, derrière la

Piave; Masséna, placé à Bassano, observait ses mouvements. Davidowich avait réuni, dans le Tyrol, un corps d'armée de 18,000 hommes, y compris les milices tyroliennes. Le général de division Vaubois couvrait Trente, occupant le Lavis avec un corps de 12,000 hommes. La division Augereau, la réserve de cavalerie, et le grand quartier-général français, étaient à Vérone. Le projet d'Alvinzi était d'opérer, dans Vérone, sa jonction avec Davidowich, et de la marcher sur Mantoue. Il jeta, le premier novembre, deux ponts sur la Piave, et se dirigea en trois colonnes sur la Brenta. Masséna, menaçant de l'attaquer, l'obligea de déployer toute son armée, et lorsqu'il eut réconnu qu'elle était de plus de 40,000 hommes, il leva son camp de Bassano, repassa la Brenta, et s'approcha de Vicence, Napoléon l'y rejoignit avec la division Augereau et sa réserve, et le 6, à la pointe du jour, il marcha pour donner bataille à Alvinzi, qui avait suivi le mouvement de Masséna. Il avait porté son quartier-général à Fonte-Niva, son avant-garde, sous le général Liptay, sur la rive droite de la Brenta, à Carmignano, en avant de sa gauche, que commandait le général Provera. Sa droite, sous les ordres de Quasdanowich était en position, entre Bassano et Vicence. Le général Mitrouski commandait un corps d'observation dans les gorges de la Brenta, et le général Hohenzollern commandait sa réserve. Masséna attaqua à la petite pointe du jour, et, après un combat de plusieurs heures, rejeta l'avant-garde, Quasdanowich, Liptay et la division Provera, sur la rive gauche de la Brenta, tuant beaucoup de monde, et faisant

des

des prisonniers. Napoléon se porta, à la tête de la division Augereau, contre Quasdanowitch, le chassa de Lenove, et le rejeta sur Bassano. Il était quatre heures après midi; il attachait la plus grande importance à passer le pont, et à s'emparer, ce jour même, de la ville; mais, Hohenzollern étant arrivé, il ordonna à sa brigade de réserve d'avancer pour seconder l'attaque du pont; un bataillon de 900 Croates, qui avait été coupé, s'était jeté dans un village, sur le grand chemin; aussitôt que la tête de la réserve parut pour traverser le village, elle fut accueillie par un feu très-vif; il fallut faire avancer des obusiers. Le village fut pris; les Croates passés par les armes; mais on éprouva un retard de deux heures, et lorsqu'on arriva au pont, la nuit était close; il fallut remettre au lendemain à forcer ce passage.

Vaubois avait reçu l'ordre d'attaquer les positions de l'ennemi, sur la rive droite du Lavis. Le premier novembre, il attaqua les positions de Saint-Michel et Sogonzano. L'ennemi était en force, il se défendit avec la plus grande intrépidité. Le succès de Vaubois ne fut pas complet, et la tentative qu'il fit le lendemain ne fut pas plus heureuse; enfin, attaqué à son tour, il fut forcé dans sa position du Lavis, et obligé d'abandonner Trente. S'étant rallié, il prit position à Calliano; mais Laudon, manœuvrant par la rive droite de l'Adige, avec ses Tyroliens, l'avait débordé, s'était emparé de Nomi et de Torbole. Son dessein paraissait être de se porter sur Montebaldo et Rivoli. Vaubois n'avait plus personne sur la rive droite, et ne pouvait plus rien opposer à cette manœuvre,

qui, si elle eût été exécutée par l'ennemi, eût compromis le salut de son corps et celui de toute l'armée. Ces nouvelles arrivèrent au quartier-général français, à deux heures du matin. Il n'y avait plus à hésiter, il fallait courir en toute hâte sur Vérone, si vivement menacée, abandonner le premier projet, et toute idée de diversion. Le projet primitif du général en chef avait été, après avoir jeté Alvinzi, au-delà de la Piave, de remonter les gorges de la Brenta, de couper Davidowich. Le colonel Vignoles, de l'état-major, officier de confiance, fut envoyé pour réunir à Vérone toutes les troupes qu'il pourrait trouver, et les porter sur la Corona et Rivoli. Il y trouva un bataillon du 40e, qui venait d'y arriver de la Vendée, il en imposa aux premiers tirailleurs ennemis, qui abordèrent sur la Corona. Le lendemain, Joubert arriva dans cette position importante avec la quatrième légère, tirée du blocus de Mantoue; il n'y eut dès lors plus rien à craindre. Dans ce temps, Vaubois jeta des ponts sur l'Adige, repassa sur la rive droite, et vint occuper, en force, la position de la Corona et de Rivoli.

L'armée française, de la Brenta fila toute la journée du 7 au travers de la ville de Vicence, qui, témoin de la victoire qu'elle avait obtenue, ne put s'expliquer ce mouvement de retraite. Alvinzi, de son côté, avait commencé sa retraite à trois heures du matin, pour passer la Piave; mais il ne tarda pas d'être instruit, par sa cavalerie légère, du mouvement rétrograde de l'armée française; il revint sur la Brenta, et le lendemain passa cette rivière pour suivre le mouvement de son ennemi. Napoléon se

porta à la division Vaubois, la fit réunir sur le plateau de Rivoli, et lui dit: „Soldats, je „ne suis pas content de vous; vous n'avez „montré ni discipline, ni constance, ni bra„voure; aucune position n'a pu vous rallier; „vous vous êtes abandonnés à une terreur pa„nique. Vous vous êtes laissé chasser de posi„tions où une poignée de braves devait arrêter „une armée. Soldats de la 39e et de la 85e vous „n'êtes pas des soldats français. Général chef „d'état-major, faites écrire sur les drapeaux: „*Ils ne sont plus de l'armée d'Italie!*" Cette harangue, prononcée d'un ton sévère arracha des larmes à ces vieux soldats: les lois de la discipline ne purent étouffer les accents de leur douleur; plusieurs grenadiers qui avaient des armes d'honneur s'écrièrent: „Général, on „nous a calomniés; mettez-nous à l'avant„garde, et vous verrez si la 39e et la 85e sont „de l'armée d'Italie. „Ayant ainsi produit l'effet qu'il voulait, il leur adressa quelques paroles de consolation. Ces deux régiments, quelques jours après, se couvrirent de gloire.

§. IV.

En dépit des revers qu'il venait d'essuyer sur la Brenta, les opérations d'Alvinzi se trouvaient couronnées du plus brillant succès. Il était maître de tout le Tyrol et de tout le pays entre la Brenta et l'Adige. Mais le plus difficile lui restait encore à faire; c'était de passer l'Adige de vive force devant l'armée française d'opérer sa jonction avec Davidowich, et

sant sur le corps des braves postés en avant de Vérone. La chaussée de Vérone à Vicence longe l'Adige pendant trois lieues, jusqu'à Villa-Nova, où elle tourne perpendiculairement à gauche, se dirigeant droit sur Vicence. A Villa-Nova, la petite rivière de l'Alpon la coupe et se jette, après avoir traversé Arcole, dans l'Adige, près Albaredo; sur la gauche de Villa-Nova se trouvent des hauteurs, connues sous le nom de position de Caldiero; en les occupant, on couvre Vérone et on est en mesure de tomber sur les derrières de l'ennemi, qui manœuvre sur le bas Adige. Une fois la défense de Montebaldo assurée, et les troupes de Vaubois ayant repris contenance, Napoléon résolut d'occuper Caldiero, comme donnant plus de chances à la défensive et plus d'énergie à son attitude. Le 11, à deux heures après-midi, l'armée passa les ponts de Vérone; la brigade Verdier, en tête, culbuta l'avant-garde ennemie, fit plusieurs centaines de prisonniers, et prit position, à la nuit, au pied de Caldiero. Le feu des bivouacs, le rapport des affidés, celui des prisonniers, ne laissèrent aucun doute sur les intentions d'Alvinzi; il recevait la bataille et s'était établi solidement sur ces belles positions, appuyant sa gauche aux marais d'Arcole, et sa droite au mont Olivetto et au village de Colognola. Cette position est bonne dans les deux sens. Il s'était couvert par quelques redoutes et de formidables batteries. A la pointe du jour on reconnut la ligne de bataille de l'ennemi: sa gauche était inexpugnable; sa droite parut mal appuyée. Pour profiter de cette faute, Masséna reçut ordre

de marcher avec sa division, pour occuper un mamelon qui débordait la droite de l'ennemi et qu'il avait négligé d'occuper, Le général de brigade Launay gravit la hauteur avec intrépidité à la tête d'un corps de tirailleurs; mais s'étant trop avancé, il ne put être soutenu à temps par la division qui, après avoir gravi la hauteur, se trouva arrêtée par un ravin. Il fut repoussé et fait prisonnier. L'ennemi éclairé sur sa faute, rectifia de suite sa position; il ne fut plus possible de l'attaquer avec espérance de succès. Cependant le feu était engagé sur toute la ligne, et se soutint toute la journée. La pluie tombait par torrents; les terres étaient tellement trempées, que l'artillerie française ne pouvait faire aucun mouvement, tandis que celle des Autrichiens étant en position et avantageusement placée, produisait tout son effet. L'ennemi fit plusieurs tentatives pour attaquer à son tour, mais fut vivement repoussé. Les deux armées bivouaquèrent sur leurs positions respectives. La pluie continua toute la nuit avec une telle force, que dans la matinée du lendemain, le général en chef jugea convenable de rentrer dans son camp en avant de Vérone. Les pertes, dans cette affaire, furent égales; l'ennemi s'attribua, avec raison, la victoire; ses avant-postes s'approchèrent de St.-Michel, et la situation des Français devint vraiment critique.

§. V.

Vaubois avait fait des pertes considérables; il n'avait plus que 8,000 hommes. Les deux

autres divisions, après s'être vaillamment battues sur la Brenta, et avoir manqué leur opération sur Caldiero, n'avaient plus que 13,000 hommes sous les armes. Le sentiment des forces de l'ennemi était dans toutes les têtes. Les soldats de Vaubois, pour justifier leur retraite, disaient s'être battus un contre trois. L'ennemi avait perdu aussi sans doute, mais il était plus nombreux, mais il avait gagné beaucoup de pays. Il avait compté à son aise le petit nombre de Français; aussi ne doutait-il plus de la délivrance de Mantoue, ni de la conquête de l'Italie. Dans son délire, il réunit et fit fabriquer avec ostentation une grande quantité d'échelles, menaçant d'enlever Vérone d'assaut. La garnison de Mantoue s'était réveillée; elle faisait de fréquentes sorties, harcelait sans cesse les assiégeants, qui n'étaient que 8 à 9,000 pour contenir une garnison de 25,000, dont 10 à 12,000, il est vrai, étaient malades. Les Français n'étaient plus en position de prendre l'offensive nulle part; ils étaient contenus d'un côté par la position de Caldiero, de l'autre par les gorges du Tyrol. Mais quand même les positions de l'ennemi eussent permis d'entreprendre contre lui, sa supériorité numérique était trop connue; il fallait lui laisser prendre l'initiative, et attendre patiemment ce qu'il voudrait entreprendre. La saison était extrêmement mauvaise, tous les mouvements se faisaient dans la boue. L'affaire de Caldiero, celle du Tyrol, avaient sensiblement baissé le moral du soldat français; il avait bien encore le sentiment de sa supériorité à nombre égal, mais il ne croyait pas pouvoir résister à un nombre si su-

périeur. Un grand nombre de braves avaient été blessés deux ou trois fois à différentes batailles, depuis l'entrée en Italie. La mauvaise humeur s'en mêlait: „Nous ne pouvons pas, seuls, di-„saient-ils, remplir la tâche de tous. L'armée „d'Alvinzi, qui se trouve ici, est celle devant „laquelle les armées du Rhin et de Sambre-et-„Meuse se sont retirées, et elles sont oisives „dans ce moment, pourquoi est-ce à nous à „remplir leur tâche? Si nous sommes battus „nous regagnerons les Alpes en fuyards et „sans honneur; si, au contraire, nous sommes „vainqueurs, à quoi aboutira cette nouvelle „victoire? On nous opposera une autre armée „semblable à celle d'Alvinzi, comme Alvinzi „lui-même a succédé à Wurmser, comme „Wurmser a succédé à Beaulieu, et dans cette „lutte inégale il faudra bien que nous finis-„sions par être écrasés." Napoléon faisait répondre : „Nous n'avons plus qu'un effort à „faire, et l'Italie est à nous. L'ennemi est sans „doute plus nombreux, mais la moitié de ses „troupes est composée de recrues; battu, „Mantoue succombe, nous demeurons maîtres „de tout, nos travaux finissent; car non-seu-„lement l'Italie, mais encore la paix générale „est dans Mantoue. Vous voulez aller sur les „Alpes, vous n'en êtes plus capables; des bi-„vouacs arides et glacés de ces stériles ro-„chers, vous avez bien pu conquérir les plai-„nes délicieuses de la Lombardie; mais des „bivouacs riants et fleuris de l'Italie, vous „n'êtes plus capables de retourner dans les „neiges. Des secours nous sont arrivés, d'au-„tres sont en route; que ceux qui ne veulent

„plus se battre ne cherchent pas de vains pré-
„textes, car, battez Alvinzi et je vous réponds
„de votre avenir.“ Ces paroles répétées par tout ce qu'il y avait de cœurs généreux, relevaient les ames, et faisaient passer successivement à des sentiments opposés. Ainsi, tantôt l'armée dans son découragement, eût voulu se retirer, tantôt, remplie d'enthousiasme, elle parlait d'aller en avant. „Est-ce aux soldats
„d'Italie de souffrir patiemment les insultes
„et les provocations de ces esclaves!“ Lorsque l'on apprit à Brescia, Bergame, Milan, Crémone, Lodi, Pavie, Bologne, que l'armée avait essuyé un échec, les blessés, les malades sortirent des hôpitaux, encore mal guéris, pour reprendre leur place dans les rangs; les blessures d'un grand nombre de ces braves étaient encore sanglantes. Ce spectacle touchant remplissait l'ame des plus vives émotions.

§. VI.

Enfin, le 14 novembre, à la nuit tombante, le camp de Vérone prit les armes; trois colonnes se mirent en marche dans le plus grand silence, traversèrent la ville, passèrent l'Adige sur les trois ponts et se formèrent sur la rive droite. L'heure du départ, la direction, qui est celle de la retraite, le silence que garde l'ordre du jour, contre l'habitude constante d'annoncer qu'on va se battre, la situation des affaires, tout, enfin, indique qu'on se retire. Ce premier pas de retraite entraîne nécessairement la levée du siége de Mantoue et présage la perte

de l'Italie. Ceux des habitants qui plaçaient dans les victoires des Français l'espoir de leurs nouvelles destinées, suivent, inquiets et le cœur serré, les mouvements de cette armée qui emporte toutes leurs espérances. Cependant l'armée, au lieu de suivre la route de Peschiera, prend tout à coup à gauche, longe l'Adige, et arrive avant le jour à Ronco; Andréossy achevait d'y jeter un pont. Aux premiers rayons du soleil, elle se voit avec étonnement, par un simple à gauche, sur l'autre rive. Alors les officiers et les soldats qui, du temps qu'ils poursuivaient Wurmser, avaient traversé ces lieux, commencèrent à deviner l'intention de leur général: il veut tourner Caldiero qu'il n'a pu enlever de front; avec 15,000 hommes ne pouvant lutter en plaine contre 40,000, il porte son champ de bataille sur des chaussées entourées de vastes marais, où le nombre ne pourra rien, mais où le courage des têtes de colonnes décidera de tout. L'espérance de la victoire ranime alors tous les cœurs, et chacun promet de se surpasser pour seconder un plan si beau et si hardi. Kilmaine était resté dans Vérone avec 1,500 hommes de toutes armes, les portes fermées, les communications sévèrement interdites; l'ennemi ignorait parfaitement ce mouvement. Le pont de Ronco fut jeté sur la droite de l'Alpon, à peu près à un quart de lieue de son embouchure; ce qui a été un objet de critique pour les militaires mal instruits. En effet, si le pont eût été placé sur la rive gauche vis à vis Albaredo, 1° l'armée se fût trouvée déboucher par une vaste plaine, et c'est ce que son général voulait

éviter ; 2° Alvinzi qui occupait les hauteurs de Caldiero eût, en garnissant la rive droite de l'Alpon, couvert la marche de la colonne qu'il aurait dirigée sur Vérone ; il eût forcé cette ville faiblement gardée et eût opéré sa jonction avec l'armée du Tyrol ; la division de Rivoli, prise entre deux feux, eût été obligée de se retirer sur Peschiera, l'armée tout entière en eût été étrangement compromise, au lieu qu'en jetant le pont sur la droite de l'Alpon, on obtenait l'avantage inappréciable 1° d'attirer l'ennemi sur trois chaussées, traversant un vaste marais ; 2° de se trouver en communication avec Vérone, par la digue qui remonte l'Adige et passe au village de Porcil et de Gambione, où Alvinzi avait son quartier-général, sans que l'ennemi eût aucune position à prendre ni pût couvrir d'aucun obstacle naturel le mouvement des troupes qu'il aurait fait marcher pour attaquer Vérone. Cette attaque n'était plus possible, puisque toute l'armée française l'eût prise en queue, pendant que les murailles de la ville en auraient arrêté la tête. Trois chaussées partent du pont de Ronco : la première, celle de gauche, se dirige sur Vérone en remontant l'Adige, passe aux villages de Bionde, de Porcil, où elle débouche en plaine ; la deuxième, celle du centre, conduit à Villa Nova et traverse le village d'Arcole, en passant l'Alpon sur un petit pont de pierre ; la troisième, celle de droite, descend l'Adige et conduit à Albaredo. Il y a trois mille six cents toises de Ronco à Porcil, deux mille de Porcil à Caldiero, trois lieues de Caldiero à Vérone. Il y a deux mille deux cents toises de Ronco

a Arcole, trois mille du pont d'Arcole à Villa-Nova; cent de Ronco à l'embouchure de l'Alpon, cinq cents de là à Albaredo.

§. VII.

Trois colonnes s'engagèrent sur ces trois chaussées: celle de gauche remonta l'Adige jusqu'à l'extrémité des marais, au village de Porcil, d'où elle apercevait les clochers de Vérone; il était dès lors impossible à l'ennemi de marcher sur cette ville. La colonne du centre se porta sur Arcole, où les tirailleurs français parvinrent jusqu'au pont sans être aperçus: deux bataillons de Croates avec deux pièces de canon, y bivouaquaient pour garder les derrières de l'armée, et surveiller les partis que la garnison de Legnago aurait pu jeter dans la campagne; cette place n'étant qu'à trois lieues sur la droite. Le pays entre Arcole et l'Adige n'était point gardé; Alvinzi s'était contenté d'ordonner des patrouilles de hussards, qui, trois fois par jour, parcouraient les digues des marais sur les bords de l'Adige. La route de Ronco à Arcole rencontre l'Alpon à douze cents toises, de là elle remonte pendant dix mille toises la rive droite de ce petit ruisseau, jusqu'au pont de pierre qui tourne perpendiculairement à droite et entre dans le village d'Arcole. Les Croates étaient bivouaqués, la droite appuyée au village et la gauche vers l'embouchure, ayant devant leur front la digue dont ils n'étaient séparés que par le ruisseau; tirant devant eux, ils prirent en flanc la colonne

dont la tête était sur Arcole; elle se replia en toute hâte jusqu'au point où la chaussée cesse de prêter le flanc à la rive gauche. Augerau, indigné de ce mouvement rétrograde de son avant-garde, s'élança sur le pont à la tête de deux bataillons de grenadiers; mais accueilli par une vive fusillade de flanc, il fut ramené sur sa division. Alvinzi, instruit de cette attaque ne la comprit pas d'abord; cependant à la pointe du jour, il put observer des clochers voisins le mouvement des Français. Les reconnaissances de ses hussards furent reçues à coups de fusil sur toutes les digues et poursuivies par la cavalerie: il lui fut dès lors évident que les Français avaient passé l'Adige et se trouvaient sur ses derrières. Il lui parut insensé d'imaginer qu'on pût jeter ainsi toute une armée dans des marais impraticables; il pensa que c'était des troupes légères qui s'étaient portées de ce côté pour l'inquiéter et pour masquer une attaque réelle qui déboucherait par la chaussée de Vérone. Cependant ses reconnaissances lui ayant rapporté que tout était tranquille sur Vérone, il jugea important de chasser des marais ces troupes légères; il dirigea une division sur la ligne d'Arcole, sous Métrouski, et une sur la digue de gauche, sous Provera. Vers neuf heures du matin, elles attaquèrent vivement; Masséna, qui était chargé de la digue gauche, ayant laissé engager l'ennemi, courut sur lui au pas de charge, l'enfonça, lui causa beaucoup de perte, et fit un grand nombre de prisonniers. La même chose arriva sur la digue d'Arcole; aussitôt que l'ennemi eut dépassé le coude de la chaussée, il fut attaqué au pas

de charge; mis en déroute par Augereau, laissant des prisonniers et du canon au pouvoir du vainqueur; les marais furent couverts de cadavres. Il devenait de la plus haute importance de s'emparer d'Arcole, puisque de là, en débouchant sur les derrières de l'ennemi, on se fût emparé du pont de Villa-Nova sur l'Alpon, qui était sa seule retraite, et qu'on y eût été établi avant qu'il pût être fermé; mais Arcole résista à plusieurs attaques. Napoléon voulut essayer un dernier effort de sa personne; il saisit un drapeau, s'élance sur le pont et l'y place, la colonne qu'il commandait l'avait à moitié franchi, lorsque le feu de flanc et l'arrivée d'une division ennemie firent manquer l'attaque; les grenadiers de la tête, abandonnés par la queue, hésitèrent; mais entraînés par la fuite, ils ne voulurent pas se dessaisir de leur général; ils le prirent par le bras, les habits, et l'entraînèrent avec eux au milieu des morts, des mourants et de la fumée; il fut précipité dans un marais, il y enfonça jusqu'à la moitié du corps, il était au milieu des ennemis: les grenadiers s'aperçurent que leur général était en danger, un cri se fit entendre: „*Soldats en avant pour sauver le général.*" Ces braves revinrent aussitôt au pas de course sur l'ennemi, le repoussèrent jusqu'au-delà du pont, et Napoléon fut sauvé. Cette journée fut celle du dévouement militaire. Lannes était accouru de Milan, blessé à Governolo, il était encore souffrant, il se plaça entre l'ennemi et Napoléon, le couvrit de son corps, et reçut trois blessures, ne voulant jamais le quitter. Muiron, aide-de-camp du général en chef, [illegible] ou-

vrant de son corps son général. Mort héroïque et touchante! Belliard, Vignoles, furent blessés en ramenant les troupes en avant. Le brave général Robert fut tué, c'était un soldat solide au feu. Le général Guieux passa l'Adige à Albaredo, sur le bac avec une brigade. Arcole fut pris à revers; mais pendant ce temps, Alvinzi instruit du véritable état des choses, avait conçu tout le danger de sa position; il avait abandonné Caldiéro en toute hâte, défait ses batteries et fait repasser le pont à tous ses parcs et ses réserves. Les Français, du haut du clocher de Ronco, virent avec douleur cette proie leur échapper, et ce fut à la vue des mouvements précipités de l'ennemi, qu'on put juger toute l'étendue et les conséquences du dessein de Napoléon. Chacun vit quels pouvaient être les résultats d'une combinaison si profonde et si hardie. L'armée ennemie, par sa retraite précipitée, échappait à sa destruction; ce ne fut que vers les quatre heures que le général Guieux put marcher sur Arcole par la rive gauche de l'Alpon: le village fut enlevé sans coup férir; mais alors il était sans intérêt; il était six heures trop tard: l'ennemi avait pris sa position naturelle; Arcole n'était plus qu'un poste intermédiaire entre le front des deux armées, tandis que le matin, il était sur les derrières de l'ennemi. Toutefois de grands résultats avaient couronné cette journée; Coldiéro était évacué, Vérone ne courait plus de dangers, deux divisions d'Alvinzi avaient été défaites avec des pertes considérables; de nombreuses colonnes de prisonniers et grand nombre de trophées défilèrent au travers du camp et remplirent d'en-

thousiasme les soldats et les officiers; chacun reprit la confiance et le sentiment de la victoire.

§. VIII.

Cependant Davidowich avec le corps du Tyrol avait attaqué la Corona et s'en était emparé; il occupait Rivoli. Vaubois occupait les hauteurs de Bassolingo; Kilmaine, debarrassé de toute crainte sur la rive gauche, par l'évacuation de Caldiéro, avait dirigé son attention sur l'enceinte de Vérone et la rive droite; mais si Davidowich marchait sur Vaubois, et le forçait à se jeter sur Mantoue, il faisait lever le blocus de cette ville et coupait la retraite au quartier-général et à l'armée qui était à Ronco. Il y a treize lieues de Rivoli à Mantoue, il y en a dix de Ronco à cette ville, par de très-mauvais chemins; il fallait donc être, à la pointe du jour, en mesure de soutenir Vaubois, de protéger le blocus de Mantoue et les communications de l'armée, et de battre Davidowich; il s'était avancé dans la journée. Pour la réussite de ce projet, il était nécessaire de calculer les heures. Le général en chef, dans l'incertitude de ce qui se serait passé dans la journée, crut devoir supposer que tout aurait été mal du côté de Vaubois; qu'il avait été forcé et qu'il avait pris position entre Roverbela et Castel-Novo. Il fit évacuer Arcole qui avait coûté tant de sang, replia l'armée sur la rive droite de l'Adige, ne laissant sur la rive gauche qu'une brigade et ces de

canon, et ordonna dans cette position que le soldat fît la soupe. Si l'ennemi avait marché sur Rivoli, il fallait lever le pont de l'Adige, disparaître devant Alvinzi, arriver à temps pour secourir Vaubois. Il laissa à Arcole des bivouacs allumés et entretenus par des piquets de grand'garde, pour qu'Alvinzi ne s'aperçut de rien. A quatre heures du matin l'armée prit les armes; mais dans le même moment un officier de Vaubois apprit qu'il était encore, à six heures du soir, en position à Russolino, et que Davidowich n'avait pas bougé. Ce général avait commandé un des corps de Wurmser; il se ressouvenait de la leçon et n'avait garde de se compromettre. Cependant vers les trois heures du matin Alvinzi, instruit de la marche rétrograde des Français, fit occuper Arcole et Porcil et dirigea au jour deux colonnes sur les deux digues: la fusillade s'engagea à deux cents toises du pont de Ronco; les Français le repassèrent au pas de charge, tombèrent sur l'ennemi, le rompirent et le poursuivirent jusqu'aux débouchés des marais, qu'il remplit de ses morts: des drapeaux, du canon et des prisonniers, furent les trophées de cette journée, où deux nouvelles divisions autrichiennes furent défaites. Sur le soir, le général en chef, par les mêmes motifs et les mêmes combinaisons que la veille, fit les mêmes mouvements, concentrant toutes ses troupes sur la rive droite de l'Adige, ne laissant qu'une avant-garde sur la rive gauche.

§. IX.

Alvinzi, induit en erreur par un espion qui assurait que les Français étaient en marche sur Mantoue et n'avaient laissé qu'une avant-garde sur Ronco, déboucha de son camp avant l'aurore. A cinq heures du matin, le quartier-général français sut que Davidowich n'avait point fait de mouvement, que Vaubois était dans ses mêmes positions; l'armée repassa le pont, les têtes de colonnes des deux armées se rencontrèrent à moitié des digues; le combat fut opiniâtre, indécis pendant un moment, la 75e fut rompue; les balles arrivaient sur le pont: le général en chef plaça la 32e en embuscade, ventre à terre dans un petit bois de saules, le long de la digue, près la tête du pont elle se releva à propos, fit une décharge, marcha à la baïonnette, et culbuta dans les marais une colonne serrée, épaisse dans toute sa longueur; c'étaient 3,000 Croates, ils y périrent tous. Masséna sur la gauche éprouvait des vicissitudes; mais il marcha à la tête de ses troupes, son chapeau au bout de son épée en signe de drapeau, et fit un horrible carnage de la division qui lui était opposée. Après midi le général en chef jugea qu'enfin le moment de finir était venu, car si Vaubois avait été battu ce même jour par Davidowich, il serait obligé de se porter la nuit prochaine à son secours et à celui de Mantoue. Dès lors Alvinzi se porterait sur Vérone, il recueillerait l'honneur et les résultats de la victoire; tant d'avantages remportés dans trois journées seraient perdus, au lieu que s'il le re-

poussait au delà de Villa-Nova, il pourrait marcher au secours de Vaubois par Vérone. Il fit compter soigneusement le nombre des prisonniers, récapitula les pertes de l'ennemi, il acquit la preuve qu'il s'était affaibli dans ces trois jours de plus de 25,000 hommes, qu'ainsi désormais ses forces en bataille ne seraient pas supérieures de beaucoup plus d'un tiers aux Français. Il ordonna de sortir des marais et d'aller attaquer l'ennemi en plaine. Les circonstances de ces trois journées avaient tellement changé le moral des deux armées, que la victoire était assurée. L'armée passa le pont jeté à l'embouchure de l'Alpon; Elliot, aide-de-camp du général en chef, avait été chargé d'en construire un second, il y fut tué. A deux heures après midi, l'armée française était en bataille, sa gauche à Arcole et sa droite dans la direction de Porto-Legnago; elle avait en face l'ennemi dont la droite appuyait à l'Alpon et la gauche à des marais; il était à cheval sur la route de Vicence. L'adjudant-général Lorset était parti de Legnago avec 6 à 700 hommes, quatre pièces de canon et 200 chevaux, pour tourner les marais auxquels l'ennemi appuyait sa gauche. Vers trois heures, au moment où ce détachement se portait en avant, que la canonnade était vive sur toute la ligne, et que les tirailleurs étaient aux mains, le chef d'escadron Hercule eut ordre de se diriger avec vingt-cinq guides et quatre trompettes au travers des roseaux, et de charger sur l'extrémité de la gauche de l'ennemi, lorsque la garnison de Legnago commencerait à canonner par der- [illegible] t officier exécuta ce mouvement avec

intelligence et contribua beaucoup au succès de la journée: la ligne fut rompue, l'ennemi se mit en retraite; son général avait échelonné 6 à 7,000 hommes sur ses derrières, pour assurer ses parcs et sa retraite; il n'avait pas sur le champ de bataille plus de monde que les Français; il fut mené battant toute la soirée et perdit beaucoup de prisonniers; l'armée passa la nuit dans sa position. Malgré trois jours de victoire, ce fut un problême parmi les généraux et officiers supérieurs, de savoir ce qu'ordonnerait le général pour le lendemain; ils pensaient que content d'avoir éloigné l'ennemi, il ne s'engagerait pas dans les plaines du Vicentin et qu'il regagnerait Vérone par la rive gauche de l'Adige, pour de là marcher sur Davidowich et occuper Caldiéro, ce qui avait été le premier but de sa manœuvre. Mais l'ennemi avait tant souffert, ces trois jours, dans son personnel et dans son moral, qu'il n'était plus à redouter dans la plaine: au jour, on reconnut qu'il avait fait sa retraite sur Vicence; l'armée le poursuivit, mais arrivée à Villa-Nova, la cavalerie seule continua sa poursuite: l'infanterie s'arrêta pour attendre les rapports de la contenance que ferait son arrière-garde. Le général en chef entra dans le couvent de Saint-Boniface, l'église avait servi d'ambulance, 4 à 500 blessés y avaient été entassés, la plus grande partie étaient morts; il en sortait une odeur cadavéreuse: il reculait d'horreur, lorsqu'il s'entendit nommer par son nom. Deux malheureux soldats étaient depuis trois jours au milieu des morts, sans avoir mangé, sans avoir été pansés; ils désespéraient d'eux-mêmes, mais furent rappelés à la vie par

la vue de leur général; tous les secours leur furent prodigués. Ayant reçu les rapports que l'ennemi, dans la plus grande déroute, ne tenait nulle part, et que son arrière-garde avait déjà dépassé Montebello, il se porta par un à gauche, sur Vérone pour attaquer l'armée du Tyrol. Les éclaireurs arrêtèrent un officier d'état-major, que Davidowich envoyait à Alvinzi; il venait des montagnes et se croyait au milieu des siens. D'après ses dépêches, on apprit que depuis trois jours les ennemis ne s'étaient point communiqués, que Davidowich ignorait tout ce qui se passait. Alvinzi perdit dans les trois journées d'Arcole 18,000 hommes, dont 6,000 prisonniers, quatre drapeaux et dix-huit pièces de canon.

§. X.

L'armée française rentra triomphante dans Vérone par la porte de Venise, trois jours après en être sortie mystérieusement par la porte de Milan. On se peindrait difficilement l'étonnement et l'enthousiasme des habitants; les ennemis mêmes les plus déclarés ne purent comprimer leur admiration, et joignirent leurs hommages à ceux des patriotes; mais l'armée ne s'arrêta pas, elle passa l'Adige, se porta sur Davidowich, qui le 17 avait attaqué Bassolino et avait jeté Vaubois sur Castel-Novo. Masséna se porta sur Castel-Novo, s'y joignit avec Vaubois, attaqua Rivoli. Augereau se porta sur la rive gauche de l'Adige, sur Dolce, prit 1,500 hommes, deux équipages de pont, neuf canons et beaucoup de bagage; cependant de

si grands résultats n'étaient pas obtenus sans perte. L'armée avait plus que jamais besoin de repos; il n'était pas convenable qu'elle se portât dans le Tyrol et qu'elle s'étendît jusqu'à Trente. Il était à croire que Mantoue ouvrirait ses portes avant que le général autrichien pût se former une nouvelle armée: la garnison de cette place était réduite à la demi-ration, elle avait grand nombre de déserteurs; les hôpitaux étaient encombrés; tout annonçait une prompte reddition: la mortalité y était très-grande, les maladies moissonnaient chaque jour plus de monde qu'il n'en eût fallu pour gagner une grande bataille.

CHAPITRE XIII.

NÉGOCIATIONS PENDANT 1796.

Avec la république de Gênes. — Avec le roi de Sardaigne. — Avec le duc de Parme. — Avec le duc de Modène. — Avec la cour de Rome. — Avec le grand-duc de Toscane. — Avec le roi de Naples. — Avec l'empereur d'Allemagne. — Congrès lombard ; République cispadane.

§. Ier.

La minorité de l'aristocratie qui gouvernait la république de Gênes, la majorité du tiers-état, le peuple tout entier de la rivière du Ponant, étaient favorables aux idées françaises. La ville de Gênes était la seule ville de cet état qui eût de la consistance ; elle était défendue par une double enceinte bastionnée, une nombreuse artillerie, 6,000 hommes de troupes de ligne et 6,000 gardes nationaux : au premier signal du sé-

nat, 30,000 hommes des corporations inférieures telles que celles des charbonniers et des porte-faix; les paysans des vallées de la Polcevera, du Beragno et de la Fontana-Bona, étaient prêts à se porter pour la défense du prince. Il fallait une armée de 40,000 hommes, un équipage de siége, et deux mois de travaux, pour s'emparer de cette capitale. En 1794, 1795 et au commencement de 1796, l'armée austro-sarde la couvrait au nord et communiquait avec elle par la Bocchetta; l'armée française la couvrait à l'ouest et communiquait avec elle par la Corniche de Savone; placée ainsi entre les deux armées belligérantes, Gênes était en mesure d'être également secourue par l'une ou par l'autre, elle tenait la balance entre elles; celle pour laquelle elle se serait déclarée aurait acquis un grand avantage; elle était donc, dans cette circonstance, d'un grand poids dans les affaires d'Italie. Le sénat sentait toute la délicatesse et la force que lui donnait cette position; il s'en prévalut pour se maintenir neutre, et se refuser constamment aux offres et aux menaces de la coalition. Son commerce s'étendit, il fit refluer dans la république d'immenses richesses. Mais son port avait été violé par l'escadre anglaise; la catastrophe de la frégate la Modeste avait ému vivement tous les cœurs français: la convention avait dissimulé, mais en attendant le moment favorable pour exiger une réparation éclatante. Plusieurs des familles nobles, les plus attachées à la France, avaient été bannies; c'était une nouvelle insulte que le gouvernement franç.i avait

Après les batailles de Loano, d

1796, le directoire jugea le moment d'autant plus favorable, que la pénurie où était son armée d'Italie lui faisait attacher une grande importance à un secours extraordinaire de cinq à six millions. Ces négociations étaient entamées lorsque Napoléon arriva au commandement de l'armée; il désapprouva cette mesquine politique qui ne pouvait être couronnée d'aucun succès et qui avait nécessairement pour résultat d'aigrir et d'indisposer le peuple important de cette capitale. „Il faut, disait-il, escalader „les remparts, s'y établir par un coup de main „vigoureux, détruire l'aristocratie, ou respec„ter son indépendance; et surtout lui laisser „son argent." Peu de jours après, les armées ennemies ayant été rejetées au-delà du Pô, et le roi de Sardaigne ayant posé les armes, la république de Gênes fut à la merci de la France. Le directoire eût voulu y établir la démocratie; mais déjà les armées françaises étaient trop en avant. La présence et peut-être le séjour pendant plusieurs semaines d'un corps de 15,000 Français sous les murs de Gênes, eût été nécessaire pour assurer le succès d'une pareille révolution.

Déjà tout retentissait de la marche de Wurmser, qui alors traversait l'Allemagne et entrait dans le Tyrol. Depuis lors, la défaite de Wurmser, les manœuvres dans le Tyrol et par les gorges de la Brenta, les mouvements d'Alvinzi pour débloquer Wurmser dans Mantoue, rendirent successivement nécessaire la concentration de l'armée sur l'Adige; d'ailleurs l'armée n'avait rien à redouter des Génois; les domi-

nateurs étaient divisés entre eux et le peuple nous était favorable.

Girola, ministre de l'empereur, profitant de l'éloignement de l'armée et favorisé secrètement par les familles feudataires, avait allumé une insurrection dans les fiefs impériaux, et formé des bandes de déserteurs piémontais, de vagabonds sans emploi par le licenciement des troupes légères piémontaises, et de prisonniers autrichiens mal gardés par les Français, qui s'échappaient en route. Ces bandes infestaient tout l'Apennin et les derrières de l'armée. Il devint urgent, dans le courant de juin, de mettre fin à cet état de choses; un détachement de 1,200 hommes et la présence du général en chef à Tortone, suffirent pour faire tout rentrer dans l'ordre; il donna alors des instructions au ministre français à Gênes, Faypoult, pour entamer des négociations, afin d'accroître notre influence dans le gouvernement, autant que cela se pourrait faire sans rendre nécessaire la présence d'une armée.

Il exigea 1° l'expulsion du ministre autrichien Girola; 2° l'expulsion des familles feudataires, conformément à un des statuts de la république; 3° enfin le rappel des familles bannies.

Ces négociations traînèrent en longueur. Sur ces entrefaites, cinq bâtiments de commerce français furent enlevés sous le feu des batteries génoises, sans que celles-ci les protégeassent; le sénat, alarmé des menaces des agents français, envoya à Paris le sénateur Vincente Spinola, fort agréable à la France, qui, après

quelques négociations, signa, le 6 octobre 1796, une convention avec le ministre des relations extérieures Charles Lacroix. Tous les griefs de la France contre Gênes furent mis en oubli, le sénat paya quatre millions de contributions et rappela les bannis; il eût été possible et on eût dû profiter de cette circonstance pour lier cette république par une alliance offensive et défensive, accroître son territoire des fiefs impériaux et de Massa di Carara, et en exiger un contingent de 4,200 hommes d'infanterie, 400 de cavalerie et 200 d'artillerie. Mais l'utilité de ce système d'alliance avec des oligarques répugna aux démocrates de Paris. Toutefois, par cette convention, la tranquillité fut rétablie et dura jusqu'à la convention de Montebello, en 1797, et pendant que l'armée française fut en Allemagne, il ne s'éleva aucun sujet de plainte sur la conduite des peuples de Gênes.

§. II.

L'armistice de Cherasco avait isolé l'armée autrichienne et permis à l'armée française de la jeter hors de l'Italie, d'investir Mantoue et d'occuper la ligne de l'Adige. La paix conclue à Paris au mois de mai suivant, mit au pouvoir de la France toutes les places fortes du Piémont, hormis Turin. Le roi de Sardaigne se trouva ainsi à la disposition de la république. Son armée était réduite à un effectif de 20,000 hommes; son papier-monnaie menaçait de la ne des particuliers et de l'état; ses peuples ient mécontents et divisés; les idées fran-

çaises mêmes avaient des partisans, quoique chez un petit nombre de personnes. Des politiques eussent voulu révolutionner le Piémont, afin de n'avoir plus aucune inquiétude sur les derrières de l'armée, et d'accroître nos moyens contre l'Autriche; mais il était impossible de renverser le trône de Sardaigne, sans intervenir directement et avec des forces imposantes; et les scènes qui se passaient devant Montoue occupaient suffisamment toutes les troupes de la république en Italie; d'ailleurs la révolution du Piémont pouvait entraîner dans une guerre civile: on serait obligé alors de laisser dans ce pays, pour le contenir, plus de troupes françaises qu'il ne serait possible d'en tirer de piémontaises, et en cas de retraite, la population, qui aurait été mise en fermentation, se porterait à des excès inévitables: les rois d'Espagne et de Prusse ne pouvaient-ils pas d'ailleurs être alarmés de voir la république, en haine des rois, renverser de ses propres mains un prince avec qui elle avait, peu avant, signé la paix? Ces considérations portèrent Napoléon à arriver au même résultat par une route opposée; celle d'un traité d'alliance offensive et défensive avec le roi de Sardaigne; ce parti réunissait tous les avantages et n'avait aucun inconvénient: 1° ce traité serait lui-même une proclamation qui contiendrait les mécontents, qui ne pourraient plus ajouter foi aux protestations des démocrates de l'armée qui ne manquaient pas de leur promettre l'appui de la France; le pays resterait donc tranquille; 2° une division de bonnes, belles et vieilles troupes de 10,000 Piémontais, renforcerait l'armée française, et lui

donnerait de nouvelles chances de succès; 3° l'exemple de la cour de Turin influerait heureusement sur les Vénitiens et contribuerait à les décider à chercher, dans une alliance avec la France, une garantie pour l'intégrité de leur territoire et le maintien de leur constitution; et cependant les troupes piémontaises réunies à l'armée française en prendraient l'esprit et s'attacheraient au général qui les aurait menées à la victoire; dans tous les cas, elles seraient des ôtages placés au milieu de l'armée, qui garantiraient des dispositions du peuple piémontais, et s'il était vrai que le roi ne put se maintenir, placé entre les républiques démocrates de Ligurie, de Lombardie et de France, sa chute serait le résultat de la nature des choses et non le résultat d'un acte politique, de nature à aliéner les autres rois alliés de la France. „L'alliance de la France avec la Sar„daigne, disait Napoléon, c'est un géant qui „embrasse un pygmée; s'il l'étouffe, c'est con„tre sa volonté et par le seul effet de la diffé„rence extrême de leurs organes."

Le directoire ne voulut pas comprendre la sagesse et la profondeur de cette politique; il autorisa l'ouverture des négociations, mais il en entrava la conclusion. Le sieur Poussielgues, secrétaire de légation à Gênes, eut pendant plusieurs mois des pourparlers à Turin; il trouva la cour disposée à s'allier à la république, mais ce négociateur peu habile se laissa entraîner à des concessions qui évidemment étaient exagérées; il promit la Lombardie au roi de Sardaigne. Or, il ne pouvait être *nullement* question d'accroître les états de ce

prince, ni de lui donner des espérances que l'on ne voulait pas réaliser: il gagnait suffisamment à un traité, par la garantie qu'il en recevait de l'intégrité de son royaume.

Lorsque Mantoue ouvrit ses portes et que Napoléon marcha sur Tolentino pour y dicter la paix au saint-siège, et pouvoir de là marcher sur Vienne, il comprit l'importance de mettre fin aux affaires du Piémont, et autorisa le général Clarke à négocier, avec M. de Saint-Marsan, un traité d'alliance offensive et défensive; ce traité fut signé à Bologne, le premier mars 1797. Le roi recevait de la république la garantie de ses états; il fournissait à l'armée française un contingent de 8,000 hommes d'infanterie, 2,000 de cavalerie et vingt pièces de canon. Ne doutant pas de la ratification d'un traité ordonné par le général en chef, la cour de Turin s'empressa de réunir son contingent, qui se fût trouvé avec l'armée en Carinthie; mais le directoire hésita à ratifier ce traité, le contingent resta en Piémont, cantonné près de Novarre, pendant toute la campagne de 1797.

§. III.

La politique à suivre avec l'infant duc de Parme, était prescrite par nos rapports avec l'Espagne; il lui fut d'abord accordé un armistice le 9 mai 1796, et quelques mois après, il signa à Paris sa paix avec la république; mais le ministère français ne sut pas réaliser le but que s'était proposé le général en chef. Les suc-

cès de l'armée d'Italie avaient décidé le roi d'Espagne à conclure, en août 1796, un traité d'alliance offensive et défensive avec la république; en conséquence, il eût été facile de décider la cour de Madrid à envoyer une division de 10,000 hommes sur le Pô, pour garder l'infant de Parme, et, moyennant l'appât d'un accroissement de territoire pour ce prince, faire marcher cette division sous les drapeaux français; sa présence en aurait imposé à Rome et à Naples, et n'eût pas été d'un petit avantage pour le succès des événements militaires; l'alliance avec l'Espagne ayant décidé les Anglais à évacuer la Méditerranée, les escadres françaises et espagnoles en étaient maîtresses, ce qui facilitait les mouvements des troupes espagnoles en Italie. La vue d'une division espagnole dans les rangs de l'armée française, eût eu une heureuse influence pour décider le sénat à une alliance avec la France, ce qui eût augmenté l'armée de 10,000 Esclavons.

§. IV.

L'armistice de Milan, du 20 mai, avait fait cesser l'état de guerre avec le duc de Modène; l'armée française était peu nombreuse, le pays qu'elle occupait était immense, un détachement de deux ou trois bataillons pour un objet secondaire eût été une faute. L'armistice avec Modène mettait tous les moyens de ce duché à la disposition de l'armée, et n'exigeait l'emploi d'aucune troupe pour y maintenir la tranquillité publique. Le commandeur d'Est,

chargé des pouvoirs du duc, entama à Paris des négociations pour la paix définitive: le ministère français, sagement, ne se pressa pas de rien conclure. Le duc, tout dévoué aux Autrichiens, s'était retiré à Venise, et la régence, qui gouvernait ses états, avait fait passer plusieurs convois de vivres dans Mantoue, au moment où le blocus fut levé, au commencement d'août et à la fin de septembre; aussitôt que le général en chef eut connaissance d'une contravention aussi directe à l'armistice, il s'en plaignit à la régence qui prétendait vainement s'en justifier sur l'existence d'anciens traités. Cependant, dans cette circonstance, un détachement de la garnison de Mantoue, qui avait passé le Pô à Borgo-Forte, fut coupé: il se porta à Reggio, le 20 octobre, voulant se rendre en Toscane; les habitants de Reggio fermèrent les portes de la ville: le détachement se refugia dans le fort de Monte-Chérisio où les patriotes le cernèrent et lui firent mettre bas les armes; deux Reggiens furent tués dans ce petit combat; ce furent les premiers Italiens qui scellèrent de leur sang la liberté de leur pays! Les prisonniers conduits à Milan par un détachement de la garde nationale de Reggio, y furent reçus en triomphe par le congrès lombard, la garde nationale de Milan et le général en chef; ce fut l'objet de plusieurs fêtes civiques qui contribuèrent à exalter les imaginations italiennes. Reggio proclama sa liberté; le peuple de Modène en voulut faire autant, mais il fut contenu par la garnison: dans cet état de choses, il n'y avait pas deux partis à prendre. Le général en chef déclara que l'ar-

mistice de Milan avait été violé par la conduite de la régence en ravitaillant Mantoue : il fit occuper militairement les trois duchés de Reggio, Modène, la Mirandole, et le 8 octobre, en vertu de son droit de conquête, il en proclama l'indépendance. Cette résolution améliora la position de l'armée, puisqu'à une régence malveillante, se trouva substitué un gouvernement provisoire tout dévoué à la cause française; des gardes nationales composées de patriotes chauds s'armèrent dans toutes les villes des trois duchés.

§. V.

L'état de guerre ayant cessé avec Rome, par l'armistice de Bologne, le 23 juin 1796, cette cour envoya à Paris monsignor Petrarchi. Après quelques semaines de pourparlers, le ministre envoya à sa cour le projet du traité du directoire. La congrégation des cardinaux jugea qu'il contenait des choses contraires à la foi, et n'était pas admissible; monsignor Petrarchi fut rappelé. En septembre les négociations se rouvrirent à Florence; les commissaires du gouvernement près de l'armée furent chargés des pouvoirs du directoire. Dès les premières conférences, ils présentèrent à monsignor Galeppi, plénipotentiaire du pape, un traité en soixante articles, comme *sine quâ non;* déclarant qu'ils ne pouvaient y rien changer. On jugea à Rome qu'il contenait également des choses contre la foi; monsignor [illegible]ppi fut rappelé, et les négociations rom-

pues

pues le 25 septembre. La cour de Rome, ne doutant plus que le gouvernement français ne voulût sa perte, se livra au désespoir, et résolut de se lier exclusivement avec la cour de Vienne. Elle commença par suspendre l'armistice de Bologne; elle devait encore payer seize millions, qui étaient en marche pour Bologne, où ils devaient être livrés au trésor de l'armée. Ces convois d'argent retournèrent à Rome; leur rentrée y fut un triomphe. Monsignor Albani partit le 6 octobre pour Vienne, pour solliciter l'appui de cette cour; les princes romains offrirent des dons patriotiques, levèrent des régiments. Le pape envoya des proclamations pour allumer la guerre sainte, si le territoire du saint-siége était attaqué. Tous ces efforts de la cour de Rome étaient évalués pouvoir produire une armée de 10,000 hommes, des plus misérables troupes possibles; mais elle comptait sur le roi de Naples, qui s'engagea secrètement à la soutenir avec une armée de 30,000 hommes; et, quoique l'inimitié et la mauvaise foi du cabinet des Deux-Siciles fussent connus du Vatican, il en invoquait le secours: Tout moyen leur est bon dans „leur délire, écrivait le ministre Cacault; ils „s'accrocheraient à un fer rouge," Cet état de choses eut un effet fâcheux sur toute l'Italie.

Napoléon n'avait pas besoin de ce surcroît d'embarras; déjà il était menacé par Alvinzi, dont les troupes se rassemblaient dans le Tyrol et sur la Piave; il reprocha au ministère français de l'avoir laissé étranger à des négociations que seul il pouvait diriger. S'il eût été chargé de les diriger, comme il dû être, il en

eût retardé l'ouverture de deux ou trois semaines, afin d'avoir reçu les seize millions que devait le saint-siége, pour satisfaire à l'armistice de Bologne. Il n'eût pas souffert que l'on mêlât dans le traité, à la fois, les affaires spirituelles et temporelles; puisque une fois celles-ci arrangées, ce qui était l'essentiel, quelques mois de retard étaient indifférents pour s'entendre pour le spirituel; mais le mal était fait. Le gouvernement, qui le reconnut, l'investit de l'autorité nécessaire pour y porter remède, s'il était possible. La question consistait à gagner du temps, à calmer les passions, à rendre la confiance, et à contenir dans les bornes les esprits alarmés du Vatican. Il chargea le sieur Cacault, agent de France à Rome, de désavouer confidentiellement tout ce qu'il y avait eu de spirituel dans les négociations de Paris et de Florence; de faire connaître qu'il était chargé de la négociation; que l'on n'aurait plus affaire au directoire ni aux commissaires, mais à lui. Ces ouvertures opérèrent un bon effet. Pour frapper davantage les esprits, le général se rendit à Ferrare, le 21 octobre, descendit chez le cardinal Mattei, archevêque de cette ville, et eut plusieurs conférences avec lui; il le convainquit de ses intentions pacifiques, et le fit partir pour Rome, porter directement au pape des paroles de paix. Peu de jours après, la bataille d'Arcole mit fin aux espérances qu'avait fait naître en Italie l'armée d'Alvinzi. Napoléon jugea le moment favorable pour terminer les affaires de Rome; il se porta à Bologne avec 1,500 Français et 4,000 Cispadans et Lombards,

at de marcher sur Rome; mais, pour

cette fois, cette cour se moqua de ces menaces; elle était en correspondance avec son ministre à Vienne pour traiter, et savait que deux nouvelles et nombreuses armées s'avançaient en Italie. Le cardinal et le ministre autrichien à Rome disaient hautement: „S'il le faut, le „pape évacuera Rome; car plus le général fran„çais s'éloignera de l'Adige, et plus nous se„rons près de notre salut." En effet, quelques jours après, Napoléon instruit des mouvements d'Alvinzi, repassa le Pô, et se porta, à tire-d'ailes, à Vérone. Mais la bataille de Rivoli détruisit pour toujours, dans le mois de janvier 1797, les espérances des ennemis de la France. Mantoue, peu après, ouvrit ses portes; le moment de punir Rome était arrivé: une petite armée gallo-italienne marcha sur l'Apennin. Toutes les difficultés entre la France et cette cour furent terminées par le traité de Tolentino, comme on le verra au chapitre XV.

§. VI.

Le grand-duc de Toscane est le prince d'Europe, qui le premier a reconnu la république. Lorsque l'armée envahit l'Italie, il était en paix avec la France; ses états, situés au-delà de l'Apennin, n'avaient aucune influence sur le théâtre de la guerre. Si, après l'investissement de Mantoue, une brigade française se porta sur Livourne, ce fut pour en chasser le commerce anglais, et faciliter la délivrance de la Corse; du reste les états de Toscane furent respectés. La garnison de Livourne ne fut jamais au dessus de 1,800 hommes. C'était

sans doute un sacrifice que l'emploi de trois bataillons à un objet secondaire; mais on y employa d'abord la 57e demi-brigade, qui avait beaucoup souffert, et avait besoin de repos. Manfredini, premier ministre du grand-duc, montra de l'habileté et de l'activité pour faire disparaître les obstacles qui pouvaient nuire à son maître, qui lui dut alors la conservation de ses états. Trois ou quatre conventions de peu d'importance furent signées entre le général français et le marquis de Manfredini; par la dernière, signée à Bologne, Livourne fut évacué par la garnison française: à cette occasion le grand-duc, pour solder d'anciens comptes, versa deux millions dans le trésor de l'armée. A la paix de Campo-Formio, ce prince conserva l'intégrité de ses états. Il avait éprouvé quelques inquiétudes, mais aucun dommage, pendant la guerre d'Italie, il ne lui fut fait aucun tort, tant par respect pour les traités existants, que par l'envie d'adoucir l'animosité dont était animée la maison de Lorraine contre la république, et la détacher de l'Angleterre.

§. VII.

Lorsque l'armée française fut arrivée sur l'A- et que la moyenne et basse Italie se trou- ıt par-là interceptées de l'Allemagne, le e Pignatelli arriva au quartier-général, ında pour le roi de Naples, et obtint un ıtice qui fut signé le 5 juin 1796. La divi- le cavalerie napolitaine de 2,400 chevaux, isait partie de l'armée de Beaulieu, prit

des cantonnements autour de Brescia, au milieu de l'armée française. Un plénipotentiaire napolitain se rendit à Paris pour négocier et signer la paix définitive avec la république. Le traité éprouva des difficultés par les chicanes déplacées que l'on fit à Paris, et aussi par l'effet de cette mauvaise foi constante de la cour des Deux-Siciles. Le directoire devait se trouver trop heureux de désarmer le roi de Naples, puisque ce prince avait 60,000 hommes sous les armes et pouvait disposer de 25 à 30,000 hommes pour les envoyer sur le Pô. Napoléon ne cessait de presser la conclusion de ce traité. Le ministère des relations extérieures de Paris voulait une contribution de quelques millions que la cour de Naples se refusait, avec raison, à payer; mais dans le courant de septembre, lorsqu'il fut connu que l'alliance de l'Espagne avec la France, et la délivrance de la Corse du joug anglais, avaient décidé le cabinet de Saint-James à rappeler ses escadres de la Méditerranée, ce qui donnait la domination de la Méditerranée et de l'Adriatique aux escadres de Toulon, la cour de Naples alarmée, souscrivit à tout ce que voulait le directoire, et la paix fut signée le 8 octobre. Mais la haine et la mauvaise foi de ce cabinet, le peu de respect qu'il portait à sa signature et à ses traités, étaient tels, que long-temps après la paix, il se plaisait à inquiéter l'Italie par des mouvements de troupes sur ses frontières et des menaces offensives, comme si l'on eût été, en effet, en état de guerre. Il serait difficile d'exprimer l'indignation qu'excitait ce défaut de toute pudeur et de tout

respect humain, et qui entraîna enfin la perte de ce cabinet.

§. VIII.

Le gouvernement français prescrivit à Napoléon, au commencement de septembre, lorsque ses armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse étaient encore en Allemagne, d'écrire à l'empereur que s'il ne consentait pas à la paix, il détruirait ses établissements maritimes de Fiume et de Trieste. Il n'y avait rien à se promettre d'une démarche aussi inconvenante. Plus tard, lorsque les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin eurent été rejetées en France, et que les têtes de pont de Kehl et d'Huningue étaient assiégées, Moreau proposa un armistice auquel l'archiduc se refusa, déclarant prétendre à la possession des deux têtes de pont; mais comme le maréchal Wurmser avec près de 30,000 Autrichiens, était bloqué dans Mantoue, et que les efforts d'Alvinzi pour le dégager venaient d'échouer à Arcole, le directoire conçut l'espoir de faire accepter le principe d'un armistice général, qui conserverait Huningue et Kehl à la France, et Mantoue à l'Autriche. Le général Clarke reçut en conséquence les pouvoirs nécessaires pour se rendre à Vienne et proposer cet armistice général, qui durerait jusqu'en juin 1797; les siéges de Kehl et d'Huningue seraient levés et le *statu quo* établi à Mantoue. Des commissaires autrichiens et français feraient passer tous les jours dans

cette place tous les vivres nécessaires aux habitants et aux troupes. Le général Clarke arriva le 1er décembre à Milan, pour se concerter avec le général en chef qui fut chargé de faire toutes les démarches nécessaires pour obtenir à ce plénipotentiaire les passe-ports dont il avait besoin. Napoléon lui dit : Les siéges de Kehl et d'Huningue sont faciles à faire lever; l'archiduc n'a devant Kehl que 40,000 hommes; il faut qu'à la pointe du jour, Moreau sorte de son camp retranché avec 60,000 hommes, le batte, prenne ses parcs et détruise tous ses ouvrages; d'ailleurs Kehl et la tête du pont d'Hunigue ne valent pas Mantoue; il n'y aurait aucun moyen de constater le nombre des habitants, hommes, femmes et enfants, pas même celui de la garnison; le maréchal Wurmser en réduisant tout le monde à la demi-ration, gagnerait en six mois de quoi vivre pendant six autres mois; si l'on prétendait que l'armistice dût servir pour entamer des négociations de paix, c'était une nouvelle raison de ne pas le proposer pendant que Mantoue était au pouvoir de l'Autriche; qu'il fallait donc gagner une bataille sous les murs de Kehl et attendre la reddition de Mantoue, pour offrir alors un armistice et la paix; cependant les ordres du gouvernement étaient précis. Le général Clarke écrivit à l'empereur, et lui envoya une lettre du directoire; en conséquence le baron de Vincent, aide-de-camp de l'empereur, et le général Clarke se réunirent le 5 janvier à Vicence; ils y eurent deux conférences; le baron de Vincent déclara que l'empereur ne pouvait recevoir à Vienne un

plénipotentiaire de la république qu'il ne reconnaissait pas; que d'ailleurs il ne pouvait se séparer de ses alliés, et qu'enfin si le ministre français avait quelque communication à faire, il pouvait s'adresser à M. Giraldi, ministre d'Autriche à Turin. Ainsi, heureusement, cette idée désastreuse d'un armistice fut éludée par l'ennemi. Le plénipotentiaire français était à peine de retour sur l'Adige, que déjà Alvinzi manœuvrait pour débloquer Mantoue, ce qui donna lieu aux batailles de Rivoli et de la Favorite, comme on le verra dans le chapitre XIV.

Cependant le cabinet du Luxembourg voulut voir dans cette réponse du baron de Vincent, et on ne sait pourquoi, une porte ouverte aux négociations; et dans le courant de janvier 1797, il adressa au général Clarke des instructions pour la paix qu'il était autorisé à signer, moyennant, 1° que l'empereur renoncerait à la Belgique et au pays de Luxembourg; 2° qu'il reconnaîtrait à la république la cession de Liége et autres petits enclaves qui avaient été faits; 3° qu'il promettrait son influence pour donner en Allemagne une indemnité au Stathouder; 4° que, de son côté, la république restituerait à l'Autriche tous ses états d'Italie. Ces conditions n'obtinrent pas l'approbation de Napoléon, qui croyait que la république avait le droit d'exiger les limites du Rhin et un état en Italie, qui nourrît l'influence française et maintînt dans sa dépendance la république de Gênes, le roi de Sardaigne et le pape; car l'Italie ne pouvait plus être considérée comme avant la guerre; si jamais les Français repassaient les Alpes sans y conserver un auxiliaire

puissant, les aristocraties de Gênes, de Venise et le roi de Sardaigne se serreraient à l'Autriche par des liens indissolubles, influencés par la nécessité de garantir leur existence intérieure contre les idées démocratiques et populaires. Venise, qui depuis un siècle n'était d'aucune influence dans la balance de l'Europe, éclairée désormais par l'expérience, et le danger qu'elle venait de courir, aurait de l'énergie, des trésors et des armées pour renforcer l'empereur, et comprimer les idées de liberté et d'indépendance de la terre-ferme. Pontifes, rois, nobles, se réuniraient pour défendre leurs priviléges et fermer les Alpes aux idées modernes.

Trois mois après, Napoléon signa les préliminaires de paix sur les bases des limites du Rhin, c'est-à-dire, avec la place de Mayence, et une population de 1,500,000 ames de plus à la république, au-dessus de ce que demandait le directoire, et l'existence d'une ou deux républiques démocratiques en Italie, communiquant avec la Suisse, barrant toute l'Italie du nord au midi, des Alpes au Pô, cernant le roi de Sardaigne et couvrant, en suivant la ligne du Pô, la moyenne et la basse Italie. Au besoin, les armées françaises débouchant par Gênes, Parme, Modène, Bologne, pouvaient se trouver tout d'abord sur la Piave, ayant tourné le Mincio, Mantoue et l'Adige. Cette république de 3,000,000 d'habitants assurerait l'influence française sur les 3,000,000 d'habitants du royaume de Sardaigne et les 3,000,000 d'ames des états

de l'église et de la Toscane, et même sur le royaume de Naples.

§. IX.

La conduite à tenir avec les peuples de la Lombardie était délicate; la France était décidée à conclure la paix dès que l'empereur renoncerait à la Belgique et au Luxembourg; à ce prix elle lui restituerait la Lombardie. On ne pouvait donc contracter aucun engagement, donner aucune garantie contraire à ces dispositions secrètes du cabinet. D'un autre côté, toutes les dépenses de l'armée devaient être supportées par le pays, ce qui non-seulement absorbait les revenus, mais donnait lieu à un surcroît de charges plus ou moins grand, selon les lieux où séjournait plus ou moins de troupes. En France on avait supprimé les impôts indirects; le système de contributions était fort insuffisant, le trésor était indépendant, tout était conduit avec désordre, corruption et malhabileté; on laissait manquer tous les services; il fallait y envoyer des contributions d'Italie, des sommes fort importantes pour secourir les armées du Rhin, les escadres de Toulon et de Brest, et même les administrations à Paris. Cependant il devenait essentiel de rebalancer en Italie l'influence du parti autrichien, qui se composait de la noblesse, et d'une partie du clergé sur lequel Rome agissait avec plus ou moins de succès. Napoléon soutint ceux qui voulait l'indépendance de l'Italie,

mais sans se compromettre, et il captiva, malgré l'état critique des temps, l'opinion de la majorité de ces peuples. Il porta non-seulement un grand respect à la religion, mais n'oublia rien de ce qui pouvait lui concilier l'esprit du clergé. Il sut se servir à propos du talisman, du mot de liberté et surtout de celui d'indépendance nationale, qui depuis les temps de Rome n'a jamais cessé d'être cher aux Italiens. Il confia l'administration des provinces, des villes et des communes aux habitants, en choisissant les hommes les plus recommandables et qui jouissaient de la plus haute faveur populaire; il confia la police aux gardes nationales, qui dans toute la Lombardie furent levées à l'instar de celles de la France, aux couleurs italiennes, rouge, blanc et vert. Milan avait été Guelfe; c'était encore la disposition générale des esprits. Les patriotes devenaient tous les jours plus nombreux, les idées françaises faisaient tous les jours de nouveaux progrès, et l'esprit public fut tel, après la destruction de Wurmser, que le général en chef autorisa le congrès lombard à opérer la levée d'une légion de 3,000 hommes. Dans le courant de novembre, les généraux polonais Zayoncheck et Dombrouski accoururent de Pologne, avec un grand nombre de leurs officiers, pour offrir leurs services à l'Italie; on autorisa le congrès à lever une légion de 3,000 Polonais. Ces troupes ne furent jamais mises en ligne contre les Autrichiens; mais elles servirent à maintenir la tranquillité publique et à contenir l'armée du pape. Lorsque des circonstances difficiles décidèrent le général en chef à proclamer la

publique cispadane, le congrès lombard fut vivement alarmé; mais on lui fit sentir que cela tenait aux différences des circonstances. La ligne d'opérations de l'armée ne passait pas par le territoire cispadan; et enfin il ne fut pas difficile de convaincre les plus éclairés que quand il serait vrai que cela tînt au désir du gouvernement français, de ne pas prendre des engagements que le succès de la guerre pouvait ne pas lui permettre de tenir, cela ne devait pas les alarmer; car enfin, il était bien évident que le sort du parti français en Italie dépendait du hasard des champs de bataille: que d'ailleurs, cette garantie, que dès aujourd'hui la France donnait à la république cispadane, leur était également favorable, puisque s'il arrivait qu'un jour la fatalité des circonstances obligeât la France à consentir au retour des Autrichiens en Lombardie, la république cispadane serait alors un refuge pour les Lombards et un foyer où se conserverait le feu sacré de la liberté italienne.

Reggio, Modène, Bologne et Ferrare, situés sur la rive droite du Pô, comprenaient toute l'étendue du pays, depuis l'Adriatique jusqu'aux états de Parme, par lesquels ils touchaient à la république de Gênes et par celle-ci à la France. Si l'on craignait d'être obligé de restituer la Lombardie à l'Autriche pour faciliter la paix, on sentait d'autant plus l'importance de conserver une république démocratique sur la rive droite du Pô, sur laquelle la maison d'Autriche n'avait aucun droit ni aucune réclamation à faire valoir.

Ces quatre états existèrent plusieurs mois indépendants sous le gouvernement de leurs municipalités; une junte de sûreté générale composée des Caprara, etc., fut organisée pour concerter les mesures de défense, et contenir les malveillants. Un congrès composé de cent députés, se réunit à Modène dans le courant de novembre; les couleurs lombardes y furent proclamées couleurs italiennes; quelques bases de gouvernement furent décrétées, savoir: la suppression de la féodalité, l'égalité, les droits de l'homme; ces petites républiques se fédérèrent pour la défense commune, et se cotisèrent pour lever une légion italienne, forte de 3,000 hommes. Le congrès était composé de personnes de tous les états; des cardinaux, des nobles, des négociants, des hommes de loi, des hommes de lettres: insensiblement les idées s'agrandirent, la presse était libre, et enfin au commencement de janvier 1797, après quelques résistances, l'esprit de localités fut vaincu; ces peuples se réunirent en une seule république, sous le nom de Cispadane, dont Bologne fut déclarée la capitale, et ils adoptèrent une constitution représentative. Le contre-coup s'en fit sentir à Rome. L'organisation et l'esprit de ces nouveaux républicains fut une barrière efficace contre l'esprit que propageait le saint-siége, et contre les troupes qu'il réunissait en Romagne. Le congrès lombard se lia avec la république cispadane qui, dès ce moment, fixa les regards de tous les Italiens. La ville de Bologne est des villes d'Italie, celle qui a montré constamment le plus d'énergie, et le plus

présence dans toutes les villes de la terre-ferme. Les châteaux de Vérone et de Brescia étaient occupés par les troupes françaises. Des troubles survenus à Bergame firent sentir la nécessité d'occuper la citadelle. Le général Baragueyd'Hilliers en prit possession. Cette précaution parut suffisante dans l'espérance que nourrissait Napoléon de la prompte reddition de Mantoue. Il ne voulait pas avant la chûte de cette place, s'engager avec le sénat dans des discussions qui eussent compliqué sa position; ainsi des deux côtés on dissimulait encore.

Les négociations avec Rome étaient rompues; l'expérience avait prouvé qu'on ne pouvait rien obtenir de cette cour que par la présence de la force. Il fallait mettre un terme à cet état d'incertitude qui maintenait la fermentation en Italie. Avant l'arrivée des nouvelles armées autrichiennes, 3,000 Français et 4,000 Italiens passèrent le Pô et entrèrent à Bologne le 6 janvier; le général en chef s'y était rendu de Milan. Manfrédini, premier ministre du grand duc de Toscane, accourut pour ménager les intérets de ce prince : il remporta, à Florence, la conviction que les Français marchaient sur Rome; le Vatican ne fut point dupe de ces menaces. Il avait connaissance des plans adoptés à Vienne et en espérait le succès. Le ministre d'Autriche soutenait son courage; rien n'était plus heureux pour leurs vues que d'attirer les Français dans le fond de l'Italie; il fallait même que le pape quittât Rome si cela était nécessaire; la défaite des Français sur l'Adige en serait d'autant plus assurée;

assurée ; c'était sur les rives du Tibre que se déciderait le sort de l'Italie !

§ II.

En effet, Alvinzi recevait tous les jours des renforts considérables ; le Padouan, le Trévisan, et tout le Bassanais, étaient couverts de ses troupes. Les deux mois qui s'étaient écoulés depuis la bataille d'Arcole, l'Autriche les avait mis à profit pour faire arriver dans le Frioul des divisions tirées des rives du Rhin où les armées françaises étaient en quartier d'hiver. Elle avait imprimé un mouvement national à toute la monarchie. Elle leva dans le Tyrol plusieurs bataillons d'excellents tirailleurs. Il fut aisé de leur persuader qu'ils devaient défendre leur territoire et aider à reconquérir l'Italie, si essentielle à la prospérité de leurs montagnes. Les succès de l'Autriche en Allemagne dans la campagne dernière, et ses défaites en Italie, avaient agité l'esprit public de ses peuples en sens opposé ; les grandes villes offrirent des bataillons de volontaires ; Vienne en fournit quatre : les bataillons de Vienne reçurent de l'impératrice des drapeaux brodés de ses propres mains ; ils les perdirent, mais après les avoir défendus avec honneur. Au commencement de janvier 1797, l'armée autrichienne d'Italie était de huit divisions d'infanterie, de forces égales, auxquelles étaient attachées plusieurs brigades de cavalerie légère, et d'une division de cavalerie de réserve, en tout 65 à 70,000 combattants (soixante quatre bataillons, trente

escadrons), et 6,000 Tyroliens, sans compter 24,000 hommes de la garnison de Mantoue; total 96 à 100,000 hommes.

§. III.

L'armée française avait été renforcée depuis Arcole de deux demi-brigades d'infanterie, tirées des côtes de la Provence, la 57e en faisait partie, et d'un régiment de cavalerie, en tout 7,000 hommes, ce qui compensait les pertes d'Arcole et du blocus de Mantoue; elle était formée en cinq divisions: Joubert en commandait une et occupait Monte-Baldo, Rivoli et Bussolingo; Rey, avec une division moins forte, était en réserve à Dezenzano; Masséna était à Vérone, ayant une avant-garde à Saint-Michel; Augereau était à Legnago, son avant-garde à Bevilaqua; Serrurier bloquait Mantoue. Ces cinq divisions comptaient sous les armes 43,000 hommes, dont 31,000 seulement à l'armée d'observation. Joubert avait couvert la Corona de retranchements; Vérone, Legnago, Peschiera, Pizzighetone, étaient en bon état; les citadelles de Brescia, de Bergame, le fort de Fuentès, la citadelle de Ferrare et le fort d'Urbain, étaient également occupés par les Français, et des chaloupes canonnières les rendaient maîtres des quatre lacs de Garda, de Como, de Lugano et Majeur.

§. IV.

Wurmser avait attaqué par trois débouchés, sur la chaussée de la Chièse, par Monte-Baldo,

par la vallée de l'Adige. Ses colonnes devaient se réunir sur Mantoue. Quelques mois après, Alvinzi était entré en Italie avec deux armées, l'une par le Tyrol, l'autre par la Piave, la Brenta et l'Adige; elles devaient se réunir à Vérone. La cour de Vienne adopta cette fois un nouveau plan qui se liait avec les opérations de Rome. Elle ordonna de faire deux grandes attaques, la principale par Monte-Baldo; la seconde sur le bas Adige par les plaines du Padouan: elles devaient être indépendantes l'une de l'autre. Les deux corps d'armée se réuniraient devant Mantoue. Le principal devait déboucher par le Tyrol; s'il battait l'armée fançaise, il arriverait sous les murs de Mantoue et y trouverait le corps qui s'y serait porté en traversant l'Adige. Si la principale attaque échouait et que la seconde réussît, le siége de Mantoue serait également levé et la place approvisionnée; alors ce corps d'armée se jetterait dans le Serraglio et établirait ses communications avec Rome; Wurmser prendrait le commandement de l'armée qui se formait dans la Romagne, avec ses 5,000 hommes de cavalerie, son état-major et sa nombreuse artillerie de campagne. La grande quantité de généraux, d'officiers et de cavaliers démontés qui se trouvaient dans Mantoue, serviraient à discipliner l'armée du pape et à former une diversion qui obligerait les Français à avoir aussi deux corps d'armée, l'un sur la rive droite, l'autre sur la rive gauche du Pô. Un agent secret fort intelligent, envoyé de Vienne à Mantoue, fut arrêté par une sentinelle, comme il franchissait le dernier poste

de l'armée de blocus. On lui fit rendre sa dépêche qu'il avait avalée; elle était renfermée dans une boule de cire à cacheter. C'était une petite lettre écrite en français en caractères très-fins, signée de l'empereur François. Il annonçait à Wurmser qu'il serait incessamment dégagé. Dans tous les cas il lui ordonnait de ne pas capituler, d'évacuer la place, de passer le Pô, de se rendre dans les états du pape, et de prendre le commandement de l'armée du saint-siége.

§. V.

En exécution du plan adopté par la cour de Vienne, Alvinzi commanda la principale attaque, composée de 45,000 hommes, et porta son quartier-général de Bassano à Roveredo; le général Provera prit le commandement du corps d'armée destiné à agir sur le bas Adige: trois divisions, 20,000 hommes; il établit son quartier-général à Padouè. Le 12 janvier sa division de gauche, commandée par Bayalitsch, prit position à Caldiero, et Hohenzollern, avec l'avant-garde, à Montagnana. Le 12 Hohenzollern marcha sur Bevilaqua, où était l'avant-garde française, commandée par le brave général Duphot qui, après une légère résistance, se retira derrière l'Adige en passant sur les ponts de Porto-Legnago. La division de Bayalitsch attaqua Saint-Michel: elle était de huit bataillons, six escadrons. Masséna marcha au secours de son avant-garde; les Autrichiens rompus, furent poursuivis l'épée dans les reins [illegible]u'à Caldiero, laissant 900 prisonniers.

Instruit à Bologne, par les agents de Venise, du mouvement de l'armée autrichienne sur Padoue, le général en chef avait fait camper les troupes italiennes sur les frontières de la Transpadane, pour tenir en échec l'armée du pape, et dirigé les 3,000 Français de Bologne sur Ferrare, où ils avaient passé le Pô à Ponte-di-Lagoscuro; de sa personne il avait traversé ce fleuve à Borgo-Forte et passé au quartier-général de Roverbella; il arriva à Vérone pendant le combat de Saint-Michel. Il ordonna le soir à Masséna de reployer dans la nuit toute sa division derrière Vérone. L'ennemi était en opération; il fallait tenir toutes le troupes au-delà du défilé, pour pouvoir se porter sans retard où serait la véritable attaque. Dans la nuit il reçut de Legnago le rapport que l'armée autrichienne était en mouvement sur le bas Adige, que le grand état-major y était, que l'on avait vu deux équipages de pont. Le rapport du général Duphot ne laissait aucun doute sur les nombreuses forces déployées devant lui; il avait vu plus de 12,000 hommes, il supposait que ce n'était que la première ligne. Joubert, de la Corona, manda que pendant toute la journée du 12 il avait été attaqué, mais qu'il avait contenu et repoussé l'ennemi, ce qui paraissait confirmer l'opinion que la principale attaque était sur le bas Adige.

§. VI.

L'ennemi n'avait pas encore démasqué ses projets, le moment de prendre un parti n'était pas arrivé. Les troupes se tinrent prêtes à

faire une marche de nuit; la division campée à Dezenzano, se porta le 13 à Castelnovo, pour y attendre de nouveaux ordres. Les nouvelles de la Chièse étaient rassurantes de ce côté. Il pleuvait à grands flots; à 10 heures les troupes étaient sous les armes, mais Napoléon n'était pas encore décidé de quel côté il les dirigerait: descendraient-elles ou remonteraient-elles les rives de l'Adige? A dix heures du soir les rapports de Monte-Baldo et du bas Adige arrivèrent. Joubert mandait que le 13, à neuf heures du matin, l'ennemi avait déployé de grandes forces, qu'il s'était battu toute la journée; que sa position était très-resserrée; qu'il avait eu le bonheur de se maintenir; mais qu'à deux heures après midi, s'étant aperçu qu'il était débordé à sa gauche, par la marche d'une division autrichienne qui longeait le lac de Garda et menaçait de se placer entre Peschiera et lui, et par sa droite, par une autre division qui avait longé la rive gauche de l'Adige, jeté un pont près Dolce, à une lieue de Rivoli, passé ce fleuve, et filait par la rive droite, longeant le pied de Monte-Magone pour enlever le plateau de Rivoli, il avait jugé indispensable d'envoyer une brigade pour s'assurer de ce plateau important, la clef de toute la position; et que sur les quatre heures il ait jugé de même nécessaire de suivre ce uvement de retraite, afin d'arriver de jour e plateau de Rivoli; qu'il serait obligé d'é- dans la nuit, s'il ne recevait des ordres ires, sur le bas Adige. Provera avait bordé gauche, les tirailleurs se fusillaient des côtés. Le projet de l'ennemi se trouva

dès lors démasqué. Il fut évident qu'il opérait avec deux corps; le pricipal sur Monte-Baldo et un plus petit sur le bas Adige. La division Augereau parut suffisante pour disputer et défendre le passage de la rivière à Provera; mais le danger était imminent du côté de Monte-Baldo, il n'y avait pas un moment à perdre, puisque l'ennemi allait faire sa jonction avec son artillerie et sa cavalerie, en s'emparant du plateau de Rivoli, et que si on pouvait l'attaquer avant qu'il se fût saisi de ce point important, il serait obligé de combattre sans artillerie et sans cavalerie. Toutes les troupes se mirent donc en marche pour être à la pointe du jour à Rivoli; le général en chef s'y rendit lui même, il y arriva à deux heures du matin.

§. VII.

Le temps s'était éclairci, le clair de lune était superbe; il monta sur les différentes hauteurs, et observa les lignes des feux ennemis; elles remplissaient le pays entre l'Adige et le lac de Garda, l'atmosphère en était embrasé. Il distingua fort bien cinq camps, chacun composé d'une colonne, qui avaient déjà commencé leurs mouvements dès la veille. Les feux des bivouacs annonçaient 40 à 45,000 hommes. Les Français ne pouvaient opérer sur ce champ de bataille qu'avec 22,000 hommes; c'était encore une très-grande disproportion; mais ils avaient sur l'ennemi l'avantage de soixante pièces de canon et de plusieurs régiments de cavalerie. Il parut évident, par la po-

sition des cinq bivouacs ennemis, qu'Alvinzi ne voulait pas attaquer avant dix heures du matin. La première colonne, celle de Luzignan, à la droite, était fort éloignée; elle paraissait avoir pour but de cerner le plateau de Rivoli par derrière; elle ne pouvait être arrivée avant dix heures. La deuxième colonne, celle de Liptay, semblait vouloir attaquer la position de gauche du plateau. La troisième colonne, celle de Koblos, rasait le pied du Monte-Magnone; la quatrième colonne, commandée par Ocskay, était sur la crête du Monte-Magnone, se dirigeant sur la chapelle Saint-Marc. La cinquième colonne se composait de quatorze bataillons, de l'artillerie, de la cavalerie et des bagages de l'armée; elle avait passé l'Adige à Dolce, avait descendu la rive droite au pied du Monte-Magnone: elle se trouvait vis-à-vis Osteria della Dugana, en échelons près le hameau d'Incanole au pied du plateau de Rivoli; elle devait déboucher par cette chaussée; alors Alvinzi aurait eu son infanterie, son artillerie et sa cavalerie. La sixième colonne, sous Wukassowich, était sur la rive gauche de l'Adige, vis-à-vis de la Chiése vénitienne.

Sur cet aperçu, Napoléon établit son plan: il ordonna à Joubert, qui avait évacué la chapelle St.-Marc sur Monte-Magnone, et qui n'occupait plus le plateau de Rivoli que par une arrière-garde, de reprendre de suite l'offensive, de se réemparer de la chapelle sans attendre le jour, de pousser la quatrième colonne d'Ocskay aussi loin que possible. Dix Croates, instruits par un prisonnier de l'évacuation de Saint-Marc, venaient d'y entrer, lorsque Joubert fit remonter

à la chapelle le général Vial à quatre heures du matin et la reprit. La fusillade s'engagea avec un régiment de Croates et successivement avec toute la colonne d'Ocskay. Mais au jour, elle était déjà repoussée sur le milieu de la crête de Monte-Magnone. La troisième colonne autrichienne, celle de Koblos, pressa alors sa marche, et un peu avant neuf heures, elle arriva sur les hauteurs de gauche du plateau de Rivoli, mais sans artillerie. La 14e et la 85e demi-brigades françaises, qui étaient en bataille sur cette position, avaient chacune une batterie; la 14e occupait la droite, elle repoussa les attaques de l'ennemi; la 85e fut débordée et rompue; le général en chef courut à la division Masséna, qui ayant marché toute la nuit, prenait un peu de repos au village de Rivoli, la mena à l'ennemi, et en moins d'une demi-heure, cette colonne fut battue et mise en déroute. La colonne Liptay accourut au secours de Koblos; il était dix heures et demie. Quasdanowitch, qui était au fond de la vallée, s'aperçut que Joubert n'avait laissé personne à la chapelle Saint-Marc, qu'il s'était porté en avant à la suite d'Ocskay, et que le feu s'approchait du plateau de Rivoli: il crut le moment propice pour déboucher; il détacha trois bataillons pour gravir sur la chapelle, deux pour favoriser le passage de sa cavalerie et de son artillerie. Du succès de cette entreprise dépendait le gain de la bataille, mais l'exécution en était difficile; c'était une véritable escalade. Joubert fit rétrograder au pas de course trois bataillons, qui arrivèrent à la chapelle avant ceux de l'ennemi et les rejetèrent au fond de la vallée. La batterie

française, de quinze pièces, placée au plateau de Rivoli, mitrailla tout ce qui se présenta pour déboucher. Le colonel Leclerc chargea par peloton avec trois cents chevaux. Le chef d'escadron Lasalle chargea plus loin avec 200 hussards; l'intrépidité de ces charges décida du succès; l'ennemi fut culbuté dans le ravin; tout ce qui avait débouché, infanterie, cavalerie, artillerie, fut pris; la moitié de l'armée, formée des colonnes de Quasdanowitch et de Wukassowich, n'ayant pu déboucher, devint inutile et ne fut d'aucun secours. Pendant ce temps, la première colonne, celle de Luzignan, arrivait à la position qui lui était indiquée; elle avait rencontré la réserve française de Dezenzano, composée de la 57e et de la 58e, en position à Orza, elle laissa une de ses brigades pour la tenir en échec; l'autre brigade, forte de 5,000 hommes, se déploya sur les hauteurs de Pipolo, à cheval sur le chemin de Vérone, derrière le plateau de Rivoli, appuyant sa droite à l'Adige; elle n'avait point d'artillerie, elle croyait avoir tourné l'armée française; mais il était trop tard; à peine fut-elle arrivée sur la hauteur qu'elle put voir la déroute d'Ocskay, Koblos, Liptay; elle pressentit le sort qui l'attendait, elle était sans ressources. Elle fut d'abord canonnée par quinze pièces de 12 de la réserve, pendant un quart-d'heure, et aussitôt après abordée et entièrement prise. Sa deuxième brigade, qu'elle avait laissée en arrière contre la réserve de Dezenzano, se mit alors en retraite; elle fut suivie, dispersée, en
ande partie tuée ou prise. Il était deux heu-
après midi, l'ennemi était partout battu

et vivement harcelé. Joubert avança avec tant de rapidité, qu'un moment on crut toute l'armée d'Alvinzi prise. L'Escalier était la seule retraite de l'ennemi; mais son général sentant le danger où il était, fit volte-face avec une réserve, contint Joubert et même lui fit perdre un peu de terrain. La bataille était gagnée; les Français avaient pris les douze pièces de canon débouchées par Incanole, des drapeaux et fait 7,000 prisonniers. Deux détachements de la 18e et de la 32e, qui rejoignaient l'armée, avaient donné dans la division Lusignan, pendant qu'elle coupait la chaussée de Vérone. Ils répandirent le bruit sur les derrières que l'armée française était cernée et perdue. Dans cette journée, le général en chef fut plusieurs fois entouré par l'ennemi: il eut plusieurs chevaux blessés. Le général Chabot occupait Vérone avec une poignée de monde.

§. VIII.

Dans le même jour, Provera jeta un pont à Anghiari près Legnago, passa le fleuve et marcha sur Mantoue; il laissa une réserve à la garde de ses ponts. Augereau ne put les attaquer que le 25: il eut un combat de quelques heures, il tua ou prit la garde et brûla les pontons; mais Provera avait gagné une marche sur lui; le blocus de Mantoue était compromis. Il est difficile d'empêcher un ennemi qui a des équipages de pont de passer une rivière; lorsque l'armée qui défend le passage a pour but de couvrir un siége; elle doit avoir pris ses mesures pour arriver à une position intermé-

diaire entre la rivière qu'elle défend et la place qu'elle couvre, avant l'ennemi. Aussitôt que Provera eut passé l'Adige. Augereau aurait dû se diriger sur la Molinella ; il y serait arrivé avant lui.

Napoléon ayant appris, le 14 à deux heures après midi, au milieu de la bataille de Rivoli, que Provera jetait un pont à Anghiari, prévit sur le champ ce qui allait arriver. Il laissa à Masséna, à Murat et à Joubert, le soin de suivre le lendemain Alvinzi, et partit à l'heure même avec quatre régiments pour se rendre devant Mantoue ; il avait treize lieues à faire. Il entra à Roverbella, comme Provera arrivait devant Saint-Georges. Hohenzollern, avec l'avant-garde, s'était présenté le 16, à l'aube du jour, à la porte de Saint-Georges à la tête d'un régiment ayant des manteaux blancs ; sachant que ce faubourg n'était couvert que par une simple ligne de circonvallation, il espérait le surprendre. Miolis, qui y commandait, ne se gardait que du côté de la ville; il savait qu'une division française était sur l'Adige et croyait l'ennemi très-loin. Les hussards de Hohenzollern ressemblaient au premier de hussard français. Cependant un vieux sergent de la garnison de Saint-Georges, qui faisait du bois à deux cents pas de la place, fixa cette cavalerie ; il conçut des doutes qu'il communiqua à un tambour qui l'accompagnait ; il leur parut que les manteaux blancs étaient bien neufs pour être de Berchini. Ces braves gens, dans l'incertitude, se jetèrent dans Saint-Georges, criant aux armes, et poussèrent la barrière. Hohenzollern se mit au galop, mais

il n'était plus temps, il fut reconnu et mitraillé, les troupes abordèrent bientôt les parapets. A midi, Provera cerna la place. Le brave Miolis avec 1,500 hommes se défendit toute la journée et donna ainsi le temps aux secours partis de Rivoli d'arriver.

§. IX.

Provera communiqua avec Mantoue par une barque au travers du lac, et concerta les opérations du lendemain. Le 16, au jour, Wurmser sortit avec la garnison et prit position à la Favorite. A une heure du matin, Napoléon plaça le général Victor, avec les quatre régiments qu'il avait amenés, entre la Favorite et Saint-Georges, pour empêcher la garnison de Mantoue de se joindre à l'armée de secours. Serrurier, à la tête des troupes du blocus, attaqua la garnison; la division Victor attaqua l'armée de secours; c'est à cette bataille que la 57^{e} mérita le nom de *Terrible*. Elle aborda la ligne autrichienne et renversa tout ce qui voulut résister; à deux heures après midi, la garnison ayant été rejetée dans la place, Provera capitula et posa les armes. Beaucoup de drapeaux, des bagages, des parcs, 6,000 prisonniers et plusieurs généraux tombèrent au pouvoir du vainqueur. Pendant ce temps-là, une arrière-garde que Provera avait laissée à la Molinella, fut attaquée par le général Point de la division Augereau, battue et prise; il ne s'échappa du corps de Provera que 2,000 hommes qui restaient au-delà de l'Adige; tout le reste fut

pris ou tué. Cette bataille fut appelée bataille de la Favorite, du nom d'un palais des ducs de Mantoue, situé près du champ de bataille.

Du côté de Pazzone, Joubert poussa toute la journée du 15 Alvinzi devant lui, et arriva si rapidement sur l'Escalier de Brentino que 5,000 hommes furent coupés et pris. Murat, avec deux bataillons de troupes légères embarquées sur le lac de Garda, tourna la Corona; Alvinzi s'échappa avec peine. Joubert se porta sur Trente, occupa les anciennes positions du Lavis; il fit un millier de prisonniers dans diverses reconnaissances. Le général Augereau marcha à Castel-Franco et de là à Trévise; il eut aussi à soutenir quelques légères affaires. Masséna occupa Bassano et plaça ses avant-postes sur la Piave; il fit 1,200 prisonniers dans deux combats d'avant-garde.

Les troupes autrichiennes repassèrent la Piave. Les neiges remplissaient toutes les gorges du Tyrol; ce fut le plus grand obstacle que Joubert eut à surmonter. L'infanterie française triompha de tout. Joubert entra dans Trente et occupa le Tyrol italien. On prit tous les malades autrichiens et beaucoup de magasins. L'armée occupa les mêmes positions qu'avant la bataille d'Arcole. Les trophées recueillis pendant janvier aux divers combats sont: 25,000 prisonniers, vingt-quatre drapeaux ou étendards et soixante pièces de canon. Enfin la perte de l'ennemi fut de 35,000 hommes au moins.

Bessière porta à Paris les drapeaux. Les prisonniers étaient si nombreux qu'ils donnèrent de l'embarras; beaucoup se sauvèrent en route

par la Suisse: il y avait un système organisé à cet effet; cependant le général Rey les escortait avec 4,000 hommes.

C'est pour reconnaître les services rendus dans tant de batailles par le général Masséna que, depuis, l'empereur le nomma *duc de Rivoli.*

§. X.

Depuis long-temps, la garnison de Mantoue était à la demi-ration; les chevaux étaient mangés. On fit connaître à Wurmser les résultats de la bataille de Rivoli. Il n'avait plus rien à espérer. On le somma de se rendre: il répondit fièrement qu'il avait des vivres pour un an. Cependant à quelques jours de là, Klenau, son premier aide-de-camp, se rendit au quartier-général de Serrurier. Il protesta que la garnison avait encore pour trois mois de vivres; mais que le maréchal ne croyant pas que l'Autriche pût dégager la place à temps, sa conduite serait réglée par les conditions qu'on lui ferait. Serrurier répondit qu'il allait prendre les ordres du général en chef à ce sujet. Napoléon se rendit à Roverbella; il resta incognito enveloppé dans son manteau pendant que la conversation s'engagea entre les deux généraux. Klenau, employant tous les moyens d'usage, dissertait longuement sur les grands moyens qui restaient à Wurmser et la grande quantité de vivres qu'il avait dans ses magasins de réserve. Le général en chef s'approcha de la table, prit la plume et écrivit près d'une de-

mi-heure ses décisions en marge des propositions de Wurmser, pendant que la discussion durait toujours avec Serrurier. Quand il eût fini: „Si Wurmser, dit-il à Klenau, avait seu„lement pour dix-huit ou vingt jours de vi„vres et qu'il parlât de se rendre, il ne mérite„rait aucune capitulation honorable; mais je „respecte l'âge, la bravoure et les malheurs du „maréchal: voici les conditions que je lui ac„corde, s'il ouvre ses portes demain. S'il tarde „quinze jours, un mois, deux mois, il aura „encore les mêmes conditions; il peut attendre „jusqu'à son dernier morceau de pain. Je pars „à l'instant pour passer le Pô et je marche sur „Rome. Vous connaissez mes intentions, al„lez les dire à votre général.“ Klenau, qui n'avait rien conçu aux premières paroles, ne tarda pas à juger à qui il avait affaire. Il prit connaissance des décisions dont la lecture le pénétra de reconnaissance pour un procédé aussi généreux et aussi peu attendu. Il ne fut plus question de dissimuler; il convint qu'ils n'avaient plus de vivres que pour trois jours. Wurmser fit solliciter le général français, puisqu'il devait traverser le Pô, de venir le passer à Mantoue, ce qui lui éviterait beaucoup de détours et de mauvais chemins; mais déjà tous les arrangements étaient diposés. Wurmser lui écrivit pour lui exprimer toute sa reconnaissance; et peu de jours après, il lui expédia un aide-de-camp à Bologne pour l'instruire d'une trame d'empoisonnement qui devait avoir lieu dans la Romagne, et lui donna les renseignements nécessaires pour s'en garantir. Cet avis

itile. Le général Serrurier présida aux dé-

tails de la reddition de Mantoue, et vit défiler devant lui le vieux maréchal et tout l'état-major de son armée: déjà Napoléon était dans la Romagne. L'indifférence avec laquelle il se dérobait au spectacle si flatteur d'un maréchal de grande réputation, généralissime des forces autrichiennes en Italie, à la tête de son état-major, lui remettant son épée, fut remarquée dans toute l'Europe. La garnison de Mantoue s'élevait encore à 20,000 hommes, dont 12,000 combattants, trente généraux, quatre-vingts commissaires et employés de toute espèce et le grand quartier-général de Wurmser. Dans les trois blocus, depuis le mois de juin, 27,500 soldats étaient morts dans les hôpitaux ou avaient été tués dans les diverses sorties.

Joubert, né dans le département de l'Ain (l'ancienne Bresse), avait étudié pour le barreau: la révolution lui fit prendre le parti des armes. Il servit à l'armée d'Italie, et y fut fait général de brigade et de division. Il était grand, maigre, semblait naturellement d'une faible complexion; mais il avait trempé sa constitution au milieu des fatigues, des camps et de la guerre des montagnes. Il était intrépide, vigilant, actif. Il fut fait général de division en novembre 1796, pour remplacer Vaubois. Il eut le commandement du corps du Tyrol. On verra qu'il se fit honneur dans les campagnes d'Allemagne. Il était fort attaché à Napoléon qui le chargea, en novembre 1797, de porter au directoire les drapeaux de l'armée d'Italie. En 1799, il se jeta dans les intrigues de Paris et fut nommé général en chef de l'armée d'Italie, après la défaite de Moreau; il épousa alors la

fille du sénateur Semonville. Il fut tué glorieusement à la bataille de Novi. Il était jeune encore et n'avait pas acquis toute l'expérience nécessaire. Il était fait pour arriver à une grande renommée militaire.

FIN DU TROISIÈME VOLUME DES MÉMOIRES.

SUPPLEMENT

AUX

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Rapport général des opérations de l'armée du Rhin, fait par le général de division Dessoles, chef de l'état-major,

Au ministre de la guerre.

Citoyen ministre,

J'ai eu l'honneur de vous rendre compte des premières opérations de l'armée, des passages du Rhin à Kehl, Brisach, Bâle; des combats livrés par les lieutenants-généraux Sainte-Suzanne et Saint-Cyr dans la vallée de Kinzig et aux environs de Fribourg; de la prise des redoutes qui couvraient le pont sur l'Albe, par les troupes aux ordres du général de division Delmas; de l'occupation de St-Blaise par le général de division Richepanse; et enfin du succès complet qu'a obtenu le général Lecourbe; en forçant, entre Stein et Diessenhoffen, le passage du Rhin.

Il me reste à vous faire connaître les détails de la marche rapide de l'armée jusqu'au-delà de l'Iller; les

trois batailles d'Engen, de Moëskirch, de Biberach, et les combats de Memmingen et d'Erbach.

Bataille d'Engen.

Le 12 floréal (an 8) l'armée occupait le terrain de Radolfzell à Stühlingen, passant par Hohentwiel, Tayngen, etc. Les deux corps commandés par les lieutenants-généraux, Lecourbe et Saint-Cyr, restèrent en position; mais la réserve qui était encore aux environs de Neukirchen, eut ordre de se rendre de Neukirchen par la route de Schaffhouse sur Riethen pour se lier à la gauche du lieutenant-général Lecourbe. Sa droite s'étendit vers Blumenfeld.

Ainsi, après des démarches longues et pénibles,

les ordres du général Richepanse, la route de Blumenfeld à Engen.

Le corps du lieutenant-général St-Cyr eut ordre de se porter de Thuttingen sur Thengen et de là à Engen.

La réserve de cavalerie, commandée par le général d'Hautpoult, suivit le corps de réserve, à l'exception d'un regiment qui, envoyé à Singen sur la route de Schaffhouse à Stockach, devait rejoindre le lieutenant-général Lecourbe.

Les équipages, à l'exception des ambulances eurent ordre de ne pas suivre les colonnes.

Le but de ce mouvement était de forcer la gauche de l'armée ennemie, de la séparer en lui otant l'appui du lac de Constance, du corps qu'elle avait dans les grisons, et enfin de se saisir de la ligne de Stockach à Engen.

Le lieutenant-général Lecourbe, dont les troupes étaient sur Singen et Hohentwiel, se mit en mouvement à sept heures du matin.

La 1re division, commandée par le général Vandamme, se dirigea par Bodman, et Wahlwies sur Sernadingen et Espesingen; elle eut ordre de se lier avec la 2e division qui, commandée par le général Montrichard, suivait la chaussée de Singen à Stockach.

La 3e division, commandée par le général Lorge, divisa ses deux brigades; l'une sous les ordres du général Goulu, se dirigea vers Aach, d'où, en se rabattant sur Hindelwangen et tournant le château de Nellenbourg, elle arrivait en arrière de Stockach, l'autre, que commandait le général Lorge, se joignit avec le corps de réserve, et prit part au combat qu'il livra.

Les deux premières divisions du lieutenant-général Lecourbe, Vandamme et Montrichard, t[illegible] l'en-

nemi que commandait le prince de Vaudemont, aux débouchés des bois, vers Steusslingen, Wahlwies et Bodman. Sa nombreuse cavalerie se déploya en arrière de Steusslingen; mais le lieutenant-général Lecourbe ayant fait avancer ses réserves aux ordres du général Nansouty, les 15e de cavalerie, 11e de dragons et 12e de chasseurs manoeuvrèrent avec tant de hardiesse et de concert qu'en un instant l'ennemi fut rejeté en avant de Stockach.

C'est là que parut une ligne nombreuse d'infanterie et de cavalerie, que soutenait une forte artillerie, c'est là que les généraux rivalisèrent de friction et de talent, et les soldats d'intrépidité.

Le général Vandamme, après avoir appuyé sur les hauteurs de Bondorf, en rejeta par sa gauche avec les

Molitor, Daultanne, Schinner, et Nansouty, ainsi qu'aux 8e et 9e de hussards, qui se sont particulièrement distingués, et il regrette de ne pouvoir nommer tous les braves qui ont combattu sous ses ordres.

Pendant que l'aile droite de l'armée obtenait ces succès brillant, la réserve, commandée immédiatement par le général Moreau, abordait la majeure partie des forces autrichiennes que le général Kray avait réunies en avant d'Engen.

La division commandée par le général Delmas rencontra l'ennemi qui était en marche en avant du village de Weiterdingen. Son avant-garde forte de cinq bataillons, fut dans un instant culbutée par quelques compagnies du 1er bataillon de la 14e légère, et par les 1er et 2e bataillons de la 50e de ligne.

L'ennemi se reforma en arrière du village de Weiterdingen et sur le plateau qui le domine; il y plaça de l'artillerie, y déploya quelques corps de cavalerie, et fit filer beaucoup d'infanterie dans le bois qui touche au village de Welsch-Engen.

Le général en chef ordonna alors au général Delmas de se porter sur la gauche, en tournant Weiterdingen, pour attaquer le bois; et à la brigade commandée par le général Lorge, de s'emparer avec rapidité de la hauteur de Mühlhausen qui dominait le plateau, où l'ennemi s'était rangé en bataille et menaçait son flanc gauche. Il y fit en même temps avancer la 2e division, commandée provisoirement par le général Bastoul, pour soutenir cette dernière attaque.

La fusillade commença, quelques pièces d'artillerie placées au dessus de Weiterdingen repondirent avec avantage à celles que l'ennemi avait établies, et il ne

tarda pas à se retirer dans la vaste plaine d'Engen où il déploya 15 à 16 mille hommes de cavalerie.

C'est dans ce moment que le général Delmas fit emporter le bois qui était défendu par 8 bataillons, dont cinq de grenadiers. Deux bataillons de la 46e l'attaquèrent de front, marchant au pas de charge, et sans tirer un coup de fusil, tandis que la 57e, conduite par le général Grandjean, le tournait par la gauche. Cette attaque vigoureuse eut le plus grand succès; l'ennemi décontenancé eut à peine le temps de faire une décharge générale de la lisière du bois, que la 46e, qui par l'effet de ce feu n'avait perdu que deux hommes, était déjà sur lui.

Plus de 300 prisonniers dans nos mains, et la terre jonchée de morts et de blessés.

Après cette attaque, le général Delmas fit partir le général Jacopin avec la 46e formée en colonne jusqu'à la gauche de Welsch-Engen s'appuyant au pied de Hohenhöwen; nos troupes éprouvèrent sur ce point une vive résistance, et le général Jacopin eut la cuisse percée en combattant bravement à leur tête. La brigade du général Grandjean s'avança en même temps pour tourner le pic.

Pendant que la première division de la réserve repoussait l'ennemi sur ce point, les troupes sous les ordres des généraux Bastoul et Lorge manoeuvraient sous le feu de l'artillerie sans en être ébranlées.

Vers les six heures du soir, l'ennemi essayant de couper notre ligne, fit un mouvement pour attaquer le village de Welsch-Engen, qui se trouvait entre la gauche de la division commandée par le général Bastoul, et la droite de celle du général Delmas.

Les dragons de Latour chargèrent avec impétuosité

le 10 régiment de chasseurs, et pénétrèrent jusqu'à l'entrée du village que défendait le 2e bataillon de la 14e légère. La 89e descendit pour le soutenir, des pièces d'artillerie foudroyèrent sa cavalerie; l'ennemi se retira après avoir perdu une grande partie de ses dragons.

Le général en chef donna alors l'ordre au général Lorge de s'emparer du village d'Ehingen. Ce mouvement avait pour but de rappeler l'ennemi à sa gauche. Le général Bontems s'y porta avec deux bataillons de la 10e légère et la 67e demi-brigade; les carabiniers s'avancèrent pour les soutenir. Ces troupes marchèrent en échelon avec le plus grand ordre, malgré le feu de cinq pièces de canon, qui les prenaient en écharpe. Le village fut emporté; mais l'ennemi fit avancer huit bataillons de grenadiers qui n'avaient pas encore donné; il dirigea sur ce point environ 12 bouches à feu, il fit mouvoir sa cavalerie et reprit le village. Les deux chefs de brigade des 2e et 6e, Grandjean et Chaussat y furent blessés.

Le général Moreau s'avança alors à la tête de quatre compagnies de la 53e qui se conduisirent avec le plus grand dévouement, regagnèrent les avennes du village, et rétablirent le combat sur ce point. Le but de ce mouvement était de gagner le général de division Richepanse, dont le feu qu'on appercevait sur la hauteur de Hohenhöwen était alors extrêmement vif.

Ce général, en sortant de Blumenfeld avait rencontré l'ennemi sur les routes de Wolterdingen et Leipferdingen. Contraint de diviser ses forces il envoya à gauche sur Leipferdingen, le général Drant avec la 4e demi-brigade de ligne, le 5e de hussards, le 10e de cavalerie et une pièce d'artillerie, et il marcha lui-

même sur Wolterdingen avec la 10e demi-brigade, le 3e bataillon de la 50e, les deux bataillons de grenadiers, le 17e régiment de dragons et le reste de l'artillerie. L'ennemi, forcé sur ce point, se retira promptement sur les hauteurs de Hohenhöwen, où il s'établit et plaça du canon.

La brigade de gauche avança avec rapidité de son côté; la 4e demi-brigade, entourée un moment par la cavalerie ennemie, se serra, tint ferme, fit feu de tous côtés, et ne tarda pas à se dégager.

La tête de la division du général Baraguey-d'Hilliers avança dans ce moment, et le général Richepanse, tranquille pour sa gauche, retira de cette partie le 5e de hussards, le 13e de cavalerie, et marcha de nou-

et qu'il faisait avancer des bataillons frais à mesure que les nôtres les repoussaient.

Les positions si long-temps et si opiniâtrement défendues restèrent enfin à nos troupes. On ne saurait donner trop d'éloges aux grenadiers dont un de leurs chefs de bataillon, Griolet, resta blessé, après une charge, entre les mains de l'ennemi; la 4e y soutint sa belle réputation; le 13e régiment de cavalerie resta long-temps sous le feu d'une artillerie d'autant plus terrible, qu'il ne nous restait que deux pièces de canon pour y répondre, les autres ayant été démontées. Son chef de brigade Balmont fut tué.

Le corps du lieutenant-général St-Cyr avait eu à combattre l'ennemi à Saint-Ottilia, Zollhaus, Fürstemberg. Une brigade de la division Baraguey-d'Hilliers, commandée par le général Roussel, arriva cependant vers les quatre heures du soir, et attaqua le corps de troupes commandé par le général Nauendorff, qui défendait le plateau découvert qui domine Engen au Nord. La 15e demi-brigade fit des prodiges de valeur, ainsi qu'un bataillon de la 23e demi-brigade; le 2e de hussards fit une charge extrêmement audacieuse. La position fut plusieurs fois prise et reprise, et resta enfin vers les dix heures du soir, au pouvoir de nos troupes.

Le général de brigade Roussel manoeuvra avec la plus grande vigueur, et fut parfaitement secondé par l'adjudant-général Mouroux, qu'une blessure grave mit, dans le fort de l'action, hors de combat.

Telle est, citoyen Ministre, la bataille d'Engen, l'ennemi qui s'est battu avec une grande opiniâtreté, a laissé environ trois à quatre mille morts sur le

champ de bataille, et plus de sept mille prisonniers, trois drapeaux et neuf pièces de canon en notre pouvoir.

Toutes les troupes ont rivalisé de valeur, tous les officiers méritent des éloges. Je voudrais déjà pouvoir vous citer les faits glorieux qui méritent de fixer les regards et la reconnaissance nationale.

Je m'empresse de les réunir pour les présenter au gouvernement le plutôt possible.

Bataille de Moeskirch.

Le 14, l'armée appuya sur la droite; le corps du lieutenant-général Saint-Cyr remplaça dans ses positions le corps de réserve qui se dirigea sur Leut-

Il ordonna au général Vandamme de diriger de Bondorf jusqu'à Salmansweiler sa brigade de droite; elle devait en éclairant les bords du lac de Constance, flanquer les troupes qui marchaient à l'ennemi. Il se porta avec sa seconde brigade par Klosterwald, afin d'intercepter les routes de Moeskirch à Pfullendorf et Mengen.

Le général Montrichard commandait la 2e division, marcha par la route de Stockach à Moeskirch passant par Krumbach, la réserve sous les ordres du général d'Hautpoult suivit ce mouvement.

La 3 division sous les ordres du général Lorge suivit la route de Stockach à Moeskirch jusqu'à Krumbach; en sortant de ce village, elle se porta à gauche sur la chaussée de Neuhausen, pour étendre les attaques sur le flanc droit de l'ennemi.

Le corps de réserve sous les ordres directs du général en chef, marcha en seconde ligne de l'aile droite.

Le général Saint-Cyr reçut l'ordre de se porter sur Liptingen; sa gauche refusée sur la route d'Engen à Tuttlingen, la difficulté des chemins et quelques embarras dans la marche ne permirent pas d'attaquer simultanément.

L'ennemi occupait le plateau en avant de Moeskirch, avec des forces considérables; il avait établi 25 pièces de canon sur la hauteur qui domine et enfile au loin la chaussée reserrée depuis Krumbach jusqu'à ce point entre des bois très-épais. Le général Montrichard déboucha rapidement avec la cavalerie et l'artillerie; mais l'ennemi par son énorme su-

périorité démonta la majeure partie de nos pièces, et il fallut toute l'énergie des chefs, tout le devouement des troupes pour maintenir le combat sur ce point.

Toutes les troupes montrèrent dans cette occasion difficile, la plus grande audace. Les 37e, 10e et 84e manoeuvrèrent comme sur la place d'armes; les 9e de hussards, 12e de chasseurs, 11e de dragons rivalisèrent avec ces braves demi-baigades; les carabiniers furent toujours les mêmes, immobiles sous le feu, irrésistibles dans l'attaque.

Pendant que le général Montrichard emportait la position en avant de Moeskirch, les troupes sous les ordres du général Lorge commençaient à attaquer Endorf, ce village situé, au pied du plateau défendu par l'élite de l'armée autrichienne; il fut pris et repris plusieurs fois par deux bataillons de la 10e légère.

L'ennemi portant toujours sur ce point de nouvelles forces, cherchait à déborder avec huit bataillons de grenadiers la gauche du général Lorge, lorsque le général Goulu s'avança à la tête de la 38e. Cette brave demi-brigade fit son mouvement avec tant de calme et d'audace que, quoique canonée et mitraillée par 8 pièces d'artillerie, elle emporta le village, pénétra dans le bois qui le protégeait et coupa la ligne de l'ennemi.

Les autrichiens firent alors de nouveaux efforts, et parvinrent encore à nous rejetter d'Endorf; mais la 67e arrivait, la 38e se rallia, s'avança une seconde fois avec plus d'impétuosité; culbuta les grenadiers hongrois qui défendaient le bois, et chargea la cava-

lerie autrichienne qui, quoique dans une petite plaine où elle pouvait manoeuvrer, fut mise dans une déroute complète.

Tandis que le général Lorge gagnait ainsi du terrain sur le flanc droit de l'ennemi, le général Vandamme était arrivé de Klosterwald sur sa gauche; il faisait avec le général Montrichard les plus grands efforts pour s'emparer de Moeskirch; le général Molitor pénétra avec les 36e et 94e et l'emporta au pas de charge.

Le général Kray voyant alors ces deux divisions se former sur la gauche, manoeuvra par sa droite et essaya de déborder aves un corps de 20,000 hommes notre gauche, et de pénétrer de la chaussée de Stockach à Moeskirch au delà de Krumbach.

Mais la division du général Delmas marchant alors au soutien de celle du général Lorge, fit un changement de front à gauche. La division du général Bastoul exécuta le même mouvement, et se porta sur la gauche de Krumbach.

Nos deux corps d'armée formaient alors un angle très obtus dont la division Delmas formait le sommet. C'est là aussi que l'ennemi dirigea ses plus grands efforts.

Le terrain occupé par cette division, était couvert, coupé et extrêmement difficile; le général en chef en retira toute la cavalerie qu'il plaça à la gauche; l'ennemi essaya d'abord de forcer sa droite, en s'emparant d'un bois très-étendu qu'il avait à la division du général Lorge; mais le premier bataillon de la 14e, deux de la 50e le défendirent pendant long-temps avec le plus grand courage. Alors pressé par la 46e qu'on

dirigea sur ce point, et qui s'y porta avec la plus grande vigueur, il renonça à l'attaque de la droite et fit un effort sur la gauche de cette division, qu'il chercha à séparer de celle du général Bastoul.

C'est là que la 57e demi-brigade, qui se trouvait sous le feu de 16 pièces de canon, qui tiraient à mitraille, fit des prodiges de valeur; elle chargea un grand nombre de fois l'ennemi qui s'avançait pour la débusquer et culbuta sa cavalerie. Le général de division Delmas, qui combattit toujours à la tête se surpassa lui-même, par ses dispositions et son courage. La cavalerie du général Delmas soutint la gauche de toutes ses attaques, avec beaucoup de courage et de succès.

L'ennemi ne renonçant pas à son projet, lorsque

terrain à nos troupes victorieuses, et ils en profitèrent pour faire leur retraite vers le Danube, nous abandonnant un champ de bataille couvert de morts et de blessés, cinq pièces de canon et leurs caissons. On peut estimer sa perte à 8000 hommes hors de combat ou prisonniers.

Le lieutenant-général Saint-Cyr prit position ainsi qu'on le lui avait ordonné à Liptingen, vers quatre heures de l'après midi, sans avoir trouvé d'obstacles. Le général en chef chercha à lui faire passer l'ordre de se porter sur Moeskirch; mais les officiers qu'il envoya ne purent parvenir jusqu'à lui, l'ennemi s'étant beaucoup élevé vers Stokach; cependant un de ses aides-de-camp, le citoyen Deblée, traversa deux fois vers le soir la ligne ennemie et lui remit l'ordre de poursuivre le lendemain l'ennemi dans sa retraite.

Le général de division Ney, fut chargé de cette opération; il l'attaqua avec son audace ordinaire, le mit en désordre, et lui enleva environ 800 prisonniers. Le 16e régiment de chasseurs commandé par le citoyen Durosnel s'est particulièrement distingué en chargeant un corps de Hulans trois fois plus nombreux que lui.

Si je voulais vous citer tous ceux qui ont montré du courage dans cette journée, je devrais vous nommer tous les soldats qui ont combattu.

Le lieutenant-général Lecourbe qui a déployé dans cette journée le talent des dispositions qui préparent la victoire, et cette vigueur et cette ténacité qui la fixent, se plait à payer un juste tribut d'éloges a tous ceux qui ont combattu sous ses ordres; il cite avanta-

geusement le général de brigade Guidinson, chef d'état-major.

Dans ce corps de troupes, le général de Bontems, a eu deux chevaux tués sous lui; son aide-de-camp a été blessé, ainsi que le chef de la brave 38e, le citoyen Daumas.

Les généraux Nansouty et d'Espagne, commandant deux brigades de cavalerie, ont déployé, dans leurs manoeuvres, beaucoup de talent.

Les deux aides-de-camp du général Montrichard ont été légèrement blessés. L'artillerie légère et l'artillerie à pied se sont distinguées ainsi que le génie commandé par le chef de bataillon Prost. Dans le corps de réserve, même courage dans les soldats,

finiment de tous les officiers qui lui sont attachés, et de tous ceux de l'état-major qui, à cette bataille, comme à celle d'Engen, ont donné les preuves les plus multipliées de zèle et de courage.

Le citoyen Gérard Lacuée, aide-de-camp du premier consul qui, en mission près le général en chef, a suivi son état-major, a donné à cette bataille, ainsi qu'à celle d'Engen, des preuves de zèle et d'intrépidité.

Notre perte peut aller à 12 ou 1500 hommes tués ou blessés.

Après la bataille de Moeskirch, l'armée française suivit sa marche; le général Lecourbe se porta le 16 floréal à Winterspühren, le centre à Gros-Stadelhofen, la gauche en avant de Pfullendorff, se liant avec la division du général Delmas; une de ses brigades éclairait le lac de Constance et les Grisons; le même jour le corps de réserve prit position, la gauche à Moeskirch, et la droite à Closterwald.

Le lieutenant-général Saint-Cyr prit position sur la route de Moeskirch à Mengen, sa gauche au Danube.

Le 17, le lieutenant-général Lecourbe resta en position.

La réserve se porta en avant de la route de Mengen à Pfullendorf.

Le lieutenant-général Saint-Cyr en avant de Mengen, sa gauche au Danube.

Le 18 le lieutenant-général Lecourbe prit la position de la Schussen, la droite à Berg, le centre à Otterswang et à Aulendorf, la gauche se joignant à la réserve de l'armée à Schussenried.

La réserve se plaça la droite à Schussenried, le centre vers Zeller, la gauche au Reichenbach.

Le lieutenant-général Saint-Cyr prit position, la gauche au Danube à la hauteur de Heiltingen, la droite à Buchau.

Bataille de Biberach.

Le 19, le lieutenant-général Lecourbe se porta sur l'Eitrach, la droite à la hauteur de Lentkirch, le centre à Willerzhofen et Arnach, la gauche à Wurtzach.

La réserve marcha sur Biberach par la route de Pfullendorf. Le lieutenant-général Saint-Cyr se porta aussi sur Biberach par la route de Buchau, avec les deux divisions Baraguey-d'Hilliers et Thurreau, la 1ère rencontra l'ennemi vers Oberndorff et le replia,

Dès Ingoldingen, il fut obligé de déployer une partie de ses forces, et il s'avanca en combattant. Au moment qu'il s'avancait sur les hauteurs en deçà de Biberach, les troupes du général Saint-Cyr se précipitaient dans la ville. Il résolut alors d'attaquer le plateau en arrière, où l'ennemi avait un corps nombreux et beaucoup d'artillerie, et laissant la ville à sa gauche il descendit dans le ravin.

La Riss est, dans cette partie, encaissée et bourbeuse, et les bords sont marécageux. L'artillerie ennemie y faisait tomber une pluie de boulets et de mitraille; rien n'arrêta nos troupes; la 4e demi-brigade, la 100e, le 3e bataillon de la 50e, et les deux bataillons de grenadiers la traversèrent dans l'eau jusqu'à la ceinture. Le 5e de hussards les suivit avec peine; le terrain était devenu si mouvant, que le général Richepanse ordonna aux 13e de cavalerie et 17e de dragons d'aller au galop traverser la Riss à Biberach, et de prendre ensuite le chemin de cette ville à Memmingen, sur lequel, par son mouvement, il se portait perpendiculairement.

Ces dispositions furent parfaitement exécutées. Le général Digonet, à la tête de la brave 4e, le général de brigade Durutte, à la tête des deux bataillons de grenadiers, gravirent les hauteurs bayonnettes en avant; le 17e de dragons et le 13e de cavalerie débouchèrent en même tems par la route de Biberach à Memmingen, et, conduits par l'adjudant général Plaissanne et les aides-de-camp du général Richepanse se formèrent avec audace sur la droite de l'ennemi.

Toute cette division chargea alors les autrichiens,

qui abandonnèrent précipitamment le champ de bataille, couvert de morts et de blessés.

Pendant que le général Richepanse emportait ces hauteurs, le lieutenant-général Saint-Cyr faisait attaquer le reste de l'armée ennemie placé sur le plateau qui se prolonge sur Mettenberg. On ne pouvait y parvenir que par un seul débouché, et cette position paraissait inexpugnable; mais les dispositions furent si bien prises, l'attaque s'exécuta avec tant de vigueur, que là aussi l'ennemi fut mis en déroute et nous abandonna le champ de bataille. La division du général Delmas avait, pendant ces divers combats, contenu l'aile gauche des ennemis, qui était placée en arrière d'Umendorff.

la 15e s'est souvenue de la gloire dont elle se couvrit à Engen.

La 1ère et la 23e de ligne, et le 5e de chasseurs se sont fait remarquer par la vigueur de leur attaque. Un bataillon de tirailleurs, commandé par le capitaine Piadier, a toujours été sur l'ennemi.

Parmi les braves qui méritent de fixer les regards du gouvernement, je vous citerai le citoyen Ubenisky, lieutenant au 5e régiment d'hussards, qui a eu trois chevaux tués sous lui, et s'est toujours trouvé engagé dans la melée, dont il n'est sorti qu'avec dix coups de sabre sur le corps.

Le citoyen Mascret, maréchal des logis d'artillerie legère, qui, ayant eu sa pièce demontée, a chargé avec deux canonniers et quelques chasseurs du 5e régiment d'hussards une pièce qu'il a enlevée.

Le chef de brigade d'artillerie, Hanique, qui a eu un cheval tué sous lui.

Cette journée a coûté à l'ennemi plus de 4000 hommes, dont la moitié à peu près sont nos prisonniers, et nous avons trouvé à Biberach des magasins immenses.

Combat de Memmingen.

Le 20 floréal, le corps de réserve se porta en avant d'Ochsenhausen, celui du lieutenant-général Saint-Cyr garda sa position en avant de Biberach, appuyant un peu seulement la gauche pour suivre le mouvement de droite de l'ennemi.

Le lieutenant-général Lecourbe partit de sa position sur Eitrach, pour passer l'Iller et se porter sur Memmingen.

Depuis la bataille de Moeskirch, le général avait détaché de la division Vendamme le général Laval avec un corps de flanqueurs, pour observer le prince de Reuss qui commandait un corps d'armée détaché dans les grisons et le Voralberg; ce général s'était emparé de Wangen, Disny, Lindau et de Ravensbourg.

Le général Vandame reçut l'ordre de descendre, avec le restant de la division la petite rivière à Aach, et de se réunir à la division Montrichard, qui devait passer d'Iller à Eitrach, tandisque le général Lorge prenant par Egelsee se portait au confluent de cette rivière avec l'Iller.

L'éloignement des différentes colonnes n'ayant pas permis d'arriver en même temps la brigade de gauche de la division Vendamme étant obligée de se diriger

occupait encore Memmingen. Le lendemain à la pointe du jour, le lieutenant-général Lecourbe ayant fait recommencer les attaques, on ne trouva qu'une faible avant garde qui fut repoussée jusqu'à deux ou trois lieues de la ville.

Le résultat de la marche et du combat, où les bavarois souffrirent beaucoup est de 1800 hommes prisonniers, parmi lesquels un régiment entier de manteaux rouges, qui, se trouvant coupé, mit bas les armes devant le général Lecourbe, qui n'avait avec lui qu'une faible escorte.

Le général loue la bonne conduite du chef de brigade Bacheron, commandant le 9e d'hussards, du chef du 8e, le citoyen Marulo, des chefs de brigade de la 36e, 94e, 109e, 84e, et du capitaine Dubois, commandant le 2e bataillon de cette dernière demi-brigade. Nous devons tous des éloges, ajoute-t-il, au corps mobile des chirurgiens. C'est une institution due aux soins du citoyen Percy, chirurgien en chef de l'armée. Des officiers de santé montés sur des Wurzt, parcourent la ligne avec la plus grande rapidité, et viennent jusqu'au premier rang apporter des secours aux blessés.

Signé: Dessoles.

Pour copie conforme,

Le ministre de la guerre, *Signé*: Carnot.

MÉMOIRES

DE NAPOLÉON.

MÉMOIRES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DE FRANCE,

SOUS NAPOLÉON,

ÉCRITS A SAINTE-HÉLÈNE,

Par les généraux qui ont partagé sa captivité,

ET PUBLIÉS SUR LES MANUSCRITS ENTIÈREMENT CORRIGÉS DE LA MAIN DE NAPOLÉON.

MÉMOIRES.

TOME QUATRIÈME,

ÉCRIT PAR LE GÉNÉRAL MONTHOLON.

ÉDITION ORIGINALE.

PARIS, F. DIDOT, PÈRE ET FILS; BOSSANGE, FRÈRES.

BERLIN, G. REIMER.

FRANCFORT s. l. M., DE L'IMPRIMERIE DE J. D. SAUERLÄNDER.

1824.

4

Table des matières.

GUERRE D'ITALIE.

Chapitre XV. Tolentino.

I. L'armistice avec la cour de Rome est rompu. Page 1
II. Armée du saint-siége . . . . . — 5
III. Combat du Senio ; soumission de la Romagne . — 6
IV. Renvoi, dans leurs foyers, des prisonniers faits au combat du Senio . . . . . — 8
V. Combat et prise d'Ancône . . . . . — 9
VI. Notre-Dame de Lorette . . . . . — 11
VII. Mission du général des Camaldules auprès du pape Pie VI . . . . . — 13
VIII. Traité de Tolentino . . . . . — 15
IX. Montoue . . . . . — 22
X. Arrivée en Italie de deux divisions des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin . . . — 25

Chapitre XVI. Corse.

I. De la Corse jusqu'en 1729 . . . . . — 25
II. Guerre de l'indépendance en 1729 . . . — 28
III. Pascal Paoli, 1755 . . . . . — 31
IV. Traité de Paris de 1768 . . . . . — 35
V. Campagnes de 1768 et 1769 . . . . . — 38
VI. Administration française . . . . . — 41
VII. Effets de la révolution de 1789. . . . — 44
VIII. Le roi d'Angleterre se fait roi de Corse . — 46
IX. Les Anglais sont chassés de l'île, en 1796 . — 48
X. Description topographique de la Corse . . — 51

Chapitre XVII. Tagliamento.

I. Plan de campagne pour 1797 . . . . — 55
II. Passage de la Piave (12 mars) . . . . — 60
III. Bataille du Tagliamento (16 mars) . . . — 63

Table des matières.

IV. Retraite du prince Charles . . . . . Page 65
V. Combat de Gradisca (19 mars) . . . . . — 66
VI. Passage des Alpes Juliennes et de la Drave (29 mars) . . . . . — 69
VII. Combats dans le Tyrol . . . . . — 71

Chapitre XVIII. Leoben.

I. La cour impériale évacue Vienne . . . . . — 76
II. Ouvertures de paix . . . . . — 78
III. Combat de Neumarkt (premier avril) . . . . — 81
IV. Combat de Unzmarkt . . . . . — 82
V. Suspension d'armes de Judenbourg (8 avril) . — 83
VI. Jonctions des divisions du Tyrol, de la Carniole et de la Carinthie ; préliminaires de paix de Léoben (18 avril) . . . . . — 85
VII. Motifs qui décidèrent les Français . . . . — 90
VIII. Des armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse ; elles commencent les hostilités, le 18 avril, le

Table des matières.

IV. Négociations avec le pape . . . . . — 147
V. — — avec Naples . . . . . — 148
VI. Républiques cispadane et transpadane; elles forment la république cisalpine . . . . . — 154
VII. Négociations avec les Grisons et la Valteline . — 159

Chapitre XXI. Journée du dix-huit fructidor.

I. Du directoire exécutif . . . . . — 167
II. Esprit public . . . . . — 169
III. Affaires religieuses . . . . . — 171
IV. Nouveau système des poids et mesures . . — 172
V. Factions qui divisent la république . . . — 177
VI. Conjuration contre la république, à la tête de laquelle se trouve Pichegru . . . . . — 180
VII. Napoléon déjoue cette conspiration . . — 182
VIII. Dix-huit fructidor . . . . . — 185
IX. La loi du 19 fructidor . . . . . — 190

Chapitre XXII. Paix de Campo-Formio.

I. Échange des ratifications des préliminaires de Léoben (24 mai) . . . . . — 198
II. Conférences de Montebello; conférences d'Udine, avant le 18 fructidor . . . . . — 202
III. Conférences de Passeriano . . . . . — 205
IV. Le gouvernement français, depuis le 18 fructidor, ne veut plus la paix . . . . . — 204
V. Motifs qui décident le plénipotentiaire français à signer la paix . . . . . — 206
VI. Intérêts et politique de Napoléon . . . — 208
VII. Prétentions excessives des plénipotentiaires impériaux; menaces; mouvements des armées . — 212
VIII. Signature du traité de paix de Campo-Formio (le 17 octobre) . . . . . — 215
IX. Des généraux Desaix et Hoche . . . . . — 218
X. Napoléon quitte l'Italie; il se rend à Paris, en passant par Rastadt . . . . . — 220
XI. Signature de la convention de Rastadt pour la remise de Mayence . . . . . — 224

Table des matières.

Chapitre XXIII. Paris.

I Arrivée de Napoléon . . . . . Page 228
II. Affaires de la Suisse . . . . . — 235
III. Affaires de Rome . . . . . — 237
IV. Bernadotte, ambassadeur de la république à Vienne, est insulté par le peuple . . . — 239
V. Projet de la guerre en Orient . . . . — 241
VI. Vingt-un janvier . . . . . — 243

Chapitre XXIV. Observations.

Sur les opérations militaires des campagnes de 1796 et 1797, en Italie.

I. Sur le feld-maréchal de Beaulieu . . . . — 248
II. Sur les manœuvres de Napoléon contre le feld-maréchal de Beaulieu . . . . . — 253
III. Sur le feld-maréchal de Wurmser . . . — 261
IV. Sur les manœuvres de Napoléon contre le feld-maréchal de Wurmser . . . . . — 265
V. Sur le feld-maréchal Alvinzi . . . . — 270

Table des matières.

Instructions du directoire sur ses vues ultérieures, à l'égard du roi des Sardaigne, et sur les opération Page 333
Lettre du 9 floréal an IV (28 avril 1796) . . . — 339

Lettres de Napoléon.

Lettre au directoire; du quartier-général, à Nice, le 8 germinal an IV (28 mars 1796) . . . — 343
— au même; du quartier-général, à Albenga, le 17 germinal an IV (6 avril 1796) . . . . — 345
— au même; du quartier-général, à Albenga, le 19 germinal an IV (8 avril 1796) . . . — 346
— au même; du quartier-général, à Carrare, le 26 germinal an IV (15 avril 1796 . . . — 347
— au même; du quartier-général, à Cherasco, le 9 floréal an IV (28 avril 1796) . . . . — 352
— au même; du quartier-général, à Cherasco, le 10 floréal an IV (29 avril 1796) . . . . — 353
— au général chef de l'état-major; du quartier-général, à Nice, le 9 germinal an IV (29 mars 1796) . . . . . — 355
— au même; du quartier-général, à Nice, le 9 germinal an IV (29 mars 1796) . . . — 356
— au même; du quartier-général, à Nice, le 9 germinal an IV (29 mars 1796) . . . — 357
— au même; du quartier-général, à Nice, le 11 germinal an IV (31 mars 1796) . . . — 358
— au même; du quartier-général, à Nice, le 12 germinal an IV (1er avril 1796) . . . — 359
— au général Colli, commandant en chef l'armée du roi de Sardaigne; du quartier-général, à Carra, le 5 floréal an IV (24 avril 1796) . — 360
— au général Latour; du quartier-général, à Cherasco, le 7 floréal an IV (26 avril 1796) . — 361
— au même; du quartier-général, à Cherasco, le 8 floréal an IV (27 avril 1796) . . . . — *ibid.*
— au général en chef de l'armée piémontaise; du quartier-général, à Bosco, le 13 floréal an IV (2 mai 1796) . . . . . — 362
— au chevalier Solars, gouverneur d'Alexandrie;

Table des matières.

du quartier-général, à Bosco, le 14 floréal an IV (3 mai 1796) . . . . . — 363
Lettre au général en chef de l'armée piémontaise; du quartier-général, à Tortone, le 15 floréal an IV (4 mai 1796) . . . . . — 364
— au même; du quartier-général, à Tortone, le 15 floréal an IV (4 mai 1796) . . . . . — 365
— au même; du quartier-général, à Tortone, le 16 floréal an IV (5 mai 1796) . . . . — 366

Lettres militaires adressées à Napoléon.

Lettre du général Masséna; de Savone, le 9 germinal an IV (29 mars 1796) . . . . . — 367
— du général Marmont; d'Oneille, le 10 germinal an IV (30 mars 1796) . . . . . — *ibid.*
— du général Augereau; de la Piétra, le 10 germinal an IV (30 mars 1796) . . . . — 367
— du général Marmont; de Loano, le 12 germinal

Table des matières.

Lettre du même; d'Alexandrie, le 14 floréal an IV (3 mai 1796) . . . . . Page 388
— de Victor Emmanuel; de Carmagnole, le 16 floréal an IV (5 mai 1796) . . . . — 389
— du même, de Turin; le 18 floréal an IV (7 mai 1796) . . . . . — 390
Extrait de quatre notes du gouverneur d'Alexandrie . — 393

Traités, conventions, ordres du jour, proclamations.

Suspension d'armes, signée par Napoléon et le comte Delatour, à Cherasco, le 9 floréal an IV (28 avril 1796) . . . . . — 395

BATAILLE DE LODI (CHAP. VI.)

Lettres du directoire à Napoléon.

Lettre du 18 floréal an IV (7 mai 1796) . . . — 398
— du 26 idem (15 idem) . . . — 408
— idem idem (idem) . . . — 409
— du 9 prairial an IV (28 idem) . . . — 416
— du 12 prairial an IV (31 mai 1796) . . . — 418
— du 16 idem (4 juin 1796) . . . — 420
— du 23 idem (11 idem) . . . . — 421

Lettres de Napoléon.

Lettre au directoire; du quartier-général, à Lodi, le 22 floréal an IV (11 mai 1796) . . . — 424
— au même; du quartier-général, à Lodi, le 25 floréal an IV (14 mai 1796) . . . . — 425
— au ministre d'Espagne; du quartier-général, à Plaisance, le 17 floréal (6 mai 1796) . . — 427
— au ministre des affaires étrangères du duc de Parme; du quartier-général, à Lodi, le 24 floréal an IV (13 mai 1796) . . . . — 428
— au général Colli; du quartier-général, à Milan, le 29 floréal an IV (18 mai 1796) . . . — 429
— à l'ambassadeur Barthélemy, à Bâle; du quartier-général, à Milan, le 1er prairial an IV (20 mai 1796) . . . . . —

Table des matières.

Lettre au même; du quartier-général, à Milan, le 23 prairial an IV (11 juin 1796) . . Page 431

Lettres militaires adressées à Napoléon.

Lettre du général Dallemagne; de Maléo, le 20 floréal an IV (9 mai 1796) . . . . . — 431

Lettres diplomatiques adressées à Napoléon.

Lettre de Victor Emmanuel; de Turin, le 2 prairial an IV (21 mai 1796) . . . . . — 432

Traités, conventions, ordres du jour, proclamations.

Suspension d'armes avec le duc de Parme, signée à Plaisance, le 20 floréal an IV (9 mai 1796) . — 434
Armistice avec le duc de Modène, signé à Milan, le 1er prairial an IV (20 mai 1796) . . . — 435

MÉMOIRES DE NAPOLÉON.

CHAPITRE XV.

TOLENTINO.

L'armistice avec la cour de Rome est rompu. — Armée du saint-siége. — Combat du Senio; soumission de la Romagne. — Renvoi, dans leurs foyers, des prisonniers faits au combat du Senio. — Combat et prise d'Ancône. — Notre-Dame de Lorette. — Mission du général des Camaldules, auprès du pape Pie VI. — Traité de Tolentino. — Montoue. — Arrivée en Italie de deux divisions des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin.

§. Ier.

Le cardinal Busca avait succédé depuis six mois au cardinal Zelada, dans la place de secrétaire-d'état de Rome. Il avait rompu avec la France, s'était lié ouvertement avec l'Autriche, et travaillait, avec plus de zèle que de succès, à former une armée respectable. Il

voulait faire revivre ces temps, où les armées pontificales décidaient du sort de la péninsule. Il avait humilié la noblesse romaine à tel point qu'elle offrit, avec plus d'emphase que de sincérité, des régiments équipés, des chevaux et des armes. Ce cardinal avait une grande confiance dans l'attachement des Italiens à leur religion et dans l'esprit naturellement guerrier des peuples de l'Apennin. Napoléon avait dissimulé tant d'outrages et tant d'insultes; mais la chute de Mantoue le mettait enfin à même d'en tirer une vengeance éclatante.

Un courrier du cardinal Busca, adressé à monseigneur Albani, chargé d'affaires de Rome à Vienne, fut intercepté près de la Mezzola, le 10 janvier 1797; toute la politique du Vatican y était dévoilée. Ce ministre écrivait:

„serait obligé de s'aboucher avec Alvinzi, des „manœuvres duquel il était peu content; qu'il „serait bon qu'il allât passer la revue des „troupes du pape en Romagne, avant de se „rendre à Rome, etc."

Un courrier fut sur-le-champ expédié au ministre de France, Cacault, avec l'ordre de quitter Rome. „Depuis plusieurs mois, lui „écrivait Napoléon, on vous a abreuvé d'hu- „miliations; on a mis tout en usage pour „vous faire sortir de Rome. Aujourd'hui ré- „sistez aux instances que l'on pourrait faire „pour vous y retenir: partez aussitôt après „la réception de cette lettre": Ce ministre écrivit au secrétaire-d'état Busca: „Je suis rap- „pelé par ordre de mon gouvernement, qui „m'oblige à partir ce soir pour Florence; j'ai „l'honneur d'en prévenir votre éminence, en „lui rappelant les expressions de mon respect." Busca soutint la gageure jusqu'à la fin, et ré- pondit: „Le cardinal Busca était loin de s'at- „tendre à la nouvelle que le très-respectable „M. de Cacault vient de lui communiquer. „Son départ subit pour Florence ne lui per- „met rien autre chose que de l'assurer de sa „profonde estime." Au même moment, le gé- néral Victor passa le Pô, à Borgo-Forte, à la tête de 4,000 hommes d'infanterie et de six cents chevaux, et se réunit, à Bologne, à la division italienne du général Lahoz, de 4,000 hommes. Ces 9,000 hommes étaient suffisants pour conquérir les états de l'église. Peu de jours après, Napoléon se porta à Bologne, et fit publier un manifeste conçu en ces termes:

„Art. Ier. Le saint-siége a refusé formelle-

„ment d'exécuter les articles VIII et IX de „l'armistice conclu, le 20 juin, à Bologne, „sous la médiation de l'Espagne, et ratifié „solennellement à Rome, le 27 juin.

„II. Il n'a cessé d'armer ou d'exciter, par „ses manifestes, les peuples à la guerre; il a „violé le territoire de Bologne; ses troupes se „sont approchées à dix milles de cette ville, „et ont menacé de l'occuper.

„III. Il a entamé des négociations hostiles „contre la France, avec la cour de Vienne, „comme le prouvent les lettres du cardinal „Busca, et la mission du prélat Albani, à „Vienne.

„IV. Il a confié le commandement de ses „troupes à des généraux et officiers autri-

circonstance pour expédier à ce cardinal les lettres interceptées du cardinal Busca. Leur lecture remplit de confusion le sacré collége, et ferma la bouche aux partisans de ce ministre.

§. II.

Le 2 février, le quartier-général s'établit à Imola, dans le palais de l'évêque Chiaramonte, depuis pape Pie VII. Le 3, la petite armée française arriva à Castel-Bolognese, vis-à-vis l'armée du pape, qui était en position sur la rive droite du Senio, défendant le passage du pont. Cette armée était composée de 6 à 7,000 hommes de troupes régulières, ou de paysans rassemblés par le tocsin, commandés par des moines, et fanatisés par les prédicateurs et les missionnaires; elle avait huit pièces de canon. Les Français prirent position; la journée avait été forte: comme ils plaçaient leurs grandes gardes, un parlementaire se présenta et déclara, d'une manière burlesque, de la part de son éminence monseigneur le cardinal, général en chef, *que si l'armée française continuait d'avancer, il ferait feu sur elle. On rit beaucoup de cette terrible menace.* On répondit: *Qu'on ne voulait point s'exposer aux foudres du cardinal, et qu'on allait prendre position pour passer la nuit.* Cependant le cardinal Busca avait réussi dans ses espérances. La Romagne était en feu; la guerre sainte y avait été proclamée; depuis trois jours le tocsin ne cessait de sonner; la dernière classe du peuple était dans le délire et la frénésie: les prières de quarante heures, les missions dans les places

publiques, les indulgences, les miracles même, tout avait été mis en œuvre: ici c'étaient des martyrs dont les plaies saignaient; là des *madones* qui pleuraient; tout annonçait un incendie prêt à consumer cette belle province. Le cardinal Busca avait dit au ministre français Cacault: „Nous ferons une Vendée de la „Romagne, nous en ferons une des montagnes „de la Ligurie, nous en ferons une de toute „l'Italie."

On afficha, à Imola, la proclamation suivante:

„L'armée française va entrer sur le terri„toire du pape; elle sera fidèle aux maximes „qu'elle professe; elle protégera la religion et „le peuple. Le soldat français porte d'une „main la baïonnette, sûr garant de la vic„toire; de l'autre, le rameau d'olivier, sym„bole de la paix et le gage de sa protection. „Malheur à ceux qui, séduits par des hommes „profondément hypocrites, attireront sur leurs „maisons la vengeance d'une armée qui a, dans „six mois, fait 100,000 prisonniers des meil„leures troupes de l'empereur, pris quatre „cents pièces de canon de bataille, cent dix „drapeaux, et détruit cinq armées."

§. III.

A quatre heures du matin, le général Lannes, commandant l'avant-garde de la petite armée française, remonta le Senio pendant une lieue et demie, le passa à gué, à la pointe du jour, et se rangea en bataille sur les derrières de

l'armée du pape, lui coupant le chemin de Faenza. Le général Lahoz, soutenu par une batterie et couvert par une nuée de tirailleurs, passa le pont en colonne serrée. Dans un moment, cette multitude armée fut en déroute; artillerie, bagages, tout fut pris; 4 à 500 hommes furent sabrés, quelques moines périrent le crucifix à la main; c'étaient, la plupart, des mendiants. Presque toute la troupe de ligne fut prise. Le cardinal-général se sauva. Le combat ne dura pas une heure. Du côté des Français la perte fut légère: ils arrivèrent, le jour même, devant Faenza. Les portes étaient fermées; le tocsin sonnait; les remparts étaient garnis de quelques pièces de canon, et le peuple en délire provoquait son vainqueur par toute espèce d'insultes. Il répondit avec insolence à la sommation d'ouvrir les portes. Il fallut les jeter à terre et entrer de vive force. *C'est la même chose qu'à Pavie*, criaient les soldats: c'était demander le pillage. *Non*, leur répondit Napoléon, *à Pavie ils s'étaient révoltés après avoir prêté serment et voulu massacrer nos soldats qui étaient leurs hôtes. Ici ce ne sont que des insensés qu'il faut vaincre par la clémence.* Quelques couvents seulement furent insultés. Cette intéressante ville sauvée de son propre délire, on s'occupa de sauver la province; on expédia, dans tous les districts, des agents pour éclairer la population, calmer l'agitation et la frénésie qui étaient extrêmes; mais le moyen le plus efficace fut le renvoi des prisonniers de guerre.

§. IV.

Les prisonniers faits au combat du Senio furent réunis à Faenza, dans le jardin d'un couvent. Les premiers moments de terreur duraient encore, ils craignaient pour leur vie. Ils se jettèrent tous à genoux, demandant grace à grands cris à l'approche de Napoléon, qui leur dit en italien: „Je suis l'ami de tous les „peuples d'Italie, et surtout de ceux de Rome. „Je viens pour votre bien; vous êtes libres; „retournez dans vos familles, dites-leur que „les Français sont amis de la religion, de „l'ordre et du pauvre peuple.“ La joie succéda à la consternation. Ces malheureux se livrèrent aux sentiments de leur reconnaissance, avec cette vivacité qui est dans le caractère italien.

De là, Napoléon se rendit au réfectoire, où il avait fait réunir tous les officiers; il y en avait plusieurs centaines, parmi lesquels quelques-uns des meilleurs familles de Rome. Il s'entretint long-temps avec eux, parla de la liberté de l'Italie, de tous les abus du gouvernement pontifical, de ce qui s'y trouvait de contraire avec l'esprit de l'Évangile, et de sa folie de vouloir résister à une armée victorieuse des troupes les plus disciplinées et les plus aguerries du monde. Il leur permit de retourner chez eux, et leur demanda, pour prix de sa clémence, de faire connaître les sentiments qui l'animaient envers toute l'Italie, et surtout envers le peuple de Rome. Ces prisonniers furent autant de missionnaires qui se répandirent dans les états du pape, et qui ne taris-

saient pas en éloges sur les bons traitements qu'ils avaient reçus. Ils portaient des proclamations qui, par ce moyen, pénétrèrent jusque dans les bicoques les plus reculées de l'Apennin. Cela réussit: les esprits changèrent; l'armée arriva à Forli, Césène, Rimini, Pezaro, Sinigaglia: elle y trouva le peuple favorablement disposé; il était passé à une extrémité opposée; il reçut, avec des démonstrations de joie, ces Français que, peu de jours auparavant, il avait cru les terribles ennemis de sa religion, de ses propriétés, de ses lois. Les moines même, hormis les mendiants, calculant ce qu'ils avaient à perdre, s'employèrent de bonne foi à éclairer les esprits. Il y avait parmi eux beaucoup d'hommes de mérite qui gémissaient de la folie de leur cabinet.

§. V.

Colli, qui commandait l'armée du pape, avait commandé l'armée piémontaise à Mondovi et à Chérasco. Il savait à qui il avait affaire. Il choisit une bonne position sur les hauteurs en avant d'Ancône, et y campa les 3,000 hommes qui lui restaient. Mais, sous différents prétextes, lui et les officiers autrichiens se retirèrent à Loretto dès que l'armée française parut. La position qu'occupaient les Romains était très-belle. Le général Victor leur envoya un parlementaire pour les engager à se rendre. Pendant que les pourparlers avaient lieu, les troupes françaises et italiennes les débordèrent par la droite et par la gauche, les enveloppèrent, les prirent sans tirer un coup de fusil, et entrè-

rent sans résistance dans la citadelle. On en agit, avec ces prisonniers, comme avec ceux faits au combat du Senio. Ils furent renvoyés avec des proclamations; ce furent de nouveaux missionnaires qui précédèrent la marche de l'armée. Ancône est le seul port, depuis Venise jusqu'à Brindisi, extrémité de la pointe orientale de l'Italie; mais il était négligé et en mauvais état; des frégates même ne pouvaient pas y entrer. C'est à cette époque que Napoléon reconnut ce qu'il fallait faire pour fortifier la place et réparer le port. De grands travaux furent exécutés pendant le royaume d'Italie. Aujourd'hui le port peut recevoir toute espèce de vaisseaux, même à trois ponts. Les Juifs, nombreux à Ancône, ainsi que les mahométans d'Albanie et de Grèce, y étaient soumis à d'anciens usages humiliants et contraires aux droits de l'hospitalité. Un de ses premiers soins fut de les en affranchir. Cependant, malgré la présence de l'armée, le peuple courait en foule se prosterner aux pieds d'une *madone* qui pleurait à grosses larmes. Des citoyens sensés en prévinrent; Monge y fut envoyé. Il rendit compte qu'effectivement la *madone* pleurait. Le chapitre reçut l'ordre de la porter au quartier-général. C'était une illusion d'optique adroitement ménagée à l'aide d'un verre. Le lendemain la *madone* fut replacée dans l'église, mais sans verre; elle ne pleurait plus. Un chapelain, auteur de cette supercherie, fut arrêté. C'était un attentat contre l'armée et contre la sainteté de notre religion.

§. VI.

Le 10, l'armée campa à Notre-Dame de Loretto: C'est un évêché et un magnifique couvent; l'église et les bâtiments sont somptueux; il y a des appartements vastes et bien meublés, pour les trésors de la *madone* et le logement des abbés, du chapitre et des pèlerins. Dans l'église est la *Casa-Santa*, demeure de la vierge à Nazareth, le lieu même où elle fut visitée par l'ange Gabriel. C'est une petite maison de cinq à six toises carrées, dans laquelle est une *madone* placée sur un tabernacle. La légende dit que les anges l'ont portée, de Nazareth, en Dalmatie, lorsque les infidèles s'emparèrent de la Syrie, et de là, au travers de l'Adriatique, sur les pitons de Loretto. De tous les points de la chrétienté l'on venait en pèlerinage voir la *madone*. Des présents, des diamants, des bijoux envoyés de toutes parts, formaient son trésor, qui montait à plusieurs millions. Aussitôt que la cour de Rome connut l'approche de l'armée française, elle fit emballer et mettre en sûreté les trésors de Lorette: on trouva cependant encore plus d'un million en matière d'or et d'argent. La *madone* fut envoyée à Paris: c'est une statue en bois grossièrement sculptée, ce qui atteste son ancienneté. On l'a vue, plusieurs années, à la bibliothèque nationale: le premier consul la restitua au pape lors du concordat, et elle a été replacée dans la *Casa-Santa*.

Plusieurs milliers de prêtres français, déportés de leur patrie, s'étaient réfugiés en Italie. A mesure que l'armée française s'était

avancée dans la péninsule, ils avaient reflué sur Rome. Mais l'armée entrant dans les états du pape, ils se trouvèrent désormais sans refuge. Quelques-uns des plus timides avaient passé l'Adige à temps, et s'étaient retirés en Allemagne; Naples leur avait refusé un asile. Les chefs des divers couvents sur le territoire du pape, qui supportaient avec peine l'obligation de les nourrir et de les entretenir, saisirent le prétexte de l'arrivée de l'armée; ils affectèrent de craindre qu'ils n'attirassent la haine du vainqueur sur leurs couvents, et chassèrent ces malheureux. Napoléon fit un arrêté, et publia une proclamation par laquelle il rassura les prêtres français, et ordonna aux couvents, aux évêques, aux divers chapitres,

§. VII.

Cependant la consternation régnait au Vatican. Les mauvaises nouvelles s'y succédaient à toutes les heures. On apprit d'abord que l'armée papale, sur laquelle on avait tant compté, avait été détruite tout entière, sans avoir opposé la plus légère résistance. Plus tard, les courriers qui annoncèrent l'arrivée de l'armée française dans les différentes villes, firent connaître les changements qu'avait éprouvés l'esprit public. A la haine et au fanatisme avaient succédé des sentiments d'amitié et le désir de la liberté. Busca dut s'apercevoir qu'une Vendée ne se fait point à volonté; que, si des circonstances extraordinaires la créent, de grandes fautes peuvent seules lui donner de la consistance et de la durée. Bientôt on apprit que l'armée française avait pris possession d'Ancône, de Loretto, de Macérata, et que déja l'avant-garde était sur le sommet de l'Apennin. *Les Français ne marchent pas*, disaient les prélats, *ils courent*.

Cependant les officiers et les soldats prisonniers, renvoyés de Faenza et d'Ancône, propagèrent dans tous les quartiers de Rome les sentiments de confiance dont ils étaient animés. Le parti de la liberté leva la tête, et se montra à découvert dans la ville même. Le sacré collége, ne voyant plus aucune espérance, songea à se mettre en sûreté. Tous ses préparatifs étaient faits pour se diriger sur Naples. Les voitures de la cour étaient attelées, lorsque le général des Camaldules arriva au Vatican, et se prosterna aux pieds du saint-père. En passant à

Césène, Napoléon l'avait distingué, et, connaissant la confiance que Pie VI avait dans ce religieux, il l'avait chargé d'aller l'assurer qu'il n'en voulait point à son existence; qu'il révérait sa personne et son caractère; qu'il pouvait rester à Rome; qu'il devait seulement changer son cabinet, et envoyer à Tolentino des plénipotentiaires, avec des pleins-pouvoirs, pour conclure et signer une paix définitive avec la république. Le général des Camaldules s'acquitta avec succès de sa commission: le pape prit confiance; renvoya le ridicule Busca; appela à la direction de son cabinet le cardinal Doria, connu de tout temps par la modération de ses opinions; contremanda son départ de Rome, et nomma des plénipotentiaires pour négocier et signer une paix définitive.

Les instructions du directoire étaient contraires à toute négociation avec Rome: il pensait qu'il fallait mettre fin au règne temporel du pape, et n'avoir plus à s'en occuper; que l'on ne pourrait trouver aucune circonstance où la cour de Rome eût des torts plus évidents; que ce serait une folie que de se flatter d'une paix sincère avec des théologiens, si fort en opposition aux principes qui dirigeaient les républiques nouvelles. Sans doute l'existence temporelle du pape était incompatible avec le bonheur de l'Italie; l'expérience prouvait qu'il ne fallait attendre ni modération, ni bonne foi de cette cour: mais Napoléon pensait qu'il ne pouvait ni révolutionner Rome, ni réunir son territoire à la république transpadane, sans marcher sur Naples, et culbuter le trône. royaume, le parti de la liberté était

assez nombreux pour donner quelque inquiétude à la cour, mais trop faible pour pouvoir être un appui et offrir des secours réels à l'armée française. La cour de Naples sentait que la révolution de Rome entraînait sa chute. Cependant, pour marcher sur Naples, il fallait une armée de 20 à 25,000 hommes; ce qui n'était point compatible avec son grand projet, de dicter la paix sous Vienne.

§. VIII.

L'avant-garde de l'armée française avait passé l'Apennin; elle était à trois journées de Rome; le quartier-général arriva le 13 février à Tolentino. Le cardinal Mattei, monsignor Galeppi, le duc de Braschi, et le marquis Massimi, ministres plénipotentiaires du pape, y arrivèrent en même temps. Les conférences s'ouvrirent le 14; monsignor Galeppi porta la parole. Ce prélat était doué d'une heureuse fécondité; il fallut en entendre bien des homélies. Mais la cour de Rome était coupable; elle devait être punie; elle ne pouvait l'être que par la cession des provinces conquises, ou par des contributions équivalentes. Les trois légations, le duché d'Urbin, la marche d'Ancône, la province de Macérata, celle de Pérouse, étaient conquises. Ces bases ainsi posées, la conclusion du traité ne demanda que cinq jours de discussions. Galeppi, qui avait d'abord parlé de la ruine absolue des finances papales, trouva des ressources dès qu'il fallut racheter des provinces ou diminuer le nombre de celles que le

pape céderait. Le traité fut signé dans le couvent où s'était établi le quartier-général.

Il fut fait aux conditions et dans la forme suivantes:

Le général en chef Bonaparte, commandant l'armée d'Italie, et le citoyen Cacault, agent de la république française en Italie, plénipotentiaires chargés des pouvoirs du directoire exécutif; son éminence le cardinal Mattei, M. Galeppi, M. le duc de Braschi, M. le marquis Massimi, plénipotentiaires de sa sainteté, sont convenus des articles suivants:

Art. Ier. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence, entre la république française et le pape Pie VI.

II. Le pape révoque toute adhésion, consentement et accession, patentes ou secrètes, par lui données à la coalition armée contre la république française, à tout traité d'alliance offensive et défensive avec quelque puissance ou état que ce soit. Il s'engage à ne fournir tant pour la guerre actuelle, que pour les guerres à venir, à aucune des puissances, armées contre la république française, aucun secours en hommes, vaisseaux, munitions de guerre, vivres et argent, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce puisse être.

III. Sa sainteté licenciera dans cinq jours, après la ratification du présent traité, les troupes de nouvelle formation, ne gardant que les régiments existants, avant le traité d'armistice signé à Bologne.

IV. Les vaisseaux de guerre ou corsaires des puissances armées contre la république, ne

pourront entrer et encore moins séjourner pendant la présente guerre, dans les ports et rades de l'état ecclésiastique.

V. La république française continuera à jouir, comme avant la guerre, de tous les droits et prérogatives que la France avait à Rome, et sera en tout traitée comme les puissances les plus considérées, et spécialement à l'égard de son ambassadeur ou ministre, et des consuls ou vice-consuls.

VI. Le pape renonce purement et simplement à tous les droits qu'il pourrait prétendre sur la ville et le territoire d'Avignon, le comtat Venaissin et ses dépendances, et transporte, cède et abandonne lesdits droits à la république française.

VII. Le pape renonce également à perpétuité, cède et transporte à la république française tous ses droits sur le territoire connu sous le nom de légations de Bologne, de Ferrare et de la Romagne; il ne sera porté aucune atteinte à la religion catholique dans les susdites légations.

VIII. La ville, citadelle, et les villages, formant le territoire de la ville d'Ancône, resteront à la république française, jusqu'à la paix continentale.

IX. Le pape s'oblige, pour lui et ceux qui lui succèderont, à ne transporter à personne les titres de seigneuries attachés au territoire par lui cédé à la république française.

X. Sa sainteté s'engage à faire payer et délivrer à Foligno, au trésorier de l'armée française, avant le 15 du mois de ventose courant (le 5 mars 1797, vieux style), la somme de

quinze millions de livres de France, dont dix millions en numéraire et cinq millions en diamants et autres effets précieux, sur celle d'environ seize millions qui reste due, suivant l'article IX de l'armistice signé à Bologne, le 5 messidor an 4, et ratifié par sa sainteté le 27 juin.

XI. Pour acquitter définitivement ce qui restera à payer pour l'entière exécution de l'armistice signé à Bologne, sa sainteté fera fournir à l'armée huit cents chevaux de cavalerie enharnachés, huit cents chevaux de trait, des bœufs et des buffles, et autres objets, produits du territoire de l'Eglise.

XII. Indépendamment de la somme énoncée dans les articles précédents, le pape paiera à la république française, en numéraire, diamants et autres valeurs, la somme de quinze millions de livres tournois de France, dont dix millions dans le courant du mois de mars, et cinq millions dans le courant du mois d'avril prochain.

XIII. L'article VIII du traité d'armistice signé à Bologne, concernant les manuscrits et objets d'art, aura son exécution entière et la plus prompte possible.

XIV. L'armée française évacuera l'Ombrie, Perugia, Camerino, aussitôt que l'article X du présent traité sera exécuté et accompli.

XV. L'armée française évacuera la province de Macérata, à la réserve d'Ancône, de Fano et de leur territoire, aussitôt que les cinq premiers millions de la somme mentionnée en l'article XII du présent traité, auront été payés et délivrés.

XVI. L'armée française évacuera le territoire de la ville de Fano et le duché d'Urbin, aussitôt que les cinq seconds millions de la somme mentionnée à l'article XII du présent traité, auront été payés et délivrés, et que les articles III, X, XI et XIII auront été exécutés.

Les cinq derniers millions faisant partie de la somme stipulée par l'article XII, seront payés, au plus tard, dans le courant d'avril prochain.

XVII. La république française cède au pape tous ses droits sur les différentes fondations religieuses dans les villes de Rome et de Lorette; et le pape cède en toute propriété à la république française, tous les biens allodiaux appartenant au saint-siége, dans les trois provinces de Bologne, de Ferrare et de la Romagne, et notamment la terre de la Mezzola et ses dépendances; le pape se réserve cependant, en cas de vente, le tiers des sommes qui en proviendront, lesquelles devront être remises à ses fondés de pouvoirs.

XVIII. Sa sainteté fera désavouer, par son ministre à Paris, l'assassinat commis sur la personne du secrétaire de légation Basseville.

Il sera payé dans le courant de l'année, par sa sainteté, la somme de trois cent mille livres, pour être répartie entre ceux qui ont souffert de cet attentat.

XIX. Sa sainteté fera mettre en liberté les personnes qui peuvent se trouver détenues à cause de leurs opinions politiques.

XX. Le général en chef rendra la liberté de se retirer chez eux à tous les prisonniers de

guerre de sa sainteté, aussitôt après avoir reçu la ratification du traité.

XXI. En attendant qu'il soit conclu un traité de commerce entre la république française et le pape, le commerce de la république sera rétabli et maintenu dans les états de sa sainteté, sur le pied de la nation la plus favorisée.

XXII. Conformément à l'article VI du traité conclu à la Haye, le 27 floréal an 3, la paix conclue par le présent traité entre la république française et sa sainteté, est déclarée commune à la république batave.

XXIII. La poste de France sera rétablie à Rome, de la même manière qu'elle existait auparavant.

XXIV. L'école des arts instituée à Rome, pour tous les Français, y sera rétablie et continuera d'être dirigée, comme avant la guerre; le palais appartenant à la république, où cette école était placée, sera rendu sans dégradation.

XXV. Tous les articles, clauses et conditions du présent traité, sans exception, sont obligatoires à perpétuité, tant pour sa sainteté le pape Pie VI, que pour ses successeurs.

XXVI. Le présent traité sera ratifié dans le plus court délai possible.

Fait et signé au quartier-général de Tolentino, par les susdits plénipotentiaires, le premier ventose an 5 de la république française, une et indivisible (19 février 1797).

Signé, BONAPARTE, CACAULT, le cardinal MATTEI, L. GALEPPI, L. duca BRASCHI-ONESTI et Camillo marchese MASSIMI.

Napoléon insista long-temps pour que la cour de Rome s'engageât à supprimer l'inquisition. Il lui fut représenté que l'inquisition n'était plus ce qu'elle avait été: qu'aujourd'hui elle était plutôt un tribunal de police que de croyance religieuse; que les *auto-da-fé* n'existaient plus. Il apprécia ces raisonnements à leur juste valeur; mais il se désista de cet article, pour complaire au pape, qui en était vivement affecté, et s'en ouvrait dans sa correspondance particulière. Il se contenta des légations de Bologne et de Ferrare, de la Romagne, et d'occuper Ancône par une garnison; ce fut la conséquence du même principe qui le portait à respecter l'existence temporelle du pape. Si, comme l'auraient voulu les patriotes de la transpadane, il eût accru cette nouvelle république du duché d'Urbin, d'Ancône, de la province de Ferrare et de Macérata, et porté ses limites au Tronto et à l'Apennin, elle se fût trouvée en contact avec le royaume de Naples. La guerre avec cette puissance en devenait la suite infaillible: elle aurait eu lieu quand même la France et la cour de Naples ne l'eussent pas voulue.

L'importance qu'attachait cette cour à ses stipulations était telle, que le prince Pignatelli, son ministre, suivait le quartier-général français, depuis Bologne; ce qui montrait assez ses alarmes. Ce prince ne manquait ni d'esprit, ni d'activité, mais tout lui était bon pour se trouver informé. Plusieurs fois, mais spécialement à Loretto, et durant les négociations de Tolentino, il fut surpris écoutant aux portes, s'exposant ainsi à être chassé par les huis-

siers. La paix arrêta la marche des troupes françaises.

§. IX.

Après la signature du traité, le général en chef chargea le général Victor de tenir la main à son exécution, expédia son colonel aide-de-camp Junot, avec une lettre respectueuse pour le pape, et partit pour Mantoue. Cette lettre et la réponse du saint-père, qui furent publiées, contrastaient avec le langage qui était alors en usage; elles furent remarquées.

Mantoue était, depuis un mois, au pouvoir de la république; les hôpitaux y étaient encore encombrés de malades autrichiens. Napoléon descendit au palais ducal, y séjourna plusieurs jours. On avait trouvé dans cette ville un très-grand nombre de beaux tableaux; il les fit envoyer au musée de Paris. Les belles fresques de la guerre des Titans, par le Titien, excitaient, au palais du T, l'admiration des connaisseurs. La commission des artistes présenta divers projets pour les enlever et les faire transporter à Paris; mais on eût risqué de perdre et de détruire ces chefs-d'œuvre. Il fit établir un arsenal de construction, et chargea le général Chasseloup, commandant le génie, de s'occuper d'améliorer les fortifications. Le côté faible alors était celui de la Pradella et de Piétoli. On y travailla, dès cet instant, sans relâche, pour les mettre en équilibre; tous ses ordres furent donnés pour armer cette place. Il se rendit à Milan, le centre de l'administra-

tion et de la politique de l'Italie. L'esprit public y avait fait de grands progrès.

§. X.

Lors de la bataille d'Arcole, le gouvernement français crut l'Italie perdue, ce qui lui fit faire de sérieuses réflexions sur le contre-coup que cela produirait sur l'état de la France. L'opinion s'indignait et ne comprenait pas pourquoi on laissait tout le fardeau, et dès lors toute la gloire, à une seule armée. L'armée d'Italie elle-même se plaignit très-haut, et l'on songea enfin à la secourir sérieusement. Le directoire ordonna à une division de six régiments d'infanterie et de deux de cavalerie, de l'armée de Sambre et Meuse, et à une de pareille force de l'armée du Rhin, de passer les Alpes pour mettre l'armée d'Italie à même de combattre avec égalité dans la nouvelle lutte qui se préparait. Elle était alors menacée par l'armée qui fut détruite à Rivoli. La marche de ces renforts éprouva des retards. Mantoue, vivement pressée, hâta les opérations d'Alvinzi; de sorte qu'ils atteignaient seulement le pied des Alpes, lorsque les victoires de Rivoli, de la Favorite, et la reddition de Mantoue, mirent l'Italie à couvert de tout danger. Ce ne fut qu'au retour de Tolentino que Napoléon passa la revue de ses nouvelles troupes. Elles étaient belles, en bon état, et bien disciplinées. La division de Sambre et Meuse, commandée par Bernadotte, avait eu peu de désertion dans sa marche; celle du Rhin, commandée par Delmas, était plus faible, et en avait éprouvé davantage. Ce

détachement était évalué à 30,000 hommes; mais il n'était effectivement que de 19,000. Désormais l'armée d'Italie était en état de tout entreprendre; elle pouvait forcer, seule, le cabinet de Vienne à renoncer à l'alliance de l'Angleterre.

CHAPITRE XVI.

CORSE.

De la Corse jusqu'en 1729. — Guerre de l'indépendance, en 1729. — Pascal-Paoli, 1755. — Traité de Paris, de 1768. — Campagnes de 1768 et 1769. — Administration française. — Effets de la révolution de 1796. — Le roi d'Angleterre se fait roi de Corse. — Les Anglais sont chassés de l'île, 1789. — Description topographique de la Corse.

§. Ier.

L'HISTOIRE de Charlemagne est pleine d'obscurités, que les critiques les plus instruits n'ont pu éclaircir. Il serait donc superflu de chercher ce qui se passait en Corse dans le siècle de ce prince. Philippini, auteur de la plus ancienne chronique de cette île, vivait au XVe siècle; il était archidiacre d'Aléria. Lampridi a écrit à Rome, à la fin du siècle dernier, une histoire très-volumineuse des révolutions de ce pays. C'était un homme d'esprit et un littérateur distingué. Dans le même temps, il

a paru plusieurs histoires en Toscane et dans d'autres parties de l'Italie. Nous avons, en France, un grand nombre d'écrits sur la Corse, sous les titres de Voyage, Mémoires, Révolutions, Histoire. La curiosité publique a été excitée par la lutte que ce peuple a soutenue pour se soustraire à l'oppression et faire reconnaître son indépendance.

Les Arabes d'Afrique régnèrent long-temps en Corse. Les armes de ce royaume sont encore aujourd'hui une tête de mort ayant un bandeau sur les yeux, et sur un fond blanc. Les Corses se distinguèrent à la bataille d'Ostie, où les Sarrasins furent battus et obligés de renoncer à leurs projets sur Rome. Il est des personnes qui pensent que ces enseignes leur furent alors données par le pape Léon II, en

de Gênes portait la couronne royale. Dans les moments où ils étaient le plus exaltés pour leur liberté, ils concilièrent ces idées opposées, en déclarant la Sainte-Vierge leur reine. On en trouve des traces dans les délibérations de plusieurs consultes; entre autres, de celle tenue au couvent de la Vinsolasca.

Comme toute l'Italie, la Corse fut soumise au régime féodal: chaque village eut un seigneur; mais l'affranchissement des communes y précéda de cinquante ans le mouvement général qui eut lieu en Italie, dans le XI^e^ siècle. On aperçoit encore, sur des rochers escarpés, des ruines de châteaux, que la tradition désigne comme le refuge des seigneurs pendant la guerre des communes, dans les XII, XIII, XIV et XV^e^ siècles. La partie dite du Liamone, et spécialement la province de la Rocca, exercèrent la principale influence dans les affaires de l'île. Mais dans les XVI, XVII et XVIII^e^ siècles, les Pièves dites des terres des communes, ou autrement de la Castagnichia, furent à leur tour prépondérantes dans les consultes ou assemblées de la nation.

Pise était la ville du continent la plus près de la Corse; elle en fit d'abord le commerce, y établit des comptoirs, étendit insensiblement son influence, et soumit toute l'île à son gouvernement. Son administration fut douce, conforme aux vœux et aux opinions des insulaires, qui la servirent avec zèle dans ses guerres contre Florence. L'énorme puissance de Pise finit à la bataille de la Maloria. Sur ses débris s'éleva la puissance de Gênes, qui hérita de son commerce. Les Génois s'établi-

rent en Corse. Ce fut l'époque des malheurs de ce pays, qui allèrent toujours en croissant. Le sénat de Gênes n'ayant pas su captiver l'affection des habitants, s'étudia à les affaiblir, à les diviser et à les tenir dans la pauvreté et l'ignorance.

Le tableau que les écrivains corses ont tracé des crimes de l'administration des oligarques de Gênes, est un des plus hideux qu'offre l'histoire humaine: aussi est-il peu d'exemples d'une inimitié et d'une antipathie égales à celles qui animèrent ces insulaires contre les Génois.

La France, si près de la Corse, n'y eut jamais de prétention. On a dit que Charles Martel y avait envoyé un de ses lieutenants

du sénat de Gênes; les autres Pièves de la Castagnichia, et insensiblement toutes les autres provinces de l'île, suivirent leur exemple. Cette guerre, qui commença en 1729, s'est terminée en 1769, par la réunion de la Corse à la monarchie française; la lutte a duré quarante ans. Les Gênois ont levé des armées suisses et ont eu plusieurs fois recours aux grandes puissances, en prenant à leur solde des troupes auxiliaires. C'est ainsi que l'empereur d'Allemagne envoya d'abord, en Corse, le baron de Wachtendonk, et plus tard le prince de Würtemberg; que Louis XV y envoya le comte de Boissieux, et, depuis, le maréchal de Maillebois. Les armées gênoises et suisses éprouvèrent des défaites. Wachtendonk et Boissieux furent battus; le prince de Würtemberg, et Maillebois, obtinrent des succès et soumirent, tous deux, le pays; mais ils laissèrent le feu sous les cendres; et, aussitôt après leur départ, la guerre se renouvela avec plus de fureur. Le vieux Giafferi, le chanoine Orticone, homme souple et éloquent, Hyacinthe Paoli, Cianaldi, Gaforio, furent successivement à la tête des affaires, qu'ils conduisirent avec plus ou moins de succès, mais toujours loyalement et animés par les plus nobles sentiments. La souveraineté du pays résidait dans une consulte, composée des députés des Pièves. Elle décidait de la guerre et de la paix, décrétait les impositions et les levées de milices. Il n'y avait aucune troupe soldée; mais tous les citoyens en état de porter les armes étaient inscrits sur trois rôles dans chaque commune; ils marchaient à l'ennemi, à l'appel du chef. Les

armes, les munitions, les vivres, étaient au compte de chaque particulier.

On a peine à concevoir la politique de Gênes. Pourquoi tant d'opiniâtreté dans une lutte qui lui était si onéreuse? Elle devait ou renoncer à la Corse, ou en contenter les habitants. Si elle eût inscrit les principales familles sur le livre d'or; si elle eût adopté un système opposé à celui qui lui réussissait si mal et qu'elle n'avait pas la puissance de faire prévaloir, elle se fût attaché les Corses. On a souvent dit dans le sénat: „Les milices de Corse „sont plus en état de s'emparer de Gênes que „vous ne l'êtes de conquérir leurs montagnes. „Attachez-vous ces insulaires par un gouver„nement juste; flattez leur ambition et leur

détaillaient leurs griefs anciens et modernes contre leurs oppresseurs. Ils avaient pour but d'intéresser l'Europe à leur cause, et aussi d'exalter le patriotisme national. Plusieurs de ces manifestes, rédigés par Orticone, sont pleins d'énergie, de logique et des plus nobles sentiments.

On a de fausses idées sur le roi Théodore. Le baron de Neuhoff était Westphalien; il débarqua à la marine d'Aléria, avec quatre bâtiments de transport chargés de fusils, de poudre, de souliers, etc. Les frais de cet armement étaient faits par des particuliers et des spéculateurs hollandais. Ce secours inattendu, au moment où les esprits étaient découragés, parut descendre du ciel. Les chefs proclamèrent roi le baron allemand, le représentèrent au peuple comme un grand prince de l'Europe, qui leur était un garant des secours puissants qu'ils recevraient. Cette machine eut l'effet qu'ils s'en proposaient; elle agit sur la multitude, pendant dix-huit mois; elle s'usa, et alors le baron de Neuhoff retourna sur le continent. Il reparut plusieurs fois sur les plages de l'île avec des secours importants, qu'il dut à la cour de Sardaigne et au bey de Tunis. C'est un épisode curieux de cette guerre mémorable, et qui indique les ressources de tout genre des meneurs du pays.

§. III.

En 1755, Pascal Paoli fut déclaré premier magistrat et général de la Corse. Fils d'Hyacinte Paoli, et élevé à Naples, il était capitaine au

service du roi don Carlos. La piève de Rostino le nomma son député à la consulte d'Alésani. Sa famille était très-populaire. Il était grand, jeune, bien fait, fort instruit, éloquent. La consulte se divisa en deux partis: l'un le proclama chef et général; c'était celui des plus chauds patriotes, et les plus éloignés de tout accommodement. Les modérés lui opposèrent Matras, député de Fiumorbo. Les deux partis en vinrent aux mains; Paoli fut battu et obligé de s'enfermer dans le couvent même d'Alésani. Ses affaires paraissaient perdues; son rival le cernait. Mais aussitôt que la nouvelle en fut arrivée dans les pièves des communes, tous les pitons des montagnes se couvrirent de feu; les cavernes et les forêts retentirent du son lugubre du cornet; c'était le signal de la guerre. Matras voulut prévenir ces redoutables milices; il donna l'assaut au couvent. D'un caractère impétueux, il marcha le premier, et tomba frappé à mort. Dès lors tous les partis reconnurent Paoli. Peu de mois après, la consulte d'Alésani fut reconnue par toutes les pièves. Paoli déploya du talent; il concilia les esprits; il gouverna par des principes fixes; créa des écoles, une université; se concilia l'amitié d'Alger et des Barbaresques; créa une marine de bâtiments légers; eut des intelligences dans les villes maritimes, et sut se captiver l'opinion des bourgeois. Il fit une expédition maritime, s'empara de Capraja et en chassa les Gênois, qui ne furent pas sans quelque crainte que les Corses ne débarquassent dans la rivière. Il fit tout ce qu'il était possible de faire dans les circonstances du moment, et chez le peuple

auquel il commandait. Il allait s'emparer des cinq ports de l'île, lorsque le sénat de Gênes alarmé eut, pour la troisième fois, recours à la France. En 176-, six bataillons français prirent la garde des villes maritimes; et, sous leur égide, ces places continuèrent à reconnaître l'autorité du sénat.

§. IV.

Ces garnisons françaises restèrent neutres et ne prirent aucune part à la guerre qui continua entre les Corses et les Gênois. Les officiers français manifestèrent hautement les sentiments les plus favorables aux insulaires, et les plus contraires aux oligarques, ce qui acheva de leur aliéner tous les habitants des villes. En 1768, les troupes devaient retourner en France: ce moment était attendu avec impatience; il ne fût plus resté aucun vestige de l'autorité de Gênes dans l'île, lorsque le duc de Choiseul conçut la pensée de réunir la Corse à la France. Cette acquisition lui parut importante, comme une dépendance naturelle de la Provence, comme propre à protéger le commerce du Levant, et à favoriser des opérations futures en Italie. Après de longues hésitations, le sénat consentit; et Spinola, son ambassadeur à Paris, signa un traité par lequel les deux puissances convinrent que le roi de France soumettrait et désarmerait les Corses, et les gouvernerait jusqu'au moment où la république serait en mesure de lui rembourser les avances que lui aurait coûté cette conquête. Or, il fallait plus de 30,000 hommes pour sou-

mettre l'île et la désarmer, et, pendant plusieurs années, il fallait y maintenir de nombreuses garnisons ; ce qui devait nécessairement monter à des sommes que la république de Gênes ne pourrait ni ne voudrait rembourser.

Les deux parties contractantes le comprenaient bien ainsi ; mais les oligarques croyaient, par cette stipulation, mettre à couvert leur honneur, et déguiser l'odieux qui rejaillissait sur eux, aux yeux de toute l'Italie, de leur voir céder de gaîté de cœur, à une puissance étrangère, une partie du territoire. Choiseul voyait dans cette tournure un moyen de faire prendre le change à l'Angleterre, et, s'il le fallait, de revenir sur ses pas, sans compromettre l'honneur de la France. Louis XV ne voulait pas de guerre avec l'Angleterre.

Le ministre français fit ouvrir une négociation avec Paoli : il lui demandait qu'il portât son pays à se reconnaître sujet du roi, et, conformément au vœu que de plus anciennes consultes avaient quelquefois manifesté, qu'il se reconnût librement province du royaume. Pour prix de cette condescendance, on offrait à Paoli fortune, honneur ; et le caractère grand et généreux du ministre avec lequel il traitait, ne pouvait lui laisser aucune inquiétude sur cet objet. Il rejeta toutes les offres avec dédain ; il convoqua la consulte, et lui exposa l'état critique des affaires ; il ne lui dissimula pas qu'il était impossible de résister aux forces de la France, et qu'il n'avait qu'une espérance vague, mais rien de positif sur l'intervention de l'Angleterre. Il n'y eut qu'un cri, *La liberté ou la mort!* Il insista pour qu'on ne s'engageât

pas légèrement; que ce n'était pas sans réflexion et par enthousiasme qu'il fallait entreprendre une pareille lutte. Un jeune homme de vingt ans, député à la consulte, acheva d'influer sur les esprits, par un discours plein de verve; il venait de Rome et de Pise, et était plein de l'enthousiasme qu'inspire la lecture des anciens, et qui régnait dans ces écoles. „S'il suffi„sait, pour être libre, de le vouloir, tous les „peuples de la terre le seraient. Peu cependant „ont pu arriver à jouir des bienfaits de la „liberté, parce que peu ont eu l'énergie, le „courage et les vertus nécessaires." D'autres ajoutaient que, nourris depuis quarante ans dans les armes, ils avaient vu périr leurs pères et leurs enfants pour obtenir l'indépendance de leur patrie, bienfait qu'ils tenaient de la nature, qui les avait isolés de tous les autres peuples. Tous paraissaient surtout indignés de ce que la France, qui avait été souvent médiatrice dans leur querelle avec Gênes, et avait toujours protesté de son désintéressement, se présentait aujourd'hui comme partie, et feignait de croire que le gouvernement de Gênes pouvait vendre les Corses comme un troupeau de bœufs, et contre la teneur des *pacta conventa.*

Maillebois, en 1738, avait levé le régiment royal Corse de deux bataillons, composé entièrement de nationaux. On pratiqua, par le moyen des officiers, des intelligences avec les principaux chefs. Beaucoup se montrèrent au-dessus de la corruption; mais quelques-uns cédèrent, et se firent un mérite de courir au-devant d'une domination qui, désormais, était inévitable. Ils disaient, pour se justifier et faire

des prosélites: „Nos ancêtres ont combattu la „tyrannie des oligarques de Gênes; nous en „voilà enfin affranchis pour toujours. Si Giaf„feri, Hyacinthe Paoli, Gaforio, Orticone, et „tous les grands hommes qui sont morts pour „soutenir nos droits, voyaient aujourd'hui leur „patrie devenue partie intégrante de la plus „belle monarchie de l'Europe, ils se réjoui„raient, et ne regretteraient pas le sang qu'ils „ont versé! Ouvrez vos annales: vous avez „toujours été le jouet de Pise ou de Gênes, „peuples en réalité moins puissants que vous. „Tous les ports de la Provence et du Langue„doc vont vous être ouverts; vous serez res„pectés des Barbaresques; vous serez un objet „de jalousie pour la Toscane, la Sardaigne, „pour Gênes même; Français, vous pouvez „paraître avec orgueil sur tous les points de „l'Europe. On dit qu'il faut que nous recon„naissions que Gênes avait le droit de nous „vendre, cela n'est pas exact. Les traités con„clus entre les puissances, dans le secret des „cabinets, ne nous regardent pas. Réalisons „le vœu de la consulte de Calca-Sana, et de„mandons au roi de France, par un mouve„ment spontané, qu'il nous admette au nombre „de ses enfants; il nous reconnaîtra à ce titre. „Gardez-vous des illusions des passions; vous „ne pouvez pas, sans trahir les intérêts de vos „compatriotes, vous engager dans une lutte „aussi inégale. Si vous voulez que le roi de „France vous conquière, il vous conquerra; „mais alors vous ne pourrez plus stipuler pour „vos priviléges, ni réclamer vos droits. Vous „serez des esclaves par le droit le plus incon-

„testable et qui gouverne le monde, la force „et la conquête. La France est une réunion de „petits états; la Provence n'est pas gouvernée „comme le Languedoc, ni la Bretagne comme „la Lorraine. Vous pouvez donc réunir tous „les avantages de la liberté et de l'indépen- „dance avec ceux attachés à l'union de la na- „tion la plus éclairée de l'Europe, et à la pro- „tection du roi le plus puissant."

Les patriotes et la multitude ne lisaient pas ces écrits et n'entendaient pas ces discours de sang-froid. „Nous sommes invincibles dans „nos montagnes; nous les avons défendues et „contre les armées auxiliaires de Gênes, et „contre les armées impériales, et contre celles „de la France même. Soutenons le premier „choc, et l'Angleterre interviendra. On nous „parle des avantages que nous obtiendrons en „nous déclarant sujets du roi de France; nous „n'en voulons pas; nous voulons être pauvres, „mais maîtres chez nous, gouvernés par nous- „mêmes, et non le jouet d'un commis de Ver- „sailles. On nous parle de stipuler nos privi- „léges; mais la monarchie française est abso- „lue; elle est fondée sur le principe, *si veut „le roi, si veut la loi;* nous ne pouvons donc „y trouver aucune garantie contre la tyrannie „d'un subalterne. *La liberté ou la mort!*"

Les prêtres, les moines, étaient les plus exaltés. La masse de la population, et surtout les montagnards, n'avaient aucune idée de la puissance de la France. Accoutumés à se battre et à repousser souvent les faibles corps du comte de Boissieux et de Maillebois, rien de ce qu'ils avaient vu ne les effrayait. Ils croyaient que

ces faibles détachements étaient les armées françaises. La consulte fut presque unanime pour la guerre ; la population partagea les mêmes sentiments.

§. V.

Le traité par lequel Gênes cédait la Corse au roi, excita en France un sentiment de réprobation générale. Lorsque l'on connut par les résolutions de la consulte, qu'il faudrait faire la guerre, et mettre en mouvement une partie de la puissance française contre ce petit peuple, l'injustice et l'*ingénérosité* de cette guerre émurent tous les esprits. Le sang qui allait couler retombait tout entier sur Choiseul ; „car enfin „de quelle nécessité est pour nous la Corse ? „d'aucune. Est-ce d'aujourd'hui qu'elle existe ? „et pourquoi est-ce d'aujourd'hui seulement „qu'on y pense ? Nous n'avons qu'un intérêt, „c'est que l'Angleterre ne s'y établisse pas. Le „reste nous est indifférent. Mais si cette guerre „n'est pas prescrite par la nécessité, elle est „encore moins autorisée par la justice. Gênes „elle-même n'a aucun droit ; si elle l'avait, „elle ne le pourrait pas transmettre à une puis„sance étrangère. Lorsque François Ier, par „le traité de Madrid, céda la Bourgogne à „Charles-Quint, cette province toute entière „se souleva, et déclara que le roi de France „n'avait pas le droit de l'aliéner ; et cependant „on était dans le XVIe siècle. Quoi ! les hom„mes peuvent se vendre comme de vils trou„peaux ! Intervenus dans les discussions de „Gênes et des Corses, accordez à l'opprimé

„une protection digne de la grandeur du roi, „cela attachera ces peuples par la reconnais- „sance; vous vous serez épargné une injus- „tice, une guerre coûteuse, et l'embarras, „pendant longues années, de garder un pays „mal intentionné, qui frémira sous la main „qui l'aura opprimé. Nos finances sont-elles „donc dans un trop bon état, ou les charges „qui pèsent sur le peuple sont-elles donc trop „légères?"

Ces vains raisonnements n'arrêtèrent pas la marche du cabinet. Le lieutenant-général Chauvelin débarqua à Bastia; il eut sous ses ordres 12,000 hommes. Il publia des proclamations, intima des ordres aux communes, et commença les hostilités; mais ses troupes, battues au combat de Borgo, repoussées dans toutes leurs attaques, furent obligées, à la fin de la campagne de 1768, de se renfermer dans les places fortes, ne communiquant plus entre elles que par le secours de quelques frégates de croisière. Les Corses se crurent sauvés; ils ne doutèrent pas que l'Angleterre n'intervînt; Paoli partagea cette illusion; mais le ministère anglais, inquiet de la fermentation qui se manifestait dans ses colonies d'Amérique, ne voulait pas la guerre. Il fit remettre à Versailles une note faible, et se contenta des explications, plus faibles encore, qui lui furent données. Des clubs de Londres envoyèrent des armes et de l'argent; la cour de Sardaigne et quelques sociétés d'Italie donnèrent en secret des secours; mais c'étaient de faibles ressources contre l'armement redoutable qui se préparait sur les côtes de la Provence. Les échecs qu'a-

vait éprouvés Chauvelin furent un sujet de satisfaction dans toute l'Europe, et spécialement en France. On avait le bon esprit de concevoir que la gloire nationale n'était en rien compromise dans une lutte contre une poignée de montagnards. Louis XV même montra quelques sentiments favorables aux Corses; il était peu jaloux de mettre cette nouvelle couronne sur sa tête; et pour le décider à ordonner les préparatifs d'une deuxième campagne, il fallut lui parler de la joie qu'éprouveraient les philosophes de voir le grand roi battu par un peuple libre, et obligé de reculer devant lui. L'influence en serait grande pour l'autorité royale. La liberté avait des fanatiques, qui verraient des miracles dans le succès d'une lutte si inégale. Il n'y eut plus à délibérer. Le maréchal de Vaux partit pour la Corse; il eut sous ses ordres 30,000 hommes; les ports de cette île furent inondés de troupes. Les habitants se défendirent cependant pendant une partie de la campagne de 1769, mais sans espoir de succès. La population de la Corse était alors de 150,000 habitants au plus, 30,000 étaient contenus par les forts et les garnisons françaises; il restait 20,000 hommes en état de porter les armes, desquels il fallait ôter tous ceux qui appartenaient aux chefs qui avaient fait leur traité avec les agents du ministère français. Les Corses se battirent avec obstination au passage du Golo. N'ayant pas eu le temps de couper le pont, qui était en pierre, ils se servirent des cadavres de leurs morts pour en former un retranchement. Paoli, acculé au sud de l'île, s'embarqua sur un bâti-

ment anglais, à Porto-Vecchio, débarqua à Livourne, traversa le continent, et se rendit à Londres. Il fut accueilli partout, par les souverains et par le peuple, avec les plus grandes marques d'admiration.

§. VI.

Il n'était pas possible, sans doute, de résister à l'armée du maréchal de Vaux. Cependant il y eut un moment où il avait disséminé toutes ses troupes; il s'était fait illusion; il croyait le pays soumis et désarmé; mais, de fait, il n'était resté dans les villages que des vieillards, des femmes et des enfants, et il ne lui avait été donné au désarmement que de vieux fusils. Tous les braves, aguerris par quarante ans de guerres civiles, erraient dans les bois, les cavernes, et sur les crêtes des montagnes. La Corse est un pays si difficile et si extraordinaire, qu'un San-Pietro, dans une telle circonstance, eût pu tomber séparément sur tous les corps de l'armée française, les eût empêchés de se rallier, et contraints de s'enfermer dans les places fortes, ce qui certainement eût obligé la cour de Versailles à changer de système. Mais Paoli n'avait ni le coup d'œil, ni la promptitude, ni la vigueur militaire, qu'exigeait l'exécution d'un pareil plan. Son frère Clément, s'il eût eu plus d'esprit, en eût été capable par ses vertus guerrières. 4 ou 500 patriotes suivirent Paoli et émigrèrent; un grand nombre d'autres abandonnèrent leurs villages et leurs maisons, et continuèrent plusieurs années à faire la petite guerre, coupant les chemins aux

convois et à tous les soldats isolés. Les habitants les appelaient les patriotes, les Français les appelaient les bandits. Ils méritaient ce dernier titre par les cruautés qu'ils commettaient, quoique jamais contre les naturels.

En 1774, cinq ans après la soumission, quelques-uns des réfugiés retournèrent en Corse, soulevèrent le Niolo, piève située sur la plus haute montagne. Le comte de Narbonne Fritslar, lieutenant-général, commandant dans l'île, marcha contre les montagnards avec la plus grande partie des garnisons. Il déshonora son caractère par les cruautés qu'il commit. Le maréchal-de-camp Sionville se rendit odieux aux naturels; il faisait brûler les maisons, couper les oliviers et les châtaigniers, arracher les vignes, non-seulement appartenant aux bandits, mais à leurs parents jusqu'au troisième degré. Le pays fut en proie à la terreur; mais les habitants nourrissaient en secret un mécontentement sourd.

Cependant les vues du cabinet de Versailles étaient bienfaisantes; il accorda aux Corses des états de province, composés de trois ordres, le clergé, la noblesse, le tiers-état. Il rétablit la magistrature des douze nobles, que les Corses avaient toujours réclamée. C'était une institution pisane et une espèce de commission intermédiaire des états, qui administrait les impositions et le régime intérieur de la province. A chaque terme d'état, un évêque, un député de la noblesse et un du tiers-état, étaient reçus à la cour, portant directement au roi le cahier des plaintes du pays. Des encouragements furent donnés à l'agriculture; la

compagnie d'Afrique de Marseille fut contrainte à reconnaître d'anciens usages favorables aux pêcheurs Corses pour la pêche du corail. Des grandes routes furent percées, des marais desséchés. On essaya même de former des colonies de Lorrains, d'Alsaciens, pour mettre sous les yeux des insulaires des modèles de culture. Les impositions ne furent pas onéreuses; les écoles furent encouragées; les enfants des principales familles furent appelés en France, pour y être élevés. C'est en Corse que les économistes firent l'essai de l'imposition en nature.

Dans les vingt années qui s'écoulèrent de 1769 à 1789, l'île gagna beaucoup. Mais tant de bienfaits ne touchèrent pas le cœur des habitants, qui, au moment de la révolution, n'étaient rien moins que Français. Un lieutenant-général d'infanterie, traversant les montagnes, discourait avec un berger sur l'ingratitude de ses compatriotes: Il lui faisait l'énumération des bienfaits de l'administration française. „Du „temps de votre Paoli vous payiez le double. — „Cela est vrai, monseigneur, mais nous dion„nions alors, vous prenez aujourd'hui." L'esprit naturel des insulaires se montrait dans toutes les circonstances. On pourrait en citer mille reparties. Nous en prendrons une au hasard: Plusieurs officiers titrés voyageant dans le Niolo, disaient un soir à leur hôte, un des plus pauvres habitants de la piève: „Vois la „différence qu'il y a de nous autres Français „à vous autres Corses, comme nous sommes „tenus et habillés." Le paysan se relève, il les regarde avec attention, et demande à chacun

leur nom. L'un était marquis, l'autre baron, le troisième chevalier. „Bah! dit-il alors, cela „est vrai, j'aimerais à être habillé comme vous; „mais est-ce qu'en France tout le monde est „marquis, baron ou chevalier?"

§. VII.

La révolution a changé l'esprit de ces insulaires; ils sont devenus Français en 1790. Paoli quitta l'Angleterre, où il vivait d'une pension que lui avait faite le parlement, et qu'il abandonna. Il fut accueilli par la constituante, par la garde nationale de Paris, et même par Louis XVI. Son arrivée dans l'île produisit une joie générale; la population toute entière accourut à Bastia pour le voir. Sa mémoire était

lui-même sa tête sur l'échafaud. Il n'eut d'autre ressource que d'en appeler à ses compatriotes; il insurgea toute l'île contre la convention. Les représentants du peuple, commissaire chargés de mettre à exécution ce décret, arrivèrent dans ces circonstances; ils ne purent que conserver, à l'aide de quelques bataillons, les places de Bastia et de Calvi. Si la décision du parti que devait prendre la Corse avait dépendu d'une assemblée des principales familles, Paoli n'aurait pas réussi. On blâmait généralement les excès qui se commettaient en France; mais on pensait qu'ils étaient passagers, qu'il était facile de s'en garantir dans l'île, et qu'il ne fallait pas, pour obvier à l'inconvénient du moment, se séparer d'une patrie qui pouvait seule assurer le bonheur et la tranquillité du pays. Paoli fut étonné du peu de crédit qu'il obtint dans des conférences privées. Plusieurs de ceux mêmes qui l'avaient accompagné en Angleterre et avaient passé vingt années à maudire la France, furent les plus récalcitrants, entre autres le général Gentili; cependant dans la masse entière de la population, à l'appel de son ancien chef, il n'y eut qu'un cri. En un moment la tête de mort fut arborée sur tous les clochers, et la Corse cessa d'être française. Peu de mois après les Anglais s'emparèrent de Toulon; lorsqu'ils en furent chassés, l'amiral Hood mouilla à Saint-Florent; il débarqua 12,000 hommes, qu'il mit sous les ordres de Nelson; Paoli y joignit 6,000 hommes. Ils cernèrent Bastia. La Combe-Saint-Michel et Gentili défendirent la ville avec la plus grande intrépidité: elle ne capitula qu'après quatre

mois de siége. Calvi résista quarante jours de tranchée ouverte. Le général Dundas, qui commandait un corps anglais de 4,000 hommes, et était campé à Saint-Florent, se refusa à prendre part au siége de Bastia, ne voulant pas compromettre ses troupes sans l'ordre spécial de son gouvernement.

§. VIII.

L'on vit alors un spectacle bien étrange: le roi d'Angleterre posa sur sa tête la couronne du royaume de Corse, bien étonnée de se trouver à côté de la couronne de Fingal. En juin 1794, la consulte de Corse, présidée par Paoli, proclama que ses liens politiques avec la France étaient rompus à jamais, et que la couronne de Corse serait offerte au roi d'Angleterre. Une députation, composée de Galeazzi, président, Filippi de Vescovato, Negroni de Bastia, Cesari-Rocca de la Rocca, se rendit à Londres, et le roi accepta la couronne. Il nomma pour vice-roi lord Gilbert Elliot. La consulte avait en même temps décrété une constitution qui assurait les libertés et les priviléges du pays. Elle était calquée sur celle d'Angleterre. Lord Elliot était un homme de mérite; il avait été vice-roi des Indes; mais il ne tarda pas à se brouiller avec Paoli. Le vieillard s'était retiré au milieu des montagnes, et là il désapprouvait la conduite du vice-roi qui était influencé par deux jeunes gens, Pozzo di Borgo et Colonna, dont l'un servait auprès de lui en qualité de secrétaire, et l'autre comme aide-de-camp. On reprochait à Paoli d'être d'un caractère inquiet, de ne

savoir pas se résoudre à vivre en simple particulier, de vouloir toujours trancher du maître du pays. Cependant l'influence qu'il avait dans l'île, et qui n'était pas contestée, les services que, dans cette circonstance, il avait rendus à l'Angleterre, tout ce qu'avaient de respectable sa carrière et son caractère, portaient le ministère anglais à de grands ménagements. Il eut plusieurs conférences avec le vice-roi et le secrétaire d'état. C'est dans une d'elles que, piqué par quelques observations, il leur dit: „Je „suis ici dans mon royaume; j'ai deux ans fait „la guerre au roi de France; j'ai chassé les ré„publicains. Si vous violez les priviléges et les „droits du pays, je puis plus facilement encore „en chasser vos troupes." Quelques mois après le roi d'Angleterre lui écrivit une lettre convenable à la circonstance, où il lui conseillait, par l'intérêt qu'il portait à sa tranquillité et à son bonheur, de venir finir ses jours dans un pays où il était considéré et où il avait été heureux. Le secrétaire d'état la lui porta à Ponte-Lechio. Paoli sentit que c'était un ordre; il hésita; mais rien n'annonçait alors que le règne de la terreur dût se terminer en France: L'armée d'Italie était encore dans le comté de Nice. En déclarant la guerre aux Anglais, Paoli eût été en butte aux coups de deux grandes puissances belligérantes. Il se soumit au destin et se rendit à Londres où il mourut, en 1807. Il faut lui rendre le témoignage que, dans toutes ses correspondances d'Angleterre, pendant les huit dernières années de sa vie, il recommandait à ses compatriotes de ne se séparer de la France, et de s'en

bonheur comme au malheur de cette grande nation. Il légua, par son testament, des sommes assez considérables pour établir une université à Corte.

Si les Anglais eussent voulu conserver leur influence sur la Corse, ils auraient dû reconnaître son indépendance, consolider le pouvoir de Paoli, accorder quelques légers subsides, afin de se conserver une espèce de suprématie ainsi que des priviléges pour le mouillage de leurs escadres dans les principales rades, surtout celle de Saint-Florent. Ils auraient eu alors un point d'appui dans la Méditerranée, auraient pu, en cas de besoin, lever un corps auxiliaire de 5 à 6,000 hommes de braves troupes pour être employé dans cette mer; les ports de Corse eussent été à leur direction. Les nombreux réfugiés qui étaient en France se seraient insensiblement ralliés à un gouvernement national; et la France elle-même eût facilement, à la paix, reconnu un état de choses que l'opinion avait conseillé à Choiseul.

§. IX.

Les Corses étaient extrêmement mécontents des gouverneurs anglais; ils n'entendaient rien à leur langue, à leur tristesse habituelle, à leur manière de vivre. Des hommes continuellement à table, presque toujours pris de vin, peu communicatifs, contrastaient avec leurs mœurs. La différence de religion fut aussi un sujet de répugnance. C'était la première fois, depuis la naissance du christianisme, que leur territoire [illegible] it profané par un culte hérétique; tout ce

qu'ils voyaient les confirmait dans leur préjugé contre la religion protestante. Ce culte sans cérémonies, ces temples si nus, si tristes, ne pouvaient parler à des imaginations méridionales, que flattent si vivement la pompe du culte catholique, ses belles églises, ornées de peintures et de tableaux, et ses imposantes cérémonies. Les Anglais répandaient l'or à pleines mains; les habitants le recevaient, sans que cela leur inspirât aucune reconnaissance.

Dans ce temps, Napoléon entra dans Milan, s'empara de Livourne, y réunit, sous les ordres de Gentili, tous les réfugiés Corses. L'exaltation devint extrême dans toutes les montagnes. Dans une grande fête, à Ajaccio, on accusa le jeune Colonna, aide-de-camp du vice-roi, d'avoir insulté un buste de Paoli. Ce jeune homme en était incapable. L'insurrection éclata; les habitants de Bogognano interceptèrent les communications de Bastia à Ajaccio, cernèrent le vice-roi, qui avait marché contre eux avec un corps de troupes: il fut contraint d'abandonner ses deux favoris, de les chasser de son camp. Ceux-ci, déguisés, escortés de leurs parents, gagnèrent, par des chemins de traverse, Bastia, où ils arrivèrent avant le vice-roi. Elliot vit qu'il était impossible de songer à se maintenir en Corse; il chercha un refuge et s'empara de Porto-Ferrajo. Gentili et tous les réfugiés débarquèrent, en octobre 1796, malgré les croisières anglaises. Ils intimèrent une marche générale de la population. Toutes les crêtes des montagnes se couvrirent, pendant la nuit, de feux; le bruit rauque de la corne, signal de l'insurrection, se fit entendre dans toutes les

vallées. Ils s'emparèrent de Bastia et de toutes les places. Les Anglais s'embarquèrent en hâte, abandonnèrent beaucoup de prisonniers. Le roi d'Angleterre ne porta que deux ans la couronne de Corse, qui ne servit qu'à dévoiler l'ambition de son cabinet, et à lui donner un ridicule. Cette fantaisie coûta cinq millions sterling à la trésorerie de Londres. On ne pouvait pas employer plus mal les trésors de John-Bull.

La Corse forma la 23e division militaire de la république; le général Vaubois en eut le commandement. Au commencement de 1798, des malveillants, sous un prétexte de religion, insurgèrent une partie du Fiumorbo; voulant

§. X.

La Corse est située à vingt lieues des côtes de la Toscane, à quarante des côtes de la Provence, et à soixante de celles d'Espagne; géographiquement elle appartient à l'Italie; mais cette péninsule ne formant pas une puissance, elle est assez naturellement partie intégrante de la France. Sa surface est de cinq cents lieues carrées; elle a quatre villes maritimes, Bastia, Ajaccio, Calvi, Bonifacio, soixante-trois pièves ou vallées, quatre cent cinquante villages ou hameaux, trois grandes rades, propres à contenir les plus grandes flottes, Saint-Florent, Ajaccio et Porto-Vecchio. L'île est montagneuse: elle est traversée du nord-ouest au sud-est par une haute chaîne graniteuse qui partage l'île en deux; ses pitons supérieurs sont constamment couverts de neige. Les trois plus grandes rivières sont le Golo, le Liamone et le Tavignano. Des hautes montagnes coulent des rivières, ou torrents, qui se jettent à la mer dans toutes les directions; à leur embouchure sont de petites plaines d'une ou deux lieues de circuit. La côte du côté de l'Italie, de Bastia à Aleria, est une plaine de vingt lieues de long sur trois à quatre de large.

L'île est boisée; les plaines ou les collines sont ou peuvent être couvertes d'oliviers, de mûriers, d'arbres fruitiers, d'orangers, de grenadiers, etc. Les revers des montagnes sont couverts de châtaigniers, au milieu desquels sont situés des villages qui, par leur position, se trouvent naturellement fortifiés. Sur les sommets des montagnes sont des forêts de pins,

de sapins, de chênes verts; les oliviers sont aussi gros que dans le levant; les châtaigniers sont énormes et de la plus grande espèce; les pins et les sapins ne le cèdent point à ceux de Russie pour l'élévation et la grosseur; mais, comme mâts de hune, ils ne peuvent servir que trois ou quatre ans; au bout de ce laps de temps, ils se sont desséchés et sont devenus cassants, tandis que le pin de Russie conserve toujours son élasticité et sa souplesse. L'huile, le vin, la soie et le bois de construction, sont quatre grandes branches d'exportation propres à enrichir cette île. La population est de moins de cent quatre-vingt mille ames; elle pourrait être de cinq cent mille. Le pays fournirait les blés, les châtaignes, et les troupeaux, nécessaires pour les nourrir. Avant l'incursion des Sarrasins, tous les bords de la mer étaient peuplés. Aléria et Mariana, deux colonies romaines, étaient deux grandes villes de soixante mille ames; mais les incursions des Musslim, dans les VII^e^ et VIII^e^ siècles, et, depuis, celles des barbaresques, ont porté toute la population dans les montagnes; les plaines sont devenues inhabitées, et dès lors malsaines.

La Corse est un beau pays au mois de janvier et de février; mais dans la canicule la sècheresse se fait sentir; alors elle manque d'eau, surtout dans les plaines; et les habitants éprouvent un grand agrément à habiter à mi-côte, d'où ils descendent aux marais dans l'hiver, soit pour faire paître leurs troupeaux, soit pour cultiver les plaines.

Saint-Florent est désigné par la nature pour être la capitale de l'île, le point d'appui de sa

défense, le centre de tous les magasins, de l'administration, parce que sa rade est la plus belle et la plus près de Toulon; ce seul point doit être régulièrement fortifié; dans toutes les autres villes on ne doit laisser subsister que des batteries de côtes. L'air de Saint-Florent est aujourd'hui malsain, non dans la rade, mais dans le lieu où est située la petite ville; cependant il ne serait pas difficile de dessécher les marais. Une partie de la population de Bastia, qui n'est éloignée que de peu de lieues, se rendrait naturellement dans cette nouvelle ville. Au défaut de Saint-Florent, Ajaccio doit être la capitale, le centre de l'administration et de la défense, parce que c'est la deuxième rade placée du côté de Toulon, et la plus rapprochée après Saint-Florent. C'est dans un intérêt italien que Bastia a été choisi pour capitale, parce que c'est la ville la plus près de l'Italie; la communication directe avec la France y est difficile: les bâtiments sont obligés de doubler le cap Corse; cette ville, d'ailleurs, n'a pas de rade, et dans son port ne peut recevoir que des bâtiments marchands. Les fortifications de toute autre ville que Saint-Florent ou Ajaccio, seraient inutiles, puisque l'on ne saurait les défendre contre un ennemi qui serait maître de la mer, et que les gardes nationales suffisent pour la défense de l'intérieur de l'île. En cas d'attaque, les troupes de ligne doivent se concentrer dans une seule place maritime, pour pouvoir prolonger leur défense et attendre des secours.

Les besoins les plus urgents de la Corse sont: 1° un bon code rural qui protége l'agriculture

contre l'incursion des bestiaux, et ordonne la destruction des chèvres; 2° le dessèchement des marais, pour rappeler insensiblement la population sur les bords de la mer; 3° des primes pour encourager la plantation et la greffe des oliviers et des mûriers; elles doivent être doubles pour les plantations faites sur le bord de la mer; 4° une police juste, mais sévère; un désarmement général et absolu tant des grandes que des petites armes, telles que stilets, poignards; 5° deux cents places, exclusivement réservées pour les jeunes Corses, dans les lycées, les écoles militaires, les séminaires, les écoles vétérinaires, les écoles d'agriculture et des arts-et-métiers en France; 6° une exportation régulière, et au compte de la marine, des bois

CHAPITRE XVII.

TAGLIAMENTO.

Plan de campagne pour 1797. — Passage de la Piave (12 mars). — Bataille du Tagliamento (16 mars). — Retraite du prince Charles. — Combat de Gradisca (19 mars). — Passage des Alpes-Juliennes et de la Drave (29 mars). — Combats dans le Tyrol.

§. Ier.

Les échecs qu'avaient essuyés les deux armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin dans la campagne passée, la contenance timide de ces deux armées pendant le siége de Kehl et de la tête de pont d'Huningue, avaient entièrement rassuré le conseil aulique de ce côté. A la fin de février, il détacha six divisions de ses meilleures troupes du Rhin (40,000 hommes) quatre sur le Frioul, deux sur le Tyrol. Le prince Charles, tout resplendissant de la gloire qu'il venait d'acquérir en Allemagne, prit le commandement des armées autrichiennes d'Italie, et porta son quartier-général, le 6 février, à Inspruck, et peu après à Villach et à Gorizia.

Dans le courant de février, ses ingénieurs parcoururent les débouchés des Alpes-Juliennes et Noriques. Ils projetaient les fortifications qu'ils devaient élever, sitôt que les neiges seraient fondues. Napoléon brûlait d'impatience de les prévenir, d'attaquer et de chasser l'archiduc Charles de l'Italie, avant l'arrivée des puissants renforts qui traversaient l'Allemagne.

L'armée de Napoléon était composée de huit divisions d'infanterie et d'une réserve de cavalerie, présentant sous les armes 53,000 hommes d'infanterie, 3,000 d'artillerie servant cent vingt bouches à feu, et 5,000 de cavalerie ; le contingent du roi de Sardaigne était de 8,000 hommes d'infanterie, 2,000 de cavalerie et vingt pièces de canon. Il négociait depuis long-temps pour entraîner Venise dans son alliance ; son contingent devait être pareil à celui du Piémont. Ainsi il comptait entrer en Allemagne avec 70,000 hommes d'infanterie, 9,000 de cavalerie, et cent soixante pièces de canon. Mais le directoire, par le plus étrange aveuglement, se refusa à ratifier le traité d'alliance de Bologne, ce qui priva l'armée française du contingent du roi de Sardaigne. La seigneurie de Venise se refusa à toutes propositions d'alliance, et laissa percer tant de mauvaise volonté qu'il fallut se mettre en garde, ce qui non-seulement priva l'armée du contingent vénitien, mais obligea à laisser 10,000 hommes en réserve, sur l'Adige, pour assurer les derrières et surveiller la malveillance de l'oligarchie vénitienne. Napoléon ne put donc entrer en Allemagne qu'avec 50,000 hommes, dont 5,000 de cavalerie et 2,500 d'artillerie. Il avait pensé

que les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin devaient être réunies en une seule armée qui, forte de 120,000 hommes, se porterait de Strasbourg en Bavière, passerait l'Inn, arriverait aur l'Ens, et se réunirait à l'armée d'Italie, qui, traversant le Tagliamento, les Alpes-Juliennes, la Carinthie, la Drave et la Muer, se porterait sur le Simering; et que, réunis ainsi au nombre de près de 200,000 hommes, les Français entreraient dans Vienne, dans le temps qu'une armée d'observation de 60,000 hommes garderait la Hollande, bloquerait Ehrenbreitstein, Mayence, Mannheim, Philipsbourg, et garderait les têtes de pont de Düsseldorf, Kehl et Huningue. Mais le directoire, persistant dans ses faux principes de guerre, continua à tenir séparées les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin; l'expérience de la campagne passée était perdue pour lui.

Trois grandes chaussées mènent de l'Italie à Vienne, 1° celle du Tyrol; 2° celle de la Pontéba ou de la Carinthie; 3° celle de la Carniole.

La première, de Vérone, longe la rive gauche de l'Adige jusqu'à Trente, traverse la haute chaîne des Alpes, au col du Brenner, à soixante lieues de Vérone, et de là, par Salzbourg, va gagner le Danube, qu'elle descend jusqu'à Vienne, en traversant l'Ens. De Vérone à Vienne, par ce chemin, il y a cent soixante-dix lieues.

La deuxième chaussée traverse le Vicentin, le Trévisan, passe la Piave, le Tagliamento, la Pontéba et les Alpes carniques, au col de Tarwis: de là elle descend dans la Carinthie,

traverse la Drave à Villach, passe à Klagenfurt, capitale de cette province, rencontre la Muer, qu'elle suit jusqu'à Bruck, traverse le Simering, et descend dans la vallée de Vienne; par cette chaussée, de Saint-Daniel à Vienne, il y a quatre-vingt-quinze lieues.

La chaussée de la Carniole passe l'Isonzo à Gradisca, se dirige sur Laybach, capitale de la province, traverse la Save, passe la Drave à Marbourg, entre en Styrie, traverse Grätz, sa capitale, et joint la chaussée de la Carinthie à Bruck. Il y a de Gorizia à Vienne, par cette route, cent cinq lieues.

La chaussée du Tyrol communique avec celle de la Carinthie, par cinq routes transversales. La première, appelée le Pusterthal, part de Brixen, prend à droite, rencontre un des affluents de l'Adige, passe à Lienz, à Spital, et joint la chaussée de la Carniole, près de Villach: elle a quarante-cinq lieues. La deuxième part de Salzbourg, passe à Radstadt, et arrive également à Spital: elle a trente-deux lieues. A quatre lieues au-dessous de Radstadt, un embranchement de cette route suit la Muer jusqu'à Scheifling, où il rencontre la chaussée de la Carinthie: cet embranchement a seize lieues. La troisième part de Linz sur le Danube, passe l'Ens près de Rottenmann, traverse de hautes montagnes, et, à trente-six lieues, rejoint, à Judenbourg, la chaussée de la Carinthie. La quatrième part d'Ens, remonte l'Ens pendant vingt lieues, et descend sur Léoben: elle a vingt-huit lieues. Enfin, la cinquième part de Saint-Pölten, et débouche sur Bruck: elle a vingt-quatre lieues.

Les chaussées de la Carinthie et de la Carniole communiquent entre elles par trois routes transversales. La première part de Gorizia, remonte l'Isonzo, passe à Caporetto, traverse la Chiusa autrichienne, et joint, à Tarwis, la chaussée de la Carinthie: elle a vingt-une lieues. La deuxième part de Laybach, traverse la Save et la Drave, et arrive à Klagenfurt: elle a dix-sept lieues. La troisième, de Marbourg, rencontre la Drave, et arrive également à Klagenfurt: elle a vingt-six lieues. Après avoir dépassé Klagenfurt, la chaussée de la Carinthie n'a plus aucune communication avec celle de la Carniole; elles cheminent parallèlement, à vingt-neuf lieues l'une de l'autre, jusqu'à Bruck, où elles se réunissent.

L'armée de l'archiduc, dans les premiers jours de mars, était forte de 50,000 hommes, dont 15,000 dans le Tyrol, le reste derrière la Piave, couvrant le Frioul. Elle attendait, dans le courant d'avril, l'arrivée des six divisions parties du Rhin; ce qui porterait sa force à plus de 90,000 hommes. Une si grande supériorité justifiait les espérances flatteuses du cabinet de Vienne. L'armée française, à la même époque, avait les trois divisions Delmas, Baraguay-d'Hilliers et Joubert, et la brigade de cavalerie, du général Dumas, réunie dans le Tyrol italien, sous les ordres du lieutenant-général Joubert; ce qui formait un corps de 17,000 hommes. Les divisions Masséna, Serrurier, Guieux (ci-devant Augereau), Bernadotte, et la division de cavalerie de réserve du général Dugua (34 à 35,000 hommes) étaient réunies dans le Bassanais et le Trévi-

san, tenant des avant-postes le long de la rive droite de la Piave. La division Victor était encore sur l'Apennin; elle devait arriver dans les premiers jours d'avril sur l'Adige, pour y former le noyau du corps d'observation opposé aux Vénitiens; l'arrivée successive des bataillons de marche français, des bataillons lombards, cispadans et polonais, devait porter ce corps d'armée à 20,000 hommes.

Lorsqu'on apprit que l'archiduc était arrivé à Inspruck, le 6 février, on pensa qu'il réunirait toutes ses forces dans le Tyrol, se contentant de détacher une division de 6,000 hommes derrière le Tagliamento. Cela eût accéléré de vingt jours la réunion à son armée des six divisions détachées du Rhin; il eût pu alors attaquer le général Joubert, le forcer dans ses positions du Lawis et le jeter en Italie. Dès les premiers jours de février, le général en chef avait fait connaître au général Joubert le danger qu'il courait; et, dans cette hypothèse, il lui avait ordonné de choisir trois positions entre le Lawis et la ligne de Torbole et Mori, où, avec son corps d'armée, il pût retarder la marche de l'archiduc, et gagner huit ou dix jours, afin de donner le temps aux divisions qui étaient sur la Brenta, de prendre l'armée de l'archiduc en flanc, par les gorges de la Brenta.

§. II.

Mais l'archiduc, se conformant au plan qui lui avait été prescrit par le conseil aulique, réunit ses principales forces dans le Frioul,

ce qui permit à l'armée française de l'attaquer avant l'arrivée des divisions du Rhin, qui étaient encore éloignées de vingt marches. Napoléon porta en conséquence son quartier-général à Bassano, le 9 mars. Il parla en ces termes à son armée, par le moyen de l'ordre du jour: „Soldats, la prise de Mantoue vient „de terminer la guerre d'Italie, qui vous a „donné des titres éternels à la reconnaissance „de la patrie. Vous avez été victorieux dans „quatorze batailles rangées et dans soixante-„dix combats; vous avez fait cent mille pri-„sonniers, pris cinq cents pièces de canon de „campagne, deux mille de gros calibre, quatre „équipages de pont. Les contributions mises „sur le pays que vous avez conquis, ont „nourri, entretenu, soldé l'armée; vous avez, „en outre, envoyé trente millions au ministre „des finances, pour le service du trésor public. „Vous avez enrichi le Muséum de Paris de „trois cents chefs-d'œuvre de l'ancienne et „nouvelle Italie, qu'il a fallu trente siècles „pour produire. Vous avez conquis à la répu-„blique les plus belles contrées de l'Europe. „Les républiques transpadane et cispadane „vous doivent leur liberté. Les couleurs fran-„çaises flottent, pour la première fois, sur les „bords de l'Adriatique, en face et à vingt-„quatre heures de la patrie d'Alexandre. Les „rois de Sardaigne, de Naples, le pape, le „duc de Parme, sont détachés de la coalition. „Vous avez chassé les Anglais de Livourne, „de Gênes, de la Corse.... et cependant de plus „hautes destinées vous attendent!!! Vous en „serez dignes!!! De tant d'ennemis qui se coa-

„lisèrent pour étouffer la république à sa „naissance, l'empereur seul reste devant vous... „Il n'a plus de politique, de volonté, que celle „de ce cabinet perfide qui, étranger aux mal„heurs de la guerre, sourit avec plaisir aux „maux du continent. Le directoire exécutif „n'a rien épargné pour donner la paix à l'Eu„rope; la modération de ses propositions ne „se ressentait pas de la force de ses armées.... „Elle n'a pas été écoutée à Vienne; il n'est „donc plus d'espérance d'avoir la paix qu'en „allant la chercher dans le cœur des états hé„réditaires. Vous y trouverez un brave peuple... „vous respecterez sa religion et ses mœurs; „vous protégerez ses propriétés. C'est la liberté „que vous apporterez à la brave nation hon„groise."

Il fallait passer la Piave et le Tagliamento en présence de l'armée autrichienne, et tourner sa droite, pour la prévenir aux gorges de la Pontéba. Masséna partit de Bassano, passa la Piave dans les montagnes, battit la division Lusignan, la poursuivit l'épée dans les reins, lui fit 600 prisonniers, parmi lesquels le général Lusignan, et quelques pièces de canon, et en jeta les débris au-delà du Tagliamento, s'emparant de Feltre, de Cadore et de Bellune. La division Serrurier se porta, le 12 mars, sur Asolo, passa la Piave à la pointe du jour, marcha sur Conégliano, où était le quartier-général autrichien, et tourna ainsi toutes les divisions qui défendaient la basse Piave; ce qui permit à la division Guieux d'exécuter son passage, à deux heures après midi, à Ospedaletto, en avant de Trévise. La rivière, en cet

endroit, est assez haute; elle eût exigé un pont; mais la bonne volonté du soldat y suppléa. Un seul tambour courut des risques, et fut sauvé par une vivandière, qui se jeta à la nage. Ce même jour, les divisions Serrurier et Guieux campèrent, avec le quartier-général, à Conégliano. La division Bernadotte, qui était à Padoue, rejoignit le lendemain. L'ennemi avait choisi les plaines du Tagliamento pour son champ de bataille; elles étaient favorables à sa bonne et nombreuse cavalerie. Son arrière-garde essaya de tenir, la nuit, à Sacile, mais elle fut enfoncée, le 15, par le général Guieux.

§. III.

Le 16 mars, à neuf heures du matin, les deux armées se trouvèrent en présence. L'armée française arrivait, avec le grand quartier-général, en avant de Valvasone, sur la rive droite du Tagliamento. La division Guieux formant la gauche; la division Serrurier le centre, et la division Bernadotte la droite. L'armée autrichienne, à peu près égale en force, était rangée dans le même ordre sur la rive opposée. Par cette position, elle ne couvrait pas la chaussée de la Pontéba. La colonne d'Orskay et les débris de la division Lusignan n'étaient plus capables d'arrêter Masséna. Cependant la Pontéba était la route la plus courte et la direction naturelle pour couvrir Vienne.

Cette conduite de l'archiduc ne peut s'expliquer qu'en supposant qu'il ne craignît que pour Trieste, centre des établissements mari-

times de l'Autriche, ou que ses positions n'étaient pas définitivement prises, et que, couvert par le Tagliamento, il espérait gagner quelques jours, ce qui donnerait le temps à une division de grenadiers venant du Rhin, déja arrivée à Klagenfurt, de renforcer la division Orskay, opposée à Masséna.

La canonnade s'engagea d'une rive à l'autre du Tagliamento; la cavalerie légère fit plusieurs charges sur le gravier de ce torrent. L'armée française voyant l'ennemi trop bien préparé, cessa son feu, établit son bivouac, et fit la soupe. L'archiduc y fut trompé; il crut que, comme elle avait marché toute la nuit, elle prenait position. Il fit un mouvement en arrière et rentra dans son camp. Mais deux heures après, quand tout fut tranquille, l'armée française reprit subitement les armes. Duphot, à la tête de la 27e légère, avant-garde de Guieux, et Murat, avec la 15e légère, avant-garde de Bernadotte, soutenus chacun par leur division, chaque régiment ayant son deuxième bataillon déployé, et ses premier et troisième en colonne par division, à distance de peloton, se précipitèrent dans la rivière. L'ennemi courut aux armes; mais déja toute cette première ligne avait passé dans le plus bel ordre, et se trouvait rangée en bataille sur la rive gauche. La canonnade et la fusillade s'engagèrent de toute part. La cavalerie légère attachée à ces deux divisions était à la droite et à la gauche de la ligne. La division de cavalerie de réserve du général Dugua et la division Serrurier formaient la deuxième ligne, qui passa la rivière aussitôt

que la première ligne se fut éloignée de cent toises du rivage. Après plusieurs heures de combat et différentes charges d'infanterie et de cavalerie, l'ennemi ayant été repoussé aux attaques des villages de Gradisca et de Godroipo, et se voyant tournée par une charge heureuse de la division Dugua, battit en retraite, abandonnant à son vainqueur huit pièces de canon et des prisonniers.

Aux premiers coups de canon, Masséna avait exécuté son passage à Saint-Daniel; il y éprouva peu de résistance, s'empara d'Osopo, cette clé de la chaussée de la Pontéba, que l'ennemi avait négligée, et de la Chiusa vénitienne. Il se trouva ainsi maître des gorges de la Pontéba; il poussa sur Tarwis les débris de la division Orskay.

§. IV.

L'archiduc ne pouvant plus se retirer par la Carinthie, puisque Masséna occupait la Pontéba, se résolut à gagner cette chaussée par Udine, Cividale, Caporetto, la Chiusa autrichienne, et Tarwis. Il y dirigea trois divisions et ses parcs, sous les ordres du général Bayalitsch, et, avec le reste de son armée, il se porta par Palma-Nova et Gradisca, pour défendre l'Isonzo, et couvrir la Carniole; mais Masséna n'était qu'à deux journées de Tarwis. Bayalitsch, par la route qu'il suivait, en était à six marches; cette manœuvre compromettait donc ce corps d'armée; l'archiduc le sentit. De sa personne, il courut à Klagenfurt, se mettre à la tête de la division de grenadiers qui s'y trouvait,

et prit position en avant de Tarwis pour arrêter Masséna. Ce général avait été retardé deux jours; mais ayant reçu l'ordre de marcher tête baissée sur Tarwis, il s'y porta en toute hâte. Il y trouva l'archiduc en bataille, avec les débris d'Orskay, et la belle division de grenadiers arrivée du Rhin. Le combat fut opiniâtre; de part et d'autre on sentait l'importance d'être vainqueur; car si Masséna parvenait à s'emparer du débouché de Tarwis, les trois divisions autrichiennes qui marchaient par la vallée de l'Isonzo étaient perdues. Le prince se prodigua de sa personne, et fut plusieurs fois sur le point d'être pris par les tirailleurs français. Le général Brune, depuis maréchal de France, qui commandait une brigade de la division Masséna, s'y comporta avec la plus grande valeur. Les Autrichiens furent rompus; ils avaient fait donner jusqu'au dernier bataillon; ils ne purent opérer aucune retraite; leurs débris coururent se rallier à Villach, derrière la Drave. Masséna, maître de Tarwis, s'y établit, faisant face du côté de Villach et du côté de la Chiusa autrichienne, par où devaient déboucher les trois divisions qui avaient été dirigées par cette route du champ de bataille du Tagliamento.

§. V.

Le lendemain de la bataille du Tagliamento, le quartier-général de l'archiduc était entré dans Palma-Nova, place forte qui appartenait aux Vénitiens. Il y avait fait établir des magasins; mais jugeant qu'il lui faudrait laisser 5 à 6,000

hommes pour la garder, son artillerie de place n'étant pas encore arrivée, il l'évacua. Les Français y laissèrent garnison, et la mirent à l'abri d'un coup de main. La division Bernadotte se présenta devant Gradisca, pour y passer l'Isonzo: elle trouva la ville fermée, et fut reçue à coups de canon; elle voulut parlementer avec le gouverneur, mais il s'y refusa. Alors le général en chef se porta, avec Serrurier, sur la rive gauche de l'Isonzo, par le chemin de Montfalcone. Il lui aurait fallu un temps précieux pour construire un pont. Le colonel Andréossy, directeur des ponts, se jeta le premier dans l'Isonzo, pour le sonder; les colonnes suivirent son exemple; les soldats passèrent, ayant de l'eau jusqu'à mi-corps, sous la fusillade de deux bataillons de Croates, qui furent mis en déroute. Après ce passage, la division Serrurier se porta vis-à-vis Gradisca, où elle arriva à cinq heures du soir. Pendant cette marche, la fusillade était vive sur la rive droite, où Bernadotte était aux prises. Ce général avait eu l'imprudence de vouloir enlever la place d'assaut; il avait été repoussé, et avait perdu 4 à 500 hommes. Cet excès d'ardeur était justifié par l'envie qu'avaient les troupes de Sambre-et-Meuse de se signaler, et par la noble émulation d'arriver à Gradisca avant les anciennes troupes d'Italie. Lorsque le gouverneur de Gradisca vit Serrurier sur les hauteurs, il capitula, et se rendit prisonnier de guerre avec 3,000 hommes, deux drapeaux, vingt pièces de canon de campagne, attelées. Le quartier-général se porta le lendemain à Gorizia. La division Bernadotte marcha sur Laybach; le général Dugua

avec 1,000 chevaux prit possession de Trieste. Serrurier, de Gorizia, remonta l'Isonzo par Caporetto et la Chiusa autrichienne, pour soutenir le général Guieux, et regagner, à Tarwis, la chaussée de la Carinthie.

Le général Guieux, du champ de bataille du Tagliamento, s'était dirigé sur Udine et Cividale, et avait pris, à Caporetto, la chaussée de l'Isonzo; il avait eu tous les jours de forts engagements avec l'arrière-garde de Bayalitsch; il lui avait tué beaucoup de monde, fait des prisonniers, pris des bagages et des canons, ce qui l'avait obligé à précipiter sa marche. Arrivés à la Chiusa di Pletz, les Autrichiens se crurent sauvés; ils ignoraient que Masséna occupait Tarwis depuis deux jours. Ils furent attaqués en front par Masséna, en queue par Guieux. La position de la Chiusa, quoique forte, ne put résister à la 4e de ligne (dite *l'impétueuse*). Cette demi-brigade gravit la montagne qui domine la gauche, et, tournant ainsi ce poste important, il ne resta plus d'autre ressource à Bayalitsch que de poser les armes; bagages, canons, parc, drapeaux, tout fut pris. Cependant on ne fit que 5,000 prisonniers, parce qu'un grand nombre d'hommes avaient été tués, blessés ou pris, dans différents combats, depuis le Tagliamento, et qu'un grand nombre de natifs de la Carniole ou de la Croatie, voyant tout perdu, s'étaient débandés dans les gorges pour gagner isolément leurs villages. On prit trente-deux pièces de canon, quatre cents voitures attelées d'artillerie et de bagages, quatre généraux, et beaucoup d'employés d'administration.

§. VI.

Le quartier-général se rendit successivement à Caporetto, à Tarwis, à Villach et à Klagenfurt; l'armée passa la Drave sur le pont de Villach, que l'ennemi n'eut pas le temps de brûler; elle se trouvait dans la vallée de la Drave; elle avait passé les Alpes Carniques et Juliennes; elle était en Allemagne. La langue, les mœurs, le climat, le sol, la culture, tout contrastait avec l'Italie; elle se loua de l'hospitalité et de la bonhomie des paysans: l'abondance des légumes, la grande quantité de voitures et de chevaux, lui furent fort utiles; elle n'avait trouvé en Italie que des chariots attelés de bœufs, dont le service, lent et incommode, s'accordait mal avec la vivacité française. Elle occupa les châteaux de Gorizia, de Trieste et de Laybach. Les deux divisions autrichiennes, Kaim et Mercantin, arrivées du Rhin, étaient en position à Klagenfurt, qu'elles voulaient défendre; la première perdit 4 à 500 hommes, et fut repoussée.

Klagenfurt avait une enceinte bastionnée, négligée depuis des siècles; les officiers de génie remplirent les fossés d'eau, relevèrent les parapets, démolirent les maisons bâties sur le rempart; des hôpitaux et des magasins de toute espèce y furent établis. Le point d'appui parut important au débouché des montagnes. On publia en français, en allemand et en italien, la proclamation suivante, dans toutes les provinces: „Habitants de la Carinthie, de la Car„niole et de l'Istrie, l'armée française ne vient „pas dans votre pays pour le conquérir, ni

„pour porter aucun changement à votre reli-„gion, à vos mœurs, à vos coutumes; elle est „l'amie de toutes les nations, et particulière-„ment des braves Germains... Habitants de la „Carinthie, je le sais, vous détestez autant que „nous et les Anglais, qui seuls gagnent à la „guerre actuelle, et votre ministère, qui leur „est vendu. Si nous sommes en guerre depuis „six ans, c'est contre le vœu des braves Hon-„grois, des citoyens éclairés de Vienne, et des „simples et bons habitants de la Carinthie, „de la Carniole et de l'Istrie. Eh bien! malgré „l'Angleterre et les ministres de la cour de „Vienne, soyons amis. La république française „a sur vous les droits de conquête; qu'ils dis-„paraissent devant un contrat qui nous lie „réciproquement. Vous ne vous mêlerez pas „d'une guerre qui n'a pas votre aveu!!! Vous „fournirez aux besoins de mon armée. De mon „côté, je protégerai vos propriétés; je ne tirerai „de vous aucune contribution. La guerre n'est-„elle pas elle-même assez horrible? Ne souf-„frez-vous pas déja trop, vous, innocentes „victimes des passions des autres? Toutes les „impositions que vous avez coutume de payer „à l'empereur serviront à indemniser des dé-„gâts inséparables de la marche d'une armée, „et à payer ce que vous m'aurez fourni."

Cette proclamation fut d'un bon effet; on y fut fidèle de part et d'autre: aucune contribution extraordinaire ne fut levée, et les habitants ne donnèrent lieu à aucune espèce de plaintes. Quatre gouvernements furent organisés pour les quatre provinces; on les composa des plus riches propriétaires. Les marchandises anglai-

ses furent confisquées à Trieste. On trouva, dans les magasins impériaux de la mine d'Idria, pour plusieurs millions de vif-argent.

§. VII.

Depuis dix jours que la campagne était ouverte sur le bord de la Piave, du Tagliamento, et dans le Frioul, les deux armées étaient restées inactives dans le Tyrol. Le général Kerpen, qui commandait le corps autrichien, attendait à chaque instant l'arrivée des deux divisions du Rhin. Le général Joubert n'avait encore aucun ordre d'attaquer, ses instructions lui prescrivaient seulement de contenir l'ennemi, et de garder sa position du Lawis. Mais aussitôt après la bataille du Tagliamento, et lorsque l'armée autrichienne avait été chassée de toute l'Italie, que Masséna s'était rendu maître de la chaussée de la Carinthie, et que Napoléon se fut décidé à pénétrer, par cette chaussée, avec toute son armée, il expédia l'ordre au général Joubert de battre l'ennemi auquel il était supérieur, de remonter les rives de l'Adige, de rejeter le général Kerpen au-delà du Brenner, et de marcher, par un à droite et par le Pusterthal, en suivant la chaussée qui longe la Drave, pour rejoindre l'armée à Spital, sur la chaussée de la Carinthie. Il lui prescrivit de laisser une brigade pour défendre le Lawis, avec ordre, si elle y était forcée, de se replier sur le Montebaldo, d'y attendre les ordres du général Kilmaine, commandant en Italie, et de correspondre avec le général Balland, à Vérone. Lorsque l'armée française victorieuse

arriverait sur le Simering, menaçant Vienne, tout ce qui pouvait se passer dans le bas Tyrol était d'une importance secondaire.

Le 20 mars, aussitôt que le général Joubert eut reçu ses instructions, il commença son mouvement. Le grand quartier-général était alors à Gorizia, sur l'Isonzo. Le général Kerpen campait, avec ses principales forces, à Cambra, derrière le Lawis, couvrant Saint-Michel, par où il communiquait avec le général Laudon, qui occupait la rive droite de l'Adige. La division Joubert passa le Lawis à Ségonzano, dans le temps que les divisions Delmas et Baraguay-d'Hilliers le passaient sur le pont de Lawis même, et se dirigeaient, par la chaussée de la rive droite, sur Saint-Michel. Ainsi, toutes les forces françaises se trouvèrent en mesure

Pendant ce temps, l'avant-garde entrait à Bolzano, ville riche, commerçante, et d'une grande importance, où elle prit tous les magasins de l'ennemi. La première division autrichienne du Rhin, commandée par le général Sporck, était arrivée à Clausen. Le général Kerpen rallia derrière cette division les débris de son corps; et, favorisé par une position qui paraissait inexpugnable, il se résolut à attendre son vainqueur. Le 24, le général Joubert y marcha avec la plus grande partie de son corps d'armée. L'attaque fut vive; les obstacles qu'offraient les localités paraissaient d'abord insurmontables; mais les intrépides tirailleurs français, aussi lestes que les Tyroliens mêmes, gravirent les montagnes qui appuyaient la droite de l'ennemi, et par là l'obligèrent à la retraite. Le général Kerpen n'espérant plus que dans la jonction de la deuxième division, qu'il attendait du Rhin, fit sa retraite sur Mittenwald, laissant ainsi à la disposition du général Joubert la chaussée du Pusterthal; mais celui-ci jugea qu'il lui serait dangereux de commencer son mouvement à droite, en défilant si près du camp ennemi; il l'attaqua, le 28 mars. Une charge de cavalerie du général Dumas contribua au succès de ce combat. Le général Kerpen, battu pour la troisième fois, évacua Sterzing, et se retira sur le Brenner. L'alarme se répandit jusqu'à Inspruck; on ne douta plus que l'intention du général Joubert ne fût de s'y porter pour se lier à l'armée du Rhin. Ce projet eût été funeste, et eût été suivi d'une catastrophe, puisque l'armée du Rhin était encore en cantonnement en Alsace. Mais rien

ne s'opposait plus à ce que Joubert, conformément à ses instructions, marchât par le Pusterthal, pour se joindre à la grande armée, sur la chaussée de la Carinthie. Le 2 avril il commença son mouvement, fit occuper Pruneken et Tolback; et lorsqu'il fut certain que rien ne pouvait plus s'opposer à son débouché dans la vallée, et à son mouvement sur la Carinthie, il reploya tous ses portes du Tyrol. Le 4 avril son mouvement était décidé. Il laissa une colonne de 1,200 hommes, sous les ordres du général Serviez, avec l'ordre de reprendre ses positions sur le Lawis, pour couvrir l'Italie. Le général Joubert joignit l'armée avec 12,000 hommes; il était embarrassé de 7,000 prisonniers qu'il avait faits dans ces divers combats.

Ainsi, en dix-sept à vingt jours, l'armée de l'archiduc avait été défaite en deux batailles rangées et en plusieurs combats; elle était rejetée au-delà du Brenner, des Alpes Juliennes et de l'Isonzo; Trieste et Fiume, les deux seuls ports de la monarchie, étaient pris. La province de Gorizia, l'Istrie, la Carniole, la Carinthie, obéissaient au gouvernement français; 20,000 prisonniers, vingt drapeaux, cinquante pièces de campagne attelées, prises sur le champ de bataille, étaient les trophées qui attestaient la supériorité du soldat français. Des six divisions que l'archiduc attendait du Rhin, deux avaient été entamées. Le quartier-général français était en Allemagne, et au plus à soixante lieues de Vienne. Tout portait à penser que, dans le courant de mai, les armées françaises victorieuses seraient maîtresses de

cette capitale; car il ne restait à l'Autriche sur le Rhin, au commencement de mars, que 80,000 hommes, et l'armée française de Sambre-et-Meuse et du Rhin en comptait plus de 130,000.

CHAPITRE XVIII.

LÉOBEN.

La cour impériale évacue Vienne. — Ouvertures de

fense efficace. On emballa les meubles précieux et les papiers les plus importants. Le Danube fut couvert de bateaux qui transportaient tous les effets en Hongrie, où furent envoyés les jeunes archiducs et archiduchesses. Parmi elles, était l'archiduchesse Marie-Louise, âgée alors de cinq ans et demi, qui depuis fut impératrice des Français. Le mécontentement était général; „en moins de quinze jours, di-„saient les Viennois, les Français peuvent „arriver sous nos murs. Le ministère ne songe „point à faire la paix, et nous n'avons aucun „moyen de résister à cette terrible armée „d'Italie."

Les armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse devaient entrer en campagne et passer le Rhin, le jour même que l'armée d'Italie passerait la Piave; elles devaient s'avancer à tire-d'aile en Allemagne. Napoléon, en rendant compte de la bataille du Tagliamento, annonça qu'il allait sous peu de jours passer les Alpes-Juliennes et se trouver dans le cœur de l'Allemagne; que du 1er au 10 avril, il serait à Klagenfurt, capitale de la Carinthie, c'est-à-dire à soixante lieues de Vienne, et, avant le 20 avril, sur le sommet du Simering, à vingt-cinq lieues de Vienne; qu'il était donc important que les armées du Rhin se missent en mouvement, et qu'on l'instruisît de leur marche. Le gouvernement lui répondit, le 23 mars, le complimenta sur la victoire du Tagliamento, s'excusa sur ce que les armées du Rhin n'étaient pas encore entrées en campagne, et l'assura qu'elles allaient se mettre en mouvement sans retard; mais, quatre jours après, le 26

mars, il lui écrivit que l'armée de Moreau ne pouvait pas entrer en campagne, qu'elle manquait de bateaux pour exécuter le passage du Rhin; et que l'armée d'Italie ne devait pas compter sur la coopération des armées d'Allemagne, mais seulement sur elle-même. Cette dépêche arrivée à Klagenfurt, le 31 mars, fit naître bien des conjectures. Le directoire craignait-il que ces trois armées, qui formaient toutes les forces de la république, une fois réunies sous les ordres d'un même général, ne le rendissent trop puissant?..... Était-ce le souvenir des échecs qu'avaient éprouvés, l'année précédente, les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, qui les rendait timides? Fallait-il attribuer cette étrange pusillanimité au peu de

Charles dans les termes suivants: „Monsieur „le général en chef, les braves militaires font „la guerre et désirent la paix: cette guerre ne „dure-t-elle pas depuis six ans? Avons-nous „assez tué de monde et commis assez de maux „à la triste humanité? Elle réclame de tous „côtés. L'Europe, qui avait pris les armes „contre la république française, les a posées. „Votre nation reste seule, et cependant le „sang va couler plus que jamais. Cette sixième „campagne s'annonce par des présages sinis„tres. Quelle qu'en soit l'issue, nous tuerons, „de part et d'autre, quelques milliers d'hom„mes, et il faudra bien que l'on finisse par „s'entendre, puisque tout a un terme, même „les passions haineuses."

„Le directoire exécutif de la république „française avait fait connaître à S. M. l'empe„reur le désir de mettre fin à la guerre qui „désole les deux peuples. L'intervention de „la cour de Londres s'y est opposée. N'y „a-t-il donc aucun espoir de nous entendre, „et faut-il, pour les intérêts et les passions „d'une nation étrangère aux maux de la guerre, „que nous continuions à nous entr'égorger? „Vous, monsieur le général en chef, qui, „par votre naissance, approchez si près du „trône et êtes au-dessus de toutes les petites „passions qui animent souvent les ministres „et les gouvernements, êtes-vous décidé à „mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité „entière et de vrai sauveur de l'Allemagne? „Ne croyez pas, monsieur le général en chef, „que j'entende par là qu'il ne soit pas pos„sible de la sauver par la force des armes;

„mais dans la supposition que les chances de „la guerre vous deviennent favorables, l'Alle- „magne n'en sera pas moins ravagée. Quant à „moi, monsieur le général en chef, si l'ou- „verture que j'ai l'honneur de vous faire peut „sauver la vie à un seul homme, je m'esti- „merai plus fier de la couronne civique que „je me trouverais avoir méritée, que de la „triste gloire qui peut revenir des succès mi- „litaires."

Le prince Charles répondit le 2 avril: „As- „surément, tout en faisant la guerre, monsieur „le général en chef, et en suivant la vocation „de l'honneur et du devoir, je désire, ainsi „que vous, la paix pour le bonheur des peu- „ples et de l'humanité. Comme néanmoins,

§. III.

L'avant-garde était à Saint-Veit, le quartier-général à Klagenfurt. Le 1er avril, à la pointe du jour, Masséna se porta sur Freisach. En avant du château, il rencontra l'arrière-garde ennemie qui couvrait des magasins considérables que l'archiduc y avait fait rassembler; il la poussa vivement et entra pêle-mêle avec elle dans Freisach, s'empara de tous les magasins et continua sa poursuite jusque près de Neumarkt, où il rencontra l'archiduc, avec quatre divisions venant du Rhin, celles du prince d'Orange, des généraux Kaim, Mercantin, la réserve des grenadiers, et les restes de l'ancienne armée en position pour défendre les gorges de Neumarkt. Le général en chef ordonna sur-le-champ à Masséna de se réunir, avec toute sa division, sur la gauche de la chaussée; il plaça la division Guieux sur les hauteurs de droite, et la division Serrurier en réserve. A trois heures après midi, la 2e d'infanterie-légère de la division Masséna aborda au pas de charge la première ligne ennemie; elle se couvrit de gloire; elle venait du Rhin, les soldats l'appelaient le *contingent*, faisant allusion aux troupes des princes d'Allemagne, qui ne passaient pas pour excellentes. Les soldats de la 2e légère, qui étaient piqués, défièrent les vieux soldats de l'armée d'Italie d'aller aussi vite et aussi loin qu'eux; ils firent des prodiges. Le prince Charles paya de sa personne, mais inutilement; il fut chassé de toutes ses positions et perdit 3,000 hommes. Les troupes françaises entrèrent à la nuit, pêle-

mêle avec les siennes, à Neumarkt, et enlevèrent 1,200 prisonniers, six pièces de canon et cinq drapeaux. Il y avait encore quatre lieues jusqu'à Scheifling, point où vient aboutir la troisième route transversale. Le général autrichien, ne pouvant retarder la marche du vainqueur, eut recours à la ruse pour gagner vingt-quatre heures, et donner le temps au général Kerpen de déboucher à Scheifling. Il fit proposer une suspension d'armes, afin de pouvoir, disait-il, prendre en considération la lettre qui lui avait été écrite le 31 mars. Berthier lui répondit qu'on pouvait négocier et se battre, mais qu'il n'y aurait point d'armistice jusqu'à Vienne, à moins que ce ne fût pour traiter de la paix définitive. Au point du jour, l'avant-garde française se mit en marche sur la Muer. De fortes reconnaissances furent envoyées jusqu'à Muru, à la rencontre du corps de Kerpen; Napoléon s'y porta; mais ce corps avait rétrogradé. Le général Sporck qui faisait son arrière-garde fut seul légèrement entamé. Le quartier-général français séjourna, le 4 et le 5, à Scheifling, château situé sur les bords de la Muer.

§. IV.

De Scheifling à Knittelfeld, le chemin longe la Muer dans des gorges épouvantables. On trouve à chaque pas des positions qui pouvaienr arrêter l'armée française. Il était de la plus haute importance pour l'archiduc de gagner quelques jours, pour donner à Vienne le temps de se reconnaître, et pour que les

troupes, qui accouraient en toute hâte du Rhin, pussent arriver et couvrir cette grande capitale. Les mêmes raisons prescrivaient à l'armée française de ne rien épargner pour accélérer sa marche. Le 3, l'avant-garde livra un combat des plus chauds dans les gorges de Unxmarkt; elle culbuta l'ennemi malgré sa supériorité, le chassa à la baïonnette de toutes ses positions, et entra à Knittelfeld. La perte des Autrichiens fut considérable: 1,500 prisonniers, quatre pièces de canon. Le colonel Carrère, officier distingué, commandant l'artillerie de l'avant-garde, fut tué; il fut regretté; c'était un bon officier de bataille. Une des frégates trouvées à Venise reçut son nom. C'est une de celles sur lesquelles Napoléon revint d'Égypte et débarqua à Fréjus. Le 6 avril, le quartier-général arriva à Judenbourg, chef-lieu d'un des cercles de la Carinthie.

§. V.

Après le combat de Unxmarkt, l'armée ne trouva plus de résistance; son avant-garde arriva, à Léoben, le 7. Le lieutenant-général Bellegarde, chef d'état-major du prince Charles, et le général-major Merfeld, s'y présentèrent comme parlementaires. Après une conférence avec le général en chef, ils lui remirent la note suivante: „Monsieur le général, „sa majesté l'empereur et roi n'a rien de plus „à cœur que de concourir au repos de l'Eu„rope, et de terminer une guerre qui désole „les deux nations; en conséquence de l'ou„verture que vous avez faite à son altesse

„royale, par votre lettre de Klagenfurt, sa ma„jesté l'empereur nous a envoyés vers vous, „pour s'entendre sur cet objet d'une si grande „importance. Après la conversation que nous „venons d'avoir avec vous, et persuadée de la „bonne volonté, comme de l'intention des „deux puissances, de finir le plus prompte„ment possible cette guerre désastreuse, son „altesse impériale désire une suspension d'ar„mes de dix jours, afin de pouvoir, avec plus „de célérité, parvenir à ce but désiré, et afin „que toutes les longueurs et obstacles que la „continuation des hostilités porterait aux né„gociations soient levés, et que tout con„coure à rétablir la paix entre les deux na„tions."

Le général français leur répondit le même jour: „Dans la position militaire des deux „armées, une suspension d'armes est toute „contraire à l'armée française; mais si elle „doit être un acheminement à la paix tant „désirée et si utile au peuple, je consens sans „peine à vos désirs. La république française a „manifesté souvent à sa majesté son désir de „mettre fin à cette lutte cruelle; elle persiste „dans ses mêmes sentiments, et je ne doute „pas, après la conférence que j'ai eu l'hon„neur d'avoir avec vous, que, sous peu de „jours, la paix ne soit enfin rétablie entre la „république française et sa majesté. Je vous „prie de croire aux sentiments, etc., etc."

La suspension d'armes fut signée le 7 au soir, elle devait durer cinq jours. Tout le pays, jusqu'au Simering, fut occupé par l'armée française. Grätz, une des plus grandes villes

de la monarchie autrichienne, lui fut remise avec sa citadelle. Le général Berthier demanda, en dinant, aux généraux-commissaires autrichiens, où ils croyaient qu'était la division Bernadotte? Sur Laybach, répondirent-ils, — et celle de Joubert? — entre Brixen et Mulbach. — Non, répondit-il, elles sont toutes en échelons; la plus éloignée, à une marche en arrière d'ici; ce qui les surprit fort. Le 9, le quartier-général arriva à Léoben; l'avant-garde se porta à Bruck, poussant des partis jusque sur le Simering. L'adjudant-général Leclerc fut envoyé à Paris pour annoncer au gouvernement la signature de la suspension d'armes. C'était un officier distingué, intrépide sur le champ de bataille, et propre au travail des bureaux.

§. VI.

De Klagenfurt, le général en chef avait envoyé, le 30 mars, au-devant du général Joubert l'aide-de-camp Lavalette à la tête d'un parti de cavalerie, il arriva jusqu'à Lienz; mais alors le général Joubert n'avait pas encore débouché du Tyrol; les bourgeois, s'apercevant que les Français n'étaient qu'une soixantaine d'hommes, s'insurgèrent; et ce détachement ne dut son salut qu'au sang-froid et à l'intrépidité de l'aide-de-camp qui le commandait. Un seul dragon fut assassiné. Peu de jours après, le général Zajonczeck, avec quelques escadrons de dragons, occupa Lienz et communiqua avec le corps du Tyrol. Cette ville fut désarmée, et les habitants punis; le 8 avril, Joubert arriva

à Spital, près de Villach, et forma la gauche de l'armée. Il fit de suite évacuer les prisonniers sur les derrières.

Le général Bernadotte, après avoir organisé la Carniole, reçut l'ordre de passer la Save, la Muer et de se concentrer sur Léoben; il laissa le général Friant, avec une colonne de 1500 hommes, pour protéger l'évacuation de Fiume et contenir la Carniole. Il était facile de prévoir qu'avec des forces aussi peu considérables il se pourrait qu'il fût repoussé; il devait, dans ce cas, défendre l'Isonzo et enfin se jeter dans Palma-Nova, pour en compléter la garnison. Ce qui avait été prévu arriva: un rassemblement de 6,000 Croates l'attaqua le 15 avril; quoiqu'un contre quatre, les troupes de Friant repoussèrent l'ennemi et lui firent éprouver une perte considérable; mais ce général sentit la nécessité d'évacuer Fiume; et la suspension d'armes de Judenbourg le trouva, le 19 avril, à Matéria, couvrant Trieste. Ces événements, exagérés comme ceux du Tyrol, retentirent dans Venise et furent la principale cause des mouvements et prises d'armes qui entraînèrent la perte de cet état.

Pendant les cinq jours que durait la suspension d'armes, du 7 au 12 avril, la division Masséna s'établit à Bruck au pied du Simering, ayant des avant-postes à mi-coteau. Le quartier-général se porta à Léoben, à l'évêché; la division Serrurier occupa la ville importante de Grätz et fit travailler à mettre le château en état. Ces cinq jours de repos étaient nécessaires et furent fort utiles. L'armistice se terminait le 15; mais, à neuf heures du matin,

le comte de Merfeld arriva muni de pleins pouvoirs pour négocier et signer des préliminaires de paix, conjointement avec le marquis de Gallo ambassadeur de Naples à Vienne, qui jouissait de la faveur de l'impératrice, laquelle avait une influence marquée sur les affaires. On signa une prolongation de la suspension d'armes jusqu'au 20 avril, et l'on commença les conférences pour la négociation des préliminaires. Le 16 avril, après de longs débats, on était convenu de trois projets qui furent expédiés à Vienne et auxquels le plénipotentiaire français donna son assentiment. Le 17, la réponse du cabinet de Vienne ayant été apportée par le baron de Vincent aide-de-camp de l'empereur, on rédigea les articles préliminaires patents et secrets; les secrétaires de légation neutralisèrent une petite campagne, à une lieue de Léoben, où les préliminaires de paix furent signés le 18 au matin. Le général Clarke, comme on l'a vu, était muni des pleins pouvoirs du gouvernement, mais il était alors à Turin. Il lui fallut du temps pour arriver au quartier-général; et, comme il n'y était pas encore le 18, Napoléon passa outre, dans cette circonstance comme dans tant d'autres, et signa lui-même. Le général Clarke rejoignit le quartier-général quelques jours après. Les plénipotentiaires autrichiens avaient cru faire une chose agréable, en mettant pour premier article que l'empereur reconnaissait la république française. „Effacez cela", dit Napoléon: „la république est comme le soleil, qui luit „de lui-même; les aveugles seuls ne le voient „pas." En effet, cette reconnaissance était

nuisible, puisque si, un jour, le peuple français voulait faire une monarchie, l'empereur pouvait dire qu'il avait reconnu la république. Il était stipulé, par les préliminaires, que la paix définitive se traiterait dans un congrès qui se réunirait à Berne, et que la paix de l'empire serait l'objet d'un autre congrès qui se tiendrait dans une ville allemande. Les limites du Rhin étaient garanties à la France; l'Oglio était la limite des états de la maison d'Autriche en Italie, et de la république cisalpine que composaient la Lombardie, le Modénois; le Bergamasque, le Crémasque. La ville de Venise devait recevoir les légations de Ferrare et de Bologne, la Romagne, en compensation de la perte de ses états de Terre-Ferme. Par ce traité, l'empereur avait Mantoue, mais la répu-

en triomphe; le lion de St-Marc flottait sur sa gondole; ce ministre jouissait d'une grande influence.

Le 27 avril, le marquis de Gallo présenta au général en chef, à Grätz, les préliminaires ratifiés par l'empereur. Si l'échange n'eut pas lieu sur-le-champ, c'est qu'il fallait attendre la ratification du directoire exécutif; mais comme dès lors il ne pouvait y avoir aucun doute sur cette ratification, l'armée évacua la Styrie, partie de la Carniole et de la Carinthie. Plusieurs ouvertures ayant été faites par les plénipotentiaires de l'empereur, l'aide-de-camp Lemarrois en porta les réponses à Vienne; il fut reçu avec distinction; c'était la première fois depuis la révolution, que l'on voyait la cocarde tricolore dans cette capitale. Ce fut dans une de ces conférences de Grätz, qu'un des plénipotentiaires, autorisé par une lettre autographe de l'empereur, offrit à Napoléon de lui faire obtenir à la paix une souveraineté de deux cent cinquante mille ames en Allemagne pour lui et sa famille, afin de le mettre à l'abri de l'ingratitude républicaine. Le général sourit; il chargea le plénipotentiaire de remercier l'empereur de cette preuve de l'intérêt qu'il lui portait, et dit qu'il ne voulait aucune grandeur, aucune richesse, si elles ne lui étaient données par le peuple français; l'on assure qu'il ajouta: „et avec cet appui, croyez, monsieur, que mon „ambition sera satisfaite."

L'adjudant-général Dessoles fut chargé de porter à Paris la nouvelle de l'ouverture des négociations. Le général Masséna remit au directoire le traité des préliminaires; il fut

reçu le 9 mai, en audience solennelle: tous les généraux distingués de l'armée d'Italie avaient été successivement envoyés à Paris pour porter des trophées: Masséna seul, qui tenait le premier rang par la part qu'il avait prise à toutes les victoires, n'y avait pas encore été envoyé; il était juste d'associer son nom à cette grande fête nationale, puisqu'elle était le résultat de l'intrépidité et de la valeur des armées françaises.

§. VII.

La position de l'armée d'Italie était prospère; les appels du 16 avril donnèrent 38,500 hommes d'infanterie, 4,500 de cavalerie, cent vingt canons; total: 43,000 hommes, réunis sur un

cela eût été sans résultat; il s'y serait difficilement maintenu, puisque les armées du Rhin non-seulement n'étaient pas entrées en campagne, mais avaient annoncé ne pas pouvoir y entrer. Les conseils et le directoire étaient divisés; il y avait scission parmi les directeurs mêmes; le gouvernement était sans force; l'esprit public en France était nul; les finances étaient dans un état déplorable. L'armée du Rhin était sans paie et dans la plus grande pénurie. Un des plus grands obstacles qui s'opposaient à son passage du Rhin, était l'impossibilité où se trouvait le trésor de fournir à Moreau les trente à quarante mille écus dont il avait besoin pour créer un équipage de pont. Des régiments formés dans la Vendée, pour l'armée d'Italie, et portés à 4,000 hommes par l'incorporation de plusieurs corps, n'arrivaient à Milan que forts de 900 à 1,000 hommes; les trois quarts avaient déserté en route. Le gouvernement n'avait aucune action pour faire rejoindre les déserteurs et recruter les armées.

Dès les premiers pourparlers, les plénipotentiaires autrichiens accordèrent la cession de la Belgique et de la ligne du Rhin; mais ils demandaient des indemnités, et lorsque l'on proposait d'en donner en Allemagne, en Bavière par exemple, ils ajoutaient aussitôt qu'il fallait garantir, dans ce cas, la république de Venise dans sa constitution actuelle, et consolider l'aristocratie du livre d'or, ne voulant, sous quelque prétexte que ce fût, permettre que la république italienne s'étendit des Alpes et de l'Apennin jusqu'à l'Isonzo et aux Alpes-Juliennes. Mais c'était consolider l'ennemi le

plus actif et le plus constant de la république française, ennemi qui, éclairé sur ses dangers par les évènements qui venaient de se passer, n'aurait désormais d'autre politique que de se serrer et de faire cause commune avec l'Autriche, qui, effectivement, eût fait ligue offensive et défensive avec l'oligarchie vénitienne, contre la république démocratique italienne. C'était donc accroître la puissance de l'Autriche, et de la Bavière et du territoire de Venise. Dans les instructions données par le directoire au général Clarke, comme on l'a vu dans le chapitre XIII, il l'avait autorisé à signer des conditions beaucoup moins avantageuses. La paix était la volonté du peuple, du gouvernement, du corps législatif; Napoléon en signa les préliminaires.

du Rhin restaient oisifs et perdaient un temps si précieux.

Le 18 avril, Hoche passa le Rhin au pont de Neuwied, dans le temps que Championnet, qui était parti de Düsseldorf, arrivait sur Uckerath et Altenkirchen. Kray commandait l'armée autrichienne. Hoche l'attaqua à Heddersdorf, lui fit plusieurs milliers de prisonniers, lui prit du canon et des drapeaux, et le jeta sur le Mein. Il arrivait, le 22 avril, devant Francfort, lorsque l'état-major du général Kray lui fit passer une dépêche du général Berthier, qui lui signifiait la signature du traité de Léoben. Il conclut aussitôt un armistice, et porta son quartier-général à Friedberg, occupant la Nidda et Wetzlar. Moreau était à Paris, il sollicitait un équipage de pont pour passer le Rhin à Strasbourg; mais aussitôt que Desaix, commandant par interim l'armée du Rhin, apprit que Hoche en était aux mains avec l'ennemi, il jeta un pont, le 20 avril, à six heures du matin, au village de Kilstett, plusieurs lieues au-dessous de Strasbourg. Le 21, à deux heures du matin, l'armée passa le Rhin. Moreau, arrivé en toute hâte de Paris, se trouva à la tête de l'armée au moment où Sztaray, qui avait réuni 20,000 hommes et vingt-sept pièces de canon, l'attaquait. Le combat fut chaud; les Autrichiens furent complètement battus: ils laissèrent des prisonniers et vingt pièces de canon au pouvoir du vainqueur. Tous les équipages de la chancellerie autrichienne furent pris. Parmi eux, était le fourgon de Klinglin, qui contenait la correspondance de Pichegru avec le prince de Condé, que Moreau garda

secrète pendant quatre mois, sans en rendre compte au gouvernement. Après cette victoire, l'armée remonta le Rhin, et s'empara de Kehl. Son avant-garde était déja au-delà d'Offenbourg, dans la vallée de la Kintzig. Là, le 22, un courrier de l'armée d'Italie apporta la nouvelle de la signature des préliminaires de Léoben. Moreau fit cesser les hostilités, et conclut un armistice avec Sztaray.

Les hostilités ne commencèrent sur le Rhin que huit heures après que le traité de Léoben était signé, et Napoléon en reçut l'avis, sept jours après la signature de ce traité. Que n'avaient-elles recommencé cinq jours plus tôt, ou du moins pourquoi le directoire avait-il écrit qu'il ne fallait pas compter sur la coopération des armées du Rhin? Mais les affaires de la

CHAPITRE XIX.

VENISE.

escription de Venise. — Sénat. — Conduite des provéditeurs Mocenigo, Foscarelli. — Factions; Brescia; Bergame. — Difficultés attachées aux affaires de Venise. — Conférences de Gorizia, le 20 mars. — Vérone. — Mission de l'aide-de-camp Junot au sénat; déclaration de guerre de Palma-Nova. — Entrée des Français à Venise; révolution de cette capitale. — Révolution des états de Terre-Ferme; envoi à Paris des drapeaux pris sur les Vénitiens et dans les derniers jours de la campagne.

§. Ier.

VENISE, fondée au Ve siècle par des habitants u Frioul et du Padouan, qui se réfugièrent ans les lagunes, pour se mettre à l'abri des ncursions des barbares, occupa d'abord la osition d'Héraclée et de Chiozza; depuis, le atriarche d'Aquilée s'établit à Grado avec son

clerge, à l'occasion du schisme des Ariens. Grado devint la capitale. Dans les premiers temps, Padoue donna des lois et des consuls aux Venètes. En 697, ils se nommèrent, pour la première fois, un doge. Pepin, roi de France, construisit une flottille à Ravennes, et obligea les Venètes à se retirer à Réalto et sur les soixante îles qui l'environnent, où ils se trouvèrent défendus par les lagunes contre le ressentiment de ce prince: c'est l'emplacement actuel de Venise. En 830, le corps de saint Marc l'évangéliste y fut transporté d'Égypte; il devint le patron de la république. Dès 960, les Vénitiens étaient maîtres de l'Istrie, de l'Adriatique; les rois de Hongrie leur disputèrent la Dalmatie. En 1250, réunis aux Français, ils prirent Constantinople. Ils ont possédé la Morée et Candie, jusqu'au

dionale. Avant la découverte du cap de Bonne-Espérance, elle faisait le commerce des Indes par Alexandrie et la mer Rouge : aussi combattait-elle pour intercepter la navigation des Portugais. Elle équipa une flotte considérable dans la mer Rouge, et établit un arsenal, des aiguades, des magasins, près de Suèz; on en voit encore les restes aux fontaines de Moïse. Mais les Portugais battirent ces flottes construites à grands frais; et l'anarchie à laquelle l'Égypte fut en proie acheva de fermer cette route du commerce des Indes.

Les lagunes sont formées par les eaux de la Piave, de la Brenta et de la Livensa; elles communiquent à la mer par trois grandes passes : la Chioggia, le Malamoco, et le Lido.

La souveraineté résidait, depuis l'abolition de la démocratie en 1,200, dans l'aristocratie de quelques centaines de familles inscrites au livre d'or, qui fournissait jusqu'à 1,200 votants au grand conseil. La population des états de la république se composait de trois millions d'individus, répandus autour de Venise, dans des pays riches et des plaines très-fertiles : le Bergamasque, le Brescian, le Cremasque, le Vicentin, le Padouan, la Polesine, le Trévisan, le Bassanais, le Cadorin, le Bellunais et le Frioul, dans la Terre-Ferme d'Italie; l'Istrie, la Dalmatie, les Bouches du Cattaro, sur les rives de l'Adriatique; enfin, les îles Ioniennes. Son territoire s'appuyait, au nord, sur la crête supérieure des Alpes-Juliennes, depuis l'Adda jusqu'à l'Isonzo. Cette chaîne de montagnes est partout impraticable aux charrois; elle forme la frontière du côté de l'Allemagne; on ne peut

la franchir que par trois débouchés : la chaussée du Tyrol, celle de la Carinthie, et celle de la Carniole.

En 1796, cette république était bien déchue : ce n'était plus que l'ombre d'elle même. Trois générations s'étaient succédé sans faire la guerre. La vue d'un fusil faisait trembler ces indignes descendants des Dandolo, des Zeno, des Morosini. Pendant la guerre de la succession, et celles de 1733 et de 1740, ils avaient souffert, avec une lâche résignation, les insultes et les outrages des armées autrichiennes, françaises et espagnoles.

La marine vénitienne consistait dans une douzaine de vaisseaux de 64, autant de frégates, et un grand nombre de petits bâtiments, qui suffisaient pour en imposer aux Barbaresques, dominer l'Adriatique, et défendre les lagunes. L'armée, forte de 14,000 hommes, était composée de régiments italiens, recrutés dans la Terre-Ferme, et d'Esclavons, recrutés en Dalmatie ; braves et très-dévoués à la république, ceux-ci avaient l'avantage d'être étrangers à la langue et aux mœurs de la Terre-Ferme.

Les familles du livre d'or avaient seules part à l'administration ; elles composaient exclusivement le sénat, les conseils, les quaranties, et autres magistratures, ce qui mécontentait les nobles de la Terre-Ferme, lesquels comptaient parmi eux un grand nombre de familles riches, illustres et puissantes, qui, sujettes et privées de tout pouvoir, vivaient sans considération, et nourrissaient une vive jalousie contre la noblesse souveraine. Ils descendaient en partie des anciens *Condottieri*, des anciens *Podestà*,

ou autres personnages, qui avaient joué un grand rôle dans les républiques de leurs villes, et dont les ancêtres, après s'être opposés long-temps aux entreprises de Venise, avaient enfin été victimes de sa politique. A la jalousie et à la haine que leur inspirait la nature du gouvernement, se joignaient ainsi des ressentiments historiques soigneusement perpétués. Les peuples de Terre-Ferme étaient généralement mécontents; la plus grande partie faisaient cause commune avec leurs nobles. Cependant les nobles vénitiens, qui avaient des propriétés et des établissements dans presque toutes les provinces, avaient aussi leurs partisans. Les prêtres étaient sans crédit et sans considération dans cette république, laquelle, de très-bonne heure, s'était affranchie, autant que possible, de l'influence temporelle du pape.

§. II.

En 1792, les puissances coalisées engagèrent Venise à prendre part à la guerre. Il ne paraît pas qu'il se soit élevé à ce sujet de sérieuses discussions dans le sénat; le vote fut unanime pour la neutralité. Cette république était tellement éloignée du théâtre de la guerre, qu'elle se croyait étrangère aux affaires de France. Lorsque le comte de Lille se réfugia à Vérone, le sénat ne lui accorda la permission d'y demeurer qu'avec l'assentiment du comité de salut public, qui préférait savoir ce prince à Vérone plutôt qu'en tout autre lieu.

Quand les troupes françaises marchèrent, en 1794, vers Oneille, on crut l'Italie menacée

d'invasion, et plusieurs puissances se réunirent au congrès de Milan; Venise refusa d'y paraître, non qu'elle approuvât les principes français, mais parce qu'elle redoutait de se livrer à la merci de l'Autriche, et ne voulait pas sortir de cette politique lâche et énervée que depuis plusieurs générations elle avait adoptée.

Mais quand Napoléon arriva à Milan, que Beaulieu s'enfuit épouvanté derrière le Mincio, occupant Peschiera, où il assit sa droite, dans l'espoir de défendre cette ligne, alors l'incertitude et les alarmes furent grandes dans le sénat. L'espace immense qui, jusque là, avait séparé Venise de la lutte de la démocratie et de l'aristocratie, etait franchi; la guerre des principes et celle des canons se trouvaient au sein de l'état; d'orageuses discussions agitèrent les conseils, où se manifestèrent trois opinions.

Les jeunes oligarques voulaient la neutralité armée; ils voulaient qu'on mît de fortes garnisons dans Peschiera, Brescia, Porto-Legnago et Vérone; qu'on déclarât ces places en état de siége; qu'on portât l'armée à 60,000 hommes; qu'on armât avec activité les lagunes, qu'on les couvrît de chaloupes canonnières; qu'on équipât une escadre pour tenir l'Adriatique; et que, dans cette attitude formidable, on déclarât la guerre au premier qui violerait le territoire.

Les partisans de cette opinion allaient plus loin; ils disaient: „Si la dernière heure est „arrivée, il y a moins de honte à périr les ar„mes à la main. En défendant le territoire, on „empêchera les idées françaises de se répandre „dans les grandes villes de la Terre-Ferme; on

„obtiendra des deux partis ennemis d'autant „plus de ménagements, qu'on sera plus en „mesure d'en exiger. Si, au contraire, on ouvre „paisiblement les portes, la guerre des deux „puissances s'établira sur le territoire de la „république, et, dès ce moment, la souverai„neté échappera au prince. Son premier de„voir est de protéger ses sujets : si leurs champs „leurs propriétés, deviennent la proie de la „guerre, le peuple malheureux perdra toute „estime et tout respect pour l'autorité qui „l'aura abandonné. Les germes de mécontente„ment et de jalousie qui existent déja, fer„menteront avec violence ; la république expi„rera, sans exciter aucun regret."

Les partisans de la vieille politique prétendirent qu'il ne fallait prendre aucun parti décisif; qu'il fallait louvoyer, gagner du temps, voir venir. Ils avouaient que tous les dangers étaient vrais; qu'on avait à craindre tout à la fois et l'ambition de l'Autriche et les principes de la France, mais que ces maux étaient heureusement passagers; qu'avec des ménagements et de la patience on éviterait les inconvénients qu'on craignait ; que les Français étaient d'un naturel conciliant, faciles à caresser; qu'avec de bons procédés on s'emparerait de l'esprit de leurs chefs, on se concilierait leur opinion; que, dans l'état des esprits, toute neutralité armée conduirait à la guerre, qu'il fallait éviter avant tout; que la Providence avait placé la capitale dans une position à l'abri de toute insulte; qu'il fallait opposer à toute chose la patience, la modération et le temps.

Battaglia dit: „La république est vraiment en „danger. D'un côté les principes français sont „subversifs de notre constitution; de l'autre, „l'Autriche en veut à notre indépendance. „Entre ces deux maux inévitables, sachons „choisir le moindre; le pire, à mes yeux, est „l'esclavage autrichien. Augmentons le livre „d'or; inscrivons-y ceux de la noblesse de „Terre-Ferme qui le méritent; par là nous nous „concilierons nos peuples; il n'y aura plus „d'opposition parmi nous. Armons nos places, „équipons nos flottes, levons notre armée, et „courons au-devant du général français lui of- „frir une alliance offensive et défensive. Nous „serons peut-être conduits à quelques légers „changements dans notre constitution, mais „nous sauverons notre indépendance et notre „liberté. On a parlé d'une neutralité armée. Il y „a deux ans, ce parti eût été le meilleur; il

„Le second parti qu'on vous propose, celui „de la patience et du temps, est aussi mauvais „que le premier. Les circonstances politiques „ne sont plus aujourd'hui les mêmes; les temps „sont bien changés; la crise où nous sommes „ne ressemble à aucune de celles dont à triom- „phé la vieille prudence de nos ancêtres. Les „principes français sont dans toutes les têtes; „ils se reproduisent sous toutes les formes; „c'est un torrent débordé qu'on essaierait „en vain d'arrêter par la patience, la mo- „dération et la souplesse. La mesure que „je vous propose peut seule nous sauver; „elle est simple, noble, généreuse. Nous „pouvons offrir aux Français un contingent „de 10,000 hommes, en gardant ce qui nous „est nécessaire pour la défense de nos places „fortes. Ils auront bientôt pris Mantoue et „porté la guerre en Allemagne. Les premiers „pas franchis, tout sera facile, parce que tous „les partis qui divisent l'état marcheront en- „semble dans un même esprit; notre indé- „pendance sera assurée; nous sauverons les „grandes bases de notre constitution. L'Au- „triche n'a aucune influence sur nos peuples; „enfin elle n'a pas de flottes, tandis que d'un „moment à l'autre on peut signaler du Lido la „flotte de Toulon."

Cette opinion excita toutes les passions, frappa tous les bons esprits, mais elle ne rallia que peu de suffrages. Les préjugés aristocratiques l'emportèrent sur l'intérêt de la patrie. Cette résolution eût été trop noble pour des hommes dégénérés, incapables de hautes pensées.

§. III.

Le provéditeur Mocénigo reçut Napoléon à Brescia avec magnificence; il protesta des bons sentiments du sénat pour la France. Des fêtes splendides établirent des liaisons entre les officiers de l'armée et les principales familles. Chaque noble s'efforçait à devenir l'ami particulier d'un général français. A Vérone, le provéditeur Foscarelli imita cet exemple; mais la fierté de son caractère s'opposait à la dissimulation; il déguisa mal ses sentiments secrets; il était un des sénateurs les plus ennemis des idées nouvelles; il n'avait point osé protester contre l'entrée des Français à Peschiera, parce qu'ils y succédaient aux troupes de Beaulieu; mais quand ils lui demandèrent les clés de l'arsenal pour armer les remparts, quand ils se mirent en devoir d'armer les galères, il se plaignit de cette violation de la neutralité de la république. A l'arrivée de Napoléon à Peschiera, ce provéditeur chercha à le dissuader de marcher sur Vérone; il alla même jusqu'à le menacer d'en faire fermer les portes et de tirer le canon. „Il est trop tard, lui dit le général, mes trou„pes y sont entrées, je suis obligé d'établir ma „défense sur l'Adige, pendant le siége de Man„toue. Ce n'est point avec 1,500 Esclavons que „vous pourriez vous opposer au passage de „l'armée autrichienne; la neutralité consiste „à avoir même poids et même mesure pour „chacun. Si vous n'êtes pas mes ennemis, vous „devez m'accorder ou tolérer ce que vous avez „accordé ou du moins toléré à mes ennemis."

Ces diverses discussions, rapportées au sénat, le décidèrent à rappeler Foscarelli, et à le remplacer par Battaglia, auquel il conféra la dignité de provéditeur-général de toutes les provinces au-delà de l'Adige, Vérone comprise. C'était un homme souple, instruit, de manières douces, et sincèrement attaché à sa patrie, très porté pour la France d'autrefois, et préférant même la France républicaine à l'Autriche. Peu à peu le théâtre de la guerre s'étendit sur la totalité des possessions vénitiennes; mais ce furent toujours les Autrichiens qui entamèrent de nouveaux territoires. Beaulieu occupa Peschira et Vérone; Wurmser se jeta dans Bassano, et traversa Vicence et Padoue; Alvinzi et l'archiduc Charles occupèrent le Frioul, Palma-Nova, et jusqu'aux limites les plus orientales de la république.

§. IV.

Une grande agitation se manifestait dans la Terre-Ferme; le mécontentement se propageait avec rapidité. Aux anciennes haines contre l'oligarchie se joignait l'attrait des opinions nouvelles. On regardait généralement l'Italie comme perdue pour les Autrichiens, ce qui devait entraîner la chute de l'aristocratie. Napoléon chercha constamment à modérer ce mouvement qu'excitait encore l'esprit général de l'armée. Lorsqu'il revint de Tolentino, tout entier à son projet de marcher sur Vienne, il se vit contraint de porter son attention sur cet état de choses qui lui donnait de l'embarras. L'irritation avait été en croissant: Brescia,

Bergame étaient en insurrection. Les Fénaroli, les Martinengo, les Leochi, les Alessandri, étaient à la tête des insurgés; ils composaient les premières et les plus riches familles. Les municipalités de ces deux villes exerçaient une grande autorité; elles avaient les canons, disposaient des revenus, et nommaient aux emplois. Si le lion de saint Marc s'y voyait encore, c'était plutôt une déférence pour le général en chef, qu'un acte de soumission à la souveraineté de Venise. C'étaient des déclamations continuelles et violentes contre les nobles vénitiens, soit dans les conversations, soit par la voie de la presse. On relevait avec aigreur, et par tous les moyens, l'injustice de leur souveraineté: „Où est le droit de Venise, disait-on, de „dominer dans nos villes? Sommes-nous moins „braves, moins éclairés, moins riches, moins „nobles?" L'orgueil des sénateurs était vivement offensé de voir des sujets, soumis depuis des siècles, oublier l'immense distance qui les séparait, et se comparer à leurs maîtres. Tout annonçait un choc violent. Battaglia, dans ses dépêches au sénat, dissimulait autant qu'il le pouvait les outrages des Brescians, et diminuait, aux yeux de ceux-ci, la colère et les emportements du sénat. Toujours conciliant, il ne cessait, dans ses nombreux rapports avec le général en chef, de l'intéresser à la république.

§. V.

Il était dangereux de laisser ainsi, sur les derrières de l'armée, trois millions d'individus livrés au désordre et à l'anarchie. Napoléon ne

se dissimulait point qu'il n'avait pas plus d'influence sur les amis de la France que sur le sénat même. Il pouvait maîtriser leurs actions, mais non les empêcher de parler, d'écrire, d'irriter directement le prince dans une foule de détails d'administration qui lui étaient étrangers. Désarmer les patriotes de Brescia et de Bergame, se déclarer pour le sénat, proscrire les novateurs, en remplir les cachots de Venise, c'eût été s'aliéner à jamais le parti populaire, sans se concilier l'affection de l'aristocratie; et si cette lâche politique eût pu entrer dans ses calculs, elle aurait eu pour résultat infaillible, comme sous Louis XII, de soulever à la fin toute la population contre nous. Décider le sénat à s'allier à la France, à modifier sa constitution, pour satisfaire aux vœux de ses peuples de Terre-Ferme, c'était le meilleur et le seul parti convenable. Aussi était-ce le but constant des efforts de Napoléon. A chaque nouvelle victoire qu'il remportait, il en renouvelait la proposition, mais toujours inutilement.

Un troisième parti s'offrait aux calculs: c'était de marcher sur Venise, d'occuper cette capitale, d'y opérer par la force les changements politiques que les circonstances rendaient indispensables, et de confier le gouvernement aux partisans de la France; mais on ne pouvait marcher sur Venise tant que le prince Charles serait sur la Piave; il faudrait donc commencer par battre l'armée autrichienne, et la chasser de l'Italie; et si l'on obtenait ce résultat, conviendrait-il alors de perdre le fruit de la victoire, de retarder le passage des mon-

tagnes, pour ramener la guerre autour de Venise; ce qui donnerait à l'archiduc le temps de se reconnaître, de se renforcer, et de créer de nouveaux obstacles? C'était sous les murs de Vienne que la paix devait enfin couronner tant de victoires. Venise était d'ailleurs d'une grande force; elle était défendue par ses lagunes, des bâtiments armés, et 10,000 Esclavons; maîtresse de l'Adriatique, elle pouvait recevoir de nouvelles troupes; enfin, elle recélait dans son sein la force morale de toutes ces familles souveraines qui seraient appelées à combattre pour leur existence politique. Qui pouvait évaluer le temps que l'armée française serait arrêtée par cette entreprise? et pour peu que la lutte se prolongeât; de quel effet ne pouvait pas être une vive résistance sur le reste de l'Italie?

L'épisode de Venise pouvait devenir l'affaire principale. Napoléon se décida donc à prendre, vis-à-vis des Vénitiens, de simples précautions militaires : il était assuré de Brescia, de Bergame, et de toute la rive droite de l'Adige. Il fit occuper les châteaux de Vérone, Saint-Félix, Saint-Pierre, et le vieux palais ; ce qui le rendit maître des ponts de pierre. Les troupes employées à l'expédition contre le pape, étaient en marche pour revenir sur l'Adige ; elles formeraient une réserve suffisante pour en imposer au sénat. Des dispositions furent prises pour que tous les convalescents et tous les blessés qui sortiraient des hôpitaux fussent organisés en bataillons de marche et réunis à la réserve ; mais c'était affaiblir d'autant l'armée active.

§. VI.

Napoléon résolut cependant de tenter un nouvel effort. Il voulut avoir un entretien avec Pésaro, qui, dans ce moment, dirigeait toutes les affaires de la république. Pésaro peignit l'état critique de sa patrie, le mauvais esprit des peuples, les plaintes légitimes du sénat ; il dit que ces circonstances difficiles exigeaient, de la part du sénat, des mesures fortes et des armements extraordinaires, qui ne devaient causer aucun ombrage aux Français ; que le sénat était obligé de faire des arrestations à Venise et dans la Terre-Ferme ; qu'il serait injuste de qualifier de rigueurs contre les partisans de la France, ce qui n'était qu'une juste punition de sujets turbulents, qui voulaient [illegible] leur pays.

Napoléon convint de la situation critique de Venise; mais sans perdre le temps à en discuter les causes, il aborda la question: „Vous voulez, „dit-il, arrêter ce que vous appelez vos enne„mis, mais ce que j'appelle mes amis. Vous „confiez le pouvoir aux hommes connus par „leur haine pour la France; vous levez de „nouvelles troupes; que vous reste-t-il à faire „pour que la guerre soit déclarée? et cepen„dant, votre ruine serait entière et immé„diate; vainement compteriez-vous sur l'appui „de l'archiduc; avant huit jours j'aurai chassé „ses armées de l'Italie. Il est un moyen de „sortir votre république de la situation péni„ble où elle se trouve: je lui offre l'alliance „de la France; je lui garantis ses états de „Terre-Ferme, même son autorité dans Bres-

tants de cette ville. Les chefs du parti patriote, prévenus à temps par un commis vénitien qui leur était dévoué, interceptèrent le courrier, arrêtèrent le provéditeur lui-même, levèrent l'étendard de la révolte, et proclamèrent la liberté de Bergame. Les députés qu'ils envoyèrent au quartier-général français, l'atteignirent sur le champ de bataille du Tagliamento. Cet évènement contraria Napoléon, mais il était sans remède. Déja les Bergamasques s'étaient fédérés avec Milan, capitale de la république lombarde, et Bologne, capitale de la transpadane. La même révolution s'opéra peu de jours après à Brescia: les deux mille Esclavons qui s'y trouvaient furent désarmés; le provéditeur Battaglia fut respecté, mais renvoyé à Vérone. Le général vénitien Fioravanti se porta contre les insurgés, occupa Salo et menaça Bresoia; le général milanais Lahoz marcha à sa rencontre, le battit, et le chassa de Salo.

Pésaro revint, comme il l'avait promis, au quartier-général; il le joignit à Gorizia. L'archiduc avait été battu sur le Tagliamento. Palma-Nova avait ouvert ses portes; les couleurs françaises flottaient sur Tarwis au-delà de l'Isonzo, et sur le sommet des Alpes-Juliennes: „Ai-je tenu parole? lui dit Napoléon. „Le territoire vénitien est couvert de mes „troupes; les Autrichiens fuient devant moi. „Dans peu de jours je serai en Allemagne. Que „veut votre république? Je lui ai offert l'al„liance de la France; l'accepte-t-elle?"

„Venise, répondit Pésaro, se réjouit de vos „triomphes; elle sait qu'elle ne peut exister

„que pour la France; mais, fidèle à son antique
„et sage politique, elle veut rester neutre. Sous
„Louis XIII, sous François Ier, ses armées peu-
„vaient être de quelque poids sur le champ
„de bataille. Aujourd'hui que des populations
„tout entières sont sous les armes, quel cas
„pouvez-vous faire de nos secours?"

Napoléon fit un dernier effort, il échoua, et lui dit en le congédiant: „Eh bien, puisque „votre république veut rester neutre, j'y con-„sens; mais qu'elle cesse ses armements. Je „laisse en Italie des forces suffisantes pour y „être le maître. Je marche sur Vienne. Ce „que j'eusse pardonné à Venise, quand j'étais „en Italie, serait un crime irrémissible dès que „je serai en Allemagne. Si mes soldats étaient „assassinés, mes convois inquiétés, mes com-„munications interrompues, sur le territoire „vénitien, votre république cesserait d'exister, „elle aurait prononcé sa sentence."

§. VII.

Le général Kerpen avait imité le mouvement du général Joubert, qui, le 20 mars, s'était mis en opération; il avait abandonné le Tyrol, et s'était porté, par Salzbourg et Rottenmann, dans la vallée de la Muer, où il espérait rejoindre l'archiduc; mais, prévenu à Scheifling par la rapidité de la marche des Français, il repassa les montagnes, et n'opéra sa jonction que dans la plaine de Vienne. Le général Laudon, laissé par lui à la garde du Tyrol avec seulement 2,000 hommes de troupes de ligne, parvint à

réorganiser 10,000 hommes de milices tyroliennes qui, découragées par tant de défaites, s'étaient dispersées. Ce renfort lui donna une grande supériorité numérique sur le petit corps d'observation auquel Joubert avait ordonné de couvrir la route de Trente. Le général Serviez avait environ 1,200 hommes; il évacua les deux rives du Lawis à l'approche de l'ennemi, et se retira sur le Montebaldo. Laudon occupa Trente. Maître de tout le Tyrol, il inonda l'Italie de proclamations; il répandit à Venise, à Rome, à Turin, à Naples, la nouvelle des défaites des Français: „Le Tyrol avait été le tombeau des „troupes de Joubert; — Napoléon avait été battu „sur le Tagliamento; — les armées impériales „avaient remporté de brillantes victoires sur „le Rhin; — il débouchait de Trente en Italie „avec 60,000 hommes, pour couper toute re„traite aux débris de l'armée que l'archiduc „poursuivait; enfin, il appelait aux armes et „à la révolte, contre les Français, Venise et „toute l'Italie."

A ces nouvelles, l'oligarchie vénitienne ne garda plus de mesures. Le ministre de France fit de vains efforts pour démontrer au sénat l'abîme qu'il creusait sous ses pas; il désavoua les prétendus désastres de Joubert dans le Tyrol, ceux, tout aussi faux, des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin; il prouva qu'elles n'avaient point encore commencé les hostilités; il alla jusqu'à donner communication du plan de campagne d'où il résultait que l'abandon du Tyrol par Joubert était un mouvement combiné; qu'il marchait par la Carinthie sur le Pusterthal, et que, loin d'être perdu, il avait

atteint son but. Pésaro n'ajouta aucune foi à ces communications; il désirait trop vivement les désastres des Français. De son côté, la cour de Vienne ne négligeait aucun moyen pour exalter les passions des ennemis de la France. Il était essentiel pour elle d'organiser des insurrections sur les derrières de l'armée.

Le corps de réserve laissé à Palma-Nova, la garnison d'Osopo, et la prudence du provéditeur Mocénigo (1), maintinrent le Frioul; peut-être aussi les habitants, qui se trouvaient plus près du théâtre des opérations, furent-ils mieux instruits de l'état des choses.

La levée en masse du Véronais était organisée de longue main: plus de trente mille paysans avaient reçu des armes, et n'attendaient que le signal du massacre; 3,000 hommes de troupes vénitiennes et esclavonnes avaient été envoyés à Vérone pour y tenir garnison. Le provéditeur Émili, dévoué au sénat, s'aboucha avec Laudon; il lui fit connaître la faiblesse de la garnison française, et, dès qu'il se crut assuré de l'assistance des troupes autrichiennes, il donna le signal de la révolte. Le 17 avril, jour de la seconde fête de Pâques, après vêpres, le tocsin sonna; l'insurrection éclata à la fois dans la ville et dans la campagne; partout les Français furent massacrés; la fureur du peuple alla jusqu'à égorger 400 malades dans les hôpitaux. Le général Balland se renferma dans les châteaux avec la garnison. L'artillerie des forts, dont il dirigea

(1) Ce n'est pas celui qui avait été provéditeur à Brescia.

le feu contre la ville, détermina les autorités véronaises à demander à parlementer; mais la furie populaire s'y opposa. Un renfort de 2,000 Esclavons, envoyés de Vicence par le provéditeur Foscarini, et l'approche des troupes du général autrichien Neiperg, ajoutèrent encore à la démence du peuple, qui se vengea du mal que le bombardement faisait à la ville, en égorgeant la garnison de la Chiusa, déja contrainte à capituler devant la levée en masse des montagnards.

Le général Kilmaine, commandant supérieur de la Lombardie, fit ses dispositions pour délivrer le général Balland, au premier avis qu'il reçut de l'insurrection du Véronais. Le 21, ses premières colonnes parurent sous Vérone. Les généraux Chabran, Lahoz, Chevalier, livrèrent plusieurs combats, et réussirent à investir Vérone dans la journée du 22. Le 23, la signature des préliminaires de paix avec l'Autriche fut connue des insurgés, en même temps que l'annonce de l'arrivée de la division Victor qui accourait de Trévise. L'alarme se répandit parmi eux; leur abattement fut égal à ce qu'avait été leur fureur; ils demandèrent à capituler; ils acceptèrent, à genoux, les conditions que leur imposa le général Balland; ils livrèrent des otages, et tout rentra dans l'ordre.

Les Français avaient de terribles représailles à exercer: le sang de leurs frères d'armes, indignement égorgés, coulait encore dans les rues; cependant aucune vengeance n'en fut tirée; trois habitants seulement furent livrés aux tribunaux; on opéra un désarmement général, et l'on renvoya les paysans dans leurs village

L'oligarchie, non moins aveuglée à Venise, laissa massacrer sous ses yeux l'équipage d'un corsaire français, qui, chassé par une frégate autrichienne, se réfugia sous les batteries du Lido. Le ministre de France protesta contre cette violation du droit des gens, et demanda justice des assassins. Le sénat se rit et de ses représentations et de ses menaces; il rendit un décret, par lequel il accordait des récompenses à ceux de ses satellites qui avaient pris part au massacre du capitaine Laugier et de ses matelots.

§. VIII.

Dès que Napoléon fut instruit du désordre et des meurtres qui se commettaient sur

„ne sente tripler son courage et ses moyens... „Vous seriez-vous imaginé être encore au „siècle de Charles VIII? Mais les esprits ont „depuis ce temps bien changé en Italie!!!"

Junot eut ordre de lire lui-même cette lettre au sénat, et d'exprimer toute l'indignation du général en chef; mais déja la terreur était dans Venise; le prestige était dissipé. On savait que les armées du Rhin n'avaient point commencé les hostilités; que Joubert était à Villach avec son corps d'armée; que Victor arrivait devant Vérone; que déja les Français marchaient sur les lagunes; qu'enfin Napoléon, victorieux dans tous les combats, avait porté l'épouvante jusque dans Vienne; qu'il venait d'accorder une suspension d'armes à l'archiduc, et que l'empereur lui avait envoyé demander la paix.

Le ministre de France Lallement présenta Junot au sénat; celui-ci remplit sa mission avec toute la franchise et la rudesse d'un soldat. Le sénat s'humilia; il chercha à s'excuser. Les amis de la liberté levèrent la tête, et pressentirent le moment de leur triomphe. Une députation de sénateurs fut envoyée à Grätz, au général en chef, pour offrir toutes les réparations qu'il désirerait; elle avait l'instruction particulière de corrompre tout ce qui pourrait avoir du crédit sur lui; mais tout fut inutile.

Au même instant, le sénat expédia courriers sur courriers à Paris, et mit des sommes considérables à la disposition de son ministre, dans l'espoir de gagner les meneurs du directoire, et de faire donner au général d'Italie des ordres propres à sauver l'aristocratie. Cette

marche d'intrigue réussit à Paris: la distribution de dix millions de lettres de change valut au ministre de Venise l'expédition des ordres qu'il sollicitait; mais ces ordres ne se trouvèrent pas revêtus de toutes les formes légales. Des dépêches interceptées à Milan mirent Napoléon à même de déjouer cette intrigue; il eut entre les mains l'état des sommes distribuées à Paris; il annula tout, de son autorité.

Le 3 mai, il publia, de Palma-Nova, sa déclaration de guerre à la république de Venise, la fondant sur le principe de repousser la force par la force; son manifeste était conçu en ces termes:

„Pendant que l'armée française est engagée „dans les gorges de la Styrie et a laissé loin „derrière elle l'Italie et ses principaux établis-

„Priuli avait fait arrêter, il y a trois mois, „comme convaincus d'avoir comploté l'égor„gement des Français.

„Sur les places, dans les cafés et autres „lieux publics de Venise, l'on insulte les Fran„çais, les appelant jacobins, régicides, athées; „ils sont enfin chassés de la ville, et défense „leur est faite d'y rentrer.

„L'on ordonne au peuple de Padoue, Vi„cence, Vérone, de courir aux armes et de „seconder les différents corps d'armée, et de „commencer enfin ces nouvelles vêpres sici„liennes. Il nous appartenait, disent les officiers „vénitiens, de vérifier le proverbe que *l'Italie „est le tombeau des Français.* Les prêtres, en „chaire, prêchent la croisade; et les prêtres, „dans l'état de Venise, ne disent jamais que „ce que veut le gouvernement. Des pamphlets, „des proclamations perfides, des lettres ano„nymes, sont imprimés dans différentes villes, „et commencent à faire fermenter toutes les „têtes; et, dans un état où la liberté de la „presse n'est pas permise, dans un gouverne„ment aussi craint que secrètement abhorré, „les imprimeurs n'impriment, les auteurs ne „composent, que ce que veut le sénat.

„Tout sourit d'abord au projet perfide du „gouvernement; le sang français coule de toutes „parts. Sur toutes les routes, on intercepte „les convois, les courriers, et tout ce qui tient „à l'armée.

„A Padoue, un chef de bataillon et deux „autres Français sont assassinés; à Castiglione „di Mori, des soldats sont désarmés et assassi„nés; sur les grandes routes de Mant à

„Legnago, de Cassano à Vérone, les Français „ont plus de 200 hommes assassinés.

„Deux bataillons voulant joindre l'armée „rencontrent à Chiari une division vénitienne „qui veut s'opposer à leur passage. Un combat „opiniâtre d'abord s'engage, et nos braves sol- „dats se font passage sur les cadavres de leurs „ennemis. A Valeggio, il y a un autre combat; „à Desenzano, il faut encore se battre: les „Français sont partout peu nombreux, mais „ils sont accoutumés à ne pas compter le nom- „bre de leurs ennemis.

„La seconde fête de Pâques, au son de la „cloche, tous les Français sont assassinés dans „Vérone; on ne respecte ni les malades dans les „hôpitaux, ni ceux qui, en convalescence, se „promènent dans les rues; ils sont jetés dans „l'Adige, après avoir été percés de mille coups

„Venise, et par ordre du sénat. Le jeune et „intéressant Laugier, lieutenant de vaisseau, „commandant ce bâtiment, dès qu'il se voit „attaqué par le feu du fort et de la galère „amirale, n'étant éloigné de l'un et de l'autre „que d'une portée de pistolet, ordonne à son „équipage de se mettre à fond de cale. Lui „seul il monte sur le tillac, au milieu d'une „grêle de mitraille, et cherche, par ses dis„cours, à désarmer la fureur de ces assassins; „mais il tombe roide mort. Son équipage se „jette à la nage, et est poursuivi par six cha„loupes montées par des troupes soldées par „la république de Venise, qui tuent à coups „de hache plusieurs qui cherchent leur salut „dans la haute mer. Un contre-maître, blessé „de plusieurs coups, affaibli, faisant sang de „tous côtés, a le bonheur de prendre terre „et de s'accrocher à un morceau de bois tou„chant au château du port, mais le comman„dant lui-même lui coupe le poignet d'un coup „de hache.

„Vu les griefs ci-dessus, et autorisé par le „titre XII, article 328 de la constitution de la „république, et vu l'urgence des circonstan„ces, le général en chef requiert le ministre „de France près de la république de Venise, „de sortir de ladite ville;

„Ordonne aux différents agents de la répu„blique de Venise, dans la Lombardie et dans „la Terre-Ferme vénitienne, de l'évacuer sous „vingt-quatre heures;

„Ordonne aux différents généraux de divi„sion de traiter en ennemis les troupes de la „république de Venise; de faire abattre, dans

„toutes les villes de la Terre-Ferme, le lion de „Saint-Marc: chacun recevra, à l'ordre du jour „de demain, une instruction particulière pour „les opérations militaires ultérieures."

A la lecture de ce manifeste, les armes tombèrent des mains des oligarques, qui ne songèrent plus à se défendre. Le grand-conseil de l'aristocratie se démit, et rendit la souveraineté au peuple; une municipalité en fut dépositaire. Ainsi ces familles si fières, si long-temps ménagées, auxquelles une alliance avait été proposée avec tant de bonne foi, tombèrent sans opposer aucune résistance. Elles sollicitèrent en vain, dans leurs angoisses, la cour de Vienne; elles lui demandèrent inutilement de les comprendre dans la suspension d'armes et dans les négociations de la paix. Cette cour

vénitienne se composait de douze vaisseaux de 64, et d'autant de frégates et de corvettes. Ils furent équipés et envoyés à Toulon.

Corfou était un des points les plus importants de la république: le général Gentili, celui qui avait repris la Corse, s'y rendit avec quatre bataillons et quelques compagnies d'artillerie, à bord d'une escadre formée de vaisseaux vénitiens, il prit possession de cette place, la véritable clef de l'Adriatique, ainsi que des cinq autres îles Ioniennes, Zante, Cérigo, Céphalonie, Sainte-Maure (l'ancienne Ithaque), etc.

Pésaro fut couvert de l'animadversion générale: il avait perdu son pays; il se sauva à Vienne. Battaglia regretta sincèrement la perte de sa patrie: blâmant depuis long-temps la marche que le sénat suivait, il n'avait que trop prévu cette catastrophe. Il mourut, à quelque temps de là, regretté des gens de bien. Si on l'eût écouté, Venise eût été sauvée. Le doge Manini tomba frappé de mort, en prêtant son serment à l'Autriche, entre les mains de Morosini devenu commissaire de l'empereur.

§. X.

A la réception de l'ordre du jour qui déclarait la guerre à Venise, toute la Terre-Ferme se souleva contre la capitale. Chaque ville proclama son indépendance et se constitua un gouvernement. Bergame, Brescia, Padoue, Vicence, Bassano, Udine, formèrent autant de républiques séparées. C'est par ce système qu'avaient

commencé les républiques cispadane et transpadane. Elles adoptèrent les principes de la révolution française, elles abolirent les couvents, mais respectèrent la religion et les propriétés des prêtres séculiers, constituèrent des domaines nationaux, supprimèrent les priviléges féodaux. L'élite de la noblesse et des grands propriétaires se réunit en escadrons de hussards et de chasseurs, sous le titre de garde d'honneur; les classes inférieures formèrent des bataillons de garde nationale. Les coûleurs de ces nouvelles républiques furent celles d'Italie.

Malgré l'extrême vigilance de Napoléon pour empêcher les abus et les dilapidations, il y en eut, en ce moment, plus qu'à aucune autre

présenta ces trophées au directoire, peu de jours avant le 18 fructidor.

Ces fréquentes présentations de drapeaux étaient dans ce moment fort utiles au gouvernement: cette manifestation de l'esprit des armées confondait et faisait trembler les mécontents.

CHAPITRE XX.

NÉGOCIATIONS EN 1797.

Quartier-général de Montebello. — Négociations avec la république de Gênes; — avec le roi de Sardaigne;

des rois de Naples et de Sardaigne, des républiques de Gènes et de Venise, du duc de Parme, des cantons suisses, de plusieurs princes d'Allemagne; le concours de tous les généraux, des autorités de la république cisalpine, des députés des villes; le grand nombre de courriers de Paris, de Rome, de Naples, de Vienne, de Florence, de Venise, de Turin, de Gènes, qui arrivaient et partaient à toute heure; le train de vie enfin de ce grand château, le fit appeler par les Italiens *la Cour de Montebello;* c'était en effet une cour brillante. Les négociations de la paix avec l'empereur, les affaires politiques d'Allemagne, le sort du roi de Sardaigne, de la Suisse, de Venise, de Gènes, s'y réglaient. La cour de Montebello fit plusieurs voyages au lac Majeur, aux îles Borromées, au lac de Côme; elle séjourna dans les différentes maisons de campagne qui environnent ces lacs. Chaque ville, chaque village, voulait se distinguer et donner une marque d'hommage et de respect au *libérateur de l'Italie.* Le corps diplomatique était frappé de tout ce qu'il voyait.

Le général Serrurier porta les derniers drapeaux pris à l'archiduc Charles; il les présenta au directoire. „Cet officier, écrivait „Napoléon, a déployé, dans les deux der„nières campagnes, autant de talent que de „civisme; c'est sa division qui a remporté la „victoire à Mondovi, si puissamment contri„bué à celle de Castiglione, et pris Mantoue. „Elle s'est distinguée au passage du Taglia„mento, au passage de l'Isonzo, et spéciale„ment à la prise de Gradisca. Le général Ser-

„rurier est sévère pour lui-même, il l'est „quelquefois pour les autres; ami rigide de „la discipline, de l'ordre et des vertus les „plus nécessaires au maintien de la société, „il dédaigne l'intrigue; ce qui lui a fait des „ennemis parmi ces hommes toujours prêts „à accuser d'incivisme ceux qui veulent que „l'on soit soumis aux lois. Je crois qu'il „serait très-propre à commander les troupes „de la république cisalpine. Je vous prie de „le renvoyer le plus tôt possible à son poste.“ Serrurier fut distingué à Paris: la franchise de son caractère y plut généralement. Il fit un voyage dans le département de l'Aisne, son pays. Il avait toujours été très-modéré sur les principes de la révolution. Mais à son retour de France, il se montra fort chaud et très-

tion contre l'armée française. Il était soupçonné d'avoir une grande part dans les massacres de Vérone. Les généraux Berthier et Clarke firent le dépouillement de son portefeuille, dressèrent un procès-verbal de toutes les pièces, les paraphèrent et les envoyèrent à Paris. En réponse, le gouvernement français ordonna que d'Entraigues fût traduit devant une commission militaire, pour être jugé selon les lois de la république; mais, dans l'intervalle, il avait intéressé Napoléon, qui l'avait vu plusieurs fois. Comprenant tout le danger de sa position, il s'attacha à plaire à celui qui était le maître de son sort, lui parla sans réserve, lui découvrit toutes les intrigues d'alors; il compromit son parti plus qu'il n'était obligé de le faire. Il réussit: il obtint d'habiter dans la ville, sur parole et sans garde. A quelque temps de là, on le laissa se sauver en Suisse. On faisait si peu d'attention à lui, que ce ne fut que six ou sept jours après son départ de Milan, que l'on s'aperçut qu'il avait violé sa parole. Bientôt on lut une espèce de pamphlet qu'il répandit, dans toute l'Allemagne et en Italie, contre son bienfaiteur. Il y peignait l'horrible cachot dans lequel il avait été enfermé, les tourments qu'il avait soufferts, l'audace qu'il avait déployée, et les dangers qu'il avait courus pour en sortir. L'indignation fut extrême à Milan, où on l'avait vu dans toutes les sociétés, aux promenades, aux spectacles, jouissant de la plus grande liberté. Plusieurs membres du corps diplomatique partagèrent l'indignation publique, et publièrent à cet effet des déclarations.

§. II.

La république de Gènes, pendant les trois guerres des successions d'Espagne, de Parme et d'Autriche, avait fait partie des masses belligérantes; ses petites armées marchèrent alors avec les armées des Couronnes de France et d'Espagne. En 1747, le peuple avait chassé de Gènes la garnison autrichienne, commandée par le marquis de Botta; et depuis il avait soutenu un siége long et opiniâtre contre les armées de Marie-Thérèse. Dans le XVIII^e^ siècle, Gènes entretint une guerre meurtrière contre la Corse. Les haines nationales donnaient lieu à des escarmouches continuelles entre les Piémontais et les Génois. Cette suite et ce concours d'évènements militaires avaient entretenu parmi les citoyens de cette république, si faible par sa population et l'étendue de son territoire, un foyer d'énergie qui lui donnait une toute autre consistance que n'avait la république de Venise. Aussi l'aristocratie génoise avait-elle fait tête à l'orage; elle s'était maintenue libre et indépendante; elle ne s'en était laissé imposer ni par les coalisés, ni par la France, ni par le parti populaire; elle avait conservé, dans toute sa pureté, la constitution qu'André Doria lui avait donnée au XVI^e^ siècle.

Mais la proclamation de l'indépendance des républiques cispadane et transpadane, l'abdication de l'aristocratie de Venise, l'établissement d'un gouvernement populaire dans tout le pays vénitien, l'enthousiasme qu'inspiraient les victoires des Français, accrurent tellement la prépondérance du parti populaire, qu'un

changement dans la constitution devenait indispensable. La France croyait ne pouvoir accorder aucune confiance à l'aristocratie ; mais il était à désirer que la révolution s'opérât sans son intervention patente, et par les seuls effets de la marche et de la force de l'opinion publique. Faypoult, ministre de France à Gênes, était un homme éclairé, modéré dans ses principes, d'un caractère faible, ce qui avait de l'avantage dans la situation des choses, puisqu'il contenait plutôt qu'il n'excitait l'exaltation du parti révolutionnaire.

Les hommes qui observaient la marche de ces évènements, en calculaient l'issue pour la fin d'août ; ils ne pensaient pas que l'aristocratie pût prolonger sa résistance au-delà de ce terme. Les révolutionnaires du club Morandi, impatients de la marche lente de la révolution, et peut-être aussi excités par des agents secrets de Paris, rédigèrent une pétition et demandèrent l'abdication de l'aristocratie et la proclamation de la liberté. Une députation l'apporta au doge, qui ne se montra pas éloigné de donner satisfaction au vœu populaire ; il nomma même une junte de neuf personnes, dont quatre plébéiens, pour lui proposer des changements à la constitution.

Les trois inquisiteurs d'état ou censeurs suprêmes, chefs de l'oligarchie et ennemis de la France, voyaient avec douleur cet état de choses. Convaincus eux-mêmes que l'aristocratie n'avait que peu de mois d'existence, s'ils laissaient courir les évènements et ne se procuraient pas les moyens de les maîtriser, ils cherchèrent, dans le fanatisme, un auxiliaire qui

leur donnât les corporations inférieures. S'ils parvenaient à exalter les charbonniers et les porte-faix, ils acquéraient un appui suffisant pour tenir en respect toutes les classes de citoyens. Ils employèrent le confessional, la chaire, les prédications dans les places et dans les carrefours, les miracles, l'exposition du Saint-Sacrement, même les prières de quarante heures, pour demander à Dieu d'éloigner de la république l'orage qui la menaçait; mais, par cette conduite imprudente, ils attirèrent la foudre qu'ils voulaient éviter. De leur côté, les Morandistes s'agitaient; ils déclamaient, imprimaient, agitaient le peuple par mille moyens contre les nobles et les prêtres, et faisaient des prosélytes. Bientôt ils jugèrent le moment favorable et s'armèrent. Le 22 mai, à dix heures du matin, ils s'emparèrent des principales portes, spécialement de celles de Saint-Thomas de l'Arsenal et du port. Les inquisiteurs, alarmés, donnèrent le signal aux charbonniers et aux porte-faix, qui, conduits par leurs syndics, se portèrent aux cris de *Viva Maria* au magasin d'armes et se déclarèrent pour l'aristocratie. En peu d'heures 10,000 hommes se trouvèrent ainsi armés et organisés pour la défense du prince. Le ministre de France, effrayé de leurs vociférations contre les jacobins et les Français, se rendit au palais, et s'entremit pour concilier ces partis extrêmes. A la vue des préparatifs de l'oligarchie et de ce grand nombre de ses défenseurs, les patriotes pressentaient leur faiblesse; ils avaient compté sur le secours de la bourgeoisie : si elle s'était déclarée en leur

faveur; elle aurait fait pencher la balance de leur côté; mais, intimidée par la furie des charbonniers, elle se renferma dans ses maisons. Les patriotes, ainsi trompés dans leur attente, ne virent plus d'autre moyen de salut que d'arborer la cocarde française, espérant par là en imposer aux oligarques, ce qui faillit être funeste aux familles françaises établies à Gênes. De tous côtés on en vint aux armes; partout les patriotes furent battus et chassés de leurs postes. La nuit du 23 au 24, ils conservèrent la possession de la porte de Saint-Thomas. Mais ils la perdirent à la pointe du jour du 24. L'oligarchie triomphante ordonna que la cocarde génoise fût portée par tout le monde; elle toléra le pillage des maisons des Français: plusieurs d'entre eux furent traînés dans les cachots. Si le ministre Faypoult ne fut pas insulté, c'est que le doge lui envoya une garde d'honneur de 200 hommes. Le commissaire de marine Ménard, homme sage et qui était fort étranger aux troubles, fut traîné par les cheveux jusqu'au fort de la Lanterne; la maison du consul Lachaise fut pillée; tout ce qui était Français dut se soustraire aux insultes et aux poignards. La bourgeoisie était indignée, mais n'osait rien entreprendre, dans la crainte des vainqueurs. Du 25 au 29, le ministre Faypoult présenta plusieurs notes à ce sujet; il n'eut de satisfaction sur aucune. Sur ces entrefaites, l'amiral Brueys, avec deux vaisseaux et deux frégates, revenant de Corse, se présenta en vue du port. Le doge s'opposa à l'entrée de cette escadre, sous prétexte que sa présence irriterait la populace, et qu'elle

se livrerait à toutes sortes d'excès contre les maisons françaises. Faypoult eut la faiblesse de condescendre à cette mesure: il envoya l'ordre à Brueys de gagner Toulon.

Lorsque les hommes modérés observèrent, dans le sénat, combien cette conduite était imprudente, les oligarques répondirent que les Français, occupés à négocier avec l'Autriche, n'oseraient pas faire marcher un corps d'armée contre Gènes; que l'opinion qui dominait à Paris était d'ailleurs contraire aux idées démocratiques; qu'on savait que Napoléon même désapprouvait les principes du club Morandi, et qu'il y penserait à deux fois avant de s'exposer au blâme de son gouvernement et du parti de Clichi, qui dominait la législature.

de-camp Lavalette arriva à Gènes, le 29 mai, à quatre heures après midi; à six heures, il fut introduit au sénat, qui, après avoir écouté son discours et pris connaissance de la lettre au doge, promit de répondre le soir même. En effet, les Français furent immédiatement mis en liberté et conduits à l'hôtel de l'ambassade, au milieu d'un concours immense de peuple, qui leur témoigna de l'intérêt. La bourgeoisie et le véritable peuple, encouragés par la démarche de Napoléon, qui les assurait de sa protection, se réveillèrent, et demandèrent à grands cris le désarmement des sicaires de l'oligarchie. Dans la soirée même, 4,000 fusils rentrèrent à l'arsenal. Les discussions furent vives au petit conseil; l'aristocratie s'y trouva en minorité. Une division de troupes françaises arrivait à Tortone. Gènes, assiégée par terre et par mer, eût été promptement réduite à l'obéissance; il est même probable que la vue des troupes françaises eût été suffisante pour donner à la bourgeoisie et à la masse du tiers-état la force de secouer le joug de l'aristocratie.

Cependant la réponse du sénat ne fut pas satisfaisante: c'était un *mezzo termine*. Faypoult se décida à partir. Lavalette dut rester à Gènes pour protéger les Français. Sur la demande des passe-ports du ministre de France, le doge assembla le sénat, qui seul était autorisé à les délivrer. Il prit en grande considération la position où allait se trouver la république. Après quelques discussions, ils adopta la résolution d'adhérer sincèrement aux vues du général en chef; il fut arrêté 1° qu'une députation, composée de MM. Cam-

biaso, doge, Serra et Carbonari, se rendrait de suite à Montebello; 2° que les trois inquisiteurs seraient mis en état d'arrestation; 3° que les charbonniers et les porte-faix seraient désarmés.

Cette résolution retint le ministre Faypoult à son poste; ce qui calma les inquiétudes du peuple. Les charbonniers et les porte-faix, qui n'avaient agi que par l'ordre du prince, et qui en réalité n'avaient aucun intérêt dans cette affaire, devinrent fort dociles aussitôt qu'il fut sincèrement décidé à se soumettre.

Le 6 juin, les députés du sénat signèrent, à Montebello, une convention qui mit fin à la constitution de Doria, et établit à Gènes le gouvernement de la démocratie. Cette convention était conçue en ces termes:

La république française et la république de

III. Chaque commune aura une municipalité, et chaque district une administration.

IV. Les modes d'élection de toutes les autorités, la circonscription des districts, la portion d'autorité confiée à chaque corps, l'organisation du pouvoir judiciaire et de la force militaire, seront déterminés par une commission législative, qui sera chargée de rédiger la constitution et toutes les lois organiques de gouvernement, en ayant soin de ne rien faire qui soit contraire à la religion catholique; de garantir les dettes consolidées; de conserver le port franc de la ville de Gènes, la banque de Saint-Georges; et de prendre des mesures pour qu'il soit pourvu, autant que les moyens le permettront, à l'entretien des nobles pauvres existant actuellement. Cette commission devra achever son travail dans un mois, à compter du jour de sa formation.

V. Le peuple se trouvant réintégré dans ses droits, toute espèce de privilége et d'organisation particulière qui rompt l'unité de l'état, se trouve nécessairement annulé.

VI. Le gouvernement provisoire sera confié à une commission de gouvernement, composée de vingt-deux membres, présidée par le doge actuel, qui sera installée le 14 du présent mois de juin, 26 prairial an V de la république française.

VII. Les citoyens qui seront appelés à composer le gouvernement provisoire de la république de Gènes, ne pourront en refuser les fonctions sans être considérés comme indifférents au salut de la patrie, et condamnés à une amende de deux mille [illegible].

se succédèrent avec rapidité. Après Campo-Formio, au moment de quitter l'Italie, il écrivit de Milan, le 11 novembre 1797, au gouvernement génois la lettre suivante:

„Je vais répondre, citoyens, à la confiance „que vous m'avez montrée.... Vous avez besoin „de diminuer les frais d'administration pour „ne pas être obligés de surcharger votre peu-„ple.... Ce n'est pas assez de ne rien faire contre „la religion, il faut encore ne donner aucun „sujet d'inquiétude aux consciences les plus „timorées, ni aucune arme aux hommes mal-„intentionnés. *Exclure tous les nobles des fonc-„tions publiques, serait une injustice révoltante: „vous feriez ce qu'ils ont fait....* Le port franc „est une pomme de discorde qu'on a jetée au „milieu de vous.... La ville de Gènes doit tenir

„*est passionné: quand on appelle vertu l'exa-*
„*gération et la fureur; crimes, la modération*
„*et l'équité, cet état est près de sa ruine.*
„Croyez que dans tous les lieux où mon devoir
„et le service de ma patrie m'appelleront, je
„regarderai comme un des moments les plus
„précieux celui où je serai utile à votre répu-
„blique; je serai satisfait d'apprendre que le
„peuple de Gènes est uni et vit heureux."

On discutait alors au conseil des cinq-cents à Paris, une motion de Sieyes, tendant à chasser de France tous les nobles, en leur donnant la valeur de leurs biens en objets manufacturés. Ces conseils, donnés par Napoléon à la république de Gènes, paraissaient l'être de fait à la république française, qui toutefois en profita; car on abandonna ce projet extrême et terrible qui portait partout l'alarme et le désordre; il n'en fut plus question.

Aucun bataillon français n'avait dépassé Tortone. La révolution de Gènes fut obtenue par la seule influence du tiers-état; et sans les menées des inquisiteurs et du club Morandi, elle aurait été opérée sans désordres, sans secousses, et sans intervention même indirecte de la France.

§. III.

Le roi de Sardaigne se trouvait dans une fausse position; le traité suivant, négocié à Bologne par Napoléon, et signé à Turin par Clarke, existait et n'existait pas.

„Le directoire exécutif de la république française, et S. M. le roi de Sardaigne, voulant,

par tous les moyens qui sont en leur pouvoir et par une union plus étroite de leurs intérêts respectifs, contribuer à amener, le plus promptement possible, une paix qui fait l'objet de leurs vœux, et qui doit assurer le repos et la tranquillité de l'Italie, se sont déterminés à faire un traité d'alliance offensive et défensive; et ils ont chargé de leurs pleins pouvoirs à cet effet, savoir: le directoire exécutif de la république française, le citoyen Henri-Jacques-Guillaume Clarke, général de division des armées de la république française; et S. M. le roi de Sardaigne, le chevalier D. Clément Damian de Priocca, chevalier grand'croix d'ordre des S. S. Maurice et Lazare, premier secrétaire-d'état de S. M. au département des affaires étrangères, et régent de celui des af-

gard de l'Angleterre et des autres puissances encore en guerre avec la république française.

III. La république française et S. M. Sarde se garantissent réciproquement, et de tous leurs moyens, leurs possessions actuelles en Europe, pour tout le temps que durera la présente alliance. Les deux puissances réuniront leurs forces contre l'ennemi commun du dehors, et ne porteront aucun secours direct ni indirect aux ennemis de l'intérieur.

IV. Le contingent des troupes que S. M. Sarde devra fournir, d'abord et en conséquence de la présente alliance, sera de 8,000 hommes d'infanterie, de 2,000 hommes de cavalerie, et de quarante pièces de canon. Dans le cas où les deux puissances croiraient devoir augmenter ce contingent, cette augmentation sera concertée et réglée par des commissaires munis, à cet effet, de pleins pouvoirs du directoire exécutif et de S. M. le roi de Sardaigne.

V. Le contingent de troupes et d'artillerie devra être pris et réuni à Novare, savoir: 500 hommes de cavalerie, 4,000 hommes d'infanterie et douze pièces d'artillerie de position, pour le 30 germinal courant, 19 avril (vieux style), le surplus quinze jours après.

Ce contingent sera entretenu aux frais de S. M. le roi de Sardaigne, et recevra les ordres du général en chef de l'armée française en Italie.

Une convention particulière, dressée de concert avec ce général, réglera le mode du service de ce contingent.

VI. Les troupes qui le formeront participeront, proportionnellement à leur nombre pré-

sent sous les armes, aux contributions qui seront imposées dans les pays conquis, à compter du jour de la réunion du contingent à l'armée de la république.

VII. La république française promet de faire à S. M. Sarde, à la paix générale ou continentale, tous les avantages que les circonstances permettront de lui procurer.

VIII. Aucune des deux puissances contractantes ne pourra conclure de paix séparée avec l'ennemi commun; et aucun armistice ne pourra être fait par la république française avec les armées qui couvrent l'Italie, sans que S. M. Sarde y soit comprise.

IX. Toutes les contributions imposées dans les états de S. M. Sarde, non acquittées ou compensées, cesseront immédiatement après

commerce conforme aux bases stipulées dans l'art. VII du traité de paix conclu, à Paris, entre la république française et S. M. le roi de Sardaigne; en attendant, les postes et les relations commerciales seront rétablies sans délai, ainsi qu'elles existaient avant la guerre.

XII. Les ratifications du présent traité d'alliance seront échangées à Paris dans le plus bref délai possible.

Fait et signé à Turin, le 16 germinal an V de la république française une et indivisible (5 avril 1797, vieux style).

Signé, H. Clarke, Clément Damian.

Le directoire ne s'expliquait pas ostensiblement, mais il était évident qu'il ne voulait pas ratifier ce traité. De son côté, Napoléon persistait à regarder cette ratification comme indispensable. Il attachait, comme de raison, une grande importance à réunir à son armée une division de bonnes et vieilles troupes piémontaises dont il estimait la valeur. Se regardant comme personnellement engagé vis-à-vis de la cour de Sardaigne, il employait tous ses moyens pour garantir la tranquillité intérieure des états du roi. Cependant les mécontents piémontais devenaient tous les jours plus nombreux; ils coururent aux armes, et les révolutionnaires furent défaits. Cette position était extrêmement délicate; elle excitait, au suprême degré, le mécontentement des jacobins de France et d'Italie; et lorsque le parti royal eut triomphé à Turin, les arrestations et les vexations auxquelles il se porta, furent un texte perpétuel de réclamations adressées au quartier-général.

A la fin de septembre, le directoire, en signant l'*ultimatum* pour les négociations de Campo-Formio, fit connaître à Napoléon qu'il persistait dans sa résolution de ne point ratifier le traité d'alliance avec la Sardaigne. Le ministre des relations extérieures, en lui communiquant les intentions du directoire, l'engageait à faire débaucher les soldats sardes par les recruteurs italiens, ce qui lui procurerait, écrivait-il, les moyens d'avoir le secours des 10,000 hommes du contingent piémontais, sans en avoir l'obligation à la cour de Turin; mais les cadres qui constituent la force des troupes ne pouvaient pas être débauchés; d'ailleurs une opération de ce genre ne pouvait être consommée sans perdre beaucoup de temps, et il était question d'entrer en campagne immédiatement. Cette conduite du directoire fut une des causes qui décidèrent Napoléon à signer la paix à Campo-Formio, sans avoir égard à l'*ultimatum* du 29 septembre, du gouvernement français, qui, dans son opinion, ne pouvait être inséré au protocole, sans amener une rupture. Cependant le directoire finit par comprendre l'importance de renforcer l'armée d'Italie des 10,000 hommes du contingent piémontais; il se décida à ratifier le traité de Turin, et l'envoya, le 21 octobre, au corps législatif; mais il n'était plus temps: le 17, la paix avait été signée, à Campo-Formio, avec l'Autriche.

Ainsi, après les campagnes de Napoléon en Italie, le roi de Sardaigne conserva son trône, affaibli, il est vrai, de la Savoie et du comté de Nice, ayant perdu ses places fortes, dont une partie était démolie et l'autre au pouvoir des

Français qui y tenaient garnison, mais ayant acquis l'avantage immense d'être l'allié de la république, qui lui garantissait l'intégrité de ses états. Cependant ce prince ne se faisait point illusion sur sa position; il savait qu'il ne devait la conservation de son trône qu'à Napoléon, et combien peu était sincère l'alliance apparente du directoire; il avait le pressentiment de sa chute prochaine. Environné de tous côtés des démocraties française, ligurienne et cisalpine, il avait encore à combattre l'opinion de ses peuples: les Piémontais appelaient à grands cris la révolution, et la cour regardait déja la Sardaigne comme un lieu de refuge.

§. IV.

La cour de Rome exécuta d'abord fidèlement les stipulations du traité de Tolentino; mais bientôt après elle se laissa influencer par le cardinal Busca et par Albani. Elle recommença ses levées d'hommes, et eut l'imprudence de braver publiquement la France, en appelant le général Provera pour commander ses troupes. Elle refusa de reconnaître la république cisalpine. L'attitude victorieuse de la république, les menaces de son ambassadeur, mirent un terme prompt à ces vaines démonstrations d'indépendance. Provera ne séjourna que quelques jours à Rome, et en repartit aussitôt pour l'Autriche. La Cisalpine, heureuse de cette occasion de s'emparer de quelques provinces du saint-siége, déclara la guerre au Vatican. A la vue de l'orage qui les menaçait, ces faibles et

imprudents vieillards tombèrent à genoux, et donnèrent au directoire cisalpin toutes les satisfactions qu'il pouvait désirer.

Si l'on ne retrouve dans cette conduite aucune trace de cette ancienne politique qui avait tant illustré le Vatican dans les siècles derniers, c'est qu'alors ce gouvernement était usé, que la puissance temporelle des papes ne pouvait plus dominer; c'est qu'elle finissait, comme a fini la souveraineté des électeurs ecclésiastiques de l'empire.

§. V.

La cour de Naples était dirigée par la reine, femme d'un esprit remarquable, mais dont les idées étaient tout aussi désordonnées que les passions qui agitaient son cœur. Le traité de Paris, du 10 octobre 1796, n'avait point changé les dispositions de ce cabinet qui ne cessa d'armer et de donner des inquiétudes, pendant toute l'année 1797, et cependant nul traité ne pouvait lui être plus favorable; il était conçu dans les termes suivants:

„La république française et sa majesté le roi des Deux-Siciles, également animés du désir de faire succéder les avantages de la paix aux malheurs inséparables de la guerre, ont nommé, savoir: le directoire exécutif, le citoyen Charles Delacroix, ministre des relations extérieures, et S. M. le roi des Deux-Siciles, le prince de Belmonte Pignatelli, son gentilhomme de la chambre, et ministre plénipotentiaire près de S. M. C. pour traiter, en leur nom, des clauses et conditions propres à rétablir la bonne

intelligence et amitié entre les deux puissances; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivants:

Art. Ier. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la république française et sa majesté le roi des Deux-Siciles. En conséquence, toutes hostilités cesseront définitivement, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

En attendant, et jusqu'à cette époque, les conditions stipulées par l'armistice conclu le 17 prairial en IV (4 juin 1796), continueront d'avoir leur plein et entier effet.

II. Tout acte, engagement ou convention antérieure de la part de l'une ou de l'autre des deux parties contractantes qui seraient contraires au présent traité, sont révoqués, et seront regardés comme nuls et non avenus; en conséquence, pendant le cours de la présente guerre, aucune des deux puissances ne pourra fournir aux ennemis de l'autre aucun secours en troupes, vaisseaux, armes, munitions de guerre, vivres ou argent, à quelque titre, et sous quelque dénomination que ce puisse être.

III. Sa majesté le roi des Deux-Siciles observera la plus exacte neutralité vis-à-vis de toutes les puissances belligérantes; en conséquence, elle s'engage à interdire indistinctement l'accès dans ses ports à tous vaisseaux armés en guerre, appartenant aux dites puissances, qui excèderont le nombre de quatre au plus, d'après les règles connues de la susdite neutralité. Tout approvisionnement de

munitions ou marchandises connues sous le nom de contrebande, leur sera refusé.

IV. Toute sûreté et protection envers et contre tous, seront accordées, dans les ports et rades des Deux-Siciles, à tous les vaisseaux marchands français, en quelque nombre qu'ils se trouvent, et à tous les vaisseaux de guerre de la république, qui n'excèderont pas le nombre porté par l'article précédent.

V. La république française et sa majesté le roi des Deux-Siciles s'engagent à donner main-levée du séquestre de tous effets, revenus, biens saisis, confisqués et retenus sur les citoyens et sujets de l'une et l'autre puissance, par suite de la guerre actuelle, et à les admettre respectivement à l'exercice légal des actions et droits qui pourraient leur appartenir.

VI. Tous les prisonniers faits de part et d'autre, y compris les marins et matelots, seront rendus réciproquement dans un mois, à compter de l'échange des ratifications du présent traité, en payant les dettes qu'ils auraient contractées pendant leur captivité; les malades et les blessés continueront à être soignés dans les hôpitaux respectifs; ils seront rendus aussitôt après leur guérison.

VII. Pour donner une preuve de son amitié à la république française et de son désir sincère d'entretenir une parfaite harmonie entre les deux puissances, sa majesté le roi des Deux-Siciles consent à faire mettre en liberté tout citoyen français qui aurait été arrêté et serait détenu dans ses états, à cause de ses opinions politiques, relatives à la révolution française; tous les biens et propriétés, meubles et im-

meubles, qui pourraient leur avoir été séquestrés ou confisqués pour la même cause, leur seront rendus.

VIII. Par les mêmes motifs qui ont dicté l'article précédent, sa majesté le roi des Deux-Siciles s'engage à faire toutes les recherches convenables pour découvrir, par la voie de la justice, et livrer à la rigueur des lois les personnes qui volèrent à Naples, en 1793, les papiers appartenant au dernier ministre de la république française.

IX. Les ambassadeurs ou ministres des deux puissances contractantes jouiront, dans les états respectifs, des mêmes prérogatives et préséances dont ils jouissaient avant la guerre, à l'exception de celles qui leur étaient attribuées comme ambassadeurs de famille.

X. Tout citoyen français et tous ceux qui composeront la maison de l'ambassadeur ou ministre, et celles des consuls et autres agents accrédités et reconnus de la république française, jouiront, dans les états de sa majesté le roi des Deux-Siciles, de la même liberté de culte que celle dont y jouissent les individus des nations non catholiques, les plus favorisées à cet égard.

XI. Il sera négocié et conclu, dans le plus court délai, un traité de commerce entre les deux puissances, fondé sur les bases d'une utilité mutuelle, et telles qu'elles assurent à la nation française des avantages égaux à tous ceux dont jouissent, dans le royaume des Deux-Siciles, les nations les plus favorisées. Jusqu'à la confection de ce traité, les relations commerciales et consulaires seront réciproque-

ment rétablies telles qu'elles étaient avant la guerre.

XII. Conformément à l'article VI du traité conclu à la Haye, le 27 floréal an III de la république (16 mai 1795), la même paix, amitié et bonne intelligence, stipulée par le présent traité entre la république française et sa majesté le roi des Deux-Siciles, aura lieu entre sa majesté et la république batave.

XIII. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications échangées dans quarante jours pour tout délai, à compter du jour de la signature.

Fait à Paris, le 19 vendémiaire an V de la république française, une et indivisible, répondant au 10 octobre 1796. (V. St.)

Signé, Charles Delacroix,
Le prince de Belmonte Pignatelli.

Lorsque Napoléon se trouvait dans les Marches, menaçant Rome, le prince de Belmonte Pignatelli, ministre de Naples, qui suivait le quartier-général, lui fit lire confidentiellement une lettre de la reine, qui lui annonçait qu'elle allait faire marcher 30,000 hommes pour couvrir Rome. „Je vous remercie de cette confi„dence, lui dit le général, et je veux y répon„dre par une confiance pareille.“ Il sonne son secrétaire, se fait apporter le dossier de Naples, en tire une dépêche qu'il avait écrite au directoire, au mois de novembre 1796, avant la prise de Mantoue, et lit: „Les embarras que „me donnent l'approche d'Alvinzi, ne m'em„pêcheraient pas d'envoyer 6,000 Lombards Polonais pour punir la cour de Rome; mais

„comme il est à prévoir que le roi de Naples „pourrait faire avancer 30,000 hommes à la dé„fense du saint-siége, je ne marcherai sur Rome „que lorsque Mantoue sera tombée, et que les „renforts que vous m'annoncez seront arrivés, „afin que si la cour de Naples violait le traité „de Paris, je puisse disposer de 25,000 hom„mes pour m'emparer de sa capitale, et l'obli„ger à se réfugier en Sicile.“ Un courrier extraordinaire, expédié dans la nuit par le prince Pignatelli, eut sans doute pour objet d'instruire la reine de la manière dont avait été accueillie son insinuation.

Depuis le traité de Paris, les légations napolitaines étaient généralement plus hostiles et plus arrogantes envers les Français que du temps de la guerre; et souvent les ambassadeurs napolitains se permettaient de dire hautement que la paix ne serait pas de longue durée. Cette conduite insensée n'empêcha pas le cabinet de Naples de se livrer à des rêves d'ambition; pendant les conférences de Montebello, d'Udine et de Passeriano, l'envoyé de la reine chercha à obtenir les îles de Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, les Marches de Macerata, de Ferrare, d'Ancône, et le duché d'Urbin; il alla jusqu'à exprimer le désir de s'enrichir des dépouilles du pape et de la république de Venise; et ces acquisitions, la reine les attendait de la protection de la France: c'était surtout par l'intervention de Napoléon qu'elle espérait voir réaliser ses vœux. Le trône de Naples a survécu à la paix de Campo-Formio; il se serait maintenu tranquille et heureux au milieu des orages qui ont agité l'Eu-

rope et l'Italie, s'il avait été dirigé par une plus saine politique.

§. VI.

Il avait fallu céder aux vœux des Lombards et les constituer en état démocratique et indépendant, sous le nom de république transpadane. Elle comprenait toute la rive gauche du Pô depuis le Mincio jusqu'au Tésin. La république cispadane s'étendait sur la rive droite du Pô, depuis et non compris les états de Parme jusqu'à l'Adriatique. La constitution de la Cispadane avait été décrétée dans un congrès des représentants de la nation, et soumise à l'acceptation du peuple; votée à une immense majorité, elle avait été mise à exécution, à la fin d'avril. Les nobles et les prêtres étaient parvenus à se faire élire à toutes les places; la bourgeoisie les accusait de n'être point affectionnés au nouvel ordre de choses; le mécontentement était général. Napoléon sentait le besoin de donner à ces deux républiques une organisation définitive.

Aussitôt après le refus de la cour de Vienne de ratifier la convention signée, à Montebello, avec le marquis de Gallo et qui contenait les bases de la paix définitive, Napoléon créa la république cisalpine. Il la composa des républiques cispadane et transpadane: ce qui réunissait sous la même domination quatre millions d'habitants et offrait une masse de forces, propre à influer sur les évènements ultérieurs. Cependant les autorités de la Cispadane se refusaient opiniâtrément à une réunion qui

contrariait tous leurs préjugés. Les administrations de Reggio, Modène, Bologne, Ferrare, se soumettaient avec peine à la nécessité de se constituer sous un même gouvernement. L'esprit de localité opposait partout de la résistance à l'union des peuples des deux rives du Pô; et l'on aurait probablement échoué à opérer cette fusion du consentement des peuples, sans l'espoir qu'on leur fit concevoir qu'elle était le prélude de la réunion de tous les peuples de la péninsule sous un même gouvernement: ce secret penchant qu'ont tous ces Italiens à former une seule et grande nation, l'emporta sur toutes les petites passions des administrations locales. A cette cause générale se joignirent deux circonstances particulières. La Romagne, que le pape avait cédée, par le traité de Tolentino, s'était proclamée indépendante sous le titre de république *Émilie;* elle n'avait pas voulu se réunir à la Cispadane, à cause de l'antipathie qu'elle avait contre Bologne; elle embrassa avec ardeur l'idée de faire partie de la Cisalpine; et, par de nombreuses pétitions, elle sollicita la formation de cette république. Venise, dans ce temps, et les états de Terre-Ferme inquiets du mystère des préliminaires, votèrent dans des assemblées populaires, la formation de la république italienne. Ces deux circonstances levèrent toutes les difficultés. L'esprit de localité fléchit devant l'esprit public; les intérêts particuliers, devant l'intérêt général; d'un commun accord, la fusion fut décrétée.

La nouvelle république prit le nom de république cisalpine; Milan en fut la ca

fut un sujet de mécontentement à Paris, où l'ont eût voulu qu'elle s'appelât république transalpine; mais les vœux des Italiens se portant vers Rome et la réunion de toute la péninsule en un seul état, la dénomination de cisalpine était celle qui flattait leur passion et qu'ils tinrent à adopter, n'osant point s'appeler république italienne.

Par le traité de Campo-Formio, la république cisalpine s'augmenta de la partie des états de Venise, située sur la rive droite de l'Adige, ce qui, joint à l'acquisition de la Valteline, lui forma une population de trois millions six cent mille ames. Ces provinces, les plus belles et les plus riches de l'Europe, composèrent dix départements. Elles s'étendaient depuis les montagnes de la Suisse jusqu'aux Apennins toscans et romains, et du Tésin à l'Adriatique.

Napoléon aurait voulu donner à la Cisalpine une constitution différente de celle de la France. Il avait demandé à cet effet qu'on lui envoyât à Milan quelque publiciste distingué, tel que Sieyes; mais cette idée ne plut pas au directoire: il exigea pour la Cisalpine la constitution adoptée en France en 1795. Le premier directoire cisalpin fut composé de Serbelloni, Alessandri, Paradisi, Moscati, Containi, chefs du parti français en Italie. Serbelloni était un des plus grands seigneurs de la Lombardie. Le 30 juin, ils furent installés au palais de Milan. L'indépendance de la république cisalpin[illegible]ait été proclamée, le 29, dans les ter-[illegible]vants:

„La république cisalpine se trouvait depuis „nombre d'années sous la domination de la „maison d'Autriche. La république française „a succédé à cette dernière, par droit de con„quête; elle y renonce dès aujourd'hui, et la „république cisalpine est libre et indépendante. „Reconnue par la France et par l'empereur, „elle le sera bientôt de toute l'Europe. Le di„rectoire exécutif de la république française, „non content d'avoir employé son influence „et les victoires des armées républicaines à „assurer l'existence de la république cisalpine, „étend plus loin ses sollicitudes; et convaincu „que, si la liberté est le premier des biens, „une révolution qui s'ensuit est le plus ter„rible des fléaux, il donne au peuple cisalpin „sa propre constitution qui est le résultat des „connaissances de la nation la plus éclairée. „Le peuple cisalpin va donc passer du régime „militaire au régime constitutionnel. Pour que „ce passage se fasse sans secousses, sans anar„chie, le directoire exécutif a jugé devoir faire „nommer, pour cette seule fois, les membres „du gouvernement et du corps législatif; de „manière que le peuple ne nommera qu'après „le laps d'un an aux places vacantes, confor„mément à la constitution. Depuis un grand „nombre d'années, il n'existait plus de répu„blique en Italie. Le feu sacré de la liberté y „était étouffé, et la plus belle partie de l'Eu„rope était sous le joug des étrangers. Il appar„tient à la république cisalpine de faire voir „au monde, par sa sagesse, son énergie [redacted] „bonne organisation de ses armées, que l

„moderne n'a pas dégénéré et qu'elle est en„core digne de la liberté.

„Bonaparte général en chef, au nom de la „république française et en conséquence de la „proclamation ci-dessus, nomme membres du „directoire de la république cisalpine, les ci„toyens Serbelloni, Alessandri, Moscati, Para„disi. Le cinquième membre sera nommé dans „le plus court terme. Ces quatre membres se„ront installés demain à Milan."

Une fédération générale des gardes nationales et des autorités de la nouvelle république eut lieu au lazaret de Milan. Le 14 juillet, trente mille gardes nationaux ou députés des départements se jurèrent fraternité et d'employer tous leurs efforts à la renaissance de la liberté et de la patrie italienne. Le directoire cisalpin nomma ses ministres, les autorités administratives, constitua son état militaire et gouverna la république comme un état indépendant. Les clés de Milan et de toutes les places fortes furent remises par les officiers français aux officiers cisalpins. L'armée quitta les états de la république et cantonna sur le territoire de Venise. De cette époque date la première formation de l'armée italienne, qui depuis fut nombreuse et acquit tant de gloire.

Dès ce moment, les mœurs italiennes changèrent; quelques années après, ce n'était plus la même nation. La soutane qui était l'habit à la mode pour les jeunes gens, fut remplacée par l'uniforme; au lieu de passer leur vie aux pieds des femmes, les jeunes italiens fréquen-

tèrent les manéges, les salles d'armes, les champs d'exercice ; les enfants ne jouaient plus à la chapelle : ils avaient des régiments de fer-blanc et imitaient dans leurs jeux, les évènements de la guerre. Dans les comédies, dans les farces des rues, on avait toujours représenté un italien bien lâche, quoique spirituel, et une espèce de gros capitan, quelquefois français et le plus souvent allemand, bien fort, bien brave, bien brutal, finissant par administrer quelques coups de bâton à l'Italien, aux grands applaudissements des spectateurs. Le peuple ne souffrit plus de pareilles allusions : les auteurs mirent sur la scène, à la satisfaction du public, des Italiens braves, faisant fuir des étrangers pour soutenir leur honneur et leurs droits. L'esprit national s'était formé. L'Italie avait ses chansons à la fois patriotiques et guerrières ; les femmes repoussaient avec mépris les hommages des hommes qui, pour leur plaire, affectaient des mœurs efféminées.

§. VII.

La Valteline se compose de trois vallées : la Valteline proprement dite, le Bormio et la Chiavenna ; sa population est de cent soixante mille ames ; ses habitants professent la religion catholique romaine, et parlent italien. Géographiquement elle appartient à l'Italie ; elle borde la rive de l'Adda jusqu'à son embouchure dans le lac de Como, et elle est séparée de l'Allemagne par les hautes Alpes. Elle a dix-huit lieues de long sur six de large. Chiavenna, sa capitale,

est située à deux lieues du lac de Como, et à quatorze lieues de Coire, dont Bormio est à dix-sept lieues. Elle faisait anciennement partie du Milanais. Barnabé Visconti, archevêque et duc de Milan, en 1404, donna ces trois vallées à l'église de Coire. En 1512, les Ligues-Grises furent investies de la souveraineté de la Valteline, par Sforce, moyennant des capitulaires, dont les ducs de Milan devaient être garants. Les Valtelins se trouvèrent ainsi sujets des trois Ligues-Grises, dont les habitants, en grande partie, parlent allemand et sont protestants, et sont séparés d'eux par la haute chaîne des Alpes.

Il n'est pas d'état plus affreux que celui d'un peuple sujet d'un autre peuple. C'était ainsi que le bas Valais était sujet du haut Valais, et que le pays de Vaud était sujet de Berne. Depuis long-temps, les malheureux Valtelins se plaignaient des vexations qu'ils éprouvaient, et du joug humiliant auquel ils étaient soumis. Les Grisons, pauvres et ignorants, venaient s'enrichir chez eux, plus riches et plus civilisés. Le dernier paysan des Ligues-Grises mettait, entre lui et le plus riche habitant de la Valteline, la distance qui existe entre les souverains et leurs sujets. Certes, s'il est une position qui légitime l'insurrection et réclame un changement, c'est celle dans laquelle gémissait la Valteline.

Dans le courant de mai 1797, les peuples des trois vallées s'insurgèrent, coururent aux armes, chassèrent leurs prétendus souverains, arborèrent le drapeau tricolore italien, se

nommèrent un gouvernement provisoire, et adressèrent un manifeste à toutes les puissances, pour leur faire connaître leurs griefs et la résolution qu'ils avaient prise de reconquérir des droits dont aucun peuple ne peut être privé. Ils envoyèrent les députés Juidiconni, Planta, Paribelli, gens de mérite, à Montebello, pour réclamer l'exécution de leurs capitulats, violés en tous points par les Grisons.

Napoléon avait de la répugnance à intervenir dans des questions qui pouvaient tenir à la Suisse, et qui, sous ce point de vue, étaient d'une importance générale. Cependant, s'étant fait représenter les pièces relatives à cette affaire, qui se trouvaient dans les archives de Milan, il reconnut que le gouvernement milanais était investi du droit de garantie, et, comme de leur côté les Ligues-Grises sollicitaient sa protection pour faire rentrer les Valtelins, leurs sujets, dans l'ordre et l'obéissance, il accepta la médiation, et ajourna les deux parties à se présenter devant son tribunal, dans le courant de juillet suivant, pour défendre respectivement leurs droits. Pendant ce délai, les Ligues-Grises implorèrent l'intervention du corps helvétique. Barthélemy, ministre de France à Berne, sollicita vivement en leur faveur. Enfin, après bien des menées de part et d'autre, Napoléon, avant de prendre une décision finale, engagea, par forme d'avis, les deux parties à s'arranger à l'amiable, et leur proposa, comme moyen de conciliation, que la Valteline formât une quatrième Ligue-Grise, égale en tout aux trois premières. Cet avis blessa profondément l'orgueil des paysans gri-

sons. *Comment comprendre qu'un paysan qui boit les eaux de l'Adda, soit l'égal de celui qui boit les eaux du Rhin?* Ils s'indignèrent d'une proposition aussi déraisonnable que celle *d'égaler des paysans catholiques, parlant italien, riches et éclairés, à des paysans protestants, parlant allemand, pauvres et ignorants.* Les meneurs ne partageaient pas ces préjugés; mais ils étaient égarés par leur intérêt. La Valteline était pour eux une source de revenus et de richesses très-importantes, qu'ils ne pouvaient se résoudre à abandonner. Ils intriguèrent à Paris, à Vienne, à Berne. On leur fit des promesses; on leur conseilla de gagner du temps; on leur reprochait d'avoir provoqué et accepté la médiation. Ils déclinèrent la voie de conciliation et n'envoyèrent point de députés à l'époque fixée pour discuter, devant le médiateur, l'exécution des capitulats, contradictoirement avec les députés de la Valteline.

Napoléon condamna, par défaut, les Ligues-Grises; et comme arbitre choisi par les deux parties, et comme représentant le souverain de Milan, garant des capitulats des Valtelins, il prononça son jugement en ces termes, le 19 vendémiaire an VI (10 octobre 1797).

„Les peuples de la Valteline, Chiavenna et „Bormio, se sont soulevés contre les lois des „Grisons, et se sont déclarés indépendants, en „prairial dernier. Le gouvernement de la ré„publique des Grisons, après avoir employé „tous les moyens pour réduire à l'obéissance „ses sujets, a eu recours à la médiation de la „république française, dans la personne du

„général Bonaparte, et lui a envoyé comme „député Gaudenzio Planta.

„Les peuples de la Valteline ayant demandé „aussi, de leur côté, la même médiation, le „général en chef réunit les députations respec- „tives à Montebello, le 4 messidor (22 juin); „et, après une conférence assez longue il ac- „cepta, au nom de la république française, la „médiation demandée: il écrivit aux Grisons „et aux Valtelins, qu'ils lui envoyassent au „plus tôt des députés.

„Les peuples de la Valteline, Chiavenna et „Bormio, envoyèrent ponctuellement les dé- „putés demandés.

„Plusieurs mois se sont écoulés sans que le „gouvernement grison ait envoyé les siens, „malgré les instances réitérées du citoyen Co- „meyras, résident de la république à Coire.

„Le 6 fructidor dernier (23 août), le géné- „ral en chef, voyant l'anarchie dans laquelle „la Valteline se trouvait plongée, fit écrire au „gouvernement grison, pour l'avertir d'en- „voyer sa députation avant le 24 fructidor (10 „septembre).

„Nous sommes au 19 vendémiaire (10 oc- „tobre), et les députés des Grisons n'ont point „comparu."

„Non-seulement ils n'ont point comparu, „mais il n'y a pas à douter qu'en mépris de „la médiation acceptée par la république fran- „çaise, les Ligues-Grises n'aient préjugé la ques- „tion, et que le refus d'envoyer des députés „ne provienne de puissantes intrigues!"

„En conséquence, le général en chef, au „nom de la république française :

„Considérant 1° que la bonne foi, la conduite „loyale et la confiance des peuples de la Val„teline, Chiavenna et Bormio, envers la répu„blique française, doivent engager celle-ci à „user de réciprocité et à leur prêter assistance ;

„2° Que la république française, au moyen „de la demande faite par les Grisons, est de„venue médiatrice et comme arbitre du sort „des peuples ;

„3° Qu'il est hors de doute que les Grisons „ont violé les capitulations qu'ils étaient tenus „d'observer envers les peuples de la Valteline, „Chiavenna et Bormio ; et que conséquemment „ceux-ci sont rentrés dans les droits que la „nature donne à tous les peuples ;

„4° Qu'un peuple ne peut être sujet d'un „autre peuple, sans violer les principes du „droit public et naturel ;

„5° Que le vœu des habitants de la Val„teline, Chiavenna et Bormio, est bien pro„noncé pour leur réunion à la république „cisalpine ;

„6° Que la conformité des religions et des „langues, la nature des localités, des communi„cations et du commerce, autorise également „cette réunion de la Valteline, Chiavenna et „Bormio, à la république cisalpine, de laquelle „d'ailleurs ces trois pays ont été autrefois dé„membrés ;

„7° Que, depuis le décret des communes „qui composent les trois Ligues-Grises, le parti „qu'aurait dû prendre le médiateur d'organiser „la Valteline en quatrième Ligue-Grise, se

„trouve rejeté; que par conséquent il ne reste „plus de refuge à la Valteline, contre la ty„rannie, que dans la réunion à la république „cisalpine;

„Arrête, en vertu du pouvoir dont la répu„blique française se trouve investie, par la „demande que les Grisons et les Valtelins ont „faite de sa médiation, que les peuples de la „Valteline, Chiavenna et Bormio, sont maîtres „de se réunir à la république cisalpine."

La question se trouva décidée. Des élans de joie et d'enthousiasme animèrent ces malheureux habitants de la Valteline; la rage et l'orgueil humilié firent frémir les Grisons. Aussitôt après cette sentence arbitrale, la Valteline et la cisalpine négocièrent et opérèrent leur réunion. Les Grisons comprirent alors leur faute. Ils écrivirent à Napoléon que leurs députés partaient pour défendre leurs droits devant lui, feignant ainsi d'ignorer ce qui s'était passé. Il leur répondit qu'il était trop tard; que le 10 octobre son jugement avait été rendu, et que déja la Valteline s'était réunie à la Cisalpine; que c'était une question terminée pour toujours.

La justice rendue à ce petit peuple toucha, frappa toutes les ames généreuses. Les principes sur lesquels la sentence de Napoléon était fondée, retentirent en Europe, et portèrent un coup mortel à l'usurpation des cantons suisses, qui avaient des peuples pour sujets. Il semblait que l'aristocratie de Berne devait être assez éclairée par cet exemple pour sentir que le moment de faire quelques concessions aux lumières du siècle, à l'influence de la France

et à la justice, était arrivé. Mais les préjugés et l'orgueil n'écoutent jamais la voix de la raison, de la nature et de la religion. L'oligarchie ne cède qu'à la force. Ce ne fut que plusieurs années après, que les habitants du haut Valais consentirent à regarder les habitants du bas Valais comme leurs égaux, et que les paysans du pays de Vaud et de l'Argovie forcèrent les oligarques bernois à reconnaître leurs droits et leur indépendance.

CHAPITRE XXI.

JOURNÉE DU DIX-HUIT FRUCTIDOR.

Du directoire exécutif. — Esprit public. — Affaires religieuses. — Nouveau système des poids et mesures. — Factions qui divisent la république. — Conjuration contre la république, à la tête de laquelle se trouve Pichegru. — Napoléon déjoue cette conjuration. — Dix-huit fructidor. — Loi du 19 fructidor.

§. Ier.

L'OPINION publique fut d'abord séduite par les avantages qui paraissaient attachés à la forme du gouvernement, prescrite par la constitution de 1795. Un conseil de cinq magistrats, ayant des ministres responsables pour l'exécution de ses ordres, aurait tout le loisir de mûrir les affaires; le même esprit, les mêmes principes se transmettraient d'âge en âge sans interrup-

tion; plus de régence, plus de minorité à craindre. Mais ces illusions se dissipèrent bientôt; on éprouva à la fois tous les inconvénients, résultats inévitables de l'amalgame de cinq intérêts, de cinq passions, de cinq caractères divers: on sentit toute la différence qui existe entre un individu créé par la nature, et un être factice qui n'a ni cœur ni ame, et n'inspire ni confiance, ni amour, ni illusion.

Les cinq directeurs se partagèrent le palais du Luxembourg et s'y établirent avec leurs familles, qu'ils mirent en évidence; cela forma cinq petites cours bourgeoises, placées à côté l'une de l'autre et agitées par les passions des femmes, des enfants et des valets; la suprême magistrature fut avilie; les hommes de 93, les classes élevées de la société furent également choquées. L'esprit de la constitution était violé. Un directeur n'était ni un ministre, ni un préfet, ni un général, il n'était qu'un cinquième d'un tout. Il ne devait paraître en évidence qu'en conseil. Sa femme, ses enfants, ses domestiques, auraient dû ignorer qu'il était membre du gouvernement; le directeur devait rester simple citoyen. Mais le directoire devait être environné des respects de l'étiquette et de la splendeur qui appartiennent à la magistrature suprême d'une grande nation. Cette splendeur devait être celle de la puissance, et non celle de la cour. Le directeur sortant de fonction n'eût trouvé alors aucun changement dans son intérieur, il n'eût éprouvé aucune privation. C'est dans cet esprit que la constitution lui avait alloué seulement la somme modique de cent mille francs d'appointements, et que les

frais de représentation du directoire étaient compris au budget pour cinq millions, sous le titre de *Frais de maison;* alors un traitement de cent mille francs était suffisant: mais il aurait dû être assuré pour la vie; ce qui aurait permis d'imposer au directeur sortant de charge, l'obligation de ne plus occuper aucune fonction, et eût assuré son indépendance.

§. II.

La république était divisée. Un parti avait confiance dans la constitution de 1795; un autre aurait voulu un président à la tête du gouvernement; un troisième regrettait la constitution de 1793. Enfin, les émigrés, les restes des privilégiés, appelaient de leurs vœux la contre-révolution; mais ce dernier parti ne se composait que d'individus; les émigrés mouraient de misère chez l'étranger; les trois premiers partis comprenaient toute la population de France. Beaucoup de gens eussent voulu que le directoire fût composé de magistrats n'ayant pas pris part aux affaires depuis le 10 août.

Les cinq directeurs avaient voté la mort du roi: on s'attendait qu'ils emploieraient tous ceux de leurs collègues à la convention, qui n'avaient pas été réélus aux conseils; il en fut autrement. Le nom de conventionnel fut d'abord une cause de défaveur, et, peu après, un titre de proscription. Ils furent, par mesure de haute police, chassés de Paris et contraints de se retirer dans le lieu de leur domicile. Les hommes de 93 s'étaient d'abord montrés dis-

tion; plus de régence, plus de r
craindre. Mais ces illusions se dissip
tôt; on éprouva à la fois tous
nients, résultats inévitables de l'
cinq intérêts, de cinq passions,
tères divers: on sentit toute l
existe entre un individu créé
un être factice qui n'a ni
n'inspire ni confiance, ni

Les cinq directeurs se
du Luxembourg et s'y ét
milles, qu'ils mirent en
cinq petites cours bou
l'une de l'autre et agi
femmes, des enfants
magistrature fut avi
classes élevées de
choquées. L'espri
Un directeur n'é
fet, ni un géné
d'un tout. Il
qu'en conseil
mestiques, a
bre du gou
ter simple
environné
splendeu

§. IV.

suprêm
devait
de la
n'eû
inté
C'
av
o

de l'uniformité des po
senti dans tous les siècles;
tats généraux l'ont signalé.
enfait de la révolution. La lo
était si simple, qu'elle pouva
dans vingt-quatre heures, a
uée dans toute la France en m

Grand nombre de bons citoyens se trouvèrent de nouveau inquiétés et froissés dans ce que l'homme a de plus sacré.

Le calendrier républicain avait divisé l'année en douze mois égaux de trente jours et chaque mois en trois décades: il n'y avait plus de dimanche; le décadi était marqué pour le jour de repos. Le directoire alla au-delà et défendit, sous des peines correctionnelles, que l'on travaillât le décadi et que l'on se reposât le dimanche; il employa les officiers de paix, les gendarmes, les commissaires de police, à faire exécuter ces absurdes réglements. Le peuple fut gêné et exposé à des condamnations, à des vexations, pour des faits étrangers à l'ordre et à l'intérêt général. La clameur publique invoqua inutilement les droits de l'homme

année. Il fallait rendre commune à toutes les provinces, l'unité des poids et mesures de la ville de Paris. Le gouvernement, les artistes, s'en servaient depuis plusieurs siècles; en envoyant des étalons dans toutes les communes, contraignant l'administration et les tribunaux à n'en point admettre d'autres, le bienfait eût été opéré sans efforts, sans gêne, et sans lois coercitives. Les géomètres, les algébristes, furent consultés dans une question qui n'était que du ressort de l'administration. Ils pensèrent que l'unité des poids et mesures devait être déduite d'un ordre naturel, afin qu'elle fût adoptée par toutes les nations. Ils crurent qu'il n'était pas suffisant de faire le bien de quarante millions d'hommes, ils voulurent y faire participer l'univers. Ils trouvèrent que le mètre était une partie aliquote du méridien; ils en firent la démonstration et le proclamèrent dans une assemblée composée de géomètres français, italiens, espagnols et hollandais. Dès ce moment, on décréta une nouvelle unité des poids et mesures, qui ne cadra ni avec les réglements de l'administration publique, ni avec les tables de dimension de tous les arts, ni avec celles d'aucune des machines existantes. Il n'y avait pas d'avantage à ce que ce système s'étendît à tout l'univers. Cela était d'ailleurs impossible: l'esprit national des Anglais et des Allemands s'y fût opposé. Si Grégoire VII en réformant le calendrier l'a rendu commun à toute l'Europe, c'est que cette réforme tenait à des idées religieuses, qu'elle n'a point été faite par une nation, mais par la puissance de l'église. Cependant on sacrifiait

savoir: 2, 3, 4 et 6. Il est vrai que la numération décimale généralisée et exclusivement adaptée au mètre comme unité, donne des facilités aux astronomes et aux calculateurs; mais ces avantages sont loin de compenser l'inconvénient de rendre la pensée plus difficile. Le premier caractère de toute méthode doit être d'aider la conception et l'imagination, faciliter la mémoire, donner plus de puissance à la pensée. Les nombres complexes sont aussi anciens que l'homme parce qu'ils sont dans la nature de son organisation, tout comme il est dans la nature de la numération décimale de s'adapter à chaque unité, à chaque nombre complexe, et non à une unité exclusivement.

Enfin, ils se servirent de racines grecques, ce qui augmenta les difficultés; ces dénominations, qui pouvaient être utiles pour les savants, n'étaient pas bonnes pour le peuple. Les poids et mesures furent une des plus grandes affaires du directoire. Au lieu de laisser agir le temps et de se contenter d'encourager le nouveau système par tous les moyens de l'exemple et de la mode, il fit des lois coercitives qu'il fit exécuter avec rigueur. Les marchands et les citoyens se trouvèrent vexés pour des affaires en elles-mêmes indifférentes, ce qui contribua encore à dépopulariser une administration qui se plaçait hors du besoin et de la portée du peuple, brisait avec violence ses usages, ses habitudes, ses coutumes, comme l'aurait pu faire un conquérant grec ou tartare, qui, la verge levée, veut être obéi dans toutes ses volontés qu'il règle sur ses préjugés et ses intérêts, abstraction faite de ceux du vaincu. Le

nouveau système des poids et mesures sera un sujet d'embarras et de difficultés pour plusieurs générations; et il est probable que la première commission savante chargée de vérifier la mesure du méridien, trouvera quelques corrections à faire. C'est tourmenter le peuple pour des vétilles!!!

§. V.

Les élections au corps législatif amenèrent aux affaires des hommes d'une opinion contraire au directoire, effet naturel de sa fausse politique et de sa mauvaise administration. Le général Pichegru, député du Jura aux cinq cents, fut nommé par acclamation président de ce conseil (on ignorait alors ses liaisons avec les étrangers); Barthélemy fut nommé au directoire à la place de Letourneur. Ces deux choix étaient fort populaires; Pichegru était alors le général le plus renommé de la république: il avait conquis la Hollande; Barthélemy était le négociateur qui avait fait la paix avec le roi de Prusse et le roi d'Espagne.

Le directoire se divisa en deux partis: Rewbell, Barras et La Reveillère formèrent la majorité; Carnot et Barthélemy, la minorité.

Le ministère fut changé. Bénezech, ministre de l'intérieur, et Cochon-l'Apparent, ministre de la police, se trouvaient compromis dans les révélations de Duverne de Presle. Petiet et Truguet tenaient au parti modéré des conseils; ils avaient contribué à rendre à leur patrie grand nombre d'émigrés, dont la présence portait ombrage. Les services éminents

que le ministre Petiet rendait à l'administration de la guerre; le mérite surtout d'être le premier, depuis la révolution, qui eût présenté un compte clair et précis des dépenses de son ministère, ne le sauvèrent pas de la disgrace des meneurs; cependant alors comme toujours, dans sa longue carrière administrative, il s'était fait remarquer par son intégrité. Il est mort sans fortune, ne laissant pour héritage à ses enfants que l'estime qui lui était si justement acquise. Ramel et Merlin furent les seuls ministres conservés. Trois partis se formèrent dans les conseils: les républicains prononcés qui marchèrent avec la majorité du directoire, abstraction faite de leurs affections particulières: les partisans des princes et de l'étranger; Pichegru, Villot, Imbert Colomès, Rovère et deux ou trois autres étaient seuls dans le secret de ce parti: les clubistes de Clichy, qui comptaient dans leurs rangs des hommes estimés, voulant le bien, mais ne sachant pas le faire, mécontents, ennemis des directeurs, des conventionnels et du gouvernement révolutionnaire.

Les clichiens se donnaient pour sages, modérés, bons français. Étaient-ils républicains? Non. Étaient-ils royalistes? Non. Ils voulaient donc la constitution de 1791? Non. Celle de 1793? Beaucoup moins. Celle de 1795? Oui et non. Qu'étaient-ils donc? Ils n'en savaient rien. Ils auraient voulu telle chose avec des *si*, telle autre avec des *mais*. Ce qui les faisait agir, leur donnait du mouvement, c'étaient les applaudissements des salons, les louanges résultant des succès de la tribune. Ils votèrent avec

le comité royaliste sans le savoir; ils furent étonnés, lorsqu'après leur catastrophe ils acquirent la conviction que Pichegru, Imbert Colomès, Willot, de La Haye, etc., étaient des conspirateurs; que toutes ces belles harangues, ces beaux discours qu'ils avaient prononcés, étaient des actes de conspiration qui secondaient la politique de Pitt et des princes. Rien n'était plus loin de leur pensée, ils n'eussent pas eu le courage de conspirer. Carnot et un grand nombre de membres de Clichy ont prouvé depuis, par leur conduite, qu'ils étaient bien loin d'avoir voulu tramer contre la république. Carnot était égaré par sa haine contre les thermidoriens; son ame avait été brisée, depuis le 9 thermidor, par l'opinion qui accusait le comité de salut public de tout le sang versé sur les échafauds; il avait besoin de la considération publique: il fut entraîné par ceux qui dominaient la tribune et les feuilles périodiques.

Les écrivains de ces feuilles, en grande majorité, étaient contraires au directoire, à la convention, à la révolution. Quelques-uns cherchaient ainsi à faire oublier les crimes commis par eux pendant le règne du gouvernement révolutionnaire, dont ils avaient été les agents; plusieurs étaient à la solde de la trésorerie de Londres. Le directoire n'a pas su opposer journaux à journaux, presses à presses, plumes à plumes, soit qu'il n'en sentît pas toute l'importance, soit qu'il n'ait pas pu ou voulu faire les sacrifices d'argent nécessaires. Il ne prit point conseil de la conduite du gouvernement anglais, qui non-seulement soldait et

faisait distribuer avec profusion des journaux du matin, du soir, de la semaine, du mois et de l'année, mais encore leur faisait communiquer les extraits des dépêches dont la connaissance importait à la curiosité publique. Le cabinet de Saint-James trompe les étrangers lorsqu'il désavoue avec tant de dédain et couvre lui-même de mépris ces misérables folliculaires: ce mépris n'est que de commande: le fait est qu'il les solde, les dirige, et que ses archives leur sont ouvertes.

La tribune des cinq cents, celle des anciens, presque toutes les feuilles publiques retentirent de vociférations contre le gouvernement et la révolution ; contre les lois sur l'émigration, la vente des biens nationaux et le culte; contre les dilapidations de l'administration et l'énor-

fit nommer chef d'un bataillon de volontaires. En 1793, le représentant Saint-Just le nomma général en chef. Il dirigea avec succès la campagne de 1794, et conquit la Hollande. En 1795, il commanda l'armée du Rhin: c'est de là que date sa trahison. Il eut des relations criminelles avec les généraux ennemis, et concerta avec eux ses opérations. Les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin avaient ordre d'opérer un mouvement combiné, pour se réunir sous Mayence; il fit manquer cette opération, en laissant la majorité de ses forces sur le haut Rhin. A quelque temps de là, la ligne de contrevallation qu'il occupait sur la rive gauche du fleuve, devant Mayence, fut forcée par Clairfait, qui s'empara de toute son artillerie de campagne; il se retira avec ses débris dans les lignes de Weissembourg. Ces événements et d'autres circonstances firent soupçonner sa fidélité. Le gouvernement fut alarmé: au commencement de 1796, il lui retira le commandement de l'armée, et lui offrit l'ambassade de Suède. Pichegru refusa et se retira en Franche-Comté, où il continua ses relations avec l'ennemi. Nommé au conseil des cinq cents par l'assemblée électorale du Jura, il se crut arrivé au moment de faire triompher le parti de l'étranger. Il était désigné dans les coteries comme le Monck de la France.

Dans le courant d'avril, Duverne et l'abbé Brottier furent arrêtés, traduits devant les tribunaux et condamnés. Duverne de Presle fit des révélations importantes: un coin du voile qui couvrait la France fut levé. Dans ce temps, le porte-feuille de d'Entraigues arriva à Paris.

„franchiriez avec la rapidité de l'aigle, s'il le „fallait, pour maintenir la constitution, dé„fendre la liberté, protéger le gouvernement „et les républicains. Soldats, le gouvernement „veille sur le dépôt des lois qui lui est confié. „Les royalistes, dès l'instant qu'ils se montre„ront, auront vécu. Soyez sans inquiétude; et „jurons par les mânes des héros qui sont morts „à côté de nous pour la liberté, jurons, sur „nos drapeaux, guerre aux ennemis de la ré„publique et de la constitution de l'an III."

Ce fut l'étincelle qui alluma l'incendie. Chaque division de cavalerie et d'infanterie rédigea son adresse; les officiers, sous-officiers et soldats les votèrent et signèrent. Elles se ressentaient de la violente agitation des ames. Le général Berthier les envoya au directoire et aux conseils. Le peuple se rallia; les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin partageaient les mêmes sentiments. Il se fit sur-le-champ un changement total dans l'esprit public. La majorité du directoire paraissait perdue; la république était en danger.

Hoche fit marcher une division de Sambre-et-Meuse sur Paris, sous prétexte de l'expédition d'Irlande. Le conseil des cinq-cents s'indigna que les troupes eussent violé le cercle constitutionnel: Hoche quitta la capitale, et ne trouva de refuge que dans son quartier-général.

Dans ces cisconstances critiques, un parti puissant engageait Napoléon à renverser le directoire et à s'emparer des rênes du gouvernement. L'enthousiasme que la conquête de l'Italie avait excitée en France, et le dévouement

de l'armée qu'il venait de couvrir de tant de lauriers, semblaient aplanir tous les obstacles. Si l'ambition eût été le guide de sa vie, il n'eût point hésité: ce qu'il a fait au 18 brumaire, il l'eût fait au 18 fructidor; mais, alors comme toujours, l'indépendance, la puissance et le bonheur de la France étaient sa première pensée. Vainqueur d'Arcole et de Rivoli, il ne croyait pas plus qu'il fût en son pouvoir dans ce moment de réaliser ce grand-œuvre, qu'il ne l'a cru depuis, à Paris, après ses désastres, du moment où les chambres législatives l'eurent abandonné. En 1797, comme en 1815, l'exaltation des idées révolutionnaires égarait les meneurs et l'imagination des masses; les mêmes hommes qui avaient renversé le trône de Louis XVI dominaient l'opinion et se croyaient destinés à sauver la révolution. Napoléon se décida à soutenir le directoire, et, à cet effet, il envoya le général Augereau à Paris; mais si, contre son attente, les conjurés l'eussent emporté, tout était disposé pour qu'il fît son entrée dans Lyon, à la tête de 15,000 hommes, cinq jours après qu'il aurait appris leur victoire, et de là, marchant sur Paris, et ralliant tous les républicains, tous les intérêts de la révolution, il eût, comme César, passé le Rubicon, à la tête du parti populaire.

§. VIII.

A son arrivée, Augereau fut nommé par le directoire au commandement de la 17e division militaire. Le 18 fructidor (4 septembre), à la pointe du jour, les officiers de paix se

portèrent chez les directeurs Barthélemy et Carnot. Ils se saisirent du premier; mais le second, qui avait été prévenu, se réfugia à Genève. Au même moment, le directoire faisait arrêter Pichegru, Willot, cinquante députés au conseil des anciens ou des cinq-cents, et cent cinquante autres individus, la plupart journalistes. Ce même jour, il adressa à la législature un message par lequel il lui fit connaître la conspiration qui se tramait contre la république, et mit sous ses yeux les papiers trouvés dans le portefeuille de d'Entraigues et les déclarations de Duverne de Presle. La loi du 19 fructidor condamna à la déportation deux directeurs, cinquante députés et cent quarante-huit individus; les élections de plusieurs départements furent cassées; diverses lois furent rapportées; plusieurs mesures de salut public furent décrétées; la nomination de Carnot et de Barthélemy au directoire fut révoquée; Merlin et François de Neufchâteau les remplacèrent. Les projets des ennemis de la république se trouvèrent ainsi déjoués.

L'étonnement du public fut égal à son incrédulité. L'on supposa que les révélations de Duverne et les papiers de d'Entraigues étaient controuvés, mais toutes les incertitudes cessèrent quand on eut connaissance de la proclamation suivante du générale Moreau à son armée, datée de son quartier-général, à Strasbourg, le 23 fructidor (9 septembre 1797).

„Soldats, je reçois à l'instant la proclama-
„tion du directoire exécutif, du 18 de ce mois
„(4 septembre), qui apprend à la France que
gru c'est rendu indigne de la confiance

„qu'il a long-temps inspirée à toute la répu-„blique, et surtout aux armées. On m'a éga-„lement instruit que plusieurs militaires, trop „confiants dans le patriotisme de ce représen-„tant, d'après les services qu'il a rendus, „doutaient de cette assertion. Je dois à mes „frères d'armes, à mes concitoyens, de les in-„struire de la vérité. Il n'est que trop vrai que „Pichegru a trahi la confiance de la France „entière; j'ai instruit un des membres du direc-„toire, le 17 de ce mois (3 septembre), qu'il m'é-„tait tombé entre les mains une correspondance „avec Condé et d'autres agents du prétendant, „qui ne me laissent aucun doute sur cette „trahison. Le directoire vient de m'appeler à „Paris, et désire sûrement des renseignements „plus étendus sur cette correspondance. Sol-„dats, soyez calmes et sans inquiétude sur les „événements de l'intérieur; croyez que le gou-„vernement, en comprimant les royalistes, „veillera au maintien de la constitution répu-„blicaine que vous avez juré de défendre."

Le 24 fructidor (10 septembre) Moreau écrivait au directoire: „Je n'ai reçu que „le 22, très-tard et à dix lieues de Stras-„bourg, votre ordre de me rendre à Paris. „Il m'a fallu quelques heures pour préparer „mon départ, assurer la tranquillité de l'ar-„mée, et faire arrêter quelques hommes com-„promis dans une correspondance intéres-„sante, que je vous remettrai moi-même. Je „vous envoie ci-joint une proclamation que „j'ai faite, et dont l'effet a été de convertir „beaucoup d'incrédules; et je vous avoue qu'il „était difficile de croire que l'homme qui avait

„rendu de si grands services à son pays, et „qui n'avait nul intérêt à le trahir, pût se „porter à une telle infamie. On me croyait „l'ami de Pichegru, et dès long-temps je ne „l'estime plus. Vous verrez que personne n'a „été plus compromis que moi; que tous les „projets étaient fondés sur les revers de l'ar- „mée que je commandais: son courage a sauvé „la république."

Enfin, dans sa lettre à Barthélemy, du 19 fructidor (5 septembre), Moreau disait:

„Citoyen directeur, vous vous rappellerez „sûrement qu'à mon dernier voyage à Bâle je „vous instruisis qu'au passage du Rhin nous „avions pris un fourgon au général Klinglin, „contenant deux ou trois cents lettres de sa

„plus haute confiance, un homme très-com-„promis dans cette correspondance, et des-„tiné à jouer un grand rôle dans le rappel du „prétendant qu'elle avait pour but, j'ai cru „devoir vous en instruire, pour que vous ne „soyez pas dupe de son feint républicanisme, „que vous puissiez faire éclairer ses démar-„ches, et vous opposer aux coups funestes „qu'il peut porter à notre pays, puisque la „guerre civile ne peut qu'être le but de ses „projets.

„Je vous avoue, citoyen directeur, qu'il „m'en coûte infiniment de vous instruire d'une „telle trahison, d'autant plus que celui que je „vous fais connaître a été mon ami, et le se-„rait sûrement encore s'il ne m'était connu: „je veux parler du représentant du peuple Pi-„chegru. Il a été assez prudent pour ne rien „écrire; il ne communiquait que verbalement „avec ceux qui étaient chargés de la corres-„pondance, qui faisaient part de ses projets, „et recevaient ses réponses. Il y est désigné „sous plusieurs noms, entre autres sous celui „de *Baptiste*. Un chef de brigade nommé *Ba-„douville* lui était attaché et désigné sous le „nom de *Coco*. Il était un des courriers dont „il se servait, ainsi que les autres correspon-„dants. Vous devez l'avoir vu assez fréquem-„ment à Bâle. Leur grand mouvement devait „s'opérer au commencement de la campagne „de l'an IV. On comptait sur des revers à mon „arrivée à l'armée, qui, mécontente d'être „battue, devait redemander son ancien chef, „qui alors aurait agi d'après les instructions „qu'il aurait reçues. Il a dû recevoir neuf

„cents louis pour le voyage qu'il fit à Paris, à „l'époque de sa démission; de là vint natu- „rellement son refus de l'ambassade de Suède. „Je soupçonne la famille Lajolais d'être dans „cette intrigue.

„Il n'y a que la grande confiance que j'ai en „votre patriotisme et en votre sagesse, qui „m'a déterminé à vous donner cet avis. Les „preuves en sont plus claires que le jour; mais „je doute qu'elles puissent être judiciaires.

„Je vous prie, citoyen directeur, de vouloir „bien m'éclairer de vos avis sur une affaire „aussi épineuse; vous me connaissez assez „pour croire combien a dû me coûter cette „confidence; il n'en a pas moins fallu que les „dangers que court mon pays, pour vous la „faire. Ce secret est entre cinq personnes: les

et témoigna hautement son mécontentement. Il reprocha aux trois directeurs de n'avoir pas su vaincre avec modération. Il approuvait que Carnot, Barthélemy et les cinquante députés fussent destitués de leurs fonctions par mesure de salut public, et mis en surveillance dans une des villes de l'intérieur de la république. Il désirait que Pichegru, Willot, Imbert Colomès, et deux ou trois autres seulement fussent mis en accusation, et expiassent sur l'échafaud le crime de trahison dont ils s'étaient rendus coupables, et dont on avait les preuves; mais il voulait qu'on en restât là. Il gémissait de voir des personnes d'un grand talent comme Portalis, Tronson-Ducoudray, Fontanes; des patriotes comme Boissy d'Anglas, Dumolard, Muraire; les suprêmes magistrats Carnot, Barthélemy, condamnés sans acte d'accusation, sans jugement, à périr dans les marais de Sinamari. Quoi! punir de la déportation un grand nombre de folliculaires qui ne méritaient que le mépris et la flétrissure de quelques peines correctionnelles! c'était renouveler les proscriptions des triumvirs de Rome; c'était se montrer plus cruel, plus arbitraire que le tribunal de Fouquier-Tinville, puisqu'au moins il entendait les accusés et ne les condamnait qu'à mort! Toutes les armées, le peuple tout entier, étaient pour la république. Le salut public eût pu seul justifier une injustice aussi révoltante et une telle violation des droits et des lois.

Les conjurés voulaient opérer la destruction de la république, par le corps législatif; dépopulariser le directoire, par le moyen si puis-

sant de la tribune nationale; entraver sa marche par l'autorité de la législature; composer un directoire d'hommes ou faibles ou dévoués au parti; et enfin, proclamer la contre-révolution comme le seul remède aux maux qui déchiraient la patrie.

Les trois directeurs, enivrés de leur victoire, ne virent que leur triomphe dans celui de la république. Les conseils nommèrent Merlin et François de Neufchâteau, pour remplacer Carnot et Barthélemy: ils ne convoquèrent pas les assemblées électorales pour se compléter; ils restèrent ainsi mutilés, sans considération et sans indépendance. Il était difficile de pénétrer ce qu'ils espéraient d'un semblable attentat contre la constitution, d'un tel mépris de l'opinion publique. Trois hommes, sans

Dès le mois d'octobre 1796, le cabinet de Saint-James, effrayé des sacrifices pécuniaires qu'il lui fallait imposer à l'Angleterre pour soutenir la guerre contre la France, s'était résolu à la paix. Lord Malmesbury avait échangé à Paris ses pouvoirs, comme négociateur, avec Charles Lacroix, ministre des relations extérieures; mais après quelques conférences, ce plénipotentiaire ayant donné connaissance de son ultimatum, qui exigeait la rétrocession de la Belgique à l'empereur, les négociations furent rompues. Les préliminaires de Léoben décidèrent l'Angleterre à renouer la négociation. L'Autriche elle-même avait renoncé à la Belgique; la possession de cette province ne pouvait plus faire l'objet d'une difficulté. Lord Malmesbury se rendit à Lille. La paix était d'autant plus nécessaire à Pitt, que ses plans de finance venaient d'échouer. Le directoire nomma pour ses plénipotentiaires Letourneur, Pleville-le-Peley et Maret, depuis duc de Bassano. Le choix de ce dernier plut à Londres: Pitt connaissait ses dispositions pacifiques; il estimait son caractère parce qu'il avait traité avec lui, en 1792, pour le salut de Louis XVI et le maintien de la paix. De son côté, lord Malmesbury voulait faire oublier l'échec qu'il avait eu à Paris l'année précédente, et couronner sa longue carrière politique par un nouveau succès. Les plénipotentiaires agissaient de part et d'autre de bonne foi, et tout faisait espérer une issue favorable. Ces grandes négociations qui se suivaient à la fois dans le nord de la France et de l'Italie, ne pouvaient être étrangères l'une à l'autre;

Clarke était chargé de correspondre avec Maret. La paix conclue avec l'Angleterre aurait levé bien des difficultés à Campo-Formio, et elle allait être signée à Lille, à des conditions plus avantageuses pour la France et ses alliés, que celles du traité d'Amiens, lorsque arriva le 18 fructidor. Maret fut rappelé. Treilhard et Bonnier, nouveaux négociateurs, demandèrent au plénipotentiaire de consentir à la restitution, par l'Angleterre, de toutes ses conquêtes sur la France, l'Espagne et la Hollande. Lord Malmesbury, étonné d'une si singulière interpellation, répondit qu'il avait l'ordre de négocier sur la base des compensations réciproques. Les ministres français lui donnèrent vingt-quatre heures pour accéder à leur demande, et lui intimèrent, dans le cas où il persisterait à ne point s'expliquer, de se rendre lui-même à Londres pour y chercher de nouvelles instructions et des pouvoirs plus étendus. Le 17 septembre, il quitta Lille. Les plénipotentiaires français portèrent l'ironie jusqu'à feindre de croire à son retour à Lille, et à l'y attendre. Le 5 octobre, lord Malmesbury leur notifia, de Londres, que l'Angleterre n'enverrait plus de plénipotentiaires en France, si, au préalable, son négociateur n'était muni d'une garantie qui lui assurât son indépendance et le respect dû à son caractère. Autant le directoire avait raison dans la première négociation, autant il eut tort dans la seconde, par le fond comme par la forme; il était juste, quand la France gardait une partie de ses conquêtes sur le continent, que l'Angleterre conservât aussi une partie des siennes. Le direc-

toire, en manquant au respect dû au caractère d'un ambassadeur, se manquait à lui-même.

Quelque temps après le 18 fructidor, une loi sur la dette publique ordonna que le tiers du capital serait inscrit sur un nouveau livre, et les intérêts payés à cinq pour cent; que les deux autres tiers seraient remboursés en *bons de deux tiers*, et que des domaines seraient affectés à leur amortissement; mais, chaque année, les lois du budget retirèrent l'hypothèque, et prolongèrent ainsi l'immoralité et l'agonie de cette banqueroute. Enfin, les bons de deux tiers furent réduits à deux pour cent. Il eût été moins odieux de ne pas toucher au capital, et de réduire seulement l'intérêt.

L'opinion de Napoléon était qu'il fallait, avant tout, être fidèle à la foi publique; qu'il convenait d'éteindre la dette, en y affectant tous les domaines nationaux quelconques, même ceux sous séquestre, et donner une telle activité à cette mesure, qu'elle se trouvât consommée en trois ans. Il pensait qu'il fallait consacrer en même temps comme loi constitutionnelle, en la soumettant à la sanction du peuple, le principe, qu'une génération ne peut être engagée par une autre génération, et que les intérêts d'un emprunt ne pouvaient être exigés que pendant les quinze premières années. Ce qui eût préservé de l'abus qu'on peut faire de cette ressource, et protégé les générations à venir contre la cupidité de la génération présente.

A l'époque du 18 fructidor, l'aide-de-camp Lavalette était à Paris depuis plusieurs mois, comme intermédiaire entre le général d'It[illegible]

la majorité, la minorité du directoire, et les différents partis qui divisaient les conseils et la capitale. Quinze jours après la journée du 18 fructidor, il fut inquiété par le gouvernement: c'était un homme d'un caractère doux, d'opinions modérées; il se sauva en toute hâte à Milan, pour se réfugier près de son général.

Un des premiers soins de Napoléon, en arrivant au consulat, fut d'annuler la loi du 19 fructidor; de rappeler dans leur patrie un grand nombre d'hommes respectables par leurs talents, les services qu'ils avaient rendus, et qui se trouvaient, par le seul effet de quelques imprudences, persécutés et compris dans la proscription de fructidor. Pichegru, Willot, Imbert-Colomès, et quelques autres de cette trempe, furent seuls exceptés. Carnot, Portalis, Barbé-Marbois, Bénnezech, furent depuis ses ministres, et il leur confia des portefeuilles. Barthélemy, Lapparent, Pastoret, Boissy-d'Anglas, Fontanes, furent sénateurs; ce dernier devint même président du corps législatif et grand-maître de l'université. Siméon, Muraire, Gau, Villaret-Joyeuse, Dumas, Laumont, furent appelés au conseil d'état; Vaublanc, Duplantier, etc., furent préfets.

L'esprit public s'aliénait tous les jours davantage. Le conseil des cinq-cents, effrayé du malaise général, aigrissait le mal, au lieu de le guérir. Il ne voyait de salut que dans les mesures révolutionnaires; il s'égara jusqu'au point d'ordonner le renvoi de France de tous les nobles; le nombre en était encore très-grand, non-seulement dans les autorités constituées, mais encore dans les armées. Ce fut en partie

pour donner des conseils à la France, que Napoléon écrivit, le 11 novembre, au gouvernement provisoire de Gênes cette lettre remarquable, d'un si grand effet à Paris, dans laquelle il disait: „*Exclure les nobles de toute* „*fonction publique, serait une injustice révol-* „*tante: vous feriez ce qu'ils ont fait.*“

CHAPITRE XXII.

PAIX DE CAMPO-FORMIO.

Échange des ratifications des préliminaires de Léoben (24 mai). — Conférences de Montebello ; — conférences d'Udine avant le 18 fructidor. — Conférences de Passeriano. — Le gouvernement fran-

fois; les empereurs d'Allemagne ne donnaient pas l'alternative aux rois de France; le cabinet de Vienne craignait que la république ne voulût point reconnaître cet usage, et qu'à son exemple, les autres puissances de l'Europe ne le fissent ainsi déchoir de cette espèce de suprématie dont jouissait le saint empire romain depuis Charlemagne. C'est dans le premier moment d'ivresse qu'occasionna au plénipotentiaire autrichien l'acquiescement de la France à l'étiquette d'usage, qu'il renonça à l'idée du congrès de Berne, consentit à une négociation séparée et à n'ouvrir le congrès de Rastadt pour la paix de l'empire qu'en juillet suivant. En peu de jours les négociateurs furent d'accord sur les bases suivantes du traité définitif: 1° les limites du Rhin pour la France; 2° Venise et les limites de l'Adige pour l'empereur; 3° Mantoue et les limites de l'Adige pour la république cisalpine. Le marquis de Gallo déclara que, par son prochain courrier, il recevrait des pouvoirs *ad hoc* pour signer la paix sur ces bases; dès le 6 mai, Napoléon et le général Clarke avaient été investis des pouvoirs nécessaires. Ces conditions étaient plus favorables à la France que le directoire n'avait osé l'espérer: on pouvait donc considérer la paix comme faite.

Clarke était, au moment de la révolution, capitaine dans le régiment d'Orléans dragons. Il suivit, dès 89, le parti d'Orléans. En 1795, il fut appelé près du comité de salut public pour diriger le bureau topographique. Spécialement protégé par Carnot, il fut choisi par le directoire, en 1796, pour faire des ouvertures de

paix à l'empereur, et se rendit à cet effet à Milan. Le but réel de sa mission n'était point d'ouvrir une négociation, mais d'être, au quartier-général, l'agent secret du directoire pour surveiller le général dont les victoires commençaient à porter ombrage. Clarke envoyait à Paris des notes sur les premières personnes de l'armée, ce qui excita des murmures et lui attira des désagréments. Napoléon, connaissant que les gouvernements ont besoin d'être instruits, préférait que cette mission secrète fût confiée à un homme connu, plutôt qu'à ces agents subalternes qui ramassent dans les cabarets et les antichambres les renseignements les plus absurdes; il protégea Clarke et l'employa même à diverses négociations avec la Sardaigne et avec les princes d'Italie. Après le 18 fructidor, il le défendit avec chaleur, non-seulement parce qu'il avait su gagner son estime dans la mission si délicate qu'il avait remplie, mais aussi parce qu'il croyait de sa dignité d'accorder protection à tout homme qui avait eu des rapports journaliers avec lui et dont il n'avait pas eu ostensiblement à se plaindre. Clarke n'avait point l'esprit militaire; c'était un homme de bureau, travailleur exact et probe, fort ennemi des fripons. Il descend d'une des familles irlandaises qui ont accompagné les Stuarts dans leurs malheurs. Entiché de sa naissance, il s'est rendu ridicule sous l'empire par des recherches généalogiques qui contrastaient avec les opinions qu'il avait professées, la carrière qu'il avait parcourue, les circonstances du siècle; c'était un travers. Mais cela n'empêcha pas l'empereur de lui confier

le portefeuille de la guerre, comme à un bon administrateur qui devait lui être attaché puisqu'il l'avait comblé de bienfaits. Sous l'empire il a rendu des services importants par l'intégrité de son administration, et l'on doit regretter pour sa mémoire qu'à la fin de sa carrière il ait fait partie d'un ministère auquel la France reprochera éternellement de l'avoir fait passer tout entière sous les Fourches Caudines, en ordonnant le licenciement de l'armée qui avait fait sa gloire pendant vingt-cinq ans, et en livrant aux ennemis étonnés nos places encore invincibles. Si, en 1814 et en 1815, la confiance royale n'avait point été placée dans des hommes dont l'ame était détrempée par des circonstances trop fortes, si le duc de Richelieu, dont l'ambition fut de délivrer son pays de la présence des baïonnettes étrangères; si Châteaubriant, qui venait de rendre à Gand d'éminents services, avaient eu la direction des affaires, la France serait sortie puissante et redoutée de ces deux grandes crises nationales. Châteaubriant a reçu de la nature le feu sacré: ses ouvrages l'attestent. Son style n'est pas celui de Racine, c'est celui du Prophète. Il n'y a que lui au monde qui ait pu dire impunément à la tribune des pairs, que *la redingote grise et le chapeau de Napoléon placés au bout d'un bâton, sur la côte de Brest, feraient courir l'Europe aux armes.* Si jamais il arrive au timon des affaires, il est possible que Châteaubriant s'égare: tant d'autres y ont trouvé leur perte! mais ce qui est certain, c'est que tout ce qui est grand et national doit convenir à

son génie, et qu'il eût repoussé avec indignation ces actes de l'administration d'alors.

§. II.

Le comte de Merfeld, nouveau plénipotentiaire autrichien, arriva le 19 juin à Montebello. Le cabinet de Vienne désavouait le marquis de Gallo, et persistait à ne vouloir traiter de la paix qu'au congrès de Berne et assisté de ses alliés; il avait évidemment changé de système. Faisait-il partie d'une nouvelle coalition? mettait-il sa confiance dans les armées russes? Etait-ce un des effets de la conjuration de Pichegru? se berçait-on de l'espoir que la guerre civile qui déchirait les départements de l'Ouest s'étendrait sur toute la France, et que le pouvoir tomberait dans les mains des conjurés?

Les plénipotentiaires antrichiens avouaient qu'ils n'avaient rien à répondre, lorsque Napoléon leur observait que l'Angleterre et la Russie ne consentiraient jamais à ce que l'empereur prit ses indemnités aux dépens de l'antique Venise; que ne vouloir négocier, que de concert avec ces puissances, c'était proclamer qu'on voulait courir encore une fois les chances de la guerre. Le ministre Thugut envoya de nouvelles instructions; il renonça au congrès de Berne et adhéra au principe d'une négociation séparée. Les conférences s'ouvrirent à Udine, le 1er juillet. Le général Clarke s'y rendit seul du côté de la France. Napoléon an-

nonça qu'il n'y assisterait que lorsqu'il aurait jugé, par le protocole, que les négociateurs autrichiens voudraient franchement la paix et auraient pouvoir de la signer. Peu de jours après il quitta Montebello et se rendit à Milan; il y séjourna pendant juillet et août. L'Autriche attendait l'issue de la crise qui agitait la France: ces deux mois se passèrent en vains pourparlers: La journée du 18 fructidor déjoua ses espérances. Le comte de Cobentzel accourut à Udine, investi des pleins-pouvoirs de l'empereur dont il avait toute la confiance. Le marquis de Gallo, le comte de Merfeld et le baron d'Engelmann prirent part aux conférences, mais ils n'y figurèrent réellement que pour la forme.

§. III.

Napoléon se rendit à Passeriano; Clarke ayant été rappelé, il se trouvait seul plénipotentiaire, pour la France. Le 26 septembre, la négociation s'entama avec le comte de Cobentzel. Les conférences se tinrent alternativement à Udine et à Passeriano. Les quatre plénipotentiaires autrichiens étaient assis devant un des côtés d'une table rectangulaire; sur les côtés latéraux étaient les secrétaires de légation; de l'autre côté se plaçait le plénipotentiaire français. Lorsque les conférences se tenaient à Passeriano, on dînait chez Napoléon; lorsqu'elles se tenaient à Udine, on dînait chez le comte de Cobentzel. Passeriano est une belle maison de campagne située sur la rive gauche du Tagliamento, à quatre lieues d'Udine et à trois lieues des ruines d'Aquilée.

Dès la première conférence, le comte de Cobentzel désavoua tout ce que ses collègues avaient dit depuis quatre mois; il mit en avant des prétentions extravagantes; il fallut recommencer le cercle de bavardage qui avait été parcouru depuis le mois de mai. La marche à suivre avec un pareil négociateur se trouvait indiquée par lui-même; il fallait faire autant de pas pour s'éloigner d'un juste milieu, qu'il en faisait lui-même de son côté.

Le comte de Cobentzel était né à Bruxelles; fort aimable en société, d'une politesse recherchée; mais dur et difficile en affaires. Sa dialectique manquait de justesse et de précision; il le sentait, et croyait y suppléer par des éclats de voix et des gestes impérieux.

Le marquis de Gallo, ministre de Naples à Vienne, jouissait à la fois de la faveur de la reine de Naples et de celle de l'impératrice Il était d'un caractère insinuant et souple, mais droit.

Le comte de Merfeld, colonel d'un régiment de houlans, s'était fait remarquer et avait gagné la confiance du ministre Thugut. Le baron d'Engelmann était un homme de chancellerie, d'un sens droit et bien intentionné.

§. IV.

La marche des négociations depuis l'arrivée du comte de Cobentzel ne laissait plus de doute sur les véritables dispositions de la cour de Vienne; elle voulait la paix; elle n'avait contracté aucun nouvel engagement avec la Russie ou l'Angleterre; et dès le moment où les né-

gociateurs autrichiens eurent acquis la conviction qu'ils ne pouvaient conclure qu'en revenant aux bases posées à Montebello, la paix eût été faite, si le directoire n'avait point changé de politique. La journée du 18 fructidor l'aveuglait sur ses propres forces; il croyait pouvoir impunément demander de nouveaux sacrifices à la nation. Il fit insinuer à Napoléon de rompre les négociations, de recommencer les hostilités, au même temps que la correspondance officielle était toujours dictée dans l'esprit des instructions du 6 mai. Il était évident qu'il désirait la guerre, mais qu'il voulait que la responsabilité de la rupture pesât tout entière sur le négociateur. Lorsqu'il s'aperçut que cette marche ne lui réussissait pas, et que surtout il crut sa puissance consolidée, il envoya son *ultimatum*, par une dépêche en date du 29 septembre. Napoléon le reçut le 6 octobre à Passeriano. La France ne voulait plus céder à l'empereur ni Venise, ni la ligne de l'Adige; c'était l'équivalent d'une déclaration de guerre.

Napoléon avait des idées fixes sur le degré d'obéissance qu'il devait à son gouvernement; sous le rapport des opérations militaires, il ne se croyait obligé à exécuter ses ordres, qu'autant qu'il les jugeait raisonnables et que le succès lui paraissait probable; il aurait cru commettre un crime, s'il se fût chargé de l'exécution d'un plan vicieux, et dans ce cas il se regardait comme contraint à offrir sa démission; c'est ce qu'il avait fait en 1796, lorsque le directoire avait voulu envoyer une partie de son armée dans le royaume de Naples.

Ses idées n'étaient point aussi arrêtées sur

le degré d'obéissance qu'il devait comme plénipotentiaire; pouvait-il se démettre de sa mission au milieu d'une négociation, ou en compromettre ainsi l'issue, en exécutant des instructions qui n'avaient pas son assentiment et équivalaient à une déclaration de guerre? Mais son caractère principal à Passeriano était celui de général en chef; il lui parut absurde que, comme plénipotentiaire, il déclarât la guerre, en même temps que, comme général en chef, il se démettrait de son commandement, pour ne pas recommencer les hostilités en exécutant un plan de campagne contraire à son opinion.

Le ministre des relations extérieures le tira de cette anxiété. Dans une de ses depêches, il lui apprit que le directoire, en arrêtant son

commencer que le 15 novembre, et qu'alors il serait difficile aux armées françaises d'entrer en Allemagne, tandis que cette saison serait favorable aux Autrichiens pour rassembler des forces considérables dans les plaines d'Italie; 3° que le commandement de l'armée d'Allemagne était confié à Augereau, dont les opinions politiques venaient d'être fort exaltées par les évènements de fructidor; son état-major était composé pour la plupart des séides de la propagande enivrée des principes de 1793, ce qui était un obstacle insurmontable à l'accord si nécessaire dans les opérations des deux armées. Napoléon avait désiré que le commandement de l'armée du Rhin fût confié à Desaix, à défaut de Moreau; 4° qu'il avait demandé un renfort de 12,000 hommes d'infanterie et de 4,000 de cavalerie; qu'on le lui avait refusé; que cependant il n'avait que 50,000 hommes en ligne, se trouvait à vingt journées plus près de Vienne que les armées du Rhin, ayant à combattre les trois quarts des forces de la maison d'Autriche qui couvraient Vienne du côté de l'Italie, tandis qu'un simple corps d'observation était opposé aux armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse; 5° que le directoire, dans son délire, avait, par sa dépêche du 29 septembre, annoncé qu'il refusait de ratifier le traité d'alliance offensive et défensive du 5 avril précédent avec le roi de Sardaigne. Par ce traité, ce prince s'était engagé à joindre à l'armée d'Italie un contingent de 8,000 hommes d'infanterie, 2,000 de cavalerie et quarante pièces de canon. Le refus du directoire portait le désespoir à Turin; la cour ne pouvait plus

se dissimuler l'arrière-pensée du gouvernement français; elle n'avait plus rien à ménager: il faudrait donc que l'armée d'Italie s'affaiblît de 10,000 hommes, pour renforcer les garnisons du Piémont et de la Lombardie.

Le 21 octobre, le directoire fit connaître que, sur les observations du général d'Italie, il s'était déterminé à renforcer son armée d'un corps de 6,000 hommes qu'il tirerait de l'armée d'Allemagne; à modifier le plan général de campagne selon son désir; enfin, à ratifier le traité d'alliance offensive et défensive avec le roi de Sardaigne, et qu'il l'avait communiqué au corps législatif, ce même jour 21 octobre.

Mais le traité de Campo-Formio avait été signé trois jours avant que cette dépêche ne fût écrite, et elle n'arriva à Passariano que deux

puis le 18 fructidor, voudrait révolutionner l'empire, ce qui indubitablement entraînerait dans une nouvelle guerre avec la Prusse, la Russie et le corps germanique; cependant la république était mal gouvernée; l'administration était corrompue, elle n'inspirait aucune confiance, n'avait aucune considération. S'il rompait la négociation, la responsabilité de l'avenir pèserait sur lui; si au contraire il donnait la paix à son pays, il joindrait à la gloire de conquérant et de pacificateur, celle d'être le fondateur de deux grandes républiques; car la Belgique, les départements du Rhin, la Savoie, le comté de Nice, ne seraient légitimement annexés à la France que par le traité de paix avec l'empereur, tout comme la république cisalpine ne pourrait être réellement qu'alors assurée de son existence. Couvert de lauriers, l'olivier à la main, il rentrerait avec sûreté dans la vie privée, et avec une gloire égale à celle des grands hommes de l'antiquité; le premier acte de sa vie publique se trouverait terminé; les circonstances et l'intérêt de la patrie décideraient du reste de sa carrière; la gloire, l'amour et l'estime du peuple francais étaient les voies pour arriver à tout. La France voulait la paix.

La lutte des rois contre la république était une lutte de principes: c'étaient les Gibelins contre les Guelfes; c'étaient les oligarques qui régnaient à Londres, à Vienne, à Saint-Pétersbourg, qui luttaient contre les républicains de Paris. Le plénipotentiaire français conçut la pensée de changer cet état de choses qui lais-

serait toujours la France seule contre tous, de jeter une pomme de discorde au milieu des coalisés, de changer l'état de la question, de créer d'autres passions et d'autres intérêts. La république de Venise était tout aristocratique; elle intéressait au plus haut point les cabinets de Saint-James et de Saint-Pétersbourg; la maison d'Autriche en s'en emparant exciterait au dernier degré leur mécontentement et leur jalousie. Le sénat de Venise s'était très-mal conduit pour la France, mais très-bien pour l'Autriche. Quelle opinion les peuples concevraient-ils de la moralité du cabinet de Vienne, lorsqu'ils le verraient s'approprier les états de son alliée, l'état le plus ancien de l'Europe moderne, celui qui nourrissait les principes les plus opposés à la démocratie et aux idées françaises.

Hongrie. La ligue de l'oligarchie européenne serait divisée: la France en profiterait pour saisir l'Angleterre corps à corps, en Irlande, au Canada, aux Indes.

Les divers partis qui divisaient Venise s'éteindraient: aristocrates et démocrates se réuniraient contre le sceptre d'une nation étrangère. Il n'y avait pas à craindre qu'un peuple de mœurs aussi douces pût jamais prendre de l'affection pour un gouvernement allemand, et qu'une grande ville de commerce, puissance maritime depuis des siècles, s'attachât sincèrement à une monarchie étrangère à la mer et sans colonies; et si jamais le moment de créer la nation italienne arrivait, cette cession ne serait point un obstacle. Les années que les Vénitiens auraient passées sous le joug de la maison d'Autriche leur feraient recevoir avec enthousiasme un gouvernement national quel qu'il fût, un peu plus ou un peu moins aristocratique, soit que la capitale fût ou non fixée à Venise. Les Vénitiens, les Lombards, les Piémontais, les Génois, les Parmesans, les Bolonnais, les Romagnols, les Ferrarais, les Toscans, les Romains, les Napolitains, avaient besoin, pour devenir Italiens, d'être décomposés et réduits en éléments; il fallait, pour ainsi dire, les refondre. En effet, quinze ans après, en 1812, la puissance autrichienne en Italie, le trône de Sardaigne, ceux des ducs de Parme, de Modène, de Toscane, celui de Naples même, l'oligarchie de Gênes, celle de Venise, avaient disparu. La puissance temporelle du pape, qui de tout temps avait été la cause du morcellement de l'Italie, allait n'être plus un ob-

stacle; le grand-duché de Berg était resté vacant; il attendait la cour du roi Joachim. „*Il „me faut*, avait dit Napoléon en 1805, à la „consulte de Lyon, *vingt ans pour créer la „nation italienne.*“ Quinze ans lui avaient suffi; tout était prêt; il n'attendait que la naissance d'un second fils pour le mener à Rome, le couronner roi des Italiens, donner la régence au prince Eugène, et proclamer l'indépendance de la péninsule, des Alpes à la mer d'Ionie, de la Méditerranée à l'Adriatique.

§. VII.

La cour de Vienne, fatiguée de la lutte sanglante qu'elle soutenait depuis plusieurs années, n'attachait aucune importance à la Belgique, qu'il lui était impossible de défendre;

„des puissances ne serait jamais qu'une trève. „Comment, en convenant de ce principe, vous „refusez-vous à nous accorder une indemnité „entière et absolue? Quelles sont les bases de „la puissance? La population et le revenu. Que „perd l'empereur mon maître? La Belgique et „la Lombardie, les deux provinces les plus „peuplées, les plus riches du monde; la Bel„gique, qui a une double valeur pour vous, „puisqu'elle vous assujétit la Hollande, et vous „met en possession de bloquer l'Angleterre „depuis la Baltique jusqu'au détroit de Gibral„tar. Nous consentons encore que vous réunis„siez à la république Mayence, les quatre „départements du Rhin, la Savoie et le comté „de Nice. Pour des concessions aussi étendues, „que vous demandons-nous? Quatre millions „d'Italiens, mauvais soldats, mais habitant, „il est vrai, un pays assez fertile; nous avons „donc le droit d'exiger le Thalweg de l'Adda „pour limites."

Le plénipotentiaire français répondait „C'est „un bienfait pour la monarchie autrichienne „d'être défaite de la Belgique: c'était pour elle „une possession onéreuse; l'Angleterre seule „avait intérêt à ce qu'elle la possédât. Si vous „calculez ce que cette province vous coûtait, „vous acquerrez la preuve qu'elle a toujours „été pour votre trésor un objet de dépense; „mais, dans tous les cas, elle ne peut plus „avoir aucun prix pour vous, depuis que les „nouveaux principes qui ont changé l'état „de la France y ont prévalu. Vouloir obtenir „sur vos frontières de Styrie, de Carinthie et „de Hongrie une indemnité égale au revenu et

„à la population d'une possession détachée, „c'est une prétention exagérée; d'ailleurs, en „passant l'Adige, vous vous affaibliriez, et ni „vous ni la république cisalpine n'auriez de „frontières."

Il s'en fallait que ces raisonnements portassent la conviction chez les plénipotentiaires autrichiens; cependant ils réduisirent leurs prétentions à la ligne du Mincio. „Mais, dit „le comte de Cobentzel, c'est là notre *ultima-* „*tum;* car si l'empereur mon maître consent „à vous donner les clés de Mayence, la place „la plus forte de l'univers, ce serait un acte „déshonorant s'il ne les échangeait pas contre „les clés de Mantoue." Tous les moyens officiels de protocole, de notes et contre-notes, ayant été épuisés sans résultats satisfaisants, on

§. VIII.

Le 16 octobre, les conférences se tinrent à Udine, chez le comte de Cobentzel. Napoléon récapitula en forme de manifeste pour être inscrit au protocole, la conduite de son gouvernement depuis la signature des préliminaires de Léoben, et renouvela en même temps son *ultimatum*. Le plénipotentiaire autrichien répliqua longuement pour prouver que les indemnités que la France offrait à l'empereur, n'équivalaient pas au quart de ce qu'il perdait; que la puissance autrichienne serait considérablement affaiblie, dans le temps que la puissance française serait tellement augmentée, que l'indépendance de l'Europe en serait menacée; que moyennant la possession de Mantoue et de la ligne de l'Adige, la France joindrait, de fait, au domaine des Gaules, celui de toute l'Italie; que l'empereur était irrévocablement résolu à s'exposer à toutes les chances de la guerre, à fuir même, au besoin, de sa capitale, plutôt que de consentir à une paix aussi désavantageuse; que la Russie lui offrait des armées, qu'elles étaient prêtes à accourir à son secours, et que l'on verrait ce qu'étaient les troupes russes; qu'il était bien évident que Napoléon faisait céder son caractère de plénipotentiaire à ses intérêts de général, qu'il ne voulait pas la paix. Il ajouta qu'il partirait dans la nuit, et que tout le sang qui coulerait, dans cette nouvelle lutte, retomberait sur le négociateur français. C'est alors que celui-ci, avec sang-foid, mais vivement piqué de cette sortie, se leva et prit sur un guéridon un petit

cabaret de porcelaine que le comte de Cobentzel affectionnait, comme un présent de l'impératrice Catherine. „Eh bien, dit Napo„léon, la trève est donc rompue et la guerre „déclarée, mais souvenez-vous qu'avant la fin „de l'automne je briserai votre monarchie „comme je brise cette porcelaine." En prononçant ces derniers mots, il la jeta à terre avec vivacité: elle couvrit le parquet de ses débris. Il salua le congrès et sortit. Les plénipotentiaires autrichiens en furent interdits. Peu d'instants après ils surent qu'en montant en voiture il avait expédié un officier à l'archiduc Charles, pour le prévenir que les négociations étant rompues, les hostilités recommenceraient sous vingt-quatre heures. Le comte de Cobentzel, effrayé, envoya le marquis de Gallo à Passeriano, porter la déclaration signée qu'il

on jugea inutile de s'y transporter: il ne s'y trouvait aucune maison convenable pour loger les plénipotentiaires.

Par ce traité, l'empereur reconnut à la république ses limites naturelles, le Rhin, les Alpes, la Méditerranée, les Pyrénées, l'Océan; il consentit à ce que la république cisalpine fût formée de la Lombardie, des duchés de Reggio, Modène, la Mirandole; des trois légations (de Bologne, de Ferrare et de la Romagne); de la Valteline et de la partie des états vénitiens sur la rive droite de l'Adige (le Bergamasque, le Brescian, le Crémois, la Polésine), et il céda le Brigaw; ce qui éloignait les états héréditaires des frontières françaises. Il fut convenu que le boulevard important de Mayence serait remis aux troupes de la république, d'après une convention militaire qui serait faite à Rastadt, où le plénipotentiaire français et le comte de Cobentzel se donnèrent rendez-vous. Tous les princes dépossédés sur la rive gauche du Rhin devaient être indemnisés sur la rive droite, par la sécularisation des princes ecclésiastiques. La paix de l'Europe devait se traiter à Rastadt; le cabinet du Luxembourg et celui de Vienne marcheraient de concert. Le territoire prussien, sur la rive gauche, était réservé; et il était convenu qu'il serait cédé à la république par le traité de Rastadt, mais avec un équivalent en Allemagne pour l'Autriche. Corfou, Zante, Zéphalonie, Sainte-Maure, Cérigo, furent cédés à la France, qui, de son côté, consentait à ce que l'empereur s'emparât des états vénitiens situés sur la rive gauche de l'Adige, [illegible] retirait la

population de son empire de plus de deux millions d'ames. Par un des articles du traité, les biens que l'archiduc Charles possédait en Belgique, comme héritier de l'archiduchesse Christine, lui furent assurés: c'est par l'effet de cet article que, plus tard, l'empereur Napoléon a acheté un million le château de Lacken, situé près de Bruxelles, et qui, avant la révolution, faisait partie des biens de l'archiduchesse; les autres domaines de l'archiduc dans les Pays-Bas furent acquis par le duc de Saxe-Teschen. Cette stipulation était un témoignage d'estime que le plénipotentiaire français donnait au général qu'il venait de combattre, et avec lequel il avait eu des relations honorables pour tous deux.

§. IX.

Pendant les conférences de Passèriano, le général Desaix vint, de l'armée du Rhin, parcourir les champs de bataille qu'avait illustrés l'armée d'Italie; Napoléon le reçut à son quartier-général, et, croyant l'étonner, il lui fit part des lumières que le portefeuille de d'Entraigues jetait sur la conduite de Pichegru. „Nous savons depuis long-temps, répondit „Desaix en souriant, que Pichegru trahissait; „Moreau en a trouvé les preuves dans les pa„piers de Klinglin, ainsi que tous les détails „de sa corruption, et les motifs convenus de „ses manœuvres militaires. Moreau, Régnier „et moi sommes seuls dans le secret. Je voulais „que Moreau en rendît compte immédiatement [illegible]ouvernement, mais il ne l'a pas voulu.

„Pichegru est le seul exemple, peut-être, „ajouta-t-il, d'un général qui se soit fait battre „exprès." Il faisait allusion à la manœuvre par laquelle Pichegru avait porté à dessein ses principales forces sur le haut Rhin, pour faire manquer les opérations devant Mayence. Desaix visita tous les camps; dans tous il fut accueilli avec de grands égards. C'est de cette époque que date son amitié pour Napoléon; il aimait la gloire pour elle, la France par-dessus tout. Il était d'un caractère simple, actif, insinuant; il avait des connaissances étendues; personne n'avait mieux étudié que lui le théâtre de la guerre dans le haut Rhin, la Souabe et la Bavière. Sa mort a fait couler les larmes du vainqueur de Marengo.

Le général Hoche, commandant l'armée de Sambre-et-Meuse, mourut, dans ce temps, subitement à Mayence. Beaucoup de gens ont cru qu'il avait été empoisonné; cette opinion n'est pas fondée. Ce jeune général s'était distingué aux lignes de Weissembourg, en 1794. Il avait fait preuve de talent dans la Vendée, en 1795 et 1796; il eut la gloire de la pacifier momentanément. D'un patriotisme exalté, d'un caractère ardent, d'une bravoure remarquable, d'une ambition active, inquiète, il ne sut pas attendre les événements, et s'exposa par des entreprises prématurées. A l'époque du 18 fructidor, en faisant marcher ses troupes sur Paris, il viola le cercle constitutionnel, et faillit en être la victime; les conseils informèrent contre lui. Il tenta une expédition en Irlande; personne n'était plus capable de la faire réussir. Il témoigna en toute occasion de l'attachement

Faites-les exécuter avec force et énergie.

Favorisez la propagation des lumières et respectez la religion.

Composez vos bataillons, non pas de gens sans aveu, mais de citoyens qui se nourrissent des principes de la république, et soient immédiatement attachés à sa prospérité.

Vous avez en général besoin de vous pénétrer du sentiment de votre force et de la dignité qui convient à l'homme libre.

Divisés, et pliés depuis des siècles à la tyrannie, vous n'eussiez pas conquis votre liberté; mais sous peu d'années, fussiez-vous abandonnés à vous-mêmes, aucune puissance de la terre ne sera assez forte pour vous l'ôter.

Jusqu'alors la grande nation vous protégera contre les attaques de vos voisins. Son système politique sera uni au vôtre.

ces lui doivent l'excellent ouvrage de la géométrie descriptive.

Le traité de Campo-Formio surprit le directoire, qui était loin de s'y attendre; il laissa percer son mécontentement; on assure même qu'il pensa un instant à ne pas le ratifier; mais l'opinion publique était trop prononcée, et les avantages que la paix assurait à la France étaient trop évidents.

Aussitôt après la signature du traité, Napoléon retourna à Milan, pour mettre la dernière main à l'organisation de la république cisalpine et compléter les mesures administratives de son armée. Il devait se rendre à Rastadt pour y terminer le grand œuvre de la paix continentale. Il prit congé du peuple italien, en ces termes:

Citoyens,

A compter du 1er frimaire, votre constitution se trouvera en pleine activité. Votre directoire, votre corps législatif, votre tribunal de cassation, les autres administrations subalternes, se trouveront organisés.

Vous êtes le premier exemple dans l'histoire, d'un peuple qui devient libre sans factions, sans révolutions, sans déchirements.

Nous vous avons donné la liberté, sachez la conserver. Vous êtes, après la France, la république la plus populeuse, la plus riche; votre position vous appelle à jouer un grand rôle dans les affaires de l'Europe.

Pour être dignes de votre destinée, ne faites que des lois sages et modérées.

„dre à Rastadt. Séparé de l'armée, je soupi-
„rerai après le moment de me retrouver au
„milieu d'elle, bravant de nouveaux dangers.
„Quelque poste que le gouvernement assigne
„aux soldats d'Italie, ils seront toujours les
„dignes soutiens de la liberté et de la gloire
„du nom français. Soldats, en vous entrete-
„nant des princes que vous avez vaincus, des
„peuples que vous avez affranchis, des com-
„bats que vous avez livrés en deux campa-
„gnes, dites-vous: *Dans deux campagnes nous*
„*aurons plus fait encore!*"

§. XI.

A son arrivée à Rastadt, il trouva préparés pour lui les grands appartements du palais. Treilhard et Bonnier, que le directoire lui

et n'y laisseraient que les troupes de l'électeur; à la même heure, les troupes françaises l'investiraient et en prendraient possession; 2° les Français abandonneraient Venise et Palma-Nova, n'y laissant que les troupes vénitiennes, et les Autrichiens s'en saisiraient ainsi que de tout le pays. Albini, ministre de Mayence, fit de violentes réclamations; tous les princes allemands jetèrent les hauts cris: Mayence, disaient-ils, n'appartenait pas à l'Autriche. Ils accusèrent l'empereur d'avoir trahi l'Allemagne pour ses intérêts d'Italie. Le comte de Lehrbach, comme député du cercle d'Autriche, fut chargé de répondre à toutes ces protestations, et il s'en acquitta avec toute la force, l'arrogance et l'ironie naturelles à son caractère.

La Suède se présenta à Rastadt, en qualité de médiatrice et comme l'un des garants du traité de Westphalie; la Russie, depuis le traité de Teschen, s'était arrogé les mêmes prétentions; mais elle se trouvait en ce moment en guerre avec la France. Depuis la paix de Westphalie, l'état de l'Europe était bien changé: la Suède alors exerçait une grande influence en Allemagne, elle était à la tête du parti protestant, elle brillait de tout l'éclat des victoires du grand Gustave. La Russie n'était point encore européenne, et la Prusse existait à peine. Les progrès de ces deux dernières puissances avaient depuis fort reculé la Suède, et l'avaient relé guée au rang d'une puissance du troisième ordre. Ses prétentions n'étaient donc plus de saison. Cette cour avait eu d'ailleurs la démence de se faire représenter, à Rastadt, par le baron de Fersen; la faveur dont il avait

joui à la cour de Versailles, ses intrigues sous l'assemblée constituante, et la haine qu'il n'avait cessé de témoigner en toute occasion pour la France, le rendaient si peu propre à cette mission, que son choix pouvait être considéré comme une insulte pour la république. Lorsqu'il fut introduit à la visite d'étiquette chez le plénipotentiaire français, il se fit annoncer comme ambassadeur de Suède, médiateur au congrès. Napoléon lui dit qu'il ne pouvait reconnaître aucun médiateur, et que d'ailleurs ses opinions antérieures ne lui permettaient pas de l'être entre la république et l'empereur d'Allemagne; qu'il ne le pouvait plus recevoir: le baron de Fersen en fut si déconcerté, et cet accueil fit tant de bruit, que le lendemain il quitta Rastadt.

lors les mêmes motifs qui l'avaient porté à éviter l'accueil de la cour de Sardaigne, le déterminèrent à se dérober aux témoignages d'admiration que les princes allemands lui prodiguaient. Il jugea convenable de terminer le premier acte de sa vie politique par la paix de Campo-Formio, et d'aller vivre à Paris comme un simple particulier, aussi longtemps que les circonstances le lui permettraient. Pendant son court séjour à Rastadt, il fit entourer les plénipotentiaires français, qu'on avait fort négligés jusque-là, des égards et des respects auxquels ces représentants d'un grand peuple avaient droit de la part des plénipotentiaires étrangers; il obtint du gouvernement de mettre de fortes sommes à la disposition des négociateurs, pour qu'ils fussent en état de soutenir dignement leur rang: le traitement qui leur avait été assigné était insuffisant, ce qui nuisait à la considération due à la république.

CHAPITRE XXIII.

PARIS.

Arrivée de Napoléon à Paris. — Affaires de la Suisse. — Affaires de Rome. — Bernadotte, ambassadeur de la répu-

tèrent. Une délibération de la municipalité de Paris, plus indépendante que les conseils, donnait alors le nom de rue de la Victoire à la rue Chantereine.

Pendant les deux ans que Napoléon venait de commander en Italie, il avait rempli le monde de l'éclat de ses victoires; la coalition en avait été divisée. L'empereur et les princes de l'empire avaient reconnu la république. L'Italie tout entière était soumise à ses lois. Deux nouvelles républiques y avaient été créées dans le système français. L'Angleterre seule restait armée, mais elle avait manifesté le désir de la paix; et si le traité n'avait point été signé, il fallait en accuser la folie du directoire après la journée de fructidor. A ces résultats si grands, obtenus sous le rapport des relations extérieures de la république, se joignaient tous les avantages qu'elle avait recueillis dans son administration intérieure et dans sa puissance militaire. A aucune époque de son histoire, le soldat français n'avait éprouvé plus vivement le sentiment de sa supériorité sur tous les soldats de l'Europe. C'était à l'influence des victoires d'Italie que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse devaient d'avoir pu reporter les couleurs françaises sur les bords du Lech, où Turenne, le premier, les avait arborées. Au commencement de 1796, l'empereur avait 180,000 hommes sur le Rhin, il voulait porter la guerre en France. Les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin n'avaient point de forces suffisantes pour lui résister; leur infériorité numérique *était notable*, elles manquaient de tout, et si

la valeur de tant de braves garantissait à la république une honorable défense, l'espoir de la conquête n'entrait dans aucune combinaison. Les journées de Montenotte, de Lodi, etc., portèrent l'alarme à Vienne; elles obligèrent le conseil aulique à rappeler successivement, de ses armées d'Allemagne, le maréchal Wurmser, l'archiduc Charles et plus de 60,000 hommes, ce qui rétablit l'équilibre de ce côté, et permit à Moreau et à Jourdan de prendre l'offensive.

Plus de cent vingt millions de contributions extraordinaires avaient été levés en Italie: soixante millions avaient payé, nourri, réorganisé l'armée d'Italie dans tous les services; soixante millions, envoyés au trésor de Paris, l'avaient aidé à pourvoir aux besoins de l'in-

Dauphiné, commençait à renaître, du moment où le grand débouché des Alpes lui était ouvert. Les escadres de Toulon dominaient dans la Méditerranée, l'Adriatique et le Levant. De beaux jours paraissaient assurés à la France; et c'était aux vainqueurs d'Italie qu'elle se plaisait à les devoir.

Dès l'arrivée de Napoléon, les chefs de tous les partis se présentèrent chez lui; il se refusa à les accueillir. Le public était extrêmement avide de le voir: les rues, les places par où l'on croyait qu'il passerait, étaient pleines de monde; il ne se montra nulle part. L'Institut l'ayant nommé membre de la classe mécanique, il en adopta le costume. Il n'admit d'habitude chez lui que quelques savants, tels que Monge, Bertholet, Borda, Laplace, Prony, Lagrange; quelques généraux, Berthier, Desaix, Lefebvre, Caffarelli-Dufalga, Kléber, et un petit nombre de députés.

Il fut reçu en audience publique par le directoire, qui avait fait élever des échafaudages dans la place du Luxembourg pour cette cérémonie, dont le prétexte était la remise du traité de Campo-Formio. Il évita de parler de fructidor, des affaires du temps et de l'expédition d'Angleterre; son discours fut simple, il donna cependant beaucoup à penser; on y remarqua les phrases suivantes: „Le peuple français, pour être libre, avait les rois à combattre; pour obtenir une constitution fondée sur la raison, il avait dix-huit siècles de préjugés à vaincre. La religion, la féodalité, le despotisme, ont successivement, depuis vingt siècles, gouverné l'Europe; mais de la paix

que vous venez de conclure, date l'ère des gouvernements représentatifs: vous êtes parvenus à organiser la grande nation dont le vaste territoire n'est circonscrit, que parce que la nature en a posé elle-même les limites."

„Je vous remets le traité de Campo-Formio, ratifié par l'empereur. Cette paix assure la liberté, la prospérité et la gloire de la république. Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur les meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre."

Le général Joubert et le chef de brigade Andréossi portèrent, à cette cérémonie, le drapeau que le corps législatif avait donné à l'armée d'Italie; il était couvert d'inscriptions en lettres d'or. On y lisait: *L'armée d'Italie a fait cent cinquante mille prisonniers, elle a pris cent soixante-dix drapeaux, cinq cent cinquante piè-*

ris les chefs-d'œuvre de Michel-Ange, du Guerchin, du Titien, de Paul Véronèse, du Corrège, de l'Albane, des Carraches, Raphaël, Léonard de Vinci, etc. Elle a triomphé en dix-huit affaires importantes ou batailles rangées et à soixante-sept combats; I, Montenotte; II, Millesimo; III, Mondovi; IV, Lodi; V, Borghetto; VI, Lonato; VII, Castiglione; VIII, Roveredo; IX, Bassano; X, Saint-Georges; XI, Fontana-Viva; XII, Caldiero; XIII, Arcole; XIV, Rivoli; XV, la Favorite; XVI, le Tagliamento; XVII, Tarwis; XVIII, Neumarkt. Ici suivait le nom des soixante-sept combats que l'armée avait livrés, pendant les deux campagnes de 1796 et 1797.

Le directoire, le corps législatif et le ministre des relations extérieures donnèrent des fêtes à Napoléon. Il parut à toutes, mais y resta peu de temps. Celle du ministre Talleyrand fut marquée au coin du bon goût. Une femme célèbre, déterminée à lutter avec le vainqueur d'Italie, l'interpella, au milieu d'un grand cercle, lui demandant quelle était, à ses yeux, la première femme du monde, morte ou vivante: „*Celle qui a fait le plus d'enfants*", lui répondit-il en souriant. — On courait aux séances de l'Institut pour le voir, et il y était toujours assis entre Laplace et Lagrange; ce dernier lui était sincèrement attaché. Il n'allait au spectacle qu'en loge grillée, et rejeta bien loin la proposition des administrateurs de l'Opéra, qui voulaient lui donner une représentation d'apparat: le maréchal de Saxe, Lowendhal, Dumouriez, avaient assisté à de

semblables représentations en revenant de Fontenoy, de Berg-op-Zoom, ou de Champagne. Lorsqu'à son retour d'Égypte, au 18 brumaire, Napoléon parut aux Tuileries, il était encore inconnu aux habitants de Paris, qui firent preuve alors d'un grand empressement à satisfaire leur curiosité.

Le directoire lui témoignait les plus grands égards: quand il croyait devoir le consulter, il envoyait un des ministres l'inviter à venir assister au conseil; il y prenait place entre deux directeurs, et donnait son avis sur les objets du moment.

Les troupes, en rentrant en France, le portaient aux nues dans leurs chansons; elles proclamaient qu'il fallait chasser les avocats et le faire roi. Les directeurs affectaient la franchise jusqu'à lui montrer les rapports secrets

cardie, en Belgique. Leur nouveau général fut inspecter tous les points, mais il voulut parcourir les départements incognito. Ces courses mystérieuses inquiétaient d'autant plus, à Londres, et masquaient davantage les préparatifs dans le Midi. C'est à cette époque que, visitant Anvers, il conçut les grands projets d'établissements maritimes qu'il y a fait exécuter sous l'empire. C'est aussi dans un de ces voyages qu'il reconnut tous les avantages que Saint-Quentin retirerait du canal qui a été ouvert sous le consulat, et qu'il fixa ses idées sur la supériorité que la marée donnait à Boulogne sur Calais, pour tenter, avec de simples péniches, une entreprise contre l'Angleterre.

§. II.

Les principes qui devaient régir desormais la politique de la république, avaient été posés à Campo-Formio par Napoléon, sans égard aux instructions du directoire; celui-ci, de fait, leur était donc resté étranger; d'ailleurs il ne pouvait maitriser ses passions; chaque incident le dominait: la Suisse en fut le premier exemple. La France avait eu constamment à se plaindre du canton de Berne et de l'aristocratie suisse; tous les agents étrangers qui avaient agité la France, avaient toujours eu à Berne leur point d'appui. Il s'agissait de profiter de la grande influence que venait d'acquérir la république en Europe, pour détruire la prépondérance de cette aristocratie. Napoléon approuvait fort le ressentiment du directoire; il pensait également que le moment était venu d'assurer à la

France l'influence politique en Suisse; mais il ne croyait pas nécessaire pour cela de bouleverser ce pays. Il fallait se conformer à la politique consacrée par le traité de Campo-Formio, et arriver à son but avec le moins de changements possible. Il voulait que l'ambassadeur français présentât à la diète helvétique une note appuyée de deux camps, l'un en Savoie, l'autre en Franche-Comté; que par cette note il déclarât: que la France et l'Italie croyaient nécessaire à leur politique, à leur sûreté, à la dignité réciproque des trois nations, que le pays de Vaud, l'Argovie et les bailliages italiens devinssent cantons libres, indépendants, égaux aux autres cantons; qu'elles avaient à se plaindre de l'aristocratie de certaines familles de Berne, de Soleure, de Fribourg, mais qu'elles oublieraient tous leurs

§. III.

D'un autre côté, la cour de Rome, par une suite de l'esprit de vertige qui la caractérisait, aigrie plutôt que corrigée par le traité de Tolentino, persistait dans son système d'aversion contre la France. Ce cabinet de faibles vieillards sans sagesse fit fermenter autour de lui l'opinion. Il se mit en querelle avec la république cisalpine; il eut l'imprudence de placer le général autrichien Provera à la tête de ses troupes; il excita son propre parti de toutes les classes: le tumulte éclata. Le jeune Duphot, général de la plus belle espérance, qui se trouvait à Rome comme voyageur, fut massacré à la porte du palais de France, en cherchant à empêcher le désordre. L'ambassadeur se retira à Florence. Napoléon consulté répondit par son adage accoutumé „*que ce n'était point à un* „*incident à gouverner la politique, mais bien* „*à la politique à gouverner les incidents;* que „quelque tort qu'eût la cour de Rome, le parti „à prendre vis-à-vis d'elle demeurait toujours „une fort grande question; qu'il fallait la cor„riger et non pas la détruire; qu'en renversant „le saint-siége et révolutionnant Rome, on „aurait infailliblement la guerre avec Naples, „ce qu'on devait éviter; qu'il fallait ordonner „à l'ambassadeur français de retourner à Rome „pour exiger un exemple des coupables; rece„voir un nonce extraordinaire du pape, qui fe„rait des excuses; chasser Provera; mettre à la „tête des affaires les prélats les plus modérés, „et forcer le saint-siége à conclure un concor„dat avec la république cisalpine; que, par

„toutes ces mesures réunies, Rome, tranquille, „ne pourrait plus inquiéter; que le concordat „avec la Cisalpine aurait de plus l'avantage de „préparer de loin les esprits de la France à une „pareille mesure."

La Réveillère, entouré de ses théophilantropes, fit décider qu'on marcherait contre le pape. „Le temps était venu, disait-il, de faire „disparaître cette idole. Le mot de république „romaine suffirait pour transporter toutes les „imaginations ardentes de la révolution. Le „général d'Italie avait été trop circonspect dans „le temps; et si on avait des querelles aujourd'hui avec le pape, c'était uniquement sa „faute. Mais peut-être avait-il ses vues particulières; en effet, ses formes civiles, ses ménagements vis-à-vis du pape, sa généreuse „compassion pour des prêtres déportés, lui „avaient donné en France bien des partisans „qui ne l'étaient pas de la révolution." Quant à la crainte que l'entrée de l'armée dans Rome n'entraînât la guerre avec Naples, il la traita de subtilité. Selon lui, la France avait un parti nombreux à Naples, et ne devait rien craindre d'une puissance du troisième ordre. Berthier reçut l'ordre de marcher sur Rome avec une armée, et de rétablir la république romaine, ce qui fut exécuté. Le capitole vit de nouveau des consuls, un sénat, un tribunat. Quatorze cardinaux se rendirent à la basilique de Saint-Pierre pour chanter le Te Deum, en commémoration du rétablissement de la république romaine et du renversement du trône de Saint-Pierre. Le peuple, enivré par

l'idée de l'indépendance, entraîna la plus grande partie du clergé.

La main qui avait jusque-là retenu les officiers et les administrations de l'armée d'Italie, n'y était plus; on se livra dans Rome aux dernières dilapidations; on gaspilla le mobilier du Vatican; on se saisit partout des tableaux et des objets rares; on indisposa les habitants; les soldats même élevèrent la voix contre quelques-uns de leurs généraux qu'ils accusaient de désordre. Ce soulèvement fut du plus grand danger: on eut beaucoup de peine à tout faire rentrer dans l'ordre. On croit, avec raison, qu'il fut l'effet des intrigues des agents napolitains, anglais, autrichiens.

§. IV.

Bernadotte avait été nommé ambassadeur à Vienne; ce choix était mauvais; le caractère de ce général était trop exalté, sa tête n'était pas assez calme; d'ailleurs un général ne pouvait pas être agréable à une nation constamment battue; c'était un magistrat qu'il fallait envoyer; mais le directoire en avait peu à sa disposition, ils étaient trop obscurs ou il les avait trop éloignés. Quoi qu'il en soit, Bernadotte se laissa dominer par sa tête, il fit des fautes graves. Un jour, sans qu'on en puisse deviner le motif, il arbora le pavillon tricolor au haut de son hôtel; il y était insidieusement poussé par des agents qui voulaient compromettre l'Autriche. En effet, la populace se trouva tout à coup insurgée, elle arracha le drapeau tricolor, et insulta Bernadotte.

Le directoire, dans sa fureur, manda Napoléon, pour s'appuyer de son influence sur l'opinion. Il lui donna communication d'un message aux conseils, pour déclarer la guerre à l'Autriche, et d'un décret qui lui conférait le commandement de l'armée d'Allemagne; mais ce général ne partagea point l'opinion du gouvernement. „Si vous vouliez la guerre, répon„dit-il, il fallait vous y préparer indépendam„ment de l'événement de Bernadotte; il *fallait* „ne pas engager vos troupes en Suisse, dans „l'Italie méridionale, sur les côtes de l'Océan; „il ne fallait pas proclamer le projet de réduire „l'armée à cent mille hommes, projet qui n'est „pas encore exécuté, il est vrai, mais qui est „connu et décourage l'armée. Ces mesures in„diquent que vous aviez compté sur la paix. „Bernadotte a matériellement tort. En décla-

§. V.

Cependant Napoléon commençait à craindre qu'au milieu des orages que la marche incertaine du gouvernement et la nature des choses accumulaient chaque jour, une entreprise en Orient ne fût devenue contraire aux vrais intérêts de la patrie. „L'Europe, dit-il au directoire, n'est rien moins que tranquille: le „congrès de Rastadt ne se termine pas; vous „êtes obligés de garder vos troupes dans l'intérieur pour assurer les élections; il vous en „faut pour comprimer les départements de „l'Ouest. Ne convient-il pas de contremander „l'expédition, d'attendre des circonstances „plus favorables?"

Le directoire alarmé, craignant qu'il ne voulût se mettre à la tête des affaires, n'en fut que plus ardent à presser l'expédition. Il ne sentait pas toutes les conséquences des changements qu'il avait faits dans le système politique depuis six mois. Selon lui, l'événement de la Suisse, loin d'affaiblir la France, lui donnait d'excellentes positions militaires, et les troupes helvétiques pour auxiliaires; l'affaire de Rome était terminée, puisque le pontife était déja à Florence et la république romaine proclamée. L'affaire de Bernadotte ne devait plus avoir de suites, car l'empereur avait offert des réparations; le moment était donc plus favorable que jamais d'attaquer l'Angleterre, ainsi qu'on l'avait médité, en Irlande et en Égypte. Napoléon offrit alors de laisser Desaix et Kléber: leurs talents pouvaient devenir utiles à la France. Le directoire les refusa; il ne les au-

préciait pas. „La république, disait-il, n'en „était pas à ces deux généraux près; il s'en „trouverait une foule pour faire triompher la „patrie, si elle était en danger; on manquerait „plutôt de soldats que de généraux."

Le gouvernement était sur un abîme qu'il n'apercevait pas. Ses affaires allaient mal; il avait abusé de sa victoire de fructidor; il avait eu le tort de ne pas rallier à la république tout ce qui, ne faisant pas partie de la faction de l'étranger, n'avait été qu'entraîné à sa suite. Il s'était ainsi privé de l'assistance et des talents d'un grand nombre d'individus qui, par ressentiment, se jetaient dans le parti opposé à la république, bien que leurs intérêts et leurs opinions les portassent naturellement vers cette forme de gouvernement. Le directoire se trouvait contraint d'employer des hommes sans

Quand on lui disait: pourquoi ne relevez-vous pas tous les amis de la république, qui n'ont été qu'égarés en fructidor? Pourquoi ne pas rappeler Carnot, Portalis, Dumolard, Muraire, etc., etc., afin de faire un faisceau, contre l'étranger et les émigrés, de tout ce qui a des lumières et des idées libérales? Il ne répondait pas; il ne concevait pas ces sollicitudes; il se croyait populaire et assis sur un terrain solide.

Un parti composé des députés influents dans les deux conseils, les fructidoriens qui cherchaient un protecteur, les généraux les plus marquants et les plus éclairés pressèrent longtemps Napoléon de faire un mouvement, et de se mettre à la tête de la république. Il s'y refusa; le temps n'était pas arrivé; il ne se croyait pas assez populaire encore pour marcher seul; il avait, sur l'art de gouverner et sur ce qu'il fallait à une grande nation, des idées différentes de celles des hommes de la révolution et des assemblées; il craignait de compromettre son caractère. Il se détermina à partir pour l'Égypte; mais avec la résolution de reparaître dès que les circonstances viendraient à rendre sa présence nécessaire, comme déja il l'entrevoyait. Pour qu'il fût maître de la France, il fallait que le directoire éprouvât des revers en son absence, et que son retour rappelât la victoire sous nos drapeaux.

§. VI.

Le gouvernement célébrait l'anniversaire de la mort de Louis XVI, et ce fut un grand objet

de discussion, entre le directoire et les ministres, de savoir si Napoléon devait assister à cette cérémonie. On craignait, d'un côté, que, s'il n'y allait pas, cela ne la dépopularisât; de l'autre, que, s'il y allait, on n'oubliât le directoire pour ne s'occuper que de lui. Néanmoins on conclut que sa présence était exigée par la politique; un des ministres fut chargé de cette espèce de négociation. Napoléon, qui eût voulu rester étranger à tous actes de ce genre, observa „qu'il n'avait pas de fonc„tions publiques; qu'il n'avait personnelle„ment rien à faire à cette prétendue fête, „qui, par sa nature, plaisait à fort peu de „monde; qu'elle était des plus impolitiques; „que l'événement qu'elle rappelait était une „catastrophe et un malheur national; qu'il „comprenait très-bien qu'on célébrât le 14 „juillet, parce que c'était une époque où le „peuple avait conquis ses droits; mais qu'il „aurait pu les conquérir, établir une républi„que, sans se souiller du supplice d'un prince „déclaré inviolable et non responsable par la „constitution même; qu'il ne prétendait pas „discuter si cela avait été utile ou nuisible, „mais qu'il soutenait que c'était un incident „malheureux; qu'on célébrait des fêtes natio„nales pour des victoires, mais qu'on pleurait „sur les victimes restées sur le champ de ba„taille; que célébrer la mort d'un homme „ne pouvait jamais être l'acte d'un gouverne„ment, mais celui d'une faction, d'un club de „sang; qu'il ne concevait pas comment le di„rectoire, qui avait fermé les jacobins, les „clubs d'anarchistes, qui aujourd'hui traitait

„avec tant de princes, ne sentait pas qu'une „telle cérémonie faisait à la république beau„coup plus d'ennemis que d'amis, qu'elle éloi„gnait au lieu de rapprocher, aigrissait au „lieu d'adoucir, ébranlait au lieu d'affermir, „qu'elle était indigne enfin du gouvernement „d'une grande nation." Le négociateur mit en jeu tous ses moyens; il essaya de prouver: „Que „cette fête était juste, parce qu'elle était poli„tique; qu'elle était politique, car tous les „pays et toutes les républiques avaient célébré „comme un triomphe la chute du pouvoir „absolu et le meurtre des tyrans; qu'ainsi „Athènes avait toujours célébré la mort de „Pisistrate, et Rome, la chute des décemvirs; „que d'ailleurs c'était une loi qui régissait le „pays, et que dès lors chacun lui devait sou„mission et obéissance; qu'enfin, l'influence „du général d'Italie sur l'opinion était telle, „qu'il devait paraître à cette cérémonie; qu'au„trement son absence pourrait blesser les in„térêts de la chose publique." Après plusieurs pourparlers, on trouva un *mezzo-termine:* l'Institut se rendait à cette fête; il fut convenu que, comme membre de l'Institut, Napoléon marcherait avec les savants et suivrait la classe à laquelle il appartenait, remplissant ainsi un devoir de corps, ce qu'il ne considérait pas comme un acte volontaire. Cette affaire ainsi arrangée fut très-agréable au directoire. Cependant quand l'Institut entra à Saint-Sulpice, quelqu'un qui reconnut Napoléon l'ayant fait apercevoir, il n'y eut plus, dès cet instant, d'intérêt que pour lui. Ce que le directoire avait craint lui arriva: il se trouva complètement

éclipsé. Quand la cérémonie fut terminée, la multitude laissa le directoire sortir tout seul; elle demeura pour celui qui avait voulu se perdre dans la foule, et fit retentir les airs de *Vive le général de l'armée d'Italie!* De sorte que cet événement ne fit qu'accroître le déplaisir des gouvernants.

Une autre circonstance mit Napoléon dans la nécessité de blâmer hautement la marche du directoire. Au café Garchi, deux jeunes gens, sous prétexte de ralliement politique dans la manière dont leurs cheveux étaient tressés, furent insultés, attaqués, assassinés. Ce meurtre avait été dirigé d'après les ordres du ministre de la police Sotin, et exécuté par ses agents. Les circonstances étaient déjà telles, que Napoléon, quoique vivant dans une retraite profonde, autant qu'il le pouvait, était

„plus grands.“ Napoléon répondit „qu'un pa„reil langage eût été tout au plus supportable „avant fructidor, lorsque les partis étaient en „présence, et que l'on avait mis le directoire „plutôt dans le cas de se défendre que dans la „situation d'administrer; qu'alors, peut-être, „cet acte eût pu s'excuser par la nécessité; „mais qu'aujourd'hui le directoire se trou„vant investi de toute la puissance, la loi ne „rencontrant d'opposition nulle part, les ci„toyens étant tous, sinon affectionnés, du „moins soumis, cette action devenait un crime „atroce, un véritable outrage à la civilisation; „que partout où se prononçaient les mots „de loi et de liberté, tous les citoyens deve„naient solidaires les uns des autres; qu'ici, „dans cette expédition de coupe-jarrets, cha„cun devait se trouver frappé de terreur, se „demander où cela s'arrêterait.“ Ces raisons étaient trop plausibles pour avoir besoin d'être développées à un homme d'esprit et du caractère du ministre; mais il avait une mission, et cherchait à justifier une administration dont il ambitionnait de conserver la faveur et la confiance.

CHAPITRE XXIV.

OBSERVATIONS

SUR LES OPÉRATIONS MILITAIRES DES CAMPAGNES DE 1796 ET 1797, EN ITALIE.

Sur le feld-maréchal de Beaulieu. — Sur les manœuvres de Napoléon contre le feld-maréchal de Beaulieu. —

de Nice. Elle se trouverait éloignée de quinze à dix-huit lieues de la mer, trois à quatre jours de marche. Elle aurait derrière elle un grand nombre de bonnes positions où elle pourrait se rallier, arrêter la marche du vainqueur; elle aurait le temps de faire sa retraite à volonté sur Gênes ou sur le Var. Ce théâtre d'opérations est assez profond pour pouvoir être défendu avec avantage.

Une armée qui occuperait les crêtes supérieures de l'Apennin, depuis Tanarello jusqu'au Saint-Bernard (du Tanaro), couvrirait une partie de la rivière du Ponant; elle occuperait des positions éloignées de la mer de deux jours de marche; elle aurait derrière elle Monte-Grande, San-Bartholomeo, Rocca-Barbena; la petite rivière de l'Arosoia, qui passe à la Piéva, à Albenga, est d'une bonne défense.

Cette armée pourrait donc aussi défendre le terrain, couvrir Oneille, et se porter sur Gênes ou sur Nice, à volonté; mais une armée qui occuperait la crête supérieure de l'Apennin, de Bardinetto à la Bocchetta, savoir: les hauteurs de Saint-Jacques, Cadibone, Montelegino, Stella, Montefaiale, couvrirait sans doute l'autre partie de la rivière du Ponant jusqu'à Gênes; mais comme cette armée ne serait éloignée de la mer que de deux à cinq lieues, elle pourrait être coupée dans le même jour, et serait exposée à n'avoir pas le temps de se rallier, de faire sa retraite. Ce champ d'opérations, mauvais, est de sa nature dangereux, parce qu'il n'a pas assez de profondeur.

2° Si le général Beaulieu eût réfléchi sur ces circonstances topographiques, il n'aurait

pas marché sur Voltri pour couvrir Gênes; il se fut porté sur Acqui et sur Cairo; de là il eût débouché en même temps en trois fortes colonnes de 15,000 hommes: celle de gauche, par Montenotte, Montelegino et Savone; celle du centre, sur Cadibona et Vado; et celle de droite, sur la Madona delle Neve, Saint-Jacques et Finale. Il aurait eu une réserve à portée de secourir ces trois attaques. L'armée française se fût bientôt répliée, de Voltri et de Gênes, pour défendre ces trois importantes positions. Le général autrichien aurait engagé la guerre sur un terrain tout-à-fait à son avantage, puisqu'il pouvait, dès le premier jour, couper l'armée française, l'acculer à la mer, et la ruiner.

3° Après la bataille de Montenotte, les Autrichiens se rallièrent sur la route du Montferrat; ils ne pouvaient pas faire autrement, puisque la majorité de leurs forces était sur Voltri, Sassello, et encore éparpillée sur leur gauche. Mais l'armée piémontaise, sous les ordres du général Colli, au lieu de se porter sur Millesimo, eût du appuyer sur Dego et former la gauche de Beaulieu. C'était une erreur de supposer que, pour couvrir Turin, il fallait se trouver à cheval sur la route de cette ville. Les armées réunies à Dego eussent couvert Milan, parce qu'elles eussent été à cheval sur la grande route du Montferrat; elles eussent couvert Turin, parce qu'elles eussent été sur le flanc de la chaussée de cette ville. Si Beaulieu eût eu cinq à six jours à sa disposition pour rallier sa gauche, il eût dû se porter sur Ceva, pour se réunir à l'armée piémontaise, parce qu'il était plus avantageux aux alliés de

se maintenir près de la ligne d'opérations de l'armée française. Il n'y avait pas à craindre que celle-ci entrât dans le Montferrat tant que l'ennemi aurait une armée sur Ceva. Réunies, les deux armées étaient encore supérieures à l'armée française; séparées, elles étaient perdues.

4° Les points de Dego et de Millesimo étaient trop près de Montenotte pour que les deux armées autrichienne et piémontaise pussent s'y rallier avec sûreté. Beaulieu eût dû rassembler son armée en avant d'Acqui et Colli, puisqu'ils voulaient se séparer, sur les hauteurs de Montezemolo; cela leur eût évité la bataille de Millesimo et le combat de Dego. Les divisions de chaque armée eussent eu le temps d'arriver à ces deux points de rassemblement, avant que l'armée française eût pu les y attaquer. *Lorsque vous êtes chassé d'une première position, il faut rallier vos colonnes assez en arrière, pour que l'ennemi ne puisse les prévenir; car ce qui peut vous arriver de plus fâcheux, c'est que vos colonnes soient attaquées isolément avant leur réunion.*

5° Le général Beaulieu, pour défendre le passage du Pô, prit position sur la rive gauche de ce fleuve, près de Valleggio; cette opération ne pouvait pas remplir son but vis-à-vis d'une armée manœuvrière: il eût dû se mettre à cheval sur le Pô, en jetant deux ponts à la hauteur de Stradella, et les couvrant par de fortes têtes de pont. Par cela seul, il eût empêché l'armée française de descendre la rive droite, et celle-ci eût été obligée de passer le Pô au-dessus de la Stradella; ce qui donnait

au général autrichien l'avantage important de protéger sa défensive par les deux grandes barrières du Pô et du Tésin.

6° Le général Beaulieu voulut défendre le Mincio par un cordon. Ce système est ce qu'il y a de pire dans l'ordre défensif. On était encore au mois de mai; il aurait dû occuper le Séraglio avec toute son armée; il pouvait y séjourner soixante-dix jours sans avoir rien à craindre des maladies; il laissa 13,000 hommes de garnison dans Mantoue; il en avait 26,000 sur le Mincio. Il aurait donc pu réunir 40,000 hommes, c'est-à-dire une armée supérieure à l'armée française, dans une position aussi formidable que celle du Séraglio; il eût maintenu ses communications avec Modène et la basse Italie; il eût fait entrer une grande quantité de vivres dans Mantoue. Si le général français fût parvenu à forcer ce camp retranché, il ne lui eût pas été facile d'investir une armée qui eût occupé en force Saint-Georges, Céréa, Piétoli et Pradella. En se conduisant ainsi, Beaulieu n'eût pas été dans le cas de violer la neutralité de Venise. L'empereur aurait exigé et aurait obtenu que le sénat de Venise maintint sa neutralité, ce qui lui eût été d'un grand avantage.

7° A défaut d'adopter ce parti, le maréchal Beaulieu pouvait, après avoir passé l'Oglio, se porter sur les hauteurs de Gavardo, et prendre la position de Saint-Ozetto, la droite à la Chiese, et la gauche au lac de Garda; l'armée française eût été forcée de prendre position vis-à-vis, en avant de Brescia; elle n'aurait pas pu s'étendre au-delà du Mincio pendant tout

le temps que l'armée autrichienne occuperait cette position et toute autre, entre les lacs d'Idro et de Garda.

8° Enfin, puisque le général autrichien, dans l'état où se trouvait le moral de son armée, ne pouvait pas livrer bataille, il ne devait pas se faire illusion sur le peu de protection que lui donnerait le Mincio. En disséminant son armée le long de cette rivière, il s'affaiblissait; il eût été plus fort en occupant une bonne position sur les mamelons entre le lac de Garda et l'Adige, en avant du plateau de Rivoli, et en s'y couvrant de retranchements. Il aurait pu exiger alors que les Vénitiens occupassent en force la place de Peschiera, et refusassent les portes à l'armée française, comme ils seraient censés les avoir refusées à l'armée autrichienne. Vérone, qui était une place forte, renfermant une garnison de 3,000 Esclavons, aurait également refusé ses portes aux Français, puisqu'elle aurait été censée les avoir refusées aux Impériaux. Ces grands avantages, le général autrichien les a sacrifiés, pour renforcer son cordon du Mincio. Il a violé lui-même la neutralité de Venise, en occupant Peschiera.

II^e^ OBSERVATION.

1° Lorsque l'armée française se dirigea sur Ceva, pour attaquer l'armée piémontaise, la division Laharpe fut laissée en observation contre le camp d'Acqui, où Beaulieu ralliait toute l'armée autrichienne. Il paraîtrait que la

position naturelle de ce corps d'observation aurait dû être sur les bords de la Bormida, en avant de Dego, afin de couvrir la ligne d'opération sur Savone. Il est à remarquer que, si Napoléon préféra la position sur le Belbo, en avant de San-Benedetto, à deux marches sur la gauche de Dego, laissant la chaussée de Savone à découvert, c'est qu'il voulut tenir son armée réunie, pour que Beaulieu ne pût se placer entre ses divisions et les isoler. Le camp de San-Benedetto couvrait l'armée qui manœuvrait sur Ceva. Si Beaulieu se fût porté sur Dego, le corps placé à San-Benedetto l'eût attaqué en flanc et par derrière; d'ailleurs la communication de Garessio, Ormea, était ouverte; le choix du camp de San-Benedetto, pour placer le corps d'observation contre Beaulieu, mérite d'être médité.

à Fombio, aurait passé le Pô à Plaisance, et serait tombé sur les colonnes en marche; aurait coupé la ligne d'opération de la rive droite, comme il interceptait celle de la rive gauche, en observant l'Adda. D'ailleurs, Plaisance est située sur la rive droite, et cette ville offrait des ressources pour le passage de la rivière; Crémone est située sur la rive gauche; le peu d'Autrichiens qui s'y trouvait était suffisant pour retarder le passage.

4° Si l'armée française, après la bataille de Lodi, eût marché sur Mantoue, elle aurait trouvé cette place sans approvisionnements, désarmée, et s'en fût emparée. Cette conjecture est très-hasardée: l'armée avait, en peu de jours, conquis toute la Lombardie; il fallait s'y arrêter assez pour former le blocus des forteresses, occuper les points les plus importants, et organiser l'administration. Ce que les Français ont fait, dans ces circonstances, est le maximum de ce que l'on peut exiger de rapidité et d'activité. Vouloir quelque chose au-delà serait demander l'impossible. Pendant les six jours que l'armée française séjourna en Lombardie, elle doubla ses moyens, en accroissant le matériel de son artillerie, les remontes de sa cavalerie, et en ralliant les trainards qui étaient restés en arrière, par l'effet des marches forcées.

5° La révolte de Pavie pouvait avoir de grandes conséquences: l'activité et la vigueur des moyens de répression, l'incendie de Binasco, le sac de quelques maisons de Pavie, les quatre cents otages pris dans toute la Lombardie et envoyés en France, le beau rôle de conciliа-

teurs dont Napoléon investit les évêques et le clergé, tout cela est digne d'éloges, et doit être imité. Depuis, la tranquillité de ce beau pays n'a plus été troublée.

En confiant la police du pays à la garde urbaine, aux gardes champêtres et à des magistrats nationaux, il organisa le pays, épargna son armée, et se donna des auxiliaires.

6° La bataille de Borghetto a été donnée le 30 mai; l'attaque de Wurmser est du premier août; c'est dans ces soixante jours d'intervalle qu'une partie de l'armée a passé le Pô, pris les légations de Ferrare et de Bologne, le fort Urbain, la citadelle de Ferrare, Livourne, et a désarmé ces provinces. Les troupes étaient de retour sur l'Adige, avant que Wurmser fût en mesure de commencer son opération; c'est bien employer son temps. La force d'une armée,

en chef qui se charge d'exécuter un plan qu'il trouve mauvais et désastreux est criminel; il doit représenter, insister pour qu'il soit changé, enfin, donner sa démission plutôt que d'être l'instrument de la ruine des siens; 2° tout général en chef qui, en conséquence d'ordres supérieurs, livre une bataille, ayant la certitude de la perdre, est également criminel; 3° un général en chef est le premier officier de la hiérarchie militaire. Le ministre, le prince, donnent des instructions auxquelles il doit se conformer en ame et conscience; mais ces instructions ne sont jamais des ordres militaires, et n'exigent pas une obéissance passive; 4° un ordre militaire même n'exige une obéissance passive, que lorsqu'il est donné par un supérieur qui, se trouvant présent au moment où il le donne, a connaissance de l'état des choses, peut écouter les objections et donner les explications à celui qui doit exécuter l'ordre.

Tourville attaqua quatre-vingts vaisseaux anglais avec quarante; la flotte française fut détruite. L'ordre de Louis XIV ne le justifie point; cet ordre n'était pas un ordre militaire qui exigeait une obéissance passive; c'était une instruction. La clause sous-entendue était, s'il y avait des chances de succès au moins égales. Dans ce cas la responsabilité de l'amiral était à couvert par l'ordre du prince; mais, lorsque par l'état des choses la perte de la bataille était certaine, c'était mal comprendre l'esprit de cet ordre que de l'exécuter à la lettre. Si en abordant Louis XIV, l'amiral lui eût dit: „Sire, si „j'eusse attaqué les Anglais, toute votre escadre „aurait été perdue, je l'ai fait rentrer dans vos

„port." Le roi l'eût remercié, et, de fait, l'ordre royal aurait été exécuté.

On a justifié la conduite du duc d'Orléans devant Turin, en 1706; les historiens l'ont déchargé de tout blâme. Le duc d'Orléans était prince; il a été régent; il était d'un caractère facile; les écrivains lui ont été favorables; tandis que Marsin, resté mort sur le champ de bataille, n'a pas pu se défendre. On sait pourtant qu'il protesta, en mourant, sur le parti que l'on prit de rester dans les lignes. Mais quel était le général en chef de l'armée française d'Italie? Le duc d'Orléans. Marsin, Lafeuillade, Albergotti, étaient sous ses ordres; il dépendait de lui de prendre ou non les avis d'un conseil de guerre, il le présida; il dépendait de lui de se conformer ou non à l'opinion de ce conseil de guerre. Le prince n'a pas été troublé dans son

de colonne à gauche, il eût été obéi; 4° la bataille perdue, l'armée se retirait sur Asti, pour couvrir la Lombardie et joindre l'armée de Médavi, qui avait, le même jour, remporté une victoire à Castiglione. Le prince général en chef changea de résolution, et il se retira sur Pignerol, parce qu'il crut que la route de la Lombardie lui était coupée. Si l'obscure anecdote que l'on a colportée, que le duc d'Orléans n'était général que de nom, et que Marsin était investi d'un ordre secret du roi pour commander, était en effet vraie, le duc d'Orléans, en acceptant un pareil rôle à l'âge de trente-deux ans, aurait fait une chose contraire à l'honneur, digne de mépris, et qui aurait couvert de honte le dernier gentilhomme. Si les Français eussent été vainqueurs, qui aurait eu la gloire? Le comte de Marsin était muni d'une recommandation du roi auprès de lui, pour que ce jeune prince écoutât de préférence ses avis, voilà tout. Le duc d'Orléans était le général en chef reconnu par les généraux, les officiers et les soldats; aucun ne refusa et n'eût refusé de lui obéir; il est responsable de tout ce qui a été fait.

Le général Jourdan dit, dans ses mémoires, que le gouvernement lui avait fait insinuer de donner la bataille de Stockach; il cherche ainsi à se justifier de la mauvaise issue de cette affaire; mais cette justification ne pourrait pas être admise, quand même il en aurait reçu l'ordre positif et formel, comme nous l'avons prouvé. Lorsqu'il s'est décidé à donner la bataille, il a cru avoir les chances favorables de *la gagner; il s'est* trompé.

17.

Mais ne pourrait-il pas arriver qu'un ministre ou qu'un chef de gouvernement expliquât ses intentions assez clairement pour qu'aucune clause ne pût être sous-entendue? qu'il dit à un général en chef: *Livrez bataille. L'ennemi, par le nombre, la bonté de ses troupes, et les positions qu'il occupe, vous battra; n'importe, c'est ma volonté.* Un pareil ordre devrait-il être exécuté passivement? Non. Si le général comprenait l'utilité et dès-lors la moralité d'un ordre aussi étrange, il le devrait exécuter; mais s'il ne le comprenait pas, il ne devrait pas y obéir.

Quelque chose de semblable cependant arrive souvent à la guerre: un bataillon est laissé dans une position difficile pour sauver l'armée; mais le commandant de ce bataillon en reçoit l'ordre positif de son chef, qui est présent au

III• OBSERVATION.

1° Le plan du maréchal Wurmser, au commencement d'août, était défectueux; ses trois corps, l'un sous ses ordres directs, l'autre sous ceux de Quasdanowich, le troisième sous Dawidowich, étaient séparés entre eux par deux grandes rivières, l'Adige et le Mincio, plusieurs chaînes de montagnes et le lac de Garda.

Wurmser devait ou déboucher avec toutes ses forces entre le lac de Garda et l'Adige, s'emparer du plateau de Rivoli, et se faire joindre à Incanale par son artillerie; 70 à 80,000 hommes, ainsi postés, appuyés, la droite au lac de Garda, la gauche à l'Adige, ayant trois lieues de front, en eussent imposé à l'armée française, qui, comptant à peine 30,000 combattants, n'eût pu leur tenir tête.

Ou bien déboucher, avec toute son armée réunie, par la Chiese, sur Brescia; l'artillerie peut y passer.

2° Il fit, dans l'exécution de son plan, une faute qu'il paya bien cher: ce fut de perdre deux jours pour se porter sur Mantoue. Il devait, au contraire, jeter deux ponts sur le Mincio, à une portée de canon de Peschiera, et passer promptement cette rivière, joindre sa droite à Lonato, Desenzano et Salo, et réparer ainsi, par une rapide exécution, les défauts de son plan.

3° Opérer par des directions éloignées entre elles et sans communications, est une faute qui, ordinairement, en fait commettre une seconde. *La colonne* détachée n'a des ordres que

pour le premier jour; ses opérations pour le second jour dépendent de ce qui est arrivé à la principale colonne; ou elle perd du temps pour attendre des ordres, ou elle agit au hasard. Dans cette circonstance, Wurmser eût dû éviter cet inconvénient et donner des ordres à Quasdanowich, non-seulement pour déboucher sur Brescia, mais même sur Mantoue, et se porter lui-même avec le principal corps à tire-d'aile sur cette place forte. Quasdanowich serait arrivé à Mantoue, s'il ne se fût pas arrêté à Brescia; il eût fait lever le siége, eût trouvé protection derrière les remparts de cette place, eût vécu de ses magasins; la jonction s'y serait faite avec son armée, sur un point fixe et qui était à l'abri des vicissitudes de la campagne; et si Wurmser eût été battu, avant d'arriver à Mantoue, Quasdanowich n'en aurait pas moins

rol. Il devait prévoir le cas où le général français déboucherait dans le Tyrol, et prescrire à Dawidowich de ne pas recevoir bataille à Roveredo et de se replier sur Bassano, pour, réunis, donner bataille à l'armée française; les milices tyroliennes étaient suffisantes pour observer le Lawis; ou bien il devait faire en sorte de se trouver sur le champ de bataille dans le Tyrol, en faisant retirer Dawidowich sur Calliano et le Lawis. San-Marco, Mori, Roveredo, sont de bonnes positions; mais contre des troupes impétueuses, elles ne peuvent compenser le défaut du nombre. Dans toutes ces affaires de gorges, les colonnes, une fois rompues, se culbutent les unes sur les autres et tombent au pouvoir de l'ennemi.

5° Il était trop tard lorsque Wurmser conçut le projet de diriger la division du général Mezaros sur Vérone. Ce mouvement avait été prévu: Kilmaine y était avec un petit corps d'observation. Wurmser eût mieux fait de garder cette division à Bassano, au soutien des deux autres; mais enfin, puisqu'il voulait opérer sur Mantoue avec une partie de ses troupes, il fallait qu'il donnât à cette division 2,000 hommes de cavalerie, trente pièces de canon, un équipage de pontons; qu'il la dirigeât, non sur Vérone, mais sur Albaredo, où elle aurait jeté son pont, et se serait portée à tire-d'aile sur Mantoue. La place eût été débloquée, les derrières de l'armée fort inquiétés; Vérone même pouvait être prise à revers; et la garnison de Mantoue, ainsi renforcée, aurait pu se maintenir long-temps maîtresse de la campagne. Le maréchal se fût alors retiré de Bassano, avec ses

deux autres divisions, ses parcs et son état-major, sur la Piave. L'armée française eût été obligée, par sa gauche, de se tenir sur le Lavis, en avant de Trente; par son centre, sur la Piave, pour s'opposer au corps principal de l'armée; et enfin d'accourir sur ses derrières à Mantoue, pour rétablir le blocus: c'était bien de la besogne pour une petite armée, et cela pouvait donner lieu à des changements de fortune.

6° La marche de Wurmser sur l'Adige, avec les 16,000 hommes restant de son armée, a été obligée; il devait être cerné, acculé au fleuve, et forcé de poser les armes, parce qu'il n'avait pas d'équipage de pont; ses deux équipages et ses parcs de réserve ayant été pris à Bassano. Il ne dut le bonheur de pénétrer jusqu'à Mantoue qu'à la faute d'un chef de bataillon, qui évacua Légnago.

7° Le maréchal laissa mal à propos dans Legnago 1,800 hommes et plusieurs batteries; la retraite ne lui était plus possible dans la direction de l'Adige, où était toute l'armée française. Il fallait qu'il gagnât Mantoue; et si cela ne lui était pas possible, il lui était plus facile encore d'entrer à Milan, que de retourner à Legnago. Il s'affaiblit, et sacrifia du monde inutilement.

8° Wurmser eut également tort de risquer la bataille de Saint-Georges; il lui était plus profitable de se maintenir dans le Séraglio, qui est le vrai champ de bataille des garnisons de Mantoue, quand elles sont nombreuses.

9° Le maréchal pouvait également, pendant qu'il était encore maître du Séraglio, passer le

Pô avec toute sa cavalerie, quelques bataillons de grenadiers et quelques batteries bien attelées, descendre la rive droite de ce fleuve, repasser le bas Pô et le bas Adige, et regagner Padoue: le général Français eût appris cette opération trop tard pour pouvoir s'y opposer. Wurmser eût ainsi sauvé toute sa cavalerie, une grande partie de son artillerie, l'état-major de son armée, tout son quartier-général, et l'honneur des armes autrichiennes.

IV• OBSERVATION.

1° Il y avait à Brescia un hôpital et un magasin français, et seulement trois compagnies de garnison; elles furent prisonnières de guerre. Si l'on eût fait mettre à l'abri d'un coup de main la citadelle, cela ne fût pas arrivé. C'est ce que l'on fit depuis, et ce que l'on eût dû faire plus tôt.

2° La division Soret qui était à Salo, eût dû tenir une avant-garde sur le lac d'Idro, à la Rocca-d'Anfô, pour éclairer la chaussée de la Chiese jusqu'à Lodron, ce qui eût empêché que Brescia et Salo ne fussent surpris: on eût été prévenu douze heures avant, et on aurait eu le temps de se mettre en défense.

3° Puisque entre les lacs de Garda et d'Idro il n'y a, pour l'artillerie, qu'un chemin praticable, qui passe à la Rocca-d'Anfô, et qu'il fallait que l'on passât par ce défilé pour arriver à Salo, n'eût-il pas été plus convenable de placer la division Soret en position sur le lac d'Idro, derrière le défilé d'Anfô, et occupant

par des redoutes, des retranchements et deux barques armées les avenues et le lac d'Idro ? Il eût fallu vingt-quatre heures à Quasdanowich pour enlever cette position, ce qui eût mis à même de prévenir à Brescia, à Salo, à Vérone et au quartier-général. La position qu'occupait la division Soret, à Salo, ne défendait, ne couvrait rien; il faut donc convenir que cette division fut mal postée et n'occupait pas les positions qu'elle devait occuper pour remplir son but: couvrir le pays, de la Chiese au lac de Garda.

4° On a dit: la marche de la division Masséna par la rive gauche de l'Adige, celle de la division Vaubois par la Chiese, en septembre, ont les mêmes inconvénients que celles de Wurmser et Quasdanowich, en août, puisque, dans les deux cas, les colonnes sont également

même côté de l'angle, mais sur le sommet; de sorte que le troisième jour elles arrivèrent l'une à Mori, l'autre à San-Marco; elles se touchaient, et n'étaient séparées que par l'Adige, sur lequel elles avaient jeté deux ponts, à Seravalle et à Roveredo. Ces colonnes n'ont jamais cessé d'être en communication, qui devenait plus courte et plus facile à mesure qu'elles se sont approchées de l'ennemi, si bien qu'au dernier moment elles pouvaient se parler. Les deux colonnes de Wurmser sortaient des montagnes pour déboucher en plaine, tandis que les colonnes françaises quittaient la plaine pour entrer dans les gorges, où le nombre était moins important, et qu'ayant toutes deux le même but d'arriver sur Trente, elles s'aidaient évidemment dans la marche, puisqu'elles arrivaient sur un théâtre étroit.

5° S'il est prouvé que ces deux opérations ne se peuvent comparer, s'ensuit-il que la marche du général français soit conforme aux règles et sans danger? On ne peut pas dire abstractivement que cette marche fût sans danger; mais elle en avait peu. Si Vaubois ne fût pas parti de Brescia et de Lodron, il eût dû revenir sur Polo pour y passer l'Adige, ce qui eût occasionné un retard de cinq jours. Les divisions Masséna et Augereau étaient déja en colonnes sur une seule route, dans des gorges étroites; la division Vaubois n'eût été qu'un surcroît d'embarras. Napoléon se contenta de donner des instructions détaillées sur tout ce qui pouvait arriver, non-seulement au général Vaubois, mais au général St.-Hilaire, officier de confiance, qui commandait l'avant-garde.

Il leur recommanda de se tenir bien éclairés, et de ne pas s'engager si l'ennemi, par un mouvement imprévu et inattendu, se portait à leur rencontre avec des forces supérieures; à cet effet, de tenir loin en arrière les parcs et les bagages, afin de pouvoir rétrograder d'une marche sans inconvénient. Enfin, la division Vaubois fut constamment en communication avec l'armée, par Riva, d'abord, et puis par le pont de Sarca; elle donnait et recevait des nouvelles trois fois par jour.

6° On a pensé que si Napoléon eût fait occuper Legnago, comme place forte, qu'il y eût mis un commandant, des adjudants, des officiers d'artillerie et du génie, un commissaire des guerres; qu'il y eût réuni des magasins et 4 à 500 hommes de garnison, indépendamment de quelques dépôts, il ne fût pas venu dans

de Legnago à Mantoue et tout le pays, depuis le Pô jusqu'à Roverbella, peuvent être rendus impraticables par le moyen des eaux.

8° On a dit que cette marche de l'armée française au travers du Tyrol, et son mouvement à droite, par les gorges de la Brenta et sur Bassano, la compromettaient; que, si Wurmser se fût porté sur Vérone, il eût coupé sa retraite et l'eût cernée dans les gorges du Tyrol; que cette opération était plus qu'audacieuse, qu'elle était téméraire, et qu'elle violait les règles.

La bataille de Roveredo eut lieu le 3 septembre; et la bataille de Bassano, le 8. Le 3 septembre au soir, les Français avaient fait 9,000 prisonniers, et mis hors de combat la moitié de l'armée autrichienne. Le 5, le quartier-général de Wurmser était encore à Borgo-di-Valsugana, avec deux divisions en marche pour Bassano, et une division couchait ce soir-là à Bassano. Il n'était plus possible alors que le maréchal pût rien tenter sur l'Adige; effectivement, l'armée française arriva le 8, à la pointe du jour, à Bassano, et le quartier-général de Wurmser n'y était arrivé que la veille, fort tard. Une opération de cette nature peut être méditée à l'avance, et conçue tout entière. Mais son exécution est progressive, et se trouve autorisée par les événements qui ont lieu chaque jour; mais enfin, supposez que Wurmser fût arrivé à Vérone, eût assé l'Adige, l'armée française avait toujours une retraite assurée sur la Chiese et sur Brescia, trois journées plus en arrière. Cette opération était donc conforme à toutes les règles de la guerre; audacieuse, il est vrai, mais bien raisonnée.

voli. Car, pour qu'une armée soit en état de combattre, il faut qu'elle soit réunie: mais les vingt bataillons qui longeaient la vallée de l'Adige étaient séparés, et ne pouvaient se réunir qu'après avoir pris le plateau de Rivoli. Une armée, pour se battre, a besoin de sa cavalerie et de son artillerie; or, la cavalerie et l'artillerie, qui étaient sous les ordres de Quasdanowich, ne pouvaient joindre l'armée que par le plateau de Rivoli. Alvinzi supposait donc qu'il ne serait point obligé de se battre depuis la Corona jusqu'à Rivoli, et cela ne dépendait pas de lui. Il avait exposé vingt-quatre bataillons, sans cavalerie et sans artillerie, à être attaqués par toute l'armée française, forte de 20,000 hommes d'infanterie, de 2,000 chevaux, avec soixante pièces de canon; cette lutte n'était pas égale. Mais le maréchal Alvinzi croyait n'avoir

oublié le proverbe populaire, que, *si les montagnes sont immobiles, les hommes marchent et se rencontrent.* Les tacticiens autrichiens ont toujours abondé dans ce faux système. Le conseil aulique, qui avait rédigé le plan de Wurmser, supposait que l'armée française était immobile, fixée à la place de Mantoue: cette supposition gratuite entraîna la perte de la plus belle armée de la maison d'Autriche. Lauer, qui dirigeait les opérations d'Alvinzi, s'imagina que la division Masséna serait contenue par la division qui débouchait par Caldiero, et resterait fixe, clouée aux remparts de Vérone; qu'enfin le général en chef ne comprendrait pas l'importance de prévenir l'armée sur le plateau de Rivoli.

5° Qu'eût dû faire Alvinzi? Marcher de manière à ce que tous les jours, à toutes les heures, il pût se battre. A cet effet: 1° tenir ses quarante-quatre bataillons sur les montagnes, entre Monte-Magnone et le lac de Garda, de manière qu'ils fussent réunis, en communication, et ne formassent qu'une seule masse; 2° y réunir également ses trente escadrons de cavalerie; car c'est un préjugé, que de supposer que la cavalerie ne passe pas partout ou passe l'infanterie; enfin, avoir à chaque colonne des pièces sur affûts-traîneaux; 3° ne faire de dispositions pour attaquer la division Joubert que le matin même de l'attaque, après l'avoir reconnue et s'être assuré de l'état des choses, par le retour des reconnaissances, le rapport des déserteurs, des prisonniers et des espions. Car il est de principe *qu'il ne faut faire aucun détachement la veille*

du jour d'une attaque, parce que, dans la nuit, l'état des choses peut changer, soit par des mouvements de retraite de l'ennemi, soit par l'arrivée de grands renforts, qui le mettent à même de prendre l'offensive et de rendre funestes les dispositions prématurées que vous avez faites.

On est souvent trompé à la guerre sur la force de l'ennemi qu'on a à combattre. *Les* prisonniers ne connaissent que leurs corps, les officiers font des rapports bien incertains; c'est ce qui a fait adopter un axiome qui remédie à tout: *qu'une armée doit être tous les jours, toutes les nuits et toutes les heures, prête à opposer toute la résistance dont elle est capable;* ce qui exige que les soldats aient constamment leurs armes et leurs munitions; que l'infanterie ait constamment avec elle son artillerie, sa cavalerie, ses généraux; que les diverses divisions de l'armée soient constamment en mesure de se soutenir, de s'appuyer et de se protéger; que dans les camps, dans les haltes et dans les marches, les troupes soient toujours dans des positions avantageuses, qui aient les qualités exigées pour tout champ de bataille, savoir: 1° que les flancs soient appuyés; 2° que toutes les armes de jet puissent être mises en jeu dans les positions qui leur sont le plus avantageuses. Pour satisfaire à ces conditions, lorsqu'on est en colonne de marche, il faut avoir des avant-gardes et des flanqueurs qui éclairent en avant, à droite et à gauche, assez loin pour que le corps principal puisse se déployer et prendre position. Les tacticiens autrichiens se sont constamment éloi-

gnés de ces principes, en faisant des plans basés sur des rapports incertains, et qui même, s'ils eussent été vrais au moment où ils arrêtaient les plans, cessaient de l'être le lendemain ou le surlendemain, c'est-à-dire lorsqu'ils devaient être exécutés.

Un grand capitaine doit se dire plusieurs fois par jour: si l'armée ennemie apparaissait sur mon front, sur ma droite ou sur ma gauche, que ferais-je? et s'il se trouve embarrassé, il est mal posté, il n'est pas en règle; il doit y remédier. Si Alvinzi se fût fait cette demande: *Si l'armée française vient à ma rencontre avant mon arrivée à Rivoli, et lorsque je n'aurai à lui opposer que la moitié de mon infanterie, point de cavalerie, point d'artillerie*, il se fût répondu: *je serai battu par des forces inférieures aux miennes.* Comment l'exemple de ce qui s'était passé à Lodi, à Castiglione, à la Brenta, à Arcole, ne le rendait-il pas plus circonspect?

6° Alvinzi déboucha en janvier; Mantoue était aux abois. Il opéra avec deux corps: le premier se porta sur Monte-Baldo, il y commandait en personne; l'autre, sur le bas Adige, commandé par Provera. Le succès de Provera serait sans résultat si Alvinzi était battu. On aggrava ces fautes du plan de campagne, en liant ces deux attaques par une attaque centrale sur Vérone, qui n'avait aucun but, affaiblissait les deux attaques principales sans les lier, puisque les localités rendaient cela impossible. Il est vrai que les ordres de Vienne étaient que si Alvinzi était battu et que Provera réussît à débloquer Mantoue, Wurmser passât le Pô

avec la garnison de Mantoue, et se retirât sur Rome; mais à moins qu'on ne fût assuré de la coopération du roi de Naples, ce qui n'était pas, cela n'eût pas eu de résultat.

7° Provera, après avoir surpris le passage de l'Adige, à Anghiari, eût du passer sur la rive droite avec tout son corps, la division Bayalitsch comprise, lever son pont, se diriger sur Mantoue, qui était son seul refuge; il y serait arrivé avec 20,000 hommes. Au lieu de cela, il n'y arriva qu'avec 8,000 hommes, parce qu'il laissa la division Bayalitsch sur la droite, 2,000 hommes à la garde de son pont, qui furent faits prisonniers; et qu'ayant perdu du temps, son avant-garde fut entamée. Arrivé dans la matinée devant Saint-Georges, il aurait dû être entré dans la place avant midi, ou par la citadelle, où il n'y avait pas de lignes de circonvallation, ou par Pietoli, traversant le lac qui est très-étroit dans cet endroit; il y avait plus de cent bateaux dans le port de Mantoue. Il perdit la journée et la nuit. Dès cinq heures de l'après-midi, Napoléon étant arrivé à la Favorite, avec une partie de l'armée de Rivoli, tout se trouvait changé. Provera fut obligé de capituler le lendemain matin. *Les Autrichiens, en général, ne connaissent pas le prix du temps.*

8° Le général Provera avait été pris à Cossaria, le lendemain de Millesimo; avait fait preuve de peu de talents, ce qui fut la véritable raison qui engagea Napoléon à l'exalter, afin de l'accréditer; cela lui réussit: Provera fut réemployé, et se laissa prendre pour la seconde fois à la Favorite. Il faut donc tenir pour sus-

pectes les louanges de ses ennemis, à moins qu'elles ne soient données après la cessation des hostilités.

VI^e OBSERVATION.

1° On a dit que le pont de l'Adige devait être placé à Albaredo, et non à Ronco; on a eu tort. Kilmaine n'avait dans Vérone que 1,500 hommes. Après avoir passé le pont à Ronco, avant de marcher sur Arcole, on envoya une reconnaissance sur la digue de Porcil, et on s'empara de ce village où se porta Masséna, qui se trouva ainsi placé à deux lieues sur les derrières du maréchal Alvinzi. Si ce maréchal eût marché le même jour sur Vérone, comme cela était probable, l'armée française l'eût suivi en queue; il n'y avait aucun obstacle qui les séparât, et Alvinzi eût été acculé sur Vérone. Si le pont eût été placé vis-à-vis Albaredo, sur la gauche de l'Alpon, cette rivière, ou le marais d'Arcole, eussent couvert la marche d'Alvinzi, et lui eussent donné le temps de forcer Vérone. Les circonstances étaient si délicates! L'opération de passer sur les derrières d'Alvinzi à Ronco est audacieuse, mais à l'abri de tout inconvénient; celle de passer l'Adige à Albaredo est téméraire, hasardeuse: elle compromettait Vérone et l'armée.

2° Pourquoi, le premier et le second jour, a-t-on abandonné Arcole? Pour pouvoir lever le pont de Ronco à minuit, si les nouvelles de Rivoli l'exigeaient, marcher alors sur Roverbella, et y arriver avant Davidowich. Si celui-ci

arrivait devant Mantoue avant l'armée française, tout était perdu; si l'armée française y arrivait avant, tout était gagné. Réuni à Vaubois, le général en chef eût battu Davidowich, l'eût rejeté dans le Tyrol, et fût revenu à temps sur l'Adige, avant qu'Alvinzi eût pu passer cette rivière.

3° Il fallait, a-t-on dit encore, jeter, le premier jour, un pont sur l'Alpon, et déboucher en plaine; il le fallait faire au moins le deuxième jour! Non. Ce ne fut que le troisième jour de cette bataille que l'armée ennemie fut suffisamment affaiblie, démoralisée, pour qu'on pût espérer de la battre en ligne déployée. Ce fut même contre l'opinion des généraux qui trouvaient cette manœuvre trop hardie, et après avoir hésité une heure, que Napoléon en donna l'ordre le troisième jour. Il faut bien se rappeler

comme émigré pris les armes à la main, étant natif d'Alsace.

5° Napoléon aurait dû faire occuper le plateau de Rivoli, la Corona, la Chapelle San-Marco, et la Rocca-d'Anfô, par de bons ouvrages en bois et même en maçonnerie. L'Adige est chargé de trains de bois que le commerce fait descendre du Tyrol pour porter à Ferrare et à Venise; la chaux et la pierre y sont très-abondantes; Vérone et Brescia offrent toute espèce de ressources. En six semaines, on eût pu établir sur le plateau de Rivoli, à la chapelle San-Marco, à la Corona, à la Rocca-d'Anfô, quatre forts, qui, armés chacun d'une quinzaine de pièces de canon et de 4 à 500 hommes de garnison, eussent mis ces quatre débouchés à l'abri de toute surprise et de tout coup de main; cela eût valu à l'armée plus qu'un renfort de 15,000 hommes. On dit qu'après l'opération de Wurmser en août, où l'on avait éprouvé tout le danger que pouvait faire courir à l'armée le débouché de la Chiese, Napoléon donna ordre qu'on occupât la Rocca-d'Anfô, mais que les ingénieurs se jetèrent dans des plans trop étendus; qu'il eût fallu un an de travail pour les exécuter. Mais évidemment cette opinion des ingénieurs était erronée: à la guerre, le chef seul comprend l'importance de certaines choses, et peut seul, par sa volonté et par ses lumières supérieures, vaincre et surmonter toutes les difficultés.

6° Mantoue tomba enfin après huit mois d'investissement. Des ingénieurs italiens avaient proposé de détourner les eaux du Mincio, et, par ce moyen, dessécher les lacs de Mantoue,

ce qui eût privé cette place de sa principale défense. Cette opération fut tentée par les Visconti, dans leurs guerres contre les ducs de Mantoue; mais ils n'étaient pas maîtres de Peschiera, et d'ailleurs les ingénieurs milanais conduisirent leurs travaux sur de faux principes: ils essayèrent de barrer le Mincio par des digues, que la rivière finit par enlever. On sait assez qu'il ne faut pas s'opposer directement au cours des eaux; c'est en le caressant et en se soumettant à tous ses caprices, que les Hollandais ont assujetti l'Océan. C'eût été en dérivant les eaux dans le Tartaro et la Molinella, qu'on eût réussi.

7° Pour raccourcir la ligne de l'Adige, on a plusieurs fois indiqué, comme un moyen efficace, de couper la digue de la rive droite de cette rivière, près Legnago. Les eaux dérivées se mêleraient avec celles du Tartaro et de la

VII^e OBSERVATION.

L'armée française qui marcha sur Rome ne comptait que 4,000 Français; elle était, il est vrai, de 9,000 hommes, en y comprenant les bataillons de nouvelle levée, Milanais et Bolonais, qui ne pouvaient pas encore être présentés en ligne contre des troupes régulières. Les efforts de la cour de Rome furent assez grands, mais produisirent peu de résultats. Quand une nation n'a pas de cadres et un principe d'organisation militaire, il lui est bien difficile d'organiser une armée. Si la France, en 1790, a mis si promptement sur pied de bonnes armées, c'est qu'elle avait un bon fonds, que l'émigration améliora plutôt qu'elle ne le détériora. La Romagne et les montagnes de l'Apennin étaient fanatisées; l'influence des prêtres et des moines, toute-puissante; les moyens des missions, des prédications et des miracles étaient efficaces. Les peuples de l'Apennin sont naturellement braves; on y retrouve quelques étincelles du caractère des anciens Romains; cependant ils ne purent opposer aucune résistance à une poignée de troupes bien disciplinées et bien conduites. Le cardinal Busca citait à tout propos la Vendée. La Vendée s'est trouvée dans des circonstances particulières; la population était guerrière, et contenait un grand nombre d'officiers et de sous-officiers qui avaient servi dans l'armée; tandis que les troupes qu'on envoyait contre elle avaient été levées dans les rues de Paris, commandées par des hommes qui n'étaient pas

militaires, et qui ne firent que des sottises, ce qui insensiblement aguerrit les Vendéens; et enfin les mesures extrêmes adoptées par le comité de salut public et les jacobins, ne laissèrent pas à ces peuples de *mezzo termine:* mourir pour mourir, encore valait-il mieux se défendre. On conçoit très-bien que si dans cette guerre contre le saint-siège, au lieu d'employer des calmants, de remporter des victoires, on eût d'abord éprouvé des défaites, qu'on eût recouru à des moyens extrêmes et sanguinaires, une Vendée eût pu s'établir dans l'Apennin: la rigueur, le sang, la mort, créent des enthousiastes, des martyrs, enfantent les résolutions courageuses et désespérées.

VIIIe OBSERVATION

negliano, eût été à Bolzano; si les 40,000 hommes qu'il avait sur la Piave et le Tagliamento, eussent été sur le Lawis, Vienne et Trieste eussent été parfaitement couverts. Rien ne l'eût empêché cependant d'armer et d'occuper la place forte de Palma-Nova, et d'en faire le point d'appui d'une division de 5 à 6,000 hommes de toutes armes, chargée d'observer la Piave et le Tagliamento.

2° Les projets de Napoléon à la bataille du Tagliamento ne pouvaient pas être douteux: il voulait s'emparer du col de Tarwis. Ce n'est donc pas à Codroïpo que l'archiduc devait porter son quartier-général; mais sur les hauteurs de San-Daniele, afin de pouvoir opérer au besoin sa retraite sur la Ponteba et les hauteurs de Tarwis.

3° Après la journée du Tagliamento, il n'eût pas dû diriger sa retraite par les gorges de Cividale et de l'Isonzo, sur Tarwis, puisque déja Masséna en était maître, ce qui entraîna la perte de toutes les troupes qu'il engagea dans cette fausse direction, et ruina son armée.

4° La place de Gradisca n'était pas tenable, aussitôt que l'Isonzo était passé: les bataillons qu'il avait mis dans cette place ont donc été sacrifiés sans raison; ils ne retardèrent pas la marche de l'armée française d'un seul moment.

5° Puisque l'archiduc avait un grand intérêt, en avril, à gagner trois ou quatre jours pour donner le temps à Kerpen et à Spork de le joindre; que déja il était à Murau, à une journée de Scheifling, il devait profiter du moyen

que lui offrait le général français de gagner ce temps, en lui proposant la paix. Il eût dû répondre par une adhésion sincère de sa part, par la promesse d'y employer son influence et la demande d'un armistice pour se rendre à Vienne, en parler lui-même à l'empereur; l'armistice eût été signé; mais il fit une réponse louche, froide; et vingt-quatre heures après il se ravisa pour demander une suspension d'armes; il n'était plus temps: son but était trop évident.

IXe OBSERVATION.

1° La marche en Allemagne par deux lignes d'opérations, celles du Tyrol et de la Ponteba, n'est-elle pas contre le principe *qu'une armée ne doit avoir qu'une seule ligne d'opérations?*

serait arrivé à Vérone avant que l'armée française ne fût arrivée à Villach. Pour que Joubert pût se maintenir sur l'Avisio, il lui fallait au moins 14,000 hommes. Il parut préférable de ne lui rien ôter, et de profiter de la supériorité de forces que cela lui donnait sur l'armée de Davidowich pour la battre, l'entamer, l'affaiblir et la pousser au-delà du Brenner. Le Tyrol est un théâtre difficile, mais il est funeste au vaincu. Les troupes françaises avaient acquis une grande supériorité sur les troupes allemandes.

On n'entra pas en Allemagne par deux lignes d'opérations, puisque le Pusterthal est en deçà de la crête supérieure des Alpes, et qu'aussitôt que Joubert eut passé Lienz, la ligne d'opérations fut celle de Villach et de la Ponteba. On ne fit pas la jonction des deux corps d'armée devant l'ennemi; car lorsque Joubert quitta Brixen pour se porter, par un à-droite, sur Spital, par le Pusterthal ou la vallée de la Drave, le principal corps de l'armée était arrivé à Clagenfurth, et avait des patrouilles jusqu'à Lienz. L'archiduc ne pouvait donc imaginer aucune monœuvre pour s'opposer à cette jonction. Joubert, jusqu'à la bataille du Tagliamento, resta sur la défensive. Après cette bataille, il attaqua, battit et détruisit la plus grande partie du corps de Davidowich, et le repoussa au-delà du Brenner; ce qui était sans inconvénient, puisque, battu, il se serait simplement retiré de position en position jusqu'en Italie. Lorsqu'il apprit que l'armée avait passé les Alpes Juliennes et la Drave, il fit son mouve-

ment de jonction par le Pusterthal, ce qui était aussi sans inconvénient. Cette opération, ainsi exécutée en trois temps, était conforme à toutes les règles: elle devait avoir, et eut en effet, toute espèce d'avantages.

2° On a demandé pourquoi la division Serrurier et le quartier-général n'ont pas appuyé la division Guieu, en se dirigeant du champ de bataille du Tagliamento sur Cividale et Caporetto, prétendant que la division Bernadotte seule suffisait pour suivre la gauche de l'ennemi sur Palma-Nova et Gorizia.

De Cividale à Tarwis, passant par Caporetto, la route n'offre qu'un défilé; la division Guieu, qui comptait 8,000 combattants et de très-bonnes troupes, était plus que suffisante pour pousser le corps de Bayalitsch jusqu'à Caporetto;

corps était pris. Si, au contraire, sans s'embarrasser de la position de Masséna, qui occupait Tarwis, il s'y portait, ce qui arriva effectivement, la division Serrurier se trouverait en deuxième ligne derrière Guieu; Napoléon avait ainsi pourvu à toutes les suppositions.

3° La division Bernadotte se porta sur Laybach, parce qu'il fallait soumettre la Carniole, se saisir de Trieste et des mines d'Idria, chasser de la Carniole et pousser au-delà de la Drave la gauche du prince Charles; mais immédiatement après, lorsque ces buts furent remplis, cette division se porta, par un à-gauche, pour joindre l'armée, et le général français se garda bien de la diriger, comme beaucoup de généraux l'eussent fait, par Cilli et Grætz, sur le Simering, puisque alors cette division ne se fût pas trouvée en mesure de soutenir l'armée dans tous les combats qui eurent ou qui pouvaient avoir lieu à Judenbourg, Brugg, etc. La marche de la division Bernadotte sur Grætz, qui, si elle se fût faite sans inconvénient, pouvait avoir quelque avantage, eût été contre les règles; la marche qu'elle a tenue est au contraire conforme aux principes de concentration qui sont les vrais principes de la guerre.

4° Napoléon se résolut à conclure le traité de Léoben et à s'arrêter sur le Simering, parce que, comme on l'a vu, une lettre du directoire lui avait fait connaître qu'il ne devait pas compter sur la coopération des armées du Rhin; si, au lieu de cela, le gouvernement lui eût mandé que cette coopération aurait lieu,

ne fût-ce qu'au mois de juin, il eût attendu, et n'eût point conclu la paix; car sa position était bonne; il avait sous sa main, dans la Carinthie, près de 60,000 hommes, et sur l'Adige des réserves plus que suffisantes pour dissiper les insurrections des Vénitiens et contenir les levées du Tyrol; et, dès-lors, il désirait entrer dans Vienne.

5° L'ordre de mouvement donné à Joubert, après la bataille du Tagliamento, d'entrer dans le Tyrol et de se porter à Villach en Carinthie, par le Pusterthal, fut communiqué à Lallement, ministre de France auprès de la république de Venise, pour qu'il fût en mesure de prévenir la commotion que l'on redoutait; aussitôt que les oligarques sauraient que le Tyrol était évacué, ils croiraient les Français battus, et se précipiteraient dans de fausses mesures. Lallement eut, avec les sages *qui lui* furent députés, des conférences à cet effet; il leur montra la copie des instructions données à Joubert. Cela fit quelque effet; mais cette communication était trop tardive: le sénat avait pris secrètement son parti depuis trente-six heures, dans la croyance de la destruction du corps de Joubert. Ce retard de trente-six heures a été la principale cause de la ruine de la république de Venise. A quoi tient la destinée des états!!!

6° Des militaires étrangers, mal instruits des faits, ont blâmé Napoléon d'avoir laissé les divisions Victor et Kilmaine dans les Marches et la Romagne pour observer l'armée du pape et Naples, ce qui, disaient-ils, était inu-

tile, puisque la paix était rétablie avec ces puissances.

Le général Kilmaine commandait sur l'Adige; son quartier-général était à Vérone, quand l'insurrection de cette ville et l'arrivée du général Fioravanti le mit dans la nécessité d'ordonner aux commandants des forts de s'enfermer; il quitta l'Adige et se retira sur le Mincio, avec 6 ou 700 hommes, cavalerie, artillerie et infanterie, ne voulant pas se laisser cerner, voulant protéger Brescia et maintenir ses communications avec Mantoue et Peschiera. La division du général Victor était de 8,000 hommes, dont 3,000 Milanais sous les ordres du général Lahoz. Elle eut ordre de se porter sur l'Adige, pour former un corps d'observation et contenir les Vénitiens. Victor se fit précéder par le général Lahoz, et retarda sa marche d'une quinzaine de jours avec la brigade française, soit qu'en effet il n'eût pas senti l'importance d'accélérer son mouvement, soit que ce temps lui ait été nécessaire pour l'exécution des articles de Tolentino, soit pour toute autre raison, indigne de fixer l'attention de l'histoire. Il est de fait que ces quinze jours de retard furent seuls la cause des massacres de Vérone. Peut-être Pesaro et son parti eussent-ils été plus circonspects, s'ils avaient vu la division de ce général cantonnée sur l'Adige, comme cela devait être; c'eût été fort heureux pour le sénat et eût prévenu sa ruine. Le pape avait congédié son armée, elle était sur le pied de paix, et ne donnait plus aucune inquiétude. Les troupes de Bologne étaient plus que suffisantes pour occuper la Romagne

et contenir tous les malveillants sur la r
droite du Pô. On n'a donc jamais eu l'idée
laisser un seul homme en observation su
Rubicon, mais on ne conteste pas les dates.
paix de Tolentino est du 19 février; la bata
du Tagliamento, du 16 mars; les préliminai
de Léoben, du 14 avril.

VARIANTES (1).

(1re) du tome I de la *guerre d'Italie;* IIIe des *Mémoires pour servir à l'Histoire de France*, etc., etc., par le général MONTHOLON.

(Cette relation de la bataille de Rivoli peut se placer au §. VI, p. 373, tome III, *guerre d'Italie*).

BATAILLE DE RIVOLI.

LE 13 janvier 1797 (24 nivose), l'armée française était formée en cinq divisions.

Celle du général Masséna, ayant pour généraux de brigade les généraux Rampon, Leclerc, Lemonnier et Brune, était composée des 18e, 25e, 32e et 75e de ligne, de la 18e légère, du 1er régiment de cavalerie et du 15e de dragons; de deux compagnies de gendarmes à pied, et

(1) Pour l'intelligence des plans de Rivoli et de la Favorite, nous croyons devoir donner ici, sous le titre de VARIANTES, deux relations de ces batailles rédigées sous la direction de Napoléon, et dont il a abrégé le récit dans ces Mémoires.

d'un bataillon des Côtes-du-Nord. Le quartier-général était à Vérone.

Celle du général Joubert était composée des 14e, 33e, 39e et 85e de ligne, des 4e, 17e, 22e et 29e légère, et du 22e régiment de chasseurs à cheval. Les généraux de brigade Vial et Leblay étaient attachés à cette division, dont le quartier-général était à Rivoli.

Celle du général Augereau, qui avait sous ses ordres les généraux de brigade Walter, Verdier, Guieu, Point et Bon, était composée des 4e, 40e, 50e et 57e de ligne, de la 5e légère; du 5e régiment de cavalerie, du 9e de dragons, et des 1er et 7e de hussards; le quartier-général était à Ronco.

Le général Serrurier était chargé du siège de Mantoue; il avait sous ses ordres les généraux de brigade Dumas, d'Allemagne, Miollis, Beaumont et Victor. Sa division se composait des 5e, 6e, 11e, 12e, 64e et 69e de ligne; des 5e et 20e régiments de dragons, et des 10e, 24e et 25e de chasseurs à cheval.

Enfin, le général Rey, qui avait sous ses ordres les généraux de brigade Murat, Guillaume et Baraguay-d'Hilliers, commandait une division composée de la 58e de ligne, des 11e et 12e légères, et du 8e régiment de dragons. Le quartier-général était à Dezenzano.

Napoléon, s'étant assuré que l'ennemi n'avait devant Vérone qu'un corps de 2,000 hommes, et que la majeure partie de la colonne de Bassano avait filé vers le haut Adige, reçut, dans la journée du 13 janvier (24 nivose), un courrier du général Joubert, qui lui confirma le véritable dessein de l'ennemi. Ce général lui

annonçait qu'un corps de 25,000 hommes se portait sur lui; qu'une partie l'attaquait de front, tandis qu'une colonne de 5 à 6,000 hommes tournait sa position par les revers du Monte-Baldo; que la cavalerie avec le reste de l'infanterie descendait la vallée de l'Adige; et que, d'après tous ces mouvements, il avait cru devoir se retirer et concentrer toutes ses forces sur le plateau de Rivoli, où il combattrait, en attendant de nouveaux ordres.

Napoléon, qui avait prévu ce cas et y avait déja pourvu par un premier mouvement, qui rapprochait ses troupes de Vérone, fit partir pour Rivoli, dans la nuit, les 18e, 32e et 75e demi-brigades, et deux escadrons de la division du général Masséna, laissant à Vérone la 25e demi-brigade et un régiment de cavalerie, avec ordre de tenir dans cette place jusqu'à son retour. La 18e fut dirigée par Garda, pour éclairer le flanc gauche de la marche, et s'assurer de ce point, où pouvaient débarquer les troupes du général Murat, qui formaient la garnison de Salo, si ses moyens et les circonstances lui permettaient de faire ce mouvement. Les autres troupes du général Rey eurent ordre de se porter en réserve devant Castelnovo, le 14 janvier (25 nivose), à la pointe du jour. Enfin, la réserve du général Dugua fut mise à la disposition du général Augereau, et celle du blocus de Mantoue, sous les ordres du général Victor, fut placée à Villa-Franca, pour l'y remplacer.

Le général Augereau fut prévenu de toutes ces dispositions, et eut ordre d'attaquer l'ennemi, s'il s'affaiblissait devant lui.

Depuis le 8 janvier (19 nivose), le général Provéra était resté dans la position de Bevilacqua, sans faire aucune apparence de mouvement.

Napoléon, ayant ainsi pourvu à tout, se rendit lui-même à Rivoli, où il arriva, le 14 janvier (25 nivose), à deux heures du matin.

POSITION AVANT LA BATAILLE.

La division du général Joubert, réunie sur le plateau de Rivoli. Celle du général Masséna, venant de Vérone, débou-

Il trouva la division Joubert réunie sur le plateau de Rivoli, occupant Zoanne-Montagna, et gardant les retranchements du défilé important de Torte, sur la route d'Incanale, retranchements désignés sous le nom d'*ouvrages du plateau*. Cette division avait des avant-postes à Montalto, à Belle-Barbe, à Bettinelli et à la Fontana, sur le mont San-Marco; la redoute du mont Castello, la montagne de la Rocca et le fort de la Chiusa, sur la route *Postale*, étaient aussi gardés par de l'infanterie.

Le plateau de Rivoli est au centre d'un demi-cercle, d'une lieue à peu près de rayon, formé par le cours du Tasso, torrent qui coule des hauteurs de la Corona, en passant par Pazzone, Saint-Martin de Lubiara et Caprino. Un autre torrent, se dirigeant de Lumini vers Pezzena, vient, de l'extrémité sud-ouest du Monte-Baldo, se joindre au premier au-dessus de Boi.

La forme demi-circulaire du cours du Tasso, commence à Lubiara, et se continue de Pezzena vers Costermaun, Affi et Orza, d'où il s'écoule par Cavagione, pour se jeter dans l'Adige, vers la Sega.

La route du Tyrol, que l'on appelle route Impériale ou *Strada cavallare*, va assez directement de la Sega à Rivoli, et de là à Saint-Martin de Lubiara, à Pazzone et à la Ferrara. Cette route forme, à Lubiara, un défilé étroit et difficile, resserrée entre les pentes du mont San-Marco et du Monte-Baldo; elle traverse, dans un ravin profond, les hauteurs qui s'élèvent, comme les gradins d'un amphithéâtre circulaire, pour former le plateau élevé de Rivoli. La route de Brentino, par Incanale,

s'embranche à Rivoli avec la précédente, et remonte la vallée de l'Adige, sur la rive droite.

L'ennemi, avec vingt-quatre compagnies d'infanterie légère et treize bataillons, occupait les bords du Tasso, entre Caprino et Lubiara, et, de là, s'élevait sur le flanc du mont San-Marco. Les avant-postes s'étendaient jusque sur les premiers gradins de l'amphithéâtre de Rivoli, à Trombalora, Zoro, Serpello, et à la chapelle San-Marco.

La colonne du général Lusignan bivouaquait à Lumini. Treize bataillons et treize escadrons s'avançaient dans la vallée de l'Adige. Une partie de la colonne de Bassano, qui s'était montrée devant Vérone, le 12 janvier (23 nivose), arrivait à Dolce, et le général Alvinzi établissait son quartier-général en cet endroit, où arrivait aussi son parc d'artillerie.

plateau de Rivoli, en présence d'un ennemi de beaucoup supérieur en nombre, ordonne, en attendant l'arrivée des renforts qu'il faisait venir, d'attaquer et de reprendre toutes ces positions occupées par les avant-postes autrichiens.

Le général Vial, à la tête de l'infanterie légère, s'avance sur le mont San-Marco; le général Joubert le soutient avec la 33e de ligne.

La 29e légère et la 85e de ligne sont envoyées sur la gauche, pour chasser l'ennemi des hauteurs de Trombalora et de Zoro; la 14e de ligne a ordre de l'attaquer au centre, sur celles de Rovina.

L'attaque de la droite a du succès; mais l'ennemi se portant en force et avec fureur sur la gauche, fait plier la 29e et la 85e, et reprend Trombalora. La 14e, prise en flanc, fait un mouvement de conver-

sion à gauche, et se maintient avec un courage admirable. La droite est obligée de se replier, pour n'être pas enveloppée.

Cette attaque eut lieu avant le jour, et ne causa pas peu de surprise à l'ennemi, qui ne s'attendait qu'à une défensive opiniâtre. Le général Vial, à la tête de l'infanterie légère, s'avança sur le mont San-Marco, en dépassant Lubiara, et prolongeant la droite sur le flanc de cette montagne. Le général Joubert, avec la 33e de ligne, soutenait cette attaque à la hauteur de Lubiara.

La 29e légère et la 85e furent placées à la gauche, sur les hauteurs de Trombalora et de

SECOND MOUVEMENT.

Le général Masséna arrive avec la 32e de ligne. Napoléon, qui s'est porté à la gauche, où le danger était pressant, lui ordonne d'attaquer de nouveau Trombalora. La 29e et la 85e se rallient à la 32e; la position est enlevée une seconde fois. Pendant ce temps le reste de la division du général Masséna s'établit sur le plateau de Rivoli. Le général Rey, à la tête de la 58e, paraît sur le champ de bataille à Orza.

Napoléon, qui se trouvait alors au centre, y laissa le général Berthier, et se porta à la gauche, où le danger paraissait imminent. Le général Masséna arrivait avec la 32e. Il lui ordonna d'attaquer de nouveau l'ennemi à Trombalora. Les 29e et 85e se rallièrent, et les positions furent reprises.

Cependant la droite, qui avait vu l'échec de la gauche, se repliait, pour ne pas s'exposer à en être séparée, et était vivement poussée dans ce mouvement.

L'ennemi dirigea surtout ses efforts contre

la 14e, qui défendait l'unique défilé par lequel pussent revenir les troupes de la droite.

Le général Berthier employant avec énergie la valeur de ces braves, ils furent inébranlables. Le bataillon qui avait attaqué San-Martino de Lubiara, se retirait de maisons en maisons, à la faveur des haies. La 33e prenait une position plus resserrée en arrière de la précédente, toujours appuyée à la 14e et aux hauteurs de San-Marco.

Quatre pièces de canon avaient été mises en batterie en avant de la 14e, qui s'était formée en carré, et qu'attaquaient de toutes parts 10 ou 12,000 hommes; ces pièces couraient un grand danger: leurs canonniers et leurs chevaux étaient tués, et elles se trouvaient hors d'état de servir. Les Autrichiens, voulant à tout prix s'en emparer, lancèrent

avait sous ses ordres le général Baraguay-d'Hilliers, se portait, par les hauteurs qui bordent le Tasso, de la Séga vers Cavagione et Orza, et y attendait l'ordre d'attaquer.

Le corps du général Lusignan était descendu de Lumini par les *speroni*, avait défilé par Pezzena, et marchait le long du Tasso, s'éclairant vers Costerman par un détachement assez considérable.

TROISIÈME MOUVEMENT.

L'infanterie autrichienne, placée à Dolce, dans la vallée de l'Adige, s'avance sous les ordres du général en chef Alvinzi, et protégée par une artillerie nombreuse établie à Sommano.

Cette infanterie attaque les ouvrages du plateau, et, après des efforts extraordinaires, parvient à s'en emparer.

Aussitôt la cavalerie autrichienne, qui était en colonne sur la route d'Incanale, s'avance avec rapidité, menaçant de tourner la droite et le centre de l'armée française.

Dans ce mouvement le général Joubert s'élance de Lubiara, à la tête de l'infanterie légère; il fond sur les Autrichiens, tandis que le général Leclerc, conduisant la cavalerie du général Masséna, charge en tête et sur les deux flancs la cavalerie ennemie. Ces attaques combinées ont un plein succès. L'infanterie autrichienne est renversée dans le vallon de l'Adige. La cavalerie fuit en désordre; l'ennemi perd 2,000 *hommes, tués ou faits prisonniers.*

L'infanterie que le général Alvinzi avait laissée dans la vallée de l'Adige, s'avançait sur les bords de cette rivière, protégée par une artillerie nombreuse placée à Sommano. Ce général en avait tiré quatre bataillons, pour pousser avec plus de vigueur l'attaque du centre, et il fit attaquer, avec les neuf autres qui lui restaient, les ouvrages du plateau, qui consistaient en une ligne à l'extrême droite et deux ouvrages détachés sur la gauche, qui en battaient le front, tandis que la cavalerie marchait en colonne sur la route d'Incanale, n'attendant pour déboucher que le succès de l'infanterie.

Après des efforts incroyables, cette infanterie parvint enfin à s'emparer des ouvrages du plateau. Déja elle commençait à se former; déja la cavalerie, s'avançant avec rapidité, menaçait de tourner la droite et le centre, lorsque le général Joubert, amenant l'infanterie légère qui avait défilé à Lubiara, en disposa une partie à l'extrémité du mont San-Marco, fit un feu plongeant sur cette cavalerie, et fondit, à la tête de l'autre, sur l'infanterie, tandis que le général Berthier et le général Leclerc conduisaient la cavalerie de la division Masséna en tête et sur les deux flancs de la cavalerie ennemie.

Les charges à la fois bien concertées et audacieusement exécutées, eurent tout le succès qu'on pouvait en attendre. L'infanterie autrichienne fut renversée dans le vallon de l'Adige; le désordre se mit dans la colonne de cavalerie; et tout ce qui était monté sur le plateau, au nombre d'environ 2,000 hommes, fut tué ou fait prisonnier.

Pendant que cela se passait, la colonne du général Lusignan était parvenue de Pezzena aux monts Brunissi, par le Fenilone; le détachement placé à Costerman s'était porté à la Calcina, pour occuper le chemin de Garda; et la première tête de colonne qui s'était montrée sur le mont Braïare avait été repoussée par la 75e, qui était restée en réserve à Rivoli.

Mais la 18e, qui venait de la Rocca di Garda, avait forcé le passage de la Calcina, en rejetant le détachement ennemi qui le gardait sur son corps principal. Elle avait continué sa route sur Rivoli, où elle fut placée à la gauche de

la 75e, faisant face en arrière aux troupes du général Lusignan, qui continuaient à se porter sur les hauteurs de l'amphithéâtre de Rivoli, au mont Pipolo, et coupaient ainsi le chemin de Rivoli à la Séga, croyant enfermer la division Joubert.

L'ordre avait été envoyé au général Rey de s'avancer pour occuper le mont Brayare; mais cet ordre n'était point parvenu. Ce général restait à la hauteur d'Orza, prenant pour des troupes françaises en retraite le corps autrichien qui le séparait de la division Joubert et se disposait seulement à les soutenir.

QUATRIÈME MOUVEMENT.

Le général autrichien

Mais Napoléon, tranquille sur son front et vainqueur à sa droite, ne balance pas à attaquer ces nouveaux arrivés. Il forme trois colonnes des 18e et 75e de ligne, qui étaient en réserve à Rivoli, en donne le commandement aux généraux Mounier et Brune, et les dirige sur le mont Pipolo.

Le général Rey et le général Baraguay-d'Hilliers étaient arrivés plus bas à Orza, conduisant la 58e. Leur position se trouvant sur les derrières du corps de Lusignan, ils ne balancent pas à seconder, par une attaque en queue, celle de front opérée par Napoléon. Les ennemis, surpris et déconcertés, cherchent leur salut dans la fuite ou dans la clémence du vainqueur. La plus grande partie met bas les armes.

Le général Lusignan annonça son arrivée au mont Pipolo par une décharge générale de mousqueterie; mais nos troupes, en

de leurs succès, loin de croire leur retraite coupée, disaient elles-mêmes que ces nouveaux arrivés étaient autant de prisonniers pour elles. Napoléon, tranquille sur le front de la ligne et vainqueur à sa droite, ne balança pas à attaquer l'ennemi qui prétendait l'enfermer par sa gauche. Il fit avancer plusieurs pièces de 12 à la hauteur de Campagna, pour canonner l'ennemi, tandis que, pour le chasser du mont Pipolo, il faisait former trois colonnes d'attaque avec trois bataillons des 18e et 75e, sous les ordres du général Brune et du général Monnier. Attaqué avec vigueur, il fut obligé de céder, laissant une grande quantité de morts; mais il se rallia de nouveau au mont Brunissi, où étaient postées quelques troupes qui n'avaient pas encore combattu.

Le général Rey et le général Baraguay-d'Hil-

A la fin de cette brillante journée où, sur un corps de 25,000 hommes, on avait fait plus de 6,000 prisonniers, avec 16,000 hommes au plus, dont étaient composées la division Joubert, les troupes du général Masséna et celles du général Rey, qui eurent part à la bataille, Napoléon apprit du général Guieu que le général Provéra avait passé l'Adige à Anghiari, dans la nuit du 13 au 14 janvier (24 au 25 nivose); prévoyant que ce général avait pu marcher sur Mantoue ou sur Vérone, il prit sur-le-champ le parti de ramener les troupes victorieuses du général Masséna, pour prévenir la marche de l'ennemi dans l'un ou l'autre cas. Il était naturel de penser surtout que la nombreuse garnison de Mantoue ayant connaissance d'un secours ou d'une bataille qui se donnait sur l'Adige, puisqu'elle pouvait entendre le canon, tenterait une sortie, qui favoriserait l'arrivée du secours ou parviendrait à faire lever le blocus. Napoléon se mit donc en mesure d'arriver à Montoue, avec les troupes du général Masséna et les réserves qui se trouvaient à Valeggio et à Villa-Franca, afin d'y battre séparément la garnison et le corps du général Provéra.

Avant de partir lui-même pour Castelnovo, il voulut cependant rendre la victoire plus utile sur le point où il se trouvait; et il ordonna au général Joubert de poursuivre ses succès, en profitant de la terreur qu'avaient dû imprimer à l'armée autrichienne les pertes qu'elle venait de faire. Il lui laissa, pour le seconder dans cette attaque, la 58^{e}, qui n'avait fait que paraître le soir de la bataille.

MOUVEMENTS APRÈS LA BATAILLE

Napoléon, apprenant qu'un corps ennemi menace le blocus de Mantoue, marche sur ce point incontinent après la bataille de Rivoli, et emmène avec lui la division du général Masséna. Il ordonne en partant, aux généraux Joubert et Rey, de poursuivre les Autrichiens. Ceux-ci avaient un défilé unique à passer à la Ferrara. Le général Joubert détache le général Deveaux, à la tête de 1,200 *hommes, pour les y couper; puis il pousse l'ennemi à Pazzone, au monte Magnone et à ceux de la Corona et de San-Martino. L'ennemi est culbuté partout. Se voyant gagné de vitesse au défilé de la Ferrara, il se précipite en désordre des hauteurs presque verticales de la Corona. On en fait un carnage horrible.*

L'ennemi n'avait qu'un défilé à passer à la Ferrara, et on pouvait y arrêter ses colonnes. Le général Joubert envoya, sous les ordres de l'adjudant-général Deveaux, une colonne de 1,000 à 1,200 hommes qui, passant par Lumini, devait descendre de la crête du Monte-Baldo, par Pezzo-di-Laguna et la vallée de Naole, et arriver avec rapidité à la Ferrara; il fit ensuite pousser l'ennemi sur le monte Magnone et sur celui de la Corona, par le général Vial, attaqua lui-même en front à Pazzone, et fit avancer le général Baraguay-d'Hilliers, à la tête de deux bataillons, sur les hauteurs de San-Martino. Malgré le feu d'une artillerie foudroyante, la ligne ennemie de 8 à 10,000 hommes ne put résister à ces colonnes, mues avec autant d'audace que de rapidité; et se voyant gagnée de vitesse au défilé, elle se précipita en désordre des hauteurs presque verticales de la Corona. Il y eut alors un carnage horrible. L'escalier de la Madona, par lequel un grand nombre de fantassins et de cavaliers tenta de se sauver, ne servit qu'à les précipiter dans un gouffre. On prit encore à l'ennemi 7,000 hommes et neuf pièces de canon.

POSITION APRÈS LA BATAILLE.

Toutes les troupes, aux ordres des généraux Joubert, Vial, Rey et Baraguay-d'Hilliers, prennent position à la Corona et à la Ferrara.

Tout ce qui était dans la vallée de l'Adige se retira en désordre, et la division Joubert reprit ses positions de la Corona et de la Ferrara, en attendant les nouvelles dispositions que les succès de Napoléon, vers le bas Adige, lui permettraient de prendre.

Nous n'avons point voulu séparer ce qui s'est passé le 15 janvier (26 nivose) près de Rivoli, de la bataille du 14 janvier (25 nivose), parce que ce dernier combat fut une suite nécessaire du premier. Pendant l'été, cela se fût passé dans la même journée; et l'on doit observer que l'on était alors aux jours les plus courts.

II^e^ DU MÊME VOLUME.

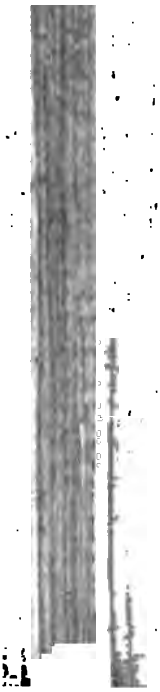
(Cette relation de la bataille de la Favorite peut se placer au § IX, p. 381, tome 1^er^, *guerre d'Italie*, III^e^ *des Mémoires, etc.*)

BATAILLE DE LA FAVORITE.

Nous allons reprendre à présent la relation au moment du passage de l'Adige par le général Provera.

Ce fut le 13 janvier (24 nivose), à onze heures du soir, que le général Provera, à la tête de 12 à 13,000 hommes, jeta brusquement un pont à Anghiari, à une lieue au-dessus de Porto-Legnago, sous la protection de vingt-neuf pièces d'artillerie. Il avait envoyé environ 1,500 hommes vers Castelbaldo et La Badia, pour y attirer l'attention du général Augereau. Quelques troupes qui avaient osé passer l'Adige de ce côté, furent battues, prises ou noyées par le chef de bataillon Estève et un bataillon de la 5^e^ légère.

Le général Guieu, réunissant un bataillon qu'il avait à Ronco à celui qui était posté à Anghiari, tenta un effort pour disputer le passage à l'ennemi, et parvint même à lui faire



La lign
pée. Le g
étant tout
Il avait e
dans la jo
mais la col
arrivée à P
se détermi
ennemie et
à son pont
brûler, et

Il dispos
ordres du g
néral Duph
entre l'Adig
Fossa-Nuova
rivière, à u
tres. L'enn
de là à Cér
milieu desq
demi-lieue
levée qui l

joindre la colonne du général Provera; mais ces troupes, qui marchaient avec trop de confiance, surprises et arrêtées par la colonne du général Point, furent obligées de se rendre. Près de 2,000 hommes et quinze pièces de canon restèrent en notre pouvoir.

Le général Augereau brûla le pont, et se prépara à poursuivre la colonne du général Provera, en mettant en mouvement toutes les troupes de sa division, avec lesquelles il avait rétabli ses communications.

Il laissa seulement une garnison à Porto-Legnago, pour s'y défendre contre les troupes du général d'Hohenzollern, restées sur la rive gauche de l'Adige.

Cependant le général Victor, à la tête de deux bataillons de la 57e et des 18e, 32e et 75e du général Masséna, se rendait à Villa-Franca.

Napoléon avait appris du général Serrurier, à Castelnovo, dans la nuit du 14 au 15 janvier (25 au 26 nivose), que la colonne du général Provera marchait vers Castellaro, sur la route de Mantoue. Il n'avait point reçu de nouvelles du général Augereau, et en avait conclu que ce général était resté du côté de Porto-Legnago, mais qu'il harcelait l'ennemi continuellement sur son flanc gauche, et arriverait peut-être avant lui à Castellaro.

Il ordonna aux troupes qui se réunissaient à Villafranca, à la cavalerie du général Leclerc et à la réserve du général Dugua, qui étaient à Bussolengo et à Castelnovo, de se porter à Roverbella. Il fit dire au général Serrurier de jeter des vivres dans Saint-Georges, pour quarante-huit heures, et de s'y maintenir avec les-

meté. Il ordonna au général Augereau et au général Guieu de suivre l'ennemi sur ses deux flancs, pour que rien ne pût échapper de la colonne ennemie, et se rendit à Roverbella, sans prendre un instant de repos.

Avant d'aller plus loin, il est bon de faire connaître la situation des troupes françaises autour de Mantoue, qui était le but des efforts de l'ennemi, et allait être le théâtre d'événements dont le résultat devait être très-important. La garnison de Mantoue était resserrée dans cette place, sur la rive droite du Mincio. Elle occupait de ce côté les ouvrages de la porte Pradella, du Thé et de Migliaretto, et seulement la citadelle, sur la rive gauche, au nord de la place, avec laquelle cette citadelle ne communique que par un pont de sept cents mètres de longueur, jeté sur les lacs formés

somma le général Miollis de se rendre. Ce général lui répondit qu'il se battait et ne se rendait pas. A une seconde sommation il répondit par des coups de canon, ce qui obligea le général Provera à se porter vers la citadelle. Il traversa à cet effet dans la soirée la Fossa-Mana, qui coule entre les deux routes de Vérone et de Legnago, et s'approcha du chemin de la Favorite.

Le général Augereau ayant réuni les troupes du général Lannes et du général Point, leur faisait suivre la queue de la colonne du général Provera, tandis qu'il avait dirigé celles des généraux Guieu et Bon sur son flanc droit, par Due-Castelli.

La 32e, commandée par le général Rampon, était dirigée sur ce même point par Napoléon. La réserve du général Dugua, composée du 3e de dragons et du 10e de chasseurs, s'établissait à la Favorite, ainsi que la 18e, la 57e et le 25e de chasseurs, commandés par le général Victor. Le général Leclerc eut ordre d'aller, avec sa cavalerie et le 8e de dragons, à Castellaro, et de longer la Molinella, pour tourner le flanc gauche de l'ennemi. Enfin le général Serrurier eut ordre de tenir un corps de 1,500 hommes prêt à combattre la garnison de Mantoue, si elle cherchait à sortir de la citadelle pour se réunir au général Provera. En effet, le 16 janvier (27 nivose), à six heures du matin, le général Wurmser, qui commandait la place, avait fait sortir une colonne assez forte, qui tenta vainement de se rendre maîtresse de la Favorite et de Saint-Antoine. Le général Serrurier l'ayant fait attaquer dans sa marche, le

contint de ce côté, tandis que les troupes du général Victor et du général Dugua, réunies à celles des généraux Guieu et Bon, tenaient en échec, à la Favorite, la colonne du général Provera, qui, dans cette position, ne pouvait encore se lier à Wurmser. Ce fut alors, sur les dix heures du matin, que le général Miollis fit une sortie de Saint-Georges, sur le flanc gauche du général Provera, en même temps que le général Victor l'attaquait en tête et le général Lannes en queue. Une grande partie de sa colonne mit spontanément bas les armes; et le général lui-même, voyant qu'il était désormais inutile de prolonger un combat sans espoir de succès, se vit obligé de se rendre, sous la seule réserve que les officiers conserveraient leurs armes et leurs chevaux.

Le général Wurmser combattit avec la plus grande opiniâtreté à Saint-Antoine; mais n'ayant pu se rendre maître de la Favorite, et voyant la colonne du général Provera entourée et prisonnière, il fut contraint de rentrer dans Mantoue, après avoir perdu 400 hommes faits prisonniers et beaucoup de morts.

La colonne du général Provera était forte de 6,000 hommes d'infanterie, 700 cavaliers, vingt-deux pièces de canon avec une très-grande quantité de caissons et de munitions de guerre et de bouche. La troupe brillante des volontaires de Vienne, composée de jeunes gens des familles les plus distinguées, et dont les drapeaux avaient été brodés par l'impératrice, en faisait partie.

Le résultat des batailles de Rivoli et de la Favorite, et des divers combats qui signalèrent

ces journées à jamais célèbres, fut pour l'ennemi la perte de 22,000 prisonniers, de 3,000 hommes tués, et de quarante-six pièces de canon avec leurs munitions, c'est-à-dire la destruction presque totale de la quatrième armée autrichienne.

Après cette bataille, la division du général Masséna resta, pendant plusieurs jours, à Vérone et aux environs. La division du général Augereau prit position, sa droite appuyée à Anghiari, son centre à Legnago, et sa gauche à Vérone, pour garder la rive droite de l'Adige.

La division du général Joubert appuya sa droite à l'Adige, en avant de Rivoli; son centre fut placé dans la vallée de Caprino, et sa gauche au lac de Garda.

La droite de la division du général Rey se porta à Sermione et à Peschiera; son centre à Desenzano, Lonato et Salo; et sa gauche à Brescia.

La division du général Serrurier continua de bloquer Mantoue; et la division de la colonne mobile, aux ordres du général Victor, s'établit à Bologne et dans les villages environnant cette ville.

Le grand quartier-général ne quitta pas Vérone.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Quatrième Section.

Instruction de ***NAPOLÉON*** *pour la publication de ses Mémoires sur la guerre d'Italie.*

A MONTHOLON.

Je vous envoie ma correspondance. Je vous prie de mettre à l'encre ce que j'ai mis au crayon, soit les notes, soit le n° du chapitre auquel devra aller chaque lettre;

2° De faire un petit livret de dix-huit feuilles, chacune de quatre pages, ce qui fait soixante-douze pages; ces feuilles seront affectées:

1re	Feuille,	au	5e	chapitre. Montenotte.
2e	„	au	6e	„ Lodi.
3e	„	au	7e	„ Pavie.
4e	„	au	8e	„ Livourne.

5e	Feuille,	au	9e	chapitre.	Castiglione.
6e	„	au	10e	„	Opérations de la Brenta.
7e	„	au	11e	„	Opérat. des armées du Rhin.
8e	„	au	12e	„	Arcole.
9e	„	au	13e	„	Rivoli.
10e	„	au	14e	„	Tolentino.
11e	„	au	15e	„	Corse.
12e	„	au	16e	„	Tagliamento.
13e	„	au	17e	„	Léoben.
14e	„	au	18e	„	Venise.
15e	„	au	19e	„	Montebello.
16e	„	au	20e	„	18 Fructidor.
17e	„	au	21e	„	Campo-Formio.
18e	„	au	22e	„	Paris.

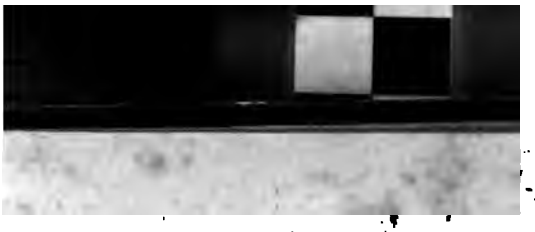
Chaque feuille doit contenir le n° de la page du chapitre où se trouve la lettre qui le concerne. Il y a de ces chapitres qui auront des lettres dans tous les volumes. Presque tous en auront dans plusieurs volumes. Vous savez que la correspondance d'Italie est de quatre volumes, de sorte que ce petit livret soit suffisant pour que l'on puisse imprimer la correspondance divisée en dix-huit chapitres.

Les lettres qu'il est inutile de placer, je les ai biffées. Numérotez chaque lettre par chapitre et par date, en faisant de chaque chapitre quatre classes:

1° Celles de moi;
2° Celles du directoire;
3° Celles militaires;
4° Celles diplomatiques.

En ayant soin qu'elles se cadrent et se répondent, c'est-à-dire que vous dérogerez à cet ordre, lorsqu'il le faudra. Pour cela, il faudra laisser une demi-marge pour les corrections à faire à ces lettres ou explications à donner qui devront être imprimées.

Outre les lettres de la correspondance, il faut joindre les lettres qui sont imprimées par chapitre et qui sont dans le *Moniteur*, relatives à l'affaire de l'armée d'Italie. Il faudra, avant mes lettres, mettre les pièces officielles, comme proclamations, capitulations, ordres du jour, traités de paix; après, mes rapports imprimés; après, mes lettres tirées de la correspondance; par ce moyen, cet ouvrage fera six bons volumes, dont deux de notre texte, et le reste à l'appui; cela contiendra toutes ces deux campagnes.



BATAILLE DE MONTENOTTE.

(CHAP. V.)

Lettres du Directoire,

Au général Bonaparte.

Paris, le 16 ventose an IV (6 mars 1796).

Le directoire exécutif vous adresse ci-joint, citoyen général, une expédition des instructions qu'il a rédigées, pour la conduite de la campagne prochaine en Italie: il croit devoir y ajouter l'autorisation qu'il vous donne par la présente, de vous emparer de la forteresse de Savone, dans le cas où les circonstances rendraient cette mesure utile pour la sûreté de l'armée française; et il vous recommande d'user, dans ce cas, envers la république de Gênes, de tous les ménagements qu'exige notre situation politique vis-à-vis d'elle.

LETOURNEUR, président.

Instructions pour le général en chef de l'armée d'Italie.

La république française a deux ennemis principaux à combattre du côté de l'Italie, les Piémontais et les Autrichiens: ces derniers, quoique moins nombreux, sont redoutables, tant par leur haine pour la France,

leurs ressources de tous genres infiniment plus fortes que par leurs liaisons plus intimes avec nos ennemis naturels, les Anglais, et surtout par l'empire que leurs possessions, en Italie, leur permettent d'exercer sur la cour de Turin, qui se voit obligée de se prêter à toutes leurs demandes, et même à leurs caprices. Il résulte de cette situation de choses, que l'intérêt le plus immédiat du gouvernement français doit être de diriger ses principaux efforts contre l'armée et les possessions autrichiennes en Lombardie.

Il est facile de sentir, en effet, que tout mouvement militaire contre les Piémontais et sur leur territoire devient, en quelque manière, indifférent aux Autrichiens, qui, comme on l'a vu dans la campagne précédente, semblent s'inquiéter fort peu des désastres de leurs alliés, et qui, dans les moments de danger, loin de chercher à les protéger efficacement, s'en séparent sur-le-champ, et ne s'occupent qu'à couvrir le pays qui leur appartient, et qui leur fournit abondamment les ressources dont ils ont besoin.

Tels grands qu'aient été jusqu'ici nos succès en Italie, nous ne sommes pas assez avancés encore dans ce pays, pour soustraire le Piémont au joug que lui impose l'armée autrichienne, toujours restée maîtresse de son sort, par les positions qu'elle a prises.

Quand on considère les véritables intérêts de la cour de Turin, on les trouve, en quelque sorte, essentiellement liés aux nôtres; et il n'existe plus aucun doute sur le désir que doit avoir cette cour, de voir expulser entièrement l'ambitieux autrichien hors de

l'Italie, et d'obtenir le Milanais (1) en dédommagement des pays réunis irrévocablement à la France, par le premier article de sa constitution républicaine.

Cette conjoncture, dont la vraisemblance n'a pas besoin d'être appuyée des raisonnements que le sujet suggère lui-même, semble faire naître la question suivante :

Pourquoi, lorsqu'il est de l'intérêt des Piémontais de s'unir aux Français pour chasser les Allemands de l'Italie, la cour de Turin ne s'empresse-t-elle pas de joindre ses armes à celles de la république, pour parvenir le plus promptement possible à ce but, à la fois profitable et glorieux (2) ?

La solution de cette question doit contribuer à nous éclairer sur notre position politique vis-à-vis de l'Italie, ainsi que sur la meilleure marche à suivre pour y vaincre nos ennemis, et plus particuliérement les satellites de l'Autriche. Placé entre les pays soumis à cette dernière et la république française, le Piémont est forcé de jouer un rôle dans la guerre actuelle; et s'il eût voulu rester dans un état de neutralité, il aurait souffert tous les maux de la guerre, sans jouir d'une prérogative précieuse, pour un état plus faible que ses voisins, c'est-à-dire du respect que les troupes qu'il peut joindre à celles de l'une des parties belligérantes, et le danger d'une défection de leur part, pour

---

(1) Le premier intérêt de la cour de Turin était d'étouffer les idées révolutionnaires, et de s'opposer aux succès des Français républicains.

(*Cette note et les suivantes sont de la main de Napoléon.*)

(2) Pour ne pas être guillotinés.

passer du côté de l'ennemi, lui assurent nécessairement: ce qui lui garantit qu'il éprouvera le moins de vexations possibles, au moins de la puissance à laquelle il s'allie.

Sans rejeter absolument l'idée que le roi de Sardaigne a pu être entraîné par des considérations de famille, dans la coalition contre la France, il est vrai de dire que notre position, au commencement de la guerre actuelle, et la nécessité dans laquelle nous nous trouvions de nous emparer de la Savoie et du comté de Nice, tant pour attaquer les Autrichiens avec plus d'avantage, que pour réunir ces pays à la France, et garantir sa frontière dans cette partie, ont, en quelque façon, forcé la cour de Turin à embrasser le parti de nos ennemis, pour s'opposer à nos efforts; mais depuis nos succès de frimaire, l'espoir de prendre un dédommagement sur les possessions autrichiennes dans l'Italie, en se réunissant à nous, eût sans doute fait changer la cour de Turin, si la France, à peine sortie des orages révolutionnaires, eût pu lui offrir les subsides que l'Angleterre et l'Autriche lui assurent.

Certain que la France ne lui accorderait point une paix qui placerait le Piémont dans un état de neutralité, lequel, dans l'hypothèse d'un succès de la part des Autrichiens, deviendrait évidemment nul et même dangereux pour la république (1); le roi sarde, forcé de continuer la guerre, a dû s'assurer des moyens de la faire avec le moins de frais possible, et n'a pu les trouver que dans les subsides et secours de tous gen-

(1) Dans ce cas, le roi de Sardaigne serait encore plus dangereux, s'il avait une armée avec nous.

res que ses alliés actuels pouvaient seuls lui procurer. Le Piémont, écrasé d'impôts, ne peut lui fournir la facilité d'agir d'une manière plus indépendante et plus analogue aux vues qu'il est naturel de lui supposer sur le Milanais: aussi doit-on conclure de cet état de choses, que la cour de Turin ne consentira sincèrement à une alliance défensive et offensive avec nous, que lorsque nous pourrons lui fournir les mêmes secours qu'elle reçoit de ses alliés actuels (1).

La république se trouvant donc hors d'état de lui fournir ces secours, ne doit compter sur une alliance de ce genre que lorsque le Piémont sera forcé par la déroute des Autrichiens, ou la présence de nos armées sur son territoire, à tourner ses armes contre nos ennemis communs.

Si les circonstances amènent cet événement heureux, on doit s'attendre que les Piémontais, en obtenant même l'objet de leurs désirs, et un dédommagement considérable (le Milanais, etc.), l'achèteront par tous les sacrifices qu'un état déja épuisé peut encore soutenir; car ils auront non-seulement à pourvoir leur armée de tout ce dont elle aura besoin; mais celles de la république devront être principalement alimentées et soutenues par eux. Et, si la position des choses nous force d'agir, dans ce pays, comme en pays conquis, nous y ferions, il est vrai, le moins de mal possible; mais nous en ferions beaucoup, puisqu'il serait indispensable d'assurer notre marche par la possession provisoire, et jusqu'à la paix, des prin-

(1) Lorsqu'elle y sera contrainte par une nécessité.

cipales places du Piémont qui sont situées de notre côté, et dont la démolition nous garantit, pour l'avenir, une paix et une alliance solides avec la cour de Sardaigne. Il résulte de ce qu'il vient d'être dit, que l'attaque unique du Piémont ne remplirait pas le but que le directoire exécutif doit se proposer; celui de chasser les Autrichiens de l'Italie, et d'amener, le plus tôt possible, une paix glorieuse et durable. Loin de terminer la guerre, ce serait la prolonger, puisque les Autrichiens restant intacts, n'auraient aucune raison de la finir, et que l'Angleterre pouvant toujours transmettre des subsides à l'armée piémontaise, les choses demeureraient à peu près sur le même pied où elles étaient à la fin de la campagne dernière (1).

L'attaque suivie et unique du Piémont offrant d'ailleurs des obstacles majeurs, par le nombre de siéges

Les premières opérations militaires que ce système commande, se trouvent resserrées dans un cercle étroit, et exigent peu de développements. Le directoire doit se borner à les indiquer, et les détails d'exécution appartiendront au général en chef, en qui il place sa confiance. Ils seront soumis au directoire, autant que le temps et les circonstances permettront de le faire, et dans les cas extraordinaires où son avis deviendra absolument nécessaire pour déterminer les mouvements militaires d'une importance majeure, et qui n'auraient point été prévus. Tout nous commande de chercher, par tous les moyens qui sont en notre pouvoir, de faire repasser le Pô aux ennemis, et de porter nos plus grands efforts dans la direction du Milanais. Cette opération essentielle paraît ne pouvoir avoir lieu, sans qu'au préalable l'armée française s'empare de Céva.

Le directoire laisse au général en chef la liberté de commencer les opérations par l'attaque des ennemis sur ce point; et soit qu'il obtienne sur eux une victoire complète, soit qu'ils se retirent vers Turin, le directoire l'autorise à les suivre, à les combattre de nouveau, et même à bombarder cette capitale, si les circonstances le rendent nécessaire.

Après s'être rendu maître de Céva, et avoir rapproché la gauche de l'armée d'Italie de Coni, afin de menacer et de contenir la garnison de cette place, le général en chef pourvoira, le plus tôt possible, aux besoins de l'armée, au moyen des ressources que lui offrira le Piémont. Il dirigera ensuite ses forces vers le Milanais, et principalement contre les Autrichiens; il rejettera les ennemis au-delà du Pô, s'occupera des

moyens de passer ce fleuve, et cherchera à s'assurer des places d'Asti et de Valence (1).

Le général en chef ne doit pas perdre de vue que c'est aux Autrichiens qu'il importe de nuire principalement, et qu'une des mesures capables de déterminer l'Italie à la paix, est de l'intimider, en avançant, le plus qu'il sera possible, sur la droite et vers Tortone, dont la mauvaise situation fait croire au directoire qu'il deviendra facile de s'en emparer (2).

Ce mouvement essentiel des troupes vers notre droite, que le général en chef ne pourra probablement faire qu'après la prise de Céva, et avoir remporté une victoire éclatante sur les Piémontais, nous mettra en situation d'en imposer à la république génoise, et facilitera à l'agent français que le gouvernement maintient à Gênes, des négociations qui pourraient

mettre à même d'exiger. L'entrée de l'armée républicaine en Piémont doit être uniquement considérée comme une disposition préliminaire, qui nous met en situation d'attaquer les forces autrichiennes avec plus d'avantage; elle ne doit s'y arrêter que le moins possible, et s'avancer ensuite vivement pour combattre ces dernières que la défaite des Piémontais n'aura pu qu'intimider et rendre plus faciles à vaincre (1).

Lors des mouvements que la droite des Français aura à faire vers Alexandrie et Tortone, il deviendra indispensable pour assurer la suite des ses opérations, qu'elle se mette en possession de Gavi, soit que les Génois se prêtent de bonne grace à nous l'accorder pendant la guerre, soit qu'il faille les y contraindre par un appareil menaçant de forces destinées à les y faire consentir (2).

Le directoire persuadé que le général en chef mettra, dans l'exécution de cette mesure particulière, toute la prudence que demandent les circonstances et notre situation politique vis-à-vis de la république génoise, lui abandonne entièrement la conduite de cette affaire délicate, dont sa présence sur les lieux lui fera connaître la nécessité, les difficultés et les avantages.

Par le rejet des principales forces de l'armée ré-

---

(1) S'avancer bien vite pour être cerné et fait prisonnier par les armées piémontaise et autrichienne combinées.

(2) Autre siége, qui nous mettrait en guerre avec la république de Gènes. Quelle bêtise!

partie. Nous intimido
vons la coalition de t
faveur de la cause au

La marche que le
général en chef doit
cipale, et, pour ainsi di
base donnée, à laquell
vements secondaires q
nements le mettront
en un mot, le but v
et toute opération q
doit être absolument

Le directoire ne s
opérations ne peuven
le centre de l'armée
cette brave armée
ne peuvent l'être, s
soit d'abord assuré q
point coupée de l'au

les troupes piémontaises qui sont à Coni, dans l'impuissance de lui nuire et de rien entreprendre (1).

Le directoire doit annoncer ici ses intentions, relativement aux siéges que les événements de la campagne qui va s'ouvrir peuvent mettre dans le cas de faire. Sa résolution est qu'il ne doit être entrepris aucun siége, avant que l'ennemi, qui pourrait l'inquiéter, ne soit totalement en déroute et hors d'état de rien tenter; dans tous les cas, le général en chef doit bien se garder de porter sa grosse artillerie sur un point quelconque où, par un léger succès des ennemis, elle pourrait être compromise. Le directoire insiste particulièrement sur cette précaution essentielle (2).

Quoiqu'il soit de l'intérêt de la France de diriger ses principaux efforts contre les Autrichiens, et d'amener les Piémontais, par nos succès contre les premiers, à une alliance avantageuse pour nous, les Piémontais ne doivent pas être ménagés, tant qu'ils seront nos ennemis.

Le général en chef cherchera donc, par tous les moyens qui sont en son pouvoir, à exciter les mécontents du Piémont, et à les faire éclater contre la cour de Turin, d'une manière générale ou partielle.

Il est inutile de s'appesantir sur l'utilité d'une diversion de cette espèce, et dont les ennemis nous ont

---

(1) Ce n'est pas la garnison de Coni qui peut nuire; c'est toute l'armée piémontaise, toute la nation en armes.

(2) Fort bien! Comment donc? prendre Céva, Tortone, Gavi! Voilà trois siéges, au début, que le gouvernement ordonne! Quelle ineptie!

donné, les premiers, l'exemple: elle peut faciliter l'armée des Alpes, agissant de concert avec la gauche de l'armée d'Italie, la conquête rapide du Piémont, dont la possession, pendant la guerre, nous assurerait, à la paix, des conditions avantageuses.

Telles sont les principales bases du plan de campagne que le directoire a adopté. Il insistera, avant de terminer la présente instruction, sur la nécessité de faire subsister l'armée d'Italie dans et par les pays ennemis, et de lui fournir, au moyen des ressources que lui présenteront les localités, tous les objets dont elle peut avoir besoin.

Le général en chef s'attachera à maintenir une discipline sévère, et à épargner aux habitants toutes les vexations et les désastres que le fleau de la guerre entraine si souvent après lui, et que l'ordre et de bonnes administrations peuvent seuls réprimer.

Il fera lever de fortes contributions, dont la moitié sera versée dans les caisses destinées au service des diverses administrations, et l'autre moitié destinée à payer en numéraire le prêt et la solde de l'armée.

Le directoire exécutif se réservant la faculté de faire la paix, le général en chef n'accordera aucune suspension d'armes (1), et ne ralentira, en aucune manière, ses opérations militaires. Il accueillera toutes les propositions qui pourraient tendre à une pacification, et les fera passer sur-le-champ au directoire.

Le directoire compte sur le patriotisme, le zèle,

(1) Ainsi la suspension d'armes de Chérasco, de Plaisance, de Milan, de Brescia, n'auraient pas eu lieu. Quelle ignorance de la guerre!

l'activité et les talents du général en chef de l'armée d'Italie ; il lui recommande avec confiance l'exécution précise des dispositions que contient la présente instruction, à laquelle le directoire ajoutera, lorsque les événements de la guerre le rendront nécessaire (1).

LETOURNEUR, CARNOT, L.-M. REVEILLÈRE-LÉPAUX, REWBELL.

Instructions du directoire sur ses vues ultérieures, à légard du roi de Sardaigne, et sur les opérations (2).

Paris, 6 floréal an IV (25 avril 1796).

Le directoire exécutif a reçu, citoyen général, par un second courrier, la nouvelle de la victoire de Millesimo. Les témoignages glorieux de la gratitude nationale que le corps législatif vient de donner à la brave armée d'Italie, pour ce succès et celui de Montenotte, qui l'avait préparé, dispensent le directoire de s'étendre sur les éloges qu'elle a mérités : il se borne

---

(1) L'on voit, par cette instruction, que si Napoléon a été vainqueur, c'est en dépit et au mépris des instructions du gouvernement.

(2) Cette lettre est arrivée le 30 avril au quartier-général ; dès le 21 la suspension d'armes était signée.

à féliciter le général aux talents et à l'activité duquel ces victoires sont principalement dues, sur les dispositions qu'il a faites, et sur le succès qui les a couronnées. Il le charge de transmettre aux généraux français qui l'ont si heureusement secondé, et aux braves qui ont vaincu sous leurs ordres, le témoignage de sa satisfaction et de celle de tous les vrais amis de la liberté.

Un gouvernement républicain sait accueillir ceux qui rendent des services essentiels à leur patrie. Il doit encourager les hommes que leurs sentiments patriotiques et l'intrépidité, compagne des soldats français, portent à des actions qui honorent leur pays.

Le directoire vous annonce qu'il s'est empressé d'obtempérer à la demande que vous lui avez faite du grade de général de brigade pour le citoyen Rampon, chef de la 24e demi-brigade. Il lui écrit une lettre de

l'étendue; les instructions qu'il vous a données, les développements qu'il y ajoute par la présente, et que les circonstances lui commandent de vous adresser, vos talents militaires ainsi que la valeur des troupes qui vous obéissent, vous la feront parcourir avec gloire et d'une manière digne de la république pour laquelle vous combattez.

Les instructions que le directoire vous a remises, au moment où il vous a annoncé que vous étiez nommé au commandement en chef de l'armée d'Italie, ont déja posé des bases auxquelles le directoire se réfère. Il tracera aujourd'hui rapidement la conduite que vous avez à tenir dans différentes circonstances où il est naturel de croire que les événements militaires pourront vous placer.

La première hypothèse qu'il convient de former, est celle qui se lie davantage aux espérances que donnent au directoire l'armée d'Italie, et les talents et le zèle du général qui la commande. Tout porte à croire qu'après avoir obtenu un succès à Céva, après vous être emparé de ce fort (1), l'épouvante se répandra dans tout le Piémont; que la cour de Turin sera obligée d'abandonner Coni, Mondovi et ses autres places à leurs propres forces; de rassembler ses troupes pour couvrir Turin, et de chercher, par des efforts que votre activité et les dispositions militaires que vous ferez sauront déjouer, à s'opposer encore à la marche qu'une partie de l'armée d'Italie saurait diriger contre cette capitale. Peut-être aussi le roi sarde, étonné de vos succès, inquiet des mouvements

(1) Il faudrait pour cela un siége et du gros ca

qui pourraient se manifester dans Turin même, renoncera-t-il enfin à la coalition, dans laquelle il s'est laissé lancer pour son malheur. Et il n'est pas sans vraisemblance qu'il vienne à rechercher avec ardeur, dans la circonstance actuelle, une paix qu'il a éloignée avec opiniâtreté, et sur l'obtention de laquelle la générosité française peut seule lui permettre de revenir.

Le directoire exécutif s'est réservé exclusivement la faculté que lui donne la constitution de négocier la paix; mais il croit utile de vous communiquer, citoyen général, quelques-unes des bases sur lesquelles il s'appuiera pour l'établir.

Une alliance offensive et défensive avec le roi sarde est sans doute ce qui serait le plus avantageux à la cour de Turin; elle assurerait à cette dernière, nos

dant que le reste des forces du roi Sarde serait prudemment réduit à un état qui ne nous en donnerait rien à redouter, pendant la suite de cette guerre, dans le cas même d'un revers de notre part, et où les avantages des Autrichiens forceraient de nouveau les Piémontais à se joindre à eux. Si cependant la cour de Turin, engagée par l'espoir de pouvoir faire entrer ses troupes dans le Milanais (dont la France lui garantirait la possession), tournait subitement ses forces contre les soldats de l'Autriche, alors il deviendrait nécessaire d'avoir quelques places intéressantes pour gage de sa fidélité envers nous. Tortone ou Alexandrie, Coni, Suze et le fort d'Exile, devraient répondre de la fidélité du roi sarde à observer l'alliance qui serait conclue avec lui par le directoire exécutif. Les raisons qui viennent d'être déduites plus haut, citoyen général, portant à penser que la cour de Turin, au moment où elle se verra forcée de nous demander la paix, se trouvera dans l'impuissance absolue de continuer la guerre, ont arrêté l'intention du directoire. Voici quelques-unes des bases qu'il suivra pour l'établissement de cette paix, s'il est forcé de renoncer à l'espoir d'une alliance offensive et défensive, avantageuse aux deux états:

1° Le désarmement général du Piémont;

2° La réduction des troupes piémontaises à un état qui nous mette à même de ne rien redouter, pendant le cours de la guerre présente;

3° Le passage dans l'île de Sardaigne de la plupart et des meilleurs corps qui seront conservés;

4° L'occupation des citadelles et places d'Alexandrie ou Tortone, celle de Ceva et Coni, enfin celle

d'Exiles et de Suze, avec stipulation de la démolition des fortifications des trois dernières, soit à la paix générale, soit à la paix particulière avec la cour de Turin ;

5° Enfin la fourniture des objets de tous genres dont les troupes de la république auront besoin pendant la guerre actuelle, et celle des moyens de transport, ainsi que l'établissement en Piémont des hôpitaux militaires et ateliers de confection, nécessaires à l'armée d'Italie.

La deuxième hypothèse à laquelle s'est arrêté le directoire, est celle où le roi sarde, soit par opiniâtreté, soit qu'il continue à compter sur des subsides étrangers, s'obstinerait à continuer la guerre. Vos premières instructions vous offrent un plan de conduite dans cette situation des choses; et c'est alors qu'il deviendra essentiel de s'attacher plus particulièrement à faire insurger le Piémont, de seconder le voeu qui s'y manifeste pour l'établissement d'un gouvernement républicain, et de tirer de ce pays toutes les ressources dont l'armée d'Italie aura besoin : mais il serait imprudent de s'avancer trop dans le Piémont et de s'en occuper exclusivement; ce serait donner aux Autrichiens des moyens de réparer leurs pertes et l'espérance de quelques succès.

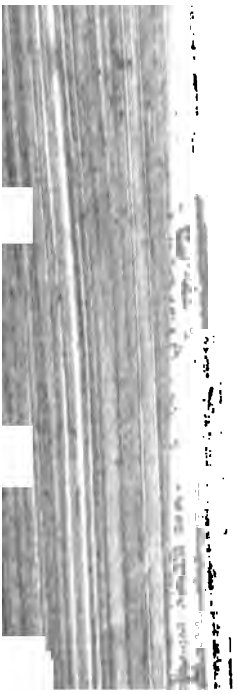
Il faudra alors, et vous pouvez, pour ainsi dire, préparer d'avance ce mouvement, citoyen général; il faudra agir sur votre droite, rejeter les Autrichiens au-delà du Pô, et porter vos plus grands efforts sur la direction du Milanais. Gênes, après la déroute des soldats de l'Autriche, cessera de refuser des secours qui nous sont indispensables. La fermeté et l'énergie

des agents français près de cette république, leur conduite prudente, mesurée, et digne en tout de celle du directoire qui les emploie, ramèneront les Génois aux sentiments dont ils n'auraient jamais dû s'écarter. Ils ne refuseront plus de vous laisser occuper Gavi, de la même manière et aux mêmes conditions que lors de la prise de Vado; et s'ils entendaient assez mal leurs intérêts pour s'opposer à nos succès, qui assurent leur existence, la force nous rendrait bientôt maîtres de cette forteresse. Au reste, le directoire se repose sur votre prudence, et il est convaincu que votre conduite, dans ces transactions délicates, que l'éloignement l'empêche de déterminer d'une manière fixe, sera en tout sage et convenable.

Tels sont les développements que vos succès ont déterminé le directoire à ajouter aux instructions qu'il vous a données. Il ne doute pas un instant que vous ne profitiez des victoires que l'armée vient de remporter. Il sait que ce n'est pas à vous, citoyen général, qu'il aura jamais à reprocher le honteux repos de Capoue.

Paris, le 9 floréal an IV (28 avril 1796).

Par un courrier, parti le 7 floréal au matin, le directoire vous a accusé réception des lettres qui lui annonçaient les succès de l'armée d'Italie à Dego. Il a appris avec une égale satisfaction les avantages remportés près de la Corsaglia et de Mondovi, et la nouvelle de la prise de cette place.



pillage auxquels elle

Cette situation d
qui ternissent la gl
que, auront probal
sévère que vous do
périeuses dans lesq
peuvent que légitim

Le directoire es
l'armée vous permet
révoquer promptem
vous avez été oblig
sionnaires qui vous
Vendée dans la Lo
Gard, etc., ont em
général Châteauneu
deux demi-brigades
datée de Caïro, le
parviendront plus t

C'est avec une

désire, mais qui n'en sera pas moins utile. Comptez, citoyen général, que le directoire ne perdra pas un seul instant de vue la brave armée que vous commandez; et le droit qu'a conféré le directoire aux citoyens Salicetti et Garreau, de requérir des mouvements de troupes, sur l'avis des généraux en chef ou de l'un d'eux, ne pourra que mettre de l'ensemble dans les opérations des deux armées.

Le directoire vous envoie ci-joint copie de la dépêche qu'il a adressée au général Kellerman, le 9 du courant, dans laquelle vous remarquerez qu'il a adopté les principales bases du plan qu'avait présenté le général divisionnaire Berthier, qui probablement vous avait été communiqué, et qui détermine, pour la droite de l'armée des Alpes, une liaison intime avec la gauche de l'armée d'Italie, et des mouvements qui en sont absolument dépendants. Vous verrez, par la même lettre, combien le directoire a recommandé d'union entre les deux armées et les généraux qui les commandent. Le directoire regarde comme superflu de s'étendre avec vous sur la nécessité de cette concorde: il sait qu'il n'a pas besoin de vous recommander d'avoir pour votre collègue les égards que demandent ses longs services et ses talents militaires, et sans lesquels il pourrait s'élever une désunion qui compromettrait le sort de nos armes.

Le courrier parti le 7 floréal vous aura porté des détails sur les officiers du génie et d'artillerie qui ont eu ordre de rejoindre l'armée d'Italie. Le directoire ne perd pas de vue cet objet intéressant.

La confiance que le directoire a dans votre énergie et dans votre sagesse, éloigne les craintes que pour-

rait lui donner le tableau des forces ennemies qui vous sont opposées. Vos succès ont amené un événement bien intéressant et auquel le directoire attachait le plus grand prix, la séparation des armées piémontaise et autrichienne; mais nos avantages ne peuvent être vraiment consolidés que par une extrême vivacité dans les opérations que vous commanderez. Agissez donc avec la rapidité de l'éclair et successivement contre l'Autrichien et le Piémontais; gardez-vous surtout de vous jeter avec trop de précipitation sur votre gauche. De quelque avantage que soit une jonction immédiate avec la droite de l'armée des Alpes, il y a cependant à craindre que Beaulieu ne profite soudainement du rejet d'une grande partie de vos forces du côté de Saluces. Comme vous le dites très-bien, la campagne n'est pas encore décidée. Beaulieu est d'autant plus à redouter, qu'il est opiniâtre, audacieux et entreprenant: son attaque à Dégo, après une défaite, en est la preuve, et nous devons nous tenir pour avertis. Battez donc encore les Autrichiens, et dès-lors vous êtes le maître de la campagne, et vous n'aurez plus à combattre que la chaleur et les maladies, qu'il faut éloigner par les précautions que le climat demande. Ces fléaux ont toujours anéanti nos succès dans les contrées où vous êtes, il faut les prévenir; et quelque fastidieux que soient les détails qu'il faut suivre pour y parvenir, le directoire croit devoir appeler votre attention sur la nécessité de les surveiller.

Félicitez, de la part du directoire, le général de division Augereau, et les généraux de brigade Beyrand et Joubert, sur leur conduite, lors de l'attaque des redoutes qui défendent l'approche du camp re-

tranché de Céva; le général de division Serrurier, sur celle qu'il a montrée à l'attaque de Saint-Michel et au passage de la Cursaglia; le général de division Masséna, et les généraux de brigade Guyeux, Fiorella et Dommartin, sur celle qu'ils ont tenue dans les journées des 3 et 4 floréal; enfin le chef de brigade Murat, votre aide-de-camp, qui s'est pareillement distingué.

Vous, espérez tout du génie de la république, de la bravoure du soldat, de l'union des chefs et de la confiance qu'on vous témoigne; le directoire attend tout du général qui commande l'intrépide armée d'Italie, et de la sainteté de la cause pour laquelle les Français combattent, et qu'ils n'abandonneront jamais.

CARNOT.

LETTRES DE NAPOLÉON.

Au directoire exécutif.

Au quartier-général, à Nice, le 8 germinal an IV (28 mars 1796).

Je suis, depuis plusieurs jours, dans l'enceinte de l'armée dont j'ai pris depuis hier le commandement.

Je dois vous rendre compte de trois choses essentielles, 1° des départements de Vaucluse, des Bouches-du-Rhône, du Var et des basses Alpes; 2° de la situa-

tion de l'armée, de ce que j'ai fait et de ce que je père; 3° de notre politique avec Gênes.

Les quatre départements de l'arrondissement de l'armée n'ont payé ni emprunt forcé, ni contribution en grains, ni effectué le versement des fourrages exigé par la loi du 7 vendémiaire, ni commencé à fournir le troisième cheval. Il y a beaucoup de lenteur dans la marche de ces administrations; je leur ai écrit, je les ai vues, et l'on m'a fait espérer quelque activité sur des objets aussi essentiels à l'armée.

La situation administrative de l'armée est fâcheuse, mais elle n'est pas désespérante. L'armée mangera dorénavant du bon pain et aura de la viande, et déjà elle a touché quelques avances sur son prêt arriéré.

Les étapes, pour la route du Rhône et du Var, sont approvisionnées, et, depuis cinq jours, ma cavalerie, mes charrois et mon artillerie sont en mouvement. Je marcherai sous peu de temps. Un bataillon s'est mutiné; il n'a pas voulu partir de Nice, sous prétexte qu'il n'avait ni souliers, ni argent; j'ai fait arrêter tous les grenadiers, j'ai fait partir le bataillon, et, quand il a été au milieu de Nice, je lui ai envoyé contre-ordre, et je l'ai fait passer par les derrières. Mon intention est de congédier ce corps et d'incorporer les soldats dans les autres bataillons, les officiers n'ayant pas montré assez de zèle. Ce bataillon n'est que de 200 hommes; il est connu par son esprit de mutinerie.

J'ai été reçu à cette armée avec confiance; j'ai particulièrement été satisfait de l'accueil du général Schérer; il a acquis, par sa conduite loyale et son empressement à me donner tous les renseignements

qui peuvent m'être utiles, des droits à ma reconnaissance. Sa santé paraît effectivement un peu délabrée. Il joint à une grande facilité de parler, des connaissances morales et militaires, qui peut-être le rendront utile dans quelque emploi essentiel.

Notre position avec Gènes est très-critique; on se conduit très-mal, on a trop fait ou pas assez; mais heureusement cela n'aura pas d'autre suite.

Le gouvernement de Gènes a plus de génie et plus de force que l'on ne croit; il n'y a que deux partis avec lui: prendre Gènes par un coup de main prompt, mais cela est contraire à vos intentions et au droit des gens; ou bien vivre en bonne amitié, et ne pas chercher à leur tirer leur argent, qui est la seule chose qu'ils estiment.

BONAPARTE.

Au même.

Au quartier-général à Albenga, le 17 germinal an IV (6 avril 1796).

J'ai transporté le quartier-général à Albenga. Le mouvement que j'ai trouvé commencé contre Gènes, a tiré l'ennemi de ses quartiers d'hiver; il a passé le Pô, et a avancé des avant-postes à Dégo, en suivant la Bormida et la Bocchetta, laissant Gavi derrière lui. Beaulieu a publié un manifeste, que je vous envoie, et auquel je répondrai le lendemain de la bataille. J'ai été très-fâché et extrêmement mécontent de ce mou-

vement sur Gènes, d'autant plus déplacé, qu'il a obligé cette république à prendre une attitude hostile, et a réveillé l'ennemi que j'aurais pris tranquille: ce sont des hommes de plus qu'il nous en coûtera.

Le roi de Sardaigne se donne, de son côté, le plus grand mouvement; il a fait une réquisition de jeunes gens, depuis quinze ans.

L'armée est dans un dénuement à faire peur; la misère y a autorisé l'indiscipline, et, sans discipline, point de victoire. J'ai encore de grands obstacles à vaincre, mais ils sont surmontables. J'espère que cela s'arrangera promptement: déja tout change de face; sous peu de jours, nous en serons aux mains.

J'ai fait faire, avant-hier, une reconnaissance vers Cairo; les avant-postes des ennemis ont été culbutés, nous avons fait quelques prisonniers.

L'armée piémontaise est forte de [illegible]

intentions. La trésorerie nous envoie souvent des lettres de change qui sont protestées : une de 162,800 liv. st. qui était sur Cadix, vient de l'être, ce qui augmente nos embarras.

J'ai trouvé cette armée, non-seulement dénuée de tout, mais sans discipline, dans une insubordination perpétuelle. Le mécontentement était tel que les malveillants s'en étaient emparés : l'on avait formé une compagnie du *Dauphin*, et l'on chantait des chansons contre-révolutionnaires. Soyez assurés que la paix et l'ordre se rétabliront. Je viens de faire occuper la position importante de Caressio.

Lorsque vous lirez cette lettre, nous nous serons déja battus. La trésorerie n'a pas tenu parole : au lieu de 500,000 liv., elle n'en a envoyé que 300,000, et nous n'avons pas entendu parler d'une somme de 600,000 liv. qui nous était annoncée ; mais, malgré tout cela, nous irons.

BONAPARTE.

Au même.

Au quartier-général de Carcare, le 26 germinal an IV (15 avril 1796).

Je vous ai rendu compte que la campagne avait été ouverte le 20 mars, et de la victoire signalée que l'armée d'Italie a remportée aux champs de Montenotte : j'ai aujourd'hui à vous rendre compte de la bataille de Millesimo.

Après la bataille de Montenotte, je transportai mon quartier-général à Carcare; j'ordonnai au général divisionnaire La Harpe de se porter sur San-Zeno, pour menacer d'enlever les huit bataillons que l'ennemi avait dans cette ville, et de se porter le lendemain, [illegible]e marche cachée et rapide, dans la ville de [illegible]. Le général Masséna se porta, avec sa division, [illegible]es hauteurs de Dégo; le général divisionnaire [illegible]au, qui était en marche depuis deux jours, at[illegible]a, avec les 69e et 39e demi-brigades, dans la plaine de Carcare; le général de brigade Ménard occupa les hauteurs de Biestro; le général de brigade Joubert, avec la 1re brigade d'infanterie légère, occupa la position intéressante de Sainte-Marguerite.

Le 21, à la pointe du jour, le général Augereau, avec sa division, force les gorges de Millesimo, tandis que les généraux Ménard et Joubert chassent l'ennemi de toutes les positions environnantes, enveloppent, par une manoeuvre prompte et hardie, un corps de 1,500 grenadiers autrichiens, à la tête desquels se trouvait le général Provera, chevalier de l'ordre de Marie-Thérèse, qui, loin de poser les armes et de se rendre prisonnier de guerre, se retira sur le sommet de la montagne de Cossaria, et se retrancha dans les ruines d'un vieux château, extrêmement fort par sa position.

Le général Augereau fit avancer son artillerie; on se canonna pendant plusieurs heures. A onze heures du matin, ennuyé de voir ma marche arrêtée par une poignée d'hommes, je fis sommer le général Provera de se rendre: le général Provera demanda à me parler; mais une canonnade vive, qui s'engageait vers ma

droite, m'engagea à m'y transporter. Il parlementa avec le général Augereau pendant plusieurs heures; mais les conditions qu'il voulait n'étant pas raisonnables, le général Augereau fit former quatre colonnes, et marcha sur le château de Cossaria. Déja l'intrépide général Joubert, grenadier par le courage, et bon général par ses connaissances et ses talents militaires, avait passé avec sept hommes dans les retranchements ennemis; mais, blessé à la tête, il fut renversé par terre; ses soldats le crurent mort, et le mouvement de sa colonne se ralentit. Sa blessure n'est pas dangereuse.

La seconde colonne, commandée par le général Bonnel, marchait avec un silence morne et l'arme au bras, lorsque ce brave général fut tué au pied des retranchements ennemis.

La troisième colonne, commandée par l'adjudant-général Guerin, fut également déconcertée dans sa marche, une balle ayant tué cet officier-général.

Toute l'armée a vivement regretté la perte de ces deux braves officiers.

La nuit, qui arriva sur ces entrefaites, me fit craindre que l'ennemi ne cherchât à se faire jour, l'épée à la main. Je fis réunir tous les bataillons, et je fis faire des épaulements en tonneaux, et des barrures d'obusiers, à demi-portée de fusil.

Le 25, à la pointe du jour, l'armée sarde et autrichienne et l'armée française se trouvèrent en présence; ma gauche, commandée par le général Augereau, tenait bloqué le général Provera. Plusieurs régiments ennemis, où se trouvait entre autres le régiment Beljoioso, essayèrent de percer mon centre. Le g

Au même.

Au quartier-général de Cherasco, le 9 floréal an IV (28 avril 1796).

Citoyens directeurs, Céva, Coni et Alexandrie sont au pouvoir de notre armée, ainsi que tous les postes du Piémont, au-delà de la Stura et du Tanaro.

Si vous ne vous accordez pas avec le roi de Sardaigne, je garderai ces places, et je marcherai sur Turin; mon équipage de siége va filer sur Coni, pour se rendre à Cherasco.

En attendant, je marche demain sur Beaulieu, je l'oblige à repasser le Pô, je le passe immédiatement après; je m'empare de toute la Lombardie, et, avant un mois, j'espère être sur les montagnes du Tyrol.

J'ai justifié votre confiance et l'opinion avantageuse que vous avez conçue de moi; je chercherai constamment à vous donner des preuves du zèle et de la bonne volonté où je suis de mériter votre estime et celle de la patrie.

Envoyez-moi, 1° six compagnies d'artillerie légère, je n'en ai pas une; 2° de la cavalerie et un commissaire ordonnateur en chef, habile et distingué et de génie. Je n'ai que des pygmées, qui me font mourir de faim dans l'abondance, car je suis dans le pays le plus riche de l'univers.

BONAPARTE.

Au même.

Au quartier-général de Cherasco, le 10 floréal an IV (29 avril 1796).

La ville de Coni vient d'être occupée par nos troupes: il y avait dedans 5,000 hommes de garnison.

Je ne puis pas mettre en doute que vous n'approuviez ma conduite, puisque c'est une aile d'une armée qui accorde une suspension d'armes, pour me donner le temps de battre l'autre; c'est un roi qui se met absolument à ma discrétion, en me donnant trois de ses plus fortes places et la moitié la plus riche de ses états.

Vous pouvez dicter, en maîtres, la paix au roi de Sardaigne; je vous prie de ne pas oublier la p

de Saint-Pierre, qui nous sera plus utile qu'un port de la Corse et de la Sardaigne.

Si vous lui accordez la portion du Milanais qui vais conquérir, il faut que ce soit à condition qu'il enverra 15,000 hommes pour nous seconder et garder ses pays, après que nous nous en serons rendus maîtres. Pendant ce temps-là, avec votre armée, je passerai l'Adige, et j'entrerai en Allemagne par le Tyrol. Dans cette hypothèse, il faut que nous prenions en dépôt, jusqu'à la paix générale, les plus et les pays que nous occupons; il faut ajouter que le jour que 15,000 hommes Piémontais passeront le Pô, il nous remettra la ville de Valence.

Mes colonnes sont en marche; Beaulieu fuit, j'espère l'attraper; j'imposerai quelques millions de contributions au duc de Parme: il vous fera faire des propositions de paix; ne vous pressez pas, afin que j'aie le temps de lui faire payer les frais de la campagne, approvisionner nos magasins, et remonter nos chariots à ses dépens.

Si vous n'acceptez pas la paix avec le roi de Sardaigne, si votre projet est de le détrôner, il faut que vous l'amusiez quelques décades, et que vous me préveniez de suite: je m'empare de Valence, et je marche sur Turin.

J'enverrai 12,000 hommes sur Rome, lorsque j'aurai battu Beaulieu et l'aurai obligé de repasser l'Adige, lorsque je serai sûr que vous accorderez la paix au roi de Sardaigne, et que j'aurai reçu une partie de l'armée des Alpes.

Quant à Gênes, je crois que vous devez lui demander quinze millions en indemnité des frégates

et bâtiments pris dans ses ports; 2° demander que ceux qui ont fait brûler *la Modeste* et appelé les Autrichiens, soient jugés comme traîtres à la patrie.

Si vous me chargez de ces objets, que vous gardiez surtout le plus grand secret, je parviendrai à faire tout ce que vous voudrez.

Si j'ai quelques chances à courir en Lombardie, c'est à cause de la cavalerie ennemie. Il m'arrive 40 artilleurs à cheval, qui n'ont pas fait la guerre et qui sont démontés. Envoyez-m'en donc six compagnies, et ne confiez pas l'exécution de cette mesure aux hommes des bureaux, car il leur faut dix jours pour expédier un ordre, et ils auront l'ineptie d'en tirer peut-être de la Hollande, afin que cela arrive au mois d'octobre.

Nos troupes viennent à l'instant d'entrer dans la citadelle de Céva, et je viens de recevoir du roi de Sardaigne l'ordre de nous livrer la ville et la citadelle de Tortone.

BONAPARTE.

Au général chef de l'état-major.

Au quartier-général, à Nice, le 9 germinal an IV (29 mars 1796).

Le troisième bataillon de la 29e demi-brigade s'est rendu coupable de désobéissance; il s'est déshonoré par son esprit de mutinerie, en refusant de marcher aux divisions actives; les officiers se sont mal

duits; le commandant, capitaine Duverney, a montré de mauvaises intentions. Vous voudrez bien faire arrêter le citoyen Duverney, et le faire traduire devant un conseil militaire à Toulon, où vous adresserez la plainte qui sera portée par le commandant de la place.

Vous ferez traduire devant un conseil militaire à Nice, les grenadiers accusés d'être les auteurs de la mutinerie. Vous ferez sortir les autres grenadiers que vous distribuerez, cinq hommes par cinq hommes, dans les bataillons de l'armée.

Les officiers et sous-officiers, n'ayant point donné l'exemple de partir, et étant restés dans les rangs sans parler, sont tous coupables; ils seront sur-le-champ licenciés et renvoyés chez eux.

Les soldats du bataillon seront incorporés à Marseille, avec la 83e demi-brigade.

La présente lettre sera mise à l'ordre de l'armée.

BONAPARTE.

Au même.

Au quartier-général, à Nice, le 9 germinal an IV (29 mars 1796).

Le général Mouret commandera depuis la rivière d'Argent à Bandole, ensuite les limites des départements des Basses-Alpes et du Var. Les cantons de Colmar et d'Entrevaux, seuls, ne seront pas de sa division. Le général Barbantane commandera depuis Bandole jusqu'au Rhône; son commandement s'éten-

dra dans les départements des Bouches-du-Rhône et de Vaucluse.

Le général Mouret aura sous ses ordres le général de brigade Gardanne.

Le général Barbantane aura sous ses ordres les généraux Serviez et Verne.

Le général Despinois se rendra au quartier-général.

BONAPARTE.

Au même.

Au quartier-général, à Nice, le 9 germinal an IV (29 mars 1796).

La cavalerie sera partagée en deux divisions.

La première sera composée du 1er régiment de hussards, du 10e de chasseurs, du 22e de chasseurs, du 25e de chasseurs, du 5e de dragons, du 20e de dragons.

Le 1er régiment de hussards ira par Menton, San Remo, Oneille, Albenga, et se rendra à Toirano. Le 10e de chasseurs ira à Albenga; le 22e de chasseurs suivra les mêmes étapes; deux escadrons se rendront à Pietra, et les deux autres à Loano. Le 25e de chasseurs prendra aussi la même route; deux escadrons iront à Borghe, et deux autres à Cariale; le 5e de dragons restera à Albenga; le 20e de dragons ira à Alesio.

La seconde division sera composée du 7e régiment

du Pô. Incessamment une division de l'armée va se présenter à Valence pour y passer le Pô; je vous prie de me faire procurer les bateaux qui sont nécessaires; vous sentez qu'il est de l'intérêt du roi que les Autrichiens fassent un court séjour sur votre territoire.

J'aurai besoin aussi de quelques entrepreneurs pour nous procurer des moyens de charrois. Je vous prie d'autoriser les différents sujets du roi à passer des marchés avec l'armée.

Je suis, monsieur, avec estime, etc.

BONAPARTE.

Au général en chef de l'armée piémontaise.

Au quartier-général de Tortone, le 15 floréal an IV (4 mai 1796).

Sous peu de jours, monsieur, je serai maître des états du roi au-delà du Pô, si le sort des armes continue d'être favorable à l'armée que je commande. J'obligerai M. Beaulieu à évacuer ces pays, qui seront conquis sur l'armée autrichienne, et qui appartiendront de droit à la république. Cependant, je sens combien il est dur pour le roi, de voir presque tous ses états envahis par nos troupes. Je vous propose en conséquence de réunir une division de 6,000 hommes d'infanterie et de quinze cents chevaux à l'armée que je commande, pour m'aider à chasser les Autrichiens; je les mettrai en garnison dans les états du roi au-delà du Pô.

Au général Latour.

Au quartier-général de Cherasco, le 7 floréal an IV (26 avril 1796).

J'ai reçu, monsieur, l'ordre du roi adressé au commandant de Coni, que vous vous êtes donné la peine de me faire passer. A l'heure qu'il est, il sera déjà parvenu. Je serai demain ici pour attendre l'ordre pour une des forteresses de Tortone et d'Alexandrie. Vous savez, monsieur, que la distance qu'il y a d'ici à une de ces deux places, fait qu'il est nécessaire que l'ordre du roi soit expédié demain, afin qu'il puisse parvenir le 16 floréal (30 avril).

Une division de mon armée est déjà de ce côté-là. L'on m'assure aujourd'hui que Beaulieu évacue votre territoire.

Je suis charmé, etc.

BONAPARTE.

Au même.

Au quartier-général de Cherasco, le 8 floréal an IV (27 avril 1796).

Je reçois à l'instant, monsieur, avec votre lettre, les deux ordres du roi pour Céva et Tortone.

Il n'y a, dans ce moment-ci, qu'un petit détachement à Fossano, qui se retirera incessamment. Après-

demain il n'y aura plus personne à Bra, et j'aurai l'honneur de vous en prévenir.

Je ne garderai au-delà de la Stura qu'un corps de garde pour le pont de Cherasco.

Je me fais rendre compte, par le général qui commande à Coni, de la situation du magasin de Notre-Dame de Loluco. J'aurai l'honneur de vous écrire dès que j'aurai la réponse.

Mon aide-de-camp part pour Paris. Vous avez bien voulu vous charger de lui délivrer un passe-port, et lui faire fournir des chevaux de poste.

J'aurai besoin de mille chevaux de trait. Je désirerais en acheter dans le Piémont; je vous serai obligé d'accepter ce que vous proposera là-dessus le citoyen Thévenin, agent en chef des transports militaires.

Votre aide-de-camp vous remettra une note des officiers prisonniers de guerre; dès l'instant que vous m'aurez fait connaître ceux que vous désirez avoir, j'ordonnerai qu'on les envoie soit à Coni, soit à Cherasco: vous me rendrez service de faire passer les nôtres à Tortone, ou à Cherasco.

BONAPARTE.

Au général en chef de l'armée piémontaise.

Au quartier-général de Bosco, le 13 floréal an IV (2 mai 1796).

J'apprends, monsieur, que les Napolitains se sont emparés de Valence: l'intérêt du roi, celui de la ré-

publique, sont également d'accord, et exigent que vous chassiez promptement ces troupes de Valence.

Le courage qui anime votre armée, que j'ai été à même d'apprécier, ne me laisse pas de doute que vous ne réoccupiez promptement Valence; vous savez d'ailleurs que c'est une des clauses de la suspension que nous avons conclue.

Si vous êtes dans le cas d'en avoir besoin, je vous offre le secours d'une division de l'armée que je commande.

Le général chef de l'état-major aura l'honneur de vous faire passer demain l'état des prisonniers piémontais que nous avons faits depuis que nous sommes en campagne.

Je m'empresserai de vous faire passer le plus tôt possible ceux que vous désirez avoir de préférence.

BONAPARTE.

Au chevalier Solar, gouverneur d'Alexandrie.

Au quartier-général de Bosco, le 14 floréal an IV (3 mai 1796).

J'ai reçu, monsieur, la lettre que vous vous êtes donné la peine de m'écrire; je vous suis très-obligé des renseignements que vous avez eu la complaisance de me donner. Je vous fais mon compliment sur l'évacuation de votre territoire par l'armée autrichienne. Je désire sincèrement pouvoir vous apprendre qu'ils ont également évacué les états de sa majesté au-delà

Il faut observer d'abord qu'il existe deux mouillages bien distincts: celui du port Maurice, et celui d'Oneille. L'un est bon par un vent d'est nord-est, l'autre par le vent d'ouest et le mistral.

Comme ces vents soufflent alternativement, il faut pouvoir occuper ces deux mouillages, et par conséquent s'en rendre maître.

Le mouillage d'Oneille est défendu 1° par les batteries de la place; 2° par celle du cap d'Oneille, et par celle dite du Mouillage.

Celui du port Maurice est défendu par la batterie du Mouillage, et par celle génoise du port Maurice. La batterie du cap d'Oneille est importante; elle offre un bon appui, mais elle n'est composée que d'une pièce de 36. Je crois qu'il faudrait la porter à quatre pièces de ce calibre.

La batterie dite du Mouillage n'est pas armée: le projet est d'y mettre deux pièces de 13; mais elles seront insuffisantes, et je crois nécessaire d'y mettre quatre pièces de 36, parce que cette batterie a deux buts à remplir; et qu'étant intermédiaire, elle défend les deux mouillages.

La batterie génoise du port Maurice est armée. Il me paraît indispensable de s'en emparer, et d'envoyer des canonniers pour la servir; elle est un bon point d'appui dont la perte entraînerait celle des autres: ainsi je crois qu'il serait dangereux de le négliger.

Les approvisionnements des pièces des batteries actuellement existantes ne sont portés qu'à cinq coups. Je crois utile d'augmenter jusqu'à cent coups.

Moyennant cette augmentation d'armement qui ne consiste qu'en sept pièces de 36, je crois qu'un convoi

de deux cents voiles trouverait protection et sûreté. Je pars dans le moment pour Orméa, d'où je vous rendrai compte de mes observations ultérieures.

MARMONT.

La Pietra, le 10 germinal an IV (30 mars 1796).

J'ai reçu votre lettre du 8 de ce mois, par laquelle j'apprends que vous venez de prendre le commandement en chef de l'armée. Je me félicite d'être sous vos ordres, connaissant votre civisme et vos talents militaires. Je ferai mon possible pour remplir vos intentions dans tous les ordres que vous me donnerez; comptez sur mon zèle, mon activité et mon dévouement à la chose publique.

Le général Scherer, votre prédécesseur, a fait passer la 99e demi-brigade, qui devait faire partie de ma division, sous les ordres du général Masséna, pour l'expédition qui doit être faite. Sitôt que cette demi-brigade ne sera plus utile à l'avant-garde, je vous prie de la faire rentrer dans ma division.

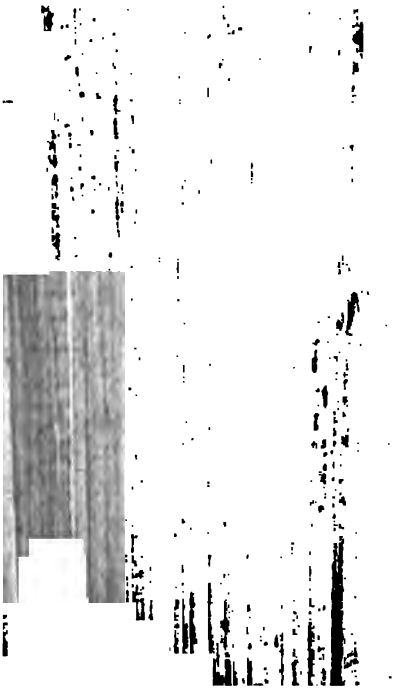
AUGEREAU.

Loano, le 12 germinal an IV (1er avril 1796).

J'ai vu hier le général Serrurier, il m'a donné tous les renseignements que vous désirez, et je vais vous les transmettre.

Le col de Terme est un excellent poste; il couvre parfaitement Orméa. On ne peut s'emparer de cette ville sans auparavant s'en rendre maître.

On peut le tourner 1° par les gorges de Viosena;



Les go
jeure; si e
le col de
core l'en
d'Oneille.
2,000 hom
Le gén
mes pour
pour le co
Garessio.
Viosena à
Le col
des neiges
que les ne
découvert
ainsi l'on p
Je n'ai
lesquels vo
gnements,

demie de bon chemin, praticable pour les voitures; il y a deux montées. La descente de la seconde est vue par le fort, à la portée du canon; cependant on est un peu couvert par des châtaigniers.

2° De Nocetto à Calisano, deux heures et demie de chemin de montagnes, et à peine praticable pour les mulets.

3° De Garessio à la Chartreuse une heure et demie, et de la Chartreuse à Mondovi cinq heures et demie. Ce chemin est bon, mais pour les mulets seulement.

4° De Bagnasco à Batifolo, une heure; le chemin est bon, et l'artillerie de campagne peut y passer.

J'ignore quel est le Frabosa dont vous avez voulu parler; mais il y en a deux; j'ai pris l'un et l'autre.

5° De Frabosa à Breuves, quatre heures, chemin de mulets; et de Frabosa Fontana à Breuves, cinq heures, chemin de mulets.

Voilà, mon général, les renseignements que vous m'avez demandés. Je pars dans le moment pour Finale et Savone.

J'ai oublié, dans ma dernière lettre, de vous dire que ce n'est point devant Oneille que l'ennemi a pris quelques bâtiments, mais devant Allassio. Mais Allassio n'était point armé alors, et cet accident ne préjuge rien de défavorable pour Oneille, et l'on prend les précautions que vous avez indiquées.

MARMONT.

Orméa, le 17 germinal an IV (6 avril 1796).

J'ai reçu vos lettres des 10, 11 et 15 de ce mois. J'ai fait connaître aux soldats de ma division, par la

voie de l'ordre, les moyens que vous allez employer pour leur procurer le nécessaire.

Si le service des vivres pour ces divisions se fait directement de Loano sur Garessio, deux cents mulets devront suffire; mais d'Oneille on sera court.

Pour que je puisse observer Batifolo, je dois nécessairement être maître de la hauteur de Preconde; j'ai ordonné au général Guyeux de faire travailler les paysans et les sapeurs pour nous ouvrir les chemins nécessaires. Si j'étais obligé de me porter jusqu'à Batifolo, je ne serais pas en force; je serais par conséquent compromis, puisque ma gauche doit garder Carlino et Visona, et que voilà le temps d'observer le col de Terme, que, je pense, les ennemis voudraient bien avoir: mais si je puis me rendre maître de Preconde et du col de Casolto, ça me serait égal: je crois

Crevenzano, le 10 floréal an IV (29 avril 1796).

Dans cet instant, m'arrivent des nouvelles de l'ennemi : il n'y en a plus à Santo-Stephano de Belbo, ni à Canelli; tout s'est retiré du côté de Valence, à l'exception de 6 à 7,000 hommes épouvantés, s'informant toujours si les Français arrivent; tous sont disséminés par les positions qu'ils occupent pour se couvrir; il n'y a de rassemblés que 2,000 hommes à Tezzo, avec six pièces de canon et deux obusiers, et 6 à 7,000 hommes de cavalerie autrichienne et napolitaine entre Tezzo et Acqui, avec quatre ou six pièces de canon. Il n'y a dans Acqui que quelques milices qui évacuent à force les magasins : il faut donc tâcher d'en tirer parti.

La division nettoie ses armes : si les cartouches arrivent aujourd'hui, quoique sans pain, je marche sans balancer. Le soldat ne demande pas mieux que de sortir de l'état de misère où il est.

Je partagerai la division en deux colonnes. La 69e et la 70e, à la tête desquelles je serai, passeront par Santo-Stephano et par Canelli, pour prendre l'ennemi par derrière. La 89e passera par Corteniglia, Bure et Monastero, pour attaquer de front; cette attaque ne sera que simulée jusqu'à ce que j'attaque sérieusement; alors elle en fera de même. La colonne de Canelli aura des pièces de 3, et celle de Corteniglia, de 4, les chemins étant meilleurs.

Je regarde la prise d'Acqui, et la retraite ou défaite des Autrichiens, comme bien essentielles à notre campagne : car alors les Piémontais amis prendraient de l'audace, se voyant débarrassés des Autrichiens — les Piémontais ennemis seraient atterrés, abandonnés par eux.

Adieu, général: des cartouches, s'il est possible, des souliers et du pain, et ma première lettre vous annoncera que la première division fait aussi bien que les autres; je vous préviens cependant que si les cartouches n'arrivent pas aujourd'hui, je serai forcé de retarder de vingt-quatre heures, ce qui serait un grand mal, et nous ferait perdre considérablement.

LAHARPE.

Renseignements demandés au général Ménard.

DEMANDES.

1° Monsieur le général n'était-il pas sous les ordres du général Masséna, lors de l'affaire de Montenotte?

2° Quels corps étaient sous ses ordres?

3° Quelle part a pris sa brigade, et quels ont été ses mouvements dans cette journée?

4° Ne se rendit-il pas à Biestro, après l'affaire?

Renseignements demandés au général Cervoni.

AFFAIRE DE VOLTRI.

1° Quelle était à-peu-près la force des deux demi-brigades détachées à Voltri?

2° Quelle était leur position?

Renseignements demandés, etc.

REPONSES.

1° Oui.

2° Les 18e et 75e de ligne.

3° Elle a attaqué Montenotte par la gauche de l'armée, et bivouaqué au-dessus de Cadibona.

4° Oui, et il en partit le lendemain pour l'affaire de Cossaria.

1° De 4,500 hommes environ.

2° En avant de Voltri, sur les hauteurs de Pégli, sur les hauteurs de Voltri, en avant de Campo-Fredo; une petite réserve à Arenzano.

DEMANDES. (SUITE.)

3° Par quelle force furent-elles attaquées?

4° La colonne revenant de Veltri arriva-t-elle à temps pour prendre part à l'affaire de Montelegino?

5° Et dans ce cas, sur quel point se porta-t-elle?

6° Quels corps composaient la division du général La Harpe, à l'affaire de Montenotte, et quelle était à-peu-près la force de la division, après la réunion de la brigade du général Cervoni?

REPONSES. (SUITE.)

3° Tous ces postes furent attaqués par 11 à 12,000 hommes.

4° L'arrivée à Savone de la brigade du général Cervoni détermina le général en chef à attaquer le lendemain à Montelegino.

5° Elle fut destinée à attaquer le front; à cet effet, elle prit le chemin de la maison Doria, qui se trouve sur le revers de la montagne.

6° Le général Cervoni ayant été détaché à Voltri, et beaucoup de mouvements s'étant faits, dans l'armée, pendant son absence, il ignore quelles étaient les troupes qui se trouvaient immédiatement sous les ordres du général La Harpe.

Et après l'affaire de Montelegino, ayant toujours agi séparément à l'avant-garde, il ignore aussi quelle était la force de la division de ce général à l'affaire de Montenotte.

7° Toute la division La Harpe se réunit à Savone, d'où elle partit à deux heures après minuit.

8° Oui.

9° Oui.

10° Oui.

11° Il l'ignore.

12° La véritable attaque a commencé sur toute la ligne au même moment.

13° Elle a marché toute la journée, et a pris position sur les hauteurs de Caïro.

DEMANDES. (SUITE.)

Renseignements demandés à M. le général Rampon, sur les affaires de Montelegino et de Montenotte.

1° Quels corps étaient sous les ordres de monsieur le général, à l'affaire de Montelegino?

2° Quelles positions tenaient les troupes du général La Harpe en avant de la redoute, lorsqu'elles ont été attaquées?

REPONSES. (SUITE.)

1° et 2° Les troupes aux ordres du général *Cervoni* ayant été battues à Voltri par le général en chef *Beaulieu*, le général *Rampon*, alors chef de brigade de la 21e demi-brigade (actuellement 32e régiment de ligne), qui se trouvait à la Madone de Savone, eut ordre du général de division *La Harpe* de se porter sur les hauteurs de Montenotte, avec sa troupe, pour protéger la retraite de celles de Voltri. Cette troupe qui consistait dans environ 900 hommes, était composée du 2e bataillon de sa brigade et de trois compagnies de carabiniers, alors 1re infanterie légère.

3° Ayant exécuté cet ordre, Rampon trouva, sur les hauteurs de Montenotte, le général Beaulieu qui venait pour l'attaquer avec 15,000 hommes. Il lui tint tête pendant trois heures, après quoi il se retira en bon ordre sur la redoute de Montelegino qui n'était pas achevée, et se trouvait encore sans artillerie *).

Cette redoute était située sur une crête étroite, par où l'ennemi devait passer.

---

*) Rampon reçut, dans la nuit, deux pièces de 4 et un renfort de 700 hommes; mais cela ne fut d'aucune utilité, l'
finie, et le général *Beaulieu* ayant été lui-même
lendemain matin, à Montenotte, où il s'était repl

9° A
sur le fl
étaient, (
général I
Montenot
10° L
nemi de
11° L
ment les
ou est-ce
s'est repl
12° L
vée pend

REPONSES. (SUITE.)

8° C'est là que Rampon fit prêter serment à ses braves de vaincre ou de mourir; et c'est là aussi que ces braves troupes arrêtèrent tout un jour les 15,000 Autrichiens.

Trois fois *Beaulieu* tenta d'enlever la redoute, trois fois il fut vigoureusement repoussé.

Si l'ennemi fût parvenu à forcer ce point, il entrait une heure après à Savone, où étaient tous nos magasins et le quartier-général.

4° et 12° Ni le général Cervoni, ni aucunes troupes que celles sus-mentionnées, ne prirent part à l'affaire.

5°, 6°, 10° et 11° Repoussé de Montelegino, l'ennemi profita de la nuit pour se retirer sur le mamelon de Montenotte, vis-à-vis la redoute qu'il n'avait pu forcer, laissant 2 ou 300 morts sur le champ de bataille. Rampon s'étant ainsi maintenu dans la redoute, le général en chef Bonaparte mit à profit cette défense, et fit, pendant la nuit, son plan pour attaquer le lendemain à la pointe du jour (23 germinal) l'armée ennemie.

7° Le combat commença, vers les 5 heures du matin, sur le point où l'ennemi s'était replié (Montenotte).

9° Le général *Masséna* se trouvait sur le flanc de l'ennemi dès le commencement de la bataille.

La 32e, dont un bataillon venait de combattre si glorieusement à Montelegino, cueillit sa part de lauriers; et, toujours commandée par *Rampon*, soutint sa réputation pendant tout le cours de cette mémorable campagne d'Italie.

LETTRES DIPLOMATIQUES

ADRESSÉES A NAPOLÉON.

Au quartier-général de l'armée piémontaise, le 7 floréal (le 26 avril 1796).

Ayant appris que S. M. le roi de Sardaigne
d'envoyer à Gènes des plénipotentiaires pour y tr
de la paix, sous la médiation de la cour d'Esp
je crois, général, que l'intérêt de l'humanité exig
pendant le temps que dureront les négociations,
les hostilités fussent suspendues de part et d'aut

Je vous propose, en conséquence, un armi
soit illimité, soit pour un terme fixe, à votre d

entiaire du roi s'est adressé pour lesdites ouver-
de paix, lui a déclaré n'avoir, ni personne à
s, aucune autorisation pour entrer en de sem-
es négociations, mais qu'il fallait s'adresser au
toire exécutif à Paris, lequel, seul, en avait le

ur quoi, le plénipotentiaire a dit y diriger ses
ieures démarches, à l'effet dont il s'agit. En atten-
que, par ce moyen (qui ne peut avoir lieu à
s que d'apporter quelque délai), on puisse arriver
conclusion qu'on espère de l'ouvrage salutaire de
aix entre les deux états; le roi, désirant qu'on
se épargner de part et d'autre les calamités de tout
e qu'entraînent les hostilités, n'a point hésité à
ner son consentement à ce que la suspension
nes proposée, et que vous vous êtes montré dis-
d'accepter sous certaines conditions, puisse avoir
et être arrêtée sans retard.

En conséquence, S. M. m'ordonne de vous déclarer
lle consentira à mettre en votre pouvoir deux de
forteresses; savoir, celles de Coni et de Tortone,
me vous l'avez demandé, pendant que dureront
négociations dont on va s'occuper, et suivant le
e dont on conviendra: au moyen de quoi toute
ilité cessera dès à présent jusqu'à la fin desdites
ociations; et au cas que, par les difficultés qui
rraient naître de la situation actuelle de l'armée
e, on ne pût remettre, comme dessus, la place de
tone, S. M. s'est déterminée d'offrir, au lieu de
e-ci, la forteresse de Démont; qu'à l'exception de
émission de ces deux places, les choses r t
tatu quo pour ce qui regarde les pays o

les armées respectives, sans qu'elles puissent cependant passer la ligne des limites qui sera fixée respectivement; et le tout de la manière qui sera convenue plus spécifiquement entre nous.

COLLI.

Carmagnole, le 9 floréal an IV (28 avril 1796).

Je me hâte de vous adresser, mon cher général, l'ordre du roi au gouverneur de Coni de vous remettre cette place; j'espère que la célérité que j'ai mise dans cette affaire, vous sera une preuve de ma véracité dans tous les engagements que j'ai contractés par la convention que nous avons passée.

Je vous représente, en outre, que dans la journée de demain au plus tard, le gouverneur de Cén recevra l'ordre officiel de remettre le fort à l'officier-commissaire que vous nommerez.

Je saisis, avec bien le l'empressement, l'occasion de vous répéter, mon cher général, que j'ai tout lieu de me flatter que notre convention est un acheminement à une paix prompte et avantageuse aux deux empires.

Veuillez bien agréer mes hommages et l'assurance de la considération la plus élevée.

DELATOUR.

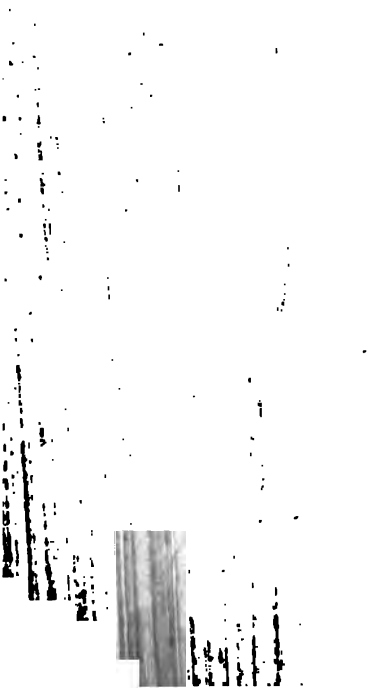
P. S. Je viens de m'informer de la situation actuelles des magasins de cette ville, il me conste qu'il peut y avoir encore cinquante sacs environ de blé et

utres légumes. Comme je vous ai promis de vous es envoyer, si vous les exigiez, je viens vous offrir le remplir très-incessamment ma promesse, et j'atends de connaître vos intentions.

Carmagnole, le 10 floréal an IV (29 avril 1796).

Ma sollicitude, mon cher général, à remplir exacement tous les articles de la convention que j'ai eu 'honneur de passer avec vous, vous étant une nouelle preuve de ma véracité, j'en abrégerai les assurances pour mettre sous vos yeux une circonstance rès-intéressante, et de laquelle dépend son exécution: e peu de moments que j'ai eu le plaisir de passer avec ous ne m'a pas permis de m'en occuper. C'est l'aricle de la rémission de Coni, dans lequel on a stiulé que les approvisionnements pour la garnison de ette place vous seraient exclusivement remis, et ue les magasins de la Madone de l'Oulme qui, à 'époque de l'occupation de Mondovi par l'armée fran;aise, avaient été transportés à Coni, resteraient à la lisposition du roi.

Aussi convaincu de votre loyauté que de vos méites, je viens avec confiance, mon cher général, vous exposer le fait avec instance de pourvoir à cette juste demande: j'entends de vouloir bien, verbalement ou par écrit, prévenir le général qui commande dans Coni, que les susdits magasins de vivres n'ayant jamais fait partie de ceux jugés nécessaires à cette place, il nous sera facultatif de les extraire avec les



fais passer en
verneur de C

Avec les
général qui er
cepter celle
time et la co
d'être.

Bien assur
les engageme
avons conjoi
viens avec to
vous observe
ma lettre d'hi

insi que vous le verrez par le titre que mon aide-de-amp aura l'honneur de vous remettre.

Assuré, dis-je, que, bien loin d'autoriser, sous aucun prétexte, la démarche dudit Bonnafous, votre attention constante est d'observer scrupuleusement outes les conditions de l'armistice, je me borne, mon her général, à vous instruire du fait, avec prière 'en ordonner la prompte réparation.

Je vous préviens encore que j'ai, autant que possible, satisfait à votre demande, relative au sieur Theny. Je lui laisse le soin de vous dire le produit de es recherches.

Je laisse pareillement au chevalier Fabry, celui de ous proposer tous les arrangements qui me paraisent aussi utiles aux deux armées que convenables ux circonstances, et je l'autorise à tout faire, afin de ous témoigner toujours plus notre loyauté et receoir les témoignages de la vôtre.

Je ne me réserve que la satisfaction de vous assurer, etc.

DELATOUR.

Carmagnole, le 14 floréal an IV (3 mai 1796).

Le roi mon maître, empressé de vous faire donner ne réponse à la demande que je lui ai faite de votre art de pouvoir acheter des chevaux dans le Piémont, est déterminé à vous envoyer, mon cher général, le arquis de Saint-Marsan, lieutenant-colonel de cavarie, officier de son état-major, qui aura l'honneur

de vous remettre cette lettre, et qui est chargé de vous faire part des intentions de S. M. sur ladite emplète, ainsi que des différentes précautions qu'elle a jugé à propos de prendre pour la sûreté de ses états.

En conséquence, je vous recommande ledit marquis de Saint-Marsan, et je vous préviens qu'il est autorisé de prendre avec vous, mon cher général, tous les arrangements qui pourraient être d'une convenance réciproque, en cas que des renseignements ultérieurs fussent encore nécessaires.

Veuillez bien faire tenir la lettre ci-jointe au colonel du régiment des gardes, le comte de Massan; veuillez bien aussi ne jamais douter de tous les sentiments, etc.

DELATOUR.

Alexandrie, le 13 floréal an IV (2 mai 1796).

Quoique je ne sois pas le commandant de l'armée du roi de Sardaigne mon maître, mais l'officier-général le plus ancien de ce département et gouverneur de la ville et province d'Alexandrie, j'ai jugé faire chose agréable et utile pour les intérêts du Roi et de la république française et également à vous-même, monsieur, d'ouvrir votre lettre pour voir si je pouvais m'employer moi-même en quelque chose qui pût être de votre gré; et, voyant son contenu, je m'applaudis d'en avoir exécuté le projet, puisque je me trouve dans le cas de vous dire que non-seulement les troupes

napolitaines, mais toute l'armée impériale, à la réserve d'une petite arrière-garde qui l'a suivie, ont évacué la ville de Valence et passé le Pô, ayant commencé à se mettre en marche vers minuit; que le commandant l'a vue lui-même défiler, et passer le Pô à dix heures du matin: ce que je puis vous assurer, puisque je le sais par le commissaire-général du roi auprès de l'armée impériale, qui y était présent, et qui ne s'est séparé de M. le commandant général qu'au moment qu'il passa lui-même le Pô.

Je suis charmé de me trouver dans le cas de vous donner cette notion, en conséquence de laquelle je me bornerai à vous marquer, monsieur, ma reconnaissance aux expressions dont vous avez bien voulu user, parlant des troupes du roi, et vous remercier de l'offre que vous avez faite des troupes françaises pour remplir une des clauses de la suspension d'armes qui vient d'être conclue.

Recevant l'état des prisonniers de guerre faits par l'armée française sur celle du roi, j'aurai soin de le faire passer en droiture jusqu'à Turin, au bureau de la guerre, pour qu'il soit communiqué au commandant en chef de ladite armée, qui en informera le roi, qui agréera sûrement l'empressement que vous démontrez de nous faire passer le plus tôt possible ceux qu'on désirera par préférence.

SOLARS, gouverneur d'Alexandrie

général baron
fait défaire le
ques qui avai
de Valence, et
ces barques qu
et celles sur l
et même au n
surplus, il a f
qu'il y avait au
plus absolume
a promis l'ind
barques et tou
de vous parle
chariots dont
fournis par qu
vous pourvoir
recommander
d'exercer de p
me sont conn

ai donné des ordres pour qu'on cherchât ceux que ai cru pouvoir s'y employer, me rapportant en cela ce que vous en dira monsieur votre aide de-camp.

SOLARS, gouverneur d'Alexandrie.

Carmagnole, le 16 floréal an IV (5 mai 1796).

Je dois vous dire, monsieur le général, que malgré otre désir de vous satisfaire en tout ce qui dépend e nous, et de vous faciliter à faire subsister votre rmée, nous sommes, à tous égards, dans l'impossiilité absolue de vous fournir des chevaux de trait et e cavalerie, que vous désireriez; cependant, j'observe ue ceux qui sont chargés de faire des emplètes pour otre armée réussissent à s'en procurer, et S. M. a 'ailleurs approuvé la permission que le gouverneur 'Alexandrie a accordée aux différents entrepreneurs e conclure des marchés avec vous pour des moyens e transports.

D'ailleurs, ayant tout lieu de croire que M. de Beaueu se dispose à évacuer les états du roi, et S. M. lui n faisant même la demande formelle, ainsi qu'elle l'a ite pour l'évacuation de Valence, j'espère par là u'il n'y a plus lieu à votre demande, ainsi que vous ous êtes expliqué avec M. de Saint-Marsan. A tout asard cependant que l'armée refusât d'évacuer entièement les états du roi, je fais marcher mes troupes ers Novare, Mortare et Vigerano, pour m'assurer de es villes: ces troupes seront transportées à Valence *ur tous les bateaux* qu'on pourra ramasser, puisqu'il

n'en existe plus d'appartenant au roi, et ces mêmes bateaux seront ensuite à votre disposition.

Le marquis de Saint-Marsan, porteur de la présente, est autorisé à prendre avec vous les déterminations ultérieures relatives à la démarcation, et je lui ai donné mes ordres à cet effet.

Il en résulte que les sujets du roi malintentionnés sur la frontière de la démarcation, se vantant de votre protection, redoublent de moyens pour exciter des révolutions intérieures. Cela paraît tout-à-fait contre le droit des gens, surtout en temps d'une trêve, et je vous renouvelle à ce sujet les instances que vous a déjà faites le marquis de Saint-Marsan, comptant infiniment sur les bons procédés qui me sont connus.

Victor Emmanuel. *).

ur l'accompagner, conformément à vos désirs. Pour qui regarde la colonne que vous désirez faire passer r le Saint-Bernard, je dois vous faire plusieurs flexions: premièrement, qu'il paraîtrait peu conrme à l'armistice, à la ligne de démarcation et aux es pacifiques que vous avez bien voulu m'annoncer dont je suis très-persuadé, de demander le passage s troupes en tant de différents points, ce qui ne ut être que très-onéreux aux états du roi, d'ailleurs vallée d'Aoste, par où elle devrait passer, est un ys dénué de tout, qui aura beaucoup de peine à urnir les vivres pour ces troupes; le Canavesar est pays qui n'est pas dans le cas non plus de suppléer x besoins de ce corps de troupes, d'autant qu'il me udrait répandre des troupes pour escorter les vôtres, cause que ces habitants sont très-intolérants et aisés prendre les armes; ce qui pourrait occasionner des sputes même sérieuses avec vos troupes; secondent, parce que tant le Canavesar que le Versalois t entrecoupé par un très-grand nombre de rivières ui, à la moindre crue, sont impraticables, et risueraient de mettre vos troupes dans le plus grand mbarras, en les enfermant entre deux et les réduint à la famine, ce qui les obligerait de se livrer au illage, et soulèverait les habitants desdits pays. Je ois mettre toutes ces réflexions sous vos yeux, et ous observer en outre qu'en faisant défiler vos troues par l'Argentières, cela, d'après l'ordre naturel, llongerait leurs marches de quelques jours; que cendant elles pourraient risquer encore plus de retard ar la vallée d'Aoste, vu les accidents qui peuvent

être causés par la crue des eaux. Je suis d'ailleu très-persuadé que, si vous vous désistez de ce pa sage, vous ferez une chose très-agréable au roi et i laquelle il sera très-sensible.

Étant arrivé Turin, il m'a été dit qu'en passant Tortone, les gens à la suite de votre armée s'étaien emparés des caisses du roi, et qu'ils avaient donné de ordres en cette ville comme dans une ville conquise: je dois vous observer qu'ayant été mise en dépôt comme celle de Coni, où vos troupes se sont comportées en vraies amies, je me flatte, connaissant votre loyauté et votre amour du bon ordre, que vous voudrez bien donner des ordres, afin qu'on aille au-devant de tout ce qui pourrait causer des dommages à S. M. ou a ses peuples, que d'ailleurs on pourrait éviter. Le marquis de Saint-Marsan vous aura déja remis ma première lettre et mieux expliqué quelques plaintes pour des désordres que des soldats et plus particulièrement des Piémontais ont occasionnés, en cherchant à exciter des révolutions en Piémont, dans l'intention de faire probablement rompre la suspension d'armes qui a été arrêtée, et qui, j'espère, sera suivie d'une bonne et solide paix entre les Français et nous.

Je suis, monsieur, etc.

VICTOR EMMANUEL.

Extrait de quatre notes du gouverneur d'Alexandrie.

PREMIÈRE NOTE.

Le gouverneur d'Alexandrie demande:

1° Que le séquestre ordonné à Cherasco, le 7 floréal, sur les biens des personnes employées auprès du roi de Sardaigne, ne soit point mis à exécution;

2° De ne pas faire construire une tête de pont sur la gauche de la Stura, vis-à-vis Cherasco;

3° Il réclame les deniers royaux confisqués à Acqui, Tortone et Voghera.

DEUXIÈME NOTE.

Le gouverneur d'Alexandrie demande:

1° Qu'il soit permis au roi de Sardaigne de faire enlever un magasin existant à Coni, qui était destiné à la subsistance de l'armée; un commissaire de S. M. devait le faire transporter à Notre-Dame de L'Orme, mais le général Macquart s'y est opposé.

2° Il réclame des fourrages ramassés depuis longtemps au bourg de Saint-Dalmas: cet endroit n'ayant été occupé par l'armée française que postérieurement à l'armistice.

3° Il demande, pour quelques pourvoyeurs de l'armée, l'autorisation de retirer de la vallée de Vermeguena les fourrages qu'ils y ont achetés.

TROISIÈME NOTE.

Le gouverneur d'Alexandrie demande que, conformément aux conventions verbales entre le général en chef et M. le marquis de Saint-Marsan, d'Alba à Sa de la Paille, la limite de démarcation soit la limite même des provinces d'Albe et d'Acqui: de sorte que toutes les terres et villages dépendant de la province d'Asti, sur la droite du Tanaro, et à plus forte raison ceux dépendant de la province d'Alexandrie, qui se trouve sur la gauche de la Bormida jusqu'à Cassine exclusivement, ne soient point sujets à contributions militaires.

Il prévient que par des piquets et des détachements placés sur les rives gauches du Tanaro et de la Bormida, on empêche les militaires débandés de l'armée française de s'écarter des routes indiquées et de la ligne de démarcation fixée par l'armistice.

QUATRIÈME NOTE.

Le gouverneur d'Alexandrie demande, prie le général en chef de donner les ordres nécessaires pour arrêter les mouvements qui se manifestent à Coni et au bourg Saint-Dalmas, où il y a eu du tumulte contre les prêtres. S. M. a vu avec satisfaction qu'on avait rétabli la tranquillité d'Alba, menacée par des sujets malintentionnés; elle a la plus grande confiance dans la bonne foi et la loyauté du général en chef.

Le gouverneur d'Alexandrie demande au général Meynier de vouloir bien s'adresser au général en chef pour obtenir une réponse.

TRAITÉS, CONVENTIONS, ORDRES DU JOUR, PROCLAMATIONS.

Suspension d'armes entre le général en chef de l'armée française en Italie, Bonaparte, et le lieutenant-général, au service du roi de Sardaigne, comte de Latour.

Art. Ier. Toutes les hostilités cesseront, entre l'armée française en Italie et l'armée du roi de Sardaigne, à dater du jour où les conditions ci-dessous seront remplies, jusqu'à cinq jours après la fin des négociations, pour parvenir à une paix définitive entre les deux puissances, savoir: La place de Coni sera occupée par les Français, le 7 floréal, ou 28 avril de la présente année; la place d'Alexandrie le sera également par les Français, en attendant celle de Tortone, le plus tôt possible, au plus tard le 11 floréal (30 avril), laquelle place d'Alexandrie ne pourra être occupée par l'armée française que jusqu'à ce qu'on ait pu lui remettre la place de Tortone.

II. L'armée française restera en possession de ce qu'elle a conquis, savoir: tout le pays qui se trouve au-delà de la rive droite de la Stura jusqu'à son confluent dans le Tanaro, et de là suivant la rive droite

de ce fleuve jusqu'à son embouchure dans le Pô, pour le temps que les troupes françaises occuperont Alexandrie : mais lorsque cette place sera rendue aux troupes du roi de Sardaigne, par l'occupation de celle de Tortone par les Français, la limite continuera du confluent de la Stura dans le Tanaro, jusqu'à la hauteur d'Asti sur la rive droite dudit fleuve. Ensuite le grand chemin qui conduit à Nizza della Paglia, et de ce dernier lieu à Cassina, servira de démarcation; de là, passant la rive de la Bormida sous Cassina, l'armée française sera en possession de la Bormida jusqu'à son embouchure dans le Tanaro, et enfin de là jusqu'au confluent de ce dernier fleuve dans le Pô.

III. La ville et la citadelle de Coni seront remises entre les mains des troupes françaises, ainsi que la ville et la citadelle de Tortone, avec l'artillerie et les munitions de guerre et de bouche qui s'y trouvent et dont il sera dressé inventaire; il en sera de même pour la ville et la citadelle d'Alexandrie, qui seront occupées provisoirement par les Français, jusqu'à ce qu'ils soient en possession de la place et citadelle de Tortone.

IV. Les troupes françaises auront la facilité de passer le Pô sous Valence.

V. Il sera accordé le passage, par le chemin le plus court, aux courriers, aides-de-camps ou autres officiers que le général en chef de l'armée française voudrait envoyer à Paris, ainsi que pour leur retour.

VI. Toutes les troupes, officiers et équipages de guerre, à la solde du roi de Sardaigne, qui font partie de l'armée autrichienne en Italie, seront comprises dans ladite suspension.

VII. La citadelle de Céva sera remise ainsi que son artillerie, munitions et vivres: sa garnison se retirera en Piémont.

VIII. Il sera dressé dans les places de Coni et de Tortone, ou celle d'Alexandrie occupée provisoirement, dans le cas où la place de Tortone ne pourra pas être remise dans le moment aux Français, un article détaillé de l'artillerie, armes ou munitions de guerre et de bouche, dont la république française tiendra compte au roi de Sardaigne, c'est-à-dire de rendre l'artillerie, et de payer, au prix de l'estimation, les munitions, soit de bouche, soit de guerre, qui pourront être consommées.

Fait au quartier-général à Cherasco, le 9 floréal, l'an IV de la république française, 28 avril 1796.

BONAPARTE, général en chef.

LATOUR, lieutenant-général.

BATAILLE DE LODI

(CHAP. VI.)

LETTRES DU DIRECTOIRE,

ADRESSÉES A NAPOLÉON.

Paris, le 18 floréal an IV (7 mai 1796).

Le directoire a reçu, citoyen général, vos intéressantes nouvelles des 8, 9 et 10 floréal, et le duplicata de celles du 7 du même mois, qui lui annonçaient la prise de Mondovi, etc. Quels succès glorieux! La joie générale, les espérances sont immenses: encore une victoire sur les Autrichiens, et l'Italie est à nous.

Vous avez rendu d'éclatants services à la patrie; vous en trouvez, citoyen général, la plus douce récompense dans l'estime des amis de la république, et dans celle du directoire; il vous félicite de nouveau; il vous charge de féliciter pour lui la brave armée qui fait réussir vos plans heureux, par son intrépidité et par son audace. Gloire à tous les Français qui, par des victoires et une conduite respectable, contribuent à asseoir la république sur des bases inébranlables!

Le directoire approuve l'armistice provisoire que vous avez conclu avec les plénipotentiaires du roi de Sardaigne: il est avantageux sous tous les rapports, et le directoire ne peut que louer les mesures vigoureuses

que vous avez prises en l'accordant et en faisant exécuter sur-le-champ ses conditions les plus essentielles.

Il a vu avec plaisir que le citoyen Salicetti, son commissaire près de l'armée d'Italie, avait été consulté avant la conclusion de l'armistice. Ces sortes de transactions, dans les cas urgents où le directoire ne peut être consulté lui-même, sont particulièrement du ressort des commissaires du gouvernement près les armées. Les généraux français doivent cependant être les seuls agents directs que les généraux ennemis reconnaîtront; mais il convient que les premiers ne puissent arrêter aucune transaction ou négociation dans les circonstances désignées ci-dessus, que d'après les ordres du directoire, ou les conditions que les commissaires du gouvernement leur transmettront.

Au moment où le directoire vous écrit, vous êtes sans doute dans le Milanais; puissent les heureux destins de la république y avoir porté quelques colonnes françaises, avant que l'Autrichien ait pu repasser le Pô! Puissent-ils vous mettre en situation de couper ses communications directes avec Milan et la cour de Vienne! Votre lettre du 9 indique le dessein de marcher le 10 contre Beaulieu: vous l'aurez chassé devant vous. Ne le perdez pas un instant de vue; votre activité et la plus grande célérité dans vos marches peuvent seules anéantir cette armée autrichienne qu'il faut détruire. Marchez, point de repos funeste; il vous reste des lauriers à cueillir, et c'en est fait des restes de la perfide coalition si vous profitez, comme vous annoncez vouloir le faire, des avantages que nous donnent les victoires éclatantes de l'armée républicaine que vous commandez.

Le plan de campagne que vous avez esquissé dans votre lettre du 9, est digne des Français et de l'armée que vous commandez et conduisez à la victoire; mais il présente des obstacles majeurs et des difficultés pour ainsi dire insurmontables; croyez, cependant que le directoire sait accueillir tout ce qu'on lui présente de grand et de profitable à la république; il doit toutefois se circonscrire dans un cercle moins étendu que celui que vous lui proposez de parcourir et auquel le ramène la nécessité impérieuse de terminer la guerre pendant cette campagne; il doit craindre tout ce qu'un insuccès peut entraîner de désastres. Il compte sur les victoires de l'armée d'Italie; mais qu'elles ne seraient pas les suites d'une entrée en Bavière par les montagnes du Tyrol; et quel espoir pourrait-on concevoir d'une retraite honorable en cas de revers? Comment d'ailleurs contenir avec les forces que vous commandez et quelques mille hommes que le directoire pourra y ajouter, tant de pays soumis à nos armes et impatients de se dérober au voisinage et à l'action de la guerre? Et quels seraient nos moyens de résistance, si la cour de Turin, que nous forçons à la paix, se laissait circonvenir de nouveau et reprenait les armes pour couper nos communications?

Les puissances d'Italie nous rappellent vers votre droite, citoyen général, et cette marche doit nous débarrasser des perfides Anglais, si long-temps les maîtres de la Méditerranée. Elle doit nous mettre à même de recouvrer la Corse et arracher ces départements français à l'ambitieuse maison de Brunswick-Lunebourg qui s'y est établie avec tant d'orgueil: voilà à cet égard les intentions du directoire.

Faites d'abord la conquête du Milanais, soit qu'il oive retourner à la maison d'Autriche, comme ces- on nécessaire pour assurer notre paix avec elle, soit u'il convienne de le donner par la suite aux Pié- ontais comme pour récompense des efforts que ous pourrons les engager à faire pour aider cette onquête, ou comme dédommagement des départe- ents du Mont-Blanc et des Alpes Maritimes, consti- tionnellement réunis à la république. Repoussez les nnemis jusque sur les montagnes du Tyrol, et mettez- s en crainte de s'y voir forcés.

Partagez ensuite l'armée d'Italie en deux: que la lus faible partie reste dans le Milanais et en assure possession par sa présence; elle y sera secondée ar les troupes piémontaises, si le roi de Sardaigne ccepte l'alliance offensive et défensive dont on trai- era incessamment avec ses agents; et ces troupes eront particulièrement chargées de la conservation es gorges du Tyrol et de pousser plus avant les suc- ès, dans le cas où les circonstances le permettraient: otre intérêt commande de les laisser agir et de les mener même à être audacieuses; mais les troupes épublicaines resteront dans le Milanais, y lèveront es contributions, et vivront dans ce pays fertile et ont la possession a été si précieuse aux Autrichiens endant cette guerre. Vous y arriverez au moment de a récolte; faites que l'armée d'Italie n'ait pas besoin es secours de l'intérieur. Le directoire destine au énéral Kellermann le commandement des forces rançaises dans le Milanais, au moment où vous aurez péré la séparation de l'armée d'Italie, grossie par es Alpes; et son intention est de laisser sub-

intimement enco

La seconde
côtoiera en part
assuré le libre p
ou que vous au
portera d'abord
Naples et Rom

Voici la con
la Toscane : il
moment où vo
blique n'est poi
importe de ma
nistre à Paris
quelle les Angl
qu'ils exerçaien
de la républiqu
il importe surt
respectées dans
françaises arrive
mande la confi

nçaises entreront à Livourne; prenez-en possession ec les mêmes formalités que celles qui furent jadis ıployées en occupant Vado; rendez-vous maître des isseaux anglais, napolitains, portugais, et autres timents ennemis que vous trouverez dans le port; ıparez-vous, en un mot, de tout ce qui appartient x différents états qui sont en guerre avec nous, et ettez même le séquestre sur ce qui appartient aux rticuliers de ces états; faites-en sur-le-champ dresser s inventaires; veillez surtout, citoyen général, illez à ce que les richesses ne deviennent pas la oie de la cupidité et des dilapidateurs; le grand-duc pourra se refuser à ces mesures rigoureuses; le ·ectoire ne présume pas qu'il veuille y apporter des stacles qui ne pourraient être élevés que par une rfidie qu'il est de notre intérêt d'anéantir. Vous lui clarerez, citoyen général, au nom du directoire écutif, qu'il faut qu'il donne sur-le-champ des or- es pour que tout ce qui appartient dans nos états nos ennemis soit immédiatement remis en notre issance, et qu'il se porte garant du séquestre, sans oi la république française se verrait forcée de traiter Toscane comme une alliée de l'Angleterre et de .utriche.

Le grand-duc sera responsable du succès et de ccomplissement de ces mesures; vous exigerez en tre, dans ce pays, les secours qui seront indispen- ›les à l'armée que vous commandez, et il sera dé- ré des bons ou billets d'état acquittables après la ix générale, en paiement des denrées et autres objets i nous seront fournis.

Les bruits que vous aurez adroitement semés sur

la nombre, que vous engagerez, des troupes françaises en Italie, augmenteront la crainte de nos ennemis, et doubleront en quelque manière vos moyens d'agir.

En passant sur le territoire de la république de Lucques, vous lui déclarerez, au nom du directoire exécutif, que la république française n'a aucune intention hostile à son égard.

Il convient d'ajourner nos débats avec Gènes jusqu'après l'expédition de Livourne : contentons-nous d'abord d'en tirer, sur des récépissés, les subsistances et moyens de transport dont l'armée française a besoin, sauf à traiter par la suite pour le mode du remboursement; mais ce qui vous a été prescrit relativement à Livourne peut s'appliquer à la république de Gènes, quoiqu'il soit de notre intérêt de ne la pas pousser au désespoir, et de s'assurer que sa neutralité nous deviendra aussi utile qu'elle l'a été jusqu'ici à nos ennemis.

La conduite qu'elle a tenue dernièrement à notre égard n'est pas propre à nous faire oublier le trait de perfidie dont la frégate *la Modeste* a été victime dans des temps qui nous étaient moins favorables. Le moment va venir où nous allons en demander une réparation authentique, et que ceux qui ont fait brûler *la Modeste* et appelé les Autrichiens soient jugés comme traîtres à la patrie.

On peut dire en effet aux Génois ; Ou vous avez fait prendre cette frégate et massacrer son équipage par inimitié pour la France, ou vous l'avez sacrifiée par faiblesse. Dans le premier cas, nous réclamons une

vengeance légitime; dans le second, nous devons exiger que vous traitiez vos ennemis comme vous nous avez traités nous-mêmes. Il faut que l'indemnité qui nous sera accordée soit suffisante. Il faut que les parents des Français qui ont péri à bord de *la Modeste* y participent; il faut que la réparation d'un tort si grave soit prononcée, soit solennelle.

C'est aussi après l'expédition de Livourne que nous essaierons de lever un emprunt dans la ville de Gènes, mais nous nous garderons de la vexer; nous lui ferons sentir que nous sommes plus généreux que nos ennemis, qui s'étaient proposé de la livrer au roi sarde; nous demanderons, de manière à n'être pas refusés, que tout ce qui appartient à nos ennemis, aux Anglais surtout, tant dans le port et la ville de Gènes que dans le reste des états de cette république, nous soit immédiatement remis; nous ferons séquestrer les propriétés et les fonds des négociants et particuliers des pays qui nous font la guerre, et le gouvernement génois répondra de la fidélité du séquestre; nous continuerons à donner, en échange de ce que Gènes nous fournira, des bons de rachat, desquels on traitera à la paix générale; enfin nous exigerons que les émigrés soient tous chassés, sans exception, des états de Gènes et de ceux de Toscane, comme vous les avez sans doute fait expulser de la partie du Piémont que vous occupez, dans le cas où ils auraient été assez hardis pour y rester.

Quant à la conduite que nous devons tenir à l'égard du duc de Parme, il est juste qu'il paie son entêtement à ne pas se détacher de la coalition; ses états

mière
que l'o
que les
ce pays,
un peu

Vous
et qui
sures sal
buer à l

Venis
mais ell
puissanc
égards.

Si Ro
ger, est
prières p
la républ
monumen

seaux et tout ce qui appartiendrait aux nations en guerre avec nous. Elle nous répondrait de l'exécution immédiate de ces mesures; elle s'engagerait solennellement à ne plus recevoir, pendant cette guerre, aucuns vaisseaux anglais ou ennemis de la république dans ses ports, et surtout de n'en permettre l'entrée à aucun sous pavillon neutre.

L'armée des Alpes a ordre de vous fournir immédiatement quatre demi-brigades, et vous verrez, par l'état ci-joint, quelles sont les dispositions qui ont été faites par le ministre de la guerre pour faire filer plusieurs compagnies d'artillerie légère sur celle d'Italie, par le chemin le plus court: il a fallu les prendre où elles étaient, et c'est à regret que le directoire voit que quelques-unes d'elles vous arriveront bien tard.

Le ministre de la guerre a également donné des ordres pour qu'un quatrième commissaire-ordonnateur, le citoyen Foullet, qui était à l'armée des Alpes, se rendît à celle que vous commandez; vous aurez en outre les citoyens Lambert, Sucy et Gosselin. Dans le cas où l'un des deux derniers ou le citoyen Foullet conviendrait mieux que le citoyen Lambert pour la place de commissaire-ordonnateur en chef, le directoire autorise le citoyen Salicetti à nommer à cette place celui des trois que vous lui indiquerez.

Si l'armée des Côtes de l'Océan peut vous fournir quelque cavalerie, le directoire la fera diriger sur l'armée d'Italie et s'occupera de vous en procurer. Il va traiter de la paix avec la Sardaigne et vous tiendra au courant des négociations: la république française sera généreuse et cherchera à se faire un allié qui, par intérêt et par amitié, lui soit toujours attaché.

Le directoire attend avec impatience la nouvelle de vos succès contre l'armée autrichienne. Frappez, frappez vivement.

CARNOT.

Paris, le 26 floréal an IV (15 mai 1796).

Votre dépêche du 17 floréal est parvenue, citoyen général, au directoire exécutif. La possession de la place de Tortone lui donne un nouveau degré de confiance sur le succès de vos dispositions pour le passage du Pô: elle vous a mis en mesure de prendre de revers la ligne de défense des Autrichiens, après leur avoir dérobé un mouvement audacieux et habilement conçu, s'ils s'obstinent à garder les bords du fleuve du côté de Valence.

Le directoire apprécie, comme vous, les obstacles qui défendent l'entrée du Milanais; mais le talent et la bravoure qui gagnent les batailles savent aussi franchir les difficultés de toute espèce, et l'armée triomphante que vous commandez doit regarder le Milanais comme une conquête assurée, et qui est nécessaire au glorieux dénouement politique que la république attend de ses victoires.

La conduite de la Toscane envers la France ne mérite plus d'égards, et le directoire vous autorise à diriger sur Livourne, dès que les circonstances vous paraîtront favorables, un corps dont vous déterminerez la force, et à la faveur duquel vous ferez exécuter les dispositions contenues dans les dernières

dépêches du directoire à l'égard du grand-duc : les renforts que vous devez recevoir de l'armée des Alpes vous mettront incessamment en état d'ordonner cette opération ; mais vous sentirez en même temps que votre principal objet, dans votre situation actuelle, est d'achever la défaite de Beaulieu.

Le directoire vous rappelle, citoyen général, que le maintien de la discipline peut seul assurer à une armée les conquêtes de son courage, et que son observation tend toujours à se relâcher dans l'ivresse des succès. Vous êtes fortement pénétré de cette vérité, et vous ne cesserez d'en faire une application rigoureuse qu'exigent à la fois l'intérêt de la république et celui de votre gloire personnelle.

CARNOT.

Paris, le 26 floréal an IV (15 mai 1796).

Le directoire a reçu, citoyen général, votre lettre datée de Lodi, le 22 du courant. Vous savez profiter de la victoire, et cette suite rapide et non interrompue de succès promet à la France la conquête de presque toute l'Italie, et les immenses ressources que contient cette grande et riche presqu'île.

Gloire immortelle aux vainqueurs de Lodi ! Honneur au général en chef qui a su préparer l'attaque audacieuse du pont de cette ville, en parcourant les rangs des guerriers français et s'exposant au feu le plus meurtrier de l'ennemi, et disposant tout pour le

bataillon de
qui ont déc
brave divis
et à son cl
ment Salice

Vous av
vez votre p
anéantissez
nous dévore
redoublés,
niâtreté qui
à l'accepter.

Le direc
les amis de
donner les l
à l'intrépidit

Oui, gén
qu'importe l
cette ville e

charnement que vous avez employé jusqu'ici, et ne cessez de le faire que lorsque l'armée autrichienne sera entièrement détruite.

Les dépêches que le directoire vous a adressées les 18, 26 et 27 floréal, contiennent les bases des mouvements qui vous resteront à faire après la déroute entière de Beaulieu et la conquête du Milanais: aussitôt que cette opération importante sera terminée et que les conditions de la paix conclue avec la Sardaigne auront été ratifiées par le corps législatif et la cour de Turin, vous partagerez en deux parties les troupes qui vous obéissent. Vous commandez celles qui doivent s'assurer de toute l'Italie, et le général Kellermann, requis par le commissaire du gouvernement Salicetti, commandera celle du Milanais, sous le nom d'armée des Alpes, et dirigera, si les forces que vous lui laissez le lui permettent, quelques divisions et des partis dans les gorges du Tyrol, etc.

Une partie des troupes peu nombreuses qui composent présentement l'armée des Alpes, augmentée par les renforts que la situation de Lyon permettra d'en extraire, pourra s'avancer dans le Piémont, et contribuer à l'exécution du traité de paix, en occupant les places qui doivent nous être remises en conformité de l'article 12; et il ne devra rester dans le Mont-Blanc, les Hautes-Alpes, Basses-Alpes et le Faussigny, que les troupes indispensables pour y maintenir la tranquillité que des malveillants pourraient tenter de troubler.

Vous vous concerterez pour ces opérations essentielles avec le commissaire du gouvernement Salicetti et le général en chef Kellermann, avec lesquels vous

majeure, par
pend, en que
Londres, et
seuls soutien
semble enfin
tion immédiat
qu'à l'expédit
vous ferez ch
l'église univer
ples des con
France qu'elle
Anglais et leu

La marche
grande, sans
stacles difficile
veloppé en pa
floréal, à laqu
cette entrepri
vos nouveaux
il convient de
vous, pour m

tagnes du Tyrol, et poussera de forts partis en Allemagne, aussi loin qu'il le pourra, tant pour lever des contributions que pour inquiéter les communications des armées autrichiennes sur le Rhin. Si l'armée que vous commanderez a besoin de renforts, ils seront sur-le-champ extraits de celle qui sera sous les ordres du général Kellermann, d'après la réquisition qui en sera faite par les commissaires du gouvernement. Vous ne laisserez, conjointement avec ce général, dans le Milanais, et pour assurer vos communications avec la France, que les troupes qui seront strictement indispensables pour remplir cet objet; et le général Kellermann disposera militairement, dans les montagnes du Tyrol, la plus grande partie de celles qui lui obéiront, afin de les mettre à l'abri des chaleurs de la plaine et des maladies qu'elles ne pourront manquer d'occasionner.

Vos marches vers le sud de l'Italie doivent être vives et rapides; les ressources immenses qu'elles vous procureront seront dirigées sans délai sur la France. Ne laissez rien en Italie de ce que notre situation politique nous permet d'emporter et qui peut nous être utile. Si ce plan s'exécute comme le directoire l'espère, il deviendra dès-lors d'autant plus possible de reprendre vers l'automne, avec l'espoir de réussir, l'entreprise de pénétrer dans le coeur de l'Allemagne, que nos armées du Rhin auront pu, à cette époque, frapper des coups vigoureux. Celle d'Italie leur a non-seulement montré le chemin de la victoire, elle la leur a facilitée. L'Autrichien, consterné de vos succès, a probablement déja donné des ordres pour extraire de ses armées sur le Rhin des renforts nombreux pour

s'opposer à vos progrès, e
donner au général Hellerm
sible, afin qu'il se trouve
de l'offensive du côté du

On ne se bat pas encor
Sambre-et-Meuse fait av
elle n'a pas, comme la
plaine fertile devant elle; e
des moyens de subsister da
et dans la Wétéravie septen
Moselle est dans le dénûm
cavalerie est absolument nu
manque aussi de numérai
abus et les dilapidations de
la minent encore. Les car
d'Italie ont procuré, par le
remonter les carabiniers à
et-Moselle; si vous pouvez
ainsi qu'aux autres troupes
n'hésitez pas à le faire, et
néral en chef Moreau pour
est de même des moyens de
de numéraire dans laquelle

Le moment où l'ennemi
armées sur le Rhin pour
Italie, est celui que le direc
rompre l'armistice dans le
moyens pour y réussir; ma
pagne ne puisse s'ouvrir a
nera aux troupes françaises
dont elles sont privées.

Si vos officiers généra

font pas leur devoir, mettez-les sans pitié en jugement; destituez-les, renvoyez-les sur les derrières; épurez cette arme, et faites qu'elle soit digne de l'armée d'Italie; le directoire vient de donner des ordres pour faire partir en poste, pour la rejoindre, deux officiers généraux de cavalerie avantageusement connus: le général de division Sahuguet, et le général de brigade Beaurevoir; vous fournirez bientôt à ce dernier l'occasion de mériter le grade de général de division, auquel ses services distingués lui donnent déja quelques droits.

Si vos commissaires des guerres ne sont pas bons, faites-en créer quelques-uns par le commissaire du gouvernement Salicetti. Le directoire sait que vous ne mettrez en place que des gens probes, instruits et actifs. La république de Venise pourra peut-être nous fournir de l'argent; vous pourrez même lever un emprunt à Vérone, où a résidé le prétendu Louis XVIII. Le directoire livre cet objet à vos méditations, et en confie l'exécution au commissaire du gouvernement Salicetti et à vous.

Il écrit de nouvelles lettres de félicitation aux braves de l'armée d'Italie; il attend les plans de vos batailles et de vos marches; vous ne devez pas manquer de dessinateurs en Italie. Eh! que font donc vos jeunes officiers du génie?

Le directoire accordera incessamment de l'avancement aux militaires pour lesquels vous en demandez, et donnera de nouvelles marques de satisfaction à ceux qui se sont distingués.

Il applaudit à l'harmonie parfaite qui regne vous, le général Kellermann, le commissaire d

vernement Salicetti, et le général de division chef d'état-major Berthier. Il apprendra avec une joie bien vive la défaite entière de l'armée de Beaulieu et la prise de Milan.

CARNOT.

Paris, le 9 prairial an IV (28 mai 1796).

Le directoire a reçu, citoyen général, votre lettre du 25 floréal, qui lui annonce la prise de Pizzighitone et la possession de Crémone et de toute la Lombardie; il félicite de nouveau l'armée d'Italie et celui qui la commande; elle a préparé glorieusement la fête de la Victoire, que la république entière célébrera le 10 prairial.

Le directoire croit inutile de répéter aujourd'hui ce qu'il vous a dit, dans ses dernières dépêches, sur la nécessité d'épier toutes les démarches de Beaulieu et de ne le pas perdre un seul instant de vue. Si vous craignez qu'il ne reçoive des renforts, attaquez-le avant qu'il puisse les joindre, et ne négligez rien pour empêcher cette réunion; il ne faut pas donner le temps à l'ennemi de se refaire; il ne faut pas s'affaiblir devant lui, et surtout ne pas lui donner, par un morcellement désastreux, les moyens de nous battre en détail et de reprendre le terrain qu'il a perdu.

La séparation en deux de l'armée d'Italie ne doit avoir lieu que lorsque Beaulieu sera entièrement hors d'état de rien entreprendre. Ainsi donc, général, votre premier objet est de détruire son armée et de la dis-

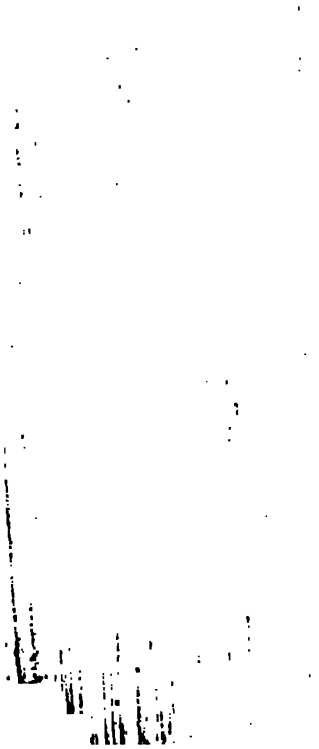
perser entièrement; il profiterait des moments de repos que vous lui accorderiez pour revenir de la terreur que les armes de la république lui ont inspirée, et bientôt il essaierait de devenir audacieux.

Ajournez jusqu'au moment que vous croirez favorable l'expédition sur Livourne, Rome et Naples; mais faites qu'elle soit rapide et que son succès complet, surtout contre les Anglais, vous permette de revenir bientôt faire tête aux troupes que la cour de Vienne pourrait envoyer.

Vous paraissez désireux, citoyen général, de continuer à conduire toute la suite des opérations militaires de la campagne actuelle en Italie. Le directoire a mûrement réfléchi sur cette proposition, et *la confiance qu'il a dans vos talents et votre zèle républicain ont décidé cette question en faveur de l'affirmative.* Le général en chef Kellermann restera à Chambéry, et fera occuper seulement les places qui doivent nous être remises par le traité de paix. L'armée d'Italie continuera à tenir garnison dans celle où elle est entrée en vertu de l'armistice, ainsi que dans Valence ou Alexandrie, que nous accorde provisoirement ce traité.

L'expédition de Livourne est la première à faire après la défaite de Beaulieu; le directoire vous en a développé les raisons dans ses dernières dépêches; il vous laisse le choix du temps et des moyens d'exécution, et il apprendra avec une vive satisfaction la nouvelle de ce triomphe sur les perfides Anglais.

Le reste des opérations militaires vers l'Allemagne et dans le Mantouan est absolument dépendant de vos succès contre Beaulieu. Le directoire sent com-



Vos dépêche
parvenues, citoy
avait prévu qu
était une con
savant passage
passage de l'Ad
faction toujours
fruits de la vi
succès. Son int
avez pris de n
l'ennemi dans
armée vaincue,
L'observation d
il est parfaiteme
surtout applicab
Les renforts qu
ses troupes le s

orces ira imposer les lois de la république dans l'Italie
néridionale.

Vous recevrez ci-joint copie de la lettre que le di-
ectoire écrit à son commissaire Salicetti : vous y verrez
ue son voeu, conforme à celui des lois, est que les
ctes, tels qu'armistices, contributions de guerre et
utres semblables, qui concernent à la fois l'autorité
ivile et militaire, soient revêtus de la signature des
énéraux en chef et des commissaires du gouverne-
nent. Vous y verrez en outre que les mesures que
ous avez prises à l'égard de l'administration inté-
ieure du Milanais sont approuvées.

Quant à la question que vous proposez sur l'état
olitique de cette contrée, le directoire doit attendre,
our y répondre définitivement, que les comptes que
ous lui rendrez des dispositions de ses habitants lui
assent juger si ce peuple est susceptible de l'indé-
endance. Dirigez, en attendant, son opinion vers la
iberté, sans perdre de vue que le sort de ces états
lépend des conditions de la paix avec l empereur, de
os succès sur le Rhin, des conditions essentielles de
otre traité avec le duc de Parme, et de la part que
ourra y prendre l'Espagne. Veillez aussi sur la marche
les autorités que vous avez conservées ou créées, et
ur les manoeuvres sourdes de celles que vous avez
upprimées.

Le directoire approuve l'envoi que vous désirez
aire d'un million aux armées qui sont sur le Rhin;
l pense que ce trait d'une fraternité généreuse de la
art de l'armée d'Italie, produira parmi elles d'heureux
effets : elles commencent aujourd'hui leur campagne,
elles vont entamer un plan audacieux d'offensive qui

epentir l'empereur de la rupture qu'il a faite le
mistice, et ralentira ses efforts impuissants pour
ses pertes d'Italie.

x bataillons de l'armée des Côtes de l'Océan ont
de vous joindre; ils passeront par Chambéri
us comptons recevoir sous peu de jours le cour-
qui nous annoncera de nouveaux succès sur le
io, et la chute de la citadelle de Milan; appuyez-
avec confiance sur celle que nous vous devons
ant d'honorables titres, et maintenez, citoyen g-
, la salutaire harmonie qui règne entre le citoyen
cetti et vous, et à laquelle nous attachons un par-
intérêt.

CARNOT.

Paris, le 16 prairial an IV (4 juin 1796).

Il paraît, citoyen général, que pendant que la paix se négociait avec le roi sarde, on a appris à Turin qu'une des conditions de cette paix assurerait aux patriotes du Piémont une garantie pour leur tranquillité future, et que, pour se venger des efforts que quelques-uns d'eux avaient faits pour la liberté, on s'est empressé de les livrer aux bourreaux, avant la ratification de cette paix. La peur qu'inspire la brave armée d'Italie aux cours de Rome et de Naples, etc., paraît exciter les mêmes horreurs dans le sud de l'Italie, et les prisons où gémissent des hommes dont tout le crime est d'avoir songé à revea-

diquer leurs droits, sont vidées par de semblables exécutions.

L'intention du directoire est que vous notifiiez sur-le-champ aux petits princes de l'Italie qu'ils arrêtent le cours de ces atrocités, et qu'ils répondront de tout le sang qu'ils feront verser.

La défense de poursuivre les patriotes italiens devra entrer comme une clause nécessaire dans les armistices qui pourront être conclus par les commissaires du gouvernement près l'armée d'Italie et par vous.

CARNOT.

Paris, le 23 prairial an IV (11 juin 1796).

Les nouveaux succès dont vous rendez compte, citoyen général, au directoire exécutif dans vos dépêches du 17, semblent mettre le comble à la gloire de l'armée d'Italie; mais il lui reste encore à acquérir celle de conserver ses conquêtes: elle ne sera ni moins brillante, ni moins utile à la république, et elle est également réservée au génie qui a dirigé d'aussi étonnantes opérations, et au courage qui les a exécutées.

Après avoir expulsé tous les débris de l'armée autrichienne hors de la Lombardie, vous en garderez sans doute toutes les issues avec les moyens de force et de précautions nécessaires pour en interdire l'accès à Beaulieu, malgré les renforts qu'il reçoit ou qu'il doit recevoir dans le Tyrol. Les armistices qui vont se conclure avec le prince de Rome et le roi de Na-

rable; la premiere de vos considerati
sur les entreprises d'un ennemi qui
ocuvre pour réparer ses pertes. Le gl
la campagne sur le Rhin va de nou
l'Autriche et opérer une puissante di
faveur: la gauche de l'armée de Sa
battu, sur la rive droite du Rhin, l
du duc de Würtemberg, dans deux
tants, à Ukerath et à Altenkirchen. U
de 30,000 hommes, aux ordres du br
ber, formé de la gauche et d'une par
général Jourdan, s'avance à grands
et peut-être bientôt l'armée entière,
commande, marchera sur le Mein; c
Moselle se prépare à agir de son côté
ments combinés, dont le but est de
samment le théâtre de la guerre au-d

Le ministre des finances va mettre à
que vous faites de 6 millions à la disp
vernement. Il serait à désirer qu'il sû

Le noble Quirini, envoyé de Venise, a remis une plainte sur la licence des troupes françaises dans le Bressan: vous en trouverez ci-joint copie, et vous sentirez la nécessité de réprimer ces désordres s'ils ont réellement eu lieu. Quant au sénat de Venise, il n'y a pas d'inconvénients à en agir avec fermeté à son égard.

Les mesures vives et sévères que vous avez prises pour comprimer l'insurrection des habitants du Milanais étaient nécessaires; les lois de la guerre et le salut de l'armée les rendront toujours légitimes en pareilles circonstances.

Vous verrez dans notre dépêche au citoyen Salicetti quelles sont nos intentions relativement aux propositions qui vous ont été faites de la part de Rome et de Naples: il est inutile d'en rappeler ici le contenu.

La situation des départements méridionaux a fait révoquer l'ordre donné au général Châteauneuf-Randon de conduire à l'armée d'Italie les deux demi-brigades qui vous étaient antérieurement destinées. Ce général conserve le commandement de la 9e division militaire, jusqu'à ce que le retour de la tranquillité y soit raffermi.

Le directoire vous remercie de l'attention que vous avez eue de lui envoyer des chevaux pour son usage.

CARNOT.

LETTRES DE NAPOLÉON.

Au directoire.

Au quartier-général, à Lodi, le 22 floréal an II (11 mai 1796).

La bataille de Lodi donne à la république toute la Lombardie. Les ennemis ont laissé 2,000 hommes dans le château de Milan, que je vais nécessairement investir. Vous pouvez compter, dans vos calculs, comme si j'étais à Milan; je n'y vais pas demain, parce que je veux poursuivre Beaulieu, et chercher à profiter de son délire pour le battre encore une fois.

Bientôt il est possible que j'attaque Mantoue. Si j'enlève cette place, rien ne m'arrête plus pour pénétrer dans la Bavière: dans deux décades, je puis être dans le coeur de l'Allemagne. Ne pourriez-vous pas combiner mes mouvements avec l'opération de ces deux armées? Je m'imagine qu'à l'heure qu'il est on se bat sur le Rhin; si l'armistice continuait, l'armée d'Italie serait écrasée. Si les deux armées du Rhin entrent en campagne, je vous prie de me faire part de leur position et de ce que vous espérez qu'elles puissent faire, afin que cela puisse me servir de règle pour entrer dans le Tyrol, ou me borner à l'Adige. Il serait digne de la république d'aller signer le traité de paix, les trois armées réunies, dans le coeur de la Bavière, ou de l'Autriche étonnée. Quant à moi, s'il entre dans vos projets que les deux armées du Rhin

fassent des mouvements en avant, je franchirai le Tyrol, avant que l'empereur ne s'en soit sérieusement douté.

S'il était possible d'avoir un bon commissaire-ordonnateur? Celui qui est ici serait bon en second, mais il n'a pas assez de feu et de tête pour être en chef.

BONAPARTE.

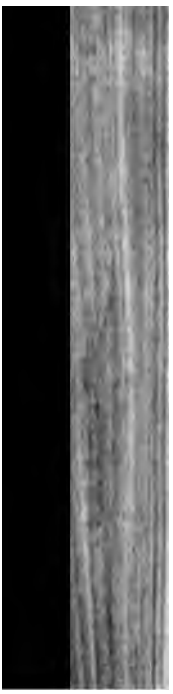
Au même.

Au quartier-général, à Lodi, le 25 floréal an IV (14 mai 1796).

Je reçois à l'instant le courrier parti, le 18, de Paris. Vos espérances sont réalisées, puisqu'à l'heure qu'il est, toute la Lombardie est à la république. Hier j'ai fait partir une division pour cerner le château de Milan. Beaulieu est à Mantoue avec son armée; il a inondé tout le pays environnant; il y trouvera la mort, car c'est le plus malsain de l'Italie.

Beaulieu a encore une armée nombreuse: il a commencé la campagne avec des forces supérieures; l'empereur lui envoie 10,000 hommes de renfort, qui sont en marche. Je crois très-impolitique de diviser en deux l'armée d'Italie; il est également contraire aux intérêts de la république d'y mettre deux généraux différents.

L'expédition sur Livourne, Rome et Naples est très-peu de chose: elle doit être faite par des [illegible]us, en échelons, de sorte que l'on puisse, par u



de voir d'un autre. J'ai remporté que
sur des forces supérieures, et dans u
solu de tout, parce que, persuadé que
se reposait sur moi, ma marche a été
que ma pensée.

Si vous m'imposez des entraves de
s'il faut que je réfère de tous mes pa
saires du gouvernement; s'ils ont dr
mes mouvements, de m'ôter ou de
troupes, n'attendez plus rien de bon.
blissez vos moyens, en partageant vos f
rompez, en Italie, l'unité de la pensé
vous le dis avec douleur, vous aurez
belle occasion d'imposer des lois à l'Ita

Dans la position des affaires de la
Italie, il est indispensable que vous ay
qui ait entièrement votre confiance: si
moi, je ne m'en plaindrais pas; mais je
à redoubler de zèle pour mériter votre
poste que vous me confierez. Chacun a

fiance. Je sens qu'il faut beaucoup de courage pour vous écrire cette lettre, il serait si facile de m'accuser d'ambition et d'orgueil! mais je vous dois l'expression de tous mes sentiments, à vous qui m'avez donné dans tous les temps des témoignages d'estime que je ne dois pas oublier.

Les différentes divisions d'Italie prennent possession de la Lombardie. Lorsque vous recevrez cette lettre, nous serons déja en route, et votre réponse nous trouvera probablement près de Livourne. Le parti que vous prendrez dans cette circonstance est plus décisif pour les opérations de la campagne, que 15,000 hommes de renfort que l'empereur enverrait à Beaulieu.

BONAPARTE.

Au ministre d'Espagne, à Parme.

Au quartier-général, à Plaisance, le 17 floréal an IV (6 mai 1796).

J'ai reçu, monsieur, votre lettre; comme il n'est pas dans mon coeur, ni dans l'intention du peuple français, de faire mal sans but et de nuire en rien aux peuples, je consens à suspendre toute hostilité contre le duc de Parme, et la marche de mes troupes sur Parme; mais il faut que, dans la nuit, le duc envoie des plénipotentiaires pour conclure la suspension.

Je fais marcher quelques régiments de cavalerie avec une brigade, à trois lieues de Plaisance; cela

rétrograde, se trouver en
et menacer de les envelop
qu'ils feraient. Il faudra
un seul général, mais e
dans sa marche et dans
campagne, sans consulter
fait de bon, s'il eût fallu
de voir d'un autre. J'ai r
sur des forces supérieures
solu de tout, parce que, p
se reposait sur moi, ma r
que ma pensée.

Si vous m'imposez des
s'il faut que je réfère de
saires du gouvernement;
mes mouvements, de m'
troupes, n'attendez plus r
blissez vos moyens, en pa
rompez, en Italie, l'unit
vous le dis avec douleur,
belle occasion d'imposer d

Dans la position des
Italie, il est indispensable
qui ait entièrement votre
moi, je ne m'en plaindrais
à redoubler de zèle pour
poste que vous me confier
faire la guerre. Le génér
rience et la fera mieux q
ensemble nous la ferons f

Je ne puis rendre à la
qu'investi entièrement et

[illegible] Je [illegible] [illegible] [illegible]

Au ministre des affaires étran de Parme.

Au quartier-général, à Lod
(13 mai 1796).

J'ai reçu, monsieur, la ratification d'armes que vous avez acceptée de la Parme. Je vous envoie le général C vous puissiez régler avec lui tous les cution de ladite suspension.

Vous lui ferez remettre dans la jou les cinq cent mille francs qui, aux te pension, doivent être payés dans le recevra également les chevaux, et il sures nécessaires pour l'exécution de l

Je suis charmé, monsieur, que ce

Au général en chef de l'armée du roi de Sardaigne.

Au quartier-général, à Milan, le 29 floréal an IV (18 mai 1796).

Je viens d'ordonner, monsieur, que les deux bateaux de sel arrêtés à Plaisance continuent leur route sur Valence.

Peut-être jugerez-vous à propos d'envoyer à Plaisance un officier ou un préposé, qui veillera à ce que tous les bateaux et autres convois appartenant au roi ne soient pas interceptés par l'armée. Du moment que vous m'aurez fait connaître là-dessus vos intentions, je m'empresserai de donner à cet officier les facilités nécessaires pour pouvoir remplir sa mission; il pourrait également être chargé de parcourir les différentes rives du Pô, pour vous faire restituer les effets appartenant au roi, que nous aurions pu arrêter.

Le chef de l'état-major expédie les ordres aux troupes qui arriveront à Casale, de partir sur-le-champ pour Milan.

Je me suis occupé des différentes réclamations relatives à la province d'Alba. Je désire, monsieur, que vous soyez convaincu de l'empressement que j'aurai à faire quelque chose qui vous soit agréable.

Je vous prie de m'envoyer l'état des officiers que vous désirez que je vous renvoie, en échange de ceux que vous avez eu la complaisance de relâcher sur parole.

J'envoie à Valence un officier du génie, pour choisir un emplacement pour la construction du pont de

A l'amb

Nous son
de la républ
de tout, on
se sont reti
troupes sera
de me faire
dans la Bavi

L'empere

Je suis très-flatté, citoyen ministre, que cette circonstance m'ait procuré le plaisir de vous assurer, etc.

BONAPARTE.

Au même.

Au quartier-général, à Milan, le 23 prairial an IV (11 juin 1796).

Le canton de Berne a confisqué, au commencement de la révolution, les biens de feu le général La Harpe; je vous prie de vous intéresser pour les faire rendre à son fils.

BONAPARTE.

LETTRES MILITAIRES,

ADRESSÉES A NAPOLÉON.

Maléo, le 20 floréal an IV (9 mai 1796).

L'ennemi occupe toujours la ville de Pizzighitone. J'ai reconnu ce matin, au point du jour, mon centre et ma droite, et il ne m'a pas paru que l'ennemi fît aucune évacuation, d'après le feu qu'il a fait sur nous et les troupes qu'il avait sur le rempart.

La rivière de l'Adda est large et profonde. Je ne crois pas qu'on puisse la passer sans bateaux, et tous ceux qui pourraient servir à cet usage sont retenus à l'autre bord.

Le chef de l'état-major m'ayant fait prévenir que le général Augereau occupe Casale, je vais faire partir un détachement de cavalerie pour former ma jonction avec lui.

J'ai fait, général, de vains efforts jusqu'à ce jour pour arrêter le pillage. Les gardes que j'ai établies ne remédient à rien; le désordre est à son comble.

Il faudrait des exemples terribles; mais, ces exemples, j'ignore si j'ai le pouvoir de les donner. L'homme honnête et sensible souffre et se déshonore en marchant à la tête d'un corps où les mauvais sujets sont si nombreux. Si je n'étais pas au poste le plus avancé, je vous préviendrais de me faire remplacer par un homme dont la santé, les talents, pussent obtenir de plus grands succès; mais je dois m'oublier dès qu'il s'agit de travailler à la gloire de mon pays.

DALLEMAGNE.

LETTRES DIPLOMATIQUES,

ADRESSÉES A NAPOLÉON.

Turin, le 2 prairial an IV (21 mai 1796).

Les bateaux nécessaires pour la construction du pont sont tous à l'endroit fixé. J'ai déja eu avis que la colonne qui devait passer par l'Argentière est arrivée dans la vallée de Sture; celle de la vallée d'Aoste sera également entrée le 19; mais, à cette occasion, je vous dirai que le général Kellermann paraît annoncer un second passage par cette vallée, duquel nous n'é-

tions pas convenus, et qui serait très-préjudiciable pour le pays par où cette seconde colonne passerait. Mon frère, qui commande à la vallée d'Aoste, a écrit, à ce sujet, au général Kellermann, pour le prévenir que cela ne serait pas conforme aux conventions; de manière que je me flatte qu'il sera temps encore de donner des ordres pour faire prendre la route de l'Argentière à cette seconde colonne, au lieu de celle du Saint-Bernard.

J'ai pensé à vous écrire ceci, afin que vous soyez informé de toutes nos démarches, ayant la plus grande confiance dans votre manière d'agir à mon égard, et le plus grand empressement de faire tout ce qui pourra vous être agréable.

J'ai aussi pensé à m'adresser à vous en droiture, pour obtenir que vous donniez des ordres, afin qu'on laisse aux paysans des pays occupés par les armées françaises la possibilité de labourer leurs terres et d'ensemencer pour la seconde récolte; ce qui, je crois, sera autant utile pour l'armée française que pour le pays même, où les denrées seront plus abondantes. Comme c'est précisément le temps à peu près qu'ils doivent commencer, je me suis empressé de vous le marquer, et saisis cette occasion avec bien du plaisir, de vous témoigner les sentiments distingués que j'ai pour vous, monsieur le général.

VICTOR EMMANUEL.

TRAITÉS, CONVENTIONS, ORDRES DU JOUR, PROCLAMATIONS.

Suspension d'armes conclue entre l'armée française, en Italie, et le duc de Parme et de Plaisance, par le général Bonaparte, commandant l'armée française, avec MM. le marquis Antonio Pallavicini et Filipo dalla Rosa, plénipotentiaires du duc de Parme, sous la médiation de M. le comte de Valdeparaiso, ministre d'Espagne à Parme.

Art. Ier. Il y aura suspension d'armes entre la république française et le duc de Parme, jusqu'à ce que la paix ait été conclue entre les deux états. Le duc de Parme enverra des plénipotentiaires à Paris, près le directoire exécutif.

II. Le duc de Parme paiera une contribution militaire de deux millions de livres, monnaie de France, payée soit en lettres de change sur Gènes, soit en argenterie, soit en monnaie; il y aura cinq cent mille livres payées dans cinq jours, et le reste dans la décade suivante.

III. Il fera remettre douze cents chevaux de trait, harnachés avec des colliers, quatre cents de dragons, harnachés; et cent de selle, pour les officiers supérieurs de l'armée.

IV. Il remettra vingt tableaux, au choix du général en chef, parmi ceux existant aujourd'hui dans le duché.

V. Il fera, dans le délai de quinze jours, verser dans les magasins de l'armée, à Tortone, dix mille quintaux de blé, cinq mille d'avoine, et il mettra, dans le même délai, deux mille boeufs à la disposition de l'ordonnateur en chef, pour le service de l'armée.

VI. Moyennant la contribution ci-dessus, les états du duc de Parme seront traités comme les états neutres, jusqu'à la fin des négociations qui vont s'entamer à Paris.

Fait à Plaisance, le 20 floréal an IV (9 avril 1796).

BONAPARTE,

ANTONIO PALLAVICINI, FILIPO DALLA ROSA.

Armistice conclu entre le général en chef de l'armée d'Italie, et M. Frédéric, commandeur d'Est, plénipotentiaire de M. le duc de Modène.

Le général en chef de l'armée d'Italie accorde au duc de Modène un armistice, pour lui donner le temps d'envoyer à Paris, à l'effet d'obtenir du directoire exécutif la paix définitive, aux conditions ci-après, auxquelles se soumet et que promet de remplir M. Frédéric, commandeur d'Est, plénipotentiaire de M. le duc de Modène, savoir :

1° Le duc de Modène pai
çaise la somme de sept millio
monnaie de France, dont tro
sur-le-champ dans la caisse
deux millions, dans le délai
les mains de M. Balbi, banq
Gènes; et deux millions cin
les mains du même banquier
d'un mois.

2° Le duc de Modène f
millions cinq cent mille livres
autres munitions de guerre
désignera, ainsi que les époq
quels les versements des den

3° Le duc de Modène se
tableaux à prendre, dans sa g
au choix des citoyens qui se

Moyennant les conditions
de la république, passant p
Modène, ne feront aucune
dont elles pourraient avoir b
payés de gré à gré.

Fait à Milan le 1er prairi

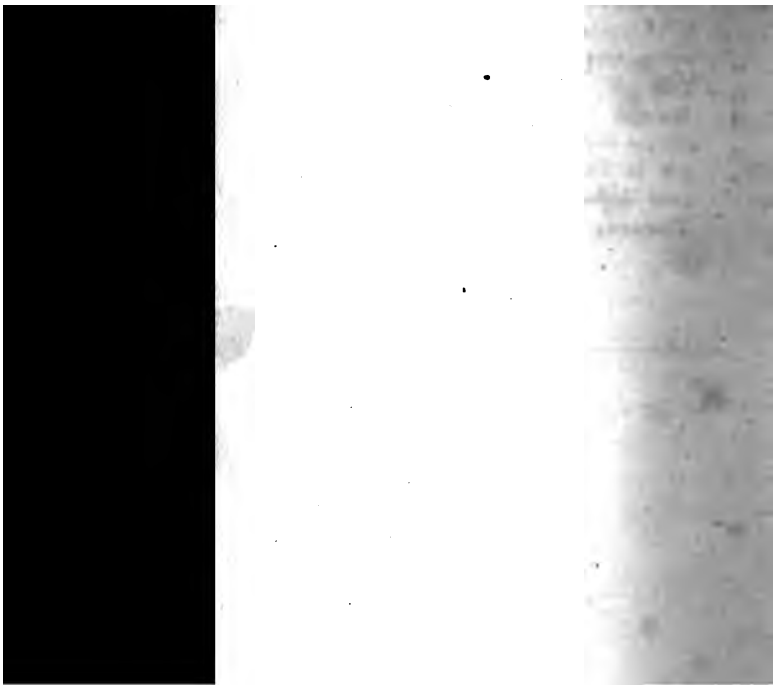
FRÉDÉ

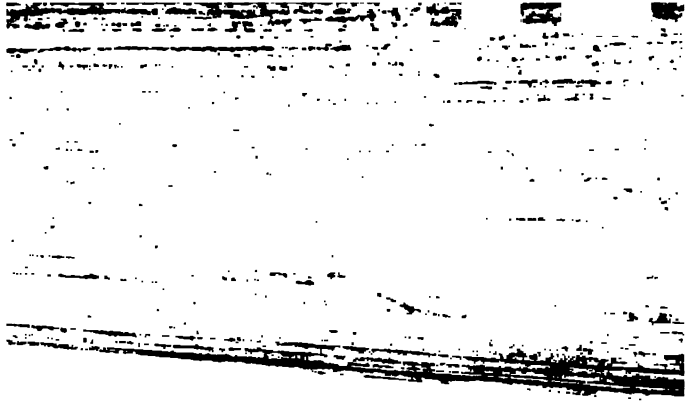
FIN DU QUATRIÈME VOLU

ERRATA

qui se trouvent dans le manuscrit et dans l'édition de Paris.

Page	25.	lisez:		Effets de la révolution de 1789. — Les Anglais sont chassés de l'Ile, 1796.
„	58	ligne	19	lisez: la chaussée de la Carinthie
„	72	„	27	„ occupaient
„	74	„	6	„ Toblach
„	82	„	19	„ Muhrau
„	84	„	9	„ altesse royale
„	113	„	34-35	„ par la Pusterthal sur la Carinthie,
„	126	à effacer:		avec le duc de Parme; — avec la Toscane;





Stanford University Libraries
3 6105 013 442 756

DATE DUE

STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES
STANFORD, CALIFORNIA 94305-6004